



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mars 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref de février (193 pages) ainsi que les articles de presse (32 articles, 52 pages avec un index) sont en ligne au format pdf. A moi tout seul j'en fais autant sinon plus que les rédactions des hebdomadaires du POI, du NPA ou de LO, c'est cela la productivité ! Je plaisante, il faut bien se détendre un peu. Tout de même, vous n'avez pas l'impression qu'ils brassent du vent ?

Il faut aller chercher ailleurs pour alimenter notre réflexion, pour nous informer, pour nous confronter à des interprétations du monde provenant de sources diverses qui se déclinent sous des angles différents en mettant au premier plan certains facteurs, facteurs sur lesquels notre réflexion s'arrêtera pour les analyser à fond, ensuite on se posera la question de savoir quelle place ou importance nous leur réservons dans notre interprétation du monde. On peut ensuite l'affiner ou la modifier car nous sommes d'éternel apprentis et nous commettons des erreurs d'appréciation, c'est inévitable.

Bien entendu, les interprétations du monde qu'on nous propose s'inscrivent toutes dans le cadre de la préservation du capitalisme, et comme leurs auteurs se rendent bien compte que toutes les tentatives pour le réformer ont échoué, ils ne peuvent que remettre au goût du jour les théories foireuses qui ont été avancées dans le passé sans s'apercevoir que l'évolution du capitalisme mondial constituait justement une réfutation de ces théories. On se demandera au passage comment des intellectuels qui se veulent rigoureux dans leurs travaux peuvent se satisfaire de ce constat qu'ils sont amenés parfois à établir eux-mêmes et qui est synonyme d'impasse politique ou d'impuissance à changer le monde en s'y prenant de la sorte.

Leur aveuglement ou l'obstination dont ils font preuve en reprenant à leur compte ces théories, témoigne de leur incapacité à s'approprier le marxisme et ses conclusions, parce qu'ils n'ont pas assimilé les lois de fonctionnement du système capitalisme qui n'ont pas changé depuis son avènement et qui conduisent infailliblement depuis plus de deux siècles à son effondrement, parce qu'ils n'ont pas compris ou ne veulent pas admettre que le développement historique du capitalisme posait à terme la nécessité de passer à un autre mode de production, du coup ils sont incapables de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat.

De la même manière que les opportunistes des partis centristes ou démocrates petits-bourgeois cités plus haut, ils sont à la recherche de la recette miracle, refusant de reconnaître que tout changement de société ne pourra intervenir sans un haut degré d'organisation de la classe ouvrière et l'élévation de son niveau de conscience politique, lui refusant la capacité de diriger la société, il leur faut trouver des substituts (les élus, la franc-maçonnerie, l'ONU et ses multiples agences, etc.) sans qu'ils soient réputés plus fiables ou plus évolués ou plutôt le contraire, peu importe, ils ne sont plus à une contradiction près, il leur faut bien donner l'impression que leurs analyses aboutissent quelque part pour avoir un semblant de crédibilité.

Le tout aboutit au paradoxe qu'on sait exactement de quoi il retourne sur le vieux monde, sans être foutu de trouver ou réunir les moyens d'avancer pour le balayer et le reconstruire le monde sur de nouvelles bases. C'est à se demander s'il faut que le monde soit devenu abominable et soumis aux horreurs d'une guerre impérialistes pour que les intellectuels aillent au bout de leurs analyses. Faut-il qu'ils soient réduits en guenille et soumis à un bombardement le ventre vide pour enfin cesser de se comporter comme des gens qui scrutent les malheurs des autres de l'extérieur et leur prodiguent des remèdes inappropriés et réputés comme tels. S'il est dans la nature humaine de refuser d'être réduit en escavage, il semblerait qu'il soit également dans sa nature d'accepter son triste sort jusqu'à l'extrême limite de ses forces. Dans le premier cas, c'est sa force, dans le second sa faiblesse, qui peut lui être fatal.

Partir de la réalité, des faits et leurs rapports, pour se faire une idée de la situation et combattre les illusions qui reposent sur des idées fausses qui ne traduisent qu'une partie de la réalité ou ne prennent en compte que certains faits. Cela ne s'invente pas, il faut aller les chercher. Avec Internet ils sont accessibles à tous ceux qui ont une connection et veulent améliorer leurs connaissances du monde, donc ignorer les faits et s'en remettre à la représentation du monde officielle est un choix délibéré dont on en a apparemment conscience, mais rien n'est moins sûr.

Je me suis refusé à mettre en ligne un article sur la Chine (et bien d'autres !) qui relevait du négationnisme de la dictature du régime. Il faut avoir une vision internationale pour interpréter sous tous les rapports chaque facteur abordé, de préférence à l'aide du matérialisme dialectique et historique. Etudier le comportement de ces facteurs permet d'alimenter notre questionnement, en partant des faits on doit parvenir à se poser un tas de questions que l'on ne soupçonnait pas auparavant ou pas sous les angles sous lesquels ils nous étaient présentés. Ces questions ne jaillissent qu'à partir du moment où on accepte ou on parvient à cerner les facteurs et les rapports déterminants qui participent à la situation.

Par expérience, je peux affirmer que toute discussion avec un militant est quasiment impossible, dès lors qu'il se refuse à intégrer ces facteurs dans l'analyse de la situation présente ou passée. Le plus souvent, il suffit d'intégrer un facteur auquel notre interlocuteur n'a pas fait référence dans son analyse ou d'émettre l'idée qu'il aurait été sous-estimé ou surestimé sans même s'aventurer plus loin, pour que la discussion soit stoppée nette. Cela traduit un refus de confronter nos idées.

Je viens de très loin, d'un milieu ouvrier particulièrement arriéré (auquel j'étais destiné le restant de mes jours depuis ma naissance) et en vivant en Inde je suis servi sur ce plan-là. Du coup, j'ai acquis une sérieuse expérience dans la façon d'aborder sous des angles quasi impossibles les questions auxquelles les travailleurs sont confrontés quotidiennement, la manière dont ils les posent, et de vérifier de quelle manière évoluaient leurs rapports à la réalité. J'y ai été et j'y suis contraint par la force des choses. Je suis en permanence en présence ou en relation avec les masses exploitées les plus arriérées qui soient, alors que je pourrais faire comme les partis, les syndicats, les intellectuels ou plus généralement les petits-bourgeois qui s'emploient à les ignorer, qui ne les connaissent pas, tandis que je baigne dedans et m'évertue à les aider à progresser au lieu de les mépriser ou de leur témoigner de l'indifférence, c'est ingrat, épuisant, etc. mais au combien enrichissant pour comprendre de quelle manière ils fonctionnent dans leurs têtes, à quel niveau ou profondeur les idées de la classe dominante sont encrées en eux, au-delà des rapports sociaux d'exploitation qui déterminent leur comportement, par quel mécanisme psychologique ils parviennent à s'incruster durablement dans leur cerveau, comment l'ignorance et la propagande gouvernementale parviennent à faire office de repères ou de connaissances, d'obstacles à toute prise de conscience, comment et pourquoi le plus crétin se prend pour le plus intelligent de la terre...

Rectificatif

Hier j'ai relayé un courriel que j'avais reçu d'un militant qui m'a répondu en apportant les précisions suivantes :

- "Tu as relayé le lien que je t'ai envoyé hier concernant un texte traitant de l'Algérie et de la Palestine. Je tenais simplement à préciser que l'organisation pour laquelle le texte a été écrit, et dont j'étais militant, n'était pas le PT d'Algérie mais le CCI du POI. POI qui est lié, comme tu le sais, au PT d'Algérie officiellement par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ; et officieusement par la IVe Internationale lambertiste. Est-il possible de corriger ce détail sur ton site ? Ceci pour éviter toute accusation de "malhonnêteté"."

C'est fait. J'avais lu rapidement ce texte et j'avais cru qu'il s'agissait de deux militants différents.

Le président des riches, pensez-vous ! Pas ingrat le parvenu !

Durant toute la campagne (de l'élection présidentielle de 2007 -ndlr) , Nicolas Sarkozy fut donc hébergé Villa Montmorency (XV^e arrondissement de Paris) chez un ami du couple: Dominique Desseigne, le patron du groupe Barrière (palaces, casinos et... le célèbre Fouquet's). (lexpress.fr 29.02)

Dujardin est une loque.

Jean Dujardin, désormais oscarisé, peut respirer : son petit secret a été gardé jusqu'au bout. L'acteur, coproducteur du film

Les infidèles, craignait, en effet, que le monde du cinéma américain ne s'offusque d'une courte séquence de son film à sketches sur l'infidélité. Cette saynète a été retirée du montage définitif du film afin de ne pas nuire à la campagne de séduction de l'acteur français auprès d'Hollywood.

Mais qu'y avait-il de si choquant ? Il s'agissait d'un sketch où Jean Dujardin interprète un mari infidèle à New York. La caméra le filme alors dos à la baie vitrée de sa chambre. Derrière lui, les tours du World Trade Center au moment où l'avion percute le building... "*Oui, oui, ma chérie, tout va bien !*" La scène est hilarante, mais Jean Dujardin et ses amis coproducteurs n'ont pas voulu prendre le risque de choquer outre-Atlantique. On peut penser que leur prudence n'était pas inutile tant le match pour l'oscar avec George Clooney était serré. Le moindre accroc aurait pu être fatal.

Les infidèles ont été une menace permanente pour Jean Dujardin. Faut-il rappeler que les affiches du film, jugées par certains trop audacieuses, ont été retirées en catastrophe ? (lepoint.fr 29.02)

Même pas peur ! Quand Hollande rassure les nantis.

François Hollande, candidat socialiste à l'Élysée, en déplacement mercredi à Londres, ville de la City, a plaidé pour davantage de "régulation" dans la finance, avec le soutien du chef de l'opposition travailliste Ed Miliband, tout en assurant qu'il n'était "*pas dangereux*".

"*Je voulais (...) venir à Londres pour dire que la finance doit être au service de l'économie*", a-t-il affirmé.

"*Je ne suis pas dangereux*", avait lancé en anglais François Hollande en arrivant à la gare Saint-Pancras où, interrogé sur le message qu'il entendait adresser à la City.

Affirmant sa "*confiance en les projets européens*", il a plaidé pour que la Grande-Bretagne soit "*partie prenante*" en Europe. Durant son discours de 40 minutes, le candidat a cité Churchill. (AFP 29.02)

Il passe son temps à "*attaquer*" la finance pour ensuite la rassurer sur ses réelles intentions. Il n'en faut pas davantage pour que le larbin de service s'en contente et s'en réjouisse, vous aurez reconnu sans peine Mélenchon.

Mélenchon, l'illusionniste ou l'idiot utile.

Jean-Luc Mélenchon a vu mercredi dans la proposition de François Hollande de surtaxer les revenus les plus élevés "*une conséquence du progrès du Front de gauche dans l'opinion*", estimant que le candidat PS était "*sur le bon chemin*".

Selon le candidat, "*une campagne comme la nôtre est une campagne d'éducation populaire (...), on désintoxique*". "*Un des avantages collatéraux a peut-être conduit à désintoxiquer de la fascination pour l'accumulation (de richesses) de nos amis et camarades socialistes*", a-t-il dit. (AFP 29.02)

En réalité, en prétendant que Hollande serait "*sur le bon chemin*", Mélenchon participe activement à l'opération d'intoxication des travailleurs et des militants qui consiste à redorer le blason du PS et à entretenir l'illusion qu'il pourrait être au service de la classe ouvrière. Bref, Mélenchon soutient comme il peut le régime qui lui rend bien en assurant sa subsistance.

Mailly le casuiste.

"*Nous ne participons pas aux manifestations en France parce que, comme tout le monde sait, il y a une période de campagne électorale et nous ne voulons pas qu'il y ait de confusion*", a affirmé le numéro un de FO sur France info. Il a rappelé que "*le rôle d'un syndicat est de rester indépendant et neutre*".

Il a rappelé que FO s'était adressé aux députés "*pour qu'ils ne votent pas le mécanisme européen de stabilité*". (AFP 29.02)

S'adresser aux députés qui soutiennent le régime, ne serait-ce pas faire de la politique et le soutenir à son tour ? Notez que la position du POI est identique à la virgule près à celle de Mailly, simple coïncidence sans doute ? Pas seulement.

Titre en couverture du n°189 d'*Informations ouvrières* : "*Allemagne : Votez non au diktat de paupérisation contre le peuple grec, au MES et au pacte fiscal*" à l'adresse sans doute des députés de tous les partis, y compris la CDU et la CSU, dans le numéro précédent, le POI s'était adressé à tous les députés en France, y compris ceux de l'UMP et du MoDem. Depuis (je n'ai pas encore eu le temps de lire le IO n°189) ils ont rectifié le titre en en reproduisant qu'un extrait de leur appel en direction des parasites sociaux-libéraux et leurs satellites... si l'on veut, jugez plutôt :

Page 2 : "*Ce traité est lui-même relié à un nouveau traité européen, le TSCG. Le 28 février, ce traité MES doit être soumis au*

Sénat. Sénateurs du PS, PCF, PG... vous êtes majoritaires au Sénat. Il dépend de vous que ce traité soit bloqué tout de suite. Vous en avez le pouvoir : votez non ! Le MES ne doit pas passer ! Sénateurs, bloquez-le, votez non ! »

Foutaise, manipulation, escroquerie politique, chacun sait que c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot et qu'elle est dominée par l'UMP. Tout cela encore une fois à seule fin de redorer le blason du PS, insupportable ! Et de soutenir sans le dire le candidat du PS, on devrait peut-être plutôt dire la futur majorité PS-FdG que le POI appelle de ses vœux indirectement, sournoisement.

On en veut pour preuve l'éditorial de D. Gluckstein. Pour qui, quelle classe roule le POI, certainement pas pour la classe ouvrière qui est étrangère au PS.

"Signé à Bruxelles le 2 mars, ce traité TSCG devra encore être ratifié dans chaque pays. En France, ce sera après les élections présidentielle et législatives. Cette ratification doit être empêchée."

Il poursuit : *"Si les mots ont un sens, le groupe PS, majoritaire au Sénat, ne devait-il pas bloquer la ratification du MES ? Pourquoi avoir permis, par son abstention, que le MES soit adopté par une minorité de sénateurs ? S'agit-il de permettre à un futur gouvernement, quel qu'il soit, de se déclarer prisonnier de ce carcan et de ce fait obligé d'appliquer son contenu anti-ouvrier ?"*

Question d'une stupidité foudroyante qui permet de comprendre à la fois la nature sociale de ce parti et la médiocrité de ses dirigeants. Il s'adresse aux élus du PS comme s'il s'agissait d'un parti ouvrier ou de représentants de la classe ouvrière alors qu'ils y sont étrangers, au moment même où Hollande à Londres s'adresse à son ennemi (des travailleurs) : n'ayez pas peur, nous ne toucherons pas à vos privilèges, tout va continuer comme avant rassurez-vous, dormez tranquille braves gens. Pitoyable, pathétique !

Et de conclure ainsi : *"Rien, absolument rien, n'est aujourd'hui plus important que de bloquer le traité TSCG"*, alors qu'aucun parti n'en a les moyens, pardon, j'avais oublié le PS et ses satellites...

Non monsieur le philistin, le plus important c'est de construire le parti, vous l'avez oublié ou vous ne l'avez jamais admis ou compris, dramatique, criminel.

Le POI rongé par ses contradictions est incapable de poser la question du pouvoir ou de l'Etat, de proposer la moindre issue politique à la crise du capitalisme, du coup il s'en remet aux social-traitres dont il se fait le complice, il verse dans le social-patriotisme. Voici comment se termine son communiqué du 28 février :

"Pour la défense de la souveraineté de la nation, pour la démocratie, pour la défense des droits sociaux, les traités doivent être rejetés", alors que seul le combat dans la perspective d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire incarne l'établissement à terme d'une véritable démocratie, le respect ou le rétablissement de nos droits sociaux y compris le statut des fonctionnaires conquis ou concédés dans le cadre de la nation.

Qui abrogera les institutions de la Ve République et tous les traités internationaux signés depuis 1945, qui abrogera toutes les lois anti-ouvrières et liberticides votées depuis plus de 70 ans, sinon un gouvernement issu de la révolution prolétarienne et socialiste. Pour D. Gluckstein et ses semblables ce devrait être un gouvernement de Front populaire.

Vous comprendrez que nous ne nous situons pas sur le même terrain de classe, qu'il y a une incompatibilité totale entre la ligne politique et la stratégie que nous défendons et que nous estimons conforme au marxisme, et celle du POI qui consiste à refuser obstinément à remettre en cause le régime en place.

Cynisme.

Un cliché du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble jouant au sudoku sur son iPad en plein débat du Bundestag faisait couler beaucoup d'encre en Allemagne mercredi, et a conduit la chaîne ARD, qui a la première diffusé l'image, à présenter des excuses. Le ministre, doyen du gouvernement allemand et personnage-clé des débats autour du sauvetage de la zone euro en crise, a été filmé par la chaîne de télévision publique lundi en flagrant délit de gymnastique intellectuelle à la japonaise, et ce pendant le débat à la chambre basse du Parlement sur le deuxième paquet d'aide à la Grèce.

L'image, diffusée au journal de 20 heures de la chaîne, figurait dans l'édition de Bild mercredi. Le quotidien à grand tirage, journal le plus lu d'Allemagne, s'émeut du fait que le ministre des Finances ait choisi d'aligner ses rangées de chiffres pile au moment où les députés débattaient sur une enveloppe supplémentaire de 130 milliards d'euros pour la Grèce. (lepoint.fr 29.02)

Ils entretiennent l'aristocratie ouvrière, le pendant de l'aristocratie financière, stabilité du régime oblige.

Le constructeur automobile allemand de luxe Porsche va verser à ses 8 500 salariés une prime exceptionnelle de 7 600 euros chacun au titre de l'année 2011, selon un communiqué mercredi. Le constructeur, qui a inscrit un nouveau record de véhicules vendus l'an dernier (près de 119 000), veut ainsi récompenser "la performance et l'engagement de la main-d'oeuvre". La prime profitera à tous, "*qu'ils travaillent en cuisine ou comme ingénieurs*", a commenté dans le communiqué Uwe Hück, président du comité d'entreprise. Elle s'applique toutefois aux seuls salariés de Porsche, pas aux intérimaires.

Le constructeur, en passe d'être racheté par le géant Volkswagen, est coutumier de tels cadeaux à son personnel. Il a versé une telle prime pratiquement tous les ans ces dernières années, mais elle n'était que de 1 100 euros en 2009, en pleine crise, et de 3 800 euros l'année précédente. Le secteur automobile allemand est en pleine forme. Volkswagen vient de publier des résultats record pour 2011, les constructeurs haut de gamme Mercedes (Daimler) et BMW ont vendu à tour de bras l'an dernier.

Ces primes exceptionnelles aux salariés sont un bon moyen pour les entreprises du secteur de récompenser ceux-ci, les hausses de salaire étant plafonnées par un accord salarial de branche conclu début 2010, à la sortie de la crise, et modeste au regard de la bonne santé des employeurs depuis. Au titre de 2010, VW et Audi, les deux marques principales de l'empire Volkswagen, de même que Daimler avaient ainsi également gâté leur personnel. (lepoint.fr 29.02)

Les détenteurs d'une Porsche sont les mêmes qui engrangent des salaires mirobolants sur le dos de la majorité des exploités qui ne bénéficient pas de rémunérations et de conditions de travail aussi avantageuses que ceux de chez Porsche, il faut bien que leurs salaires proviennent de quelque part. Actionnaires et dirigeants syndicats s'en accommodent fort bien et sont satisfaits, n'est-ce pas le principal ?

Actualité en titres

Jeu de dupes.

- Hollande à Londres : "*I'm not dangerous*" - LePoint.fr
- Avec sa proposition sur la fiscalité, Hollande "*sur le bon chemin*" pour Mélenchon - AFP
- François Hollande défend l'arme fiscale comme instrument moral - Reuters
- Copé: "*La puissance publique n'a pas vocation à interdire les salaires élevés*" - L'Express.fr

Leur morale et la nôtre

- L'argent rend moins honnête - Slate.fr
- La BCE inonde les banques de près de 530 milliards de liquidités - Reuters
- L'Europe conforte ses gains après l'intervention de la BCE - Reuters

Peut-être...

- Les riches sont moins sympas que les pauvres - L'Express.fr

... il n'empêche que :

- Le Parlement vote la création de 24 000 places de prison ... - LeMonde.fr

Pas vraiment pour les riches...

INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Les Etats-Unis disposent de bombes puissantes prêtes à être employées dans le cas d'une action militaire contre les installations nucléaires iraniennes, a assuré mercredi 29 février le chef d'état-major de l'armée de l'air américaine, le général

Norton Schwartz. Celui-ci s'est refusé cependant à dire si les armes américaines dont 30 000 bombes antibunker MOP (massive ordnance penetrator) étaient capables d'atteindre les sites nucléaires iraniens enfouis sous terre.

'Nous disposons de capacités opérationnelles et vous ne voudriez pas vous trouver là où elles seraient utilisées, a-t-il dit, interrogé sur ces bombes. Cela ne veut pas dire que nous n'allons pas continuer à procéder à des améliorations, et c'est ce que nous faisons. [...] L'essentiel est que nous avons des capacités et que nous ne nous contentons pas d'en rester là, nous allons continuer avec le temps à les améliorer.' (lemonde.fr 29.02)

Social

1- France

1.1- Emploi. Précarité en cours de généralisation accélérée.

Un chômeur sur deux ayant suivi une formation déclarait en 2011 être en activité six mois après, même si pour certains il ne s'agissait que d'une activité précaire, relève une étude de Pôle emploi publiée mercredi.

Si la majorité des reclassements à six mois (74%) se font sur des emplois dits durables (au moins un CDD de six mois), plus d'un quart le sont sur des emplois précaires (intérim, CDD inférieur à six mois, etc.).

Au total, le taux de reclassement (50,1%) est en recul de 1,2 point en 2011 par rapport à 2010, selon Pôle emploi.

Par ailleurs, le taux de reclassement des demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'une formation financée par Pôle emploi est supérieur (54%) à celui des chômeurs ayant suivi d'autres formations (46%).

Selon les derniers chiffres disponibles, seuls 10% des demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une formation en 2009 et, selon M. Sarkozy "75% des demandes de formation des chômeurs ne sont pas satisfaites". (AFP 29.02)

Pour Pôle emploi, un CDD de six mois serait un "emploi dit durable" ! Tout cela pour camoufler que les trois quarts des emplois proposés sont précaires.

1.2- Touche pas à ma classe !

Entre 1.407 et 1.583 classes fermeront dans le primaire à la rentrée 2012, selon des enquêtes des syndicats SE-Unsa et SNUipp-FSU menée dans presque tous les départements, où les recteurs et les inspecteurs d'académie ont définitivement arrêté leurs décisions, publiées mercredi.

Dans 91 départements "3.494 classes ont été fermées et seules 1.911 ont été ouvertes. Le solde négatif s'élève donc à 1.583 classes", selon le SE-Unsa.

Cette enquête "confirme également qu'avec une amputation aggravée de 1.882 emplois, les +Rased+ (spécialisés dans la lutte contre l'échec scolaire) paient à nouveau un lourd tribut à la razzia budgétaire. Dans chaque département, ils se retrouvent exsangues", déplore le secrétaire général Christian Chevalier.

Selon le SNUipp-FSU, 1.407 classes seront fermées dont 203 en éducation prioritaire, selon des remontées de 95 départements.

En outre, les postes "Rased" subissent "une coupe claire historique" puisque "près de 2.000 d'entre eux manqueront à l'appel".

"Les coups de rabots portent aussi sur une multitude de postes indispensables au bon fonctionnement de l'école", comme les remplaçants (-846 postes) ou les maîtres-formateurs qui accompagnent les enseignants stagiaires (-100 postes).

Le SNUipp-FSU, qui demande "le gel des suppressions de postes pour le primaire à la rentrée 2012", a écrit à Luc Chatel pour lui "demander de revoir sa copie".

M. Chatel a dénoncé des "chiffres fantaisistes" du SE-Unsa et assuré que l'engagement de Nicolas Sarkozy serait tenu: "le solde des fermetures et des ouvertures de classes sera nul à la rentrée 2012".

Le budget 2012 prévoit la suppression de 5.700 postes dans le primaire, sur un total de 14.000 postes dans l'Education nationale.

A la rentrée 2013, les instituteurs seront "exonérés" de la règle selon laquelle un fonctionnaire sur deux partant à la retraite n'est

pas remplacé, a promis mardi soir le candidat sortant Nicolas Sarkozy. (AFP 29.02)

1.3- Ces entreprises relais d'un régime policier.

Le groupe d'ameublement Ikea a dit ce mercredi souhaiter «faire toute la lumière» sur des pratiques de «flicage» de son personnel et de clients évoquées par *Le Canard Enchaîné* et va «entreprendre des vérifications», a annoncé à l'AFP son directeur de la communication. La filiale française du géant suédois du meuble, Ikéa, aurait consulté, moyennant finance, les fichiers de la police nationale pour tout connaître de ses employés, voire de ses clients, rapporte *Le Canard Enchaîné* ce mercredi.

Depuis 2003, Ikéa France aurait passé un accord avec au moins deux officines privées de sécurité afin d'obtenir des informations issues du fichier policier Stic, de celui des cartes grises ou des permis de conduire, concernant des salariés avant embauche, des syndicalistes, voire des clients en cas de différend commercial. «D'anciens policiers, reconvertis dans la sécurité privée, peuvent être tentés d'utiliser leur réseau pour obtenir indûment des renseignements», reconnaît-on de source policière, tout en précisant qu'il s'agit de «dérives marginales».

Le Canard Enchaîné reproduit ce mercredi matin «quelques spécimens» d'emails «parmi la centaine» échangés par le directeur de la gestion du risque chez Ikea France et plusieurs responsables de ces officines. Ces emails contiennent des demandes précises sur certaines personnes, notamment des salariés, mais aussi des clients en litige avec le fabricant de meuble: le responsable d'Ikea réclame à ses interlocuteurs casier judiciaire, nom du propriétaire d'une voiture précise, nom du propriétaire d'un numéro de portable...

En réponse, les patrons d'officines acceptent de fouiller dans les fichiers de la police (Stic, cartes grises, permis de conduire, opérateurs de téléphonie mobile...). Selon le journal stirique, chaque consultation coûtait 80 euros à Ikea. Cette révélation pousserait aujourd'hui les salariés d'Ikea à se tourner vers la justice, selon *Le Canard Enchaîné*: une dizaine d'entre-eux, syndiqués, va porter plainte pour utilisation frauduleuse de données personnelles, passible au maximum de 5 ans d'emprisonnement et 300.000 euros d'amende. (20minutes.fr 29.02)

2- Espagne

Plusieurs dizaines de milliers de lycéens et d'étudiants ont manifesté mercredi dans différentes villes d'Espagne contre les réductions budgétaires décidées par le gouvernement, qui ont pour conséquence l'absence de chauffage dans un grand nombre de salles de classe.

Selon le syndicat étudiant, les manifestants étaient 70.000 à Barcelone et 60.000 à Valence, mais pour la police, ils étaient deux fois moins. (Reuters 29.02)

Economie

1- Etats-Unis

Au 31 décembre, les investisseurs chinois (Hong Kong compris), premiers détenteurs étrangers de la dette publique américaine, possédaient des obligations d'Etat américaines pour une valeur de 1.273,6 milliards de dollars soit 7,8% de moins qu'à la fin du mois de septembre, selon des données publiées mercredi par le département du Trésor.

Les nouvelles données du gouvernement américain témoignent également d'un bouleversement du classement des plus grands détenteurs d'obligations du Trésor des Etats-Unis derrière la Chine.

Si les Japonais restent en deuxième position, avec un portefeuille de 1.058,2 milliards de dollars, la Grande-Bretagne, qui était troisième, sombre à la onzième place, avec un portefeuille évalué à 112,4 milliards de dollars, sachant que la troisième et la quatrième sont occupés par deux groupes de pays, les "exportateurs de pétrole", et les "centres bancaires des Antilles".

La révision (en baisse de 73%) du portefeuille britannique est liée au rôle de pôle financier international de Londres: les données précédentes comptaient tous les achats de titres américains passés depuis la City comme des achats britanniques, quel que soit le donneur d'ordre alors que les nouveaux chiffres tiennent compte au mieux de la nationalité des détenteurs de bons du Trésor. (AFP 29.02)

2- Inde

La croissance économique indienne a ralenti sur les trois derniers mois de 2011 à son plus faible rythme annuel depuis près de trois ans, le relèvement des taux d'intérêt et le renchérissement des matières premières ayant pesé sur l'investissement et l'industrie.

Le produit intérieur brut (PIB) du pays a grimpé de 6,1 % sur la période octobre-décembre par rapport à la même période de 2010, soit un ralentissement plus marqué qu'attendu, montrent les chiffres officiels, publiés mercredi 29 février. La croissance en rythme annuel atteignait 6,9 % entre juillet et septembre. C'est le septième trimestre d'affilée que la croissance indienne ralentit. Les économistes anticipaient en moyenne une croissance de 6,4 % sur les trois derniers mois de l'année.

La lutte contre l'inflation, priorité du gouvernement depuis de longs mois, a nui à l'activité économique du pays de 1,2 milliard d'habitants. Pour tenter de ralentir le taux d'inflation, qui flirtait il y a peu avec le seuil des 10 %, la banque centrale a relevé treize fois ses taux depuis mars 2010. (lemonde.fr 29.02)

En 2000, un camion de 4 000 briques coûtait 4 000 roupies, fin 2011 il coûtait 30 000 roupies, toutes les constructions sont à base de briques. Le salaire d'un maçon était de 100 roupies par jour en 2000, il est de 600 roupies aujourd'hui. Ils ont rendu le crédit accessible à des centaines de millions d'Indiens tout en pratiquant des taux d'intérêt très bas. Nombreux sont ceux qui se sont endettés à bon compte, puis les taux d'intérêt sont remontés ainsi que l'inflation et le chômage, une fois devenus de nouveaux consommateurs leur niveau de vie a commencé à stagner, puis à baisser, entraînant un ralentissement de l'économie.

Avec un salaire de 3 000 roupies un travailleur pouvait satisfaire ses maigres besoins en 2000, il n'avait ni véhicule à moteur ni téléphone ni télévision raccordés au câble ni réfrigérateur ni gaz, etc, depuis il ne peut plus s'en passer. Il a besoin d'un salaire minimum de 8 000 roupies environ pour payer les traites de sa moto, mettre de l'essence dans le réservoir, payer l'assurance et les réparations, renouveler son abonnement au téléphone, payer son abonnement à Internet, acheter une ou plutôt deux bouteilles de gaz par mois, renouveler son abonnement au câble, payer sa note d'électricité qui a été multipliée par 10, etc. Et s'il est locataire il est très mal, les loyers ont triplé en dix ans, et s'il envoie ses enfants dans une école privée comme c'est de plus en plus le cas, il lui faut un revenu de 10 000 roupies minimum.

[Haut de page ↗](#)

Le 2 mars

CAUSERIE

Depuis quelques semaines le service (gratuit) Yahoo news met en ligne des dépêches ou articles de l'AFP et de l'Expansion. Je prends ce que je trouve chaque matin dans ces pages consacrées à l'actualité économique, française, internationale et politique. Je voulais préciser que je n'ai pas déboursé un centime pour accéder à ces articles.

Je vais enfin récupérer mon visa en fin de journée. Ici il fait 35°C, sans électricité une bonne partie de la nuit et de la journée depuis des jours, c'est galère !

Personne n'y croit, alors pourquoi faudrait-il faire en sorte que les travailleurs y croient ?

Un Français sur trois seulement pense que la situation de la France s'améliorera si François Hollande est élu président de la République, et un sur cinq pense de même si l'élu est Nicolas Sarkozy, selon une étude Ipsos-Logica Business Consulting (LBC) publiée jeudi. (AFP 01.03)

Pas un travailleur n'y croit à juste titre. Alors pourquoi appeler à voter Hollande, pour faire naître des illusions dans sa candidature dans la tête des travailleurs qui ont plus besoins que jamais d'y voir clair dans le jeu des uns et des autres. J'ai répondu aujourd'hui à un camarade que je ne soutiendrai aucun parti ou groupe appelant à voter Hollande pour chasser Sarkozy.

J'ai ajouté : Pour le tandem Lambert-Gluckstein, la ligne rouge était les forces productives qui avaient cessé de croître ou les rapports à avoir avec les appareils des syndicats (notamment). Pour moi, la ligne rouge, c'est la nature du PS et les rapports à avoir avec lui, plus généralement les rapports à avoir avec les masses qui révèlent à quelle conception de la lutte de classe on se réfère, qui à son tour met en lumière quel objectif nous nous sommes fixés et nous guide dans la pratique, la réforme sociale ou la révolution. On pourrait ajouter les rapports envers l'Etat, mais ils sont inclus dans la question précédente, dans la mesure où c'est le rapport du PS à l'Etat qui détermine sa nature sociale. Les rapports des syndicats et des dirigeants syndicaux à l'Etat déterminent leur nature pareillement. Nous sommes ou nous ne sommes pas soumis à l'ordre établi, cela ne peut pas être les deux à la fois.

TSCG et MES.

Vous pouvez prendre n'importe quel traité, y compris ceux signés dans le cadre de l'Union européenne, il ramène toujours à la Constitution, à l'Etat, au chef de l'Etat, au Parlement, aux institutions.

Donc de deux choses l'une : soit le combat contre TSCG et MES est orienté contre l'Etat, ce qui permet de poser la question du pouvoir ou du gouvernement ouvrier qui rompra avec les institutions du capital, soit le combat contre TSCG et MES n'est pas dirigé contre l'Etat, auquel cas il participe à entretenir des illusions dans les institutions et ne sert strictement à rien, sinon à brasser du vent et au-delà à soutenir le régime.

Certes ces traités sont de véritables coups de force, des coups d'Etat à froid. La question n'est pas comment cela est-il possible en se tournant vers des partis inféodés au régime depuis des lustres, le PS et ses satellites, comme s'il était de leur devoir de s'y opposer, alors que c'est incompatible avec leur nature sociale, mais plutôt, comment nous en sommes arrivés à cette situation où nous sommes désarmés, réduits à l'impuissance pour nous y opposer, ce qui nous ramène à l'absence du parti révolutionnaire.

Croire ou faire croire que le PS et ses satellites pourraient s'y opposer, relève d'une analyse erronée de la situation qui consiste à ne pas comprendre que ces traités sont capitaux pour la survie du capitalisme, et que le soutien de ces partis est déterminant dans le cadre d'un régime et d'institutions nationales et internationales en crise ou en décomposition.

Demander ou exiger du PS et ses satellites de rejeter ces traités revient à leur demander de rompre avec le capitalisme, ce qu'ils ne feront jamais. Les dirigeants du POI le savent pertinemment, alors à quel jeu jouent-ils, pour qui roulent-ils en réalité ? Est-ce que les militants sont encore capables de se demander quel est le véritable contenu de leur engagement politique et d'y répondre clairement, je n'en suis pas sûr, apparemment tout démontre le contraire.

Il y en a qui cherchent à tout prix à se faire des amis, à briser leur isolement par tous les moyens, moi je m'en tape complètement, ce genre de préoccupations m'est totalement étranger, je me suis fixé une ligne de conduite et je m'y tiens. Je ne cherche à convaincre personne du bien-fondé des idées que je défends, et je n'ai jamais forcé de quelque manière que ce soit un militant à y adhérer...

Actualité en titres

Ils n'ont rien résolu. Gagner du temps.

- Sommet de Bruxelles : la relance introuvable - LePoint.fr
- Jusqu'où ira la hausse du chômage? - LExpansion.com
- Peut-on sauver les classes moyennes ? - LExpansion.com

Bruit de campagne

- Bayrou dénonce la surenchère démagogique de ses concurrents - Lexpress.fr
- Florange : les syndicats dénoncent 'un coup médiatique' de Sarkozy - LeMonde.fr
- François Hollande: "*Le temps des privilèges est derrière nous*" - Lexpress.fr
- Hollande : "*C'est une campagne intéressante, parce qu'elle est clivante*" - LePoint.fr -
- Fillon en appelle au «*peuple qui a pris la Bastille*» - Liberation.fr
- Scepticisme à l'égard de M. Sarkozy mais aussi de M. Hollande - AFP
- 21 millions de tracts ont été imprimés par l'UMP - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1-UE

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a été reconduit jeudi par les dirigeants de l'Union européenne pour un nouveau mandat de deux ans et demi.

L'ancien Premier ministre belge a également été désigné par les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept pour présider les sommets de la zone euro, qui seront réunis deux fois par an au moins en complément des quatre Conseils européens qui ont lieu en mars, juin, octobre et décembre. (Reuters 01.03)

2- France.

Président-flic-candidat-provocateur.

Dès sa descente de voiture, jeudi à Bayonne, le président-candidat UMP a été hué par plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup de jeunes, qui l'ont accueilli aux cris de "*Sarko président des riches!*", "*Sarkozy dégage!*", couvrant largement les "*Sarkozy président*" de partisans du chef de l'Etat, en moins grand nombre.

Au milieu d'une foule de partisans criant "*Nicolas! Nicolas!*" et de nombreux opposants criant "*Nicolas kampora!*" ("*Nicolas dégage!*", en basque), le chef de l'Etat s'est très difficilement frayé un passage dans les rues étroites du petit Bayonne jusqu'au bar du Palais, rue d'Espagne.

M. Sarkozy est entré dans le bar vers 16H00. Des oeufs ont alors été jetés en direction du bar. Une foule compacte s'est formée devant l'établissement, où des CRS ont été déployés. "*Je n'ai pas en cinq ans cédé une fois à la pression de la rue, ce n'est certainement pas pour commencer ici*" a également fait valoir le président-candidat.

"*J'ajoute que je suis désolé de voir que des militants socialistes de M. (François) Hollande s'associent à des indépendantistes dans des manifestations de violence pour terroriser les braves gens qui n'avaient qu'une seule envie: venir me rencontrer et parler avec moi*", a ajouté M. Sarkozy, fustigeant des "*comportements indignes d'un parti politique démocratique*".

M. Sarkozy est sorti du bar peu après 17H00 pour rallier Bruxelles où il était attendu pour un Conseil européen. Dès son arrivée, avec plus d'une heure de retard, il a déclaré devant la presse que François Hollande "*se grandirait en condamnant*" les incidents de Bayonne.

En meeting à Lyon, celui-ci a appelé à "*ne jamais céder à la polémique inutile, à la violence verbale et encore moins à la violence physique*", sans faire explicitement référence aux incidents du jour.

Le député-maire de Bayonne Jean Grenet (UMP/PR) a affirmé à l'AFP qu'il avait "*personnellement déconseillé*" à M. Sarkozy de se rendre dans "*le petit Bayonne*", considéré comme un bastion des nationalistes basques.

La porte-parole du candidat UMP, Nathalie Kosciusko-Morizet, a accusé le PS d'avoir organisé des "*manifestations de rue*" contre le président et de n'avoir "*pas hésité à s'associer à des indépendantistes basques à cette occasion*".

Jean-François Copé (UMP) a demandé à M. Hollande de "*condamner*" ces débordements et Alain Juppé a dénoncé "*un guet-apens monté*" contre le chef de l'Etat.

Manuel Valls, directeur de la communication de Hollande, a répondu en condamnant "*toute forme de violence*" et en affirmant qu'il n'y avait "*aucun militant socialiste*" dans les incidents de Bayonne. (AFP 01.03)

2- Syrie

2.1- Le Réseau Voltaire a appris de source sûre qu'un agent français a été fait prisonnier par l'Armée nationale syrienne, lundi 27 février 2012, à Azouz (district d'Idlib, à proximité de la frontière turque).

Cette arrestation porte à 19 (dix-neuf) le nombre de prisonniers français détenus par Damas.

Des négociations pour leur restitution sont en cours via la Fédération de Russie, les Emirats arabes unis et le Sultanat d'Oman.

Durant cette période, les Émirats arabes unis ont pris leur distance avec la position commune du Conseil de Coopération du Golfe, et ont décidé d'adopter une attitude de stricte neutralité. Ils ont donc interdit toute manifestation pro ou anti-syrienne sur leur territoire. (Réseau Voltaire 28.02)

2.2- Après la fuite de 35 conseillers militaires et journalistes occidentaux, les 2 000 combattants de l'Armée syrienne libre regroupés dans l'Émirat islamique de Baba Amr ont perdu tout espoir de voir se réaliser les belles promesses occidentales.

Mercredi 29 février 2012, plusieurs centaines ont choisi de se rendre avant que l'Armée nationale syrienne ne rentre dans le

quartier rebelle.

L'Émirat islamique de Baba Amr faisait moins de 40 hectares lorsqu'il a été bouclé par les Forces loyalistes. Il ne comprend qu'une partie du quartier de Baba Amr proprement dit, ainsi que quelques rues adjacentes.

La Syrie est un État de 185 000 km², peuplé par 23 millions d'habitants.

Les insurgés qui se sont rendus ont abandonné leurs armes. Leur arsenal incluait des postes de tir et des missiles antichars AT-13 / 9K115 Metis. Ce matériel russe étant déjà un peu ancien et assez répandu dans la région, on ignore pour le moment quelle filière avait pu l'acheminer sur place.

Au début de la bataille de Homs, les rebelles disposaient également de postes de tir antichar Milan. (Réseau Voltaire 01.03)

Social

France

1- CPAM criminelle.

Un homme a été retrouvé pendu mercredi soir dans les locaux de la Caisse Primaire d'assurance maladie de Béziers, laissant un mail dans lequel il accuse la direction de la CPAM de l'Hérault d'être la cause de son geste, a-t-on appris jeudi de source judiciaire.

«*Il est 20h15. Nous sommes le 29 février 2012. Si vous lisez cette lettre c'est que je vous aurai quittés définitivement. J'ai tenu à vous informer de mon geste, car il est la conséquence directe de l'enfer psychologique que je vis au quotidien depuis deux ans, que j'ai pourtant essayé de surmonter, de toutes mes forces, pour mon épouse et mes enfants, mais qu'aujourd'hui je n'arrive plus à assumer*», a écrit Thierry Hainaut dans ce mail, dont l'AFP a obtenu une copie.

Il accuse le directeur départemental Claude Humbert de lui avoir «*pourri (s)es deux dernières années sans lui (avoir) laissé la moindre chance de survie*». «*J'ai été tué professionnellement, détruit psychologiquement*», ajoute-t-il dans ce courrier électronique intitulé «*Adieu...*» et adressé vers 20h30 à sa direction, à son entourage, à des collègues, à un élu et au Midi Libre.

«*J'assume mes responsabilités. C'est un échec pour moi. C'est un échec du directeur*», a commenté M. Humbert, soulignant qu'il «*n'avait eu aucun conflit avec Thierry Hainaut*», avant de réfuter l'idée d'une quelconque mise au placard du désespéré.

«*On lui avait fait à plusieurs reprises des propositions mais nous n'avions pas vu que ces propositions ne correspondaient pas à ses attentes*», a regretté le directeur départemental, constatant que cette mort «*est un drame pour la famille et pour les caisses*».

Dans son mail, Thierry Hainaut reproche à M. Humbert de l'avoir mis au placard dès son arrivée il y a deux ans.

«*Je ne peux plus supporter qu'on me laisse crever lentement sans même avoir pris la peine d'écouter mes appels au secours ni de m'expliquer pourquoi*», écrit-il. (libération.fr 01.03)

Au fait, les organisations syndicales ne sont-elles pas associées à la gestion de la CPAM ? Leur responsabilité est engagée.

2- Chômage toujours en hausse.

Le chômage, calculé par l'Insee, a poursuivi sa progression au quatrième trimestre 2011 (+0,1 point par rapport au trimestre précédent), pour atteindre 9,4% de la population active en métropole, les jeunes, surreprésentés dans les emplois précaires, étant les premiers frappés.

Départements d'Outre-mer compris, le taux de chômage calculé par l'Insee selon les normes du Bureau international du travail (BIT), s'est établi à 9,8% au quatrième trimestre 2011.

«*Avec presque 50.000 personnes au chômage de plus sur le trimestre, ces chiffres confirment le phénomène de retournement observé depuis la mi-2011*», a commenté pour l'AFP Fabrice Langlart, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee.

Au dernier trimestre 2011, l'économie française avait détruit pour la première fois depuis fin 2009 des emplois salariés (-31.900 postes dans les secteurs marchands). Et l'Insee s'attend à ce que la dégradation se poursuive au premier semestre 2012.

Les chiffres du chômage du dernier trimestre 2011 sont d'ailleurs «*les plus mauvais depuis la fin 2009*», relève Mathieu

Plane, économiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

En France métropolitaine, 2,678 millions de personnes étaient au chômage. Mais au total, 3,4 millions de personnes sans emploi souhaitaient travailler, qu'elles soient disponibles ou pas dans les deux semaines et en recherche active d'emploi ou non.

Le bilan côté des inscrits à Pôle emploi, qui a des critères différents de ceux des enquêtes Insee, est plus négatif encore avec 724.000 demandeurs d'emploi sans activité (cat. A) de plus qu'en mai 2007.

Le dernier trimestre 2011 a été marqué par une remontée très forte (0,8 pt sur un trimestre) du chômage des 15-24 ans.

"*Une grande partie des emplois détruits l'ont été dans l'intérim, où les jeunes sont surreprésentés*", observe M. Plane pour expliquer l'augmentation du taux de chômage des jeunes à 22,4%.

Xavier Timbeau, économiste à l'OFCE précise que l'intérim et les contrats à durée déterminée (CDD) sont en hausse, malgré une baisse du marché intérimaire de 3,9% au mois de janvier. Un signe inquiétant.

Depuis le début de la crise, le chômage des jeunes a augmenté de cinq points. Ils sont plus facilement licenciés par les entreprises par manque d'ancienneté et les CDD sont de moins en moins renouvelés. Pour les seniors, la crise dure et les entreprises licencient massivement. La chance de retrouver un travail est quasiment nulle.

Globalement la tendance "*devrait rester mauvaise en 2012, l'incertitude portant sur la vitesse de la dégradation*", estime M. Plane.

La hausse des demandeurs d'emploi (+13.400 personnes, +0,5%) enregistrée parallèlement en janvier par Pôle emploi laisse penser que la dégradation se poursuivra. (AFP et lexpansion.com 01.03)

3- Euro Disney et les ripous.

Euro Disney a été récemment renvoyé en correctionnelle pour avoir cherché à obtenir illégalement des renseignements sur ses candidats à l'embauche, information qui intervient au moment où une enquête judiciaire a été ouverte pour des faits analogues chez Ikea France.

Euro Disney a été renvoyé avec trois anciens gendarmes, dont deux retraités reconvertis en "*privés*". La date de leur procès, qui se tiendra devant le tribunal correctionnel de Meaux, n'est pas connue.

Le groupe propriétaire du célèbre parc d'attraction et les trois anciens militaires sont accusés de s'être procuré de façon illégale entre 1998 et 2004 des informations sur des candidats à l'embauche, issues des fichiers de police et de gendarmerie.

Selon l'ordonnance de renvoi signée en septembre 2011, et que l'AFP a consultée jeudi, le groupe aurait ainsi eu accès aux antécédents judiciaires de plusieurs milliers de candidats, tant sur le plan des infractions aux moeurs que des infractions financières.

Selon les enquêteurs, des milliers de consultations illicites des fichiers de police (Stic) et de gendarmerie (Judex), mais aussi du Fichier national des titres de séjour (FNTS) ont été effectuées par les militaires, dont l'un était en service au Centre technique de la gendarmerie nationale de Rosny-sous-Bois.

Pour ces pratiques illicites, les prévenus auraient touché plusieurs centaines de milliers d'euros. (AFP 01.03)

4- Adecco supprime 530 postes.

Le numéro un mondial du travail intérimaire Adecco envisage de supprimer 530 postes en France, sur un total d'environ 6.300, dans le cadre de la réunion sous une seule marque, annoncée jeudi, de ses deux réseaux dans ce pays, Adecco et Adia.

Il s'agit d'un "*plan de départs volontaires sans licenciements*", a précisé à l'AFP Sarah-Pearl Bokobza, directrice relations médias d'Adecco France.

"*On nous a dit qu'il ne s'agirait que de départs volontaires, mais la finalité c'est de virer 530 personnes qui partiront de gré ou de force*", a réagi auprès de l'AFP Ousmane Cissakho, délégué Unsa et membre du CE.

"*Ces suppressions de postes vont forcément s'accompagner de licenciements, on ne croit pas du tout que tous les salariés dont les postes supprimés partiront de manière volontaire*", dit-il. "*On sait très bien que s'il n'ont pas suffisamment de départs volontaires,*

ils vont user de la clause de mobilité pour affecter des gens de manière abusive", dit-il.

"Aujourd'hui on n'en peut plus. Les conditions de travail sont plus que difficiles, ici c'est pire que chez France Telecom, on réduit les effectifs à tout va", déplore-t-il. (AFP 01.03)

5- Racket. Business.

Les 36 millions d'automobilistes français devront obligatoirement avoir un éthylotest dans leur voiture à partir du 1er juillet 2012 et le défaut de possession d'un tel équipement sera sanctionné à partir du 1er novembre 2012 par une amende de 11 euros.

"Tout conducteur d'un véhicule terrestre à moteur, à l'exclusion d'un cyclomoteur (ne dépassant pas 50 cm³ et 45 km/h, ndlr), doit justifier de la possession d'un éthylotest, non usagé, disponible immédiatement", indique un décret publié jeudi au Journal officiel.

Dans le commerce de détail, le prix d'un éthylotest va de 1 à 1,5 euro et cet équipement a une durée de vie d'environ 2 ans.

Mais un problème d'approvisionnement en éthylotests se pose notamment à Paris, où de nombreuses pharmacies sont en rupture de stock.

La société Contralco, numéro un mondial des éthylotests à usage unique basée à Gignac (Hérault), reconnaît avoir des difficultés pour faire face à la demande. "On fabriquait 12 millions d'éthylotests en 2010 avec 67 salariés, cette année on devrait en fabriquer 50 millions avec 140 personnes", explique le directeur du marketing Guillaume Neau.

"10% des pharmacies vendaient des éthylotests en 2010, elles sont 70% actuellement, et les tabac-presse commencent à vendre ces produits" ajoute-t-il. (AFP 01.03)

Vous ne voulez pas consommer, on va vous y forcer !

Economie

Grèce

1- La zone euro a ouvert la voie au déblocage du deuxième plan de soutien à la Grèce pour lui éviter la faillite. Il prévoit 130 milliards d'euros d'aide publique et un effacement partiel de la dette détenue par les banques, à hauteur de 107 milliards d'euros.

Au cours d'une réunion séparée, les ministres des Finances de l'Eurogroupe ont salué les efforts de la Grèce et estimé qu'elle avait rempli toutes les conditions exigées avant tout déboursement, en termes d'économies budgétaires et de réformes économiques.

"La Grèce a pris toutes les mesures que nous lui avons demandées, les choses avancent bien", s'est félicité le chef de file de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Même l'Allemagne, qui n'a eu de cesse de morigéner la Grèce ces derniers mois, lui a adressé un satisfecit.

Le parlement grec a adopté à temps, dans la nuit de mercredi à jeudi, des réductions importantes des dépenses de santé, comme exigé par ses créanciers pour bénéficier du nouveau plan d'aide. (AFP 01.03)

2- L'ISDA a rendu son verdict. Les fameux titres d'assurance ne donneront pas lieu à un remboursement. En tous cas pour le moment.

L'ISDA (International Swaps and Derivatives Association, Inc) a pris sa décision : l'opération de restructuration de la dette grecque ne constitue pas selon elle un "événement de crédit". Résultat : les fameux CDS - titres d'assurances sur la dette grecque - ne donneront pas lieu, pour le moment, à des remboursements.

Cette décision, prise dans l'opacité entre banquiers, va dans le sens des dirigeants européens. Ces derniers craignaient en effet que le déclenchement des CDS n'ait des conséquences imprévisibles sur l'ensemble du système financier, même si les CDS grecs ne pèsent théoriquement que 3,2 milliards d'euros.

En revanche, le communiqué de l'ISDA provoquera sans doute la colère de certains investisseurs privés, qui ont investi dans les CDS pour se protéger contre un défaut ou une restructuration de dette de la Grèce.

L'ISDA a toutefois averti qu'elle pourra à nouveau se prononcer sur la Grèce si elle est saisie à nouveau par des créanciers. (lexpansion.com 01.03)

Haut de page ↗

Le 3 mars

CAUSERIE

Les nantis qui détiennent le pouvoir sont ultra minoritaires.

La Fondation d'analyse des Politiques Publiques iFrap, rappelle aujourd'hui que les 0,1% les plus riches paient 30 milliards d'euros d'impôts par an et les 0,01% en paient 11 milliards. (atlantico.fr 02.03)

Mélenchon le sophiste.

Mélenchon interviewé par François Gauvin, journaliste au journal *Le Point* et docteur en philosophie :

- "*L'Histoire n'a pas un sens. Elle a des significations et elle nous offre de l'expérience. Mais où elle va, ce n'est pas établi par avance. Elle est ce qu'on en fait, ce qu'on accepte qu'elle devienne. Par contre, des lois sont à l'oeuvre à l'intérieur de ce système dynamique complexe qu'est la société humaine.*"

Lesquelles ? Mystère ! On comprend pourquoi le renégat préfère garder le silence, car dans le cas contraire il devrait affronter Marx et se démasquer.

Les hommes font l'histoire inconsciemment, en ignorant les lois qui en sont à l'origine et qui ont été à l'oeuvre tout au long de son développement jusqu'à nos jours, et qui n'ont pas changé depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme existe ou que la société a été divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques et inconciliables.

C'est pratique de prétendre que l'on ne sait pas vers où se dirige l'histoire quand on ne tient pas à clarifier ses réelles intentions politiques, alors qu'elle ne peut aller que dans deux directions possibles, vers davantage de barbarie au cas où le capitalisme survivrait à lui-même ou son éradication de la surface de la terre au cas où le capitalisme serait aboli.

En prétendant que l'histoire, donc la société, le monde serait ce qu'on accepte ce qu'ils deviennent, Mélenchon nie que les hommes feraient l'histoire inconsciemment, qu'ils la subiraient plutôt qu'autre chose à des degrés divers selon la place qu'ils occupent au sein des rapports sociaux de production, ainsi il fait fi des différences de traitement donc bénéficient les différentes classes de la société, exploités et exploités seraient au même titre responsables de la barbarie, de la situation actuelle, nous rejetons cette théorie partagée par les staliniens, serait-ce un hasard que Mélenchon soit le candidat du PCF ?

Non monsieur Mélenchon, l'Histoire a un sens (ou plutôt une direction), celui que lui donne la classe dominante au gré de la lutte des classes. Par contre, elle peut en emprunter un autre, contraire au destin que nous réserve la classe des privilégiés, à condition que la classe des exploités qui représente l'immense majorité de la population la renverse et prenne le pouvoir, prenne son destin en main qui coïncide avec celui de la civilisation humaine, autrement dit que l'homme commence à écrire consciemment sa propre histoire.

Dans sa démonstration Mélenchon se livre implicitement à un amalgame entre les classes, entre les facteurs conscients et inconscients pour finalement leur réserver le même traitement ou les mettre sur un pied d'égalité. C'est ce qui sous-tend et traduit toute sa politique qui se nourrit de l'inconscience des travailleurs et qui aboutit logiquement au refus de remettre en cause les fondements du capitalisme et ses institutions auxquelles il n'a de cesse de faire allégeance.

- "*Elle (la responsabilité humaine - ndr) consiste à dire que nous ne serons jamais émancipés de notre devoir de responsabilité à l'égard des autres.*"

En quoi un travailleur qui ne dispose d'aucun pouvoir dans la société devrait-il être responsable de sa décomposition et de ses conséquences ?

Il est ensuite normal qu'à la question "*Et la révolution : souhaitable ou non ?*" il nous renvoie à la révolution bourgeoise de 1789 et qu'il zappe au passage la révolution de juin 1848, puis celle de 1871, la Commune de Paris qui ne doit pas avoir ses faveurs, car lorsque le journaliste lui demande si la révolution est "*une bonne chose*", il répond "*Ça dépend du contexte*", cela ne devait pas être le cas en 1871, encore moins en 1917 en Russie ! On comprend qu'il leur préfère les "*révolutions*" tunisienne et égyptienne qui ont abouti là où nous savons...

- *"Karl Marx dit qu'elle s'apparente davantage à un mouvement de force de la nature qu'à une délibération humaine concertée. Les révolutions ont toujours lieu pour dénouer des contradictions qui ne trouvaient aucun moyen de se dénouer autrement. Et les révolutions se font la plupart du temps de manière complètement contingente, par hasard, et pour un motif qui le plus souvent n'avait rien à voir avec le sujet principal."*

Ce que dit Mélenchon est juste, il a bien retenu sa leçon, il en a simplement oublié les conclusions. Le renégat a volontairement une mémoire sélective. Il oublie de dire que, Marx et par la suite Lénine, ont précisé que la révolution prenait conscience d'elle-même et des tâches qu'elle avait à accomplir au cours du processus dialectique qui la définit, notion apparemment étrangère à Mélenchon qui fait abstraction de l'élément conscient qui doit guider une révolution et obtenir l'adhésion de la majorité des travailleurs, le parti de la révolution prolétarienne, sans lequel elle ne peut pas vaincre.

Il estime que la révolution est *"inéluçtable"* en France. Serait-ce que le capitalisme y conduirait ? Pas vraiment.

- *"Parce que les gouvernants sont incapables de régler les problèmes qui se posent, sinon en répétant sans cesse des formules qui les aggravent. Donc inéluçtablement, des gens vont se mettre en mouvement, mais ils ne le feront pas pour faire une révolution. Ils vont commencer à faire quelque chose pour régler un problème concret. Et ce quelque chose, de fil en aiguille, sera le début de la fin de l'ordre en place. Plus le niveau de conscience politique est élevé, plus la probabilité que les gens s'impliquent dans leur affaire en pensant que ça va servir à quelque chose est élevée. Il y a une espèce de communisme spontané de notre peuple qui, avec une bonne dose d'esprit libertaire, le rend absolument indomptable."*

Donc il suffirait que *"les gouvernants"* règlent *"les problèmes qui se posent"* et point de révolution à l'horizon. C'est en fait mal poser la question. Les *"gouvernants"* ne prennent pas de bonnes ou de mauvaises décisions, ils se bornent à gérer la société au mieux des intérêts des capitalistes. Prendraient-ils de bonnes mesures qu'il faudrait les saluer, parce qu'ils n'auraient pas d'arrière-pensées, ils ne seraient pas vraiment animés de mauvaises intentions envers le prolétariat, non, ils ne sauraient pas comment s'y prendre tout simplement, ils auraient le choix, mais voyez-vous, pour ainsi dire malgré eux ils effectueraient les mauvais choix, dont ils pâtiraient également. Ce ne seraient pas des impératifs économiques qui guideraient l'action politique des *"gouvernants"*, ils se borneraient à répéter des *"formules"* mauvaises, qu'il suffirait de remplacer par de bonnes formules pour que tout nos problèmes s'évaporent d'un coup de baguette magique et que l'on vive enfin dans le meilleur des mondes ! Même pas besoin de la lutte de classes, formidable, non ? Un bulletin dans l'urne et hop le tour est joué !

Sachant que *"inéluçtablement, des gens vont se mettre en mouvement (...) pour faire une révolution"*, ne faudrait-il pas les aider à s'y préparer pour qu'ils l'abordent dans les meilleures conditions possible pour qu'elle ait une chance de vaincre ? Tel n'est pas le propos ou l'objectif de Mélenchon, qui jusqu'à preuve du contraire se borne à proposer aux travailleurs une *"révolution par les urnes"*, qui est justement l'antithèse d'une véritable révolution prolétarienne et socialiste.

Non monsieur Mélenchon, ce n'est pas parce que le *"niveau de conscience politique (des travailleurs) est élevé"* qu'ils seraient capables de définir les tâches que la situation leur impose et les objectifs politiques qu'ils doivent se fixer, qu'ils auraient spontanément la capacité de déterminer les obstacles qu'ils ont à abattre et les moyens pour y parvenir, bref, qu'ils seraient en mesure d'analyser consciemment les rapports entre les classes et leurs modifications tout au long du processus révolutionnaire, de maîtriser le marxisme ou de mettre en oeuvre sa méthode, seuls les militants conscients ou plutôt les dirigeants d'un parti rompu à cet exercice depuis des décennies embrassant l'ensemble de la situation à l'échelle mondiale auraient la capacité de donner une orientation correcte à leur combat.

Si les masses exploitées pouvaient parvenir d'elles-mêmes spontanément à ce niveau de conscience supérieur au détour de circonstances particulièrement favorables et régler la question du pouvoir, on se demandera pourquoi jusqu'à présent elles n'y sont jamais parvenues dans le passé. Non, la compréhension du fonctionnement de la société telle qu'elle est ne s'improvise pas ou ne s'acquière pas arbitrairement, elle nécessite d'avoir analysé au préalable comment le capitalisme s'est développé, quels ont été les principaux facteurs qui ont déterminé son développement, le développement des forces productives et la lutte des classes, et ce n'est qu'une fois acquis ou après avoir renoué avec les enseignements tirés de la lutte des classes du passé qu'il est possible de s'orienter correctement dans la lutte des classes présente, sinon c'est impossible.

Ajoutons que c'est au cours de son expérience de la lutte des classes que le prolétariat peut s'élever au niveau nécessaire pour se saisir de ces enseignements, adhérer ou renouer avec le socialisme, pas spontanément encore une fois, à condition qu'il existe un parti qui l'aide à interpréter consciemment cette expérience, ce qui implique que sa politique (et son programme) soit orientée dans la bonne direction.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais plus je réfléchis à ce qu'a dit Mélenchon à ce journaliste dans cet interview, et plus je me dis qu'il ne tient pas vraiment à ce que les travailleurs se donnent les moyens d'acquérir un niveau de conscience supérieur, ce qui serait logique puisqu'ils se détourneraient des illusionnistes dont fait partie Mélenchon.

Mélenchon ayant rompu avec le marxisme ou ne l'ayant jamais réellement assimilé, il rejette ses conclusions théoriques et pratiques pour renouer avec le réformisme de la fin du XIXe siècle. Reprenons le dernier passage cité qui est un

modèle d'obscurantisme.

Il admet qu'une révolution est "inélucltable" pour aussitôt s'en faire le fossoyeur. "Des gens vont se mettre en mouvement", mais "ils ne le feront pas pour faire une révolution" ouf, Hollande et ses amis banquiers sont rassurés ! Pour quoi faire alors, pour "commencer à faire quelque chose", diable, mais quoi, comment, on n'en saura rien, mais par on ne sait quel miracle ce "sera le début de la fin de l'ordre en place", tiens donc, en fait de rien du tout, leur "niveau de conscience politique (...) élevé (...) va servir à quelque chose (d') élevée", à quoi diantre, comment, pas de réponse, pas nécessaire puisqu'"il y a une espèce de communisme spontané de notre peuple", on se disait bien que tant de mystères prenaient forcément sa source quelque part, la génération spontanée mère de toutes les théories foireuses ou utopiques.

Voilà que le communisme serait inné au peuple, qu'est-ce qu'on est con de ne pas y avoir pensé plus tôt franchement. Un beau matin, le peuple va se saisir du communisme parce qu'il l'a dans la peau depuis l'état de fœtus, il n'a d'ailleurs jamais cessé d'y penser depuis, ne dit-on pas que la classe ouvrière est révolutionnaire, oui sur un plan historique, reste à le démontrer dans la pratique, gageons que c'est là un terrain sur lequel notre philistin n'osera pas s'aventurer sous peine de se contredire et de se démasquer.

Vous me direz que Mélenchon a simplement voulu dire que le peuple aspirait naturellement à davantage de justice sociale, une notion tronquée du communisme, je l'avais bien compris, mais c'est faux également, puisqu'en même temps il est subordonné au capitalisme qui en est la négation. La question est de savoir quel contenu et quelle orientation politique on donne à notre combat, s'ils sont conçus pour aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme et les institutions pour qu'ils se réapproprient le socialisme, auquel cas seulement leur combat aura un contenu révolutionnaire. Est-ce la direction que Mélenchon entend donner à son combat politique ? Qu'on nous permette d'en douter fortement, pour ne pas dire qu'on est convaincu du contraire.

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Sarkozy : "La seule façon que vous ayez pour continuer à m'entendre, c'est de me réélire" - LePoint.fr
- Villepin: Sarkozy et Hollande "prennent les Français pour des couillons" - AFP
- Bayrou : Sarkozy a "perdu le contact avec la vie réelle" - LePoint.fr

Sale semaine !

- Une semaine à oublier pour Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr -

Propositions inaudibles, reniement, chahut, sondages: le candidat-Président a vécu une sale semaine...

- Gueule de bois à l'UMP au lendemain de la journée bayonnaise de Nicolas Sarkozy - LeMonde.fr

Ils ont dit.

- Un ministre allemand veut confier l'économie grecque à un commissaire européen - LeMonde.fr
- Soutien "sacro-saint" des Etats-Unis à la sécurité d'Israël, affirme Obama - AFP

"Cette crise est inhérente au système capitaliste, pas à la femme ou l'homme qui tient la présidence. Surtout dans un petit pays comme la France – mais même Obama à la tête des États-Unis n'a pas fait davantage." (Extrait de l'éditorial du numéro 79 de *Convergences Révolutionnaires* du 22 janvier - Fraction L'Étincelle de Lutte Ouvrière)

Rendez-vous compte, "même Obama le grand démocrate, pour un peu un révolutionnaire, ah ben alors, on est déçu, nous qui comptons tant sur lui pour rompre avec la politique ultra réactionnaire de Bush, il va falloir qu'on avale nos illusions ! Pitoyable !

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Vingt-cinq pays de l'Union européenne (UE) – le Royaume-Uni et la République tchèque ayant décliné – ont signé vendredi 2 mars lors d'un sommet à Bruxelles le nouveau traité instaurant davantage de discipline budgétaire en Europe.

Le pacte prévoit notamment l'instauration de "*règles d'or budgétaires*" sur l'équilibre des comptes publics, associées à des sanctions plus automatiques contre les pays qui dépasseront la limite de 3 % du PIB pour leurs déficits publics annuels. Ces règles devront de préférence être inscrites dans la constitution des Etats, mais pas obligatoirement.

"*Je pense que c'est un signal fort montrant que nous tirons les leçons de la crise, que nous avons compris les signaux*" envoyés par les marchés financiers "*et que nous souhaitons un avenir avec une Europe politiquement unifiée*", a dit la chancelière allemande Angela Merkel.

Il doit désormais être ratifié par au moins douze des Etats signataires avant de pouvoir commencer à entrer en vigueur. Tout pays de la zone euro qui ne le fera pas ne pourra pas bénéficier d'aides financières de ses partenaires via le futur fonds de secours qui démarrera cet été, le Mécanisme européen de stabilité.

Cette ratification pourrait toutefois être compliquée notamment en Irlande, qui a annoncé la tenue d'un référendum à ce sujet, par nature risqué. Une décision qui n'est "*pas de nature à stabiliser dans son ensemble la zone euro*", a reconnu cette semaine le patron de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Mais avant même son entrée en vigueur, la vertu budgétaire que le pacte entend imposer est déjà compromise par la conjoncture économique de plus en plus dégradée et la récession en cours en zone euro. Plusieurs pays se retrouvent déjà contraints de faire face à un dérapage de leurs finances publiques.

Madrid a ainsi annoncé lundi une explosion de son déficit public à 8,51 % du PIB en 2011, alors qu'il s'est engagé à ramener son déficit public à 4,4 % du PIB en 2012 et à 3 % en 2013, et tente d'obtenir un assouplissement de l'objectif. "*La situation économique est très différente de celle de l'an dernier*", a plaidé le ministre des finances espagnol, Luis de Guindos, ajoutant que les consignes budgétaires fixées par l'UE seraient néanmoins respectées.

Mais la véritable surprise est venue des Pays-Bas, pourtant prompts à critiquer le laxisme budgétaire de leurs partenaires. Le Bureau central du Plan néerlandais a revu, jeudi, ses prévisions économiques à la baisse. Il s'attend dorénavant à ce que le déficit public atteigne 4,5 % du PIB cette année mais surtout dépasse encore l'an prochain la limite européenne de 3 %, ainsi qu'en 2014 (4,1 %) et en 2015 (3,3 %).

Quant à la France, elle est pas mieux lotie et risque, elle aussi, de se faire rappeler à l'ordre par Bruxelles. La Cour des comptes a en effet jugé début février que l'objectif visant à ramener le déficit à 4,5 % cette année serait "*difficile à atteindre*" et qu'il serait "*encore plus difficile*" de revenir à 3 % en 2013. (lemonde.fr 02.03)

On nous expliquent qu'une fois ce traité adopté, il serait impossible de lutter pour nos revendications sociales. On a envie de leur répondre que si tel est le cas, qu'ils cessent tout de suite de militer et qu'ils fassent autre chose, cela nous rendra un fier service !

N'importe quel patron ou gouvernement qui serait confronté à une grève partielle ou générale illimitée d'un secteur clé de l'économie dans le secteur privé ou public, n'aurait pas d'autre choix que de céder au bout de quelques semaines. Mais si les dirigeants syndicaux en profite pour décréter qu'il n'est plus possible de poser la moindre revendication... On vous le répète, il n'y a plus qu'à aller se coucher, tout est foutu, il y en a qui ne seront pas dépayés en adoptant cette position. Eh oui, il va vous falloir revoir sérieusement votre copie sous peine de disparaître politiquement. Ils vont se torturer l'esprit pour trouver le moyen d'éviter de poser la question du pouvoir ou de l'Etat encore plus longtemps.

2- Etats-Unis.

Obama : La guerre contre l'Iran : une "*distraktion*" !

A trois jours d'un entretien avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, Barack Obama se dit prêt, le cas échéant, à recourir à l'option militaire pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, tout en mettant en garde contre une action unilatérale israélienne.

Estimant qu'un Iran nucléarisé serait inacceptable, le président américain déclare dans une interview à la revue Atlantic Monthly: "*Je pense que le gouvernement israélien reconnaît qu'en tant que président des Etats-Unis, je ne bluffe pas.*"

"*Je pense que les gouvernements tant iranien qu'israélien savent que lorsque les Etats-Unis déclarent que la possession par l'Iran d'une arme atomique est inacceptable, nous sommes sérieux.*"

Barack Obama répète que "*toutes les options sont sur la table*" en ajoutant explicitement que cela inclut un "*élément militaire*".

Le chef de l'exécutif américain a tenu ces propos lundi. L'interview a été publiée ce vendredi.

Barack Obama explique que la perspective d'un Iran nucléarisé entraînerait une course aux armements au Moyen-Orient "*très dangereuse pour le monde*".

Dans le même temps, le président américain juge qu'une action militaire unilatérale des Israéliens aurait des "*conséquences potentielles non voulues*".

"*A un moment où l'Iran ne suscite guère de sympathie et où son seul véritable allié, la Syrie, est acculée, voulons-nous une distraction qui permettrait soudainement à l'Iran de se présenter comme une victime?*" interroge Barack Obama. (Reuters 02.03)

Social

1- France

1.1- Non la pauvreté ne gagne pas du terrain...

Les Restos du Coeur vont "*malheureusement*" battre leur record de fréquentation dans leurs 2.000 centres d'aide alimentaire, a dit vendredi soir à l'AFP Olivier Berthe, président de l'association créée par Coluche.

Après avoir rappelé que lors de la campagne d'hiver précédente (novembre 2010 - mars 2011), les Restos du Coeur avaient reçu 860.000 personnes, M. Berthe a ajouté que le chiffre de 900.000 personnes pourrait être atteint pour la campagne 2011-2012. (AFP 02.03)

1.2- Des conditions de travail insupportables

Jérémy Buan, le jeune cadre supérieur de la Poste qui s'est jeté mercredi du haut de la poste centrale de Rennes a laissé une lettre de désespoir où il dit son "*anxiété professionnelle*" et son incapacité à vivre dans un "*tel contexte opprimant*", a déclaré sa compagne vendredi.

"*Mon travail ne semble pas apprécié, je suis mis en cause dans mes activités (...) cela a engendré un manque de confiance terrible avec une anxiété permanente. Je préfère ne pas vivre dans un tel contexte opprimant*", écrit-il dans cette lettre datée du jour de son suicide.

"*J'ai tout pour être heureux, une femme aimante, une fille adorable... mais toute cette anxiété professionnelle a pris le pas sur ma vie privée*", poursuit le message que le jeune père de famille a laissé chez lui.

Recruté comme simple facteur en 2003 à Rennes, Jérémy Buan avait été promu cadre supérieur après un concours interne en 2009, puis envoyé dans les Côtes d'Armor pour deux postes d'encadrement, selon la Poste.

Il avait demandé un rapprochement familial après la naissance de fille, en octobre, et de retour à Rennes, avait été affecté à un poste "*d'un grade inférieur au sien*", selon la CFDT.

A la direction du courrier Haute-Bretagne, on confirme qu'il "*occupait un poste de niveau inférieur au sien mais avait conservé son grade et sa rémunération*". "*Ce poste lui avait été donné de manière à répondre favorablement à sa demande de rapprochement géographique car il n'y en avait pas d'autre disponible*", selon la même source. (AFP 02.03)

2- Espagne

Le gouvernement espagnol a revu vendredi drastiquement les prévisions économiques pour 2012, avec un recul du PIB de 1,7% contre une croissance de 2,3% prévue par le précédent exécutif, et une poursuite de la hausse du chômage à 24,3% de la population active.

Détaillant un contexte économique européen morose, M. de Guindos a ajouté que cet avenir sombre aurait "*un impact sur l'emploi*" avec un taux de chômage moyen de 24,3% en 2012, qui va frapper 630.000 personnes. "*C'est une très mauvaise année économique*", a-t-il ajouté.

Le nombre de chômeurs en Espagne a dépassé la barre des 5 millions fin 2011, avec un taux de 22,85%, le plus élevé parmi les

pays industrialisés, selon l'Institut national de la statistique. Il était de 23,3% à fin janvier, selon Eurostat. (AFP 02.03)

Economie

1- Grèce

L'agence d'évaluation financière américaine Moody's a annoncé vendredi soir avoir abaissé la note de solvabilité de la Grèce de "Ca" à "C". Moody's attribue un "C" aux emprunteurs qu'elle juge à l'orée du défaut de paiement. (AFP 02.03)

Au passage Moody's a relevé la note de l'Indonésie dont la croissance est attendue à 6,5% en 2012 (source : atlantico.fr 02.03)

2- Brésil

La présidente brésilienne Dilma Rousseff a accusé les pays riches d'avoir déclenché un "tsunami" monétaire en abaissant le coût du crédit pour faire face à la crise économique mondiale, ce qui pénalise les pays en voie de développement tels que le Brésil.

"*Nous sommes préoccupés par ce tsunami monétaire (que causent) les pays développés*", a déclaré jeudi Mme Rousseff dans un discours aux chefs d'entreprises et aux dirigeants syndicaux.

La chef de l'Etat brésilien a déploré que les pays riches répondent à la crise en abaissant le coût du crédit et en maintenant des taux d'intérêts bas. Selon elle, ces capitaux bon marché prennent le chemin du Brésil, dont la monnaie est forte et les taux d'intérêts élevés.

Le Brésil estime que cette "guerre des changes" renchérit ses produits tout en diminuant les prix de ceux venus d'Europe ou des Etats-Unis.

La dirigeante a affirmé qu'elle se battrait pour défendre l'industrie brésilienne et qu'elle s'assurerait que les méthodes utilisées par les pays riches "ne vont pas cannibaliser les marchés émergents".

Le Brésil tente depuis plusieurs années d'enrayer l'appréciation de sa devise, le real, qui a déjà augmenté de plus de 8% face au dollar depuis le début de l'année.

"*Le Brésil ne restera pas impassible face à cette guerre des changes, nous devons nous défendre*", avait martelé un peu plus tôt devant la presse le ministre des Finances brésilien Guido Mantega. (AFP 02.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 mars

CAUSERIE

J'ignore qui est Robert Bibeau, je sais seulement qu'il est Canadien et qu'il est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Je n'ai pas lu tous ces articles, par contre je partage son analyse sur l'évolution du capitalisme mondial et de la situation internationale.

Dans l'article *Industrialiser la Grèce et l'Europe en déclin ?* il fustige les "faux prophètes" qui prétendent représenter les intérêts des exploités et que nous définissons comme des opportunistes, des illusionnistes, des aventuriers, des charlatans ou des escrocs à la solde de l'ordre établi :

" *Tous ces faux prophètes qui laissent entendre qu'il n'y a qu'à nationaliser les banques, qu'il suffit de refuser de payer la dette souveraine, qu'il n'y a qu'à nationaliser les usines et à lancer l'État bourgeois dans le domaine de la production industrielle, ou encore qu'il suffit de taxer les riches, et mille et une autres solutions-bidon trompent leurs auditoires. Aucune solution n'existe aux maux du capitalisme* « à l'intérieur du capitalisme ». *Ce n'est pas pour cause de dysfonctionnement que le capitalisme périclité. Le capitalisme fonctionne normalement en ce moment ; passer d'une phase de surproduction à une phase de pénurie de produits, c'est le fonctionnement normal de ce régime. Transiter d'une période de sous-emploi à une période de pénurie de main d'œuvre, c'est aussi le fonctionnement normal de ce système. Les guerres économiques et financières et les guerres militaires localisées inter impérialistes États-Unis – Chine – Russie – Union Européenne pour le repartage des marchés et des sources de plus-value, c'est aussi le fonctionnement usuel dans ce mode de production. Le capitalisme c'est la succession des crises, des guerres et la misère en partage de Dacca jusqu'au Finistère.* "

La seule "*solution*" au capitalisme existe au-delà du capitalisme effectivement, cela s'appelle le socialisme.

Question : en France (et ailleurs) existe-t-il un parti qui combatte sur d'autres positions que ces "*solutions-bidon*" qui ne servent qu'à tromper les travailleurs ?

Monsieur Bibeau nous livre un constat que nous partageons, mais c'est insuffisant pour combattre et abattre le capitalisme.

La bourgeoisie détient le pouvoir réel en détenant le pouvoir économique. Nous savons qu'elle tire son pouvoir des rapports sociaux de production basés sur la propriété privée des moyens de production, mais cela ne nous dit pas comment elle assure la pérennité de ce pouvoir, comment elle s'y prend pour le légitimer, pour qu'il se perpétue, pour faire en sorte que les rapports entre les classes s'inscrivent ou se maintiennent dans ce cadre et le respecte. Pour répondre à cette question il faut passer au plan politique.

La Constitution et la législation en vigueur ne servent qu'à fournir un cadre juridique à ces rapports sociaux de production pour en assurer la légitimité et tenter de justifier leur existence, tous les autres rapports qui existent dans la société ne sauraient déroger à cette règle ou doivent s'y plier. Il revient ensuite aux institutions issues de cette Constitution de gérer la société pour le compte de la classe qui domine au sein de ces rapports de production, la classe des capitalistes.

En résumé, l'Etat, la Constitution, les institutions et la législation sont le produit ou la représentation politique du pouvoir économique de la classe des capitalistes. Cette classe ayant confisqué le pouvoir économique à son profit, pour lui reprendre il faut abroger les instruments politiques qu'elle a forgés au cours de la lutte des classes, et qui servent à le légitimer et à assurer la pérennité de sa domination de classe.

Point de mystère, c'est trop simple en réalité, trop logique aussi, à la portée de n'importe quel travailleur en vérité, à partir du moment où l'on pose correctement les rapports qui existent dans la société, à partir du moment où l'on est capable de poser les questions que nous avons à résoudre dans le bon ordre. Vous parlez d'un exercice difficile, il faudrait au moins bac +10 pour comprendre fonctionne un rapport de cause à effet, en voilà une affaire !

Si les travailleurs qui se posent des questions ne sont pas en mesure de le comprendre, cela signifie qu'on échoue à poser les bonnes questions ou à les poser correctement ou pire, qu'on s'y refuse. Pas besoin non plus d'être syndiqué ou de militer dans une formation politique pour le comprendre, cela pour dire qu'en dehors des travailleurs vraiment arriérés, des millions et des millions sont censés pouvoir accéder à cette connaissance qui n'a rien d'extraordinaire, répétons-le encore une fois. Ne nous arrêtons pas en chemin, il nous reste une dernière chose à aborder pour mener à son terme notre interprétation de la société

L'ordre établi reposant les institutions politiques, il ne reste plus qu'à en expliquer le fonctionnement et à en tirer les conclusions qui s'imposent pour passer à l'action, s'engager dans le combat politique, s'organiser pour changer la société.

Les institutions sont le reflet (politique) des rapports (économiques) entre les classes. Nous avons vu que les institutions étaient au service de la classe qui détient le pouvoir économique. Pour défendre ses droits et privilèges la classe des capitalistes dispose de puissants syndicats et partis politiques. C'est au sein des institutions que ces partis exercent leur pouvoir dans le seul but de le conserver sur le plan économique. Sur le plan politique, la classe des privilégiés n'a pas vraiment de soucis à se faire, puisque tous les partis qui participent au Parlement sont inféodés au capitalisme et n'entendent pas combattre pour le renverser.

Dès lors on ne peut concevoir la construction d'un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat, qu'à partir du moment où son action (et son programme) est résolument orienté contre les institutions en place, dans l'objectif de les renverser et de les remplacer par des organes politiques de pouvoir issus d'une révolution prolétarienne. Face à des partis dits de droite ou de gauche qui finalement défendent les mêmes intérêts, ceux de la classe des exploités, on ne peut opposer qu'un parti ouvrier révolutionnaire pour briser leur domination politique et s'emparer du pouvoir, et non pour s'insérer au sein des institutions ou tenter d'en conquérir la majorité, ce qui demeurera toujours impossible puisqu'elles n'ont pas été créées à cet effet ou dans cette perspective.

En résumé, des partis assurent le bon fonctionnement des institutions pour le compte des capitalistes qui détiennent le pouvoir économique. Si l'on veut parvenir à leur ôter ce pouvoir économique, on n'a pas d'autre alternative possible que de construire un parti qui aura pour tâche d'aider les masses exploitées à se dresser au cours d'une révolution pour détruire ces institutions, institutions qui se confondent avec les intérêts de la classe que nous devons chasser du pouvoir, avec l'ordre établi, et non pour se saisir de ces institutions pour les faire fonctionner pour notre propre compte puisqu'elles n'ont pas été conçues à cet effet.

Et compte tenu que l'objectif de l'abolition du capitalisme est commun aux travailleurs organisés dans les syndicats et à ceux qui sont organisés dans le parti combattant pour le socialisme, ils doivent combattre ensemble et subordonner leur combat à cette perspective. C'est ainsi et ainsi seulement qu'il sera possible d'entraîner au combat dans l'unité l'ensemble de la classe des exploités, et de vaincre son ennemi.

A propos du MES.

Abondé en partie par les États, le MES sera en fait un instrument permanent de transfert des richesses des peuples vers les banques. En effet, le cadre légal du MES assujettit les peuples à être garants et cautions des dettes auprès des banques.

En somme, voilà une institution qui sera permanente, antidémocratique, inattaquable sur le plan juridique, occulte, et qui pourra exiger de n'importe quel pays de la zone euro, dans un délai d'une semaine, des milliards d'euros « *de manière irrévocable et inconditionnelle* » ! Autant de signes qui ne trompent pas : l'Europe de la finance utilise la crise et la question de la dette publique pour prendre les pleins pouvoirs. L'austérité pour les peuples est son credo. (mondialisation.ca)

Mais pour que le MES existe, pour qu'il fonctionne, il faut que le ou les partis qui disposent de la majorité au sein des institutions acceptent de s'y soumettre. Dès lors qu'ils ont manifesté leur soutien au MES, ils ont clairement indiqué dans quel camp ils entendaient mener leur combat politique, contre la classe ouvrière. C'est le cas de l'UMP, du MoDem et du PS. Dès lors qu'ils se sont placés eux-mêmes dans le camp de notre ennemi de classe, il serait aberrant d'exiger d'eux qu'ils rejettent le MES ou qu'ils changent de camp, leur décision est finalement conforme à leur nature sociale, conformément à la classe à laquelle ils sont liées organisquement et dont ils se font les porte-parole.

S'adresser à leurs élus, vouloir qu'ils changent de position sur le MES revient à vouloir faire croire aux travailleurs et aux militants qu'ils pourraient changer de nature ou épouser d'autres intérêts que ceux des exploités comme si cela était possible ou même souhaitable, ce que nous récusons absolument. Voilà l'illusion criminelle que colporte notamment le POI. L'impuissance du POI qui s'illustre à travers la campagne qu'il a initiée et qui ne peut mener qu'à une nouvelle impasse politique, est le produit de son obstination à refuser de lier le combat contre les deux nouveaux traités signés à Bruxelles au combat pour en finir avec les institutions qui ont adopté le MES, les institutions de la Ve République.

Ce nouveau chapitre de la lutte des classes aurait dû être l'occasion de montrer aux travailleurs et aux militants le lien, les rapports qui existaient entre la crise du capitalisme, le TSCG et le MES, les institutions de la Ve République et les partis qui y participent, ainsi que l'Union européenne, afin de les aider à rompre avec et leur permettre de poser consciemment la question du pouvoir, à trouver une issue politique conforme à leurs intérêts qui passe par la formulation du gouvernement ouvrier révolutionnaire qui sera le seul à même de rompre avec le capitalisme et la totalité de ses institutions nationales, européennes et internationales.

C'est seulement sur cette orientation politique qu'il est possible de construire le parti (révolutionnaire) et d'avancer vers le socialisme. Le POI rejetant cet axe de combat politique, il ne lui reste plus qu'à chercher la recette miracle qui permettrait de mettre en échec le capitalisme. Le POI (comme toujours) veut absolument parvenir à peser sur le cours des choses ou à l'inverser, comme il n'en a pas les moyens, il ne lui reste plus qu'à s'en remettre aux appareils pourris du PS et ses satellites. "*Super-Maastricht ne doit pas passer !*" écrit Gluckstein dans son dernier éditorial (IO n°189), on se demandera s'il vaut mieux en rire ou en pleurer, quel super-opportuniste ! "*Rien, absolument rien, n'est aujourd'hui plus important que de bloquer le traité TSCG*" écrit-il à la fin de son éditorial, comme il est adopté ou en passe de l'être au niveau de l'UE, qu'est-ce qu'on fait ensuite monsieur, on sort son mouchoir, on cesse le combat, on se loge une balle dans la tête ? Existe-t-il quelque chose de plus démoralisant, de plus démobilisateur pour les militants ?

Effet d'annonce, du déjà vu

D'aucuns veulent relativiser la déclaration du candidat socialiste, de toutes les façons, un candidat pro-mondialisation : "*En 1997, lorsque Lionel Jospin est devenu Premier ministre, il clamait vouloir renégocier le pacte de stabilité européen pour les mêmes raisons. En fin de compte, on lui a garanti la tenue d'un sommet sur la croissance et l'emploi et il a renoncé*", souligne un chef de gouvernement européen, sous couvert de l'anonymat. (liesidotorg.wordpress.com 01.03)

Allez camarades, un peu de courage, votez Hollande pour "*battre la droite*"... et dans un siècle on y sera encore ! Si les travailleurs ne sont pas capables de "*battre la droite*" sur le terrain de la lutte des classes en dehors des élections, ils en seront incapables lors des élections quel que soit le candidat qui sera élu, voilà à partir de quel constat on devrait réfléchir à la situation pour adopter une orientation politique correcte, au lieu de se bercer d'illusions et de tromper au passage travailleurs et militants.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique entend confier à des entreprises privées des responsabilités qui relèvent actuellement de la police, notamment la conduite d'enquêtes criminelles et de patrouilles de quartiers, selon des sources concordantes samedi.

Les polices de deux régions anglaises, celles des West Midlands et du Surrey, ont sollicité des sociétés privées comme G4S pour qu'elles prennent en charge des services qui leur incombent actuellement, comme le suivi d'individus à hauts risques ou encore la détention de suspects, a rapporté le quotidien britannique The Guardian.

Un tel contrat représenterait une valeur potentielle de 1,5 milliard de livres (1,8 milliard d'euros) sur une période de sept ans, selon le journal.

Le gouvernement britannique *'soutient'* la démarche de la police *'qui examine un partenariat avec le secteur privé afin de faire des économies et de mieux servir le public'*, a réagi un porte-parole du ministère de l'intérieur. *'Les sociétés privées ne pourront pas arrêter de suspects, et elles ne seront pas les seules responsables des enquêtes criminelles'*, a-t-il précisé.

Le gouvernement britannique, dirigé par le conservateur David Cameron, a prévu de faire 20 % d'économies dans le budget de la police sur une période de quatre ans dans le cadre d'un vaste plan d'austérité. (lemonde.fr 03.03)

2- Etats-Unis

Des fonctionnaires israéliens affirment que si Israël décide d'attaquer les centrales nucléaires iraniennes, les Etats-Unis ne seront pas avertis. De cette manière, le refus du président Obama d'engager les Etats-Unis dans un conflit en pleine période électorale ne pourra pas être objecté aux responsables israéliens. Ces déclarations interviennent à un moment où doivent s'engager des conversations de haut niveau entre les émissaires de Washington et ceux de Jérusalem.

Depuis de nombreux mois, les Israéliens cherchent à convaincre Washington qu'une attaque rapide est nécessaire pour bloquer le programme nucléaire de l'Iran. A ce propos, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et Ehud Barak, ministre de la Défense, ont remis des documents à une série de visiteurs américains de haut niveau. La presse américaine évoque des responsables conseillers à la sécurité nationale de la Maison Blanche, le directeur du renseignement américain, ainsi que des politiciens influents du Congrès US.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu martèle le même message à tous les Américains qui viennent en Israël et avec lesquels il s'entretient. Contrairement aux déclarations de l'ambassadeur israélien aux Etats-Unis, les responsables américains sont muets. Réponse unanime : *« No comment ! »*

Certains analystes du renseignement privé américain disent qu'il existe un certain malaise entre Washington et Jérusalem car les divergences sont évidentes entre les deux pays concernant l'urgence d'une frappe aérienne contre les installations nucléaires iraniennes. Le malaise est surtout apparu après la visite du conseiller à la sécurité américaine Tom Donilon à Jérusalem. De fait, le prochain déplacement de Benjamin Netanyahu à Washington s'annonce crucial et les relations avec Barack Obama sont glacées. Dans le même temps, de nombreux bellicistes républicains exigent un front commun entre les Etats-Unis et Israël au sujet de l'Iran, dans la mesure où les sanctions sont pratiquement sans effet. Ce qui est absolument faux pour les citoyens iraniens, dont le niveau de vie est en chute libre. (liesidotorg.wordpress.com 03.03)

3- Syrie

3.1- L'ambassadeur de France à Beyrouth, Denis Pietton, a officiellement visité la semaine dernière la région de Baalbeck, à l'Est du Liban. En réalité, il a voyagé avec une équipe sécuritaire française dans le Nord de la Békaa, région frontalière limitrophe de la province syrienne de Homs.

Côté syrien de la frontière, des officiers et des experts des services de renseignement militaires français, certains sous couvert du statut de journaliste, encadrent les combattants de l'Armée « syrienne » libre. Tous se sont infiltrés illégalement en Syrie.

L'ambassadeur Denis Pietton et ses hôtes ont récupéré à un point de passage illégal des agents des services de renseignement français fuyant l'Émirat islamique de Baba Amr où ils dispensaient leur savoir-faire en matière de combat urbain.

En vertu de la Convention de Vienne, les voitures diplomatiques ne peuvent être perquisitionnées. Le convoi a donc pu ramener les agents français à l'ambassade sans que la police libanaise puisse intervenir.

Avec toute l'arrogance de l'ancienne puissance mandataire, l'ambassadeur de France s'était, une fois de plus, publiquement ingéré dans les affaires libanaises en déclarant le 23 février dernier à nos confrères du Daily Star : *« Le Liban devrait rester à l'écart des troubles en Syrie »*. (Réseau Voltaire 01.03)

3.2- Après la fuite de 35 conseillers militaires et journalistes occidentaux, les 2 000 combattants de l'Armée syrienne libre regroupés dans l'Émirat islamique de Baba Amr ont perdu tout espoir de voir se réaliser les belles promesses occidentales.

Mercredi 29 février 2012, plusieurs centaines ont choisi de se rendre avant que l'Armée nationale syrienne ne rentre dans le quartier rebelle.

L'Émirat islamique de Baba Amr faisait moins de 40 hectares lorsqu'il a été bouclé par les Forces loyalistes. Il ne comprend qu'une partie du quartier de Baba Amr proprement dit, ainsi que quelques rues adjacentes.

La Syrie est un État de 185 000 km², peuplé par 23 millions d'habitants.

Les insurgés qui se sont rendus ont abandonné leurs armes. Leur arsenal incluait des postes de tir et des missiles antichars AT-13 / 9K115 Metis. Ce matériel russe étant déjà un peu ancien et assez répandu dans la région, on ignore pour le moment quelle filière avait pu l'acheminer sur place.

Au début de la bataille de Homs, les rebelles disposaient également de postes de tir antichar Milan. (Réseau Voltaire 01.03)

Social

Italie

Des milliers de personnes ont défilé samedi à Rome dans trois cortèges différents contre le gouvernement de Mario Monti.

"Les impôts augmentent, le prix de l'essence augmente, le gouvernement Monti est un gouvernement voleur", ont crié quelques milliers de manifestants d'extrême droite. D'autres clamaient : *"boucherie sociale, c'est le gouvernement du grand capital"*.

Selon les organisateurs, quelque 20.000 personnes ont pris part à cette manifestation.

De leur côté, les opposants à la construction du TGV Lyon-Turin, mobilisés depuis plusieurs mois, se sont rassemblés dans un autre quartier de la capitale italienne, bloquant temporairement une artère périphérique.

"On est arrivé à un point de conflit entre les institutions politiques et les forces sociales", a déclaré un militant No-TAV (no al treno alta velocità, non au train à grande vitesse) qui participait à ce rassemblement de quelques centaines de personnes.

Enfin, des milliers de travailleurs du bâtiment, coiffés de casques rouges, ont réclamé une aide à ce secteur, frappé de plein fouet par la crise et la récession provoquée par les mesures d'austérité du gouvernement.

Selon les dernières statistiques, le taux de chômage en Italie a atteint le chiffre record de 9,2% en décembre, et grimpe à 31,1% chez les jeunes de 15 à 24 ans.

"Nous voulons dire au gouvernement que s'il continue à regarder les marchés et pas le pays, il n'y aura bientôt plus de pays", a lancé Susanna Camusso, dirigeante du plus important syndicat en Italie, la CGIL. (AFP 03.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 mars

CAUSERIE

J'ai mis en ligne les articles de presse (avec un index) de février au format pdf (Acrobat Reader). Toutes les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées jusqu'au 4 février 2012. Cela prend un temps fou de classer tous les articles ! J'ai créé la page d'accueil des causeries et articles en bref de mars.

Et dire qu'on est dimanche et qu'il fait un temps radieux ! (hier quoi)

Un mot personnel.

Tenez, je sais que vous ne me prenez pas vraiment au sérieux, c'est un peu de ma faute, mais bon, ici je passe mon temps à me battre contre les tenants du régime et les opportunistes, parfois je brocarde des militants mais jamais animé de mauvaises intentions ou sans les juger, vous devez vous dire qu'il n'est pas très drôle ce type-là ou qu'il est un peu rustre, comme

un ouvrier quoi, pourquoi pas. C'est toujours mieux que de passer pour un intellectuel à l'esprit borné, c'est franchement plus insupportable !

Pour vous montrer que je suis quand même capable de sortir du rôle que vous me connaissez, je vous mets une copie (en français) de la lettre que j'ai adressée la semaine dernière aux bureaux d'immigration de Chennai, et qui m'a permis de récupérer mon visa dans les 48h, alors que j'aurais dû le recevoir huit mois plus tôt. Comme quoi je sais aussi faire preuve de tact ou de diplomatie quand c'est nécessaire ou d'utiliser un autre langage que celui que vous me connaissez. La partie consacrée à mon épouse dans cette lettre ne correspond pas à la réalité, elle n'a pas rompu avec la nationalité indienne pour des raisons médicales mais à cause des problèmes rencontrés lors du renouvellement de son passeport indien..

Je veux bien qu'on me prenne pour un pauvre type, mais qu'on me permette de prouver le contraire si cela ne vous dérange pas. Vos dirigeants s'emploient à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas et cela vous agréable, qu'on me permette d'être ce que je suis et pas davantage, pas grand chose peut-être, mais j'y tiens. [cliquez ici](#)

Quand la réaction nous offre un moment de détente.

Quand TF1, la machine à propagande du parti de l'ordre et du CAC40 à destination des ignorants l'emporte, c'est la preuve qu'ils sont encore largement majoritaire dans la société. Qu'un torchon comme *Le Point* se fasse l'écho "avec un plaisir non dissimulé" de la haine envers l'intelligence humaine qui anime la télévision poubelle de Bouygues et Sarkozy, quoi de plus naturel, tout est dans l'ordre des choses.

Pour ces larbins du régime en place, quand l'audience de TF1 monte, il y a encore un espoir que leur candidat l'emporte en mai prochain. Sur TV5 Monde Asie aussi ils sont en campagne électorale pour le même candidat, du coup samedi soir on a eu le droit à l'émission de Michel Drucker destinée au même public que TF1 pour lui faire oublier que les temps sont durs.

La vie n'est-elle pas belle franchement, voyez comme l'on chante, rit et s'amuse en bonne compagnie, si ce n'est pas grâce à notre président, c'est quand grâce à lui qu'on n'en soit pas encore rendu à la situation de la Grèce, dieu merci... A ce propos, on a même eu le droit à des curés en soutane pour célébrer le crétinisme céleste.

Si avec tout le mal qu'ils se donnent La Talonnette est éjecté du Palais, ce ne sera pas faute d'avoir tout tenté pour le maintenir sur le trône ; baissez le rideau la fosse sceptique (septique) est pleine, l'avorton dit la chiasse par un psychologue qui a étudié son comportement ne fait plus recette, à trop se gaver on finit par être incommodé et dégager une odeur putride, tirez la chasse dorée sur le chanoine de Latran et verrouillez bien la porte derrière vous pour que ses convives du Fouquet's puissent profiter de ses miasmes aussi longtemps qu'ils nous ont imposé de supporter leurs frasques, une fois que tout ce beau monde aura bien mariné dans son jus, faite un épandage sur Neuilly, histoire de rendre à César ce qui lui appartient.

L'article du *Point* qui m'a inspiré, en me bouchant le nez, la bouche...

- Sur France 2, Les Victoires de la musique, interminables, ont été écrasées par The Voice, le télé-crochet de TF1. Le programme de la Une confirme son lancement solide avec 8,4 millions de téléspectateurs, soit 35,2 % de part d'audience. Un niveau de score que TF1 retrouve avec un plaisir non dissimulé tant, depuis plusieurs mois, la Une se contente des vaches maigres.

Loin derrière, la soirée des Victoires de la musique se promène, en très petite foulée, à 2,6 millions de téléspectateurs, soit 12,6 % de part d'audience.

Les moins de 35 ans ne s'y sont pas trompés : ils n'étaient que 9 % sur la Deux et 52 % à avoir choisi The Voice sur TF1. Le show musical, conçu par John de Mol, séduit 48 % des ménagères quand les Victoires n'en conservent qu'une sur dix. Le palmarès des Victoires de la musique est à l'image de son public : Laurent Voulzy, 63 ans, Hubert-Félix Thiéfaine 63 ans, Catherine Ringer, 55 ans... Les plus anciens cotisants du show-biz ont quasiment tout raflé. (lepoint.fr 04.03)

Commentaire d'un internaute belge, averti, une fois s'il vous plaît, ne dit-on pas un homme averti en vaut deux : "*Plus c'est con, plus ça fait d'audience. C'est bien connu.*". Quelle évolution n'est-ce pas depuis plus d'un demi-siècle que la télévision existe, vous aussi vous l'avez remarqué ? Mais ne vous trompez pas de cible, ce n'est pas sur les cons qu'il faut taper, mais sur ceux qui s'emploient à faire en sorte qu'ils le restent. Ne jugez pas les cons, jugez leurs maîtres.

Nous venons au monde ignorant, ignorant de tout, au point de ne pas savoir quoi faire de nos mains et de nos pieds dont on découvre l'existence petit à petit, que nous soyons issu d'une famille pauvre ou nanti, d'intellectuels ou d'ouvriers. Au fil du temps et de nos expériences notre connaissance devrait croître au détriment de notre ignorance, mais pas forcément, on en tirera profit dans un milieu favorisé ou apaisé, alors que dans un milieu défavorisé ou ouvrier pauvre on aura l'esprit occupé ailleurs, accablé, trop accaparé, rongé ou épuisé par des questions lancinantes liées à notre survie quotidienne, on sera incapable de penser posément au fonctionnement de la société pour s'en remettre de préférence à ceux qui en ont déjà la charge et auxquels on attribue volontiers cette légitimité sans se poser la question de savoir si c'est justifié ou non.

Et si un jour on parvient à s'élever socialement au dessus de la médiocrité à laquelle on était promis, on ne change pas forcément de mode de pensée pour autant, loin s'en faut. Au contraire, on trouve là matière à la fois à conforter notre mode de pensée et à légitimer l'ordre établi avec lequel notre existence coïncide et que l'on considère comme une bénédiction. Pourquoi devrait-on changer quoi que ce soit à notre mode de pensée ou à la société puisque jusqu'à présent on s'en sort très bien ou assez bien par rapport à d'autres qui croupissent dans la misère ? Ce qui explique qu'il soit très difficile d'aborder les masses les plus arriérées.

Plus on se sait ou se sent vulnérable, plus on se recroqueville sur soi-même, c'est l'instinct de survie qui nous fait réagir de la sorte.

Imaginez que votre embarcation ait fait naufrage et que vous vous soyez réfugié sur un radeau pour sauver votre peau, et ne voilà-t-il pas que tel un mirage un hélicoptère apparaisse soudain dans le ciel et que son pilote vous demande pour des raisons obscures d'abandonner votre embarcation de fortune dans l'attente d'un navire envoyé sur place vienne vous secourir, vous refuserez de vous jeter à la mer ne sachant pas quand vos sauveteurs parviendront jusqu'à vous pour que vous soyez définitivement tiré d'affaire. Remplacez ces infortunés naufragés par les masses arriérées et le pilote de l'hélicoptère par le militant que vous êtes, remplacez la situation de ces naufragés par la société à laquelle ils sont confrontés et le navire qui doit les délivrer de ce cauchemar par le socialisme, et vous aurez compris à quelle difficulté nous sommes confrontés pour réduire l'ignorance des masses.

Quant aux travailleurs qui deviennent des militants, on commet la grave méprise de penser que pour cette raison ils seraient tirés d'affaire. C'est là se fier aux apparences, trompeuses évidemment. On est vraiment tiré d'affaire que le jour où l'on atteint le rivage, or le socialisme tarde à venir. Du coup quel que soit l'embarcation sur laquelle on a échoué, on s'y accroche dur comme fer, on y tient car elle incarne à son tour notre survie à défaut de mieux dans l'immédiat ou d'une vision suffisamment développée qui nous permettrait d'envisager à quoi ressemble le rivage. A défaut d'entrevoir le rivage, en ramant chacun s'imagine à quoi il pourrait ressembler, sans s'apercevoir qu'ils s'en écartent pour être incapable de discerner et de maîtriser les forces qui les maintiennent au large. C'est toujours mieux que d'être englouti par les eaux, sans doute, mais temporairement seulement ! Avec un peu de chance ils trouveront un jour la bonne embarcation qui les mènera jusqu'au rivage. Il faudra plus que de longs discours pour qu'il en soit ainsi, qu'une grosse tempête menace leur embarcation ou la fasse chavirer y contribuerait plus sûrement, encore faut-il que la bonne embracation se trouve disponible au bon moment au bon endroit, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui puisque le parti n'existe pas, dans ces conditions ils sont condamnés à passer d'une embarcation à une autre ou à s'accrocher à la leur, exactement comme les masses arriérées perdues en pleine mer sur leur radeau de fortune, avec lesquels finalement ils sont plus proche que du rivage.

Les travailleurs inorganisés qui se comptent par millions et qui sont moins arriérés que les autres, sont à peu de choses près dans la même situation. S'ils ne se satisfont pas particulièrement de la situation dans laquelle ils sont, ils s'en contentent ou ne cherchent pas à atteindre le rivage par crainte qu'il leur réserve de mauvaises surprises. Là aussi, il faudra que la ligne de flottaison de leur embracation corresponde avec la surface de la mer pour qu'il se pose la question du moyen pour atteindre la terre ferme avant qu'il ne soit trop tard et ne perdent tout.

Jusqu'à présent ils ont profité de ce que la société mettait à leur disposition en croyant qu'ils pourraient en profiter ainsi éternellement, puis vint le jour où cela cessa d'être le cas, ne comprenant évidemment pas pourquoi, ils ont commencé à puiser dans leurs réserves pour continuer de vivre comme avant, puis vint le jour où ces réserves commencèrent à diminuer à vue d'oeil, menaçant de s'épuiser et l'angoisse les gagnant jour après jour, ils en arrivèrent amèrement à envisager de retourner là d'où ils venaient, ils croyaient avoir échappé au pire et voilà qu'il les rattrape et que la paupérisation les frappe à leur tour. Pas vraiment préparés à affronter cette situation, ils tentent désespérément de s'en sortir seul, en vain. Ils assistent impuissants à leur chute. Ils cherchent à résister, en vain. Mais comment faire pour conjurer le mauvais sort, sont-ils voués eux aussi à tourner en rond jusqu'à ce que la mer les avalent, ils ne veulent pas s'y résoudre, alors ils se jettent à corps perdu sur la première embarcation qui leur promet le salut, ils ne savent pas qu'ils embarquent sur le bateau percé du social-libéralisme qui va les mener à leur perte définitive.

Pour finir, il reste l'avant-garde, dont l'embarcation est certes solide mais si insignifiante, qu'elle ne peut en emporter que quelques-uns vers le rivage, qui à peine posé le pied dessus, se considérant sauvés sombrent dans les premiers sables mouvants qui se trouvent sur leur chemin. Du coup, il lui faudra encore en faire des allers et retours pour être assez nombreux pour construire une embarcation capable d'emporter tous ces naufragés sur une autre rive...

Bon courage et bonne semaine à tous. On est tous embarqués dans la même galère, reste à trouver la bonne embarcation pour mettre fin au cauchemar du vieux monde.

INFOS EN BREF

Politique

1- France. L'autruche.

Interrogé lors de l'émission C Politique (France 5) sur les sondages défavorables au chef de l'Etat, M. Copé a dit "conseiller" à ses amis "de continuer à militer et de ne pas (les) regarder".

"Quand ils sont trop bons, les sondages, on est tous complètement endormis, quand ils sont mauvais ça déprime. Donc ne les regardons pas, continuons de parler aux gens", a-t-il poursuivi.

Le député-maire de Meaux a enchaîné: "vous voulez mon intuition? Ca n'est pas prédictif, (...) c'est juste une intuition: c'est Nicolas Sarkozy qui va être élu". (AFP 04.03)

Je n'ai pas trouvé "prédictif" dans le dictionnaire, il existe bien prédictible, prédictible, prédisible ou prédictabilité, voilà que le prédicateur du parti de l'ordre en perd son latin... avant de perdre les élections !

2- Israël. La haine du chien enragé. De qui parle-t-il, des Etats-Unis bras armé de l'Etat sioniste?

Israël 'vaincra' s'il est obligé d'affronter l'Iran, a déclaré dimanche le président de l'Etat hébreu Shimon Peres dans un discours prononcé devant un lobby pro-Israël à Washington.

'L'Iran est un régime diabolique, cruel, moralement corrompu', a déclaré M. Peres devant des milliers de délégués de l'Aipac, principal lobby pro-Israël aux Etats-Unis. 'La paix est toujours l'option que nous privilégions, mais si nous sommes obligés de combattre, croyez-moi : nous vaincrons', a-t-il ajouté. 'Toutes les options sont sur la table', dit-il, faisant référence à une option militaire.

Le régime iranien 'est basé sur la destruction, c'est un affront à la dignité humaine', a ajouté le président israélien. 'L'Iran est le centre, le mécène et le financier de la terreur dans le monde. L'Iran est un danger pour le monde entier', a-t-il ajouté. 'Il menace Berlin comme Madrid, Delhi comme Bangkok. Pas simplement Israël, a-t-il dit. 'L'ambition de l'Iran est de contrôler le Proche-Orient, il pourra ainsi contrôler la plus grande partie de l'économie mondiale. Il doit être stoppé et il sera stoppé', a poursuivi le Prix Nobel de la Paix. (AFP 04.03)

Arrêtez-moi si je me trompe, M. Peres n'a-t-il pas été membre jusqu'en 2005 du Parti travailliste, section israélienne de l'Internationale socialiste au même titre que le parti de monsieur Hollande ?

Dans Wikipedia on trouve les précisions suivantes sur ce parti : "Le Parti travailliste (ou plutôt son prédécesseur) fut donc plus « faucon » dans les questions de sécurité et de défense qu'aujourd'hui. Durant les années où le mouvement travailliste fut aux affaires, Israël participa à la crise de Suez (ou guerre du Sinaï de 1956 pour les Israéliens), à la Guerre des Six Jours et à la Guerre du Kippour." Donc chaque fois que ce parti fut au pouvoir, il en profita pour faire la guerre à ses voisins Arabes. Comme le PS en France sous la IVe, puis la Ve République ou pour la soutenir.

Pourquoi cette précision ?

Pour montrer à quel point le PS est un parti pourri et qu'il était impossible à ceux qui y ont adhéré un jour, encore moins à ceux qui y sont restés durant de longues années, de l'ignorer. Parce que voyez-vous, on voudrait nous faire le coup des braves élus venant du PS et qui du jour au lendemain se seraient refaits une virginité politique, cela ne marche pas, d'autant plus qu'ils n'ont jamais renié leur engagement au PS, ils le revendiquent, ils en sont même fiers ! Le jour seulement où ils auront accepté de se livrer à cette épreuve, ils auront les mains suffisamment propres pour qu'on accepte de leur serrer, pas avant ! Est-ce une question de principe ? Effectivement, cela en est une, et elle est non négociable. D'autant plus qu'ils convoitent ou qu'on leur propose des postes de dirigeants, qu'ils représentent auprès des travailleurs ou militants le parti auquel ils ont adhéré. On n'est plus dans la situation de 1934 (pour les connaisseurs)...

Economie

1- BCE

Les banques allemandes ont emprunté moins de 10% des 530 milliards d'euros injectés mercredi dans le secteur bancaire par la Banque centrale européenne (BCE) à l'occasion de sa deuxième opération de refinancement à long terme (LTRO), rapporte le journal Die Welt.

Seulement la moitié de 15 principales banques allemandes sont venues se servir au guichet de l'institution de Francfort, un recours qui a surtout concerné les établissements coopératifs ou les caisses d'épargne, de plus petite taille, écrit le quotidien allemand dans un article à paraître lundi, citant des sources "bien informées".

Quelque 800 banques de la zone euro ont emprunté des fonds à trois ans et à taux réduit auprès de la BCE lors de l'opération

de mercredi, alimentant l'espoir que le crédit aux entreprises reprenne son cours normal et que les pays durement touchés par la crise de la dette puissent voir leurs coûts d'emprunt diminuer.

Die Welt indique que plus de la moitié de ces 800 établissements sont allemands. Le fait qu'ils n'aient emprunté que 10% du montant total souligne combien le système bancaire du pays est morcelé et dominé par de petits acteurs.

L'Allemagne compte 2.000 banques, contre 405 en Grande-Bretagne, 415 en Espagne, 785 en Italie, 590 en Irlande et 1.147 en France, selon des données de la BCE.

Les banques italiennes ont emprunté environ 139 milliards d'euros mercredi, dont 24 milliards pour Intesa Sanpaolo. Les établissements espagnols devraient, selon toute vraisemblance, figurer également parmi les principaux bénéficiaires de cette injection de liquidités. (Reuters 04.03)

2- Grèce

2.1- L'Europe "*ne doit pas perdre la Grèce*" a estimé dimanche Werner Hoyer, le président de la Banque européenne d'investissement (BEI), dans un entretien à un journal grec.

"Si nous perdons la Grèce, nous ramènerons l'intégration européenne plusieurs décennies en arrière. Nous ne pouvons et ne devons pas perdre la Grèce", a déclaré M. Hoyer au journal Kathimerini. (AFP 04.03)

2.2- La Grèce pourrait avoir besoin d'une aide supplémentaire et on ne peut exclure un renforcement de la puissance de feu du Mécanisme européen de stabilité (MES), le futur fonds de secours permanent de la zone euro, estime le chancelier autrichien Werner Faymann.

"Je ne me fierais pas à quelqu'un qui déclarerait que (l'aide) à la Grèce est suffisante", déclare-t-il dans un entretien au journal Österreich. *"Pour la Grèce, cela dépend de leur capacité à se conformer aux mesures (de réforme) par-delà plusieurs élections."* (Reuters 04.03)

2.3- La Grèce pourrait avoir besoin d'un troisième plan d'aide international de 50 milliards d'euros en 2015, affirme l'hebdomadaire allemand Der Spiegel paru dimanche.

La Troïka, représentant les créanciers de la Grèce (UE, BCE et FMI), aurait écrit dans une version préliminaire de son dernier rapport qu'il n'est pas du tout certain que ce pays puisse revenir sur les marchés de crédits en 2015.

Ses besoins en financements externes sur la période 2015-2020 pourraient alors atteindre jusqu'à 50 milliards d'euros. Mais Der Spiegel précise également que ce passage a été retiré à la demande du gouvernement allemand.

Un passage retiré à la demande du gouvernement allemand

L'hebdomadaire affirme par ailleurs que la BCE s'attend au déclenchement de la clause d'action collective (CAC) qui permettra à Athènes de forcer ses créanciers privés récalcitrants à prendre part à l'allègement de la dette grecque.

Cette clause, contenue dans la loi sur l'opération d'échange d'obligations entre l'Etat grec et ses établissements créanciers, pourra être déclenchée si 66% au moins des banques participent à l'opération et obligera les créanciers récalcitrants à se joindre au programme d'échange de dette, faisant ainsi passer automatiquement le taux d'adhésion à 100%

L'opération d'échange de dette à proprement parler aura lieu le 12 mars. Elle permettra à la Grèce d'effacer 107 des 200 milliards d'euros de sa dette publique détenus par des créanciers privés. Cet effacement est une condition sine qua non pour le versement des 130 milliards d'aides publiques du deuxième plan de sauvetage entériné jeudi à Bruxelles. (libération.fr 04.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 mars

CAUSERIE

Le chiffre du jour : en Inde en 2011, il y a eu officiellement 100 000 morts sur les routes. (Sun TV hier, en tamoul)

Un de mes beaux-frères est mort en moto il y a trois ans, et la semaine dernière un autre de mes beaux-frères s'est vautré avec ses deux filles sur sa moto, il revenait de les chercher à leur école quand un vieux à pied sur le bord de la route s'est jeté sur sa moto oubliant sans doute qu'il n'était plus à l'époque du char à boeufs, qui circulent toujours. Résultat quatre points de suture au front et une belle frayeur, car en plus il s'est fait lyncher par les gens du coin !

J'ai demandé à mon épouse s'il avait fait un constat pour l'assurance, elle m'a répondu non, car il aurait fallu qu'il joigne une déclaration de la police et compte tenu qu'elle est corrompue, cela lui aurait valu d'autres complications qu'il vallait mieux éviter. Donc il paie une assurance pour rien et il a dû régler les réparations de sa moto et les frais médicaux.

Ma moto a cinq ans, je suis allé payer mon assurance il y a une semaine, en 2011 j'avais payé 500 roupies, je pensais donc payer moins cher puisque sa valeur a encore diminué, pensez donc, j'ai réglé 611 roupies, soit une augmentation de 20% sans aucune justification. C'est quoi au fait une dictature, quand on t'impose quelque chose et que tu as juste le droit de la fermer, non ?

Mon propriétaire se comporte de la même manière à mon égard, ajoutez des coupures de courant atteignant 12 heures au total par jour, parfois plus, et nous voilà partis à chercher une maison sur le Territoire de Pondichéry où il y a du courant 24h/24. Hier, j'ai compté qu'ils avaient coupé le courant environ 4 heures durant la nuit, 4 heures le matin, 3 heures l'après-midi et environ 2 heures le soir. Dans ces conditions, il m'est difficile de bosser.

Conférence - débat

Le CERMTRI organise une conférence - débat le samedi 24 mars 2012 à 14 h 30 (28, rue des Petites-Ecuries – Paris 10° - M ° Château d'eau) avec Alain Cuenot, auteur des deux volumes : « *Clarté - 1919-1924* » et « *Clarté - 1924-1928* » (publiés chez L'Harmattan) sous-titrés :

1) Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien. 2) Du surréalisme au trotskisme.

En 1919 Henri Barbusse et Raymond Lefebvre, hostiles à la guerre qui vient de s'achever, laissant derrière elle un monceau de cadavres et de longues files de mutilés, lancent la revue *Clarté* pour tenter de rassembler les intellectuels qui n'ont pas cédé à l'Union sacrée et à la vague de chauvinisme, ou qui s'en sont dégagés.

Pendant ses neuf ans d'existence les débats qui agitent la revue sont un miroir des problèmes qui agitent la vie politique française même s'ils sont vus à travers le prisme d'une intelligentsia dont nombre de membres se posent alors, après la boucherie de la première guerre mondiale, la question de l'action révolutionnaire à la fois sur le plan littéraire et artistique et sur le plan politique.

Très vite la revue va être l'objet de vives discussions sur ces questions, dont les deux sous-titres :

1) Du pacifisme à l'internationalisme prolétarien 2) Du surréalisme au trotskisme, illustrent la nature et l'ampleur :

- débats souvent vifs avec les partisans du pacifiste « *au-dessus de la mêlée* » Romain Rolland,
- entre les pacifistes et les partisans de la révolution russe,
- entre Barbusse dont le culte de la raison est aussi fumeux que le pacifisme et les éléments plus politiques de la rédaction,
- avec les surréalistes (auxquels appartient Pierre Naville),
- puis entre les partisans de la direction du Parti communiste français et ceux de l'Opposition de gauche.

La revue va vivre jusqu'en décembre 1927 avant de se saborder, sous la pression de la direction du Parti communiste français. Pierre Naville et Marcel Fourrier, animateurs de *Clarté* au cours de ses trois dernières années d'existence, membres du Parti communiste et partisans de l'Opposition de gauche fondent alors la revue *Lutte de classes*.

Les 500 pages des deux riches volumes d'Alain Cuénot apportent un éclairage précieux sur cette période aujourd'hui mal connue.

Populisme

Mélenchon à l'émission "Parole de candidat" sur TF1, hier.

- A propos de M. Le Pen : "*cette femme, elle est pour la peine de mort*" et "*ça ne lui pose pas problème d'envoyer à l'échafaud un être humain!*", nous non, c'est même recommandé dans le cas de crimes économiques ou politiques ayant conduit à la mort ne serait-ce qu'un seul ouvrier ou des millions.

Monsieur Mélenchon a vraiment des arguments au ras du caniveau.

L'abolition de la peine de mort ne vaut qu'en période de "*paix*", elle est immédiatement rétablie en période de guerre, c'est la

première chose. Ajoutons que la peine de mort a été maintenue aux Etats-Unis parce qu'ils sont en guerre perpétuelle avec le reste du monde pour conserver à tout prix leur hégémonie.

En quoi une peine de mort commuée en détention à perpétuité serait plus supportable ou plus juste pour celui qui est innocent et qui doit la subir, voilà une question qui n'effleurera même pas l'esprit de monsieur Badinter, encore moins Mélenchon, c'est la seconde chose.

L'abolition de la peine de mort par un régime bonapartiste et antidémocratique a au moins eu le mérite de permettre à la pire réaction que compte le pays de remettre au goût du jour ou de réhabiliter Louis XVI et Marie-Antoinette, Nicolas II, etc. victimes de ces horribles jacobins ou bolcheviks, c'est la troisième chose.

L'idée qui consiste à remettre au premier plan la notion de "*l'humain*" dans le débat politique, nous ramène aux philosophes des Lumières qui pavèrent la voie à l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie, pour laquelle ce concept devait s'identifier avec son interprétation du monde basée sur la raison, raison qui elle-même se confondait avec ses intérêts matériels, sans se soucier de ceux de la plèbe évidemment, car à moins de demeurer éternellement au zénith, toute lumière produit son ombre que l'on a tendance à oublier rapidement, c'est la quatrième chose.

Pour compléter ce tableau il faudrait demander à monsieur Mélenchon s'il regrette la liquidation de Louis XV, de Nicolas II, des accusés du tribunal de Nuremberg... Il pourrait nous répondre qu'il regrette la mise à mort d'innocents, des partisans de la Commune de Paris aux défenseurs des droits civiques des Noirs aux Etats-Unis.

Précisons que la vie sauve des uns n'aurait nullement contribué à assurer la vie sauve des autres, sauf à falsifier ou forcer la réalité et à verser dans la pire démagogie qui soit, qui consiste sous couvert d'un humanisme primaire à mettre sur un pied d'égalité les membres de la société qui appartiennent à des classes différentes, ce qui revient finalement à nier la lutte des classes. Aboutissement logique ou plutôt point de départ politique de Mélenchon, puisqu'à travers son programme il signifie qu'il n'entend pas rompre avec le capitalisme, il s'en fait donc également le porte-parole ; que les bourgeois et nos bourreaux soient rassurés, avec Mélenchon quoi qu'ils fassent dans l'avenir il leur promet d'avoir la vie sauve. Qu'ils sachent que le peuple révolutionnaire une fois lancé à *l'assaut du ciel* (Marx), dans sa furie vengeresse n'en épargnera aucun, mieux, que nous y veilleront scrupuleusement afin qu'ils ne puissent plus jamais nuire à quiconque.

- "*la question numéro un, contrairement à la personne qui m'a précédée (M. Le Pen - ndlr), ce n'est ni l'immigration ni l'insécurité, c'est le partage de la richesse*", mais c'est aussi "*la question numéro un*" de tous les candidats, y compris celui du parti de l'ordre !

La confrérie des charlatans réunis dont les discours font curieusement penser aux relations de collaboration de classes instituées au sein de franc-maçonnerie, cela ne tient évidemment pas du hasard, voudrait procéder à un meilleur partage des richesses dans le cadre du régime en place, puisqu'il n'est pas question pour eux de le renverser.

- "*Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ?*

Les socialistes des sectes (les saints-simoniens, fouriéristes, icariens, owenistes, etc - ndlr) n'ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses de ce partage « équitable » ? (Marx - Critique du programme de Gotha 1875)

Plus loin, Marx taxait de "*phraséologie désuète*" le recours à cette notion de partage, alors qu'une seule classe détient le pouvoir, le monopolise, et que ce pouvoir repose justement non pas sur le partage mais sur la confiscation des moyens de production à la source de toutes les inégalités et injustices qui existent dans cette société basée sur le vol et la servitude des travailleurs.

L'objectif des Mélenchon et Cie. consiste à faire en sorte que l'amélioration de la condition des exploités leur permette de mieux supporter le capitalisme, afin qu'il se survive à lui-même et que les représentants du capitalisme dont ils font partie puissent continuer d'en vivre confortablement, tout service mérite rétribution. C'est l'unique motivation à ces démocrates petits-bourgeois. Et si cela s'avère impossible du fait de la crise du capitalisme, il faut alimenter l'illusion que cela serait possible puisque le PS doit monter au créneau et ne peut plus remplir ce rôle, il faut bien que quelqu'un s'y colle, moyennant postes et prébendes, la survie du régime en dépend...

Qu'est-ce qui fait courir les capitalistes, l'argent, le profit. A quoi les institutions sont-elles subordonnées sinon le capital, et bien il en va exactement de même de la part de tous ceux qui soutiennent le régime en place, à des degrés divers, Mélenchon et ses semblables pour que les couches privilégiées de la petite-bourgeoisie ou du prolétariat qui constituent leur fond de commerce continuent de les soutenir. Quand on a conscience de s'être élevé socialement dans la société et de bénéficier d'avantages que n'ont pas les couches inférieures des exploités, à défaut de combattre pour la révolution socialiste mondiale ou de se placer résolument sur le terrain de la classe ouvrière, on défendra de préférence des idées ou des théories conformes à nos intérêts matériels. Aussi sûrement que ce sont "*les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques*" et non l'inverse, ce sont les rapports économiques tels qu'ils existent dans la société qui nourrissent généreusement ces gens-là et sont à l'origine

de leurs intentions politiques. Croire un instant le contraire ou autre chose, c'est se faire une cruelle illusion.

Pour en finir avec ces *"fariboles (...) si familières aux démocrates et aux socialistes français."*, qui tiennent absolument à nous tirer en arrière et font oeuvre d'obscurantisme, le passage suivant issu de la même source :

"A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement."

Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition. Les rapports réels ayant été depuis longtemps élucidés, à quoi bon revenir en arrière ?"

Procéder arbitrairement par abstraction, par amalgame, inverser les rapports de cause à effet, comparer ce qui n'est pas comparable, confondre le présent et le passé, introduire un postulat erroné dans un syllogisme, prétendre résoudre un problème en se contentant de le poser, faire preuve d'une mémoire sélective, etc. autant d'instruments de rhétorique qui se déclinent à l'infini pour imposer aux travailleurs et militants une interprétation du monde qui ne correspond pas au développement historique du capitalisme qui conduit à son effondrement, donc à la nécessité de le liquider.

"Parlant de "l'appétence" de la candidate frontiste pour le capitalisme, il a affirmé qu'elle ne s'y attaquerait "jamais".", parce que lui s'y attaquera, et vous savez comment, à la Blum ou Thorez *"ceux qui ne veulent pas partager de bon gré, partageront par la force, par la loi"* qui ne sera jamais appliqué pour faute d'effondrement de la Bourse, de hausse des prix, de lock-out, de guerre...

"Un peu plus tard, revenant sur l'apprentissage des jeunes de 14 ans, il a affirmé : "Mme Le Pen a dit un maximum de bêtises, l'apprentissage n'est pas du tout ce dont a besoin le pays", on a "besoin de bacs professionnels". (AFP 05.03) Et que faites-vous monsieur le nanti des centaines de milliers de jeunes qui quittent l'école sans diplômes, tous ceux qui manifestement sont dans l'incapacité de préparer des *"bacs professionnels"*, vous leur proposer quoi ? Rien, parce qu'ils ne font pas partie de votre monde réservé à une élite, votre monde.

Qui monsieur Mélenchon va vous couper les cheveux, entretenir votre bagnole, réparer votre réfrigérateur, repeindre la façade de votre immeuble, qui sinon l'ouvrier qui sera passer par un cycle d'apprentissage au cours duquel il aura appris son métier. La question est plutôt de savoir pourquoi un jeune entrant en apprentissage ne bénéficierait-il pas d'une allocation équivalente à un salaire (décent), de la même manière qu'un étudiant stagiaire, sachant que la formation ainsi acquises par les uns et les autres sera mise ensuite au service de la société. Proposition impensable ou antinomique avec l'idée qu'elle bénéficiera principalement à un capitaliste ou qu'elle s'inscrira dans le cadre des rapports sociaux de production en vigueur que l'on n'a pas l'intention de renverser.

Ici Mélenchon vise un monde merveilleux ou idéal qui n'existe pas, il préfère tourner le dos à la réalité plutôt que l'affronter, et parce sa politique est conçue pour répondre à ce dont *"le pays"* a besoin, autrement dit les besoins des capitalistes puisqu'ils seront toujours aux commandes avec Mélenchon au pouvoir, il ne peut évidemment pas aborder la question soulevée sous l'angle où je l'ai traitée puisque la réponse que j'y apporte est incompatible avec la survie du capitalisme.

Qu'il aille donc dire aux millions de jeunes diplômés à travers le monde qui se retrouvent au chômage ou auxquels les patrons proposent des salaires de misère dans un emploi correspondant ou non à leurs études, que continuer des études leur garantira un avenir, qu'ils aillent raconter ses sornettes aux jeunes qui se destinent à entrer en apprentissage et qui finalement seront logés à la même enseigne.

Cela confirme tout le mal que j'ai dit de Mélenchon. Je ne sais pas si vous mesurez le gouffre qui sépare Mélenchon de la réalité. Qu'il aille dire à un jeune de 14 ans en situation d'échec scolaire qui sèche l'école ou s'en fout totalement, qu'il doit absolument rattraper son retard et passer encore 4 ou 5 ans ou plus sur les bancs de l'école, sans avoir l'assurance de décrocher un diplôme à l'arrivée et pour se retrouver au chômage ou à passer d'un contrat précaire à un autre et ainsi de suite. Ce type-là est étranger à notre milieu, c'est un parasite et il faut le combattre comme tel.

J'ai été apprenti mécanicien dans ma jeunesse (1972). J'ai quitté l'école en 3e parce que j'avais hâte de travailler pour quitter la demeure familiale où j'étouffais littéralement. Je n'en avais rien à foutre d'avoir ou non un diplôme, à tel point que j'ai abandonné cet apprentissage à quelques mois de passer le CAP, pas pour glander, mais pour aller bosser sur le champ. J'en avais marre de faire le boulot d'un ouvrier qualifié (P3) pour environ 70 euros par mois (400 francs à l'époque) et d'être traité comme un larbin, salaire de misère qui ne me permettait même pas de sortir avec mes copains, de m'acheter des fringues, etc.

Bien sûr que j'aurais pu continuer des études (j'avais un peu plus de 10 de moyenne), bien sûr que j'aurais pu passer ce CAP et l'obtenir, mais voyez-vous monsieur le bourgeois, quand on est jeune et d'un milieu ouvrier pauvre, ce qui compte plus que tout c'est la réalité quotidienne que l'on subit et non des plans hypothétiques sur la comète qui ne résolvent rien sur le moment ou qui vous rapporteront peut-être quelque chose plus tard. On ne vit pas par procuration dans notre milieu, c'est un luxe qu'on ne peut pas s'offrir, on pare au plus pressé. Et puis, notre jeunesse étant notre bien le plus précieux, le seul que l'on possède, on tient à en profiter un maximum, au diable ce qu'il adviendra plus tard puisqu'on est voué à en chier le restant de nos jours, conviction que l'on acquiert rapidement en regardant autour de nous. Que toutes ces considérations échappent à Mélenchon et c'est bien normal, par conséquent je ne lui reconnais aucune légitimité pour parler en notre nom.

Pour enfoncer le clou, j'ai fait l'école buissonnière pendant les trois mois qui précédèrent le BEPC qui j'ai loupé de 3,5 points, et je n'en suis pas mort. A 45 ans, en 2001 j'ai passé avec succès mon premier diplôme universitaire, cela m'a demandé tant d'efforts et de sacrifices que j'ai décidé d'arrêter-là, j'ai préparé la licence et la maîtrise du cursus des sciences du langage en auditeur libre sans me présenter aux examens. Bref, j'ai 56 ans et je m'en suis quand même sorti. Je n'ai pas suivi la voie rectiligne empruntée par les carriéristes qui pensent avant tout à assurer (financièrement) leur avenir en sacrifiant les plus belles années de leur vie, et comble d'ironie, aujourd'hui contrairement à eux j'ai le choix entre passer mon temps à actualiser ce site ou me la couler douce sous les cocotiers au soleil, franchement, est-ce que je devrais regretter quelque chose ?

Dans notre milieu, pour parler vulgairement, on se démerde comme l'on peut pour vivre le mieux possible tout en sachant qu'on n'a pas vraiment le choix, c'est la société qui nous impose ce manque de rigueur dans les choix que l'on est amené à faire. On a déjà une telle vie de merde à la base, quotidiennement, qu'on cherche la voie de la facilité chaque fois que c'est possible, parfois au détriment de nos intérêts futurs, on en a ou non conscience, peut importe, on veut vivre, voyez-vous vivre et rien de plus, même cela on nous le reproche. Il se trouve toujours des gens pour vous dire ce que vous devriez faire, parce que vous êtes trop cons pour y penser évidemment. Nous leur disons, occupez-vous de votre boutique et foutez-nous la paix, cela vaut pour Le Pen et pour Mélenchon, dont les discours, bien que se situant dans des registres différents, se rejoignent.

Manipulation. A bas le tsar !

- Les images, visibles sur www.youtube.com, montrent plusieurs personnes qui pendant plusieurs minutes glissent des dizaines de bulletins dans deux urnes, sans se dépêcher et sans s'interrompre quand viennent voter d'autres électeurs. Pourtant, de nombreux observateurs devaient être déployés dans de très nombreux bureaux de vote pour éviter toute fraude électorale lors de ce scrutin. (fr.news.yahoo.com 05.03)

Poutine le nouveau tsar et ses partisans seraient assez débiles pour bourrer des urnes devant des caméras, quel est l'abruti qui peut croire un instant un truc aussi gros ? Washington ne sait plus quoi inventer décidément pour déstabiliser le régime russe...

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Douste-Blazy: "*Nicolas Sarkozy ne battra pas François Hollande*" - AFP
- Les medias ont-ils tué les petits candidats? - L'Express.fr
- Un président sortant extrêmement à droite - Liberation.fr
- De vives tensions apparaissent dans l'équipe de campagne de Sarkozy - L'Express.fr
- La campagne ne passionne pas les Français ? On les comprend ! - LePoint.fr
- On "*vole*" la campagne présidentielle aux Français, dit Bayrou - Reuters

On se disait bien aussi....

- Nicolas Sarkozy et François Hollande seraient cousins - LeFigaro.fr

Ainsi va leur société.

- Un rapport s'inquiète de l'hypersexualisation des enfants - LeMonde.fr
- A neuf ans, la Mini Miss Chloé a déjà tout d'une grande - 20minutes.fr

- L'uniforme arrive à l'internat de Sourdu - AFP

- Un Français sur deux favorable à l'adoption pour les couples homosexuels - 20minutes.fr

- Maxim's, l'histoire d'un déclin - Slate.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

1.1- Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a estimé qu'une sortie de la Grèce de la zone euro constituerait *"un désastre"* pour le peuple grec, dans un entretien accordé au quotidien autrichien *"Die Presse"* à paraître mardi.

"Pour la population grecque, ce serait un désastre. Nous savons comment cela s'est passé pour les populations des pays d'Amérique du sud, lorsqu'ils ont été en faillite", a expliqué José Manuel Barroso.

"De plus, ce serait la première fois que nous serions confrontés à une faillite lourde de conséquences, dans un pays membre d'une union monétaire, cela aurait également des effets sur d'autres pays membres de la zone euro, cela provoquerait un effet domino", a-t-il ajouté.

"Et il serait probable que nous serions alors obligés d'augmenter les aides accordées aux autres pays de la zone euro, si la Grèce venait à sortir" de la zone, a-t-il estimé, se montrant toutefois confiant sur la capacité de la Grèce à surmonter la crise.

Le président de la Commission ne voit aucune alternative *"aux énormes efforts d'économies. Nous voyons bien sûr que les programmes d'austérité déclenchent une récession"*. Mais, pour lui, ils sont nécessaires pour que la Grèce retrouve *"une nouvelle compétitivité"*.

"Une faillite nous amènerait à une dégradation du climat pour les investissements. Il n'y aurait alors pas de croissance, et pas de reprise", a-t-il poursuivi. (AFP 04.03)

1.2- Les créanciers privés de la Grèce n'ont pas intérêt à boudier l'offre d'échange de titres dont dépend le deuxième plan d'aide à Athènes car il s'agit de la meilleure offre qu'ils puissent espérer, a prévenu lundi le ministre grec des Finances, Evangelos Vénizelos.

Dans un entretien à Reuters à trois jours de l'expiration de cette offre d'échange d'obligations soumise aux créanciers privés ("PSI"), il a expliqué que les modalités de cet accord, conclu il y a deux semaines après des mois de négociations complexes, étaient favorables à toutes les parties.

Et il a ajouté que la Grèce n'hésiterait pas à prendre des mesures coercitives à l'encontre des porteurs de titres qui la rejetteraient.

"Quiconque pense qu'il sera remboursé intégralement s'il s'abstient se trompe", a-t-il dit. *"Nous sommes prêts à activer des CAC (des clauses d'action collective imposant des pertes aux créanciers, NDLR) si c'est nécessaire"*, a-t-il dit.

L'accord soumis aux créanciers prévoit une perte de 53,5% de la valeur faciale des obligations concernées, qui équivaut à une décote réelle de 73 à 74% si l'on prend en compte les intérêts futurs. Il s'inscrit dans le cadre d'un plan plus large impliquant la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI) destiné à réduire le fardeau de la dette grecque d'une centaine de milliards d'euros.

Evangelos Vénizelos a dit croire que le taux d'acceptation dépasserait 90%, grâce entre autres aux modalités prévoyant l'émission de nouveaux titres relevant du droit britannique (plus favorable aux créanciers), un lien entre le taux d'intérêt servi et la croissance de l'économie grecque et l'assurance de voir les porteurs des nouveaux titres traités sur un pied d'égalité avec les créanciers publics.

"Notre objectif, c'est une participation quasi-intégrale", a-t-il dit. *"Personne ne devrait imaginer qu'il y aura une deuxième offre incluant ces éléments."*

Il a reconnu qu'il était pour l'instant impossible de chiffrer le taux de participation.

La Grèce a déclaré qu'elle souhaitait atteindre un taux de 90%. Si le taux est inférieur à ce seuil mais supérieur à 75%,

des consultations avec l'Union européenne et le FMI devront s'engager pour chercher le moyen de combler l'écart. Sous le seuil de 75%, l'opération sera un échec et précipitera la zone euro dans une nouvelle phase de la crise.

Douze banques, compagnies d'assurances et gestionnaires de fonds figurant parmi les principaux créanciers privés d'Athènes ont annoncé lundi qu'ils apporteraient leurs titres à l'échange. Axa, BNP Paribas et CNP Assurances, les allemands Allianz, Commerzbank et Deutsche Bank, l'italienne Intesa San Paolo, la néerlandaise ING, l'américain Greylock Capital Management et les grecs Alpha Bank, Eurobank EFG et National Bank of Greece.

La plus importante banque allemande régionale, Landesbank Baden-Württemberg (LBBW), est le seul membre du comité à ne pas figurer dans la liste. (Reuters et AFP 04.03)

2- Espagne

Le dérapage budgétaire en Espagne est "grave" et la décision de Madrid de s'affranchir des règles européennes pour réduire son déficit public risque de lui coûter cher, ont averti lundi plusieurs responsables européens.

Le dérapage est "sérieux, grave", a souligné au cours d'un point de presse Amadeu Altafaj, porte-parole du commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn.

Prenant ses partenaires européens de court, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a annoncé vendredi, à l'issue d'un sommet européen, que le déficit public espagnol serait de 5,8% cette année, et non de 4,4% comme prévu dans son programme pour parvenir au maximum autorisé de 3% par l'UE en 2013.

M. Rajoy n'avait informé personne de son intention et avait signé comme si de rien n'était avec 24 de ses homologues un Pacte renforçant la discipline budgétaire dans la zone euro.

"Je n'ai pas informé les présidents et les chefs de gouvernement parce que je n'ai pas à le faire. Il s'agit d'une décision souveraine que nous Espagnols, nous prenons", a-t-il soutenu au cours de sa conférence de presse.

Ces déclarations n'ont "pas été bien prises" à Bruxelles, a souligné lundi une source proche du dossier. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et Olli Rehn "sont pour l'instant dans l'état d'esprit où on ne négocie rien et où on ouvre une procédure" de sanctions pour déficit excessif, selon une source européenne proche du dossier.

"Nous avons besoin de chiffres solides, validés, pour faire une évaluation complète", a insisté le porte-parole. "Nous avons besoin de savoir quelles sont l'origine et la nature" de ce dérapage et "quelles sont les mesures à envisager dans le cadre du budget 2012".

"Une fois que nous aurons la clarté sur les chiffres, sur le budget 2012, la Commission fera son analyse, la présentera, et, si besoin, fera ses recommandations au Conseil dans le cadre de l'article 126" du traité européen, qui prévoit d'infliger des sanctions aux Etats dans le cadre de la procédure de déficit excessif, a-t-il détaillé.

Les sanctions envisagées pourraient aller de 0,2% à 0,5% du PIB espagnol, soit au minimum 2 milliards d'euros, ce qui "représente beaucoup d'argent pour l'Espagne", souligne la source proche du dossier. (AFP 05.03)

Social

3- Allemagne

Des milliers d'employés du secteur public ont entamé une grève lundi dans l'ouest de l'Allemagne après l'échec de négociations sur une revalorisation salariale de 6,5% la semaine dernière.

Les bus et les trains sont à l'arrêt à Francfort, provoquant de fortes perturbations dans la capitale financière allemande.

Dans la Sarre, ce sont les garderies et les banques qui sont fermées. Les hôpitaux et les maisons de retraite sont aussi affectés. Le Land de Rhénanie-Palatinat est également concerné par ce mouvement de grève.

Les salaires du secteur public ont été pratiquement gelés en Allemagne depuis que le taux de chômage a atteint des sommets en 2005. Les syndicats réclament une augmentation de 6,5%, soit au moins 200 euros par mois, pour environ deux millions d'employés, précise le syndicat ver.di.

Les employeurs ont rejeté cette demande, sans avancer de proposition. Les discussions doivent reprendre le 12 mars. (Reuters 05.03)

Ah ben ça alors, je n'en reviens pas, comment est-ce possible, et moi qui croyait qu'avec la "règle d'or" - adoptée en Allemagne dès 1949, il ne serait plus possible de revendiquer quoi que ce soit ! Ah c'était une vilaine farce, je me disais bien qu'on ne nous disait pas toute la vérité ! Avis aux incrédules...

Economie

Inde

Les cours du coton flambaient lundi à New York, soutenus par la décision surprise de l'Inde d'imposer un embargo sur les exportations de fibre blanche à l'étranger.

Les autorités commerciales indiennes ont annoncé que "*l'exportation du coton a été interdite jusqu'à nouvel ordre, y compris les exportations déjà prévues*".

Deuxième plus grand producteur et exportateur de coton du monde, le sous-continent avait déjà pris une telle décision il y a près de deux ans.

"L'embargo intervient au moment où les objectifs d'exportation de l'Inde ont été atteints. Il a également pour but de faire en sorte que le marché local soit suffisamment approvisionné", a déclaré Ravi Singh, analyste auprès de SMC Global Securities.

Cette mesure a aussitôt entraîné une forte augmentation des cours sur l'Intercontinental Exchange de New York. Vers 18H00 GMT, la balle de fibre blanche pour livraison en mai se négociait à 92,23 cents, en hausse de 4,5% par rapport à vendredi.

A l'inverse, sur l'indice indien des prix MCX Kapas, les prix pour avril ont baissé de 4% face à la perspective d'une amélioration des approvisionnements.

"La réaction initiale du marché est qu'il va falloir acheter ce coton ailleurs, ce qui signifie des cours en hausse" à New York, a résumé à l'AFP John Flanagan, stratège chez Flanagan Trading.

La hausse devrait toutefois rapidement s'essouffler car les réserves mondiales de cette matière première essentielle à l'industrie du textile restent élevées.

Reste que cette décision risque de lourdement handicaper la Chine, important importateur de coton indien.

L'Inde a déjà exporté 8,5 millions de balles depuis le début de l'exercice qui s'achève fin mars, soit plus que les prévisions gouvernementales annuelles, qui étaient plafonnées à 8,4 millions.

Et les exportations indiennes de coton étaient en passe de dépasser les 10 millions de balles, vu la demande des fabriques en Chine, a déclaré Siddhartha Rajagopal, PDG du Cotton Textiles Export Promotion Council.

Cet embargo sur les exportations vise à rassurer les fabricants de textile indiens qui craignaient une pénurie et une hausse des prix, a indiqué M. Rajagopal. Mais pour les acheteurs, il va falloir remplacer dans l'immédiat entre 1,5 et 3,5 millions de balles déjà commandées, en majorité par la Chine.

"Les acheteurs chinois vont devoir décider s'ils se rabattent vers d'autres fournisseurs - les Etats-Unis surtout - ou s'ils se replient et attendent de voir ce que l'Inde va faire", a expliqué John Flanagan.

Selon le stratège, il faut s'attendre à ce que les producteurs indiens fassent pression pour que les contrats déjà vendus soient honorés. *"Ils ont intérêt à s'assurer que les balles déjà vendues soient livrées"*.

Reste que *"l'Inde montre qu'elle n'est pas un fournisseur fiable"*, a fait valoir M. Flanagan. *"Les acheteurs qui dépendent (de ce pays) vont commencer à se dire qu'ils ne peuvent plus compter sur"* lui. (AFP 05.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 mars

CAUSERIE

Un bourgeois nommé Fabius face au "**président des riches**",

Une origine qui ne peut servir à cacher ses réelles intentions.

Fils d'antiquaire, la fortune familiale de ses parents est bâtie sur le commerce des œuvres d'art. Cela ne vous pas pensé à DSK... Elève au lycée Janson-de-Sailly dans le XVI^e arrondissement de Paris. Après le baccalauréat, il s'inscrit au lycée Louis-le-Grand, il est admis à l'ENA, puis il intègre parallèlement l'Institut d'études politiques de Paris.

Recommandé à Mitterrand par Attali le banquier du PS.

En 1983, il devient ministre de l'Industrie et de la Recherche, puis ministre de la Modernisation industrielle du temps où les plus importantes entreprises industrielles étaient dans le giron de l'État. Dans cette fonction, il a entrepris de profondes restructurations socialement difficiles, mais qui lui ont acquis l'estime de nombreux dirigeants d'entreprise. On n'en doute pas !

En 1984, il devient Premier ministre. Arrivé dans une situation de crise, il poursuit la « politique de la rigueur » afin de maîtriser la dette de l'État et l'inflation.

En 1985, le plasticage du Rainbow Warrior, puis le scandale de l'affaire du sang contaminé viennent ternir son mandat de Premier ministre.

Le 3 février 2000, dans une entretien accordé au quotidien La Tribune, il déclare : « Nous devons aussi alléger l'impôt sur le revenu, (...) en haut, afin d'éviter la fuite ou la démotivation des contribuables aux revenus les plus élevés ».

Laurent Fabius est également le ministre du passage à l'euro, de la création du géant industriel Areva (créé le 3 septembre 2001), et du vote de la LOLF (Loi organique sur les lois de finances), promulguée en août 2001.

La cerise sur le gâteau.

Lorsqu'il instaura l'Impôt sur la fortune, Fabius en fit exclure les œuvres d'art. (source : wikipedia.org)

Le clone des Strauss-Kahn

Quelques tableaux de grande valeur acquis par madame Strauss-Kahn ces dernières années : "*Femme en rouge et vert*" de Fernand Léger, adjugé le 4 novembre 2003 à 22,4 millions de dollars, "*Les nymphéas*" de Claude Monet, adjugées plus de 20 millions de dollars, quelques tableaux mineurs adjugés le 3 décembre 2007 14,2 millions d'euros, "*L'odalisque, harmonie bleue*" de Matisse adjugée le 6 novembre 2010 33,6 millions de dollars. La collection comprend encore 160 œuvres de même catégorie stockées dans une banque de Libourne. (aupresident.free.fr juin 2011)

Cumul des mandats, rentes et autres avantages en nature aux frais du contribuable.

Il cumule trois mandats : député, premier adjoint au maire de Grand-Quevilly et président de la communauté d'agglomération rouennaise. Pour ses trois mandats, Laurent Fabius perçoit un salaire cumulé de 9730 euros brut par mois selon le magazine Capital. Comme d'autres responsables politiques, il cumule donc ses revenus politiques avec une pension de retraite, qui s'élève à 3200 euros brut par mois.

Il possède également deux SCI et des parts dans une grande maison de vente aux enchères.

Le magazine Capital a découvert que Laurent Fabius possédait des biens immobiliers dans l'Ariège, qui étaient gérés par deux SCI, sociétés civiles immobilières. Selon le site Droit finances, "une société civile peut être un excellent outil de stratégie patrimoniale, en particulier sur le plan fiscal".

Les bonnes affaires de Laurent Fabius ne s'arrêtent pas là puisque Capital a également appris que l'Ancien Premier ministre "s'était allié avec quelques amis fortunés - Christian Blanckaert, l'ancien directeur d'Hermès, et Serge Weinberg, l'ex-patron de PPR - pour prendre le contrôle de Piasa, une grande maison de vente aux enchères".

Tous les anciens Premiers ministres conservent une voiture avec chauffeur. Laurent Fabius, Premier ministre de 1984 à 1986 sous François Mitterrand, bénéficie toujours d'une voiture avec chauffeur, 22 ans après avoir quitté Matignon. (www.politique.net)

Il faudrait ajouter des revenus annexes qui ne sont pas répertoriés ici, dont par exemple les droits d'auteur de la dizaine d'ouvrages qu'il a signés.

Lagardère craint d'y perdre au changement de locataire au Palais.

Lagardère craint de perdre des lecteurs, et peut-être des contrats d'armement ou plutôt les commissions qu'il se verse ou se rétrocède.

- Le Journal du Dimanche (JDD) va "porter plainte en diffamation contre un article de Frédéric Martel, 'Le JDD de Sarkozy'", publié dans son blog sur l'Express.fr, a annoncé samedi 3 mars Lagardère Active, branche médias du groupe Lagardère à laquelle appartient le JDD.

Dans cet article, M. Martel, auteur d'un livre intitulé "J'aime pas le sarkozysme culturel" (Flammarion), affirme notamment que "Nicolas Sarkozy a mis la main sur le titre depuis plusieurs années et continue de le diriger, indirectement, à tous les étages". (lemonde.fr 03.03)

Comment, l'Express de JJSS chante de l'américanisation du monde en délicatesse avec "Sarkozy l'américain", c'est que ces pairs l'ont pris pour un pantin et qu'ils l'ont déjà lâché ou qu'il n'a pas été à la hauteur de leur espérance. Pourtant au cours du quinquennat, le parlement a voté 264 lois, soit 52 lois par an, 4 lois par mois, 1 loi par semaine. (Atlantico.fr 06.03)

L'impuissance de la dictature américaine.

- Réseau Voltaire , le 4 mars : La télévision publique syrienne a confirmé, samedi 3 mars 2012 à la mi-journée, les informations publiées deux semaines plus tôt par le Réseau Voltaire : l'Armée nationale syrienne a fait prisonniers 18 agents français à Homs et un 19e à Azouz. ● L'article en entier.

- Lemonde.fr 6 mars : L'inscription par Washington de la radio-télévision publique syrienne sur sa liste noire est une 'confiscation de la liberté d'opinion et de presse', a estimé mardi 6 mars l'agence officielle SANA, l'un des principaux organes médiatiques du régime de Bachar Al-Assad.

Les Etats-Unis ont annoncé lundi avoir ajouté cette organisation à leur liste noire des personnes physiques et morales visées par des sanctions financières américaines.

Au fait, à ce jour aucun média en France n'a relayé cette information. Normal !

Une hypothèse.

Je manque d'éléments pour étayer cette hypothèse, il semblerait que l'entité se dénommant Anonymous soit pilotée par la CIA et qu'elle ait pour mission d'attirer à elle les hackers indépendants pour les identifier ou les démasquer et ensuite les livrer aux autorités judiciaires américaines. La méthode employée a consisté à appâter le poisson en se faisant passer pour des opposants au vieux monde sans que personne ne puisse le vérifier.

Parole d'internaute

- "N'ayez plus confiance dans les mass médias (TV, radio, journaux) car le seul but est de faire de l'audimat et non d'informer les gens comme on pourrait le croire a priori. Certes ils contiennent des informations diverses mais cela fait longtemps que l'objectivité journalistique y a disparue. Vive internet !"

Actualité en titres

Bruit de campagne

- La prévision qui donne Sarkozy vainqueur - L'Express.fr

- Le camp de Sarkozy évoque les difficultés de la campagne - Reuters

Le syndrome de la vache folle a gagné l'UMP et le FN.

- Viande halal : malaise à l'UMP après les propos de Fillon - L'Express.fr

- Halal, législatives : Dati critique Fillon tous azimut - Liberation.fr

- Halal et casher : musulmans et juifs ne veulent pas faire les frais de la campagne - AFP

L'élevage intensif et l'abattage industriel des animaux destinés à la consommation relèvent déjà et depuis des lustres du domaine de la barbarie.

De la même manière qu'on appuie sur l'interrupteur et l'ampoule s'illumine sans se poser de questions sur la manière dont est produit l'électricité, son origine, son stockage ou son transport, ses effets sur l'environnement ou la santé, etc. alors de là à s'en poser sur le sort des animaux que l'on consomme en dehors de leur provenance, tout le monde s'en fout ou presque, on vit dans une société ou l'ignorance, l'inconscience, sont la règle dans presque tous les domaines.

Quand j'observe mon chien et que je vois bien qu'il n'est pas vraiment heureux, il se plaint de ne pas avoir suffisamment de liberté, je lui explique alors que dans la société monstrueuse des hommes dont il ne peut malheureusement pas s'extraire, n'en déplaise aux anarquistes et aux individualistes forcenés, la liberté rime avec déchéance, d'une part pour la minorité qui a le privilège d'en profiter à outrance, d'autre part pour les infortunés qui en ignorent les bornes ou qui estimerait qu'elle a été conçue pour que chacun puisse en profiter, alors que ce n'est pas du tout le cas.

Soit il est libre, à la rue et il prendra le risque de subir de mauvais traitements de la part des hommes, de se faire écraser par une voiture, pour survivre dans cette société il devra faire les poubelles et sa santé déclinera rapidement, il sera poursuivi comme un pestiféré ou il finira dans un laboratoire de vivisection, soit il trouve un maître qui prend en charge ses besoins et lui impose son mode de vie qui ne correspond pas vraiment à celui d'un chien et il y perdra forcément en liberté. Mon pauvre vieux chien, tu vois, dans leur monde il est impossible de satisfaire tous nos besoins, il nous faut parfois faire des choix déchirants, même pour les chiens leur monde est un cauchemar au quotidien, on en est réduit au même point.

Quant à la question soulevée dans ces articles ou la polémique alimentée par l'UMP et relayée par le FN, je n'y ai pas réfléchi. Il est vrai qu'on peut s'étonner que les techniques les plus perfectionnées et les moins indolores pour les animaux ne soient pas systématiquement employées lors de leur abattage, au lieu de recourir à des techniques dépassés ou d'un autre âge, peu importe que ces techniques obsolètes relèvent d'une tradition religieuse ou non, je pense avant tout à la souffrance qui pourrait ainsi être évitée à ces animaux.

L'homme manque singulièrement d'à-propos et de constance dans ses réflexions et ses jugements, il ne supporte pas de voir souffrir un être humain ou un animal, mais il se moque de ceux qui souffrent hors de sa vue. Ce n'est pas tout à fait exact, de nos jours grâce aux moyens modernes de communication il est plus cynique encore, il préfère souvent fermer les yeux sur la misère qui étreint son voisin pour se pencher sur la misère du monde à l'autre bout de la planète, partant peut-être du principe que s'il a réussi à s'en tirer lui-même dans des conditions données, il ne voit pas pourquoi son voisin n'y est pas parvenu dans les mêmes conditions, alors qu'en vérité, il existe autant de situations ou d'expériences différentes qu'il existe d'hommes, et que chacun n'a pas la chance de trouver la voie qui lui permette de maintenir la tête hors de l'eau.

INFOS EN BREF

Politique

1- Autriche

Le gouvernement autrichien a entériné mardi 6 mars en conseil des ministres un plan d'austérité de 27,9 milliards d'euros d'économies à réaliser jusqu'en 2016, afin de réduire son déficit public et pour arriver à un budget équilibré fin 2016. Le Parlement autrichien devra se prononcer sur ce plan le 28 mars.

Ce plan d'austérité du gouvernement de grande coalition entre sociaux démocrates du SPÖ et conservateurs de l'ÖVP se compose d'économies pures de 17,3 milliards d'euros, de créations et d'augmentations d'impôts de 9,2 milliards d'euros, ainsi que de réformes de l'assurance-maladie permettant d'économiser 1,4 milliard d'euros. Pour les économies à réaliser, les secteurs des retraites et du marché du travail sont les principaux concernés, avec au total près de 7 milliards d'euros d'économies.

Cette cure d'austérité a pour but de réduire le déficit public de la petite République des Alpes. En 2010, selon l'institut européen de statistiques Eurostat, le déficit public de l'Autriche avait atteint 4,4 % du produit intérieur brut (PIB). En 2011, le déficit public a représenté 3,3 % du PIB, soit moins que les 3,9 % prévus par le gouvernement dans son budget. (lemonde.fr 06.03)

2- Italie

L'administration fiscale italienne, engagée dans une lutte sans merci contre le fléau de l'évasion, a annoncé avoir découvert

l'an dernier grâce à des photos aériennes un million de biens immobiliers "fantômes" jamais déclarés qui rapporteront aux caisses de l'Etat environ 472 millions d'euros. (LExpansion.com 06.03)

3- Libye

Le chef du pouvoir libyen Moustapha Abdeljalil a accusé mardi des pays arabes de soutenir la "sédition", peu après la proclamation de l'autonomie de l'est de la Libye par des chefs de tribus et de milices de cette région pétrolière.

Alors que les nouvelles autorités peinent à stabiliser le pays, des chefs de tribus de l'Est ont solennellement annoncé à Benghazi, où était née la révolte contre Mouammar Kadhafi il y a un peu plus d'un an, leur choix du système fédéral, faisant craindre une partition du pays, déjà fragilisé par un conflit de huit mois.

"Des pays arabes frères, malheureusement, financent et parrainent la sédition qui s'est produite dans l'Est pour ne pas être contaminés par la révolution", a affirmé Moustapha Abdeljalil, chef du Conseil national de transition (CNT) lors d'une conférence de presse à Tripoli.

"C'est leur crainte de la révolte qui a poussé ces pays frères à accorder leur appui à la sédition", a estimé M. Abdeljalil, sans pour autant nommer les pays auxquels il faisait allusion.

"Ce qui arrive aujourd'hui est le début d'une conspiration contre le pays. C'est une question très dangereuse qui menace l'unité nationale", a-t-il dit, mettant en garde contre des "conséquences dangereuses" pouvant conduire à une Libye divisée et non-démocratique.

"La Libye, depuis le début, est une nation avec une capitale, Tripoli", a-t-il ajouté.

Plus tôt, des chefs de tribus et de milices de l'Est avaient annoncé dans un communiqué conjoint que "la région (a) fait le choix du système fédéral".

Le texte faisait également état de l'élection de Ahmed Zoubaïr à la tête de l'entité en question, baptisée Cyrénaïque, qui s'étend de la frontière égyptienne à Syrte, région natale du colonel Kadhafi.

"Le Conseil intérimaire de Cyrénaïque a été établi sous la direction de Cheikh Ahmed Zoubaïr al-Sénoussi pour gérer les affaires de la région et défendre les droits de ses habitants".

Des milliers de personnes ont assisté à cette cérémonie au cours de laquelle a également été nommé un conseil chargé de gérer les affaires de cette région, marginalisée durant les 42 années de règne sans partage du colonel Kadhafi.

Ce conseil dit toutefois reconnaître le CNT qu'il qualifie de "symbole de l'unité du pays et représentant légitime (de la Libye) aux sommets internationaux".

Cousin de l'ancien roi Idriss al-Sénoussi renversé par Kadhafi en 1969, Ahmed Zoubaïr est lui-même membre du CNT. Pour autant, les autorités de transition avaient affirmé avant cette annonce que ces appels ne les inquiétaient pas.

"Les Libyens se sont battus pour une Libye unie, si bien que ces demandes n'auront aucune conséquence", avait déclaré à l'AFP lundi Moustapha Abdeljalil.

"Nous n'avons pas besoin du fédéralisme (...) Nous ne voulons pas retourner 50 ans en arrière", avait pour sa part déclaré lundi le Premier ministre Abdel Rahim al-Kib lors d'un entretien télévisé.

La Libye était autrefois divisée en trois régions administratives: la Cyrénaïque, la Tripolitaine (ouest) et le Fezzane (sud). Le système fédéral a été supprimé en 1963.

Le CNT, qui a déménagé son siège de Benghazi à Tripoli après la libération du pays, peine à exercer son autorité à travers le pays. Beaucoup d'anciens rebelles ont ignoré ses appels à se placer sous l'autorité du gouvernement. (AFP 06.03)

4- Inde>

Le parti du Congrès au pouvoir en Inde a essuyé un échec cinglant aux élections régionales, en particulier dans l'Uttar Pradesh, un Etat où Rahul Gandhi jouait une partie de son avenir politique.

Le vote des 200 millions d'habitants de l'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, était perçu comme un test de la capacité de Rahul Gandhi à succéder au Premier ministre Manmohan Singh si le Congrès et ses alliés remportent les élections législatives de 2014, et de remplacer sa mère, Sonia Gandhi, à la tête du parti. Le parti au pouvoir à Delhi n'y aurait remporté que 29 sièges, sur un total de 403, soit une progression très modeste par rapport aux dernières élections de 2007.

Le test a tourné au fiasco pour Gandhi, qui s'était énormément impliqué dans la campagne. Son parti ne figure qu'en quatrième position après dépouillement de la quasi-totalité des bulletins, loin derrière le parti socialiste Samajwadi. (Reuters 06.03)

Social

France

Les salariés de la Fonderie du Poitou Aluminium (FDPA) d'Ingrandes (Vienne), placée en redressement judiciaire, ont lancé mardi un mouvement de grève pour interpellier les pouvoirs publics sur le sort de leur entreprise, a-t-on appris de source syndicale.

Les salariés, réunis en assemblée générale, ont voté pour 24 heures reconductibles le blocage des deux sites de production, la Fonderie du Poitou Aluminium et la Fonderie du Poitou Fonte.

«*Sur le site de production de fonte, on bloque uniquement les entrées et sorties des véhicules et des matières premières, sans empêcher les salariés de rentrer, mais tout est bloqué sur le site de FDPA*», a précisé le secrétaire CGT au comité d'entreprise, Eric Bailly.

«*Nous voulons montrer qu'on existe encore, que notre intérêt c'est toujours de sauver nos emplois et l'entreprise*», qui fabrique des culasses principalement pour le groupe Renault, a-t-il ajouté.

La FDPA, qui emploie plus de 450 personnes, a été placée en redressement judiciaire le 20 octobre par le tribunal de commerce de Nanterre, le siège du groupe propriétaire Montupet, se trouvant à Clichy (Hauts-de-Seine).

Les syndicats demandent la réintégration du site au sein de Renault, qui a fondé la FDPA en 1979 avant de la revendre en 1998. (liberation.fr 06.03)

Economie

1- France

L'Autorité de la concurrence a condamné mardi dix organisations de producteurs d'endives à un total de 3,6 millions d'euros d'amende pour s'être entendues pendant 14 ans sur un prix minimum pour ce légume, le quatrième le plus vendu en France.

Les associations et syndicats du secteur sont de leur côté condamnés à 320.000 euros d'amende pour les mêmes faits, indique l'Autorité dans une décision publiée sur son site internet.

Elle "a constaté toute une série d'actions (...) qui s'inscrivaient dans un plan global de fixation des prix de vente minima des endives et rappelle que l'interdiction des pratiques anticoncurrentielles s'applique aussi au secteur agricole", indique-t-elle.

L'entente a en effet eu un impact "limité" sur le consommateur: la grande distribution, qui est le principal client des producteurs d'endives, "bénéficie face à eux d'une puissance d'achat telle qu'elle a pu exercer une pression à la baisse sur les prix pendant toute la durée des pratiques", souligne l'Autorité. (AFP 06.03)

2- Grèce

A propos de la Grèce, Bloomberg révèle aujourd'hui les détails du montage hyper complexe que la banque Goldman Sachs a réalisé pour la Grèce en 2001 et qui permit au pays de dissimuler sa dette... et à Goldman Sachs d'empocher 793 millions de dollars dès la signature du deal. (atlantico.fr 06.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 mars

CAUSERIE

Le masque est tombé.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point" pour qui "*c'est la flamme*" que Sarkozy "*a perdue, pas l'élection*"... ou le temps des regrets, revient sur la prestation de La Talonnette sur France 2. Extraits.

- C'est apparu assez nettement : Nicolas Sarkozy a perdu la fougue, l'esprit de conquête, la passion de convaincre qui l'animaient en 2007.

- Ses traits se sont creusés - presque autant que les déficits -, et de ce point de vue, le rappel en images de quelques séquences de sa dernière campagne était cruel, non seulement pour les promesses qu'on l'entendait faire (surtout sur le chômage), mais aussi pour les changements qu'on lit sur son visage. Nous avons un président qui a blanchi ; et un candidat qui fait grise mine.

- Or ce qui l'a changé, c'est une forme de tristesse, presque de fatalisme, qui jure précisément avec ses protestations sur son énergie intacte.

- Il est passé de l'impatience à l'impuissance. Pour un homme de son tempérament, c'est forcément douloureux.

- ...il affiche une humilité qui, en réalité, coïncide mieux avec ses résultats qu'avec son caractère.

D'une façon générale, il avait l'air d'être en campagne pour sa réhabilitation plus que pour sa réélection. (lepoint.fr 07.03)

Illusionnisme. Sans rire, le vrai changement, c'est "*la révolution par les urnes*", "*progressiste*", s'il vous plaît !

Dans un article publié le 7 mars, le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) se voulait radical : *Pulvériser le cadre libéral européen...* en apparence seulement.

Voilà ce qu'on pouvait lire au dernier paragraphe d'un exposé au demeurant fort intéressant :

- "*Une rupture avec l'Union européenne ne nous conduira pas à l'apocalypse, mais à une véritable révolution progressiste par les urnes, ouvrant une brèche dans laquelle les mouvements sociaux pourront s'engouffrer. En France, mais aussi partout en Europe.*" (www.m-pep.org)

Qui "*nous*" ? Si une rupture avec l'UE n'est pas synonyme d'"*apocalypse*", c'est que l'UE n'a rien à craindre d'une telle rupture. Il est vrai qu'après tout, cette rupture ne signifierait pas forcément une rupture avec la Banque Mondiale, le FMI, l'OCDE, l'OMC, l'ONU, l'OTAN, avec l'impérialisme américain et tous les régimes capitalistes, etc. ni même avec les institutions de la Ve République qui sert de couverture juridique, légale et légitime au capitalisme.

Par contre liquider la Constitution de la Ve République et s'attaquer aux fondements du capitalisme en socialisant toutes les grandes entreprises constituerait serait vécu sans aucun doute possible comme l'"*apocalypse*" pour tous les tenants de l'ordre établi, y compris ceux dont l'existence politique repose sur les liens qu'ils ont tissés avec le régime en place.

Il faut particulièrement se méfier des gens qui produisent un constat similaire au nôtre sur bien des points ou une analyse proche de la nôtre, mais qui demeure volontairement incomplète, ensuite, constat ou analyse qui est orienté dans une toute autre direction que l'idée qui pouvait s'en dégager et qui consistait uniquement à mettre le lecteur en confiance pour mieux le tromper finalement. Ce procédé relève de l'escroquerie ou de la manipulation.

On se méfie moins d'un article qui présente les choses sous un angle avantageux ou que l'on partage au premier abord, notre attention se relâche et l'on est prêt à gober la salade de son auteur à notre insu. Cela relève de la malhonnêteté intellectuelle assurément. Ce genre d'article qui se veut instructif ou pédagogique a en réalité pour seul objectif de tromper ses lecteurs, de plus, il n'apporte rien de nouveau qu'on ne savait déjà.

MES. En voilà qui ne manque pas d'air !

Dans son numéro 190, *Informations ouvrières* a osé titrer en page 5 : *Tous étaient au courant depuis des mois. Et ils n'ont rien dit...*, alors que le POI a gardé le silence pendant 11 mois sur le MES. Ils récidivent. Vous vous souvenez peut-être que nous avons traité le même sujet dans la causerie du 23 février dont voici un bref extrait :

- "J'ai consulté les numéros d'*Informations ouvrières* du 31 mars 2011 au 22 février 2012.

En dehors d'un entrefilet dans un article du n°142 de la semaine du 31 mars au 6 avril 2011, deux références en coup de vent pages 4 et 8 du n°187 de la semaine du 16 au 22 février, absolument rien, pour le POI, le MES n'existait pour ainsi dire pas !

Les dirigeants du POI font feu de tout bois, en page 4 (IO n°188) ils osent reproduire "*la lettre (anonyme, sic !) d'un militant de la CGT qui écrit "Pourquoi la Confédération ne dit-elle pas un mot du MES qui passe ce mardi à l'Assemblée nationale, alors que ce traité du MES et celui qui doit être signé le 1ermars sont totalement liés ?"*, alors que le POI a soigneusement gardé le silence sur le MES pendant 11 mois !"

Dans cette causerie je revenais sur une info du 15 février 2011 :

- "Les ministres des Finances de la zone euro se sont mis d'accord lundi pour que la capacité effective de prêt du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) soit de 500 milliards d'euros, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker (...), ainsi que sur l'architecture future du MES. (Reuters 14.02)"

J'ajoutais : "Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est l'UE qui, le FMI qui, ce sont bien les ministres des Finances des différents gouvernements qui ont pris cette décision en accord évidemment avec leurs chefs d'Etat, il suffit de savoir lire !"

Page 2, Marie Stagliano commence ainsi son article : "*Le 2 mars, 25 chefs d'Etat et de gouvernement ont signé, à Bruxelles, le nouveau traité européen : le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire (TSCG).*"

Puis leur article chronologique sur le MES commence ainsi :

"25-26 mars 2010 : le Conseil européen met en place un groupe de travail sur la gouvernance économique présidé par le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

9 mai 2010 : les ministres des Finances européens décident la création du Fonds européen de stabilité financière (FESF)."

Et à chaque étape jusqu'au 2 février 2012 on retrouve : le Conseil européen (les chefs d'Etat et de gouvernement), les ministres des Finances européen, les chefs d'Etat et de gouvernement.

Le 11 juillet 2011, ce sont bien les ministres des Finances qui ont signé la première version du traité instituant le MES, ils doivent donc être notre cible, c'est l'Etat, le sommet de l'Etat qu'il faut viser, les institutions qui servent à le légitimer, elles ont été créées pour remplir cette fonction pour le compte du capital.

Si je comprends bien, il ne faut pas aller trop loin en économie dans la remise en cause du capitalisme, par exemple ne pas avancer l'expropriation sèche des capitalistes, et en politique il ne faut pas aller trop loin dans la remise en cause de l'Etat, il est déconseillé ou interdit de remonter aux institutions qu'il nous faut renverser.

Désolé, notre objectif n'est pas la démocratie mais la nature sociale de l'Etat, qui une fois réglée nous permet de savoir dans quelle direction elle s'oriente.

Désolé, notre objectif n'est pas la démocratie, mais la prise du pouvoir par la classe ouvrière qui une fois acquise permettra d'établir une véritable démocratie.

Page 15, François Péricard s'emploie à maquiller ou occulter le soutien des dirigeants de l'époque du POI-CCI (l'OCI-PCI) à Mitterrand, pour lesquels ils avaient appelé à voter dès les premier tour de la présidentielle de 1981, car voyez-vous, l'arrivée au pouvoir d'une majorité PS-PCF devait précéder l'ouverture d'une crise révolutionnaire... qui n'a jamais eu lieu, car leur analyse de la situation était déjà erronée à cette époque-là. Depuis rien n'a changé de ce côté-là, ce dont témoigne cet article.

Dans cet article on retrouve la panoplie des illusions que ces dirigeants n'ont eu de cesse de colporter dans le PS et le PCF et que F. Péricard revendique encore 32 ans plus tard.

Mitterrand le grand bourgeois inféodé au capitalisme n'avait jamais eu l'intention de le remettre en cause évidemment, dès lors comment faut-il interpréter que "*le 20 mai 1982, le gouvernement annonce brusquement le retournement complet de sa politique*", quelle surprise, alors qu'il ne pouvait en être autrement ! Plus loin : "*Tout au long de cette période, François Mitterrand, le Premier ministre Mauroy et son gouvernement (...) martèlent le caractère irréversible de l'intégration européenne et l'obligation en découlant de se plier aux « directives », en fait aux injonctions de Bruxelles.*" en voilà une nouvelle surprise, et ne voilà-t-il pas que le PS va prendre position et appliquer le traité de Maastricht, le traité d'Amsterdam, l'euro, le traité de Lisbonne, etc. jusqu'au TSCG et au MES, comme c'est surprenant, complètement inattendu, excusez-moi, renversant, pour un peu on en tomberait sur le cul !

C'est étonnant de la part d'un parti que l'on qualifie d'ouvrier-bourgeois, cela l'est moins de la part d'un parti que l'on qualifie de bourgeois tout court, non ? Alors quelle est la nature sociale du POI ?

L'OCI, le PCI, le PT, le POI n'ont cessé d'être à la remorque du PS, le front unique remis sans cesse sur le tapis n'a servi qu'à alimenter ou faire naître des illusions dans ce parti dans la tête des travailleurs, c'est l'unique fonction de ce parti.

Lorsque le PS (et le PCF) était au pouvoir, il a poursuivi scrupuleusement, à la lettre, la politique réactionnaire de ces prédécesseurs de l'UDF et de l'UDR (ex-RPR-UMP), il a gouverné pour le compte des capitalistes. Il en avait été de même sous la IIIe et la IVe République, c'est une constante sans faille depuis août 1914.

Cela n'a pas empêché les dirigeants du PCI (ex-POI) dès juin 1981 de s'adresser à la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale pour qu'elle veuille bien se situer sur le terrain de classe des travailleurs, en vain évidemment, on ne peut pas être à la fois des deux côtés de la barricade.

En 2012, n'ayant tiré aucune leçon du passé et de ses erreurs, le POI remet cela en demandant aux élus du PS et ses satellites de ne pas ratifier le TSCG dans quatre mois, alors que c'est totalement impossible qu'ils s'y opposent, autant leur demander de rompre avec l'UE ! On se demande si les dirigeants du POI ont vraiment les pieds sur terre ou s'ils sont des mégalomanes ou des mythomanes endurcies.

Si vous voulez mesurer l'état de décomposition des dirigeants du POI, il suffit de donner la parole à Gluckstein qui pose une question saugrenue au possible dans son éditorial : "*comment comprendre (que le PS) s'inscrive (sous une forme certes différente) dans un même schéma corporatiste propre à la Ve République*" que l'UMP, parce qu'ils partagent la même nature sociale, parce qu'ils sont animés par les mêmes intentions, parce qu'ils poursuivent le même objectif, CQFD, point barre, il n'y a rien à rajouter, c'est suffisamment clair.

Dans ces conditions, s'adresser aux élus du PS et ses satellites signifie que les dirigeants du POI (OCI, PCI ou PT) sont malgré les apparences totalement incapables de définir une politique indépendante du PS, donc du capital que la politique du PS incarne. C'est tellement simple à comprendre qu'on se demande comment des militants peuvent soutenir une telle orientation politique, à croire qu'ils y trouvent leur compte ou qu'ils sont eux-mêmes consciemment ou non subordonnés au capital, eh oui, il n'y a pas cinquante alternatives possibles qu'on le veuille ou non.

Pour se faire passer pour un opposant à la politique du PS il existe plusieurs tours de passe-passe possibles.

L'un d'eux consiste à occulter l'objectif de la lutte de classe du mouvement ouvrier après l'avoir abandonné ou n'y avoir jamais souscrit, c'est le cas des staliniens et néo staliniens du PCF et du M'PEP notamment.

Un autre consiste à mettre l'accent sur la politique réactionnaire du PS en faisant l'impasse sur son origine économique. Une variante met l'accent sur les conséquences sociales de la politique économique du PS, sans en chercher les raisons qui amèneraient à poser la question de la véritable nature sociale de ce parti, ce qu'il faut éviter à tout prix et l'on comprend pourquoi.

Passons à autre chose.

Page 13, j'ai trouvé une inexactitude : "*alors qu'une large majorité des travailleurs en Inde, classés dans le secteur dit informel (inorganisé), ne bénéficient donc que de contrats de travail limités et d'aucune protection sociale.*", alors qu'en réalité ils n'ont pas du tout de contrat de travail, aucun de mes beaux-frères ou belles-sœurs qui travaillent dans des petites entreprises n'en ont, ni feuilles de paie, rien quoi. Tu as juste le droit de bosser et de la fermer. Alors dans le secteur informel, c'est pire encore !

Autre inexactitude : "*L'inflation tourne autour de 10% annuels depuis plusieurs années alors que les salaires sont bloqués.* Je suis désolé, j'ai constaté que les salaires de toutes les personnes que je connaissais avaient augmenté entre 30 et 50% au cours des trois ou quatre dernières années écoulées. Pour me tenir au courant des salaires, je demande leur salaire aux Indiens que je croise sur leur lieu de travail.

Le technicien de Tata qui s'est occupé de mon téléphone m'a dit qu'au cours des trois dernières années son salaire avait augmenté de 1 000 roupies chaque année, son salaire actuel est de 6 000 roupies. Un jeune informaticien a vu son salaire plus que doublé. Alors que le salaire minimum tournait autour de 2 500 à 3 000 roupies par mois, il est désormais de 5 000, et un maçon peut gagner 15 000 roupies par mois, son salaire journalier est de 600 roupies en 2012, il était de 150 roupies en 2000. Il y a évidemment bien des cas où des travailleurs sont trop faibles ou démunis pour refuser un emploi payé 3 000 roupies, le pompiste ou la caissière par exemple. Une cuisinière touche 4 000 roupies, ce qu'ils appellent une bonne ou une servante et que je préfère appeler une femme de service 5 000 roupies ou plus. Un chauffeur-livreur entre 5 et 6 000 roupies. Les femmes ont des salaires inférieurs aux hommes de 50% environ. Quand j'étais prof de français à l'Alliance française (2003), j'avais un salaire de 2 000 roupies environ par mois, aujourd'hui je toucherais 10 000 roupies.

Je veux bien qu'il y ait un blocage des salaires et pourquoi pas des prix, mais je me demande bien où !

Ce qui se passe en réalité, c'est que l'inflation grignote ou annule les augmentations de salaire des dernières années, alors que les besoins des masses ont explosé en quelques années, habituées à consommer des marchandises et des services qui hier encore étaient hors de sa portée, elles sont prises à la gorge et ne veulent pas revenir en arrière, ce qui est légitime. Autre élément, elles se sont lourdement endettées alors que l'accès au crédit leur était interdit précédemment, à cause de l'inflation galopante ou sauvage, elles n'ont guère le choix qu'entre régler leurs traites à échéance et réduire leur train de vie ou se faire saisir leurs biens et retourner dix ans en arrière ; ici quand on dit dix ans en arrière, cela signifie des siècles en arrière quand on a à l'esprit qu'on est passé du char à boeuf et du vélo à la moto et au 4X4 en à peine quelques années... (voir une précédente causerie pour en savoir plus)

N'en voulons pas au rédacteur de cet article sur l'Inde, puisque manifestement il ignore tout ou presque de la situation réelle dans ce pays.

Anonymous lié au FBI ?

Les autorités judiciaires américaines ont annoncé mardi l'inculpation de plusieurs membres d'Anonymous et de LulzSec, qualifiés de pirates de "haut niveau".

Vivant à New York, Hector Xavier Monsegur, 28 ans, connu comme "Sabu", était "un membre influent" d'Anonymous, d'Internet Feds et le fondateur de LulzSec. Le jeune homme, qui oeuvre depuis six mois comme informateur pour le FBI après avoir été libéré contre une caution de 50 000 dollars, risque jusqu'à 124 ans de prison en peines cumulées.

Fox News relate en exclusivité les circonstances de son arrestation à New York, comment il est devenu hacker et comment il en est venu à coopérer avec la police. Le portrait décrit cet Américain d'origine portoricaine comme un programmeur au chômage, père de deux enfants, autodidacte, intelligent et paresseux. Fox revient également sur les origines de son pseudo,

Wired explique que certains membres d'Anonymous suspectaient depuis plusieurs mois déjà l'arrestation de Sabu, et même son enrôlement comme informateur de la police. (lexpansion.com 07.03)

Actualité en titres

Sarcophage

Il y croit encore un peu...

- Le Sarkoshow réunit 5,5 millions de téléspectateur - LePoint.fr
- Sarkozy fait un peu plus d'audience que Hollande - AFP
- « On retrouve le même Sarkozy qu'en 2007 » - Public Sénat -
- Carla Bruni-Sarkozy : 'Nous sommes des gens modestes' - LeMonde.fr
- 'Le statut de challenger de Sarkozy est un atout incontestable' - LeMonde.fr
- Nicolas Sarkozy en quête du déclic pour remonter dans l'opinion - Reuters

... il y croit encore beaucoup...

- Pour le FN, Sarkozy est "dans une opération de captation de votes" - AFP
- Quand Copé annonce le soutien de Borloo à Sarkozy - LePoint.fr
- Sarkozy caresse Bayrou dans le sens des votes - L'Express.fr

... il y croit plus du tout !

- Nicolas Sarkozy a perdu la flamme - LePoint.fr

- A la télé, Nicolas Sarkozy affiche un virage pâle - Liberation.fr
- Le blues des députés UMP face aux 'erreurs' de la campagne de Sarkozy - LeMonde.fr
- Présidentielle: L'entourage de Nicolas Sarkozy en proie au doute? - 20minutes.fr

Autres bruits de campagne

- "*Les politiques s'engluent dans des querelles de bac à sable*" -
- Cheminade affirme avoir ses 500 signatures - Liberation.fr
- Jean-Luc Mélenchon crédité de 10% d'intentions de vote - AFP

Chut !

- Hollande est-il vraiment si dangereux? - Slate.fr

Régime policier

- Relaxe requise pour le policier qui a éborgné un jeune manifestant avec un gomme ... - LeMonde.fr
- Une mise en examen annulée dans une nouvelle affaire de fadettes de journaliste - LeMonde.fr
- Un fichier biométrique des «*gens honnêtes*» voté à l'Assemblée nationale - Slate.fr

INFOS EN BREF

Politique

UE

L'Union européenne est sur la "*bonne voie*" pour sortir de la crise de la dette de la zone euro, ont estimé le chef du gouvernement italien Mario Monti et le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, mercredi devant la presse à Rome.

"Nous avons discuté en particulier du Mécanisme de stabilité européen, du sujet des pare-feux et de comment, toutes ensemble, les économies européennes peuvent retrouver le chemin de la croissance", a souligné M. Monti.

Il a souligné avoir présenté au ministre allemand les mesures adoptées par l'Italie, "*non seulement en terme de discipline budgétaire mais aussi de libéralisations, d'ouverture à la concurrence et de réforme du marché du travail qui sera prête comme prévu fin mars*".

M. Monti a dit s'attendre à l'adoption définitive au parlement "dans de brefs délais" de l'introduction de la règle d'or de l'équilibre budgétaire dans la Constitution italienne.

Considéré comme très germanophile, M. Monti a souligné combien "*les relations avec le gouvernement allemand et la chancelière Angela Merkel constituent une référence constante*" pour son exécutif. (AFP 07.03)

Social

1- Allemagne

Quelque 70 000 fonctionnaires ont fait grève mercredi 7 mars en Allemagne à l'appel du syndicat des services Ver.di et du DBB (syndicat des fonctionnaires), sur fond de revendications salariales.

Sont concernés par le mouvement les Etats régionaux de Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest), du Bade-Wurtemberg (sud-ouest), de Brandebourg (est), de Saxe (est), de Saxe-Anhalt (est) et de Thuringe (est), selon le syndicat.

Avec ces grèves d'avertissement, Ver.di entend faire pression dans les négociations salariales en cours, qui ont démarré la semaine dernière sans résultat pour le moment. Elles concernent les employés de l'Etat fédéral et des communes, mais pas ceux des Länder (Etats régionaux), qui dépendent d'une autre convention collective. Ver.di et DBB réclament une augmentation de 6,5 %, avec un minimum de 200 euros de plus par mois sur la fiche de paye des deux millions de fonctionnaires concernés. Ils veulent aussi l'embauche des apprentis ainsi que l'augmentation des primes d'apprentissage.

Lundi et mardi, aux premiers jours du mouvement qui avait démarré à l'ouest du pays avant de s'étendre à l'est, ce sont 17 000 personnes qui y avaient pris part. Jeudi, la grève doit se poursuivre en Hesse (ouest), à Berlin et dans le Brandebourg (est), en Basse-Saxe (nord), à Brême (nord) ainsi qu'en Bavière (sud). D'autres grèves sont aussi attendues vendredi.

Par ailleurs, les négociations dans le secteur de la métallurgie ont démarré comme prévu mardi. Elles sont menées par le syndicat IG Metall au nom de quelque 3,4 millions de salariés de cette branche qui regroupe les machines-outils, la mécanique, l'automobile, l'électro-ménager ou encore les semi-conducteurs. L'accord collectif y expire fin mars, et IG Metall entend aussi obtenir une augmentation de 6,5 % des salaires. Une revendication rejetée par le patronat de ce secteur.

Son chef, Martin Kannegiesser, a ainsi jugé que la satisfaire pourrait menacer la compétitivité de l'industrie allemande, dans un entretien au magazine Stern à paraître jeudi. *"Il ne peut y avoir de salaire plus élevé que pour une productivité plus forte et non parce que nous souhaitons plus de justice en Allemagne"*, a-t-il ajouté. (lemonde.fr 07.03)

2- Afrique du Sud

Des dizaines de milliers de Sud-Africains ont manifesté mercredi à l'appel de la puissante confédération syndicale Cosatu, qui a pris la tête d'une fronde contre l'action du gouvernement.

Principal foyer de contestation, Johannesburg a vu son centre-ville envahi par des dizaines de milliers de manifestants selon les médias --45.000 selon la police-- qui ont applaudi les attaques du leader du Cosatu, Zwelinzima Vavi.

Les cortèges, organisés dans 32 villes, étaient moins fournis au Cap, avec moins de 10.000 protestataires selon la police, ainsi qu'à Durban, avec environ 10.000 personnes dans la rue.

Qu'il s'agisse des nouveaux péages, dénoncés comme une ponction insupportable sur le dos des contribuables incapables de se rendre au travail autrement qu'en voiture et payant déjà leurs impôts, ou des abus persistants de l'intérim, taxé d'"esclavagisme", dans les deux cas, le Cosatu y voit la marque de l'incurie du pouvoir et de son indifférence aux inégalités économiques criantes du pays.

"En 1994 on nous comparait au Brésil, maintenant l'Afrique du Sud est numéro un au palmarès mondial des inégalités", a accusé M. Vavi.

"Au lieu de nous fournir les services de base comme les routes ou la santé publique, c'est à nous de payer pour tout", a dénoncé M. Vavi.

Tandis que le gouvernement, lui, *"perd en moyenne chaque année 30 milliards de Rands (3 milliards d'euros) du fait de la corruption et de la fraude"*, a-t-il asséné, citant les chiffres d'un rapport officiel paru l'an dernier.

Quant au sort des intérimaires qui formaient le gros des manifestants, l'ANC a botté en touche, renvoyant sur le Conseil national du développement économique et du travail, se disant *"confiant"* dans la capacité de cette instance à résoudre le conflit.

Les travailleurs intérimaires sud-africains n'ont pas les mêmes droits que leurs collègues, ce qui en fait une main d'oeuvre recherchée par les entreprises, qui versent une part de leur salaire à l'intermédiaire de placement.

Déjà ouvertement défié par la branche jeunesse de l'ANC, le président Jacob Zuma est prévenu que le nouvel incendie allumé par le mouvement syndical n'est pas prêt de s'éteindre.

"Le 28 (mars), s'ils disent qu'ils introduisent ça (le système des péages), nous allons prendre tous les gens que nous voyons ici, et encore plus, et nous les mettrons sur les autoroutes de Johannesburg", a-t-il prévenu. *"Nous rendrons ce système inapplicable."* (AFP 07.03)

Société

France

Chaque année, on tue dans notre pays 1 milliard de poulets et de lapins, 25 millions de porcs, plus de 6 millions de bovins, ou encore 4 millions de moutons. Un rapport confidentiel que Le Point s'est procuré jette une lumière crue sur l'abattage rituel tel qu'il est pratiqué en France. Remis aux autorités en novembre 2011, le document, rédigé par dix experts et hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, a été soigneusement enterré. Il est vrai que cet audit de 54 pages émanant du Conseil général de l'alimentation contient une vérité qui n'est pas bonne à dire : les Français ont progressivement, et sans le savoir, été mis au régime halal.

Aujourd'hui, comme l'indique le rapport, plus de la moitié des bovins, ovins et caprins tués en France le sont suivant un mode d'abattage "*rituel*", halal ou casher. Ce qui signifie que les animaux sont saignés alors qu'ils sont encore conscients. Au-delà de la souffrance animale, l'abattage rituel pose parfois aussi un problème d'hygiène, avec à la clé un danger de contamination par *Escherichia coli*... (lepoint.fr 07.03)

Ce qui pose problème, c'est la prise en otage des consommateurs dans les mailles du filet de traditions à caractères religieuses, peu importe la religion, ce qui est une atteinte à la laïcité. C'est d'autant plus inacceptable que les animaux souffrent davantage que s'ils étaient abattus en employant des techniques plus modernes et donc moins barbares. Que des considérations obscurantistes, des superstitions obscures ou d'un autre âge déterminent le sort de ces animaux, est à mettre en relation avec la formidable régression sociale à laquelle les dirigeants du vieux monde voudraient soumettre l'humanité, et qui nous ramènerait des siècles en arrière si nous ne trouvions pas les moyens de les chasser du pouvoir.

Economie

1- Grèce

Des fonds spéculatifs refusent d'apporter les titres de dette grecque qu'ils détiennent à l'opération d'échange, menaçant de solliciter les tribunaux si l'offre n'est pas améliorée.

Ces fonds cherchent à réunir une minorité suffisante pour bloquer le processus, au risque de faire dérailler l'échange de dette et d'acculer la Grèce à la faillite.

Cinq petits fonds de pension grecs sont opposés à l'opération d'effacement volontaire de plus de la moitié de la dette de la Grèce détenue par les créanciers privés, nécessaire pour éviter au pays un défaut de paiement désordonné, rapporte mercredi la presse locale.

Ces cinq fonds, qui représentent les journalistes, la police et les auto-entrepreneurs, détiennent environ 2 milliards d'euros d'obligations grecques, soit quelque 1% des titres du pays dans les mains des créanciers privés du pays, selon la presse.

"*J'ai été averti que plusieurs investisseurs réfléchissent sérieusement aux options qui sont à leur disposition, dont celle de la voie judiciaire*", a déclaré Steven Friel de Brown Rudnick, un cabinet qui conseille les investisseurs sur les stratégies légales envisageables en Grèce.

Les hedge funds privilégient les titres de dettes qui ne relèvent pas du droit grec, plus difficilement éligibles aux dispositifs contraignants mis au point par Athènes.

Bingham McClutchen, un autre cabinet juridique, a dit lundi qu'il conseillait des détenteurs de 650 millions de francs suisses de dette grecque. Des investisseurs détenant des montants non négligeables de dette grecque se sont réunis pour trouver "*ensemble des réponses à leurs inquiétudes et protéger les droits des détenteurs*", selon le cabinet.

Les hedge funds détiendraient plus d'un quart de la dette grecque libellée en francs suisses ainsi que 450 millions d'euros d'obligations arrivant à maturité et cela pourrait suffire à empêcher le gouvernement grec d'imposer aux créanciers privés d'accepter de prendre leurs pertes.

Ils espèrent que le gouvernement préfère trouver un arrangement avant mai plutôt que de faire défaut en dépit des avertissements lancés par les responsables politiques grecs qui ont prévenu qu'il n'y aurait pas de nouvelle offre.

Faute d'arrangement, les fonds pourraient passer sur le terrain judiciaire, quitte à en appeler ensuite à la Cour européenne des droits de l'homme en invoquant une violation du droit de la propriété.

Cette option pourrait toutefois se révéler longue et coûteuse pour les investisseurs. (Reuters et AFP 07.03)

2- Etats-Unis

Le crédit à la consommation a bondi pour le troisième mois d'affilée aux Etats-Unis en janvier, selon des chiffres publiés mercredi par la banque centrale américaine (Fed).

L'encours des crédits à la consommation dans le pays (2.512,3 milliards de dollars) a progressé de 8,6% en rythme annuel et en données corrigées des variations saisonnières par rapport au mois précédent, indique la Réserve fédérale sur son site internet.

Selon la Réserve fédérale, la hausse de janvier a résulté d'une nouvelle poussée des crédits non renouvelables (prêts étudiants ou à l'achat d'une automobile principalement), dont la progression a atteint 14,7%, du jamais vu depuis février 2002.

Les crédits renouvelables (essentiellement ceux contractés en payant par carte de crédit) ont freiné la progression de l'indice de la Fed en reculant pour la première fois en cinq mois, de 4,4% par rapport à décembre.

Après s'être effondré pendant deux ans, le crédit à la consommation progresse de manière quasi continue aux Etats-Unis depuis octobre 2010 (il n'a baissé qu'une seule fois depuis cette date, en août 2011). La Fed indique que sur l'ensemble de l'année 2011, le crédit à la consommation a rebondi de 3,6%.

A partir des données fournies par la Fed, les analystes de Barclays Capital ont calculé que près de la moitié de la poussée des crédits non renouvelables avait été assurée par la progression de "*la dette aux mains de l'Etat fédéral (essentiellement des prêts étudiants)*".

Leurs confrères de la maison de courtage Nomura estiment pour leur part que "la faiblesse du recours à la carte de crédit" est le signe que les ménages "comptent sur de futures hausse de salaires pour financer leurs achats de biens hors automobile" plutôt que de recourir à l'endettement comme ils le faisaient facilement avant la crise. (AFP 07.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 mars

CAUSERIE

Illusionnisme. Numéro d'équilibristes.

Qu'est-ce qui distingue le PS du FdG ? De quelle manière se partagent-ils les rôles ?

Hier soir sur TV5Monde Asie, lors d'une émission consacrée à l'élection présidentielle, C. Autain pour le FdG a expliqué qu'elle souhaitait un "*élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU*", une "*redéfinition*" des missions de l'ONU, bref, elle a indiqué clairement que l'action du FdG se situait dans le cadre de l'ONU auquel il demeure entièrement soumis, voilà pour l'indépendance politique du FdG vis-à-vis du capital, ce qui évacue du même coup la question de sa rupture avec le capitalisme et ses agences dans le monde, point commun qu'il partage avec le PS et le parti officiel de l'ordre.

Partant de ce constat et non d'une analyse ou d'une interprétation (partisane) de la politique du FdG, on en tirera la conclusion que sa nature sociale est identique à celle du PS et que ses composantes sont étrangères à la classe ouvrière qu'ils prétendent représenter notamment. Situer son action dans le cadre de l'ONU, c'est combattre contre la révolution socialiste mondiale, c'est se ranger ouvertement au côté de la contre-révolution.

Ce qui caractérise avant tout ces gens-là, c'est leur cynisme, leur absence de principe, ils sont animés par le même état d'esprit misérable qu'épicier qui aurait trafiqué la date de péremption d'un produit arrivée à échéance pour pouvoir encore le vendre. Le PS a déjà fait à de multiples reprises en un siècle la démonstration de sa capacité à gérer la société pour le compte des capitalistes, on peut donc en déduire qu'en tant que parti censé représenter les intérêts des travailleurs, il est complètement grillé.

Soit, le PG s'est chargé de prendre le relais de manière à nourrir l'illusion qu'une réforme du capitalisme (de la finance) était possible par la voie des urnes, de façon à ce que les couches supérieures du prolétariat, les intellectuels et les couches inférieures de la petite-bourgeoisie ne sortent pas du giron du capitalisme ou n'envisagent pas de rompre avec lui, ce qui les auraient conduits à se tourner vers des partis prétendant combattre pour le socialisme, le POI, le NPA, LO.

Imaginez un instant que le PG et le FdG n'existent pas aujourd'hui, quelle serait l'attitude des travailleurs rejetant la politique du PS et qui ne se reconnaîtraient pas dans le PCF ? Ils seraient tentés de se diriger vers ses partis POI, NPA, LO. Le rôle essentiel du PG principalement consiste justement à éviter autant que faire se peut qu'une telle situation ne se produise, il remplit déjà le rôle contre-révolutionnaire de rempart des institutions et du régime. A ce titre il remplit une fonction indispensable à la stabilité

du régime. Comment ? En radicalisant son discours, à coup de gesticulations ou d'actions coup de poing, n'hésitant pas à verser dans le gauchisme pour camoufler ses réelles intentions, qui malgré tout transpirent dès lors que ses dirigeants doivent développer publiquement leur politique ou qu'ils sont engagés dans des tractations de marchand de tapis avec le PS en prévision des postes qui leur seront réservés lors des élections législatives qui suivront la présidentielle. C'est ce qui ressort clairement de l'article de l'Expansion dont je reproduis de larges extraits plus loin.

Pour que l'opération réussisse, il fallait remplir au moins deux conditions, que Mélenchon cesse d'attaquer violemment Hollande, puis que Hollande gauchisse son discours, de sorte que le FdG n'apparaisse pas trop ouvertement comme étant un appendice du PS et qu'il attire le vote populaire tenté par l'abstention ou d'autres candidats. Vous lirez plus loin que l'un et l'autre sont satisfaits de cette répartition des rôles ou de cette mise en scène, qui en dernière analyse profitera davantage à celui qui au sein de leur rapport de force conserve l'avantage, le PS évidemment.

Le FdG roule pour le PS et récupère des miettes au passage, que demande le "peuple" franchement ! Marie-Noëlle Lieneman (PS) a fait savoir qu'"il n'y a pas de rivalité" entre le PS et le FdG, et pour cause, ils sont complémentaires, merci pour cet aveu qui confirme notre analyse. Quant à Cambadélis, il a "trouvé (...) plutôt sympathique" la popularité du FdG sur laquelle le PS compte pour faire élire Hollande, donc tout est dans l'ordre des choses, voilà des gens heureux !

Il existe évidemment un risque en présence de gens avides de pouvoir et des prébendes qui vont avec, c'est que les uns ou les autres en fassent trop ou soient trop gourmands. Bernard Cazeneuve l'a confirmé en indiquant que tout irait bien tant que Mélenchon jouerait le rôle de rabatteur et n'empièterait pas sur l'électorat privilégié du PS.

Bien entendu, dans cette histoire ce sont les travailleurs qui auront voté PS ou FdG qui seront les dindons de cette mauvaise farce.

Voici l'article en question.

- Fort de cette montée dans les sondages, le Parti de gauche aimerait avoir son mot à dire pour les législatives. Le PS a signé des accords avec Europe Ecologie-Les Verts, le PRG et le MRC. Rien avec les amis de Jean-Luc Mélenchon. En février, le PG a tenté de prendre part à la danse. Point d'entrée : les candidats de gauche menacés d'élimination au premier tour dans 90 circonscriptions à cause du FN. « Localement, des socialistes nous approchent pour souhaiter un accord et que l'on se retire », explique Coquerel. Le Parti de gauche y serait prêt, à condition d'un accord national. Des discussions avait même commencé. Mais la sortie de Mélenchon sur Hollande « *capitaine de pédalo* » y a vite mis un terme. Eric Coquerel regrette aujourd'hui cette « *fin de non-recevoir* » du PS. Solférino a été relancé par lettre, il y a environ un mois. « *Nous avons reçu la réponse par courrier il y a 2 semaines : il nous explique qu'il n'y aura pas d'accord national s'il n'y a pas d'accord politique avant. Et c'est précis. Il doit impliquer au minimum le vote du budget* », explique le conseiller de Mélenchon. Il prévient : « *C'est hors de question. Cela impliquerait qu'on vote un budget de rigueur* ».

« *A chaque fois qu'il y a un pas à gauche, on est ravis. On verra bien jusqu'où bouge le curseur. Ce sont de signes encourageants. Pour l'instant le compte n'y est pas. Mais plus on va monter, plus il devra aller dans notre sens* », veut croire Eric Coquerel.

Au PS, on affirme regarder la montée de Mélenchon plutôt d'un bon œil. Du moins pour le moment. « *Il siphonne l'extrême gauche et cherche à retirer à Marine Le Pen les brebis égarées. Je trouve ça plutôt sympathique et ce n'est pas un problème pour le PS* », a estimé ce matin Jean-Christophe Cambadélis, invité d'En route vers la présidentielle, sur Public Senat et Radio Classique. De là à dire que le tribun du Front de gauche peut jouer le rôle de rabatteur de voix pour Hollande en vue du second tour... « *Il n'y pas de rivalité. Il conquière des franges qui étaient peut-être en déshérence à gauche* », note la sénatrice Marie-Noëlle Lieneman, membre de l'aile gauche du PS.

« *Ce n'est pas gênant que Mélenchon cristallise son électorat. Personne ne se trompe en votant à gauche* », affirme Bernard Cazeneuve, qui évite d'attaquer Mélenchon. Il ajoute : « *Un total gauche haut, au premier tour, avec François Hollande haut, ça ne nous dérange pas. Le vrai risque, c'est la démobilisation de notre électorat. Que les autres soient hauts, mais que François Hollande soit bas. Nous devons rappeler que rien n'est joué* ». (publicsenat.fr 08.03)

INFOS EN BREF

Politique

France

1.1- La gloire perdue.

"*Faites-moi confiance ou je quitte la politique*", a déclaré jeudi en substance Nicolas Sarkozy aux Français, sur RMC et BFMTV.

"Mais si les Français devaient ne pas me faire confiance, est-ce que vous croyez vraiment que je devrais continuer dans la vie politique ? La réponse est non", a ajouté le chef de l'Etat, avocat de formation et âgé de 57 ans.

Quelques instants auparavant, Nicolas Sarkozy avait dit qu'il ferait *"autre chose"* que de la politique en cas de défaite le 6 mai mais ne savait pas encore quoi.

"Donc, c'est très simple. Je dis aux Français : 'je me battrais de toutes mes forces pour avoir votre confiance, pour vous protéger, pour vous conduire, pour construire la France forte. Mais si tel n'est pas votre choix et bien je m'inclinerai et c'est ainsi, et j'aurais fait une très belle vie politique."

Le secrétaire national de l'UMP Guillaume Peltier, spécialiste des sondages, a salué une *"annonce logique et respectueuse de la souveraineté du peuple français"*, tout en s'efforçant d'en atténuer l'impact potentiel. (Reuters 08.03)

1.2- Le perturbateur de l'ordre.

Encore des échauffourées. Une semaine après les incidents de Bayonne, les forces de l'ordre ont procédé jeudi à l'évacuation d'environ 200 personnes qui manifestaient à Saint-Just-Saint-Rambert (Loire) devant la salle où Nicolas Sarkozy a tenu un meeting électoral, a constaté un journaliste de Reuters sur place.

D'importants renforts de CRS ont utilisé des gaz lacrymogènes et ont barré tous les accès à la salle, qui était déjà pleine des 3.000 militants venus assister au meeting. Les manifestants, des jeunes pour la plupart, brandissaient des drapeaux de la CGT ou des pancartes où l'on pouvait lire *«non au président»* et *«l'insécurité c'est toi Sarkozy»*. (20minutes.fr 08.03)

2- Kenya

Le gouvernement kényan a annoncé jeudi le licenciement de 25.000 infirmières du secteur public, en grève depuis une semaine pour exiger une revalorisation de leurs conditions salariales.

"La décision de licencier les 25.000 infirmières a été prise car le gouvernement ne pouvait pas rester plus longtemps les bras croisés à voir les Kényans souffrir dans les hôpitaux sans recevoir d'aide médicale, parce que les infirmières et d'autres catégories du personnel sont en grève", a justifié devant la presse le porte-parole du gouvernement Alfred Mutua.

Les infirmières observaient une grève depuis le 1er mars, accusant le gouvernement de n'avoir pas appliqué des revalorisations salariales promises plus tôt.

Selon M. Nyong'o, quelque 2.700 dispensaires et 700 centres de santé étaient de nouveau totalement opérationnels jeudi à travers le pays, de nombreux travailleurs du secteur ayant regagné leur poste, mais il a admis que la situation était plus compliquée dans les établissements médicaux plus importants.

"Nous avons reçu des rapports de tous les établissements et nous savons qui est présent et qui est absent. La loi et l'ordre doivent régner chez les fonctionnaires", a prévenu le ministre.

"Nous allons négocier, il ne faut pas avoir peur de négocier mais nous ne négocierons pas dans la peur", a-t-il poursuivi, accusant les grévistes d'avoir causé plusieurs décès.

Les grévistes réclament notamment l'harmonisation des primes pour l'ensemble des fonctionnaires de santé, le versement d'une paie aux internes et une revalorisation pour ceux qui ont acquis de nouveaux diplômes.

M. Nyong'o a de son côté affirmé que les primes des fonctionnaires de santé avaient été harmonisées avec celles des fonctionnaires de même grade. (AFP 08.03)

Social

1- France

1.1- Sursis électoral pour les travailleurs de l'usine d'Albany-Cofpa

Les propriétaires de l'usine d'Albany-Cofpa de Saint-Junien (Haute-Vienne), comptant 133 salariés, ont annoncé jeudi l'abandon, pour l'instant, du projet de fermeture de celle-ci au premier trimestre 2012, après deux semaines de mobilisation des salariés.

"Le projet n'est plus du tout d'actualité", a déclaré à plusieurs reprises le président d'Albany Europe, Daniel Halftermeyer, lors d'une conférence de presse organisée après une réunion avec les représentants du personnel.

Le dirigeant a ensuite souligné sa "volonté de continuer à conserver et à développer des emplois" et reconnu des "décisions malencontreuses", "pas très bien expliquées et mal comprises" sur l'annonce du projet de fermeture.

"La direction souhaite que la production reprenne pleinement à Saint-Junien et entend rétablir un dialogue ouvert, franc et loyal avec ses salariés et leurs représentants", avait indiqué un peu plus tôt la préfecture du Limousin dans un communiqué diffusé après la réunion tenue en présence du préfet.

Le site de Saint-Junien, une usine fabriquant des tissus techniques notamment pour la papeterie, était à l'arrêt depuis le 23 février, date de l'annonce de sa fermeture à Sélestat (Bas-Rhin), siège d'Albany France, appartenant à Albany International, une entreprise américaine.

La direction avait cadenassé les machines jusqu'à mardi, précisant que la fermeture était prévue pour le premier trimestre 2012, sans respecter l'obligation de consultation des salariés, selon les syndicats.

L'annonce du sursis accordé aux salariés a suscité une explosion de joie des employés massés devant la préfecture de Limoges, certains pleurant d'émotion.

"Nous sommes tout à fait satisfaits mais nous restons vigilants : nous sommes 133 sur le site et nous voulons rester 133", a déclaré Christophe Sardin, délégué CGT.

Il faut "se remettre à la table des négociations" pour obtenir "des réponses claires et définitives sur la pérennisation du site sur le long terme et sur l'ensemble des emplois", a expliqué Roger Villégé, représentant FO.

Albany International, dont le siège est dans l'Etat du New Hampshire (nord-est des Etats-Unis) emploie 4.300 personnes dans 11 pays. (AFP 08.03)

1.2- Solidarité !

Un technicien d'ErDF/GDF est menacé de licenciement pour avoir refusé de limiter la consommation d'énergie chez une dizaine d'usagers en situation d'impayés à Arcueil (Val-de-Marne), a-t-on appris jeudi auprès de la CGT.

Agé de 23 ans, Jef Duval a été convoqué à un conseil de discipline interne le 17 février qui a voté son licenciement. La mesure devrait être effective "d'ici un mois", a ajouté le syndicat, confirmant une information de France Info.

"Tous les agents chargés des coupures de courant se retrouvent un jour ou un autre devant des cas dramatiques et des dilemmes. On refuse que la direction se serve de ce cas-là pour faire un exemple", a expliqué à l'AFP Frédéric Probel, secrétaire général du syndicat CGT-énergies de Bagneux (Hauts-de-Seine).

Selon le syndicat, M. Duval est mis en cause pour ne pas avoir posé de système de service minimum (SMI), qui limite la consommation d'énergie à 1.000 watts, dans une dizaine de foyers sujets à des impayés à l'été 2011.

"En théorie, quand les usagers ne sont pas présents, on doit systématiquement poser un SMI qui est suivi d'une coupure totale quinze jours plus tard. Là, Jef a simplement laissé un avis officiel informant les usagers qu'ils risquaient une coupure imminente", a assuré M. Probel.

Lors d'un contrôle, la direction a relevé ces entorses à la règle, notant également que ce technicien s'était abstenu de pratiquer cinq coupures de gaz sur la même période, selon la CGT.

"On pratique des coupures à la chaîne mais ce qui est arrivé à Jef pourrait arriver à n'importe quel agent technique. Ce sont les aléas du métier", a affirmé M. Probel.

Le syndicat a lancé une pétition en ligne qui avait recueilli jeudi en fin de matinée près de 1.300 signatures (http://www.fnme-cgt.fr/pages/signer_petition.php?mess=ok&id_pet=26). (AFP 08.07)

1.3- La cogestion des licenciements par les syndicats et les représentants du personnel.

Le leader de la CGT Bernard Thibault demande "un droit d'alerte suspensif" des comités d'entreprise sur les licenciements et

espère des "initiatives" en faveur d'un "rééquilibrage" des pouvoirs dans les entreprises en cas de "changement de majorité" après la présidentielle.

Aujourd'hui, "les comités d'entreprise ont le droit de dire qu'ils ne sont pas d'accord avec un plan de suppression d'emplois. Mais l'entreprise peut passer outre. Ce n'est pas normal", a affirmé le secrétaire général de la CGT, dans une interview à l'Humanité Dimanche.

"Certains parlent de +droit de veto sur les licenciements+. Nous, nous disons +droits d'alerte suspensifs des comités d'entreprise+. La logique est à peu près la même", a-t-il ajouté.

Selon lui, "il faut absolument rééquilibrer les pouvoirs à l'intérieur des entreprises. On ne peut plus accepter qu'au nom du droit de propriété, les salariés soient réduits à être des exécutants aveugles". (AFP 08.03)

Quelle crevure, la propriété privée des moyens de production on est pour ou on est contre, à défaut d'être contre Thibault est pour. Le Comité d'entreprise a pour fonction de récolter des informations sur la marche de l'entreprise auprès de la direction pour faciliter le combat contre elle, il n'a pas pour fonction de se prononcer sur le bien-fondé ou non de licenciements, il doit se borner à les combattre et rien d'autres.

1.4- La Poste a supprimé 11 000 postes en 2011.

Près de 11 000 postes supprimés par des départs non remplacés. C'est le chiffre annoncé par les syndicats CGT et SUD de la Poste pour l'an dernier. Devenue société anonyme à capitaux publics au 1er mars, la Poste emploie près de 240 000 personnes.

Une série de rencontres avec les organisations syndicales doit avoir lieu la semaine prochaine. Concernant l'emploi, la direction de la Poste a fait savoir mi-février qu'elle s'engageait à recruter au moins 10.000 personnes en CDI sur la période 2012-2014 dans le cadre d'un accord de Gestion prévisionnel des emplois et des compétences (GPEC) soumis à la signature des syndicats.

La direction avait ajouté que 7.500 contrats en alternance seraient proposés sur la même période. (lexpansion.com 08.03)

2- Grèce

La Grèce comptait plus d'un million de chômeurs en décembre comme le mois précédent, le taux de chômage ayant atteint 21%, en très légère hausse sur un mois, a annoncé jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase).

Le nombre de chômeurs s'est élevé à 1,033 million, soit une progression de 0,38% par rapport à novembre 2011 et un bond de 40,9% par rapport à décembre 2010, selon le communiqué de l'Ase.

Le chômage frappe particulièrement les jeunes de 15 à 24 ans, plus de la moitié (51%) n'ont pas d'emploi. Les femmes sont les plus touchées à 25,3% contre 18,7% en décembre 2010. (AFP 08.03)

3- Allemagne

Les 90.000 salariés de VW toucheront seulement 7500 euros au titre de la participation aux bénéfices (4000 en 2010) contre 8251 euros en moyenne pour les 42.500 salariés de la marque aux anneaux (6153 € en 2010). Ces dernières semaines, des déclarations faites par des représentants du syndicat IG Metall laissaient pourtant à penser que pour la première fois, le niveau des 10 000 euros de prime seraient atteint chez VW : "Il ne faut pas oublier que les 15,8 milliards d'euros de bénéfices annoncés par Volkswagen sont les résultats du groupe et non de la marque, résultats à partir desquels sont calculés les primes", précise un porte-parole de Volkswagen. Les résultats détaillés de Volkswagen seront présentés à l'Assemblée générale du 12 mars 2012.

Vu de France, cette "compétition" à la plus grosse prime peut faire rêver. C'est Daimler qui, début février 2012, a ouvert le bal en annonçant qu'il verserait 4100 euros à ces 125 000 salariés maison. Le record de 3750 euros établi en 2007 est clairement battu. Pour sa part, Porsche (groupe VW) versera 7600 euros à ses 8500 salariés. Quant au 70.000 salariés de BMW devront encore patienter une semaine: "Ces primes sont négociées chaque année entre la direction et le CE central. Il n'y a pas de règles fixes même si nous avons des éléments d'orientations assez stables", explique le porte-parole de Porsche pour les questions de personnel Lucas Küntze. Seul Audi a établi une règle précise : au-delà de la limite de 1,2 milliard d'euros, 10 % des bénéfices sont automatiquement reversés aux salariés.

Cette manne qui récompense l'engagement du personnel ne bénéficie cependant pas à tous les salariés de l'automobile, un secteur où les effectifs maison, c'est-à-dire les salariés allemands engagés en CDI, tendent à stagner. En 2011, le nombre de salariés du secteur a ainsi progressé de 701.000 à 730.000. Soit une augmentation d'environ 4,1 %, qui s'explique en grande

partie par le recours aux intérimaires qui sont aujourd'hui 50 000 à travailler dans le secteur. A l'usine BMW de Leipzig, par exemple, seuls 2800 salariés profiteront de la prime. Les 1100 intérimaires qui travaillent à leur côté ne sont pas concernés : " *Chez les grands constructeurs, la période est plutôt faste et plusieurs d'entre eux ont tout de même embauché en CDI ou prévoit de le faire*", explique Jörg Köther, porte-parole de l'IG Metall, comme Volkswagen qui a établi un record en 2011 en intégrant près de 2700 intérimaires. Cette même année, le premier constructeur européen a créé en tout 59 000 emplois... principalement à l'étranger. Les effectifs allemands du constructeur, eux, stagnent aux alentours de 95 000 (salariés et management). Ils étaient environ 115.000 il y a 15 ans.

Les primes " *miraculeuses* " ne concernent pas non plus les salariés des nombreux sous-traitants, " *mis à part Bosch et ZF, les deux plus gros, qui ont négocié des accords sur la participation aux bénéfices* ", précise M. Köther. Sur 730 000 personnes employés dans l'industrie automobile début 2012, près de 410 000 ne toucheront donc rien ou pas grand-chose. Ce sont les salariés des sous-traitants, les intérimaires mais aussi le personnel maison de constructeurs en difficulté comme Opel ou Ford Deutschland. (lexansion.com 08.03)

Un véritable syndicat ouvrier proposerait aux ouvriers de ces usines qui vont toucher cette "prime" de la partager avec tous ceux qui n'y ont pas le droit. Etrange que les adeptes du " *partage des richesses* " n'y pensent pas, ils préfèrent que le patronat entretienne une aristocratie ouvrière, le fond de commerce des syndicats sur lequel repose le pouvoir des bureaucrates pourris, et puis, tout ce qui peut permettre de diviser les ouvriers ou de les monter les uns contre les autres est bon à prendre...

Economie

1- France

1.1- Alors qu'environ la moitié des entreprises du CAC 40 ne paye pas d'impôt sur les sociétés, selon Nathalie Kosciusko-Morizet, c'est un chiffre qui risque de faire polémique. En 2011, les entreprises qui composent l'indice CAC 40 - qui ont toutes publié leurs résultats à l'exception de celles qui ont un exercice décalé - ont dégagé 74 milliards d'euros de bénéfices nets. Leur chiffre d'affaires atteint 1324 milliards d'euros.

Malgré la crise, et en dépit du recul de leurs profits, les entreprises du CAC 40 vont verser des dividendes record cette année à leurs actionnaires au titre de 2011. Ils devraient atteindre 37,4 milliards d'euros, contre 40,2 milliards l'an passé, soit un recul de seulement 7%, d'après Les Echos. Sur l'ensemble des 40 entreprises qui composent l'indice vedette, elles sont 20 à faire progresser leurs dividendes. D'après le quotidien économique, il s'agit avant tout de ne pas envoyer " *de signal négatif au marché*", alors que le CAC 40 s'est effondré de près 20% en un an. En tête des plus gros dividendes attendus, Total, France Télécom et Sanofi.

Le trio de tête du CAC 40 ne varie pas d'une année sur l'autre. Total, qui a publié son meilleur exercice depuis 2008 (12,3 milliards d'euros de bénéfices), est en tête, suivi de BNP Paribas (6 milliards, en recul de 23%) et Sanofi (5,7 milliards, +4%). Axa (4,2 milliards, +57%) se glisse au quatrième rang, à la place de France Télécom, qui a vu ses profits baisser de 20% à 3,9 milliards. GDF Suez est cinquième (4 milliards d'euros en recul de 13%). Environ la moitié des groupes de l'indice ont vu leurs bénéfices progresser et 23 ont engrangé plus de 1 milliard de bénéfices. Parmi les plus fortes hausses: EDF (+195% à 3 milliards), Safran (+130% à 478 millions) et EADS (+87% à 1 milliard).

Le luxe semble totalement insensible au ralentissement du commerce mondial. LVMH (3 milliards d'euros de profits) et PPR (986 millions) sont toujours en croissance. Les pétroliers (Total) et parapétroliers (Technip) ont profité de la hausse des cours de l'or noir. Les groupes de communication comme Publicis et Vivendi réalisent également de bonnes performances.

Comment expliquer ces perspectives positives alors que la zone euro devrait plonger en récession, et que la croissance française devrait fortement ralentir, à 0,5% contre 1,7% en 2011? " *Les grandes entreprises du CAC 40 ne font plus l'essentiel de leur chiffre d'affaires en Europe mais dans les pays émergents*", explique l'analyste d'Aurel. Les BRICS représentent désormais souvent au moins un tiers de l'activité des géants tricolores. Ce qui explique pourquoi ils ne paient pas beaucoup d'impôts sur les bénéfices en France. (lexansion.com 08.03)

1.2- Le déficit commercial de la France s'est dégradé en janvier, à 5,32 milliards d'euros, après 5,1 milliards en décembre, selon les données CVS/CJO publiées jeudi par les Douanes.

Les exportations FAB en données CVS/CJO sont ressorties à 36,83 milliards d'euros en janvier. Les importations se sont inscrites à 42,16 milliards d'euros.

Le déficit au titre de 2011 est révisé à 70,1 milliards d'euros, niveau record. (Reuters 08.03)

2- Allemagne

2.1- Le constructeur allemand BMW a fait état jeudi d'une marge d'exploitation record en 2011 dans son segment automobile, même si celle-ci reste inférieure à celle de son concurrent Audi, filiale de Volkswagen.

Le segment automobile de BMW a dégagé une marge d'Ebit de 11,8% contre 8,0% un an plus tôt et 12,1% pour la marque haut de gamme de Volkswagen. (Reuters 08.03)

2.2- La Commerzbank est la deuxième banque allemande. Son cours de bourse est historiquement faible. La banque a réalisé au troisième trimestre 2011 une perte de 700 millions d'euros. Elle renferme dans ses comptes 13 milliards d'euros d'obligations de pays européens endettés. Si elle ne parvenait pas à réunir les fonds exigés par l'EBA, elle pourrait de nouveau devoir solliciter l'aide de l'Etat, déjà intervenu en 2008 pour la sauver de la faillite. Une perspective sinistre pour le directeur de la banque, Martin Blessing, qui fait tout pour libérer son établissement de la tutelle étatique et martèle depuis le début de la crise, optimiste : « *Nous y arriverons, même sans l'aide de l'Etat !* »

C'est dans ce contexte que la Commerzbank prévient ses clients qu'ils peuvent se prémunir de la faillite éventuelle de la banque en spéculant sur cette éventualité !

« Cachés au milieu d'un immense portefeuille de produits financiers, et révélés vendredi 25 novembre 2011 par le quotidien économique Handelsblatt, deux "options", baptisés des doux noms de CK5NBM et CK5NBS, viennent tout juste d'être créées par la banque pour permettre à ses clients privés de s'assurer contre toute nouvelle chute de son cours, actuellement très bas... mais aussi de parier sur son naufrage, en espérant empocher un bénéfice au passage. Le Handelsblatt note que ces instruments, comme tous les produits dérivés des grandes banques, ont été créés par des ordinateurs équipés des logiciels les plus performants, qui réagissent automatiquement aux moindres frémissements des cours. Pour ne pas distordre la concurrence, la Commerzbank traite ces titres comme n'importe quel produit dérivé adossé à une valeur de société cotée à Francfort ». (liesi 08.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 mars

CAUSERIE

La gaffe remis en place illico presto.

Affirmer que la zone euro a résolu la crise de la dette souveraine grecque parce que l'offre d'échange de titres soumise aux créanciers privés d'Athènes a été un succès serait une erreur, a déclaré vendredi le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble.

Quelques minutes auparavant, le président français, Nicolas Sarkozy, avait jugé que le problème de la crise grecque était "régulé" ajoutant que "la page de la crise financière est en train de se tourner". "Avec Angela Merkel, nous avons travaillé jour et nuit pour trouver cette solution", a-t-il précisé. (Reuters 09.03)

En famille. Une histoire d'amour. Nous n'en avons jamais douté !

Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste, répondait aux journalistes de newsring.fr et 20minutes.fr. : « *A gauche, on aime les riches* ». (20minutes.fr 09.03)

Nous, nous les détestons, preuve qu'on ne vit pas dans le même monde que monsieur Hamon. Sans rire, B. Hamon représente l'aile "gauche" du PS, son aile droite doit les adorer. Cela ne vous tente pas un petit front unique avec les banquiers, collectionneurs d'art et autres fripouilles du PS ? A bas le PS, pas une voix !

Le PS et ses satellites, les dirigeants des syndicats et dans une très large mesure les syndicats tout court ne seraient pas inféodés au capitalisme et aux institutions, puisqu'il faudrait s'adresser à eux et en attendre quelque chose. Qu'est-ce que cela signifie, sinon la preuve que l'on est totalement incapable de développer une politique indépendante de ces lieutenants et officiles du capital, de s'adresser aux travailleurs exclusivement sur la base de notre analyse de la situation et à partir de leurs besoins qui se situent aux antipodes de ceux qui soutiennent le régime.

Cette conception de la lutte de classe contribue à subordonner les travailleurs à ces partis et à ces dirigeants syndicaux et à alimenter les illusions que les travailleurs pourraient avoir en eux, au lieu de les aider à se positionner strictement sur leur propre terrain de classe.

Il existe un lien entre cette conception de la lutte de classe et l'état de décomposition avancée du mouvement ouvrier. S'en remettre à ces imposteurs organiquement liés au capitalisme, revient finalement à interdire aux masses exploitées d'imaginer qu'il existerait une issue politique à la crise du capitalisme, puisqu'il ne viendrait pas à l'esprit d'un travailleur de penser que le PS pourrait y être associé, encore moins qu'il pourrait en prendre l'initiative, les travailleurs ont parfaitement conscience que le PS ne rompra jamais avec le régime en place. Dès lors tout espoir disparaît, l'horizon demeure désespérément bouché. A quoi bon se mobiliser, s'organiser sans perspective politique.

En rendant incontournable le PS et ses satellites, on contribue à démoraliser un peu plus les travailleurs, on les conduit au désespoir. Mais qui est à l'origine de cette situation sinon le régime lui-même, qui à travers les médias s'emploie à présenter le PS comme une force d'opposition face au parti de l'ordre, PS qui par la suite fait acte de soumission envers le régime en invitant son auditoire à l'imiter, ainsi la boucle est bouclée.

Cette conception frauduleuse de la lutte de classe est donc le produit de la soumission ou plutôt de la capitulation devant l'ordre établi une fois intégré les idées de la classe dominante qu'incarnent notamment le PS et les dirigeants syndicaux.

C'est comme si on disait aux travailleurs : vous êtes en présence d'un parti qui a la même politique que l'UMP ou vous être en présence d'un parti dont la politique confère à l'impuissance, qui ne peut que vous conduire dans une impasse ou pire encore, malgré tout, il vous faut absolument placer votre confiance dans ce parti car il n'existe pas d'autres alternatives, auquel on peut ajouter le non-dit suivant ou rarement exprimer aussi nettement : avec un peu de chance vous pourrez infléchir sa politique, vous pourrez en obtenir quelque chose, etc.

C'est bien cela, n'est-ce pas ? Qu'est-ce que cela signifie ? Que vous n'avez rien d'autre à attendre que l'objectif de la politique que l'on vous propose et qui a été défini ou se borne à une hypothétique amélioration de votre sort pendant que l'essentiel de vos revendications sociales ou politiques ne seront jamais satisfaites ou un jour indéterminé, en régime capitaliste notez bien. C'est cohérent, c'est la politique réformiste subordonnée au capital opposée à la révolution et au socialisme.

A en croire certains militants la question de la Constitution et des institutions ne serait pas à l'ordre du jour, bien, pourquoi pas, mais la question de la rupture des dirigeants syndicaux avec les représentants de l'Etat et du patronat non plus, la question du financement des syndicats pas davantage, la nécessité de s'adresser aux couches du prolétariat les plus durement frappées par la crise non plus, la nécessité de subordonner notre combat à la construction du parti pas davantage, la nécessité de subordonner la tactique à la stratégie non plus, la nécessité d'élever le niveau de conscience politiques des masses par tous les moyens pas davantage, rompre avec les institutions non plus, revoir nos rapports avec le PS et ses satellites, à quoi bon, etc. etc. etc.

Bref on est en présence d'un corps tellement sclérosé, décomposé, lui aussi entré en putréfaction, qui pour survivre se rétracte sur lui-même, qui se fond tellement dans la société telle qu'elle est au point de se confondre avec elle (et ses contradictions, d'où la crise de tous les partis) qu'il est de moins en moins capable de combattre pour la changer, pour ne pas dire qu'il a abandonné cet objectif, auquel il ne croit plus, il se contente de gérer le quotidien, l'alimentaire, d'accompagner le capitalisme dans sa chute, dans l'attente du coup de grâce qui lui sera fatal, car c'est bien la fatalité qui l'a gagné également et qui le définit le mieux finalement. Je n'ai même pas évoqué le socialisme, à quoi bon, qui y pense encore franchement, honnêtement ?

Plus d'un demi-siècle de lutte de classe pour en arriver là, il est légitime qu'on se pose des questions, qu'on réclame des comptes à nos dirigeants, c'est la moindre des choses, non ?

Pourquoi se refusent-ils obstinément à aborder ces questions, d'après vous ? Serait-ce si compliqué, impossible, de renouer avec le syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle, avec les enseignements du marxisme et de la révolution russe de 1917 ? A quoi a-t-il servi que l'ensemble de la population soit scolarisée, à quoi le développement des moyens d'information et de communication a-t-il servi, à quoi les acquis politiques de la classe ouvrière ont-ils servi, à quoi le temps libre dont les travailleurs disposent par rapport à jadis a-t-il servi, etc. ? A rien apparemment, certainement pas à les aider à mieux comprendre le fonctionnement de la société pour la changer, sinon cela se saurait.

Comment transformer une dette privée en dette publique.

- "A l'heure du bilan, la potion est amère. Mais absorbable."

Tiens donc ! Peut-être parce que plus de 800 banques en Europe ont reçu 1 000 milliards d'euros à 1% d'intérêt de la BCE...

Mais encore.

- "Concrètement, comment se passera cet effacement? Par le biais d'un échange d'obligations. Chaque créancier apportant 1000 euros de dette grecque à l'échange recevra, en contrepartie 20 nouvelles obligations grecques d'une valeur faciale total de 315 euros, de maturité comprise entre 11 et 30 ans, et portant un coupon moyen de 3,8% plus d'autres titres du Fonds européen de Stabilité financière."

Ces créanciers auront-ils vraiment perdu de l'argent à l'arrivée, nous ne disposons pas d'éléments suffisamment précis pour l'affirmer ou l'infirmer, cependant, sachant qu'ils détiennent le cordon de la bourse, on serait porté à penser qu'ils ne seront pas perdants au change, quelques indices nous permettent même de l'affirmer.

- *"La facture a déjà été payée en 2011, les banques ayant déprécié la dette grecque de plus de 70 %, comme les y avait enjoins l'Autorité de contrôle prudentiel. "Les banques ont eu le temps de se préparer, l'échange a été anticipé, note Bruno Cavalier, chef économiste chez Odco."*

Elles l'ont dépréciée dans leur bilan ce qui leur a permis de déclarer moins de bénéfices et donc de payer moins d'impôts, c'est déjà cela de gagner !

- *"Le secteur bancaire français s'est délesté de ses titres."*

Donc il n'a pas tout perdu loin de là !

- *"Des dizaines de milliards d'euros partis en fumée. Depuis début janvier, elles n'ont guère retrouvé que 10 % à 20 % de ces milliards dissipés."*

Tiens donc, en à peine deux mois, les banques ont déjà retrouvées "10 % à 20 % de ces milliards" partis en fumée, d'ici la fin de l'année ce ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Quant aux éventuels perdants, il leur reste encore une cartouche pour se refaire.

- *"Elle a aussi incité l'ISDA, l'organisation professionnelle chargée des contrats d'assurance contre le risque de crédit (CDS, credit default swaps), à déterminer à l'unanimité qu'il s'agissait d'un "événement de crédit" et que les investisseurs assurés pourraient donc être remboursés."*

Donc tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes ou presque car il y aura bien des cocus dans cette affaire.

A propos des CDS un internaute précise : *" Les CDS, en fait c'est : je spéculé; si je gagne, je prends l'argent, si je perd, je ne paie rien. Autre formule: je me mets assureur, je fais payer une prime d'assurance aux personnes naïves qui veulent bien prendre une police d'assurance chez moi qui suis sans le premier sou. Pas de chance, un sinistre se déclare, je dis tranquillement que je n'ai pas d'argent pour payer. Pratique non? Facile d'être trader dans ces conditions, c'est pile je gagne, face tu perds. "*

Alors qui va casquer pour les banquiers ? Devinez ?

- *"Autre point positif, il modifie la structure de la dette grecque désormais détenue en majorité par des institutions publiques (FESF, BCE, FMI, Etats européens). Et il lève un risque de défaut de paiement à très court terme."*

Réponse : c'est nous !

Et demain en cas de nouveau plongeon ?

- *"ce ne sont pas les créanciers privés, qui seraient affectés, mais les créanciers publics – Fonds monétaire international, Union européenne –, désormais ses principaux bailleurs de fonds."*

Réponse : c'est nous !

Cette crise est-elle pour autant terminée ?

- *"L'Europe s'est achetée du temps, résume un expert. Mais l'accord ne résout pas tous les problèmes. Loin de là." (source : lexpansion.com et lemonde.fr 09.03)*

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Nicolas Sarkozy: ça passe ou il se casse - Liberation.fr

- Sarkozy, dirigeant européen le plus impopulaire, selon BVA - Reuters

- Le blues des militants UMP - Liberation.fr

- Paillé : « Pas de chèque en blanc à Nicolas Sarkozy » - Public Sénat -

- Benoît Hamon: «A gauche, on aime les riches» ... - 20minutes.fr

... eux aussi :

- Les communistes ne ferment pas la porte à des ministères - L'Express.fr

- 2012: le PS et le MRC de Chevènement signent un "contrat de législature" - AFP

... cependant la politique des riches ne fait pas recette :

- Hollande ne convainc pas les Français sur les questions économiques - L'Express.fr

Les titres les plus tarés :

- Un salarié peut-il désobéir à son patron? - L'Express.fr

- Meetings : handicapés s'abstenir -LeMonde.fr

- L'assurance-vie compatible avec l'islam arrive - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Pas vraiment le bienvenu

A une demi-heure du meeting de Nicolas Sarkozy à la salle des fêtes de Saint-Just-Saint-Rambert (Loire), après son passage à Yssingeaux chez les ex-Lejaby dans l'après-midi, près de 200 CRS, casqués et armés de flash-balls, ont chargé une centaine de manifestants venus accueillir avec des sifflets le candidat de la majorité. Des sympathisants d'extrême gauche, des militants CGT, des professeurs, quelques adolescents reprenant en chœur l'Internationale. «C'est une honte», crie un homme qui vient de recevoir plusieurs coups de matraque. «Sarko dégage !» reprennent les manifestants. Des images et des sons auxquels voulait pourtant échapper à tout prix l'équipe du président candidat.

Pour éviter que se reproduisent les incidents du Pays basque, la destination et l'objet du déplacement d'hier ont d'ailleurs longtemps été tenus secrets. Avant d'arriver à Yssingeaux (Haute-Loire), les ronds-points sont tenus par les CRS. L'accès à l'usine Lejaby a été coupé et le service d'ordre renforcé. (liberation.fr 09.03)

1.2- A la niche!

Le président du Parti radical, Jean-Louis Borloo, a apporté vendredi son soutien à Nicolas Sarkozy, qui peut selon lui "évidemment gagner" l'élection présidentielle.

"L'ensemble du Parti radical ne veut pas changer de coalition. La coalition c'est un partenariat avec l'UMP. On est sorti de l'UMP, mais pour autant en partenariat avec l'UMP, je crois que c'est assez clair", a-t-il dit. (Reuters 09.03)

2- Bahreïn

Bahreïn a été le théâtre, vendredi, d'une grande manifestation pour la démocratie, la plus importante selon des témoins depuis le début du mouvement en faveur de réformes politiques il y a un an.

"*Nous sommes ici pour défendre nos justes revendications sur lesquelles nous ne pouvons pas transiger et pour lesquelles nous sommes prêts à nous sacrifier*", a lancé le cheikh avant la marche lors de son prêche hebdomadaire dans la localité chiite de Diraz.

"*Il s'agit de la plus grande manifestation de l'année qui vient de s'écouler. Je dirais qu'il pourrait y avoir plus de 100.000 personnes*", a estimé un photographe de Reuters.

Selon des militants, des policiers en tenue antiémeute ont bloqué la route menant à la capitale et fait usage de grenades lacrymogènes. Le ministère de l'Intérieur a affirmé que des manifestants avaient lancé des pierres sur les forces de l'ordre.

Les heurts ont duré plus d'une heure. Des opposants ont également fait état d'affrontements dans le quartier de Makharka et dans le village d'Eker, au sud-est de Manama.

Mais le gros du défilé s'est dispersé dans le calme et les dizaines de milliers de manifestants sont rentrés chez eux.

Le gouvernement bahreïni, invité par ses alliés occidentaux à "*lâcher du lest*" en autorisant des manifestations pacifiques, a donné son accord à plus de protestations de l'opposition ces derniers mois.

Vendredi, le palais s'est ainsi réjoui de l'existence d'une petite manifestation réunissant quelques centaines de partisans du gouvernement, signe, selon lui, de maturité politique et "*modèle de comportement démocratique*".

La famille régnante bahreïnie a écrasé les premières manifestations prodémocratiques de février 2011 en faisant appel à des contingents saoudien et émirati.

Bahreïn abrite le port d'attache de la Ve flotte américaine du Golfe. (Reuters 09.03)

3- Libye

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi après la grande prière dans les deux plus grandes villes de Libye, Tripoli et Benghazi, pour dénoncer les projets d'autonomie de la Cyrénaïque, province de l'est du pays où se trouve l'essentiel des réserves de pétrole.

Pour les manifestants, cette autonomie serait le prélude à une partition du pays.

A Benghazi, capitale de la Cyrénaïque d'où est parti l'an dernier le soulèvement contre Mouammar Kadhafi, des élus ont annoncé mardi dernier la création d'un "*conseil provincial*" chargé d'administrer les affaires de la région, délaissée selon eux pendant les plus de quarante ans de règne du "*guide*" défunt.

"*Nous voulons un seul pays, c'est pour cela que nous nous sommes battus (...) Nous nous mobilisons tous pour dire 'non' au fédéralisme*", a déclaré Taha, 18 ans, dans la foule des 5.000 manifestants rassemblés place des Martyrs à Tripoli.

A Benghazi, sur la place Tahrir, entre 3.000 et 4.000 personnes ont également dénoncé les projets d'autonomie, qui visent à revenir à la Constitution des années 1950, quand le pays était divisé en trois provinces quasi autonomes - la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan.

Peu auparavant, lors de la grande prière, un orateur avait appelé la population à s'opposer aux idées fédéralistes. "*Nous devons faire en sorte que la Libye reste un seul pays, une seule famille*", avait lancé le religieux. "*Sinon ce sera la partition, le retour en arrière.*"

"*Nous sommes contre l'idée d'un système fédéral et nous sommes prêts à donner nos vies pour défendre l'unité de la Libye*", a assuré à Reuters Hakim Abdourahman Hamad, maire de la ville de Tobrouk, à l'est de Benghazi. "*Oui à la liberté, non à la partition. Le choix du type de gouvernement doit être laissé au Parlement, par des voies démocratiques.*"

Dès mardi soir, le président du Conseil national de transition (CNT) au pouvoir en Libye, Moustapha Abdeljalil, a estimé que la déclaration d'autonomie des élus de Cyrénaïque risquait d'être fatale à l'unité du pays. (Reuters 09.03)

Social

1- France

Le report de l'âge légal de départ à la retraite votée en 2010, qui repousse de 60 à 62 ans l'âge légal de départ à la retraite, a permis une économie de 258 millions d'euros pour le régime général en 2011.

Cela a permis un ralentissement des dépenses en volume des pensions de retraite de droit propre versées en 2011 (+3,1% après +4,7% en 2010). Pour les droits dérivés (majoration et pensions de réversion), la dépense de 2011 s'établit à 9,1 milliards d'euros (+3,7% par rapport à 2010). Au total, les dépenses en prestations du régime général (droits propres, droits dérivés et minimum vieillesse) se sont élevées à 97,8 milliards d'euros l'an passé, en hausse de 4,7% sur un an.

Cette évolution est due au nombre plus important d'effectifs à la retraite - 761 941 personnes sont parties à la retraite en 2011, portant le nombre de retraités en France à 13,1 millions (lexpansion.com 09.03)

2- Italie

Des milliers de membres du syndicat de métallos Fiom-CGIL manifestaient vendredi à Rome dans le cadre d'une journée de grève pour défendre les règles en matière de licenciement que le gouvernement pourrait modifier et pour protester contre le groupe automobile Fiat.

Cette manifestation nationale, qui se tient dans le cadre d'une journée de grève, a pour but de "*reconquérir le contrat de travail à partir de Fiat*" et de défendre "*l'emploi, les droits et l'article 18*" du Statut des travailleurs qui régleme les licenciements.

Le gouvernement de Mario Monti, qui veut rendre le marché du travail plus flexible dans le cadre d'une réforme actuellement en discussion avec les partenaires sociaux, n'exclut pas de modifier cet article afin de faciliter les licenciements pour encourager les entreprises à embaucher.

"*Ce n'est pas en facilitant les licenciements que l'on résout le problème*", a rétorqué le secrétaire général de la Fiom, Maurizio Landini, au début de la manifestation.

M. Landini s'en est pris par ailleurs à Fiat, autre motif de cette journée de grève, en dénonçant "*l'attitude autoritaire*" de son directeur général, Sergio Marchionne.

En conflit ouvert avec Fiat, la Fiom a refusé de signer le nouveau contrat de travail du groupe, inspiré des accords durcissant les conditions de travail en échange d'investissements approuvés par référendum dans certains usines du groupe en 2010 et 2011.

La Fiom a par ailleurs invité dans son cortège des représentants des No-Tav (non au train à grande vitesse), les opposants au TGV Lyon-Turin dont les manifestations ont dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre la semaine dernière.

En raison de cette invitation, le Parti Démocrate, principale force d'opposition de gauche qui est favorable à cette ligne ferroviaire, a refusé de participer à la manifestation. (AFP 09.03)

3- Espagne

Les deux principaux syndicats espagnols, UGT et CCOO, ont annoncé vendredi une grève générale le 29 mars pour protester "*contre la réforme du travail et en défense des services publics*", qui se tiendra à la veille de la présentation du budget 2012 marqué par l'austérité.

Les syndicats dénoncent "*la décision unilatérale*" du gouvernement conservateur "*de mettre en oeuvre une réforme du travail et un nouvel et dur effort budgétaire*", indique CCOO dans un communiqué.

En approuvant la grève, vendredi, le syndicat a en outre annoncé sa "*volonté de maintenir la pression sociale et des travailleurs après cette date pour modifier profondément la réforme si le gouvernement ne la rectifie pas et ne consent pas à négocier*".

Les grèves générales sont rares en Espagne, où seules cinq ont été convoquées depuis le retour des libertés syndicales en 1977.

Contre la nouvelle réforme du travail, des centaines de milliers de manifestants, agitant des drapeaux rouges, avaient déjà défilé le 19 février dans les villes d'Espagne. Une nouvelle journée de mobilisation est prévue ce dimanche, avec des manifestations annoncées dans tout le pays. (Lexpansion.com 09.03)

Economie

Grèce

Alors que la Grèce commence tout juste à respirer au lendemain du succès de la restructuration de sa dette, une enquête publiée mardi par Bloomberg lève le voile sur un épisode crucial du naufrage grec.

Ces révélations ont été rendues possibles par les premiers témoignages publics de deux personnages-clés de la transaction qui a permis à la Grèce de dissimuler à ses partenaires européens l'ampleur de son endettement: Christoforos Sardelis, responsable du bureau de gestion de la dette à Athènes entre 1999 et 2004, et Spyros Papanicolaou, son successeur de 2005-2010.

Au cœur de l'engrenage: un accord de «swap» conclu avec la banque d'affaires Goldman Sachs en juin 2001. En pratique, l'opération consistait à échanger la dette contractée par la Grèce en dollars et en yens, contre un prêt en euros auprès de Goldman Sachs. Un échange réalisé en utilisant un taux de change «fictif, historique», explique les auteurs de l'enquête.

Cela avait pour effet mécanique de «faire disparaître environ 2% de la dette grecque de ses comptes nationaux», expliquent-ils. Et pour rembourser les 2,8 milliards d'euros empruntés à la banque, la Grèce a conclu un autre contrat de swap. Un montage de produits dérivés d'une complexité extrême dont les responsables grecs n'étaient pas capables de mesurer les dangers, de leur aveu même. En quatre ans, la dette ainsi contractée par la Grèce auprès de Goldman Sachs allait bondir de 2,8 milliards à 5,1 milliards d'euros.

Mais pour la banque, l'affaire a été plus que juteuse: selon Spyros Papanicolaou, «le jour de la conclusion de l'accord en 2001, le gouvernement devait à la banque environ 600 millions de d'euros de plus que les 28 milliards qu'il avait empruntés».

Contactés par les deux journalistes, Goldman Sachs a refusé de confirmer ce montant. «Les swaps étaient l'une des techniques utilisées par bon nombre de gouvernements européens pour respecter les critères du traité de Maastricht», a répondu Fiona Laffan, porte-parole à Londres. (20minutes.fr 09.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 mars

CAUSERIE

C'est dimanche, détendons-nous un instant.

Bianchon à Rastignac (H. de Balzac - Scènes de la vie privée.): "*La femme à la mode n'est pas une femme : elle n'est ni mère, ni épouse, ni amante ; elle est un sexe dans le cerveau, médicalement parlant*", nécessaire à l'équilibre mental de l'homme esclave de sa nature hormonale à l'état brut.

Qu'est-ce un homme à la mode pour une femme, sinon la proie de son fantasme à domestiquer un animal sauvage dominé par un sentiment de supériorité, qu'elle s'emploiera à rabaisser avant de le jeter sur un coup de tête une fois rendu à l'état de carpelette.

Il n'y a pas qu'en politique que se rabaisser sans cesse conduit à un avilissement total. L'homme comme la femme est faible, imparfait, ignorant et passe son temps à se faire passer pour ce qu'il n'est pas à ses propres yeux et aux yeux des autres pour mieux le faire oublier. On pourrait en dire autant de la réalité qu'on est conduit à fuir à défaut d'avoir le courage ou les moyens de la regarder en face. Il en ressort dans les deux cas qu'on n'y comprend plus rien et que la distance s'accroît entre eux au point de devenir étrangers l'un à l'autre, la rupture est proche ou consommée.

A propos du site

En février, le site a reçu 2 880 visites, soit 99,31 visites par jour, et vous avez téléchargé 3 555 documents. J'ai rectifié quelques liens erronés.

Quand le NPA réclame d'être associé à la rédaction d'un nouveau traité européen. Non merci, ce sera sans nous !

Le NPA rend compte dans son portail national d'une campagne engagée contre le TSCG mais pas contre le MES.

Il titre un article (du 2 mars) : *Europe : pas sans nous ! Appel des 200 pour un référendum sur le nouveau Traité européen*, puis en dessous figure ce qui est peut-être une affiche où l'on peut lire ceci : *Traité européen, pas sans nous, nous voulons un référendum*. Traité européen, avec vous ? On vous le laisse volontiers !

Question : Devrait-on imaginer un instant que les tenants de l'Union européenne pourraient concocter autre chose qu'un traité au contenu réactionnaire, qui ne serait pas tourné contre les intérêts des travailleurs ? Soudainement, la machine de guerre conçue spécialement pour s'attaquer à tous nos droits pourrait se transformer en son contraire par la grâce des urnes.

A travers cet appel le NPA réclame d'être associé à la rédaction des traités européens sans exiger l'abrogation de tous les traités signés depuis 1950, autrement dit il légitime l'UE, et comme l'existence de l'UE est du ressort des institutions dont les parlements nationaux réactionnaires, il leur apporte également son soutien mais pas n'importe comment.

"Les gouvernants qui entendent limiter aux parlements la ratification du traité manifestent leur mépris des exigences démocratiques. Ils se font les complices de la remise en cause du principe démocratique fondamental: la souveraineté du peuple."

Il ne remet pas en cause la ratification du traité par le Parlement, il lui reconnaît la légitimité à se prononcer sur cette question, alors qu'il est dominé par des partis favorables à ce traité, ce qui revient à soutenir ce traité, traité dont le NPA n'exige pas l'abrogation, cela ne figure nulle part dans cet appel, il veut étendre la ratification de ce traité au-delà du Parlement à la population en âge de voter, pour maquiller sa capitulation, non content que le Parlement soit seul associé à ce traité avec le chef de l'Etat, il lui manque une caution plus populaire, un référendum qui serait organisé de telle sorte qu'il légitimerait l'UE.

"Plusieurs traités européens ont déjà dépossédé les citoyens de la possibilité de choisir les orientations de l'Union européenne."

Parce qu'il s'agirait de peser sur "les orientations de l'Union européenne" au lieu de ne lui reconnaître aucune légitimité et de la combattre à mort. De la même manière, si le Parlement est incapable d'exprimer "la souveraineté du peuple", il faudrait peut-être orienter le combat politique contre les institutions de la Ve République qui n'ont rien de démocratique puisqu'elles servent d'antichambre à la dictature du capital, vous n'y pensez pas !

Vous aurez compris que les signataires de cet appel militent contre un mauvais traité en faveur d'un bon traité européen dans le cadre de l'Union européenne, incapables qu'ils sont de couper le fil à la patte qui les relie au capital, à l'UE, à la Ve République.

Rappelons que le référendum n'a jamais fait partie des moyens dont disposait le mouvement ouvrier pour mener son combat contre son ennemi de classe. Le référendum a pour fonction de plébisciter celui qui l'organise, l'institution qu'il représente ou la politique dont il est le porte-parole pour le compte de la classe qui détient le pouvoir, et s'il arrive qu'il se retourne contre son initiateur, il dispose toujours du choix de tenir compte ou non du résultat de cette consultation, ce qu'a confirmé Sarkozy en piétinant le résultat du référendum de 2005 sur le TCE.

De plus, un référendum étant organisé par le parti de l'ordre qui dispose des médias aux ordres pour relayer sa propagande, quel qu'en soit le résultat, la différence de pourcentage dans un sens ou dans un autre étant insignifiante ou se comptant (généralement) sur les doigts d'une seule main, l'interprétation du résultat d'un référendum prêterait toujours à des discussions et des controverses sans fin, à des réserves sur sa signification ou sa portée, de telle sorte que la classe ouvrière ne pourra jamais s'en saisir pour se mobiliser, pour le prouver on peut citer tous les référendums qui ont eu lieu sous la Ve République.

Le référendum est la négation de l'appel à la mobilisation dans l'unité des exploités avec leurs partis et organisations, c'est l'antithèse de la lutte de classe indépendante des masses laborieuses, à laquelle on substitue un outil propre au parlementarisme bourgeois.

Pourquoi tous les partis (et personnalités) qui ont signé cet appel n'appellent-ils pas dans l'unité à une manifestation nationale à Paris pour exiger le retrait sans condition de ces deux traités et le rejet de la politique d'austérité mise en oeuvre par le gouvernement avec la complicité du PS ?

Actualité en titres

Ingratitude.

- Sarkozy accusé de xénophobie par le magazine américain Time - Slate.fr

- T'as vu que Sarkozy va mourir? - Liberation.fr

J'ai comme l'impression qu'il va se retrouver bien seul au lendemain de sa défaite en mai prochain...

INFOS EN BREF

Politique

France

Le Parti radical a décidé samedi à l'issue d'un congrès houleux à huis clos de soutenir Nicolas Sarkozy, un soutien "de principe" et "vigilant" arraché par Jean-Louis Borloo qui, coup dur pour le président-candidat, n'ira toutefois pas au meeting de Villepinte dimanche.

La résolution a été approuvée à 76%. Les résultats précis du vote n'ont pas été communiqués à la presse. Une certaine partie des délégués ont refusé de participer au scrutin.

"Vous admettez qu'il a bien rattrapé le coup, le chef. Ce matin, c'était pas gagné, c'était vraiment houleux. Il y avait bien un tiers de TSS +Tout sauf Sarkozy+ au fond de la salle dans la matinée", a confié à la presse un cadre du parti. (AFP 10.03)

Economie

Chine

La Chine a enregistré en février son plus important déficit commercial en plus d'une décennie, de 31,48 milliards de dollars, à cause d'un bond des importations, notamment de pétrole, selon les chiffres rapportés samedi par les douanes chinoises.

Les importations ont bondi de 39,6% sur un an à 145,96 milliards de dollars, tandis que les exportations ont augmenté de 18,4% à 114,47 milliards de USD, ont détaillé les douanes sur leur site internet.

Le niveau élevé des importations est notamment dû aux importations de pétrole, qui ont atteint le mois dernier le volume record de 23,64 millions de tonnes, pour un montant de 19,47 milliards de dollars.

Les importations de cuivre ont presque doublé sur un an en février et celles de minerai de fer ont progressé de 34%.

Les chiffres du commerce extérieur chinois sont surveillés de près par les Etats-Unis, qui ont enregistré en 2011 un déficit commercial record avec Pékin, approchant les 300 milliards de dollars.

Sur la période janvier-février, la Chine a accru ses échanges commerciaux avec la Russie de 31,9% à 13,51 milliards de dollars, tandis que ceux avec le Brésil ont augmenté de 10,6% à 11,54 milliards de dollars, reflétant un commerce croissant entre pays émergents.

Le premier partenaire commercial de la Chine reste l'Union européenne, avec 79,8 milliards d'échanges sur les deux premiers mois de l'année (+4,7%), devant les Etats-Unis avec 66,05 milliards de USD (+9,2%), les dix pays de l'ASEAN avec 51,84 mds de dollars (+9,1%) et le Japon avec 49,07 mds de dollars (+0,5%). (AFP 10.03)

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 mars

CAUSERIE

Inde. Un coup de fil ce matin pour nous annoncer qu'un des oncles de mon épouse s'est fait écrasé ce matin sur la route non loin de chez lui, il est mort en arrivant à l'hôpital, au mouiroir quoi. Un des frères de Mageswary est mort en moto il y a trois ans, un autre a failli y passer il y a deux semaines, l'Inde se développe, les pauvres sont moins pauvres, patate patate, quel bonheur !

Je vous invite à lire un article (19 pages) qui fait le point sur la Grèce, un extrait d'un livre de Peter Mertens, président du PTB (Parti du Travail de Belgique) : *En Grèce, deux mondes entrent en collision*.

Sauvons en premier le capitalisme, le reste suivra...

Qu'est-ce que signifie : "nos sociétés ont d'abord besoin de croissance pour régler la crise des dettes souveraines" (atlantico.fr) ?

Les "*dettes souveraines*" des Etats sont celles du secteur privé, des banquiers et des capitalistes, qu'ils sont parvenus légalement par la voie législative (institutionnelle, constitutionnelle) à basculer sur les comptes des Etats pour en faire une dette publique. Les privilégiés se sont délestés de leurs dettes avec la complicité des Etats, des partis institutionnels censés représenter les intérêts des travailleurs, ainsi que la totalité des dirigeants syndicaux qui sont unanimement opposés au renversement du capitalisme.

L'Etat a donc socialisé les dettes des nantis et privatisé les gigantesques profits que les mêmes nantis pourraient en tirer, puisque ce sont eux qui fixaient le montant des intérêts que l'Etat leur verserait en échange du financement de cette dette. Dans cette histoire les gangsters de la finance auront donc perçu le beurre et l'argent du beurre.

Parvenus à cette étape, l'Etat et les entreprises du secteur marchand qui ne peuvent survivre qu'à partir du moment où leurs recettes sont supérieures à leurs dépenses, face à des dépenses exponentielles et à une concurrence féroce sur le marché mondial, l'Etat incapable d'augmenter ses recettes parce qu'il se refuse à taxer davantage le capital doit sabrer dans ses dépenses, principalement dans ses budgets sociaux, tandis que les capitalistes doivent réduire le coût du travail en réduisant la masse salariale ou en l'adaptant à leurs carnets de commandes (chômage partiel, suppression de postes, licenciements, exonérations de cotisations sociales, stagiaires et apprentis, etc.), en augmentant la durée du travail, en introduisant une plus grande flexibilité des conditions de travail, de façon à dégager un maximum de profit et demeurer compétitif sur le marché mondial, conditions indispensables à remplir pour ne pas disparaître à terme.

Revenons à notre question du début : "*nos sociétés ont d'abord besoin de croissance pour régler la crise des dettes souveraines*". Nous avons vu qu'ils comptaient faire payer aux travailleurs ces "*dettes souveraines*" qui ne sont pas les leurs. Quand ils parlent de croissance, ils entendent le PIB qui ne peut s'élever qu'à condition de préserver, puis de conquérir de nouveaux marchés ou escompter que les marchés qui leur sont déjà acquis se développent sans cesse, principalement le marché intérieur de chaque pays ou ce qu'on appelle la consommation.

Dans le premier cas, c'est quasiment impossible du fait du manque de compétitivité des entreprises faces à des concurrents pratiquant des coûts du travail extrêmement bas, et dans le second, du fait des politiques d'austérité mise en oeuvre et du chômage de masse qui réduisent le niveau de vie de millions de travailleurs, leur capacité de consommer comme avant étant entamée, déjà réduite, les recettes de l'Etat (impôts directs et indirects) ne peuvent que stagner ou diminuer, ce qui ne sera pas forcément perceptible au premier coup d'oeil du fait de jeux comptables complexes qui tendent à le masquer.

Cette question avait ceci d'incongrü, que la politique mise en oeuvre par les représentants de l'Etat conduit à un affaiblissement de la croissance, donc à l'impossibilité à terme à faire face à cette dette qu'il a intégrée dans ces comptes pour justifier sa politique d'austérité tournée contre les travailleurs.

En réalité, ce que voulait dire l'auteur de cette question, un économiste inféodé au système capitalisme, c'est que pour que l'Etat soit en mesure de régler cette dette, il ne fallait pas augmenter les salaires de façon à ce que les travailleurs consomment davantage, donc au passage paient plus d'impôts, qui en allant dans les caisses de l'Etat lui permettrait de faire face à cette dette, en mettant l'accent sur la croissance, à l'inverse l'auteur de cet article à signifier que la déréglementation du droit du travail devait être poussée encore plus loin, afin que les entreprises bénéficient de conditions comparables à celles de leurs concurrents de manière à leur prendre des parts de marché ou se trouver en position d'emporter de nouveaux marchés là où ils se développent, dans les pays dits émergents principalement.

Mettre en relation ou établir un rapport de cause à effet entre la croissance et la dette de l'Etat conduit infailliblement à se positionner sur le terrain de classe des capitalistes. Pourquoi ? C'est simple à comprendre. Parce qu'il s'agisse de la croissance ou de la dette de l'Etat, dans les deux cas ce sont des questions qui relèvent de la nature du système économique en vigueur et de la nature de l'Etat, dont les rapports dans les deux cas sont favorables à la classe des capitalistes qui détient le pouvoir.

J'ai lu des articles intéressants où leurs auteurs polémiques sur la question de savoir s'il faudrait sortir ou non de l'euro, rompre ou non avec l'Union européenne, quand, comment ou de quelle manière, etc. S'agissant de stalinien ou de néo stalinien, j'ai examiné comment ils s'y prenaient pour se présenter comme de véritables "*anticapitalistes*" face à la direction du PCF ou aux rédacteurs de L'Humanité.

Ce n'est un secret pour personne que la direction du PCF et L'Humanité sont favorables à l'euro, à l'UE, bref qu'ils soutiennent le régime. Leurs détracteurs procèdent par abstractions successives. Ils traitent à part de la question de l'euro, puis ils passent à celle de l'Union européenne, puis à celle de la BCE, etc. et quand il leur arrive de réaliser un lien entre ces questions, on serait tenté de penser que leur analyse est correcte, complète, donc qu'on peut y adhérer, grave erreur, elles peuvent être effectivement pertinentes et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, des économistes bourgeois nous livrent aussi des analyses fortes intéressantes, à ceci près qu'il y manque toujours quelque chose pour traduire ces questions en termes d'objectifs politiques.

A les entendre, ce sont des anticapitalistes convaincus, cependant ils se refusent systématiquement à établir le lien qui existe entre le fonctionnement du capitalisme qu'ils dénoncent et les institutions politiques qui servent à fixer le cadre juridique et légal dans lequel les rapports sociaux d'exploitation existent et qui servent à légitimer le système capitalisme.

La bourgeoisie a réalisé sa révolution sociale et politique en 1789, afin que le mode de production capitalistes qui existait déjà à l'état embryonnaire bénéficie d'un cadre juridique et légal qui lui permettrait de garantir le développement des forces productives une fois débarrassé du fatras de l'Ancien Régime qui constituait des obstacles sur cette voie...

A travers les questions de la croissance et de la dette, de l'euro, de l'Union européenne, de la crise du capitalisme, etc. c'est directement la question du mode de production et des forces productives qui est posée, qui les possèdent, qui les accaparent, de quel droit, pour en faire quoi, tant de richesses entre quelques mains, tandis que la pauvreté et la précarité ne cessent de s'étendre dans tous les pays à l'échelle de l'humanité, cette situation ne pose-t-elle pas la question de la légitimité de se débarrasser de ce fatras réactionnaire qui constitue un obstacle à la satisfaction des besoins et aspirations de l'ensemble des exploités de la planète ?

Absolument personne ne veut relier la situation économique et sociale actuelle à la question de l'Etat, des institutions, de la Constitution de la Ve République. Alors de là à poser la question des conditions et des moyens pour se débarrasser de l'Etat, la mobilisation révolutionnaire des masses, leur organisation et la construction du parti, cela ne leur viendrait même pas à l'esprit. Quant à nous, si nous relierons ensemble toutes ces questions, c'est dans la perspective du socialisme à l'échelle mondiale, de la révolution permanente.

En guise d'épilogue.

A propos du parti.

Extrait des *Statuts de la Ligue des communistes*, juin 1847 : Article 1 — Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Extrait des statuts du Parti socialiste révolutionnaire, 2012 ou plus tard : Article 1 — Le but du Parti socialiste révolutionnaire est le renversement des capitalistes, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise, fondée sur les antagonismes de classe, et l'instauration d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée.

Existe-t-il un parti qui ait inscrit ces objectifs dans son programme ou ses statuts ? Réponse : aucun.

Ce qui est extraordinaire, c'est que Marx et Engels aient fixé ces objectifs au parti de l'avant-garde et au prolétariat international à l'époque où le capitalisme était encore dans sa phase ascendante, donc lorsque les conditions objectives pour qu'ils se réalisent étaient loin d'être réunies, et de nos jours, alors que ces conditions sont plus que mûres pour ne pas dire en train de pourrir depuis quelque temps déjà plus personne n'ose les avancer parmi ceux qui se réclament du marxisme ou du socialisme, bref, cherchez l'erreur ! Est-ce que vous saisissez où nous en sommes rendus ? On ne doit pas être très nombreux à le comprendre vraiment...

Un "*chef d'oeuvre de stupidité*" commun à la IIe Internationale en guise d'orientation politique :

- Si nous comparons toutes les forces ou classes fondamentales et les changements d'aspect apportés par la dictature, du prolétariat dans leurs rapports mutuels, nous verrons quelle incommensurable ineptie théorique, quel chef d'oeuvre de stupidité constitue la conception petite bourgeoise courante du passage au socialisme « par la démocratie » en général, conception que nous trouvons chez tous ces représentants de la IIe Internationale. Le préjugé, hérité de la bourgeoisie, du contenu absolu, en marge des classes, de la notion de « démocratie » — telle est la base de cette erreur. (*L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat*, Lénine, 1919)

Les idées de la classe dominante ont envahi tous les partis et par conséquent ils bouffent tous au râtelier des institutions, des appareils pourris des syndicats, s'ils affectionnent la démocratie, en revanche ne leur parlez surtout pas de théorie, ils ne savent même plus ce que cela signifie.

Vous êtes assez riches pour payer l'ISF, et bien restez-le, et si vous êtes pauvres, restez-le aussi !

François Hollande, candidat PS à la présidentielle, a affirmé dimanche "*je n'ai rien contre les riches*" et promis que le mécanisme qui permet de payer moins d'ISF en investissant dans les PME sera "*conservé*".

"*Ceux-là qui ont un patrimoine peuvent effectivement payer de l'ISF et déduire de l'ISF des investissements qu'ils pourront faire pour les PME*"

"*Ca demeurera. Tous ceux qui investiront dans l'entreprise, ça demeurera comme un avantage fiscal justifié*", a-t-il expliqué. (AFP 11.03)

Par contre, pas question d'augmenter fortement les salaires, pas question de passer le smic ou la retraite minimum à 1 700 euros nets par mois, etc. On aura compris que les besoins des nantis sont légitimes et donc il faut les satisfaire, tandis que ceux des exploités ne le sont pas et ne doivent pas l'être, ne peuvent pas l'être, crise oblige, compétitivité des entreprises oblige, l'oeil des marchés oblige, bref, tout est dans l'ordre des choses quand on représente les intérêts du capital contre le travail.

Hollande est le candidat des riches, il le revendique, qu'il le reste, il n'aura pas nos voix ! Nous n'appellerons pas à voter pour un candidat dont le parti n'incarne pas la classe ouvrière mais la dictature du capital qu'il nous faut renverser, nous nous refusons à induire en erreur les travailleurs qui auraient raison de nous le reprocher par la suite. En cela nous demeurons fidèle au principe que nous défendons, qui consiste à affirmer qu'il n'existe aucune issue politique favorable à la classe ouvrière dans le cadre des institutions de la Ve République, c'est la raison pour laquelle nous appelons à boycotter les élections présidentielles. On aurait pu ajouter, compte tenu qu'aucun candidat n'entend lier son combat (quotidien) à la perspective du renversement du régime.

INFOS EN BREF

Politique

1- Belgique

Le gouvernement belge a décidé dimanche d'un nouveau train de mesures d'austérité de 1,82 milliard d'euros destiné à limiter le déficit budgétaire à 2,8% du PIB en 2012 et respecter ainsi ses engagements européens.

Les mesures de 1,82 milliard d'euros viennent renforcer le plan d'économies de plus de 11,3 milliards d'euros décidé fin 2011 en vue de rétablir l'équilibre budgétaire du royaume.

Elles ont été rendues nécessaires, sous la pression de la Commission européenne, après l'abaissement des prévisions officielles de croissance pour 2012, à 0,1% contre 0,8% initialement.

Ce dernier rendait difficile l'objectif de faire reculer le déficit budgétaire sous les 3% du PIB, comme le réclame la Commission, contre 3,8% en 2011.

Par précaution, le gouvernement a également ajouté dimanche un matelas de 650 millions d'euros en réserve, pour parer tout nouveau recul de la croissance.

"*La Belgique respecte ainsi ses engagements à l'égard de l'Union européenne*", a affirmé M. di Rupo, en reconnaissant que les économies n'avaient "*pas été faciles*" à trouver.

"*Le gouvernement a fait le choix de mesures justes et équilibrées. Malgré un contexte très difficile, le pouvoir d'achat des citoyens est préservé et la compétitivité des entreprises est sauvegardée*", a-t-il assuré. (AFP 12.03)

2- Suisse

Durcissement de la loi sur les manifestations à Genève, limitation de la construction de résidences secondaires et création à Zurich de box pour les prostituées: les Suisses ont voté dimanche sur plusieurs sujets, refusant aussi les 6 semaines de congés payés contre 4 actuellement.

Les Genevois se sont ainsi prononcés en faveur d'un encadrement plus strict du droit de manifester.

Ce durcissement de la loi, à l'initiative de la droite, mais attaqué par la gauche, les écologistes et de nombreuses associations, permet d'imposer une amende pouvant aller jusqu'à 100.000 francs suisses (83.000 euros), contre 10.000 francs précédemment, pour une manifestation sauvage ou qui ne se serait pas déroulée selon l'autorisation obtenue.

La loi permet aussi au canton de Genève, où siègent notamment le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'Organisation internationale du travail (OIT), d'interdire des manifestations dans certains lieux.

Le texte peut aussi imposer un itinéraire dans Genève, ville qui peut accueillir plusieurs fois par semaines des manifestations en particulier durant les sessions du Conseil des droits de l'homme.

La loi peut aussi imposer aux organisateurs de mettre en place leur propre service d'ordre.

En cas de débordement et même si ce n'est pas de sa faute, l'organisateur peut se voir refuser toute nouvelle autorisation pendant un à cinq ans: un "*obstacle trop important pour exercer (...) les droits démocratiques*", explique à l'AFP Tobias Schnebli, responsable du Comité unitaire NON à la loi contre les manifestations.

En ce dimanche de votations, les Suisses, très attachés à la valeur du travail, ont par ailleurs sans surprise dit non à une initiative des syndicats demandant six semaines de congés payés, contre quatre actuellement.

"*Les Suisses ont compris que cela risquait d'augmenter le taux de chômage*", assure Sabine Von Der Weid, directrice de la politique générale à la Fédération des Entreprises Romandes.

Les Suisses ont en revanche accepté, malgré la farouche opposition du gouvernement, du parlement et des cantons touristiques et alpins, l'initiative de l'écologiste Franz Weber plafonnant à 20% la part des résidences secondaires dans chaque commune.

Pour Vera Weber, vice-présidente de l'ONG Franz Weber, "*le peuple suisse a démontré qu'il voulait sauvegarder la beauté de la Suisse*", où il existe environ 500.000 résidences secondaires soit environ 12% du parc de logements total selon les statistiques officielles.

Les Suisses ont aussi accepté que les bénéfices issus des loteries et des paris sportifs soient intégralement dévolus à des buts d'utilité publique, alors que les casinos versent déjà un impôt à l'Etat qui le reverse à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.

A Zurich, le peuple a aussi largement approuvé l'aménagement d'une "*place de la prostitution*", avec des box pour les voitures des prostituées en dehors du centre ville, une première en Suisse.

Par ailleurs, Appenzell Rhodes-Extérieures a aboli les forfaits fiscaux pour les riches étrangers. Lucerne les a en revanche maintenus mais a durci leurs conditions d'octroi. (AFP 12.03)

3- Syrie

3.1- La presse atlantiste et, dans une moindre mesure celle du Golfe, s'empare de la démission d'Abdo Hussamedine, présenté comme la première défection au sein du gouvernement syrien. Ce retournement marquerait la première fissure à haut niveau d'un régime qui, jusqu'ici, paraissait taillé d'une pièce.

La presse est cependant incapable de donner des détails sur cette personnalité. En effet, il ne s'agit pas d'un responsable politique, mais d'un haut-fonctionnaire des pétroles. Du coup, c'est le raisonnement sur le régime en train de se lézarder qui s'effondre.

La responsable des opérations humanitaires de l'ONU, Valérie Amos, a dénoncé les destructions à Baba Amr et s'est inquiétée du sort de ses anciens habitants. La presse internationale souligne que le quartier avait été déserté avant les combats principaux. Pourtant, elle prétendait il y a quelques jours que des milliers d'habitants y étaient enfermés sous les bombes.

En visite en Tunisie, le président turc, Abdullah Gül, a pour la première fois rejeté l'idée de toute intervention militaire de puissances occidentales. Dans le même temps, le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague et le secrétaire US à la Défense, Léon Panetta, ont exclu tout soutien militaire direct ou indirect aux rebelles.

- Dans Le Monde, Christophe Ayad, Benjamin Barthe et Jacques Folliorou confirment la tentative de libération des journalistes français bloqués à Baba Amr, que Thierry Meyssan a raconté aux lecteurs du Réseau Voltaire, il y a une semaine déjà. Le quotidien indique que l'opération était conduite côté français par la DCRI. Il signale que l'Élysée avait donné son feu vert, mais évite d'aborder le conflit qui a surgi entre Claude Guéant et Alain Juppé. A partir de quoi, Le Monde s'arrête au milieu du chemin et ne parvient pas à élucider la sortie de Baba Amr qu'il persiste à attribuer à l'Armée « syrienne » libre.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot assure que, de peur d'un coup d'État, « le pouvoir n'a pas hésité à désarmer la plupart des bataillons sunnites » (sic). C'est évidemment idiot : s'il y avait une crainte de coup d'État, le pouvoir n'humilierait pas certains bataillons pour pousser les autres à le renverser. Et il ne peut désarmer tous les sunnites sans se mettre à nu, 65 % des militaires étant de cette confession.

- De Morgen s'interroge sur la validité des informations du Réseau Voltaire relative aux 19 prisonniers de guerre français et sur l'affirmation de Thierry Meyssan selon lequel le drame de Baba Amr serait la plus vaste fiction politique depuis le 11-Septembre. Dans une colonne séparée, le journal souligne que ce n'est pas la première fois que des images choquantes seraient utilisées de manière déformée pour justifier une guerre.

- S. B. Grégoire III, patriarche gréco-melkite, défend l'armée syrienne dans un entretien au Tagesspiegel. Le prélat déplore que les Européens voient systématiquement le président el-Assad comme le « méchant », alors qu'il n'a de cesse de protéger son

peuple de bandes armées qui tuent et rançonnent. Le « printemps arabe » a encouragé des extrémistes sunnites à tenter d'accaparer le pouvoir au détriment des minorités.

- Die Presse pèse le pour et le contre en matière d'intervention militaire. En l'absence d'argument convaincant, le journal s'interroge sur le concept de « *responsabilité de protéger* ».

- Le Temps explique doctement la dérive mafieuse de la famille el-Assad. Selon le journal suisse, le général Assef Chawkat a été écarté des responsabilités tandis que Rami Makhlouf s'est approprié le pays. En réalité, le général Chawkat était le commandant en chef des dernières opérations militaires et Rami Makhlouf est administrateur et non propriétaire de sociétés d'économie mixte.

- Le Wall Street Journal revient sur la protection des arsenaux chimiques syriens. Les États-Unis et la Jordanie sont prêts à déployer des forces pour qu'ils ne tombent pas aux mains des rebelles. Nos lecteurs se souviennent que le Pentagone a déjà mis en place une surveillance spatiale et aérienne en ce sens. L'ensemble de ce dispositif montre que Washington et Tel-Aviv, qui ont tout fait pour affaiblir la Syrie, n'entendent pas pousser le bouchon plus loin.

- Le New York Times et le Washington Post attendaient beaucoup de ce vendredi de manifestation dédié à la mobilisation des Kurdes contre Damas. Mais ceux-ci sont restés de marbre.

- Dans Gulf News, l'ex-biographe officiel de Hafez el-Assad, Patrick Seale, se fait une virginité en comparant la répression de Hama (1982) et la prise de Baba Amr (2012), toutes deux fruits de la paranoïa de la dynastie.

- Sur la base d'e-mails que Wikileaks dit avoir piratés à la société Statfor, Hassan Barari assure dans Arab News que l'Iran aurait approché Washington pour envisager une opération conjointe de renversement d'el-Assad. (Réseau Voltaire 09.03)

3.2- Après la démission d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Énergie, c'est la démission en bloc et la fuite vers la Turquie d'un groupe de généraux de brigade qui retient l'attention de la presse atlantiste et du Golfe. La décomposition du régime se confirme donc. Las ! Nul n'est capable de donner les noms des généraux et aucun officier supérieur n'est arrivé en Turquie.

Une fois de plus ce tintamarre s'adresse à l'opinion publique occidentale pour la faire patienter, mais décrédibilise un peu plus ceux qui pronostiquaient la chute imminente du régime syrien, comparable à un fruit mûr.

Au plan diplomatique, la responsable des opérations humanitaires de l'ONU, Valérie Amos, a trouvé un début d'accord avec le gouvernement syrien. La Russie a annoncé qu'elle rejetait le dernier projet occidental de résolution au Conseil de sécurité, pour les mêmes motifs que précédemment. La Chine a envoyé un émissaire spécial rencontrer les différents protagonistes, ce qui a irrité Paris. L'émissaire spécial de l'ONU et de la Ligue arabe, Kofi Annan a commencé ses consultations, mais poussé par ses sponsors, le Conseil national syrien a déjà rejeté son appel à la négociation.

- Les groupes armés dispersés sur le territoire se regroupent comme prévu dans le district d'Idlib. On y ignore si leur nombre leur permettra de créer une place forte comme le fut l'Émirat islamique de Baba Amr, mais cela semble peu probable. Pour Georges Malbrunot dans Le Figaro, c'est l'occasion de disserter sur le soutien des sunnites à l'Armée « syrienne » libre et l'opposition des alaouites. Cette grille d'analyse est fautive, puisque la grande majorité des sunnites sont opposés aux extrémistes sunnites. Cependant, elle laisse entrevoir que l'Armée « syrienne » libre est bien une organisation confessionnelle.

- Iran Daily rapporte les propos de l'ambassadeur d'Iran à Paris, Ali Ahani. Il évoque le transfert d'armes et de mercenaires en cours vers la Syrie. Des propos qu'a confirmés l'ambassadeur russe à Beyrouth, évoquant même 15 000 combattants étrangers en Syrie. La presse rapporte également que Wikileaks a divulgué des e-mails censés piratés chez Statfor, faisant mention de troupes occidentales en Syrie. (Réseau Voltaire 10.03)

4- Afghanistan

Un soldat américain stationné en Afghanistan a ouvert le feu sur des civils, tuant une quinzaine de personnes, avant d'être maîtrisé et placé en détention, a-t-on appris dimanche auprès de l'état-major de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) et des autorités afghanes.

Dans un communiqué, le ministère afghan de la Défense évoque un bilan de 15 morts et de neuf blessés. "*Le ministre de la Défense (...) est profondément choqué et attristé par la mort de 15 civils innocents (...) par les forces de la coalition*".

Le soldat est sorti en pleine nuit de sa base, dans la province de Kandahar (sud), et s'est rendu dans des villages alentour, entrant dans trois maisons, a déclaré le ministre afghan des Frontières et des Affaires tribales. Asadulah Khalid a ajouté qu'il avait fait seize morts et cinq blessés.

"C'est un incident profondément regrettable et nos pensées vont aux familles concernées", écrit l'Isaf dans un communiqué, ajoutant que "les forces américaines en Afghanistan, en coopération avec les autorités afghanes, enquêteront sur cet incident". (Reuters 12.03)

Un acte barbare, un véritable massacre de civils innocents qualifié d'"incident", un détail quoi, une vulgaire bavure, un dégât collatéral inévitable en temps de guerre, que vaut la vie d'un misérable Afghan, véritable graine de terroriste, à côté du combat pour la "démocratie", des intérêts de l'impérialisme américain... Et pendant ce temps-là, l'Etat sioniste continue tranquillement de massacrer les Palestiniens avec la bénédiction de Washington, Paris et Londres...

Commentaire d'un internaute :

- "Vous verrez qu'il va être jugé par un tribunal militaire américain, bien au chaud en Amérique et qu'il va être déclaré non coupable parce que non responsable de ses actes qu'il a commis dans un accès de folie meurtrière!

C'est ça le monde moderne et la démocratie...."

Social

1- France. Contre-révolution. Association capital-travail.

Des organisations syndicales, dont la CFDT et l'Unsa, et des associations ont élaboré un manifeste "2012 Pour un pacte social" à l'intention des candidats à l'élection présidentielle pour que la "société civile" puisse être "partie prenante" des décisions à venir.

Le manifeste a recueilli quelque 500 signatures, a annoncé dimanche le leader de la CFDT François Chérèque lors d'un forum aux côtés des autres organisations signataires (ATD Quart Monde, Confédération étudiante, Confrontations Europe, Europe et Société, France Nature Environnement, La Ligue de l'Enseignement, la Mutualité française et l'Unsa).

"Par ce manifeste, nous voulons être partie prenante dans les choix cruciaux qui vont être faits", disent les signataires.

"Les défis immenses que nous avons à relever supposent un vrai renouveau démocratique. Toutes les forces de la société civile doivent s'y investir", jugent-ils.

"Nous voulons qu'aux côtés de la démocratie politique, ceux qui font vivre la démocratie civile et sociale soient associés à l'élaboration des lois qui nous gouvernent", disent encore les signataires. (AFP 12.03)

Ne serait-ce pas le programme de Hollande ?

En régime capitaliste, on appelle cela le corporatisme. Comment faire pour que les travailleurs soient plus solidement enchaînés au capitalisme à l'heure où la question de sa liquidation est posée, sinon les associer à la politique antisociale mise en œuvre par les représentants de l'Etat.

Pour connaître l'objectif politique réel qui se cache derrière cette initiative, il suffit de retourner leur proposition : pour assurer la survie du capitalisme en proie à une crise qui pourrait lui être fatale, "les forces de la société civile doivent s'y investir" au lieu d'être tentées de rompre avec lui, elles doivent y collaborer au lieu de chercher à l'éliminer en pronant des solutions qui se situeraient au-delà du capitalisme, le capitalisme est la limite indépassable, le système économique et social idéal et éternel qu'il nous faut, il n'existe aucune alternative au capitalisme, alors au lieu de s'épuiser à chercher une recette miracle pour s'en passer, faisons avec dans la joie et la bonne humeur et crions ensemble : vive le capital et le travail, vive le Maréchal !

Question : il y en a qui vont nous accuser de favoriser la réélection de Sarkozy puisque nous refusons d'appeler à voter pour Hollande. Qu'ils se rassurent, nous l'assumons totalement.

De Hollande ou de Sarkozy, d'après vous lequel est le mieux placé pour aller le plus loin possible sans encombre ou presque dans l'association capital-travail, lequel est le plus proche des dirigeants syndicaux pourris, du milieu associatif lié au régime, lequel est le plus apte à se faire passer pour l'ami ou le président du peuple, lequel peut s'appuyer sur la majorité des intellectuels, sur une large fraction de la petite-bourgeoisie qui finalement ne voient pas plus loin que leurs propres intérêts dès lors qu'ils sont servis ? A mon avis se serait bien Hollande, non ?

Mes détracteurs répliqueront : oui mais si Sarkozy l'emportait, les travailleurs le ressentiraient comme une lourde défaite... Chez ceux qui auraient manifesté des illusions dans Hollande, les plus arriérés d'entre eux, or ce ne sont pas ceux-là que nous serions en mesure de recruter immédiatement au parti s'il existait, mais bien ceux qui étaient les plus déterminés à continuer le combat quel que soit le vainqueur de cette élection. Si la construction du parti était réellement votre objectif, vous ne m'opposeriez pas

cet argument qui témoigne de votre incapacité à vous situer dans la perspective de la prise du pouvoir... C'est cruel parfois d'affronter la réalité en face, n'est-ce pas ? Un peu de courage...

Vous ou votre parti, vos dirigeants ont un grave problème à régler, commencez par là et vous verrez que tout se décantera facilement par la suite. Une fois qu'on est sur la bonne voie, je ne dirai pas qu'il n'y a plus qu'à se laisser glisser pour aller de l'avant, disons que les choses nous apparaissent si évidentes, si simples soudainement, qu'on n'en revient pas d'être passé si longtemps à côté... L'essentiel, ce n'est pas d'avoir raison ou de se persuader qu'on a raison, c'est stupide comme attitude, c'est de faire sauter les obstacles qui nous empêchent d'avancer, je parle de notre cause et non de notre petite personne dont tout le monde se fout à raison. Renouons avec le socialisme et tout ira pour le mieux...

Espagne

Des dizaines de milliers d'Espagnols ont manifesté dimanche à travers le pays contre une réforme du droit de travail facilitant les licenciements et donnant aux employeurs la possibilité de limiter les augmentations salariales.

Portant des drapeaux rouges et des pancartes avec les mots "*non aux coupes budgétaires*", "*non à la régression sociale*", criant "*nous ne paierons pas leur dette avec la santé et l'éducation*", des milliers de manifestants ont envahi le centre de Madrid.

Les syndicats, qui ont appelé à une grève générale le 29 mars, ont revendiqué un demi-million de participants dans une soixantaine de villes. La police n'a pas fourni d'estimations.

Le gouvernement conservateur compte rendre le marché du travail plus flexible en réduisant l'indemnité de licenciement de 45 à 33 jours de salaire par année de travail et en limitant les hausses de salaire indexées sur l'inflation. (Reuters 12.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 mars

CAUSERIE

Les médias se mettent en quatre pour faire remonter leur candidat.

Nicolas Sarkozy a poursuivi lundi soir sa cure médiatique sur TF1 pour l'émission «Parole de candidat».

Avant la remise à zéro des compteurs médiatiques et l'entrée en vigueur, le 20 mars, de la règle de l'égalité du temps de parole, Sarkozy va livrer cette semaine un véritable marathon. Après TF1 ce soir, le locataire de l'Élysée récidive mercredi sur Europe 1; est l'invité du Grand Journal de Canal + vendredi; convié à s'exprimer dans l'émission Capital sur M6 dimanche, avant de se rendre, lundi prochain, au 19-20 de France 3. (libération.fr 12.03)

En famille.

Le candidat du parti de l'ordre ratisse du FN au Front de gauche pour se refaire une santé ou pour brouiller les pistes. Il faut dire qu'en présence d'une multitude de promesses électorales avancées par les principaux candidats, il n'a que l'embaras du choix.

Mélenchon ne se sent plus depuis que le Bonaparte de service aurait pioché dans ses propositions... En réalité, s'agissant de "*désobéir*" à l'Union européenne, tous les Etats ont toujours conservé cette faculté intacte, contrairement à ce que les sociaux-patriotes ont voulu nous faire croire. Certes cela pourrait engendrer une crise politique au sein de l'UE, mais il n'en demeure pas moins qu'aucun Etat dans le monde n'est lié pour l'éternité par une mesure précédemment adoptée, par un traité signé ou à une institution à laquelle il a adhéré un jour.

Sarkozy n'a rien fait d'autre qu'utiliser une des prérogatives attachées à sa fonction telle qu'elle est définie par la Constitution de la Ve République.

Qui décide de signer ou non les traités internationaux, qui peut décider de retirer sa signature au bas d'un traité au cas où celui-ci le jugerait obsolète, qui d'autre sinon le président en exercice. On pourrait ajouter, qui peut décider de violer un traité sinon le chef de l'Etat, comme on a pu le constater à de nombreuses reprises au cours du XXe siècle. Contrairement à ce qu'affirment les sociaux-patriotes, la souveraineté de la nation n'est pas remise en cause par ces traités, elle est mise entre parenthèses ou placée temporairement et volontairement sous la tutelle d'une institution internationale (selon le principe de subsidiarité), ce qui est différent d'une perte totale et définitive de souveraineté qui impliquerait qu'aucun retour en arrière ne serait possible dans le

futur, auquel cas l'Etat et son représentant ne disposeraient plus d'aucun pouvoir, l'Etat s'effacerait ou disparaîtrait au profit de cette institution.

Sarkozy en faisant de l'Union européenne un bouc émissaire, n'a rien fait d'autre qu'imiter ceux qui n'ont eu de cesse depuis des décennies d'orienter leur combat contre l'Union européenne afin d'épargner le régime en place en France, au-delà tous ceux qui se refusent à s'attaquer aux institutions de la Ve République, et dont la dernière manifestation opportuniste en date consiste à appeler à voter Hollande ou à reconnaître au PS le statut de parti ouvrier, alors qu'il est le supplétif du parti de l'ordre depuis bientôt un siècle.

Extrait des deux articles de presse qui m'ont permis de réaliser cette causerie.

1- Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche à l'Elysée, a assuré lundi que Nicolas Sarkozy avait repris l'idée de désobéissance à l'égard de l'Europe développée par le FG.

"*Que vient de faire le président de la République ?*", a demandé l'eurodéputé sur Europe 1. "*La France vient de dire, par son président de la République, qu'il est normal, lorsqu'une décision européenne s'applique, qu'une grande nation désobéisse, si ça ne convient pas à l'idée raisonnable qu'elle se fait du bien commun*". (AFP 12.03)

Au passage, Mélenchon reconnaît à Sarkozy le mérite d'agir pour le "*bien commun*" occultant la nature du régime en place et qu'il se confond avec les intérêts des capitalistes. Chacun soutient le régime comme il peut, Mélenchon vient d'en fournir la preuve, si nécessaire.

2- Nicolas Sarkozy a proposé lundi sur TF1 que les Français qui s'exilent pour des raisons fiscales soient taxés à hauteur de ce qu'ils devraient acquitter en France s'ils conservent la nationalité française, reprenant ainsi une proposition avancée récemment par le candidat du Front de gauche Jean-Luc Mélenchon.

Alors qu'on lui faisait remarquer que Jean-Luc Mélenchon avait fait une proposition similaire, il a répondu : "*Vous lui enverrez une petite carte de ma part*". (Reuters 12.03)

N'oubliez pas de mentionner : avec les compliments du représentant du parti de l'ordre, Mélenchon en sera fier et pourra l'encadrer !

Cette proposition s'inscrit dans le cadre de la préservation du régime en place que Mélenchon n'a pas du tout l'intention de renverser. Cette déclaration de Mélenchon confirme que le FdG se pose en gestionnaire de la société capitaliste au même titre que le PS avec lequel il ne s'entend pas si mal qu'il le prétend.

Nous avons publié récemment une liste non exhaustive des privilégiés expatriés dans le paradis fiscal suisse qui possèdent des centaines de millions d'euros, des grands patrons pour la plupart. S'attaquer au capitalisme ne devrait-il pas consister à les exproprier et tout leur prendre ? Non répond Mélenchon, laissons-les libres de faire ce qu'ils veulent, de continuer à accumuler d'énormes profits sur le dos des exploités, bornons-nous à les taxer davantage et que la vie continue comme avant, telle est la véritable intention, le véritable programme du FdG.

Les camarades du groupe Bolchevik ont eu raison de préciser dans leur dernier numéro de *Révolution socialiste* que cela n'engageait à rien Mélenchon de présenter un programme en apparence radical sachant qu'il n'aura jamais les moyens de l'appliquer, tandis que dans les faits cette fois, le PG n'entend pas rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques et soutient l'ordre établi.

Bien des militants se font avoir en ne mettant pas en rapport son programme et la manière dont il l'applique contradictoirement au quotidien. Ils procèdent par abstraction, ils ne voient que ce qu'ils veulent bien voir, seulement ce qui les intéresse à titre individuel, alors que notre combat devrait être guidé uniquement par les intérêts collectifs de notre classe.

Lutte ouvrière ne vaut guère mieux que le Front de Gauche.

Nathalie Arthaud en fait la démonstration dans un article intitulé : *L'importance du vote pour la candidate communiste*. Cet article avait en principe pour vocation de nous convaincre que sa candidature se distinguait de toutes les autres et qu'elle incarnerait le communisme.

Après avoir dressé un tableau de la situation, elle écrit "*Il est particulièrement important dans ce contexte que se fasse entendre une politique qui parte des intérêts de classe des exploités*", mais est-ce vraiment le cas, il ne suffit pas de l'affirmer pour cela soit avéré, il faut le prouver et c'est là que les choses se gâtent.

Avant d'y venir, à croire que madame Arthaud est coupée de la réalité ou qu'elle ne sait pas de quoi elle parle, elle écrit à propos

des discours de Sarkozy et Hollande : "*Leurs vocabulaires respectifs portent les marques du clivage traditionnel entre la gauche et la droite*, alors qu'Hollande répète à qui veut bien l'entendre qu'il "*aime les riches*, tandis que Sarkozy empiète sur le terrain du FdG et se présente comme le "*candidat du peuple*", dans le premier cas ce n'est pas vraiment un discours de "gauche" et dans le second un discours de droite, dans les deux cas ils sont tout simplement démagogiques...

Vient ensuite "*un certain nombre d'objectifs qu'il faudra imposer à la bourgeoisie pour préserver la classe ouvrière de la déchéance matérielle et morale*", objectifs compatibles avec la préservation du régime en place, LO adressant des gages rassurants en direction de cette même bourgeoisie sur ses réelles intentions, au final il s'agit de "*montrer que la bourgeoisie a les moyens de financer tout cela sans même se retrouver sur la paille*" quel soulagement pour nos bourgeois qui conserveront ainsi le pouvoir, non seulement ces mesures ne s'attaqueront pas aux fondements du capitalisme, mais elles seront mises en oeuvre avec la collaboration des travailleurs eux-mêmes "*imposer le contrôle des travailleurs et de la population sur les entreprises*", d'un coup de baguette magique en passant par dessus les institutions de la Ve République qui fixent (juridiquement) les rapports entre les classes, mais dites-nous c'est merveilleux, pour un peu sans tenir compte du régime en place, il serait possible de mettre en oeuvre une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière, le socialisme à la carte !

Retenez votre souffle, au paragraphe suivant elle tente de nous convaincre du contraire, mais sans le moindre objectif ou la moindre perspective politique, c'est impossible : "*Il est évident que de tels objectifs, qui, s'ils étaient imposés, ébranleraient dans ses fondements la dictature capitaliste sur l'économie, ne pourraient être imposés que par des luttes massives, amples, explosives et, surtout, conscientes*", le reste de son article est du baratin électoraliste qui ne nous intéresse pas ici.

Imaginez une candidate à la fonction suprême des institutions incluse dans la Constitution et qui trouve le moyen de faire un discours politique de plusieurs pages pour présenter son programme sans citer une seule fois les institutions de la Ve République, très fort. Vous me direz que tous ceux qui entendent remettre en cause le TSCG et le MES ont trouvé le moyen d'en faire autant et ne valent guère mieux.

On pourrait m'accuser de faire un mauvais procès à Nathalie Arthaud ou que je ne sache pas lire, pourquoi pas, aussi pour vérifier que j'ai lu correctement les propos de la candidate de LO, voici ce que j'ai relevé dans un autre articles intitulé : *Contre Sarkozy et les privilégiés : opposer un programme fondé sur les intérêts des exploités*.

J'ai affirmé que LO n'entendait pas s'attaquer au capitalisme encore moins aux institutions, vérifions-le sur le champ.

- "*Le grand patronat a largement les moyens de financer le coût du maintien de tous les emplois !*", donc le patronat demeure aux commandes.

- "*C'est aux capitalistes de financer tout cela sur les revenus du capital et au besoin sur leurs fortunes privées*", donc les gangsters de la finance conservent leurs privilèges.

- "*il faut imposer la transparence sur les comptes des entreprises*", ce qui signifie que les travailleurs ne les contrôlent pas, qui d'autres alors les contrôlent sinon les patrons et les actionnaires.

- A l'Etat, "*il faut lui imposer une politique de grands travaux*", un Etat ne serait donc pas le nôtre, donc pas un Etat ouvrier...

Cela suffira avec LO, on perd vraiment son temps avec ces gens-là mais c'est nécessaire pour ouvrir les yeux de quelques militants. Ces deux articles de LO figurent dans son portail national sur Internet.

Les ONG et les altermondialistes sont organiquement liés au capitalisme mondial

Dès que les représentants du vieux monde organisent un forum ou un sommet, cette vermine organise un forum ou un sommet "*alternatif*" dans lequel ils ne manquent pas de manifester leur soumission à l'ordre mondial.

Lors du Forum mondial de l'eau ouvert lundi à Marseille, l'Onu présentera son 4e rapport sur l'eau dans le monde. Les ONG écologistes et de solidarité avec les pays pauvres se réuniront en Forum alternatif de jeudi à samedi dans la cité phocéenne. (AFP 12.03)

Quel est le lien entre les deux ? Il faut le chercher dans la composition du Conseil mondial de l'eau à l'initiative des précédents forums, qui comprend les ONG, les gouvernements et les organisations multilatérales nous précise l'AFP.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a dit que deux milliards d'habitants n'avaient pas accès à l'eau en 2012 dans le monde, et qu'il faudrait attendre 2020 pour régler ce problème. Voilà une question tout à fait insupportable qui ne devrait même pas exister à notre époque et qui nécessiterait un règlement immédiat et non dans des années et des années.

Les ONG vont cogérer cette situation avec les représentants des multinationales et des Etats. Cela ne vous fait-il pas penser au manifeste "2012 Pour un pacte social" à l'intention des candidats à l'élection présidentielle pour que la "société civile" puisse être "partie prenante" des décisions à venir (voir la causerie d'hier) ou au "pacte social" proposé par Hollande pour mieux associer les syndicats à la politique d'austérité qu'il entend poursuivre s'il est élu président, histoire de cadenasser le mouvement ouvrier ou le soumettre à la dictature du capital ?

Passons "**à autre chose**".

Après le massacre avant-hier par un sous-officier américain de 16 civils, dont des enfants, neufs femmes et des vieillards endormis, le commandant des forces internationales en Afghanistan, le général John Allen, a déclaré : "*Nous allons mener une enquête minutieuse, cette personne devra rendre des comptes et nous passerons à autre chose.*" (AFP 12.03)

Actualité en titres

Délinquance

- Le plus jeune fils de Sarkozy joue à lancer billes et tomate sur une policière - AFP

Bruit de campagne

- A Villepinte, l'UMP appelle sur scène des radicaux absents du meeting - L'express.fr

- Présidentielle: Nicolas Sarkozy, les 5 raisons d'y croire (encore) - 20minutes.fr

- Juppé pense que Sarkozy "peut" et "va" gagner la présidentielle - AFP

- Douste-Blazy: le propos de Sarkozy sur l'immigration et l'Europe "honteux" - AFP

- Mélenchon: désobéir à l'Europe, une idée du Front de gauche reprise par Sarkozy - AFP

- Sarkozy cible les exilés fiscaux, Mélenchon "*triomphe*" - L'Express.fr

Le régime des records infâmes.

- 66.445 détenus dans les prisons françaises au 1er mars, nouveau record - AFP

INFOS EN BREF

Social

1- France

1.1- Quand La Poste conduit ses employés au suicide.

Un cadre de La Poste en arrêt maladie a été retrouvé pendu dimanche à la plate-forme courrier de Trégunc (Finistère), dix jours après le suicide d'un autre cadre qui s'est défenestré en plein centre ville à Rennes.

Le cadre de 42 ans décédé dimanche, marié et père de deux enfants, était encadrant sur cette plate-forme de 15 salariés mais était en arrêt maladie depuis début décembre 2011, a expliqué la direction du courrier Ouest-Bretagne qui a mis en place lundi une cellule de soutien psychologique pour ses collègues.

L'homme "*postier depuis 20 ans*", était "*une personne fragile psychologiquement. Il avait déjà été arrêté en 2009, il avait des problèmes avec sa hiérarchie. Il était fragilisé, à fleur de peau*", a déclaré le secrétaire territorial du syndicat des cadres CGC Antoine Le Séguillon, joint par l'AFP.

"*Le fait qu'il soit revenu sur son lieu de travail n'est pas anodin. C'est un message qu'il a voulu envoyer à l'entreprise*", a poursuivi M. Le Séguillon en précisant que le cadre avait écrit au PDG de l'entreprise Jean-Paul Bailly en novembre pour lui faire part de ses difficultés.

"Si vous pouviez faire en sorte que +tout ça+ débouche sur quelque chose de positif et de constructif pour l'entreprise et nos collègues...", a écrit le cadre en détresse dans un courrier électronique envoyé dimanche en milieu d'après-midi à la CGC, dont il était membre. Dans ce "mail un peu confus" il n'annonçait pas son suicide, a précisé la CGC.

"On est très touchés, on le connaissait bien (...) Il est temps que La Poste se réveille et regarde les conditions de vie, il n'y a plus d'humanité, il n'y que la productivité qui compte", a affirmé à l'AFP le secrétaire régional CFDT pour la Bretagne René Bilien.

Le syndicaliste précise qu'il connaissait le postier depuis 15 ans et que celui-ci était "angoissé" à l'idée de reprendre son travail le 25 mars.

"C'est la loi de la jungle (...) Plusieurs personnes ne sont pas pas bien dans leur boulot, en +burn out+. C'est la réalité souvent dans l'encadrement, le niveau de ce qu'on leur demande est trop haut", a ajouté M. Bilien.

"Le collègue Bruno connaissait le métier. Il respectait les collaborateurs et n'acceptait pas de faire subir à ses subalternes cette pression", a déclaré Alain Le Berre, délégué CGT PTT du Finistère, devant les grilles de la plate-forme de Trégunc où travaillait le cadre.

"Il faut toujours en faire plus tout en étant toujours moins nombreux. Le nombre de boites (aux lettres) augmente d'année en année alors que La Poste réduit les effectifs. Le facteur qui n'y arrive pas, on lui dit que c'est lui qui a un problème. Les salariés sont mis sous pression pour atteindre des objectifs de profit. Plus personne n'en veut de cette stratégie", a-t-il ajouté. (AFP 12.03)

1.2- Grève à LaSer Cofinoga contre 433 suppressions de postes

Quelque 95% des salariés de LaSer Cofinoga à Mérignac (Gironde) étaient en grève lundi pour dénoncer l'absence de propositions de reclassement pour les 433 postes supprimés et ont reconduit leur mouvement lors d'une assemblée générale, a-t-on appris de source syndicale.

«Nous avons bloqué les accès des parkings dès 6 heures du matin tout en laissant la possibilité aux salariés d'aller embaucher à pied», a indiqué au nom de l'intersyndicale Jean-Luc Gayon (CGT).

Dans la matinée, une délégation de l'intersyndicale a rencontré le chef d'établissement et la direction des ressources humaines du site, a indiqué Jean-Luc Gayon, s'exprimant au nom de l'intersyndicale CFDT-CFTC-SNB-CGT-FO-Unsa-CGT.

«Ils nous ont dit qu'ils prennent en compte nos demandes mais qu'il leur faut du temps pour apporter des réponses», a affirmé Jean-Luc Gayon. A l'issue de cette rencontre, les salariés ont reconduit le mouvement lors d'un vote en assemblée générale.

Selon Jean-Luc Gayon, le mouvement a été suivi par 50% des 135 salariés d'un deuxième site, à Jurançon (Pyrénées-Atlantiques). (liberation.fr 12.03)

1.3- Mobilisation pour les salaires chez Alcatel-Lucent

Plusieurs centaines de salariés de l'équipementier télécoms Alcatel-Lucent se sont rassemblés lundi devant le siège du groupe à Paris pour réclamer des hausses de salaires, la direction ayant annoncé un gel pour 2012, a constaté une journaliste de l'AFP.

Ils étaient 800 selon la préfecture de police, et "plus d'un millier" selon les syndicats.

Une intersyndicale CFDT, CFE-CGC et CGT avait appelé à ce rassemblement et à faire grève dans les différents sites pour dénoncer une "politique salariale injuste et injustifiée" alors que le groupe fait des bénéfices.

"Ils nous ont annoncé un gel des salaires pour 2012. On demande au moins un maintien du pouvoir d'achat avec une augmentation de 2,5%", a expliqué Hervé Lassalle (CFDT), ajoutant que les syndicats réclamaient également des promotions et une meilleure répartition des parts variables entre les salariés.

Les salariés du groupe, qui emploie quelque 9.000 personnes en France, avaient déjà manifesté le 10 février pour les mêmes motifs.

Les syndicats font valoir qu'Alcatel-Lucent a enregistré de bons résultats en 2011, avec un bénéfice net d'un milliard d'euros. Il s'insurgent également contre le fait que les principaux dirigeants, soit une quinzaine de personnes, aient vu leur rémunération augmenter de 35% entre 2010 et 2011, passant de 23 millions d'euros à 31 millions.

"On a un peu de mal à comprendre. Ils nous disent de nous serrer la ceinture et ils s'en mettent plein les poches", a déclaré à

l'AFP Stéphane Dubled (CGT), appelant la direction à mesurer le niveau de "démobilisation interne".

"On peut comprendre qu'il faille faire des sacrifices pour préserver l'emploi, mais il faut que la direction montre l'exemple", a ajouté François Schmets (CFE-CGC).

Les syndicats rappellent que les salaires avaient été gelés en 2009, revalorisés de 1,8% en 2010, et gelés dans un premier temps en 2011. Après une mobilisation, les syndicats avaient alors obtenu une augmentation de 50 euros mensuels pour les non-cadres (environ 20% des effectifs). (AFP 12.03)

2- Allemagne

Et un record de plus pour Volkswagen. Le constructeur automobile allemand a annoncé lundi qu'il allait verser 17 millions d'euros de salaire à son patron Martin Winterkorn pour 2011, reflet des bénéfices inédits engrangés par son groupe. La somme "est la plus élevée jamais touchée par un président du directoire d'une entreprise du Dax", l'indice des trente plus grosses entreprises allemandes cotées, a commenté pour l'AFP Michaël Kramarsch, associé du cabinet spécialisé Hostettler, Kramarsch & Partner (HKP). Le précédent record était détenu par Josef Ackermann, à la tête de Deutsche Bank, qui avait touché 13,98 millions d'euros au terme de l'exercice 2007.

Hors Dax, certaines entreprises versent toutefois parfois des salaires encore supérieurs à leurs dirigeants, a ajouté M. Kramarsch. En 2007, l'ancien patron de Porsche Wendelin Wiedeking avait ainsi touché 60 millions d'euros. Chez Volkswagen, avec 17.456.206 euros versés, M. Winterkorn double quasiment son salaire par rapport à 2010 (9,33 millions d'euros), selon le rapport annuel du groupe.

Parmi les 16 entreprises du Dax ayant déjà présenté leurs résultats annuels, le salaire moyen des patrons a atteint 5,91 millions d'euros (+11% sans prendre en compte les groupes qui ont changé de patron en cours d'année).

Devenu numéro deux mondial de l'automobile, Volkswagen a enregistré en 2011 un bénéfice net d'un niveau inédit dans le secteur, de 15,4 milliards d'euros, multiplié par près de trois. (lexpansion.com 12.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 mars

CAUSERIE

J'ai ajouté une vingtaine d'articles dans différentes rubriques.

Mai 1981, mai 2012, qu'est-ce qui a changé ? Absolument rien. Quels enseignements avons-nous tiré de la lutte des classes au cours des trois dernières décennies écoulées ? Absolument aucun. Avons-nous réalisé ne serait-ce qu'un pas en avant vers notre objectif ? Absolument aucun. On ne se posera pas la question de savoir si on a une chance de vaincre, aucune dans les conditions actuelles, absolument aucune. Qui en portent la responsabilité ? Nos dirigeants, qui voulez-vous que ce soit ?

A propos de la Syrie

A ce jour aucun parti ouvrier en France n'a repris à son compte la multitude de témoignages diffusées largement dans le monde par des journalistes indépendants sur la réalité de la situation en Syrie, à savoir que les puissances impérialistes occidentales associées aux monarchies du Golfe sont à la tête d'une armée de mercenaires sanguinaires entrés illégalement en Syrie pour déstabiliser le pouvoir en place afin d'y substituer une régime à leurs bottes avant de s'attaquer à l'Iran.

Aucun parti ouvrier n'appelle au retrait de cette armée de mercenaires qui a pris en otage le peuple syrien et plus particulièrement les opposants au régime d'Assad qu'ils torturent et assassinent. Honte à tous ces partis, honte à leurs dirigeants qui sont décidément en dessous de tout ! Lisez ou relisez attentivement leurs déclarations.

Nous soutenons les travailleurs syriens engagés dans le combat politique à la fois contre le régime d'Assad et pour l'intégrité de la Syrie, opposition intervenant sur le terrain de la lutte des classes afin d'obtenir de nouveaux droits politiques ou sociaux. Il s'agit d'une guerre qui ne veut pas dire son nom. Une guerre d'agression menée par une puissante coalition impérialiste contre un Etat indépendant et souverain, plus faible ou dominé, demeuré sous-développé sur le plan économique par rapport à ces puissances impérialistes, comme tous les pays en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient ou encore de nombreux pays en Asie.

Dans aucun de ces continents ou de ces régions le prolétariat ne s'est développé au point de pouvoir prétendre chasser du pouvoir les régimes en place et prendre le pouvoir. Dit autrement, nulle part le prolétariat (ou les forces productives) est parvenu à un niveau de développement lui permettant de s'organiser indépendamment du pouvoir de telle sorte qu'il aurait pu rivaliser avec les classes dominantes et envisager de leur ravir le pouvoir par une révolution.

Tous ces pays sont demeurés largement sous-développés sous la coupe des multinationales des différents impérialistes au XXe siècle, qui ont eu pour seuls objectifs de piller leurs richesses et surexploités leur main d'oeuvre. Et quand un prolétariat s'est développé dans ces pays, c'était uniquement dans certains secteurs d'activité bien déterminés sans couvrir l'ensemble des besoins de la population ou tournés principalement vers l'exportation, de telle sorte que ces pays sont demeurés largement dépendant des pays capitalistes dominants et de leurs institutions financières internationales qui n'ont cessé de les racketter. De plus, ce développement s'est effectué dans le cadre de régimes autoritaires et corrompus s'appuyant sur une ou des couches de la bourgeoisie nationale réprimant brutalement toute forme d'opposition, tandis que des rapports semi-féodaux perduraient, parfois accompagnés d'un vernis démocratiquement pour les rendre présentables à la face du monde. Ces pays n'étant jamais parvenus au stade de développement économique des pays capitalistes dominants, ils n'ont jamais pu se doter de rapports juridiques similaires, l'Etat (les institutions) et la nature du régime n'ont guère évolué au cours des 70 dernières années, ils n'ont jamais pu s'élever au rang de démocratie parlementaire bourgeois.

Quelque part, ces Etats reposent sur des fondements artificiels, tout comme leurs frontières, produits du partage (et du repartage) du monde et ses richesses par les différents impérialistes au cours du XXe siècle. Au-delà des deux guerres mondiales du XXe siècle, ces continents ont été confrontés à une multitude de guerres, guerres civiles ou génocides orchestrées par les puissances impérialistes qui dominent le monde, y compris la Russie et la Chine ou encore le Brésil et l'Inde. Chacun de ces pays est isolé pour affronter ces puissances au pouvoir économique et militaire monstueux. Intégrés dans le marché mondial et ne pouvant pas échapper à ce joug, ces pays sont dans l'impossibilité de se développer par eux-mêmes, encore moins prétendre rivaliser avec les puissances impérialistes.

Dans ces conditions, le salut de ces peuples repose uniquement sur la solidarité et le développement de la lutte de classe du prolétariat dans les pays dominants auquel ils doivent être associés, n'ayant rien à attendre des régimes en place dans leur pays, dont la survie repose sur leur soumission à l'un ou l'autre impérialiste, leur combat ne peut être orienté que vers le socialisme, socialisme dont il apparaît de plus en plus clairement (à ceux qui ne l'avait pas encore compris) qu'il ne verra le jour et se développera qu'à l'échelle mondiale, donc incluant tous ces pays aujourd'hui sous le joug de l'impérialisme.

Or, pour que cette solidarité avec le mouvement ouvrier syrien existe, faudrait-il encore que le mouvement ouvrier en France et dans le monde cesse d'être subordonné à sa propre bourgeoisie ou au capitalisme mondial, qu'il fasse sa propre révolution, pour qu'un lien s'établisse entre le développement de la lutte de classe en France et dans le monde avec la lutte de classe en Syrie, faudrait-il encore qu'il existe une Internationale ouvrière qui malheureusement tarde à voir le jour, le prolétariat syrien n'ayant ni la force, ni l'organisation et ni le niveau de conscience politique suffisant pour renverser Assad, face à l'agression impérialiste qui conduirait à sa dislocation si elle était menée à son terme au profit de divisions à caractère religieuse ou ethnique, le prolétariat syrien n'a pas actuellement d'autres alternatives que de faire avec le régime en place à défaut de mieux ou pour éviter le pire, sans pour autant abandonner ses revendications sociales et politiques, il peut même en profiter pour lui soutirer des concessions.

Il va s'en dire qu'il faudrait ignorer la réalité et sombrer dans le gauchisme pour exiger du prolétariat syrien qu'il pose la question du pouvoir dans le contexte actuel, au moment même où cette question fait l'objet d'une formidable manipulation de la part de ses ennemis. Quand il n'est pas possible de passer à l'offensive ou qu'on est attaqué de toutes parts, il faut savoir se replier en ordre en attendant des jours meilleurs...

On reviendra dans une prochaine causerie sur les nouveaux instruments employés par les représentants du vieux monde pour dévoyer ou manipuler la lutte de classe du prolétariat.

Corporatisme. Hollande. Les syndicats cogestionnaires des entreprises.

François Hollande a proposé mardi un "*pacte national de confiance*" entre entreprises, Etat et partenaires sociaux, autour de "*l'enjeu de compétitivité*" et souhaité "*institutionnaliser*" la présence de salariés dans les instances dirigeantes des grandes entreprises.

"*Je propose qu'il y ait un pacte national de confiance autour de l'enjeu de compétitivité (...) où figureraient l'Etat, les collectivités locales, en l'occurrence les régions, mais aussi les partenaires sociaux et même le système de financement*", a affirmé le candidat PS à la présidentielle, au colloque "*Les défis de la compétitivité*" de l'AFEP (Association française des entreprises privées) et du Monde au Carrousel du Louvre.

Pour lui, le "*constat est implacable*": la "*compétitivité des entreprises françaises n'a cessé de se dégrader*".

"*Dès lors qu'il y a la confiance - elle doit être là - entre les acteurs publics et les entreprises, il faut qu'il y ait de la confiance entre les entreprises et les partenaires sociaux*", a-t-il fait valoir.

"Je souhaite que soit institutionnalisée la présence des salariés - ou leurs représentants - dans les instances dirigeantes des entreprises de plus de 1.000 salariés", a-t-il dit, citant conseils d'administration, conseils de surveillance.

"Seules 8% des entreprises du CAC 40" le font. "C'est trop peu", a jugé M. Hollande.

Il propose également de "revoir le financement de la protection sociale", "en concertation avec les partenaires sociaux".

M. Hollande souhaite réduire la cotisation foncière pour les entreprises qui investiront (matériels, immobilier... soit une "aide de 2,5 MDS pour l'industrie"). "Chaque fois qu'une entreprise investira, elle aura une baisse de la cotisation foncière", a-t-il affirmé. Cette mesure sera "ouverte à toutes les entreprises quelle que soit leur taille". (AFP 13.03)

Syrie. Contre-révolution. Des intellectuels instruments de l'impérialisme occidental.

Dans le texte diffusé dans le Financial Times et publié mardi 13 mars dans Le Figaro, ces personnalités de plus de vingt-sept nationalités estiment que "les divisions au sein de la communauté internationale ont donné au gouvernement d'Assad un permis de tuer" et demandent que "ce permis lui soit maintenant retiré".

L'appel coïncide avec la réunion des ministres des affaires étrangères au Conseil de sécurité lundi, à New York, sur "les leçons du Printemps arabe", qui devait évoquer la Syrie.

L'appel est signé par les anciens présidents brésilien Fernando Henrique Cardoso et sud-africain Frederik de Klerk, par David Miliband, ancien ministre des affaires étrangères britannique, par Richard von Weizsäcker, ancien président de la République Fédérale d'Allemagne, par l'ancien ministre de la justice français Robert Badinter et par les deux Prix Nobel de la paix Shirin Ebadi et la Libérienne Leymah Gbowee.

"Cette horreur doit cesser, s'est indignée l'Iranienne Shirin Ebadi, dans le communiqué. La réunion des ministres des affaires étrangères aujourd'hui à New York doit sortir le Conseil de sécurité de sa léthargie, l'unifier derrière la Ligue arabe et passer une résolution par consensus." (lemonde.fr 13.03)

Actualité en titres

Sarcophage

- Le Wall Street Journal appelle Sarkozy 'Nicolas Le Pen' - LeMonde.fr
- Un ancien Premier ministre belge compare Sarkozy à Le Pen - L'Express.fr
- Nicolas Sarkozy, le Mitt Romney français - Slate.fr
- Buisson en est certain: Hollande va perdre la présidentielle - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

Les efforts diplomatiques de l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan d'une part, du ministre russe des Affaires étrangères Sergey Lavrov d'autre part, se heurtent à une mauvaise foi évidente du Qatar, de la France et de leurs protégés.

M. Annan n'a pas pu ouvrir de médiation entre le Conseil national syrien et la présidence syrienne car le CNS a posé comme préalable la démission de Bachar el-Assad et son remplacement par son vice président. Quoi qu'il en soit, Kofi Annan a pu rencontrer le président el-Assad et avoir un long entretien avec lui. Le président a souligné qu'aucun effort n'aboutira tant que des groupes armés tentent de semer le chaos dans le pays. Il s'est déclaré ouvert à toute proposition constructive. Selon la presse du Golfe, Kofi Annan a essuyé une rebuffade car il n'est pas parvenu à convaincre Bachar el-Assad de démissionner, mais cet objectif n'avait rien à voir avec son mandat.

M. Lavrov a rencontré ses homologues de la Ligue arabe au Caire. Tous sont convenus de 5 principes généraux pour le règlement de la crise qu'ils ont présenté lors d'une conférence de presse commune (voir ci-dessous). Cependant, dès Sergey Lavrov parti, le ministre qatari cheikh Hamad bin Jassim a tenu un second point de presse au cours duquel il a affirmé mensongèrement

qu'en acceptant une référence aux documents de la Ligue arabe, la Russie avait approuvé le principe du départ forcé de Bachar el-Assad, ce que la Russie considère en réalité comme une ingérence inacceptable dans les affaires intérieures syriennes.

- The Independent on Sunday publie une déclaration de la rédaction : « Assez, c'est assez ! ». Tout en affirmant son soutien à l'opération en Libye, The Independent observe l'échec coûteux du déploiement de soldats britanniques en Afghanistan et en Irak. Il plaide pour l'arrêt des aventures militaires incertaines et se prononce clairement contre un engagement en Syrie.

- Le Washington Post dresse le bilan des points de vues contradictoires et des options militaires disponibles pour les USA en Syrie. Il conclut que l'effort devrait se limiter à fournir du renseignement et des moyens de télécommunication aux rebelles.

- Tariq Alhomayed, rédacteur en chef de Asharq Al-Awsat glose dans The Arab Times sur la conférence de presse du ministre Qatari des Affaires étrangères au Caire. Sur la base de ces mensonges, il conclut que les Russes sont en train de préparer un départ de Bachar el-Assad sur le modèle yéménite du départ du président Saleh.

- L'analyste égyptien Abdulmonen Mostafa du quotidien Al-Madina commente la position états-unienne dans la Saudi Gazette. Selon lui, depuis le 11-Septembre, la politique de Washington au Proche-Orient est élaborée autour de trois principes : sécurité des approvisionnements en pétrole, sécurité d'Israël, contrôle du leadership de l'Islam politique (il ne s'agissait donc pas de lutter contre al-Qaïda, mais d'en contrôler le leadership). Le renversement du très laïque président el-Assad prend son sens dans la perspective d'un affaiblissement du leadership islamique de l'Iran. (Réseau Voltaire 11.03)

2- Turquie

La police turque a dispersé des centaines de manifestants qui dénonçaient mardi à Ankara le classement de l'enquête visant cinq militants islamistes accusés d'avoir mis le feu il y a près de vingt ans à un hôtel de Sivas, dans le centre du pays, où étaient réunis des écrivains et des personnalités libérales.

A la suite d'une émeute, l'incendie le 2 juillet 1993 de l'hôtel Madimak, qui accueillait une conférence culturelle des alévis, une branche hétérodoxe de l'islam, a fait 37 morts et une soixantaine de blessés. La colère de la foule avait été déclenchée par la présence de l'écrivain Aziz Nesin, traducteur en turc des "*Versets sataniques*" de Salman Rushdie.

Des affrontements avaient ensuite fait 17 morts à Istanbul, lors d'une manifestation pour protester contre cet incendie.

Un magistrat d'Ankara a jugé mardi que l'affaire ne pouvait être considérée comme un crime contre l'humanité et était donc prescrite au bout de quinze ans.

Les cinq suspects n'ont jamais été retrouvés et l'opposition accuse le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et son Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, d'avoir entravé toute enquête sérieuse.

"Certains des assassins se sont mariés, ont fait leur service militaire, ont envoyé leurs enfants à l'école, mais n'ont pas pu être retrouvés !", s'est offusqué Kemal Kilicdaroglu, dirigeant du CHP (Parti républicain du peuple), le principal parti d'opposition.

"L'AKP est responsable de cet échec. Je suis sûr que le Premier ministre Erdogan est heureux de cette décision, qu'il est soulagé. C'est un affront à l'humanité", a-t-il ajouté. (Reuters 13.03)

3- Arabie Saoudite

Il y a un mois, un Saoudien de 23 ans était embastillé dans son pays pour crime de tweet. Il aurait publié sur le réseau social quelques pensées jugées inconvenantes sur l'islam. Il risque la peine de mort, par pendaison ou décapitation, au choix. On n'a, depuis, aucune nouvelle de lui.

Au-delà du drame individuel - qui à lui seul vaut qu'on se préoccupe de ce jeune homme -, le sort qui lui sera réservé en dira long sur le chemin qu'entend suivre l'un de nos alliés dans la région : l'Arabie saoudite.

Rappelons les faits. Hamza Kashgari est éditorialiste au quotidien Al-Bilad. Il dispose comme beaucoup de ses collègues d'un compte Twitter. Le 4 février, il a la malencontreuse idée de s'en servir à l'occasion de l'anniversaire supposé du Prophète. Kashgari est un croyant sincère, tendance réfléchi - on n'en n'attend pas moins d'un éditorialiste.

Il entretient un dialogue raisonné avec le Prophète Mohamed : *"Je dirai qu'il y a des choses que j'aime chez toi, mais des choses que je déteste aussi, et d'autres que je ne peux plus comprendre."* Au passage, il note que *"les Saoudiennes ne sauraient aller en enfer, au motif qu'on ne peut aller deux fois en enfer, et qu'elles y sont déjà, en Arabie saoudite"*.

Ces impertinentes réflexions, celles d'un croyant face à sa foi, déclenchèrent l'ire des chefs religieux. Ils déclarèrent Hamza Kashgari coupable "d'hérésie". Dans l'Arabie saoudite, pays fondamentaliste où la charia est appliquée à la lettre, cela vaut la mort.

Le jeune homme affronta sur Twitter une campagne de haine, le dénonçant comme "mécréant" et lui promettant la décapitation. Hamza Kashgari s'envola pour la Nouvelle-Zélande, avec escale en Malaisie. Mal lui en prit. Les Malaisiens, à la demande de Riyad, l'arrêtèrent à l'aéroport de Kuala Lumpur pour le remettre, le 12 février, à son pays. Que lui est-il arrivé depuis ? Mystère.

L'affaire témoigne de toutes les ambiguïtés saoudiennes. Le pays est l'allié traditionnel des Etats-Unis dans la région. Il est un membre actif de la coalition qui, au nom des droits de l'homme, défend l'insurrection syrienne. Il a aidé au renversement du dictateur libyen Mouammar Kadhafi. Premier producteur de pétrole du monde, il est l'un des partenaires commerciaux privilégiés de l'Europe et des Etats-Unis.

Il est aussi l'un des pays les plus rétrogrades de la région, l'un de ceux qui piétinent les libertés, l'un de ceux qui répriment leur minorité chiite, au nom d'une version moyenâgeuse de l'islam sunnite.

Riyad a été le fer de lance de l'intervention armée des pays du Golfe pour écraser, l'an passé, la rébellion chiite dans l'Etat voisin de Bahreïn.

Si l'on veut tenir partout le même langage, alors il faut dénoncer aussi fermement le mépris des libertés en Arabie saoudite qu'en Iran ou partout ailleurs dans la région. Cela passe par le devoir de ne pas oublier un jeune homme du nom d'Hamza Kashgari. (lemonde.fr 13.03)

Social

1- France.

1.1- Mobilisation massive des salariés de LaSer Cofinoga.

Entre 1 000 et 1 500 salariés de LaSer Cofinoga, selon la police et les syndicats, ont manifesté mardi à Mérignac pour réclamer de 'véritables' négociations sur le plan qui prévoit 433 suppressions de postes, dont 397 sur le site girondin.

'Nous refusons les licenciements contraints, nous demandons à nos actionnaires des reclassements acceptables, de bonnes conditions de départ et nous réclamons un projet de réindustrialisation et de redynamisation du site de Mérignac', a détaillé Lionel Azougalhi, délégué CFDT (majoritaire), qui appelle la direction à 'sortir du bois'. A Paris, devant le siège social, une centaine de salariés ont également manifesté à la mi-journée.

Une assemblée générale tenue en début d'après-midi a décidé une reprise du travail mercredi sur le site de Mérignac après deux jours de grève. Les salariés doivent se retrouver pour une nouvelle assemblée des salariés mercredi après-midi afin de décider d'autres formes d'action, a indiqué Jean-Louis Gayon, délégué syndical CGT. (lemonde.fr 13.03)

1.2- Les éboueurs en grève contre la privatisation.

Les éboueurs employés par la communauté urbaine de Lyon ont voté mardi matin la poursuite de leur grève du ramassage des ordures ménagères entamée lundi pour contester une "privatisation" plus poussée de ce service.

La grève, à l'appel d'une intersyndicale CGT-CFTC-FO-CFDT-Unsa-FAFPT, a été votée lors de deux assemblées générales par plus de 50% des éboueurs, selon les syndicats. D'après le Grand Lyon, la participation s'élève de 33 à 42% selon les subdivisions, comme lundi.

"Certains se sont mis en grève après avoir appris que des éboueurs employés par des sociétés privées ont fait les rondes à leur place lundi", a expliqué à l'AFP Mohamed Messaï, vice-président de la Fnact-CFTC du Grand Lyon.

Une centaine se sont rendus lundi matin devant le site d'incinération de Lyon Gerland pour bloquer momentanément le déchargement des camions poubelles de ces sociétés privées.

"Le personnel est très remonté et il n'y a aucune avancée", estime M. Messaï. La direction du Grand Lyon, qui "souhaite maintenir le dialogue social", selon un communiqué, a reçu lundi l'intersyndicale.

Pour Régine Peyraverney (FA-FPT), "notre revendication unique est le maintien au public des centres de Lyon et Villeurbanne".

Dans les 58 communes que compte le Grand Lyon, la collecte des déchets est réalisée pour moitié en régie publique et pour moitié par des entreprises privées, dans le cadre d'appels d'offres.

Lors du dernier appel d'offres, la communauté urbaine a redéfini le découpage à compter d'octobre 2012: les centres de Lyon et Villeurbanne, jusqu'alors couverts par la régie, le seront désormais par le privé. Inversement, la collecte des ordures sur les communes de l'ouest et du sud lyonnais, ainsi que la périphérie de Villeurbanne, sera assurée par la régie.

L'intersyndicale dénonce un grignotage progressif des sociétés privées. "*Nous ne voulons pas la suppression de la régie, nous avons simplement rebattu les cartes*" entre le privé et le public, a assuré pour sa part Gérard Collomb, président (PS) du Grand Lyon.

"*En 2017, la répartition sera de nouveau modifiée et un retour de la régie sur Lyon et Villeurbanne sera possible*", a précisé mardi le Grand Lyon, en soulignant que M. Collomb s'était engagé à travailler à "*l'amélioration des conditions de travail*". (AFP 13.03)

2- Grande-Bretagne

Lloyds et Royal Bank of Scotland ont annoncé mardi qu'elles supprimeraient 1.900 emplois au total, provoquant l'ire du syndicat Unite qui a dit avoir écrit au gouvernement afin qu'il intervienne.

Lloyds a dit qu'elle supprimait 1.600 emplois dans le cadre d'un plan plus large annoncé l'an passé, lequel prévoit l'élimination de 15.000 postes et la réduction de moitié la présence de la banque en partie nationalisée à l'international.

RBS, en partie nationalisée également, a annoncé la suppression en net de 300 postes approximativement, les 464 emplois perdus étant en partie compensés par 150 emplois nouveaux.

Le syndicat Unite a dit avoir écrit à l'UKFI, l'organisme chargé de gérer les participations de l'Etat dans les banques, et réclamé l'intervention de Londres.

"*Comment le gouvernement pourrait-il ne pas intervenir avec la disparition de ces emplois si précieux dans une économie qui est mal en point ?*", s'interroge dans un communiqué David Fleming, un responsable d'Unite.

Londres détient 82% environ de RBS et 40% de Lloyds, résultat d'un renflouement des deux établissements effectué durant la crise financière de 2008.

Depuis cette crise, RBS a supprimé 34.000 emplois et Lloyds autour de 30.000 postes. (Reuters 13.03)

Economie

1- BCE

La zone euro est en train de se stabiliser mais son intégrité future dépendra des réformes de structure entreprises par les Etats membres, a déclaré mardi le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi.

"*Nous continuons à observer des signes de stabilisation même s'ils sont timides*", a souligné le banquier central, avant de faire valoir que des taux de à court terme bas accompagnées de mesures destinées au secteur financier soutiendraient la croissance.

Le président de la BCE s'est toutefois inquiété des écarts de compétitivité, croissants selon lui, entre les pays membres de la zone euro.

Selon la BCE, les coûts salariaux ont progressé deux fois et demi plus vite dans les pays dont la balance des paiements est déficitaire que dans les pays qui accumulent les excédents.

"*Les pays membres doivent résorber et renforcer leur compétitivité pour leur prospérité propre et pour la stabilité de l'union monétaire*", a-t-il dit.

"*Si nous ne procédons pas à des réformes tous ensemble, et cela a été dit plusieurs fois au commencement de la vie de l'euro, ce sera difficile de maintenir l'intégrité de la zone*". (Reuters 13.03)

2- Grèce

La Grèce va devoir faire de nouveaux efforts d'ajustement budgétaire dans les deux prochaines années pour atteindre les objectifs fixés en échange du second plan d'aide, selon un nouveau rapport de la troïka de ses créanciers (UE, Banque centrale européenne et FMI).

"Selon un scénario de base, le ratio de la dette devrait passer sous les 117% du PIB en 2020 et continuera de diminuer pour passer sous les 90% en 2030", indique ce rapport.

Cependant, note encore le texte, "il existe des risques significatifs que la baisse de la dette soit interrompue ou même qu'une inversion se produise sous l'effet de chocs" économiques.

Dans un scénario plus pessimiste présenté dans le rapport, l'endettement du pays pourrait ainsi dépasser 145% du PIB en 2020.

De plus, un degré élevé d'incertitude et le poids de la dette rendent "incertaine la perspective pour la Grèce de pouvoir retourner sur les marchés à la fin du programme" d'aide, soit en 2015, note le rapport. (AFP 13.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 15 mars

CAUSERIE

Un courriel du CERMTRI.

Notre bibliothèque numérique créée en avril 2011 s'est enrichie et comprend maintenant:

- L'intégralité de la revue « Bulletin Communiste » organe du Comité de la Troisième Internationale puis organe du Parti Communiste (S.F.I.C). Vous pouvez consulter les années 1920 à 1933.

- Pour le journal « La Vérité » nous proposons une partie de l'année 1929 (année de sa création) ainsi que l'intégralité des numéros des années 1952 à 1961.

- Pour « Les Cahiers du mouvement ouvrier », nous présentons les sommaires et les Chroniques des falsifications des numéros 17 à 51 ainsi que des articles consacrés à la Révolution d'Octobre.

Ces publications représentent au total 600 documents pour près de 7400 pages.

Les documents de notre bibliothèque numérique sont présentés année par année. Pour chaque document, nous avons indiqué un sommaire.

Vous pouvez accéder à la bibliothèque numérique :

- à partir du site du CERMTRI <http://www.trotsky.com.fr> puis en cliquant sur le bouton « la bibliothèque numérique » dans la liste des boutons situés à gauche;

- en notant l'adresse web de la bibliothèque numérique <http://www.bibnumcermtri.fr> dans la barre d'adresse de votre navigateur internet.

En espérant répondre à vos souhaits, nous vous souhaitons une bonne consultation, et n'hésitez pas à nous faire part de vos remarques à notre adresse mail cermtri@wanadoo.fr.

Ce n'est un secret pour personne que ce sont des dirigeants du POI (CCI) qui animent le CERMTRI.

J'aurais pu ne pas vous communiquer ce message, mais cela aurait été contraire à mes principes. Je ne suis animé par aucun désir de vengeance à l'égard de mon ancien parti (l'OCI) ou ses dirigeants, je me refuse également à censurer ce parti avec lequel j'ai de sérieux désaccords, je désapprouve le sort que lui réservent les autres formations du mouvement ouvrier, j'estime qu'il faut favoriser la confrontation des idées, loyalement et fraternellement, sans tomber dans le travers qui consiste à en faire une affaire personnelle, nos idées justes ou erronées appartenant à l'histoire du mouvement ouvrier qui cherche la voie qui lui permettra d'avancer vers le socialisme.

Rien n'y fait !

Près des deux tiers (65%) des Français n'ont pas trouvé Nicolas Sarkozy convaincant lors du meeting de Villepinte et ils sont 64% à dire que ce rendez-vous n'a pas changé leur opinion sur le candidat UMP, selon un sondage BVA-Orange-Presse régionale-RTL.

BVA a abordé les enjeux du vote. La première préoccupation des personnes interrogées est le pouvoir d'achat: elles sont 19% à citer ce thème en premier, devant le chômage (15%), la dette publique (14%), la croissance économique (13%), la pauvreté et la précarité (11%). L'Europe et l'environnement ne sont cités en premier, respectivement que par 2% et 1%. (AFP 14.03)

Pas de bol ! Pour réunir 30 000 figurants maximum à ce meeting de Villepinte et non 50 ou 70 000 comme il a été dit, selon l'organisme qui gère cet espace, l'UMP a dû sillonner la France entière et assurer le service après-vente, le tout pour un coût estimé à 3 millions d'euros.

L'Europe et l'environnement à 2% et 1%, passons sur les idiots utiles de l'écologie remis à leur place, quand au désintérêt manifesté envers l'Europe, on y verra un nouveau cinglant désaveux pour ceux qui en font leur marotte depuis deux décennies.

Vous me direz que le fonctionnement des institutions aurait sans doute obtenu le même score. Je n'en doute pas un instant, mais voyez-vous, ce n'est sur cette question ou cet axe que le POI mène campagne. Un camarade m'a écrit un jour que la question des institutions n'intéressait personne, que ce n'était pas mobilisateur, etc. qui a parlé de mobiliser les foules sur la question des institutions, certainement pas moi, d'ailleurs sur aucun mot d'ordre le POI n'est en mesure de soulever les foules, alors quand à aller à l'essentiel ou droit au but, vaut mieux aller là où se prennent les décisions, où se trouvent le pouvoir au lieu d'aller se ballader à Bruxelles, non ?

Quant à militer, autant que cela serve au moins à quelque chose, et la meilleure méthode qu'on ait trouvée demeure de prendre les choses dans l'ordre où elles se présentent pour que notre discours soit compréhensible et participe à l'éducation politique des masses. Je suis un partisan de l'ordre, de la discipline, notamment quand il s'agit d'aborder la réalité, de quelle manière les choses se présentent, comment s'ordonnent les rapports économiques et politiques. C'est justement parce que tout cela est embrouillé ou dans le désordre dans la tête des travailleurs qu'il faut les aider à y mettre de l'ordre, sinon comment voulez-vous qu'ils y comprennent quelque chose, si nous ne le faisons pas, qui le fera à notre place, personne.

Et voilà qu'ils nous ressortent le "vote utile".

1- *"Beaucoup de nos concitoyens pensent que l'élection ne changera pas leur vie. Il y a beaucoup de difficultés chez nos compatriotes, beaucoup de précarité, beaucoup de colère froide qui peuvent les dissuader du vote. Le retrait civique serait la pire des choix puisqu'il favoriserait le président sortant"*, affirme François Hollande dans un entretien à La Provence.

Pour lui, il y a un danger à penser que *"le premier tour est un moment où l'on exprime davantage une aspiration, une colère que sa préférence pour un candidat qui pourrait devenir président"*. (Reuters 14.03)

Au diable vos aspirations qui ne présentent qu'un intérêt secondaire, franchement n'êtes-vous pas habitués à vous asseoir dessus ! Et puis ravalé votre colère, un peu de dignité tout de même, prenez exemple sur moi, souriez enfin, elle n'est pas belle la vie ?

2- *« En face de nous, ils n'espèrent qu'une chose : la dispersion, l'abstention. Ne leur offrez pas ce qui serait leur seule chance ! »* demande-t-il lors de son meeting à Marseille. *« Si nous voulons donner une dynamique, c'est au premier tour »*, ce qui donnera *« force et légitimité »*. Alors que Jean-Luc Mélenchon a atteint les 10% d'intentions de vote, Hollande lance : *« Vous ne pouvez pas vous tourner vers les extrêmes »*

« Je préfère protéger la jeunesse de France que les plus riches de France ». (publicsenat.fr 14.03)

Les institutions sont justement faites pour les protéger et comme vous ne comptez pas les remettre en cause, ils peuvent dormir tranquille.

Maintenant, si les travailleurs ne votent pas Hollande ou s'abstiennent malgré leur rejet de Sarkozy, c'est qu'il n'a pas réussi à les convaincre que sa politique s'adressait à eux, parce qu'ils n'y croient, que l'on ne compte pas sur nous pour les dissuader du contraire.

Il existe une forme d'hypocrisie insupportable qui consiste à appeler à voter pour le candidat du PS (notamment) en y mêlant les réserves en usage repris lors de chaque élection depuis des lustres, alors qu'en réalité ils entretiennent des liens quasi permanents avec l'appareil du PS, front unique oblige ou à travers les syndicats.

On constatera au passage, que la plupart d'entre eux appartiennent aux couches exploitées favorisées ou qui ont encore quelque chose à perdre par rapport au reste du prolétariat, et qu'ils sont directement intéressés sur le plan matériel ou de leurs statuts par l'élection de Hollande. A ce stade, ce n'est qu'un constat, je ne formule aucune accusation. Du coup, je me demande si la place qu'ils occupent dans la société ne détermine pas ou ne déteint pas, consciemment ou non, sur leur engagement politique au point de perdre de vue l'intérêt collectif de notre classe qui n'a absolument rien à voir avec ce soutien à la candidature de Hollande.

Si Sarkozy était élu, ce qui semble très improbable, cela signifierait que le niveau de conscience politique de la majorité des masses exploitées n'a pas progressé, dans ce cas-là il faudrait en chercher la cause, au lieu de vouloir faire élire à tout prix Hollande pour ainsi masquer cette réalité ou refuser d'aborder cette question.

Si Hollande était élu, cela ne signifierait pas pour autant que le conscience politique de la majorité des travailleurs aurait progressé, au moins cela permettrait de reléguer au second plan cette question, puis de l'enterrer rapidement.

Mélenchon est le complice de notre ennemi.

Lors du meeting mercredi à Clermont-Ferrand, en prononçant le nom du candidat socialiste, Mélenchon a appelé la salle à ne pas le huer. " *Celui-là est notre concurrent, pas notre adversaire* ", a-t-il expliqué. (AFP 14.03)

Le PS, qui dispose de la majorité au Sénat et qui était en mesure de rejeter le MES, s'est abstenu pour permettre qu'il soit adopté par la minorité UMP qui dispose de la majorité à l'Assemblée nationale. Voilà un fait concret et irréfutable qui prouve (si nécessaire) que le PS se situe bien du côté des adversaires, des ennemis de la classe ouvrière.

Les faits rien que les faits.

Bien des militants préfèrent prendre leurs désirs pour la réalité qu'ils préfèrent fuir. S'ils avaient vraiment à l'esprit les difficultés quotidiennes que rencontrent des millions de travailleurs et leurs familles pour tout juste parvenir à survivre ou s'ils étaient eux-mêmes confrontés à cette situation, ils réaliseraient peut-être que c'est un luxe au-dessus de leurs moyens de se détourner de cette réalité qui leur pourrit la vie littéralement, et de ne pas appeler les choses par leurs noms.

Le PS est le supplétif de l'UMP, son complément naturel depuis que la social-démocratie est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction il y a près d'un siècle. Il se pose en garant de la continuité du capitalisme et des institutions, dès lors qu'il combat la classe ouvrière au côté du parti de l'ordre, il figure parmi nos ennemis et il doit être traité comme tel, y compris lors des élections.

Des illusionnistes prétendent que les masses s'appuieront sur ce parti ou cette "victoire" pour mener leur combat. On veut bien admettre cette hypothèse pour notre démonstration, mais messieurs, allez au bout de votre analyse, dites-nous au juste à quoi cela nous a-t-il mené, sinon à l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons et qui se caractérise par l'absence d'un parti révolutionnaire.

On veut encore nous faire croire que les travailleurs pourront mieux résister si Hollande était élu, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse qui se produira, comme en 1981.

Hollande est le meilleur candidat qui soit pour avancer le plus loin possible dans le corporatisme. Pourquoi, parce que les dirigeants syndicaux profiteront qu'ils ont face à eux un président soi-disant socialiste pour ne rien lui refuser, ils emploieront ce subterfuge pour se blanchir (mutuellement) au passage, ce qui serait plus difficile avec Sarkozy, ainsi se trouvera renforcé l'idée dominante, que finalement il est impossible d'échapper à l'austérité et à de nouveaux sacrifices, ce qui aura pour conséquence de démoraliser et démobilité encore plus les travailleurs et les militants. On pourrait penser que cela les amènera à se poser davantage de questions, assurément, à ceci près qu'aucun parti ne prendra le risque de leur apporter des réponses politiques correctes ou même en admettant qu'un parti se distinguerait du lot, aucun ne serait en mesure de peser sur le cours des choses encore moins de l'inverser, soyons lucides : quel parti aura l'audace de rompre avec le PS et les appareils pourris des syndicats, aucun sans doute.

Quand le POI joue sur les mots pour maquiller la réalité.

Claude Jenet, Secrétaire national du POI écrit l'éditorial du n°191 d'*Informations ouvrières* :

"Aussi, récusant l'affirmation : « *bonnet blanc et blanc bonnet* » assimilant à l'identique politiques de droite et de gauche, le Parti ouvrier indépendant peut affirmer solennellement, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle et des élections législatives : *le traité de Bruxelles ne doit pas être ratifié !*"

Les "politiques de droite et de gauche ne sont pas identiques, mais elles conduisent à la même situation qui consiste à préserver le capitalisme et les institutions. Leurs politiques ne sont pas identiques, mais leurs objectifs sont identiques et servent les

mêmes intérêts, ceux de la classe dominante. Le POI épargent ainsi l'appareil du PS auquel il est lié à travers FO notamment. Ce que le POI ne vous dira pas.

L'arrivée au pouvoir d'un président dit de gauche coïncide avec la crise ou la décomposition du régime, il en est l'expression au sommet de l'Etat, cela est valable dans tous les pays. Dès lors, il va gérer au mieux la société pour le compte des capitalistes tout en ménageant ses alliés, en France on les appelle les partenaires sociaux. La situation des exploités en général continuant à se dégrader malgré quelques concessions à la marge accordées à certaines couches qui assurent la stabilité du régime, la popularité de ce président va s'en trouver entamer au point que le parti de l'ordre retournera au pouvoir lors de la prochaine élection ou à la suivante au plus tard. On a envie d'ajouter : et ainsi de suite.

L'expérience passée prouve amplement qu'un parti dit de gauche au pouvoir peut aller encore plus loin qu'un parti dit de droite dans la mise en oeuvre d'une politique résolument anti-ouvrière, on peut citer Schröder, Blair ou Papandréou par exemple. La totalité des partis de l'Internationale socialiste en Europe ont voté les traités européens, les plans d'austérité dictés par la troïka. La totalité des partis de l'Internationale socialiste en Europe ont soutenu les guerres impérialistes initiées par l'impérialisme américain. Dès lors quelle crédibilité peut-on accorder à des dirigeants et un parti qui prétendent que la droite et la gauche ne seraient pas « *bonnet blanc et blanc bonnet* » quand finalement sur l'essentiel les faits prouvent exactement le contraire ?

La France présente la particularité d'être le pays où l'expérience politique a été conduite le plus loin possible, jusqu'au bout, disait Marx. Cet héritage, bien que largement entamé, se retrouve malgré tout un siècle et demi plus tard dans la lutte des classes en France.

Le développement du mouvement ouvrier (en France) et la trahison de ces dirigeants qui ont accompagné la dégénérescence de ses partis sans qu'ils disparaissent totalement, s'est traduit par une contradiction entre l'origine ouvrière de ces partis et leur subordination au capitalisme, qui au fil du temps et de leurs expériences au pouvoir ont contribué à en modifier la nature sociale au point de rompre (avec) ou de renier leur origine ouvrière, cependant tout en continuant de se réclamer (en parole) de la classe ouvrière ou du socialisme, ce qui leur permet d'apparaître accessoirement au côté du prolétariat qu'ils combattent sur l'essentiel quotidiennement. Une contradiction est par nature un phénomène instable. Elle repose sur des facteurs dont l'évolution et l'évolution des rapports tendent sans cesse à modifier, dissoudre ou dépasser sa nature.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans l'affaire qui nous occupe ici, c'est que ce mouvement dialectique qui est observable en toute chose dans la nature, la société ou l'univers, ne s'appliquerait pas au PS qui serait régi par ses propres lois. Le PS serait le seul phénomène observable dans l'univers où la loi de la transformation de la quantité en qualité n'opèrerait pas... Autant dire que ces lois n'appartiennent qu'aux auteurs de cette fable qui les ont concoctées pour masquer leur incompréhension du fonctionnement de la société, et donc l'impossibilité de la changer.

Il y a des gens qui dans leurs analyses privilégient les apparences, les illusions, les fausses intentions, les idées inconsistantes, les paroles prononcées à tort et à travers, et il y en a qui s'en tiennent strictement aux faits, de toute évidence Claude Jenet (ex-PS) et bien d'autres appartiennent à la première catégorie.

Allons encore plus loin. Qu'est-ce qui est le pire dans la vie ou en politique : un ennemi qui se présente comme tel et contre lequel on engagera le combat immédiatement, ou un ennemi qui se présente comme un ami et contre lequel on aura des scrupules à engager le combat pour finalement mieux vous endormir et vous tromper ?

C'est à partir de la représentation qu'on se fait de la personne qu'on a en face de nous qu'on détermine la manière de l'aborder. Si cette représentation est faussée pour une raison ou une autre, notre façon de l'aborder sera faussée également, cette personne pourra abuser de notre confiance ou tirer profit de notre méprise à des fins qui ne correspondent pas à nos intérêts. C'est à cela qu'on nous demande de collaborer, ce sera sans nous !

On nous demande ici de nous abuser nous-même comme si les occasions ne manquaient pas déjà de nous leurrer nous-même, comme si nous étions soudainement atteint d'amnésie, alors que l'on dispose d'une multitude de faits et d'arguments, plus qu'il n'en faut en vérité, prouvant que le PS est devenu un parti bourgeois, réactionnaire, contre-révolutionnaire, se situant de l'autre côté de la barricade.

On concèdera que tous les partis bourgeois ne présentent pas les mêmes particularités, de la même manière qu'ils ne se présentent pas tous sous le même masque, pour en finir avec ce sujet, disons que seuls les moyens auxquels ils recourent pour combattre la classe ouvrière permet de les distinguer.

Si Hollande était élu, il poursuivrait la politique de Sarkozy sous l'oeil vigilant de la troïka, des agences de notation, de la Bourse, des marchés, en cela ils sont bien « *bonnet blanc et blanc bonnet* », tout le reste n'est que du baratin.

Syrie. Manipulation grotesque.

Titre d'une info datée d'hier : Ce que révèlent les emails privés de Bashar al-Assad - 20minutes.fr

Enfin des révélations dignes d'intérêt, on va enfin tout savoir, fracassant, jugez plutôt :

- Le Guardian a mis la main sur ce qui semble être plus de 3.000 emails de Bashar al-Assad et de son entourage, et a publié plusieurs extraits des conversations, mercredi soir. Le quotidien britannique précise avoir pu confirmer l'authenticité de certains messages mais pas de tous. Ils auraient été interceptés entre juin 2011 et février 2012 par un groupe syrien d'opposition, le Conseil suprême de la révolution.

Si avec 3.000 emails de Bashar al-Assad ils n'arrivent pas à démontrer qu'il est à l'origine des violences en Syrie depuis un an, ce serait franchement à désespérer...

- Du côté de la diplomatie, on apprend que le président syrien a demandé des conseils à l'Iran à plusieurs reprises.

En voilà une révélation !

- Pendant que la répression s'intensifiait, Madame Assad, elle, a commandé pour plus de 10.000 euros en chandeliers, bougeoirs et meubles venus de France. Son mari, lui, achetait régulièrement de la musique sur iTunes pour son iPad.

Et les ordres transmis aux généraux pour massacrer la population civile ? Point de traces. Et les manoeuvres d'Assad pour mettre sur le dos de l'opposition ces massacres ? Point de traces ?

Le Guardian est à l'image des médias en général dans le monde : une poubelle !

Actualité en titres

Sarcophage

- Sarkozy à Villepinte: 65% des Français pas convaincus - AFP
- Selon le Canard Enchaîné, Jacques Chirac et sa fille Claude soutiennent François Hollande - L'Express.fr
- Pour Sarkozy, Dati "*a mieux à faire que de critiquer*" Fillon - L'Express.fr

Subordination.

- Petroplus: l'intersyndicale demande un rendez-vous avec Nicolas Sarkozy - AFP
- ArcelorMittal Florange: Sarkozy veut recevoir les syndicats lundi - AFP

Pâte molle.

- Hollande tente de séduire les habitants des banlieues - L'Express.fr -
- François Hollande adoucit sa note fiscale - LeFigaro.fr

La haine.

- Pour en finir avec Mélenchon - L'Express.fr

Pour l'éternité. Qui dit mieux.

- Grande Bretagne: le gouvernement envisage d'émettre des obligations d'au moins 100 ans - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

Les habitants de Saint-Julien-sur-Suran s'étaient prononcés contre le projet, mais une prison expérimentale sortira bel et bien de terre dans ce petit village. Le conseil municipal s'est en effet prononcé mardi soir en faveur de l'initiative de Pierre Botton contre lequel 54% de ses 312 administrés avaient voté dimanche.

«Les conseillers municipaux ont écouté les 14 maires du canton, sur 15, qui avaient donné leur accord, considérant ce magnifique projet humain comme structurant pour le territoire. Ils ont aussi estimé que les habitants avaient été trompés par une campagne scandaleuse de dénonciation du projet», s'est justifiée la conseillère générale (UMP) Hélène Pélissard, citée par l'Est républicain. (20minutes.fr 14.03)

Social

1- Allemagne

En Allemagne en 2010, 23,1% des salariés, soit 7,84 millions de personnes, touchaient un salaire qualifié de "bas", inférieur à 9,15 euros bruts de l'heure, selon une étude publiée mercredi par l'institut de recherche sur le travail de l'université de Duisbourg-Essen (ouest). Les auteurs de l'étude soulignent toutefois que cette proportion tend à diminuer depuis un pic atteint en 2007 (24,2%). Ce chiffre de 9,15 euros correspond à la définition généralement admise du salaire "bas", c'est-à-dire inférieur aux deux tiers du salaire médian dans un pays.

Selon cette étude, qui fait la Une du quotidien de centre-gauche Süddeutsche Zeitung, au moins 1,4 million de personnes en Allemagne ont même touché des salaires de moins de 5 euros bruts de l'heure en 2010. Il s'agit essentiellement de femmes, d'Allemands résidant à l'Est et de personnes effectuant des "mini-jobs", ces petits boulots subventionnés par l'Etat, censés compléter les aides sociales et permettre le retour à l'emploi des chômeurs de longue durée.

L'étude relève par ailleurs que "l'augmentation du nombre de personnes dans le secteur des bas salaires depuis 1995 est imputable presque en exclusivité à l'Allemagne de l'Ouest".

L'Allemagne est souvent montrée du doigt en Europe pour la grande modération de ses salaires ces dernières années, ainsi que pour l'augmentation de la précarité dans le pays. Les salaires dans le pays sont généralement fixés par secteur d'activité à l'issue de négociations entre patronat et syndicat, du moins dans les secteurs où les organisations syndicales sont puissantes. Dans les autres, en particulier dans les services, la rémunération dépend du bon vouloir de l'employeur, en l'absence d'un salaire minimum unique.

L'étude publiée mercredi assure que la création d'un tel salaire minimum unique de 8,50 euros bruts de l'heure conduirait à une augmentation des revenus pour 25% environ des personnes touchant aujourd'hui des bas salaires. Quelques métiers se sont toutefois dotés en Allemagne de salaires minimum, le BTP ou les services de sécurité/gardiennage par exemple. En outre, les syndicats allemands se sont montrés très revendicatifs ces deux dernières années, et ont négocié des hausses de salaires conséquentes dans plusieurs branches de l'économie. L'an dernier, le coût du travail horaire a connu sa plus forte augmentation en Allemagne depuis 15 ans (+3,2%), a révélé la semaine dernière une statistique officielle. (lexpansion.com 14.03)

2- Canada

Le Parlement canadien a voté dans la nuit de mardi à mercredi un projet de loi gouvernemental destiné à interdire aux salariés d'Air Canada, en conflit avec leur direction, de se mettre en grève, a annoncé la ministre du travail. Ce texte devrait être approuvé sans difficulté d'ici la fin de la semaine par le Sénat et ratifié par le gouverneur général.

Air Canada, premier transporteur du pays, avait menacé les pilotes d'une fermeture temporaire de l'entreprise dans le contexte d'une impasse des négociations salariales. Les personnels au sol avaient annoncé pour lundi dernier une grève qui risquait de perturber fortement le trafic au moment même où de nombreux Canadiens voyagent à l'occasion des vacances scolaires d'hiver. Mais le gouvernement avait saisi le Conseil des relations industrielles canadien, dont l'intervention suspend ce genre d'actions.

Tant le premier ministre Stephen Harper que la ministre du travail ont déclaré que l'interruption des vols d'Air Canada risquait de porter préjudice à la reprise économique du pays.

Le syndicat Aimta, représentant les mécaniciens, les bagagistes et les agents de fret, a protesté mercredi contre la loi interdisant le recours à la grève. "C'est un triste jour pour tout travailleur canadien sous réglementation fédérale, car cette loi spéciale lui enlève carrément son droit de grève, a déclaré le vice-président de l'organisation Dave Ritchie. Elle minera la libre négociation collective et empoisonnera les relations de travail d'un bout à l'autre du Canada." (lemonde.fr 14.03)

3- Corée du Sud

La Corée du Sud est le pays de l'OCDE où on travaille le plus : 2 193 heures par personne et par an en 2010. C'est 444 heures (soit plus de deux mois et demi) de plus par an que la moyenne de l'OCDE (1 749 heures).

3,7 %, c'est le faible taux de chômage de la Corée du Sud. Il a été divisé par deux depuis le milieu des années 90 grâce à la forte croissance du pays.

23e sur 31, c'était, en 2009, le rang médiocre de la Corée du Sud en ce qui concerne la productivité de la main-d'œuvre.

La durée légale du travail en Corée du Sud est de 40 heures par semaine... auxquelles s'ajoutent 12 heures supplémentaires autorisées. Mais ces 52 heures «*légal*es» n'incluent pas les heures travaillées le week-end.

«*Beaucoup de Sud-Coréens sont accros au travail, parce que leur entreprise leur demande de s'y consacrer entièrement*», analyse Bae Kyu-shi, de l'Institut coréen du travail. Un dévouement qui a pris ses racines dans la deuxième moitié du XXe siècle. Ruiné après la guerre de Corée, le pays a réussi à se hisser depuis parmi les 10 premières économies mondiales.

«*Si le phénix coréen a su renaître de ses cendres*», c'est en partie grâce au travail, «*une valeur suprême*», assure Pascal Dayez-Burgeon, ancien diplomate à Séoul. Une recette éprouvée... mais éprouvante. Le temps de travail pourrait bien être le problème majeur de la société sud-coréenne dans la prochaine décennie, prédit Bae Kyu-shi. Productivité en berne, accidents du travail, mais aussi taux de natalité extrêmement bas et société vieillissante : «*Le pays n'a pas le choix. Il faut réduire le nombre d'heures travaillées. En contrepartie, on pourrait reporter l'âge de départ à la retraite*», suggère le chercheur.

Flexibilité. Qu'en disent les patrons ? Chez le géant Samsung Electronics, on refuse de s'exprimer sur ce sujet. Les ressources humaines précisent seulement avoir mis en place un système d'horaires flexibles. La flexibilité, c'est ce que demande justement la Fédération des employeurs, qui rappelle qu'elle a déjà accepté de réduire le nombre d'heures annuelles à 1 800 d'ici à 2020. M. Cho est lui PDG d'une PME de 200 personnes spécialisée dans le linge de maison. Il travaille 70 heures par semaine. «*Je ne vois pas comment réduire les horaires de mes employés et embaucher plus. Comme beaucoup de PME, j'ai du mal à survivre face aux grands conglomérats*», témoigne-t-il. Le ministère du Travail est d'ailleurs conscient que la réforme sera difficile à faire accepter et promet de renforcer le soutien financier aux PME. Kim Mi-jeong, de la Confédération syndicale coréenne, se dit contente... mais surprise : «*Pourquoi le gouvernement conservateur a-t-il fait cette annonce ? Nous sommes à quelques semaines des élections législatives. J'espère que ce ne sont pas des promesses en l'air.*» Mais il y a fort à parier que la Corée restera encore un bon moment le pays où l'on travaille le plus... (libération.fr 14.03)

Economie

1- Croissance mondiale.

La croissance économique des pays du G20 a ralenti à +0,7% au quatrième trimestre 2011, après +0,9% au troisième, selon les chiffres provisoires publiés mercredi par l'OCDE.

Sur l'ensemble de 2011, la croissance s'inscrit à 2,8% dans les 20 plus grandes économies mondiales, en net ralentissement par rapport à 2010 (5,0%). (Reuters 14.03)

2- Zone euro

L'inflation est restée stable en février dans la zone euro, à 2,7% sur un an, a confirmé mercredi dans une deuxième estimation l'office européen des statistiques, Eurostat.

C'est le 15e mois consécutif que l'inflation dépasse le seuil de 2% visé à moyen terme par la Banque centrale européenne, chargée de surveiller la hausse des prix.

C'est aussi le troisième mois d'affilée où l'inflation est à 2,7%.

"*La tendance actuelle concernant les prix du pétrole signifie que l'inflation dans la zone euro pourrait se maintenir beaucoup plus qu'on ne l'espérait, au moins à court terme*", note Howard Archer, économiste à IHS Global Insight, y voyant "*un coup d'arrêt à la perspective de reprise dans la zone euro, car cela va réduire le pouvoir d'achat des consommateurs, et imposer une pression accrue sur les marges des entreprises*".

Cette inflation persistante "*va vraisemblablement rendre la BCE réticente à réduire encore ses taux d'intérêt, au moins à court terme*". Cependant, en raison des perspectives moroses pour la croissance, "*il est très possible que la BCE finisse par ramener*

son taux de 1 à 0,75%", selon lui.

Les principales composantes de l'inflation ont été les transports (4,6%), le logement (4,4%) et les boissons alcoolisées et le tabac (4,1%), tandis que les taux les plus faibles ont été enregistrés dans les loisirs et la culture (0,9%) et l'enseignement (1%) tandis que les prix ont reculé de 3% dans les communications.

Eurostat note qu'au niveau des sous-indices, les carburants pour le transport d'une part, le gaz et les combustibles liquides d'autre part, ont eu les plus forts impacts à la hausse sur le taux global. (AFP 14.03)

Les principales hausses des prix concernent toute la population qui travaille, et les plus faibles à l'exception des communications concernent les secteurs auxquels une partie des travailleurs n'ont pas accès du fait qu'ils sont trop pauvres. Les prix des communications ont diminué, mais le volume des communications augmentant, les profits augmentent également en volume.

3- Espagne

La dette des banques espagnoles envers la Banque centrale européenne a bondi en février pour atteindre son maximum historique, à 152,4 milliards d'euros nets, dopée notamment par la récente injection de liquidités par la BCE.

Ce chiffre, qui est aussi un indice de la capacité ou non des banques espagnoles à recourir au marché (au lieu de la BCE) pour se financer, était déjà à un niveau record en janvier, à 133,2 milliards d'euros, selon la Banque d'Espagne, qui publie ces données depuis 1999.

Le recours des banques espagnoles à la BCE, qui avait grimpé jusqu'à 131,9 milliards d'euros en juillet 2010, avait depuis régulièrement baissé, descendant jusqu'à 42,23 milliards en avril 2011.

Mais depuis septembre il est reparti à la hausse, et entre janvier et février, il a bondi de 14%.

Le montant est dopé par l'injection de liquidités par la BCE, qui a réalisé en décembre et février deux opérations de prêt sur trois ans, à des taux avantageux, aux banques de la zone euro.

Cette injection de liquidités visait à aider les banques, qui ont du mal à se financer sur les marchés, dans un climat général de défiance.

Le secteur bancaire espagnol, en particulier, est critiqué en raison de son exposition au secteur immobilier, sinistré dans ce pays depuis l'éclatement de la bulle en 2008.

Dans le cadre d'une nouvelle réforme, le gouvernement leur a exigé récemment de réaliser d'ici un an (deux en cas de fusion) des provisions et une réserve de capital, pour 52 milliards, une somme qui doit leur permettre de faire face à la possible perte de valeur de leur patrimoine immobilier. (AFP 14.03)

Société

Les achats sur internet se généralisent en France, mais un client sur deux a rencontré au moins un problème après ses transactions, selon un sondage Ifop/Generix publié mercredi.

Neuf personnes sondées sur dix (91%) ont effectué au moins un achat non alimentaire en ligne au cours des douze derniers mois, et 45% d'entre elles disent avoir recours au commerce en ligne au moins une fois par mois. La moyenne est de 12,8 achats sur un an.

La crise économique semble avoir profité au commerce en ligne: 44% des acquéreurs disent qu'elle les a incités à acheter davantage sur internet.

La moitié (49%) des acheteurs dit toutefois avoir été confrontée à au moins un problème.

Le plus fréquent est l'annulation des commandes en raison d'une rupture de stock (28%), suivie de la réception d'un produit ne correspondant pas à sa description (18%) ou endommagé voire cassé durant le transport (15%). La commande n'est jamais arrivée pour 13% des déçus, tandis que 7% ont reçu un produit qu'ils n'avaient jamais commandé.

Au final, 27% ont procédé au moins à un échange, et 20% se sont fait rembourser.

Autre insatisfaction des sondés, le montant des frais de livraison: 55% les citent comme l'un des principaux freins aux achats

sur internet, derrière l'impossibilité de toucher, voir ou essayer les produits (65%) mais devant la peur de l'arnaque ou de la contrefaçon (52%), la difficulté à échanger ou à se faire rembourser (33%), l'insuffisante sécurisation des paiements en ligne (30%) et l'absence de conseils d'un vendeur (28%). (AFP 14.03)

Ce sondage a dû être réalisé sur une fraction bien précise de la population, car il n'est pas vrai que plus de 90% procèdent à des achats en ligne. Personnellement, jamais il ne me viendra à l'idée d'acheter quelque chose en ligne, je me refuse même à payer des factures par ce moyen là.

[Haut de page ↗](#)

Le 16 mars

CAUSERIE

Apparemment les médias ont décidé de vous gâver avec l'élection présidentielle jusqu'à en vomir. Ne disposant en Inde que de TV5Monde Asie comme chaîne de télévision francophone, je suis un privilégié, hier soir aux infos ils n'en ont pas du tout parlé, par contre on a eu le droit à un tas de sujet plus débiles les uns que les autres, TV5Monde toujours plus orientée à droite, on s'en aperçoit à travers la manière dont l'information est traitée.

[Un complément à la causerie d'hier sur « *bonnet blanc et blanc bonnet* » .](#)

Les politiques dites de droite et de gauche pas « *bonnet blanc et blanc bonnet* ».

Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole de François Hollande, a répondu hier aux questions de «20 Minutes»

50% bonnet blanc et 50% blanc bonnet.

- "*on n'a jamais vu une élection présidentielle se jouer à 60-40* ", ce sont les voix des participants à cette mauvaise farce, les électeurs, réparties sur les deux candidats à quelques pourcents près qui témoignent de la proximité politique des deux candidats impossible à départager tellement leurs politiques sont semblables.

- "*Ce qui nous guette c'est l'abstention*" parce qu'il y aurait des électeurs qui renverraient dos-à-dos les deux candidats tellement ils se ressemblent.

- "*C'est le rôle de François Hollande (...) de rappeler le bilan que Nicolas Sarkozy ne veut pas assumer pour permettre aux Français de faire un choix éclairé*", autrement dit ce "*choix éclairé*" consisterait dans un rejet du bilan de Sarkozy plus que dans une adhésion au programme de Hollande qui sur le fond est semblable à celui de Sarkozy.

- "*... si on veut vraiment l'audace du changement, il faut voter pour François Hollande*", tandis que le candidat Sarkozy incarnerait la continuité, Hollande incarnerait le changement dans la continuité.

- "*Aujourd'hui, il y a une forme d'individualisme, de doute et de défiance envers la politique, qui fait qu'il faut quasiment avoir un rapport bilatéral avec les gens pour les convaincre de la pertinence de nos propositions*", traduisons, il faut l'expérience de militant en politique formée aux techniques de communication pour faire prendre des vessies pour des lanternes à des gens qui n'ont pas les connaissances requises pour en démonter les mécanismes et leur faire croire que notre politique diffère de celle de Sarkozy.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, j'ai l'impression que bien des travailleurs ont parfaitement compris qu'ils se partageaient les rôles pour finalement ne pas représenter leurs intérêts, ce qui revient à penser que c'est bonnet blanc et blanc bonnet. J'ai même l'impression que c'est justement ce qu'il faut leur cacher.

Quand les gouvernements et les partis au pouvoir passent et se succèdent sans que vos difficultés quotidiennes disparaissent, vous vous dites forcément que c'est du pareil au même. Il faut peut-être avoir vécu cette situation pour le comprendre. Le meilleur témoin de la situation, c'est la condition de l'homme ou la femme qui ne cesse de se dégrader, qui trime et qui n'arrive pas à joindre les deux bouts.

Du côté bonnet blanc, UMP, sa politique consiste à matraquer les travailleurs et à l'assumer sous divers alibis, la mondialisation, l'UE, la crise, etc.

Du côté blanc bonnet, PS, quand il est dans l'opposition parlementaire, sa politique consiste à soutenir la politique de l'UMP tout en prétendant s'y opposer en avançant des mesures à la marge, et quand il est au pouvoir il ne remet pas en cause la politique de son prédécesseur, au mieux il la poursuit, au pire il l'aggrave selon la situation ou les exigences du capital.

Le PS est cogestionnaire de la société au côté de l'UMP au sein des institutions (commissions), il est coresponsable des conséquences de la survie du capitalisme que subissent les travailleurs, et quand il se place à leur côté c'est uniquement pour le camoufler et les accompagner à la morgue. D'une main il tient avec l'UMP le couteau qui va saigner les travailleurs, et de l'autre il essuie une larme, illusion qui suffit à le faire passer pour ce qu'il n'est pas chez les naïfs ou les ignorants, et que des militants s'emploient à relayer avec constance et détermination, histoire que rien ne change, normal quand on privilégie les apparences à la réalité.

Prenons un exemple, ce n'est un secret pour personne que le PS était favorable à la privatisation des entreprises publiques et de la fonction publique. Ce n'est un secret pour personne non plus qu'il ne reviendra pas sur les privatisations réalisées depuis le milieu des années 80. Ce n'est un secret pour personne que ces privatisations se sont soldées par une détérioration des conditions de travail des salariés concernés. A propos de La Poste.

- Dans un communiqué, le Parti socialiste a repris à son compte jeudi certaines revendications des syndicats, notamment sur l'arrêt des réorganisations, réclamant "des mesures urgentes et immédiates" pour remédier "à des conditions de travail dramatiques qui ne cessent de se dégrader". (AFP 15.03)

Il est coresponsable de cette situation, et comme il réclame des mesures pour la corriger on ne lui imputera pas, et le tour est joué.

Chaque jour apporte son lot de faits ou de déclarations montrant que rien ne distingue sur le fond l'UMP du PS. Un dernier exemple.

- Le stratège de M. Sarkozy, Patrick Buisson, dans une interview au Monde, publiée mardi : "*Le candidat de la gauche populiste (Mélenchon -ndlr) sera toujours plus crédible qu'une pâle copie sociale-démocrate dans le registre de la lutte des classes*". (lemonde.fr 15.03)

Une "*pâle copie*" de qui : de Mélenchon ou de Sarkozy ? Des deux selon le contexte... pour mieux brouiller les pistes.

Partir de la réalité ou des apparences trompeuses.

Quand du sol on observe un avion voler, on n'a pas l'impression qu'il vole à quelque 900 kms/h, on a plutôt l'impression qu'il se déplace lentement. A quelqu'un qui n'a jamais vu un avion de près de sa vie et à qui vous avez envie d'enseigner quelque chose, vous allez lui dire quoi, qu'un avion de ligne vole à environ 900 kms/h parce que vous l'avez appris et que c'est la réalité, ou plutôt qu'il se déplace comme un escargot pour ne pas contredire la fausse impression qu'il donne quand on l'observe de la terre ferme ?

Quand la dialectique passe à la trappe.

Un ouvrier milite dans un parti ouvrier, peut-être pas dans le même parti que le nôtre, il n'en demeure pas moins que nous sommes engagés dans la même galère, nous appartenons au même camp et théoriquement nous combattons le même ennemi. Soudainement il décide de militer au FN et soutient les thèses racistes ou xénophobes de ce parti.

Questions : bien qu'il soit toujours un ouvrier, figure-t-il toujours dans le même camp que nous ou a-t-il inconsciemment basculé dans le camp de notre ennemi ? Qu'est-ce qui détermine sa nature, son origine ouvrière ou le fait qu'il combat désormais au sein d'un parti d'extrême droite ? Qu'est-ce qui détermine la nature du PS, son origine ouvrière lointaine ou le fait qu'il combatte depuis des lustres au côté du parti de l'ordre ? Qu'est-ce qui détermine la nature du PS, l'apparence qu'il se donne en faisant référence au socialisme ou sa politique réactionnaire ? Qu'est-ce qui détermine la nature du PS, l'idée qu'on peut s'en faire ou ce qu'il est véritablement, dans la pratique en servant servilement le régime en place ?

On est passé du combat politique qui partait des faits, au combat politique qui s'appuie sur l'interprétation que l'on peut donner des faits, reléguant ces derniers au second plan ou en les occultant carrément. Cela permet peut-être d'expliquer pourquoi on ne s'en sort pas, pourquoi chacun semble détenir la vérité et pourquoi on se perd en discussions stériles à l'infini. On est passé d'une signification objective basée sur un constat à une interprétation subjective qui n'engage que son auteur.

Cela recouvre deux conceptions de la lutte de classe, cela nous amène à la question : réforme sociale ou révolution.

Le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière relève des apparences quand il est une fin en soi, puisque aucun acquis ne l'est définitivement. On a l'impression ou la certitude d'avoir réalisé un pas en avant jusqu'au jour où nos acquis sont systématiquement remis en cause, liquidés. Du coup on tombe de haut, généralement on n'y est pas préparé, tout fout le camp alors qu'on est impuissant à freiner, stopper ou inverser ce processus liquidateur. On a toujours vécu ou baigné dans

l'apparence trompeuse que ce qui avait été acquis l'était définitivement et patatras, du coup on ne comprend rien à ce qui se passe, pourquoi les choses se passent ainsi, alors qu'en réalité c'était couru d'avance. On s'imaginait que le progrès social était un fait établi et qu'il finirait progressivement par s'étendre à tous les secteurs de la société, bref, le capitalisme réaliserait le socialisme, c'est la thèse défendue par les réformistes, mais manque de bol, les choses ne se passent pas du tout de cette manière là et c'est plutôt la régression sociale et la barbarie qui nous pend au nez.

Effectivement, la réalité c'est que c'était couru d'avance, nous le savions pertinemment parce que nous avons étudié de quelle manière les choses s'étaient passées au cours du XIXe et du XXe siècle, nous savions que le développement du capitalisme conduisait infailliblement à de nouvelles crises, à l'accumulation gigantesque de capital et à la paupérisation croissante, à la baisse du taux de profit et à son effondrement, à la guerre, à la barbarie.

Nous savions parfaitement tout cela. Nous savions aussi que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, sauf qu'on a cessé d'y croire, on s'est détourné de cet enseignement qui reposait sur une analyse des contradictions du capitalisme, de ses lois de fonctionnement qui n'ont jamais changé, de ses fondements qui sont demeurés les mêmes. On a rompu avec la conception de la lutte de classe qui reposait sur ce constat et cet enseignement pour finalement en arriver à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

On a abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier au profit d'une adaptation et d'une cogestion progressive du capitalisme. On a abandonné le combat classe contre classe au profit de la collaboration de classes au point de ne plus pouvoir se donner d'objectifs politiques au-delà du régime en place, au passage, ce qu'incarne l'Assemblée constituante du POI ou la VIe République de Mélenchon. (A suivre)

Pour moi qui vis en Inde et qui aies dû réviser à plusieurs reprises l'idée que je me faisais de ce pays, par la force des choses, c'est une évidence que le mouvement ouvrier et son avant-garde marchent sur la tête. Si j'avais fait de même en Inde sans tenir compte des rapports auxquels j'étais soumis, mais je serais devenu dingue, je serais déjà mort ou j'aurais tout perdu. Chaque fois, c'est la réalité qui m'a rappelé à l'ordre, violemment souvent, ce qui m'a obligé à porter un regard tout à fait différent sur ce pays et sur la vie en général car j'en ai tiré des enseignements précieux pour ma survie.

(Dans le village de pêcheurs où j'habitais avant) Quand vous avez une vingtaine de types en furie alcoolisés et armés de machettes qui veulent vous couper en morceau et vous balancer à la mer, ou quand vous avez en permanence les premières vagues à une quinzaine de mètres de votre lit, non seulement vous n'avez pas l'esprit à philosopher, je peux vous assurer que vous analysez la situation telle qu'elle est sans chercher à biaiser avec car votre sort en dépend. Jamais je m'étais imaginé qu'un jour je me retrouverais à connaître de tels rapports avec des Indiens car je les ai toujours respectés, apparemment cela ne suffisait pas, la réalité était somme toute plus complexe, comme je ne m'attendais pas à ce que la mer grignote le rivage à une telle allure, j'ignorais même ce qu'était un tsunami jusqu'au jour où il a failli nous engloutir. C'est là qu'on se dit qu'on a vraiment intérêt à avoir les pieds sur terre et que l'oublier peut nous être fatal.

Moralité de cette causerie, il n'y a donc pas de fatalité à la crise de la direction de la classe ouvrière.

Le fiel.

En déplacement dans la Marne ce jeudi, Nicolas Sarkozy s'est montré très agacé par la question d'un journaliste de LCI sur les manifestations de syndicalistes d'ArcelorMittal devant son QG de campagne. "*Qu'est ce que vous voulez que j'aie à foutre de ce que vous me dites?*" a lancé Nicolas Sarkozy au journaliste qui évoquait les jets de gaz lacrymogène sur les manifestants, avant de traiter son interlocuteur de «*couillon*».

«*Pardon!*», s'est aussitôt rattrapé le chef de l'Etat, en tapant sur l'épaule de l'injurié. «*Non mais c'est parce qu'il est sympa, il est jeune*», a tenté de justifier Nicolas Sarkozy pour conclure. (20minutes.fr 15.03)

Actualité en titres

Une lutte à mort est engagée.

- France. Les ménages modestes se serrent toujours plus la ceinture - liberation.fr

- Les Italiens se serrent la ceinture - lepoint.fr

INFOS EN BREF

Social

1- France

Un mouvement de grève national a touché jeudi certains bureaux de Poste, les syndicats ayant appelé les guichetiers à dénoncer leurs conditions de travail, de rémunération et les suppressions de postes au sein du groupe qui emploie au total quelque 240.000 personnes.

Selon la direction de la Poste, le mouvement initié par les quatre premiers syndicats du groupe, la CGT, SUD, FO et la CFDT, ainsi que la CGC-Unsa, a été suivi par 13,95% des personnels de l'Enseigne (bureaux de postes) appelés à travailler jeudi, soit quelque 7.000 personnes. Au total, l'Enseigne emploie quelque 60.000 personnes.

Les syndicats réclament une revalorisation salariale ainsi que l'arrêt des réorganisations et suppressions de poste au sein du groupe, qui compte environ une moitié de fonctionnaires et est devenu il y a deux ans une société anonyme à capitaux publics.

Dans un communiqué commun, ils ont réaffirmé jeudi que *"l'amélioration des conditions de vie et de travail des postiers et du service public postal passe avant tout par l'arrêt des restructurations, des réorganisations, de la destruction de l'emploi qui ne visent que la rentabilité"*.

Appelant la Poste à *"ouvrir les yeux sur la situation réelle des postiers"*, ils ont également réaffirmé leur rejet d'un projet d'actionnariat salarié, cher au PDG Jean-Paul Bailly, jugeant que cela ne *"va pas répondre aux situations difficiles que vivent les postiers"*. (AFP 15.03)

2- Grèce

Le taux de chômage en Grèce s'est aggravé au quatrième trimestre 2011, à 20,7% contre 14,2% un an plus tôt et 17,7% au trimestre précédent, a annoncé jeudi l'Autorité des statistiques grecques (Ase) selon laquelle près de 40% des jeunes sont sans emploi.

L'envolée du chômage, amorcée début 2010 quand la débâcle financière du pays et la rigoureuse cure d'austérité ont creusé la récession, se confirme mois après mois avec un nombre de chômeurs qui dépasse désormais le million (1,025 million au quatrième trimestre 2011) dans un pays de onze millions d'habitants.

Plus de la moitié (54,5%) des sans-emploi rentrent dans la catégorie des *"chômeurs de longue durée"*, à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an.

La tranche d'âge des 15-29 ans est la plus sinistrée, avec un taux de chômage de 39,5% (44,9% pour les jeunes femmes) au quatrième trimestre, contre 28% un an plus tôt, a précisé l'Ase dans un communiqué.

Le taux de salariés en Grèce, à 63% de la population active (hors chômeurs), continue aussi *"d'être plus bas que celui de la moyenne dans les pays-membres de l'Union européenne (UE), où ce taux s'élève à 80%"*, selon l'Esa. Les auto-entrepreneurs représentent 24% des actifs. (AFP 15.03)

3- Slovaquie

La filiale slovaque de Renault a annoncé jeudi qu'elle réduirait la production à partir d'avril et supprimerait 13% des postes, à 2.220 environ, en raison d'une baisse des ventes en Europe.

"Nous avons eu ces derniers mois une baisse des commandes qui résulte d'une contraction importante du marché européen. Parce que les conditions du marché ne s'améliorent pas (...), nous n'aurons plus d'équipe de nuit sans doute le 26 avril", explique la filiale Revoz, qui produit les modèles Twingo, Clio et Wind.

Revoz a dit qu'elle comptait augmenter le nombre de postes au second semestre 2013, lorsqu'elle produira deux nouveaux modèles qui doivent être conçus dans le cadre du partenariat entre Renault-Nissan et Daimler.

Les immatriculations de voitures neuves ont à nouveau nettement baissé en février dans la zone euro, en raison principalement de la faiblesse des marchés français et italien, a annoncé jeudi l'Association constructeurs européens d'automobiles. (Reuters 15.03)

Economie

1- Italie

La dette publique italienne a atteint un nouveau record en janvier à 1.935,8 milliards d'euros en raison de facteurs saisonniers, de la hausse des taux d'intérêt et du versement de la participation italienne au fonds européen de secours, a annoncé jeudi la Banque d'Italie.

La dette a progressé de 37,9 milliards d'euros par rapport à décembre.

Cette progression s'explique "*principalement*" en raison de l'augmentation des "*disponibilités du Trésor auprès de la Banque d'Italie*" à 32,6 milliards d'euros, une hausse qui "*intervient régulièrement en cette période de l'année*", a expliqué la banque centrale.

La hausse du déficit public en janvier à 4 milliards contre 1,5 milliard un an plus tôt --sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt qui ont fait augmenter le service de la dette et du versement de la participation au FESF, le fonds de secours européen-- a également pesé. (AFP 15.03)

2- Allemagne

Les Chinois ont été en 2011 les premiers investisseurs étrangers en Allemagne, devant les Américains, les Suisses et les Français, a annoncé jeudi l'agence gouvernementale "*Germany Trade and Invest*" (GTAI), chargée de promouvoir le pays auprès des investisseurs étrangers.

Les Chinois ont investi dans 158 projets recensés par le GTAI en Allemagne, les Américains dans 110 projets et les Suisses dans 91 projets.

Les investissements en provenance de France arrivent en quatrième position, avec 53 projets recensés.

En cumul par continent, les Européens représentent toujours la moitié des investisseurs en Allemagne, selon la GTAI.

Un projet sur cinq a été monté dans le secteur des machines-outils ou de l'automobile, et 13% dans les nouvelles technologies. Les énergies renouvelables n'ont attiré que 6% des projets.

Ces investissements ont été dans leur très grande majorité consacrés à des implantation de sites en Allemagne (le restant étant des relocalisations à l'intérieur du pays et des agrandissements).

Les groupes chinois ont par ailleurs aussi fait parler d'eux ces dernières semaines en annonçant des rachats de fleurons industriels allemands, de taille modeste mais dominant au niveau mondial sur leur secteur.

Dernier en date, Lingyun a annoncé mardi le rachat de Kiekert, numéro un mondial des systèmes de verrouillage pour automobiles, une PME typique du tissu industriel allemand, le Mittelstand, qui fait le succès du pays à l'exportation.

Fin janvier, le groupe Sany avait annoncé acquérir l'allemand Putzmeister, l'un des grands fournisseurs de machines pour le BTP. Le montant de ce rachat avoisinait les 500 millions d'euros, en faisant l'une des plus grosses acquisitions par un groupe chinois en Europe. (AFP 15.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 mars

CAUSERIE

Sarkologie. Tous banquiers, tous rentiers !

Sarkozy hier en meeting à Meaux : « *Celui qui travaille ne doit jamais gagner moins que celui qui ne travaille pas !* »

Il devait faire allusion aux actionnaires ou aux membres des conseils d'administration des grandes entreprises qui encaissent coupons ou dividendes sans avoir jamais produit le moindre travail.

Il a aussi beaucoup parlé de lui comme à l'accoutumé.

Selon Nicolas Sarkozy, la France n'aime pas « *les fraudeurs* », « *les tricheurs* » et « *les truqueurs* » : « *Les Français n'aiment pas l'injustice* ». Il faut combattre « *ceux qui profitent d'allocations sans rendre à la société, ce que la société leur donne* », a-t-il préconisé. (publicsenat.fr 16.03) Alors dégage !

On ne vous le fait pas dire : Sarkozy dégage !

Le candidat UMP s'est moqué du candidat socialiste qui pense, selon lui, "*qu'en supprimant le mot race on va supprimer le racisme*". Avant de proposer à son tour, toujours avec ironie, « *alors supprimons le mot chômage, comme ça il n'y aura plus de chômeurs !* ». Et de conclure : « *la question ce n'est pas les mots, mais les réalités* ». (publicsenat.fr 16.03)

Il a raison La Talonnette : celles qui le poussent dehors !

Pour rappel, ce n'est pas le PS qui a mis fin à la colonisation ni son allié du PCF quand ils étaient au pouvoir en 1936 ou entre 1946 et 1958. Plus tard, le PS a créé SOS racisme et il a instrumentalisé la question du racisme tout en offrant un strapontin au FN, notamment en n'éradiquant pas la pauvreté, terreau sur lequel germe cette saloperie, y compris ou surtout au sein de la classe moyenne.

On ne peut pas comprendre la situation sociale ou politique si on n'a pas à l'esprit le contexte ou les rapports économiques qui en sont à l'origine...

Bonnet blanc et blanc bonnet, suite (3).

Un extrait d'un article du portail économique Liesi.

- L'article 123 de Lisbonne interdit à la BCE ou à la banque de France d'acquérir directement des titres de dettes de l'Etat. Alors que la BCE refinance les banques privées à 1% celles-ci prêtent aux Etats à 3, 5 ou 10% lors de la création monétaire par monétisation directe de titres de dette publique.

A cause de cette règle imposée par les grands manitous européens qui ont le projet de faire sauter l'Etat-nation et ont obtenu que les dirigeants nationaux pactisent avec eux contre leur propre pays, la France a été contrainte d'emprunter plus de 1300 milliards d'euros pour payer les seuls intérêts de sa dette. Sans l'interdiction de financement direct de la Banque de France, notre dette publique, donc sans intérêts, serait inférieure à celle de 1980.

La dialectique hégélienne thèse (UMP) / antithèse (PS) sous la houlette d'une même direction occulte.

Aucun des deux principaux candidats de la démonocratie aux présidentielles de 2012 n'est favorable à une remise en question de cette mécanique infernale qui contraindra mathématiquement la France à une banqueroute. On sait déjà à quoi s'attendre avec le candidat Sarkozy (puisque c'est lui qui a fait ratifier ce traité des ennemis de la nation sans passer par le référendum), voilà la réponse du mondialiste Hollande qui prétend ne pas aimer les "riches" mais fera tout pour cajoler les très riches. (liesi 15.03)

Finalement Sarkozy et Hollande sont à mettre dans le même sac. Ces gens-là se présentent comme de furieux antibolcheviques, il est donc normal qu'ils soient en proie à quelques contradictions, qu'il ait oublié l'antithèse n'a rien d'étonnant, la révolution socialiste qui consistera ni à faire fonctionner les moyens de production pour le compte d'une minorité de nantis, ni à les détruire, mais à les utiliser pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, y compris les privilégiés qu'on aura envoyés au charbon une fois expropriés, à moins qu'ils résistent et préfèrent en finir plus rapidement...

Au pas. Une deux, une deux, une deux, à droite, droite.

Jean-Luc Mélenchon attend avec impatience la publication d'un texte de 17 000 signes, qu'il a rédigé pour la Revue défense nationale. «*Les premiers militaires qui l'ont lu sont assez emballés*», affirme-t-il. Le candidat du Front de gauche se verrait bien, ensuite, invité à l'Ecole militaire pour une conférence sur sa conception de la Défense française. «*Il ne reste qu'un seul antiatlantiste : moi*», clame-t-il.

Quant au récent discours de François Hollande sur le sujet ? «*Il suinte l'ennui et il est aligné sur les Etats-Unis*», conclut Mélenchon. (liberation.fr 16.03)

Il est vrai qu'en appeler à l'ONU (Libye) démontrait que Mélenchon n'était pas "*aligné sur les Etats-Unis*"... Que pense-t-il de la guerre menée par l'impérialisme américain en Syrie contre un Etat souverain et indépendant ? Sans doute la même chose. On y reviendra plus tard.

Un dernier mot, au fait, Mélenchon ne s'est pas fait l'écho des informations transmises par les journalistes du Réseau Voltaire

présents en Syrie ou encore ceux transmises par le portail Mondialisation.ca, qui tranchent avec l'analyse fournie par le gouvernement ou les médias aux ordres qui correspond à celle de Washington, c'est étrange pour un "antiatlantiste".

Avant l'ouverture de la campagne électorale et depuis que le PdG existe, ce parti et son principal dirigeant, J-L Mélenchon n'avait aucune légitimité, il était quasi inexistant, ce que bien des militants ont déjà oublié, c'est dingue à quelle vitesse on peut perdre la mémoire.

Habitué à bouffer à tous les râteliers (de la République et de l'UE qu'ils affectionnent) à tour de rôle depuis plus de 30 ans, mais à ne récupérer que des miettes, des miettes substantielles tout de même, c'est finalement sans risque que Mélenchon a décidé de passer au cran supérieur pour tenter de rafler la mise ou tout du moins pour conforter sa position sociale. Outre ses revenus et proche de l'âge de la retraite, il lui suffirait de revendre son appartement parisien pour se la couler douce jusqu'à la fin de ses jours, c'est dans ce sens-là que je dis qu'il n'a pris absolument aucun risque en quittant le PS et en fondant le PdG. Et puis, il arriverait toujours à se recaser à bon compte, on ne se tracasse pas pour lui.

Il faudra donc ajouter aux "hommages" que lui ont rendus Sarkozy et Hollande et dont il s'est félicité, Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de Gauche a été jusqu'à estimer qu'au fond, cela légitime plutôt le Front de gauche (lexpress.fr 16.03), la reconnaissance des généraux de l'armée des Versaillais ! Pourquoi pas une médaille pour service rendu à la patrie, ce serait mérité, non ? Mélenchon propose-t-il de rompre avec l'ONU et l'OTAN ? Propose-t-il de dissoudre l'appareil policier de l'Etat bourgeois ?

Fait vraiment chier Tardieu cet empêchement de tourner en rond, et nous qui nous nous réjouissons de voir Sarkozy dégager, enfin avec Mélenchon l'espoir renaissait... L'espoir de quoi, vous entendez encore parler de son clone Die Linke, c'est plutôt le Front de gauche qui en est le clone ? L'espoir pour qui, pour cet aide-magasinier qui vit dans la rue et dort dans sa bagnole parce qu'il a un salaire misérable ? Peut-être pour la veuve de ce cadre de La Poste qui s'est suicidé, pas de bol, même la renationalisation de La Poste en partie privatisée ou soumis au même régime qu'une boîte privée ne fait pas partie du programme de cet illusionniste.

Les journalistes de 20minutes.fr ont davantage les pieds sur terre que bien des militants.

- Le candidat socialiste n'a jamais considéré Jean-Luc Mélenchon comme une menace. Plutôt comme un allié du second tour. A plusieurs reprises, François Hollande a commenté avec bienveillance la campagne du candidat du Front de gauche qui «ramène» des voix vers la gauche, des abstentionnistes ou un électorat populaire tenté par le vote Le Pen. (20minutes.fr 16.03) En 1981, le PCF avait tenu le même rôle, vous connaissez la suite.

Manipulation. L'UMP à la manoeuvre.

L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a confirmé vendredi qu'il ne disposait pas des 500 parrainages nécessaires pour se présenter à la présidentielle et lancé un appel à l'union nationale qui est selon lui inévitable à terme, une fois passés les scrutins du printemps.

"Nous ne pouvons plus continuer à subir l'alternance des partis, les majorités courtes aux idées courtes. L'union nationale est la seule issue", dit-il dans un billet sur son site internet. (Reuters 16.03)

En ayant juste à se baisser Nicolas Dupont-Aignan a récolté plus de 700 signatures, et un ex-Premier ministre aurait échoué à en trouver 500, ben voyons !

Parole d'internaute

- "Le Front de gauche ce n'est pas l'extrême gauche, c'est la gauche. Nuance. Quant au PS, comme on l'a constaté pendant des années, c'est un parti de centre droit."

Si vous le dites, pourquoi pas. Attention, demain, comment allez-vous caractériser le Front de gauche une fois rallié au candidat du "centre droit" Hollande : de centre droit, de centre gauche ou de centre droit et gauche à la fois ? Et Hollande, sera-t-il devenu pour autant la gauche ?

Un conseil : versez le tout dans un verre, attendez que le tout soit bien dilué et observez attentivement le résultat. Toutefois, n'attendez pas "des années"...

Décervelés, lobotomisés, zombis...

A Tokyo, Singapour, Paris, Munich ou encore Londres, les inconditionnels d'Apple ont comme à l'accoutumée patienté une bonne partie de la nuit aux portes des boutiques.

A Sydney, David Tarasenko, 34 ans, a été le premier à se procurer le nouvel iPad dans le magasin Telstra qui a exceptionnellement ouvert à minuit. " *Quand Tim Cook l'a présenté (le 7 mars, NDLR), c'était comme un objet magique. J'ai été simplement séduit, je suppose*", a-t-il expliqué. " *Je suis venu de Russie pour acheter un iPad pour mon fils David, qui a trois ans*", a raconté Oleg Konovalov, à Tokyo. (Reuters 16.03)

Actualité en titres

Sarcophage

- Sarkozy à l'Elysée ? « *C'est pas gagné, mais il a de bonnes chances* » - Liberation.fr

- Sarkozy à Meaux : " *Oui, on va gagner !*" - LePoint.fr

Enfin un élu qui sait de quoi il parle :

- Un élu UMP compare Hollande à Hitler et Mussolini - Lexpress.fr

Tout le monde s'en fout !

- Banlieues : la politique de la ville n'a plus la cote - LeMonde.fr

- Les familles monoparentales ' *délaissées*' par la campagne présidentielle - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Brésil

« *Raoni, le chef de la tribu Kayapo, du Brésil, a reçu récemment la pire nouvelle de sa vie : l'approbation par la présidente du Brésil, de la construction de la 3e plus grande centrale hydroélectrique au monde, à Belo Monte, en Amazonie brésilienne. Ce barrage inondera plus de 400 000 hectares de forêt et plus de 40 000 indiens seront forcés de quitter leur territoire ancestral.*

L'impact écologique dramatique qu'aurait ce projet sur ce cœur de la forêt amazonienne n'est plus à prouver.

Depuis plus de 20 ans, Raoni et son peuple se battent pour une reconnaissance officielle de leur territoire mais les autorités locales les ont définitivement abandonnés.»

Extrait d'un communiqué de l'Association National Tribal; (mondialisation.ca 15.03)

2- Etats-Unis. Une dictature : une preuve de plus.

La juge militaire qui préside l'audience de l'Américain Bradley Manning a refusé vendredi que huit témoins "essentiels" aux yeux de la défense fassent une déposition sous serment, avant le procès en cour martiale de la "taupe" présumée de WikiLeaks.

Le jeune soldat a comparu pour moins d'une heure vendredi, au deuxième jour d'une audience préliminaire sur la base de Fort Meade (Maryland, Est des Etats-Unis), destinée à examiner trois requêtes de la défense essentiellement pour lui faciliter l'accès aux éléments à charge.

Bradley Manning, 24 ans, ancien analyste du renseignement en Irak qui encourt la prison à perpétuité pour " *collusion avec l'ennemi*", est convoqué pour une nouvelle audience devant la justice militaire du 23 au 26 avril prochains.

L'avocat civil de Bradley Manning, David Coombs, avait soumis une liste de huit noms, dont deux civils, de responsables chargés de classer les documents.

Parmi eux, Patrick Kennedy, sous-secrétaire d'Etat, et l'amiral David Woods, actuel chef de la prison de Guantanamo.

Me Coombs souhaitait que ces responsables fassent une déposition sous serment, avant le procès en cour martiale, pour

qu'ils évaluent les conséquences sur la sécurité nationale des Etats-Unis des fuites dont Bradley Manning est accusé. Il voulait également les interroger sur la manière dont les documents que le jeune soldat est soupçonné d'avoir transmis au site internet WikiLeaks ont été classés secrets défense.

La défense affirme que les fuites dont Bradley Manning est accusé n'ont pas eu d'impact notable sur la sécurité des Etats-Unis.

Me Coombs avait qualifié ces témoins "*d'essentiels et nécessaires*" à la défense. Le gouvernement a au contraire jugé que ces dépositions n'étaient pas "*utiles*" et engendraient des "*dépenses et des difficultés*" en raison de leurs fonctions les empêchant d'être "*raisonnablement disponibles*".

La juge Denise Lind a donné raison au gouvernement estimant que ces dépositions étaient requises uniquement pour des témoins essentiels dont on voudrait conserver le témoignage et qui pourraient être indisponibles au moment du procès.

Mais ces personnes pourraient témoigner au procès en cour martiale, dont la date n'a pas encore été fixée, a-t-elle estimé.

Me Coombs avait déjà soumis cette liste de personnes qu'il voulait voir témoigner lors d'une audience préliminaire en décembre. Cela lui avait été refusé.

Il avait demandé jeudi à la juge de reconsidérer ce refus, estimant notamment que le gouvernement avait décidé unilatéralement que ces "*témoins vitaux*" ne pouvaient pas assister à l'audience, sans même le leur demander.

"*Le gouvernement se bat avec Coombs sur le moindre centimètre du parcours et il semble que la juge veuille vraiment prendre des décisions contre Manning*", a commenté Kevin Zeese, un responsable du comité de soutien du soldat, après l'audience de jeudi. (AFP 16.03)

La juge militaire sur recommandation (sic !) du gouvernement refuse à la défense de recourir à des témoins "*essentiels*" à ses yeux, dont les dépositions pourraient conduire à minimiser les conséquences des actes qui sont reprochés à l'accusé au grand dam de la hiérarchie militaire et de la Maison Blanche, bref, de porter un coup fatal à la plupart des charges qui pèsent contre lui.

C'est le droit à la défense qui est bafoué ici, comme dans une dictature.

3- Israël

Dans un récent article, "*Vitrifier l'Iran*" paru dans *Israël7*, Jacques Kupfer (1), co-président du Likoud mondial et membre de l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale, énonce ce qui lui paraît une évidence : "*L'Adolf de Téhéran*" (comprendre Ahmadinedjad) est en train de se doter de l'arme nucléaire. Selon Kupfer, les sanctions économiques ont eu "*l'effet d'une piqûre de moustique sur un missile blindé*", et si « *un virus venu à point nommé et le taux de mortalité curieusement élevé parmi les ingénieurs iraniens ont permis de ralentir la marche vers l'apocalypse islamique* » (2), il ne saurait être question d'en rester là. Mais, toujours selon l'auteur, un bombardement classique par l'aviation israélienne des infrastructures nucléaires iraniennes n'est en rien la solution finale au danger mortel que représenterait le nucléaire iranien.

C'est donc tout naturellement que le co-président du Likoud mondial propose l'utilisation massive de l'arme atomique contre la République islamique. "*Après tout, précise Kupfer, vitrifier l'Iran serait dans la lignée de la destruction justifiée de Hambourg et Dresde aux mains des nazis, de la destruction d'Hiroshima et Nagasaki aux mains des alliés japonais du Reich.*"

Dans l'article « *Vitrifier l'Iran* » (3) le co-président du Likoud mondial fait un "*rêve*" : "*Si seulement l'Etat d'Israël avait la bombe atomique...*". Gageons que pour la quatrième puissance nucléaire du monde, ce rêve est déjà réalité.

"*Vitrifier l'Iran !*", Jacques Kupfer, co-président du Likoud mondial <http://fr.novopress.info/109512/vitrifier-liran-jacques-kupfer-co-president-du-likoud-mondial/>

Note d'AFI-Flash

(1) Jacques Kupfer est l'ancien chef de la section française du Betar, un groupuscule ultra sioniste fondé à Riga en 1923 par Zeev Jabotinsky, leader du courant le plus extrémiste du courant colonisateur sioniste dans les années 30. Le parti révisionniste fondé par Jabotinsky militait pour un Etat juif englobant la Jordanie.

(2) Lire : Stuxnet, virus miracle du Mossad

<http://www.france-irak-actualite.com/article-stuxnet-virus-miracle-du-mossad-81957872.html>

(3) L'article de Jacques Kupfer : <http://www.israel7.com/2012/02/vitrifier-liran/> (mondialisation.ca 14.03)

Social

1- France

1.1- Qu'on leur réserve le même sort !

Dans un courrier, révélé ce vendredi par le syndicat FO, un cadre de l'entreprise de transport logistique Gefco, filiale de PSA, explique les raisons de son suicide, survenu le 5 mars dernier, dans un local de la société à Bordeaux.

Hervé Marsollier, 46 ans, chef de l'agence de Gefco à Bordeaux, et père de deux enfants, y détaille les causes de son «*geste désespéré*». Il y évoque des «*objectifs intenable avec la perte de clients importants*», «*l'animosité et les réflexions acerbes*» de l'un de ses responsables hiérarchiques et «*l'insuffisance des moyens commerciaux*» pour maintenir le chiffre d'affaires.

Les «*pressions*», «*l'angoisse*», l'ont conduit mi-février à consulter un médecin mais en dépit des médicaments prescrits son anxiété n'a pas faibli, raconte-t-il dans cette lettre écrite sur ordinateur, adressée aux représentants de FO, au bas de laquelle il a ajouté à la main «*je vous remercie de bien vouloir défendre les intérêts de mon épouse*». «*Je me sens acculé et abandonné par Gefco, les premiers éléments de résultat de février sont mauvais et c'est pour ces raisons que j'ai décidé aujourd'hui de mettre fin à mes jours*», a-t-il encore écrit.

Le cadre s'inquiète aussi des projets de la direction visant à supprimer l'activité de messagerie de Gefco, une société de 9.400 salariés transportant notamment des automobiles, présente dans 29 pays et filiale à 100% de PSA, qui a annoncé mi-février son intention de s'en désengager du moins en partie. (20minutes.fr 16.03)

Les dirigeants de Gefco - tout comme ceux de La Poste - devraient être traduits devant un tribunal populaire révolutionnaire, nous proposerions comme peine les travaux forcés à perpétuité ou la mort.

1.2- Emploi

Le chômage a fortement augmenté en 2011, mais le nombre de plans sociaux enregistrés par l'administration a baissé. Il s'est en effet élevé à 953, soit le même niveau qu'en 2007 et moitié moins que lors de l'année noire de 2009, selon des données du service statistique du Ministère du Travail (Dares).

En 2009, le nombre de plans sociaux, techniquement appelés plans de sauvegarde de l'emploi (PSE), avait atteint 2.260. Avant le pic de 2009, le nombre de PSE déclarés avait été de 1.300 en 2006, 957 en 2007, 1.030 en 2008. En 2010, 1.180 plans sociaux ont été notifiés, puis 953 en 2011. En janvier 2012, le nombre de plans sociaux a été de 63, un chiffre en retrait par rapport à janvier 2011 (85) et janvier 2010 (99).

Toute entreprise d'au moins 50 salariés qui procède au licenciement pour motif économique d'au moins 10 salariés sur une durée de 30 jours est tenue d'élaborer un plan de sauvegarde l'emploi et de le notifier à l'administration. Un PSE doit comprendre des mesures pour favoriser le reclassement des salariés, en interne si possible et en externe. Les PSE ne reflètent pas toutes les suppressions de postes

Le nombre de PSE est un indicateur de tendance mais il ne reflète pas l'ensemble des emplois supprimés car il ne s'impose pas aux entreprises de moins de 50 salariés et il ne prend pas en compte les postes supprimés sans licenciement.

Ces dernières années, pour réduire leurs effectifs, les entreprises optent de plus en plus pour des dispositifs parallèles tels que les plans de départs volontaires, les ruptures conventionnelles ou la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) qui vise à prévoir les besoins de main d'oeuvre à terme. (lexpansion.com 16.03)

Economie

1- Monnaie et marché mondial

En septembre 2011, les transactions quotidiennes sur le marché mondial des devises atteignaient le chiffre de 5.000 milliards de \$ par jour ! Une progression de près de 20% sur un an, explique le dernier rapport de la Banque de Règlements Internationaux. Les volumes ont pratiquement été multipliés par dix en vingt ans.

Pour comparer le montant des transactions sur ce marché des devises : il est 25 à 30 fois plus grand que celui de toutes les

places boursières réunies.

« *Il s'y traite chaque jour et seulement pour les transactions au comptant (1 500 milliards de dollars en 2010) l'équivalent de 16 fois le PIB des 35 plus grandes économies ou 36 fois leurs échanges commerciaux* » (Le Monde).

Autrement dit, les banques d'affaires font la pluie et le beau temps sur les devises et, incidemment, sur l'économie réelle, dont nous dépendons tous pour travailler et nous nourrir. Des devises aux matières premières et alimentaires, il n'y a qu'un pas. Et comme la spéculation est de plus en plus gourmande, les grands prédateurs ne savent plus se fixer de limites à leurs gains. Comme les principes moraux élémentaires sont foulés aux pieds depuis des lustres, il n'y a plus de frein pour mettre en œuvre les scénarios les plus perfides. Il n'est donc pas surprenant que les grands leaders des banques internationales aiment se rencontrer dans des cénacles réservés à la nomenclatura mondialiste pour discuter de l'avenir des milliards de bouches inutiles. Le tout en parfaite discrétion... avec des gardes armés, des dépenses importantes réalisées par les citoyens nationaux !

N'oublions pas qu'ils ont écrit sur des tables de pierre et en plusieurs langues (Stonehenge) que 500 millions d'être humains leur suffirait pour faire fonctionner le "système".

Ils se verront bientôt à Haïfa, au sein du Groupe Bilderberg. Haïfa est la troisième plus grande ville d'Israël. Particularité, on y trouve un Hôtel Rothschild, une demeure luxueuse. Il est bien sûr évident que les invités vont chercher un moyen de procurer le bonheur de leur prochain... Nous « *positivons* »...

Mais n'oublions pas ce mot du baron Rothschild, en 1970, et dont nous parlons dans le dernier numéro de LIESI : « *La structure qui doit sauter, c'est la nation...* ».

Or cette prédiction se réalise sous nos yeux avec la faillite de l'Etat-nation ! Quel visionnaire... Humm... (liesi 17.03)

2- Zone euro

La chancelière allemande Angela Merkel a proposé son ministre des Finances Wolfgang Schäuble pour prendre la tête de l'Eurogroupe après le départ du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, affirme vendredi le *Financial Times Deutschland*, citant des sources anonymes. Ministre des Finances d'un pays noté "triple A", expérimenté, respecté et influent, M. Schäuble, 69 ans, "a les meilleures cartes" pour présider ce groupe qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, selon ces sources proches de l'Eurogroupe.

Angela Merkel a proposé son candidat auprès d'autres chefs d'Etat européens, mais la décision finale pourrait être reportée après l'élection présidentielle en France en mai, indique aussi le FTD. (lexpansion.com 16.03)

3- Etats-Unis

La reprise américaine version Hollywood/Obama

Tandis que les manitous de Wall Street mettent en œuvre une reprise indicielle afin de susciter des envies aux Européens en mal d'investissements hors Europe, d'illusionner sur la vitrine économique US, d'autres indicateurs inclinent à d'autres conclusions.

« *L'Armée américaine a présenté son canon anti-émeutes dont la particularité est d'envoyer des ondes électromagnétiques à 1 km de distance et de provoquer chez les individus visés une sensation de chaleur insupportable* ». En fait, il s'agit de griller les opposants. On se demande pourquoi il y aurait des opposants puisque tout va mieux ! Pourquoi s'empresser à développer des armes contre des opposants de masse dans le contexte radiéux que les politiciens et banquiers centraux dépeignent ? Ce type de canon électromagnétique provoquant une chaleur insupportable dans la poitrine, a la particularité d'être classé dans la rubrique des armes non-léthales. Quel cynisme !

Préparer les citoyens... à un scénario hollywoodien

Tandis que les 1% des plus riches américains sont en train de faire leurs valises pour quitter les Etats-Unis vers d'autres cieux qui ne sont surtout pas européens, les autorités fédérales multiplient anormalement les exercices catastrophes apocalyptiques ! Maintenant, des universités américaines comme la Michigan State University proposent à ses étudiants de suivre des « *cours de survie* ». On est tout de même loin des cours universitaires classiques !

« Le vrai sujet du cours est en fait l'étude des grandes catastrophes et leur impact sur le comportement des individus et les divers échelons de l'organisation sociale, de la famille jusqu'au gouvernement », explique Le Figaro. « *En période de catastrophe, certaines personnes font preuve d'humanité alors que d'autres la perdent, dans quel groupe serez-vous?* », interpelle Glenn Stutzky, enseignant en sciences sociales à la Michigan State University, dans le descriptif de son cours d'été.

En fait, tous ces exercices s'inscrivent dans le processus déclenché par l'agence fédérale du Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) ! Rien que cela. Pourquoi donc tant se soucier de la santé publique et de la sécurité publique aujourd'hui ? Curieux ces Américains : ils voudraient sans doute que les films de science-fiction deviennent leur quotidien ? Les scénaristes des grands films catastrophe d'Hollywood seraient-ils donc de mèche avec certaines huiles du complexe militaro-industriel ?... Des films sont-ils commandités par ce complexe obscur, qualifié avec raison par T. Meyssan et d'autres de cabinet fantôme, en vue de préparer les foules ?

Curieusement, le personnage principal du film 2012 dit, au début du film : « *Hollywood, c'est l'Apocalypse !* » Un message ? (liesi 15.03)

4- Inde

Le géant d'Asie est rattrapé lui aussi par la mauvaise conjoncture. A l'image des pays occidentaux, sa croissance faiblit et son déficit se creuse obligeant le pays à s'orienter vers plus de rigueur budgétaire.

Le gouvernement indien, affaibli par un revers électoral lors de scrutins locaux et accusé d'immobilisme, a affiché vendredi sa volonté de réduire le déficit public, pariant sur une reprise de la croissance pour financer de nouvelles subventions agricoles et sociales.

Lors de la présentation au Parlement du budget 2012-2013, le ministre des Finances, Pranab Mukherjee, a dit cibler un déficit budgétaire annuel correspondant à 5,1% du Produit intérieur brut (PIB), contre 5,9% en 2011-2012.

Le gouvernement a dit tabler sur une croissance annuelle de 7,6% l'an prochain, des prévisions plus optimistes que les 6,9% anticipés cette année.

Il a, entre autres, annoncé des subventions agricoles, des aides alimentaires pour les plus défavorisés, des programmes de santé pour réduire la malnutrition et des projets d'infrastructure pour l'eau potable. Il a toutefois promis que les subventions ne dépasseraient pas les 2% du PIB. A mi-mandat, avant les élections générales prévues en 2014, le gouvernement de centre-gauche apparaît fragilisé sur le terrain politique et économique. Il a dû faire machine arrière sur une réforme-clé visant à libéraliser le commerce de détail.

M. Mukherjee a toutefois assuré que les efforts étaient en cours pour parvenir à un consensus politique permettant aux multinationales étrangères d'ouvrir des supermarchés en Inde. Le parti du Congrès, à la tête de la coalition gouvernementale, n'a en outre remporté la majorité que dans un seul des cinq Etats où se sont déroulées de récentes élections locales. (l'expansion.fr 16.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 mars

CAUSERIE

Contre-révolution. Aux militants favorables à la candidature du Front de gauche sans se demander quelle en est la nature sociale..

En 2012, à la veille d'un nouveau Front populaire en France.

"La campagne autour de Cronstadt est menée dans certains milieux avec une énergie qui ne se relâche pas. On pourrait croire que la révolte de Cronstadt ne s'est pas produite il y a dix-sept ans, mais hier seulement. Anarchistes, mencheviks russes, sociaux-démocrates de gauche du bureau de Londres, confusionnistes individuels, le journal de Milioukov et, à l'occasion, la grande presse capitaliste participent à cette campagne avec un zèle égal et les mêmes cris de ralliement. En son genre, c'est une sorte de « Front populaire » !" (Trotsky - Beaucoup de tapage autour de Cronstadt, 15 janvier 1938)

Dans le portail du Parti de gauche nous trouvons deux articles, l'un intitulé *Cronstadt*, publié le 25 février 2012, l'autre *Solidarité indéfectible avec le peuple syrien ! Manifestation aujourd'hui à Paris*, publié le 09 février 2012. Ces articles figuraient encore hier dans leur portail.

Dans le premier son auteur présente les revendications des insurgés de Cronstadt comme légitimes et la répression menée par le pouvoir soviétique (1921) comme illégitimes. Passons sur les inexactitudes ou les falsifications que comporte cet article. Je

vous renvoie aux deux articles sur Cronstadt qui figurent dans la rubrique du site *Défense du marxisme* dans lequel leurs auteurs relataient les faits auxquels ils avaient participé ou dont ils avaient été les témoins directs.

Dans le second, le PdG s'associe à l'entreprise de déstabilisation du régime syrien par les puissances occidentales en se servant comme caution de l'opposition légitime du mouvement ouvrier syrien au régime, exactement comme le font Obama, Sarkozy et consorts pour camoufler leur entreprise criminelle.

Assad et Trotsky : même combat !

"La spéculation sur le prestige révolutionnaire de Cronstadt est un des principaux traits de cette campagne véritablement charlatanesque. Anarchistes, mencheviks, libéraux, réactionnaires, tentent de présenter les choses comme si, au début de 1921, les bolcheviks avaient retourné leurs armes contre ces mêmes marins de Cronstadt qui avaient assuré la victoire de l'insurrection d'Octobre." (id)

Quand la "révolution citoyenne" ou "par les urnes" de Mélenchon sert de rempart au régime et de barrage à la révolution socialiste. Comment la soi-disant insurrection en Syrie peut-elle être à la fois si chère au cœur de Mélenchon, Obama et Sarkozy...

"Comment l'insurrection de Cronstadt peut-elle être à la fois si chère au cœur des anarchistes, des mencheviks et des contre-révolutionnaires libéraux ? La réponse est simple : tous ces groupes ont intérêt à discréditer l'unique courant révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne se soit jamais compromis avec l'ennemi, et qui soit le seul à représenter l'avenir. C'est pourquoi il y a parmi les accusateurs attardés de mon « crime » de Cronstadt tellement d'anciens révolutionnaires, ou d'anciens demi-révolutionnaires, de gens qui jugent nécessaire de détourner l'attention des abjections de la IIIe Internationale ou de la trahison des anarchistes espagnols. Les staliniens ne peuvent pas encore se joindre ouvertement à la campagne autour de Cronstadt, mais à coup sûr ils se frottent les mains de satisfaction." (id)

Ce n'est certainement pas un hasard si ces deux articles figurent dans le portail du PdG.

Les lecteurs pourront facilement faire un parallèle entre la situation en Russie en 1921 et la situation en Syrie en 2012 ont dû imaginer leurs auteurs qui ne sont pas à une falsification ou à une manipulation près. Ce qui est le plus probable, c'est que cet amalgame existe dans leurs têtes au point de transpirer dans leur portail, à leur insu ou non.

N'oublions jamais que nous en sommes en présence de gens qui se caractérisent par leur malhonnêteté intellectuelle. Ce n'est pas une calomnie de notre part, tout au plus une simple constatation que l'on peut renouveler quasiment quotidiennement.

"L'insurrection de Cronstadt ne fut qu'un épisode dans l'histoire des relations entre la ville prolétarienne et le village petit-bourgeois; on ne peut comprendre cet épisode qu'en le mettant en liaison avec la marche générale du développement de la lutte des classes au cours de la révolution." (id)

Qu'est-ce qui caractérise le renégat Mélenchon, cet anticommuniste primaire ?

Pour donner des gages de ses bonnes intentions à notre ennemi de classe, il n'a rien trouvé de mieux que de ressortir et de se servir de la polémique qui avait entouré le soulèvement contre-révolutionnaire de Cronstadt en Russie en 1921.

Pas n'importe comment, pour justifier son ralliement à l'opposition syrienne manipulée par les puissances occidentales qui veulent renverser Assad en Syrie pour y installer un régime à leur botte, 91 ans plus tard le PdG identifie cette opposition armée par Washington, Paris, Jérusalem et Doha aux ennemis de la révolution russe qui avaient pris les armes pour renverser le fragile Etat ouvrier, contre lequel la même coalition impérialiste menait une guerre de tranchées tout en armant ses opposants, le PdG se plaçant évidemment au côté des malheureux martyrs de la révolution russe, finalement victimes d'un régime digne de celui d'Assad.

Quelle était la nature du soulèvement de Cronstadt ?

"Si on ne se laisse pas abuser par des mots d'ordre pompeux, de fausses étiquettes, etc., le soulèvement de Cronstadt n'apparaît que comme une réaction armée de la petite bourgeoisie contre les difficultés de la révolution socialiste et la rigueur de la dictature prolétarienne. C'est précisément la signification du mot d'ordre de Cronstadt, « Les soviets sans communistes », dont se sont immédiatement emparé non seulement les socialistes-révolutionnaires, mais aussi les libéraux bourgeois. En tant que représentant le plus perspicace du capital, le professeur Milioukov comprenait qu'affranchir les soviets de la direction des communistes, c'était tuer à bref délai les soviets. C'est confirmé par l'expérience des soviets russes dans la période du règne des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et plus clairement encore par l'expérience des soviets allemands et autrichiens sous le règne de la social-démocratie. Les soviets dominés par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes ne pouvaient servir que de marchepieds pour passer de la dictature du prolétariat à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun autre rôle, quelles qu'aient été les « idées » de leurs membres. Le soulèvement de Cronstadt avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire."

Du point de vue de classe, lequel — sans offenser messieurs les éclectiques — demeure le critère fondamental, non seulement pour la politique, mais aussi pour l'histoire, il est extrêmement important de comparer le comportement de Cronstadt à celui de Petrograd dans ces journées critiques. De Petrograd aussi, on avait extrait toute la couche dirigeante des ouvriers. Dans la capitale désertée régnaient la famine et le froid, plus cruellement encore peut-être qu'à Moscou. Période héroïque et tragique ! Tous étaient affamés et irrités. Tout le monde était mécontent. Il y avait dans les usines une sourde fermentation. En coulisse, des organisateurs venus des socialistes-révolutionnaires et des officiers blancs tentaient de lier le soulèvement militaire à un mouvement d'ouvriers mécontents. Le journal de Cronstadt parlait de barricades à Petrograd, de milliers de tués.

La presse du monde entier le répétait. Mais en réalité il s'est produit un phénomène inverse. Le soulèvement de Cronstadt n'a pas attiré, mais repoussé les ouvriers de Petrograd. La démarcation s'opéra selon la ligne des classes. Les ouvriers sentirent immédiatement que les rebelles de Cronstadt se trouvaient de l'autre côté de la barricade, et ils soutinrent le pouvoir soviétique. L'isolement politique de Cronstadt fut la cause de son manque d'assurance interne et de sa défaite militaire." (id)

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le PdG issu d'un parti contre-révolutionnaire et sans avoir rompu avec son idéologie, le PS, associé au cadavre puant du stalinisme, le PCF, auxquels il faut ajouter les éléments les plus droitiers issus du NPA et des petits-bourgeois en quête de repères pour garantir leur niveau de vie confortable, montrent ainsi des signes d'allégeance à l'ordre établi en rappelant qu'ils sont foncièrement anticommunistes, après avoir annoncé qu'ils soutiendraient Hollande au second tour de la présidentielle, avant de négocier leur participation au futur gouvernement de Front populaire et des postes lors des élections législatives qui auront lieu dans la foulée.

Tout se tient et s'avère parfaitement compréhensible, seulement à partir du moment où l'on prend en considération, non pas un aspect isolé de la politique du PdG, mais la totalité de sa politique et des rapports qu'il entretient avec l'Etat, les différentes classes et leurs représentants.

Le mot de la fin à Trotsky.

"Au fond, messieurs les critiques sont les adversaires de la dictature du prolétariat, et, de ce fait, les adversaires de la révolution. C'est en cela que tient tout le secret." (id)

Cela vaut pour toutes les composantes du Front de gauche et bien au-delà, car si les anarchistes se sont distingués d'une piteuse manière à Cronstadt, après avoir tenté en vain de mettre la main sur l'Association internationale des travailleurs de Marx et Engels dont ils seront finalement expulsés, bien avant de s'illustrer par leur capitulation lors de la révolution espagnole, depuis il y en a dans nos rangs qui se sont chargés de les réhabiliter (POI et NPA, mais aussi au FdG), signifiant de la sorte qu'ils avaient rompu avec le marxisme.

Si demain nous prenions le pouvoir et que la réaction manipulait une partie des masses arriérées pour les dresser contre le nouvel Etat ouvrier, nous les réprimerions avec la même fermeté que Trotsky à Cronstadt en 1921, le sort de la révolution l'emportant sur tout autre considération.

En Russie, c'était les contre-révolutionnaires parallèlement aux puissances occidentales, qui manipulaient les masses arriérées pour les dresser contre la révolution, afin de remettre le pouvoir à la bourgeoisie russe. En Syrie, ce sont les puissances occidentales, ainsi que les monarchies du Golfe, qui manipulent les masses arriérées pour les dresser contre le régime, afin notamment d'étouffer la véritable opposition à Assad. La comparaison s'arrête là, il faut le préciser.

Quand nous affirmons que dans la vie il faut savoir ce que nous voulons, nous ne nous livrons pas un exercice de moral ou de style ou nous ne répétons pas une leçon apprise par coeur, c'est une leçon que nous avons tiré de notre propre expérience, de la vie elle-même quand nous avons été nous-même confronté à de multiples difficultés ou lorsque nous nous sommes rangé au côté de ceux qui connaissent les pires difficultés pour survivre au quotidien, nous sommes cohérent avec nous-même, avec nos convictions ou les idées que nous défendons, la lutte de classe ne supporte pas le dilettantisme, l'aventurisme et ne s'embarrasse pas des pleurnicheries des petits-bourgeois qui seront balayés ou broyés s'ils ne se rallient pas à la révolution socialiste.

Ce n'est pas parce que nous avons pris le pouvoir que les vestiges du vieux monde pourri se seraient évanouis du jour au lendemain, il faut continuer de le combattre ainsi que ses partisans d'où qu'ils viennent, y compris les armes à la main. Cela effraiera évidemment le petit-bourgeois anarchiste qui rêve de passer tranquillement de l'enfer au paradis par un coup de baguette magique. Ce n'était pas possible dans la Russie de 1921, ce ne le sera nulle part dans le monde demain.

Même au cours de la révolution nous ne pouvons malheureusement pas toujours faire ce que nous voudrions, rien n'est parfait ou comme nous le voudrions dans ce bas monde, c'est ainsi, il faut faire avec que nous voulions ou non. Et si cela valait pour Lénine et Trotsky qui avaient développé un niveau de conscience politique que nous n'atteindrons jamais, nous devrions avoir au moins la modestie de le reconnaître, et leur reconnaître au passage le mérite de n'avoir jamais renié notre idéal. Mélenchon et les siens ne peuvent évidemment pas en dire autant, d'où le recours permanent à un tas d'artifices pour le faire oublier.

INFOS EN BREF

Politique

France

De nombreux internautes fervents partisans de Hollande éructaient, s'étranglaient ce matin après le discours de Sarkozy hier à Lyon, réduits à l'impuissance pour défendre leur candidat et sa politique semblable sur le fond à celle du candidat officiel du parti de l'ordre.

Comment s'y est pris l'hystérique du Palais ? En occultant son bilan, mieux en refusant d'en endosser la responsabilité. Mais encore, il a pratiqué le dédoublement de la personnalité entre le président sortant et le candidat qu'il est, avant de remplacer le président Sarkozy par le président Mitterrand, pour ensuite lancer sa charge contre Hollande qui incarne la politique adoptée par le PS au cours des trois dernières décennies. Voyons à grands traits comment il a articulé son discours.

Pour faire oublier qu'il est dans l'impossibilité de regarder en face son bilan et qu'il n'a fait qu'accumuler des scandales ou déclencher de vives polémiques tout au long de son mandat, il n'a rien trouvé de mieux que de le reprocher à son concurrent.

- *"J'en ai assez des donneurs de leçons qui ont commis tant de fautes et sont incapables de les regarder en face"*, a martelé le président sortant. *"J'en ai assez des leçons de morale d'une gauche qui, au cours des 30 dernières années, a été à l'origine des plus grands scandales de la République."*

Bien qu'il lui soit difficile, voire impossible de revendiquer son bilan, il ne peut pas le faire disparaître, d'autant plus qu'il sait qu'il est dans la tête des futurs électeurs, il fallait donc bien qu'il trouve une formule simple et concise pour y faire allusion et le faire endosser à quelqu'un d'autre qu'au président sortant pour passer rapidement à autre chose et qu'on ne soit pas tenté de s'attarder dessus, ce qui lui serait fatal.

Pour ce faire, il n'a rien trouvé de mieux que d'en faire porter la responsabilité sur *"les crises"* dont personne ou presque ne comprend la nature exacte, tout en accusant le PS d'en profiter.

- Les socialistes *"pensaient qu'il leur suffirait (...) d'exploiter avec une bonne dose de démagogie et d'indécence les difficultés et les souffrances que les crises ont fait subir aux Français. Mais ils se trompent"*, a lancé Nicolas Sarkozy.

Il a ensuite lancé un avertissement ou relayé une menace de ses amis du CAC 40 à l'encontre du candidat du PS, si en cas de victoire Hollande était tenté de concéder quelques avantages à certaines couches de travailleurs qui avaient voté pour lui.

- Cette fois, si la gauche l'emporte, la crise de confiance arrivera *"beaucoup plus vite"* mais dans un contexte *"bien plus dangereux"* qu'en 1981, a-t-il prédit. *"Il n'y a pas de place pour les expérimentations économiques hasardeuses."*

Beaucoup plus à l'aise quand il s'agit de s'attaquer au PS et ses contradictions que de traiter de la situation économique et sociale, il a asséné une vérité qu'au PS et parmi ses supporters on préfère taire, camoufler.

- Nicolas Sarkozy a accusé son rival de cacher qu'il ferait *"payer tout le monde"* en faisant croire qu'il taxerait les riches.

C'est une évidence dont se moquent ceux que cela n'empêche pas de continuer à vivre comme avant. On a envie de dire qu'à la posture des uns répond la posture des autres en guise d'analyse politique qui ne voient pas plus loin que leurs intérêts immédiats.

A l'emprise croissante de la finance dans ou sur la politique a correspondu la transformation du militantisme en lobbying corporatiste, c'est la manière dont les idées de la classe dominante se sont infiltrées, diffusées, puis imposées au sein du mouvement ouvrier, au point que même son avant-garde devienne incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant.

Les syndicats s'étant détournés de leur mission et de leur objectif, il était facile à Sarkozy non sans une pointe d'ironie cynique de les rappeler à l'ordre.

- *"Je veux dire aux ouvriers de la sidérurgie (...), certains de vos syndicats vous trahissent, ils préfèrent faire des coups politiques plutôt que défendre vos emplois et vos usines"*, a-t-il dit. *"Certains des permanents des syndicats vous sacrifient sur l'autel de la campagne présidentielle."*

Vous remplacez *"sur l'autel de la campagne présidentielle"* par sur l'autel du profit, et vous avez là un des facteurs déterminants de la situation.

Qu'a répondu Hollande ? Il a été pitoyable.

- *"Moi je ne suis pas, comme il a été dit, dans l'antisarkozysme". J'ai l'impression que c'est plutôt le candidat sortant qui devient maintenant un anti-Hollande, si je peux m'exprimer ainsi*", a déclaré Hollande, lors du journal de 20h00 de TF1.

L'antisarkozysme et l'anti-Hollande sont deux scénarios d'une mauvaise pièce, où les personnages jouent le même rôle mais en empruntant des costumes différents de telle sorte qu'on a l'impression qu'on est en présence de deux personnages distincts, alors qu'en réalité il n'y en a qu'un.

L'UMP et le PS ayant une origine différente, on leur prête volontiers des intentions différentes, alors qu'en réalité ils ont les mêmes. L'UMP n'a pas besoin de s'embarrasser de manières pour avancer sa politique réactionnaire et apparaître comme le parti des capitalistes, il y est aidé dans la mesure où les masses exploitées demeurent subordonnées au capitalisme, tandis que le PS doit y mettre les formes pour que l'illusion perdure puisqu'il continue de se réclamer du socialisme.

Le candidat du PS est prisonnier d'un amalgame intenable, explosif, qui peut lui pêter à la figure chaque fois qu'il ouvre la bouche, qui consiste à se présenter à la fois comme le représentant du marché (capitalisme) et du socialisme, qui sont en réalité antinomiques ou qui s'excluent. Rien de plus facile pour son adversaire d'en user et d'en abuser pour le mettre en difficulté.

Sarkozy et Hollande le savent très bien, et à ce jeu-là l'avantage va à celui qui peut avancer à visage découvert, Sarkozy, d'où la violence hier de son offensive contre son adversaire qui ne peut que s'enfermer et se découvrir s'il lui répondait sur le même terrain. (Source : Reuters 17.03)

Haut de page ↗

Le 19 mars

CAUSERIE

Je tiens à vous signaler que j'ai essayé d'entrer en contact avec plusieurs militants, cadres ou responsables sans succès. Apparemment toute discussion demeure impossible. Quelque part c'est désespérant. Est-ce que je m'y prends mal ? Est-ce que je m'illusionne sur la qualité des analyses que je fournis dans le site ? Je ne sais pas. De toute évidence mon travail ne les intéresse pas.

Sur la méthode, Mélenchon fait la preuve à sa manière que ce que je préconise fonctionne ou correspond bien à la réalité ou à un besoin réel, puisque à bien des égards nos méthodes sont similaires. Dommage qu'aucun dirigeant possédant ses qualités ne reprenne cette méthode à son compte tout en donnant à son discours et à son programme un contenu révolutionnaire.

Dois-je continuer ou arrêter, c'est la question que je me pose à nouveau.

Un espoir qui fera long feu.

Si Mélenchon a réussi là où tous les partis issus du trotskisme ont lamentablement échoué en 70 ans, c'est avant tout parce qu'il a su s'allier avec la dépouille du stalinisme devenue respectable et fréquentable (de son point de vue), PCF qui a continué à s'adresser à la classe ouvrière contrairement au PS qui s'en était totalement détourné.

Quant aux qualités propres à Mélenchon, elles jouent un rôle secondaire qui vient compléter le tableau d'une mise en scène bien huilée autrefois orchestrée par le PCF lui-même, au point que l'illusion serait presque parfaite.

Hier, le PCF canalisait les travailleurs engagés dans la lutte de classe pour le compte du régime, ayant ruiné l'idée qu'ils en avaient, c'est désormais au PdG allié au PCF de s'y coller afin de détourner l'avant-garde du prolétariat des partis catalogués à l'extrême gauche, POI, NPA et LO.

Si Mélenchon a démissionné du PS une fois démontré que ses qualités indéniables ne pouvaient suffire à modifier son cours, il a démontré à sa façon qu'il était impossible de "réformer" ce parti ou qu'il ne pouvait servir les intérêts des exploités.

Parmi ces qualités qui font un dirigeant, on peut citer son charisme et son talent de pédagogue à partir du moment où il emploie un langage simple accessible à tous, des références à la lutte des classes connues de tous. S'il semble en phase avec son auditoire, c'est parce qu'il le flatte dans le sens du poil en entonnant le discours qu'il est venu entendre, auditoire qui ne se pose

pas trop de questions sur son contenu réel du fait qu'il ne dispose pas des connaissances suffisantes pour en saisir la portée ou la finalité, les intentions réelles de Mélenchon.

Autre point fort du FdG, son programme se présente à bien des égards sous une forme directement transposable en décrets applicables immédiatement, ce qui lui donne une apparente cohésion, mais suffisante pour que des travailleurs ou des militants y trouvent même ce qui n'y figure pas et tombent dans le piège qui leur était tendu.

On trouvera suspecte la bienveillance presque unanime dont les médias aux ordres font preuve envers Mélenchon, à l'instar du locataire du Palais qui compte en profiter pour passer en tête le soir du premier tour de la présidentielle devant Hollande. Autrement, ils le diabolisent, ils ne peuvent pas s'en empêcher, c'est viscéral chez eux. Mais pas seulement, l'avantage de présenter Mélenchon comme un bolchevik assoiffé du sang des possédants, c'est de pouvoir y associer ensuite Hollande pour l'affaiblir, ce qui contribuera aussi à contrebalancer la proximité du FN avec l'UMP un peu trop voyante, voire embarrassante, mais indispensable à Sarkozy pour tenter d'être réélu.

Quand on examine le programme du FdG, on s'aperçoit immédiatement que c'est un couteau sans lame compatible avec celui du PS, dans la mesure où il ne sera jamais appliqué. Le PdG a littéralement vampirisé les programmes du PCF et du POI, l'avantage, c'est qu'en développant des thèmes comme l'Assemblée constituante, il en a montré les tenants et les aboutissants, de telle sorte que l'on comprend au premier coup d'oeil que cette perspective politique ne conduira pas à un changement de régime, contrairement aux affirmations trompeuses de ses auteurs.

En quoi la candidature de Mélenchon et l'écho qu'elle semble rencontrer pourrait être utile à notre cause ?

On a envie de répondre en rien si l'on se réfère à la période qui a précédé la campagne présidentielle de 1981, lorsqu'il y avait davantage de grèves ou de mouvements sociaux qu'aujourd'hui, et que le pouvoir incarné par Giscard était au moins autant contesté et émaillé de scandales, si ce n'est plus que celui sous Sarkozy.

De plus le PdG n'est pas un parti ouvrier, il est issu d'un parti social-libéral et présente les mêmes caractéristiques. Il a pour rôle d'assurer la liaison entre la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie inféodée au capitalisme pour le compte du régime, rôle que ne peut plus assumer le PS dans lequel les travailleurs ne se reconnaissent pas, et accessoirement le PCF.

A défaut de faire peau neuve, c'est le PdG qui assure la maintenance ou le SAV du PCF. Il sert aussi à canaliser les couches de la petite-bourgeoisie qui se sont détournées du PS et qui pourraient se tourner vers le POI, parce qu'elles ont commencé à prendre leur distance avec un capitalisme qui rogne de plus en plus leurs avantages, elles sont portées à se rapprocher de la classe ouvrière puisque finalement elles connaissent le même sort, et à pencher logiquement vers un parti censé représenter toutes les couches d'exploités.

Mélenchon pratique l'oxymore (allier deux termes dont le sens est incompatible) pour finalement nier les enseignements de la lutte des classes du passé, plus particulièrement ceux des marxistes, comme si la politique était avant tout une affaire de volonté ou d'imagination et non le produit des rapports sociaux devant lesquels on fait acte de soumission ou que l'on combat pour les renverser.

Il en va ainsi de la "*révolution par les urnes*" qui non seulement n'a jamais eu lieu nulle part dans le monde aussi loin que l'on remonte dans le passé, qui est en réalité une imposture criminelle, l'antithèse d'une véritable révolution prolétarienne et socialiste, un nouvel obstacle sciemment dressé contre le socialisme.

Monsieur Mélenchon est-il sincère ou cohérent avec lui-même se demanderont certains militants ?

Assurément, si ce carriériste a quitté une organisation trotskiste sclérosée et vouée à végéter et dans laquelle il aurait pu faire une carrière minable de bureaucrate ou pire, devoir retourner bosser, quelle horreur franchement! c'était avant tout parce qu'il estimait qu'il valait mieux et que ce cadre qui ne lui permettrait pas de satisfaire son ambition personnelle dont il avait fait sa priorité au détriment des idées auxquelles il tenait tant (en apparence), démontrant ainsi qu'il était prêt à les abandonner ou à les monayer en échange d'une carrière au sein d'un parti (le PS) dans lequel il était promis à un bel avenir, ministre s'il vous plaît.

Parvenu à ce niveau des institutions, difficile d'envisager de se satisfaire de postes subalternes, des postes de député européen ou de sénateur feraient dorénavant pâle figure pour ce philistin, il ne lui restait plus qu'à viser le plus haut sommet de l'Etat, ce qui s'avèrerait toutefois impossible en demeurant au PS, c'est donc dans cette unique perspective qu'il a fondé le PdG, initiative sans risque car ses petits camarades du PS étaient prêts à le repêcher en cas d'infortune, sans compter qu'il avait désormais de quoi vivre confortablement jusqu'à la fin de ses jours.

Le PCF totalement laminé et maintenu en vie artificiellement par la grâce des institutions, il ne restait plus qu'à convaincre ses dirigeants de s'allier avec lui et de mettre à sa disposition son appareil pour que la sauce prenne, moyennant des concessions de part et d'autre que chacun était prêt à faire, assurés qu'ils étaient de s'y retrouver, on verra une autre fois quel sera le perdant

de cette alliance que l'on ne qualifiera pas de contre-nature, dans la mesure où le PdG a remplacé le PS au côté du PCF, sans rompre avec le PS, elle s'inscrit dans la continuité des rapports entre le PS et le PCF depuis des lustres. Le PdG présente la particularité d'être un appendice ou plus précisément une tendance du PS située à l'extérieur de celui-ci et pas davantage.

Pour conclure, le rassemblement parisien d'hier a sans doute été un succès pour ses organisateurs et ceux qui y ont participé, alors qu'en réalité il leur a fallu mobiliser deux cents cars et huit trains pour acheminer à Paris de toute la France des milliers de sympathisants apparemment introuvables ou inexistantes sur Paris et la région parisienne, ainsi que les régions limitrophes qui comptent des millions de travailleurs.

Gageons qu'il y en aura encore parmi nous pour estimer que, si la dynamique enclenchée au cours de la campagne électorale de Mélenchon permet à des travailleurs de renouer avec l'espoir d'un changement possible et de se mobiliser par la même occasion, c'est une bonne chose, qu'on nous reconnaisse le droit de ne pas partager cet optimisme béat qui repose en grandes parties sur des illusions.

Union nationale.

Le Pen trouve Hollande "*très convenable*", NKM déclare pouvoir voter pour Hollande. (lexpress.fr 18.03) Commentaire d'un internaute : "*décidément toute la droite est favorable à Hollande... il faut dire que face au sortant il n'y a pas photo.*"

INFOS EN BREF

Politique

France

A la toute fin d'un article du JDD sur la livraison sondagière de la semaine, on apprend ce dimanche —sans réelle surprise— que «*selon l'Ifop, 29% des Français n'ont pas envie de voter. Preuve que la campagne ne les enthousiasme pas*», écrit Bruno Jeudi.

La réponse est d'autant plus inquiétante, estime Jaxel-Truer, «*que ce même indicateur, utilisé par l'Ifop à la veille du scrutin de 2007, avait donné le chiffre exact de la participation (16,2 % d'abstention seulement au premier tour, contre 28,4 % en 2002).*»

A en croire le sondage Ifop, les réserves de voix sont réelles: les électeurs se situant à gauche sont ceux qui se disent le plus réticent à aller voter (70% de participation, 30% d'abstention), devant ceux du MoDem (71-29), de l'UMP et du Front national (75-25). (slate.fr 18.03)

Au second tour, vous aurez le choix entre : le président-candidat des riches (Sarkozy) et un candidat qui déclare "*aimer les riches*" (Hollande) auquel se ralliera le candidat Mélenchon notamment. Si vous n'êtes pas riche et que vous n'aimez pas les riches, quel autre alternative vous restera-t-il entre voter blanc ou vous abstenir ? A moins que vous comptiez le devenir un jour...

Economie

Grèce. Quand croissance doit rimer avec précarité et baisse des salaires.

La zone euro a surtout mis l'accent sur l'assainissement des finances publiques de la Grèce et non sur la croissance pour l'aider à sortir de la crise, a reconnu le chef de file de l'eurogroupe Jean-Claude Juncker dans un entretien au journal Kathimérini publié dimanche.

Les coupes importantes dans les salaires et les retraites ainsi que la hausse des taxes imposées à la Grèce depuis 2010 par la zone euro et le FMI, en échange de prêts pour faire sortir le pays de la crise, ont favorisé l'aggravation de la récession, l'économie ayant accumulé un recul de 15% ces dernières années, provoquant la colère de la rue.

Ce n'est que dans le deuxième plan d'aide approuvé récemment que l'UE et le FMI ont commencé à élaborer des mesures de croissance.

"*Nous nous sommes montrés durs à l'égard de l'assainissement des finances mais très faibles à l'égard de l'autre paramètre important, celui de la croissance (...)*", a-t-il indiqué, en soulignant qu'il regrettait "*l'aggravation des conditions de vie des Grecs*".

M. Juncker a jugé qu'il aurait été "*plus logique de mettre dès le début l'accent sur la dimension de la croissance (...) la Grèce traversant maintenant sa cinquième année de récession*".

De son côté, le Fonds monétaire international (FMI) dans son nouveau programme d'aide de 28 milliards d'euros avalisé jeudi, préconise *"la réalisation des réformes structurelles destinées à accélérer la croissance de l'économie et de l'emploi"*.

Le chef de la mission du FMI en Grèce, Poul Thomsen, reconnaît *"en regardant en arrière, que certains changements auraient dû être effectués d'une façon différente"*.

"Par exemple, je crois que le programme (d'assainissement de l'économie grecque) a été trop basé sur l'augmentation de l'imposition alors qu'il aurait fallu insister plus sur la réduction des dépenses publiques", a indiqué M. Thomsen dans un entretien publié dimanche dans l'hébdomadaire grec To Vima.

Il a toutefois insisté sur la baisse des salaires effectuée car le coût salarial *"doit s'adapter à la productivité basse du pays afin de favoriser la compétitivité"*.

"Le non-ajustement des salaires est la raison principale pour le taux élevé du chômage", souligne M. Thomsen.

Il a annoncé la nécessité de l'adoption prochainement de nouvelles mesures d'économie *"de l'ordre de 5,5% du PIB en réduisant les dépenses publiques"*. (AFP 18.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 mars

CAUSERIE

Consensus. Il y a apparemment des vies qui valent plus que d'autres.

Un crime *"raciste"*, *"antisémite"*, l'assassinat de trois parachutistes, je ne comprends pas... Une dépêche de l'AFP tombe : Somalie: six civils tués par des tirs de mortier contre un camp de déplacés, personne n'en parle, je ne comprends pas...

Ceux qui se distinguent de la collectivité par leur religion prennent la responsabilité de refuser de partager la vie et l'espace de leurs contemporains parce qu'ils estiment être différents ou supérieurs aux autres, mériter mieux, ils pratiquent une forme de discrimination légale, qui se traduit le plus souvent par l'exigence de la reconnaissance d'un statut privilégié illégitime.

Leur rejet ainsi exprimé des valeurs de la République, dont la laïcité, les expose à des discriminations dont ils sont en réalité à l'origine et dont ils portent la responsabilité, ce à quoi ils se refusent évidemment, ils n'ont de cesse de se poser en victimes innocentes. C'est parce que l'Etat leur accorde des droits particuliers ou dérogatoires qui font figure de privilèges, qu'ils sont la cible de vengeance aveugle de la part d'individus isolés ou de groupes organisés à des fins personnelles ou politiques, donc économiques.

Si la peau d'un Palestinien ne vaut pas plus que celle d'un Israélien, elle ne vaut pas moins. Si la peau d'un athée valait mieux que celle d'un juif, d'un chrétien ou d'un musulman réunis tous ensemble, ce serait parce que sa représentation du monde ne repose que sur des critères objectifs, les seuls à même de délivrer l'homme de l'ignorance et de l'obscurantisme qui font son malheur, qui dès lors qu'il les maîtrise peut envisager de conquérir sa liberté.

J'ai employé le conditionnel pour montrer qu'on pouvait opposer aux croyants qui posent comme préalable à leur appartenance à la collectivité leur religion, qu'il existait un argument au pouvoir humaniste supérieur à tout autre, dans la mesure où il repose sur des faits matériels réels et vérifiables et non sur des croyances ou une mystification.

Les religions ont pour origine et se nourrissent de l'ignorance de la population du fonctionnement de la société et de l'univers, de la matière d'où est issue la pensée humaine, donc la religion. Les dieux sortis de la tête des hommes sont le meilleur témoignage de leur ignorance.

Il y a des dizaines de milliers d'années, les hommes incapables de comprendre et de dominer les manifestations de la nature leur attribuaient des pouvoirs surnaturels. Au fil du temps, sans doute surpris par leur propre capacité à évoluer, à développer des facultés insoupçonnées ou inconnues de leurs prédécesseurs, ils en sont venus à imaginer qu'un être supérieur devait en être dépositaire et les posséder toutes, le dieu à visage humain et parfait venait d'être inventé et succédait au paganisme. Le pouvoir surnaturel jusqu'alors prêté à des éléments de la nature se trouvait transféré en la personne d'un ou plusieurs dieux tout droit sortis du cerveau de nos ancêtres. Il ne restait plus qu'à le théoriser et à définir l'institution qui en serait le dépositaire.

Ce transfert ou cette nouvelle identification n'a été possible qu'à un certain stade du développement des forces productives et de la division du travail, quand l'homme a acquis davantage de pouvoir sur la matière et sur les hommes eux-mêmes, la société étant désormais divisée en classes, il lui fallait conforter son statut social et le justifier ou le légitimer auprès du reste de la communauté, de ses concurrents appartenant à la même classe que lui tout comme ceux qu'il dominait déjà.

Ce sont donc des besoins économiques et sociaux, puis politiques, qui ont été à l'origine de l'éclosion, de la diversité, du développement, de l'épanouissement et finalement du prosélytisme des religions au point de devenir envahissantes, autant que l'ignorance des hommes.

Quelques milliers d'années ou quelques siècle plus tard, alors que les sciences et les technologies ont connu un gigantesque développement qui en principe aurait dû signifier que l'homme dominait la nature comme jamais auparavant, on pourrait s'étonner de la vitalité des religions.

Elles se nourrissent principalement de deux facteurs, d'une part des souffrances engendrées par le vieux monde qui est parvenu à se survivre à lui-même au-delà de toute espérance du fait de notre incapacité à nous débarrasser du capitalisme, les religions se nourrissent de la misère du monde, on aurait envie d'ajouter comme les banques qui en sont responsables, ce qui devrait les rendre d'autant plus insupportables à nos yeux, ce qui n'est pas le cas et nous verrons plus loin pourquoi, d'autre part elles profitent du développement exponentiel de la démographique au XXe siècle particulièrement sur les continents les plus pauvres pour lesquels les habitants illettrés ou analphabètes étaient des proies faciles.

Si les religions n'apparaissent pas aussi insupportables aux yeux des travailleurs que les banques, c'est parce que tous les partis ouvriers ont abandonné le combat en défense de l'athéisme et du matérialisme. En y substituant la laïcité et en se faisant l'apôtre de la tolérance envers les religions qui polluent les esprits, les curés de la laïcité leur ont reconnu un statut spécial reconnu par la Constitution. Une fois dissocié le combat pour l'athéisme du combat pour le socialisme, il ne leur restait plus qu'à célébrer ce compromis en famille au sein d'organismes regroupant des représentants des différentes classes sociales, ces organismes étant par nature des organismes de collaboration de classes.

Les représentants de la laïcité ont privilégié la laïcité au détriment de l'athéisme conformément aux intérêts politiques de leurs appareils, de la même manière qu'ils privilégient la défense de la nation, de la République ou de la démocratie bourgeoise au détriment du combat pour le socialisme.

Rompre avec le PS est une nécessité absolue.

L'élection de Hollande présenterait un avantage pour les travailleurs nous dit-on, ils n'auraient pas à subir la poursuite de l'offensive destructrice à laquelle Sarkozy les soumettrait et ils seraient encouragés dans leurs luttes. On nous avait servi exactement le même discours soporifique avant la présidentielle de 1981.

Déjà à l'époque les impératifs économiques et financiers (de la classe dominante) allaient l'emporter sur le social réduit au minimum syndical avec la complicité des dirigeants des syndicats, qui aujourd'hui se disent bien disposés envers Hollande qui aura des comptes à rendre à Bruxelles et Washington, à la Bourse, aux marchés, aux maîtres du monde auxquels il est soumis ou acquis. Il devra gouverner sous le harcèlement de l'UMP qui entre temps aura peut-être explosé suite à sa déroute à la présidentielle et aux législatives, ce qui n'est pas pour nous déplaire évidemment, en s'alliant avec le Front de gauche, il réservera sa faible marge de manoeuvre à contenter à la marge son allié qui s'en contentera, les dirigeants du Front de gauche n'étant pas de dangereux extrémistes de gauche ou des bolcheviks décidés à renverser le régime. Les couches supérieures que représentent le Front de gauche tireront une compensation de leur soutien au gouvernement de façon à assurer la paix sociale et la stabilité du régime. Les couches les plus défavorisées végèteront dans leur coin, elles seront abandonnées à leur triste sort jusqu'au désespoir, d'où les situations particulièrement difficile à affronter et gérer auxquelles Hollande sera soumis ou auxquelles il sera forcément confronté un jour.

La question du pouvoir reviendra à l'ordre du jour, à défaut de ne pas l'avoir à l'esprit en permanence, les conditions objectives ou la dure réalité l'emportent sur les illusions. La nature humaine est ainsi faite au départ, que l'homme ne peut comprendre ou accéder à certaine chose, à un certain état de conscience que sous la contrainte et la violence, ce qui rend son histoire d'autant plus tragique. Je crois qu'un jour l'ancêtre de l'homo sapien a dû se brûler pour sentir l'effet que pouvait produire le feu sur sa peau, avant de comprendre qu'il avait un pouvoir salvateur ou destructeur. La société est ainsi faite aussi. On ne peut pas se contenter de nos propres expériences, on doit élever notre niveau de conscience pour nous libérer de l'état d'esclavage qui caractérise l'être humain et la société.

Si la faculté de penser nous est donnée à la naissance, rien ne garantit qu'elle se développera, surtout si on ne l'entretient pas. Ce sont les difficultés que nous rencontrons dans la vie quotidienne qui nous conduisent à nous poser de multiples questions et à y apporter des réponses, pas forcément applicables dans l'immédiat d'ailleurs.

Depuis toujours, dans son long et pénible apprentissage de l'existence et de la société, l'homme privilégie la recherche de résultats immédiats ou tangibles à ses problèmes, avant d'en chercher la nature et de relier ces différentes expériences entre elles

au-delà de sa propre expérience en s'appuyant sur les connaissances acquises par d'autres.

Il agit davantage par mimétisme plutôt que par son propre raisonnement qui lui demande toujours un effort. Inconsciemment, il profite de ce qui lui tombe sous la main sans trop se poser de questions, sans savoir d'où cela provient, s'il en a toujours été ainsi et s'il en sera toujours de la sorte, comment les choses et la société ont évolué pour en arriver à leur état actuel. Tout est fait dans le vieux monde pour qu'il ne parvienne jamais à se défaire de cette habitude nuisible à son destin. Notre devoir est de l'y aider par tous les moyens à notre disposition.

Sachant que Hollande ne rompra pas avec la politique réactionnaire de Sarkozy parce qu'elle lui a été imposée par la marche à l'abîme du capitalisme mondiale et que Hollande lui est et lui sera également entièrement soumis, il est impossible que les travailleurs se servent de la défaite de Sarkozy comme d'un levier pour se soulever contre le régime, puisqu'elle aura été acquise sur la base d'illusions dans la capacité du régime à pouvoir satisfaire leurs besoins. C'est seulement en rompant à la fois avec l'UMP et le PS, en les déclarant ennemis de la classe ouvrière que les travailleurs pourront conquérir leur indépendance de classe, condition préalable à remplir pour relier leurs revendications sociales à des objectifs politiques indispensables à réaliser pour entrevoir leur satisfaction.

Si le bilan de Sarkozy est son "*boulet*", le PS et ses satellites sont les boulets qui tirent en arrière la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. On voit ici que la question du vote ou du désistement en faveur du PS n'est pas une simple question de "*tactique électorale*" comme me l'a écrit un camarade dans un courriel, mais bien une question de fond, déterminante pour l'avenir du mouvement ouvrier et bien au-delà.

Un peu précipitamment je dois l'avouer, j'avais annoncé que je soutiendrai plusieurs groupes sur la base d'une déclaration que j'avais estimée correcte et prometteuse. C'était une erreur dès lors qu'à la première occasion ils démontrent qu'ils n'ont pas rompu avec la stratégie épouvantable qui consiste à soutenir (indirectement) le PS et à le présenter à nouveau comme un parti ouvrier, l'un n'allant pas sans l'autre évidemment.

De plus, ces camarades ne se connectent pas sur mon site, les positions que je défends et développent ne les intéressent pas, ils ont mieux à faire, c'est leur droit, et bien de mon côté j'ai également mieux à faire que de perdre mon temps avec des militants qui n'ont pas rompu le cordon ombilicale avec ce que certains appellent le "*lambertisme*" qui ne se limite pas à un comportement, mais tire sa substance d'une conception de la lutte de classe qui repose sur des rapports que je rejette ou avec lesquels j'ai rompu.

Je poursuis sur la voie que je me suis tracé, peut-être que cela ne débouche sur rien de concret ou de palpable pour le moment, peu importe, il faut être patient. Si des militants sont intéressés par ma démarche ou ma méthode, qu'ils sachent que je ne suis pas du genre à rabâcher sans cesse les mêmes choses ni même à me relire, je les invite à télécharger mes causeries depuis août 2008, ils y trouveront largement matière à alimenter leur propre réflexion de façon à se forger leurs propres convictions, librement.

A partir du moment où j'ai poussé le scrupule jusqu'à leur fournir le mode d'emploi de cette méthode, ils peuvent l'utiliser pour démonter à leur tour les mécanisme que j'ai analysés et vérifier par eux-mêmes le bien-fondé ou non des conclusions auxquelles je suis parvenu. Vous ne trouverez pas un dirigeant qui mette à votre disposition un tel outil de réflexion pour progresser, je le dis d'autant plus simplement, n'ayant aucun avantage personnel à attendre du fait que vous partagiez ou non mes idées.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Les dernières gesticulations sécuritaires de l'avorton dictateur

Nicolas Sarkozy a déclenché, lundi soir, le degré le plus élevé du plan vigipirate, le niveau écarlate.

Le niveau écarlate prévient le risque d'attentats majeurs, simultanés ou non. Le trafic aérien civil peut être stoppé, l'eau du robinet coupée, certains tunnels interdits. (lefigaro.fr 19.03)

A. Juppé a dit qu'en cas de guerre entre l'Iran et Israël, la France se rangerait au côté de l'Etats sioniste, alors qu'une telle guerre ne pourrait être entreprise qu'à l'initiative d'Israël. Peu importe qui tire le premier ou agresse l'autre, la cause est entendue...

1.2- Bruit de campagne.

1.2.1- L'UMP continue de vanter les qualités de Jean-Luc Mélenchon pour mieux souligner les faiblesses de celui du PS, François Hollande. Le camp Sarkozy se montre bienveillant à l'égard du candidat du Front de gauche, qui a le vent en poupe,

pour qu'il contribue à faire baisser le score de premier tour de M. Hollande.

Le tribun du Front de gauche aurait aussi le mérite de capter une partie du vote ouvrier et d'affaiblir ainsi la candidate du FN, Marine Le Pen. (lemonde.fr 19.03)

1.2.2- François Hollande, candidat PS à la présidentielle, a assuré lundi 19 mars sur France Info faire campagne pour "gagner" et non pour "faire un charivari", ce qui lui interdit d'être "dans la surenchère". (AFP 19.03)

La "surenchère", voilà de quelle manière il traite nos revendications sociales légitimes.

Domage que Mélenchon se rallie à Hollande au second tour. Imaginons un instant qu'il s'y refuse. Ce serait un coup de théâtre. Qui signifierait quoi et qui devrait être présenté de quelle manière aux travailleurs pour qu'ils s'en saisissent ?

Cela signifierait que Mélenchon aurait décidé de se déterminer strictement à partir des intérêts de classe du prolétariat, donc en rompant avec le consensus auquel il participait jusqu'à présent en faveur du régime. Il indiquerait aux travailleurs que leurs combats et leurs besoins sont parfaitement légitimes et que ceux que représentent Hollande et Sarkozy ne le sont pas. Il briserait également l'illusion qu'il y aurait quelque chose à attendre de l'élection présidentielle et que les travailleurs ne devront pas leur salut à un sauveur suprême ou un Bonaparte mais à leur propre mobilisation révolutionnaire, non pas dans les urnes, mais dans la rue, les entreprises et les administrations.

1.2.3- Pierre Laurent, secrétaire national du parti, a expliqué, dimanche 18 mars sur Radio France politique, que le succès du rassemblement du Front de gauche à la Bastille comme la montée du candidat Jean-Luc Mélenchon dans les sondages a "changé le paysage politique à gauche" et qu'il "ne sera pas celui prévu par certains au moment de l'accord Verts-PS". "C'est une journée qui va modifier le centre de gravité de la campagne", a fait valoir le numéro un communiste. "Donc, évidemment, si quelqu'un veut gouverner à gauche, quel qu'il soit, il devra compter avec le Front de gauche", a-t-il insisté.

Aux yeux des responsables du Front de gauche qui veulent "obliger François Hollande à bouger", le succès de la campagne de Jean-Luc Mélenchon change la donne. Avec un candidat crédité de 11 % des intentions de vote, le candidat socialiste ne peut plus ignorer son aile gauche. "Les lignes ont bougé. Nous allons entrer dans une nouvelle période pour tout le monde", a ainsi jugé M. Laurent.

Au-delà du score de M. Mélenchon, en contraste avec le faible écho d'Eva Joly, c'est l'appétit qu'il peut ouvrir chez les amis de l'eurodéputé qui inquiète les écologistes. Noël Mamère a ainsi reconnu lundi sur France Info avoir "des motifs d'inquiétude car cet accord risque d'être fragilisé par le score qu'on nous annonce à la présidentielle et les amis de Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent risquent de faire monter les enchères". "Je comprends que Pierre Laurent et ses amis du Front de gauche soient saisis par le vertige des cimes et veuillent remettre en cause l'accord que nous avons passé mais je pense qu'il y a de la place pour tout le monde dans la future majorité", a affirmé le député de Gironde. (lemonde.fr 19.03)

Ah comme elle est bonne la gamelle servie par les institutions !

1.2.4- "Je suis certain que Jean Luc Mélenchon fait partie de ceux qui savent ce que c'est que la responsabilité du rassemblement de la gauche, pour battre Nicolas Sarkozy", expliquait Claude Bartolone. «Nous sommes alliés avec Jean-Luc Mélenchon, rappelait Ségolène Royal sur France 5. Nous partageons une plate-forme commune», a-t-elle ajouté, alors qu'il n'y a pas d'accord signé entre le PS et le Front de gauche.

Si le PS ne veut voir que la bonne nouvelle – des réserves de voix importantes – dans la bonne performance de Jean-Luc Mélenchon, la droite, elle aussi, se félicite, mais pour d'autres raisons. Pour Jean-Pierre Raffarin, la dynamique du candidat du Front de gauche risque de faire «dériver» la campagne du socialiste «vers la gauche plutôt que vers le centre». «M. Mélenchon affirme ce qu'il appelle lui-même une ligne rouge. Cette ligne-là me paraît difficilement compatible avec François Hollande et absolument (incompatible) avec François Bayrou», s'est-il réjoui sur TV5 Monde et RFI ce dimanche soir.

Et un ministre de droite expliquait la semaine dernière : «C'est notre meilleur allié contre Hollande. Il faut qu'il grappille le maximum de points. S'il monte encore, on lui fera une statue ». (20minutes.fr 19.03)

Mélenchon en Marianne, non merci on a déjà Schivardi !

1.2.5- Selon l'ordre du tirage au sort effectué lors d'une séance plénière du Conseil constitutionnel, Eva Joly (EELV), Marine Le Pen (FN), Nicolas Sarkozy (UMP), Jean-Luc Mélenchon (Front de Gauche), Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste), Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière), Jacques Cheminade, François Bayrou (MoDem), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) et François Hollande (PS) ont rassemblé les 500 signatures d'élus nécessaires.

Les candidats sont moins nombreux cette année qu'en 2007, où ils étaient 12, et surtout qu'en 2002, où les 16 candidats sur la

ligne de départ constituait un record depuis l'instauration de l'élection du président de la République au suffrage universel direct en 1965.

Théoriquement, 47.000 élus sont habilités à parrainer un candidat, mais en pratique, compte tenu des cumuls, ils ne sont que 42.000.

Le Conseil constitutionnel doit maintenant tirer au sort, pour chaque candidat, les noms de 500 élus qui leur ont apporté leur signature. Il publiera ces noms dans les jours qui viennent au Journal officiel et sur son site internet.

Le système de parrainage a été institué en 1962. A l'époque, le nombre de signataires nécessaires n'était que de 100 et leur identité n'était pas publique. Il est passé à 500 en 1976, en même temps qu'a été prise la décision de rendre leur identité publique, pour dissuader les candidatures farfelues. (AFP 19.03)

1.2.6- François Hollande a été hué lundi à la sortie de son QG de campagne par une quarantaine de salariés de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), dont il préconise la fermeture, à l'issue d'un entretien avec plusieurs de leurs représentants, a constaté une journaliste.

"Ne me faites pas dire que la CGT est pro-Sarkozy parce que Sarkozy souhaite maintenir Fessenheim", a tenu à préciser Clément Schneider, secrétaire de la CGT de Fessenheim. "Nous, on sait quelles sont les forces de progrès dans le pays, on essaie de les convaincre, c'est avec elles qu'on fera avancer l'économie et l'industrie française", a-t-il dit.

Sylvain Bouillot, délégué CFE-CGC, a de son côté évoqué "une décision subie de François Hollande qui essaie tant bien que mal de s'en sortir". (AFP 19.03)

Le nucléaire à usage civil ou militaire n'aurait jamais dû voir le jour ou se développer. Il aurait dû rester cantonné à un usage médical ou marginal.

Allez monsieur Hollande, laissez-vous faire, E. Joly ne pèse que 2 ou 3% selon les sondages, et puis tant pis si un jour une centrale nucléaire nous éclatait à la gueule, ce sont de braves syndicalistes qui vous le demandent...

2- Syrie

2.1- La France est prête à soutenir une guerre régionale

Les faux courriels des époux el-Assad diffusés par le Guardian surprenaient par leur innocence, chacun s'attendaient donc à de nouveaux développements. C'est chose faite : le Daily Telegraph assure que le shopping sur Internet attribué à Asma el-Assad viole les sanctions unilatérales de l'Union européenne et est passible de deux ans de prison. Surtout, après que le Guardian ait assuré ne pas révéler les e-mails à caractère privé, le Daily Telegraph publie des détails sur une prétendue liaison extra-conjugale du président el-Assad pour casser l'image idéale de son couple.

Cette opération de propagande intervient principalement pour masquer les actions en cours. L'Armée turque envisage d'entrer en territoire syrien pour y sécuriser une base rebelle sous prétexte de protection des civils. L'OTAN reproduirait ainsi ce qu'elle avait fait au Kosovo en violation du droit international, mais sans apparaître en première ligne. Cette nouvelle guerre pourrait trouver un semblant de légitimité internationale si elle était appuyée politiquement par un nombre significatif d'États, réunis le 2 avril lors de la Conférence des « Amis » du peuple syrien. L'OTAN pourrait ainsi se mesurer indirectement avec l'Organisation de coopération de Shanghai.

Dans un entretien au Monde, Alain Juppé avertit qu'en cas d'extension de la guerre vers Israël, Paris se tiendrait aux côtés de Tel-Aviv.

- Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a accordé un entretien au Monde. Il y dénonce le soutien des patriarches chrétiens au régime syrien. Surtout, il assure que « dans l'hypothèse où Israël serait attaqué, nous (la France) nous rangerions à ses côtés ».

- S'appuyant sur les faux e-mails du couple el-Assad, le Guardian assure que le président syrien court-circuite ses conseillers hommes et s'entoure de belles jeunes femmes. Le quotidien dresse un portrait d'Hadeel al-Ati, une de ses conseillères en relations publiques.

- Confirmant le passage opéré depuis un mois de la propagande classique à la fiction pure (cf. les nouvelles de Jonathan Littell et Tahar ben Jelloun), le National Post publie des carnets imaginaires d'Asma el-Assad. Le roman se substitue au reportage et aux documents dans les pages des grands quotidiens.

- Gulf News rapporte que l'influent cheik égyptien Saywat Hejazi a déclaré que tuer le président el-Assad est un devoir pour tout musulman. « *Celui qui a la possibilité de tuer el-Assad et qui ne le fait pas est un pécheur* », a-t-il déclaré. (Réseau Voltaire 17.03)

2.2- Syrie : Regroupement de combattants étrangers aux frontières turque et jordanienne

Damas, 17h50 - Plusieurs centaines de combattants libyens d'Al Qaida (ex- Groupe islamique combattant en Libye) sont arrivés au cours des dernières semaines dans des hôtels d'Amman (Jordanie). Ils les ont soudain quittés vendredi 16 mars 2012 pour se regrouper dans un lieu inconnu.

Simultanément, un va-et-vient d'autobus a acheminé au moins 2000 combattants dans un camp de "réfugiés" à Hatay (Turquie) dans les journées de vendredi 16 et samedi 17 mars. Ce transport se poursuit, il est encadré par l'Armée turque.

Le colonel Riyad Al Asaad, qui avait été un moment assigné à résidence après l'accord syro-turc du 7 février, assure à nouveau pleinement le commandement de l'Armée "syrienne" libre depuis la Turquie.

On estime que les forces déjà regroupées sont constituées par 500 à 1000 takfiristes à la frontière jordanienne et 2000 à 3000 à la frontière turque. Aucun groupe jihadiste d'importance n'est signalé à la frontière libanaise, l'Armée libanaise ayant démantelé au cours des dernières semaines un camp de regroupement et une base de communication.

Il reste encore plusieurs centaines de combattants étrangers sur le sol syrien après la chute de l'Émirat islamique de Baba Amr et le nettoyage de Deraa et d'Idlib. Bien que totalement désorganisés et à bout de souffle, ils peuvent préparer les attaques de ces nouvelles troupes.

L'Armée nationale syrienne est en train de renforcer son dispositif aux frontières pour empêcher toute infiltration dans le pays. (Réseau Voltaire 17.03)

2.3- Attentats de Damas : la presse occidentale renonce à la théorie du complot

Les nouveaux attentats sont traités d'une manière bien différente des précédents. La presse atlantiste qui avaient attribué les premiers attentats de Damas et d'Alep aux services secrets syriens a abandonné cette théorie du complot depuis qu'Ayman Al-Zawahiri les a revendiqués au nom d'Al-Qaida. Du coup, elle fait preuve de circonspection cette fois et évite de reprendre à son compte les accusations systématiques du Conseil national syrien à l'encontre des services de renseignement.

Le rapport à huis clos de Kofi Annan au Conseil de sécurité donne lieu à des commentaires divers, chacun en Occident croyant savoir qu'il s'est plaint de la mauvaise volonté du président el-Assad. Cependant, la presse atlantiste évoque une possible sortie de crise sous garantie russe : la Pouvoir syrien cesserait la répression tandis que les Occidentaux renonceraient à contraindre Bachar el-Assad à partir. A y réfléchir de plus près, si cette solution était retenue, elle équivaldrait à une défaite complète de l'OTAN et du CCG. En réalité, les Occidentaux cesseraient de prétendre qu'il y a une répression et renonceraient à un changement de régime.

- La porte-parole du Conseil national syrien, Bassma Kodmani, a accordé un entretien au *Journal du dimanche*. Elle s'y pose nouvellement en stratège militaire et théorise la défaite. Selon elle, les combattants se déplacent tout le temps (ce qui revient à admettre qu'ils sont peu nombreux) dans une forme de guérilla urbaine. Ils ne chercheront plus à se regrouper comme ce fut le cas à Baba Amr (et par conséquent, ils ne cherchent plus à prendre le pouvoir).

- La presse du Golfe relaye largement l'information selon laquelle l'Arabie saoudite achemine des armes lourdes en Jordanie pour armer la rébellion syrienne.

- Mention spéciale au quotidien saoudien Arab News. En titre de "une", il accuse les voyous d'Assad d'avoir perpétré les attentats de Damas : Mais en page intérieure, il reproduit des dépêches d'agence dont le titre attribue les attentats à l'opposition armée. (Réseau Voltaire 18.03)

Social

1- Grèce

Aucune liaison n'était possible lundi entre le principal port grec du Pirée et les îles du pays, en raison d'une grève de 48 heures à l'appel du syndicat des marins (Pno) contre les mesures de rigueur touchant leur secteur, a-t-on appris auprès de la police portuaire.

"*Aucun bateau ne part du Pirée ni des ports voisins de Lavrion et Rafina, proches d'Athènes*", a indiqué à l'AFP une responsable du bureau de presse de la police portuaire.

Le syndicat réclame la signature "*imminente des conventions collectives*" du secteur, et la poursuite du financement de la caisse des marins sur budget public. Sous pression de la tröika des bailleurs de fonds de la Grèce (UE, FMI et BCE), cette caisse de retraite déficitaire serait considérablement affaiblie dans le cadre de la restructuration en cours, destinée in fine à abaisser le déficit et la dette du pays.

Après de récentes rencontres entre les responsables du syndicat et la ministre du Développement et de la Marine marchande Anna Diamantopoulou qui se sont avérées infructueuses, le Pno menace de reconduire la grève après mardi. (AFP 19.03)

2- Inde

Le niveau de pauvreté en Inde a chuté de plus de 7 points de pourcentage en cinq ans et concernait moins de 30% de la population de 1,2 milliard d'habitants en 2009-2010, selon les données officielles du gouvernement publiées lundi.

Les Etats du nord-est de l'Inde se sont toutefois appauvris. Les chiffres sur le niveau de pauvreté servent à évaluer le montant des aides gouvernementales.

Tandis que la troisième puissance économique d'Asie voit grossir les rangs de la classe moyenne sous l'effet d'une solide croissance proche de 8%, des centaines de millions d'habitants continuent de manquer de nourriture, d'électricité et d'approvisionnement en eau potable. (AFP 19.03)

Economie

1- Economie mondiale

Si le réseau internet était un pays, il serait en voie de devenir la cinquième puissance économique du monde en 2016, derrière seulement les Etats-Unis, la Chine, le Japon et l'Inde, et devant l'Allemagne, selon une étude du cabinet de stratégie Boston Consulting Group.

Dans quatre ans, il y aura 3 milliards d'internautes dans le monde, contre 1,9 milliard en 2010 et l'économie internet devrait représenter 4.200 milliards de dollars dans les pays du G20, contre 2.300 milliards de dollars en 2010, prédit BCG dans son rapport publié lundi.

Cet essor est porté par deux tendances de fond: l'accès à internet sur appareils portables et l'internet "*social*", où la navigation est largement guidée par affinités: "*dans le monde en développement en particulier, beaucoup de consommateurs vont directement au social*", explique cette étude, fruit de trois ans d'enquêtes menées dans une cinquantaine de pays.

Parmi les pays du G20, le Royaume-Uni est largement en tête pour ce qui est de la contribution d'internet à l'économie globale du pays: internet devrait représenter en 2016 12,4% du produit intérieur brut (PIB), faisant bien mieux que la Corée du Sud, 2e, (8%), l'Europe des 27 en général (5,7%), les Etats-Unis (5,4%), le Canada (3,6%) ou la France (3,4%).

En Chine, où la population d'internautes explose, le réseau internet devrait représenter 6,9% du PIB. (AFP 19.03)

2- France

Le Qatar, investisseur tous azimuts en France, est monté en puissance dans le capital de Lagardère SCA, avec une participation de 12,83%, et s'impose avec ce partenariat renforcé comme "*un allié de poids*" pour le PDG Arnaud Lagardère, selon plusieurs analystes.

L'émirat a augmenté sa participation dans le groupe diversifié (médias, aéronautique, sport) dont il détient désormais 12,83% des parts et 10,05% des droits de vote, a annoncé lundi l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Mais Qatar Holding LLC pourrait augmenter encore ses parts et envisage même d'intégrer le conseil de surveillance du groupe, sans pour autant vouloir en prendre le contrôle, selon l'AMF.

Le site Investir.fr s'interrogeait lundi sur le point de savoir si la participation effective de l'émirat ne s'élèverait pas en réalité à "26,07%".

Selon Investir, qui s'appuie sur la "*base de données de Bloomberg*", il apparaîtrait, sauf erreur de Bloomberg, qu'"aux côtés de Qatar Holding des personnes physiques ou morales de l'émirat détiennent effectivement plus d'un quart du capital de la commandite". (AFP 19.03)

3- Allemagne

Le constructeur allemand de voitures de sport Porsche a réalisé le meilleur bénéfice net de son histoire à 1,46 milliard d'euros en 2011, selon son rapport annuel diffusé lundi soir.

Le groupe avait déjà annoncé mardi dernier avoir réalisé en 2011 "*la meilleure année de son histoire*", avec en particulier un bond de son bénéfice opérationnel de 22% à 2,05 milliards d'euros, un record.

En 2011, son chiffre d'affaires a progressé de 18% à 10,93 milliards d'euros. (AFP 19.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mars

CAUSERIE

Les apparences sont trompeuses, elles peuvent vous engloutir !

- Présidentielle : le match des apparences - LeMonde.fr

Apparences à partir desquelles les uns et les autres nous proposent des tactiques et des stratégies plus foireuses les unes que les autres depuis des lustres et qui ont abouti à la situation actuelle. Bravo à nos dirigeants, vous avez fait du bon boulot ! En revanche, une certitude plus qu'une apparence, cela ne les a pas empêchés de conserver le contrôle de leurs appareils et de leurs partis, à croire que c'était leur seul objectif.

Le combat contre les illusions sur le terrain des illusions s'est finalement soldé par l'adaptation progressive des partis à ces illusions, tandis que les couches les plus conscientes des travailleurs entreprenaient de s'en défaire suite à leurs expériences ou y ont été conduits par la force des choses sans toutefois en comprendre la nature et en tirer des enseignements, puisque tous les partis avaient déserté ce terrain-là. Cela explique en partie pourquoi des militants passent d'un parti à un autre sans y trouver leur compte ou finissent par se détourner des partis ouvriers.

Si la détermination de la nature sociale d'un parti repose sur la prise en compte de plusieurs facteurs, il en existe un qui les domine tous ou qui les départage en cas de doute : ses rapports à l'Etat (aux institutions), sa définition ou sa conception de l'Etat, l'Etat pour lequel il combat, sa manière de poser la question de l'Etat, pas seulement dans son programme mais en relation avec son combat quotidien. Voyez de quelle manière les différents partis abordent cette question et vous serez fixés sur leur nature sociale et du même coup sur leurs réelles intentions.

Autre élément de réflexion.

Peut-on, doit-on reprendre à la lettre la définition de la nature sociale des partis issus du mouvement ouvrier que nous avaient fournie Marx et Engels à une époque où aucun parti ouvrier n'avait encore fait l'expérience du pouvoir ou doit-on l'adapter en tenant compte depuis de cette expérience qui s'est toujours avérée catastrophique pour la classe ouvrière, pas seulement en France ?

Sans même à avoir à poser cette question sous cet angle-là et à laquelle j'ai déjà répondu dans plusieurs causeries précédentes, il suffit d'observer quel traitement réserve chaque parti à la question de l'Etat pour avoir une idée assez précise de leur nature sociale. Le PS et le PCF ont démontré quand ils étaient au pouvoir qu'ils s'accommodaient très bien de l'Etat en place et qu'ils n'avaient pas du tout l'intention d'y attenter ou de le renverser. Le FdG s'inspirant du POI nous propose de conserver les mêmes institutions relookées auxquelles ils y adjoindraient une Assemblée constituante calquée sur celle qui existe en Tunisie aujourd'hui. Le NPA et LO ne se prononcent pas vraiment sur cette question.

Du fait qu'aucun parti ne pose comme préalable à tout changement de société la liquidation des institutions, de l'Etat, et la fondation d'un Etat ouvrier ou d'une République sociale reposant sur la domination de classe du prolétariat (dictature du prolétariat), on peut en déduire qu'aucun des partis dits ouvriers ne croit plus possible ce changement, c'est à se demander s'ils méritent encore la dénomination de partis ouvriers, mille fois hélas ou plus encore bien sûr !

C'est uniquement pour des raisons pratiques et pour les distinguer des autres partis que nous les considérons encore comme des partis ouvriers, à l'exception du PS qui est un parti purement bourgeois.

Je ne sais pas dans quel état vous êtes à l'issue de cette brève lecture, personnellement je suffoque, j'ai besoin d'un grand bol d'air frais (ici il fait plus de 35°C !) pour reprendre mon souffle et me convaincre que malgré tout nous parviendrons à abattre tous les obstacles qui nous empêchent de renouer avec le socialisme.

En aparté, le ventilateur que je viens mettre en route brasse de l'air chaud, pas vraiment de quoi me ranimer, pour tout vous dire je tombe littéralement de sommeil tellement je suis épuisé, le mieux serait peut-être de se changer les idées histoire d'oublier un instant l'impasse dramatique dans laquelle nous sommes. Dix minutes plus tôt, je m'étais lancé à la recherche d'une citation d'Engels dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* que je n'ai pas retrouvée comme d'habitude, on se contentera donc d'un autre passage, de plusieurs extraits qui ont attiré mon attention.

Engels nous livre une cruelle ou violente description de la bourgeoisie anglaise, à côté de laquelle la littérature qu'y consacrent nos révolutionnaires ou anticapitalistes professionnels fera figure de roman à l'eau de rose pour petits-bourgeois en proie à des convulsions incontrôlées à l'idée d'être mêlé de près ou de loin à une action violente contre l'Etat ou les bourgeois.

1- "Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et intérieurement rongée d'égoïsme, si incapable du moindre progrès que la bourgeoisie anglaise, et j'entends par là surtout la bourgeoisie proprement dite, singulièrement la bourgeoisie libérale, qui veut abroger les lois sur les grains. Pour elle il n'existe rien au monde qui ne soit là pour l'argent, sans l'excepter elle-même, car elle ne vit que pour gagner de l'argent et pour rien d'autre, elle ne connaît pas d'autre félicité que de faire une rapide fortune, pas d'autre souffrance que de perdre de l'argent. Avec une telle rapacité et une telle cupidité il est impossible qu'il existe un sentiment, une idée humaine qui ne soient souillés."

2- "Le bourgeois se moque éperdument de savoir si ses ouvriers meurent de faim ou pas, pourvu que lui gagne de l'argent. Toutes les conditions de vie sont évaluées au critère du bénéfice, et tout ce qui ne procure pas d'argent est idiot, irréalisable, utopique. C'est pourquoi l'économie politique, science qui étudie les moyens de gagner de l'argent, est la science préférée de ces juifs usuriers. Ils sont tous économistes. Le rapport de l'industriel à l'ouvrier n'est pas un rapport humain, mais une relation purement économique. L'industriel est le « capital », l'ouvrier est le « travail »."

3- "L'esclavage misérable dans lequel l'argent tient le bourgeois marque même le langage, du fait de la domination de la bourgeoisie; l'argent fait la valeur de l'homme..."

4- "Quiconque a de l'argent est « respectable », appartient à « la meilleure catégorie de gens » (the better sort of people), est « influent » (influential) et ce qu'il accomplit fait époque dans son milieu. Le sordide esprit mercantile imprègne la langue tout entière, tous les rapports humains sont traduits en formules commerciales expliquées sous forme de catégories économiques. Commande et fourniture, demande et offre, supply and demand, telles sont les formules à l'aide desquelles la logique de l'Anglais juge toute la vie humaine. Voilà qui explique la libre concurrence partout, voilà qui explique le régime du « laissez-faire » et du « laisser-aller » dans l'administration, dans la médecine, l'éducation et bientôt aussi dans la religion où la domination de l'Église d'État s'effondre de plus en plus. La libre concurrence ne veut pas de limites, pas de contrôle d'État; tout l'État lui pèse, son vœu le plus cher serait d'être dans un régime tout à fait dépourvu d'État, où chacun pourrait exploiter son prochain à cœur joie comme dans la « société » de notre ami Stirner, par exemple. Mais comme la bourgeoisie ne peut se passer de l'État, ne serait-ce que pour tenir en respect le prolétariat qui lui est tout aussi nécessaire, elle utilise le premier contre le second et cherche à tenir l'État le plus possible à distance en ce qui la concerne."

C'est marrant, vous ne trouvez pas qu'il y a là comme une terrible similitude avec le nouvel ordre du monde que les représentants du capitalisme veulent nous imposer et les contradictions qu'ils rencontrent ? En gros, ils n'ont jamais lâché le morceau, le capitalisme est resté fidèle à lui-même, il est bien le seul ! Ces lignes remontent à 1845.

Et qu'avaient déduit Marx et Engels de leur analyse sans concession de la société bourgeoise ? Certainement pas qu'il fallait mettre dans sa poche son programme et son drapeau, ceux de la révolution socialiste mondiale que plus personne de nos jours (les partis) n'ose sortir ou ne se réclame, raison de plus pour ne pas les imiter et rester fidèle aux enseignements de Marx et Engels.

Le flic-président dans son élément, le cynisme en prime.

Sarkozy, le flic-président, instrumentalise à nouveau un fait divers parmi tant d'autres pour instaurer un climat de paranoïa dans le pays, terroriser l'ensemble de la population, y compris les enfants, afin de réaliser l'union nationale autour de sa médiocre personne et apparaître comme le sauveur suprême autour duquel les électeurs devraient se rassembler, et tenter ainsi en désespoir de cause d'assurer sa réélection largement comprise selon toute vraisemblance.

Sarkozy, suppôt de l'Etat sioniste, ne manque pas une occasion de rappeler son attachement au bourreau du peuple palestinien, au "peuple élu" dont il fait partie et à côté duquel tous les autres ne valent rien.

Titres de deux articles de presse hier :

- Au moins 45 morts dans une série d'attaques en Irak - Liberation.fr

- Des violences font une cinquantaine de morts en Somalie - Reuters

Sarkozy, Hollande et leurs semblables s'en foutent éperdument, tous les jours dans le monde des centaines, des milliers de victimes innocentes sont massacrés dans des conditions plus horribles les unes que les autres, produit de la guerre que se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale pour conserver leurs parts de marché ou éliminer leurs concurrents...

L'UMP et ses alliés, le PS et ses satellites, sont responsables de la situation économique et sociale en France qui alimente le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, la violence individuelle en général. Sarkozy et l'UMP porte une responsabilité particulière de l'atmosphère nauséabonde qui règne en France après avoir désigné des boucs émissaires à la vindicte publique, afin de détourner l'attention des travailleurs des véritables responsables de la situation actuelle et les dresser les uns contre les autres.

Sarkozy et avant lui ses prédécesseurs, en accordant un statut particulier et des droits supérieurs (double nationalité) aux personnes d'origines juives (qui en font la demande) ou se définissant comme telles par rapport au reste de la population, recourent au communautarisme et nourrissent ou encouragent ainsi l'antisémitisme qui sert les intérêts et les entreprises guerrières de l'Etat d'Israël auxquelles est associé l'impérialisme américain.

Sarkozy n'est rien d'autre qu'une piètre marionnette au service du lobbying sioniste et impérialiste, dont l'ambition est d'instaurer un nouvel ordre mondial qu'il dirigerait via les banquiers américains appartenant à la même communauté d'intérêt et religieuse.

Finalement l'exploitation politique de la tuerie de Toulouse nous ramène à des considérations économiques, la boucle est bouclée.

Tour de passe-passe sémantique. Bas les masques !

Clémentine Autain, porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, hier, dans un blog du *Monde*.

Annonce alléchante

- "*L'enjeu n'est pas l'alternance mais l'alternative.*"

Vous savez quelle est la première définition figurant dans le *Grand Robert de la langue française*, je vous le donne en mille cela tient en un mot : alternance !

Mais comment s'y prendre, promettre toujours plus, cela n'engage à rien :

- "*Les "promesses vraiment de gauche" de Hollande ne sont pas si nombreuses que ça, malheureusement ! Mais il reste cinq semaines, gageons qu'il peut promettre un peu plus...*". S'il vous plaît monsieur Hollande, ayez la bonté d'ajouter quelques promesses à votre discours et peu importe si vous ne les tiendrez pas, l'essentiel c'est qu'on ait une place au chaud des institutions pendant cinq ans, on se fout du reste.

au-delà de la "**gauche**"...

... car il existe "*à gauche et pas seulement, le désir de renouer avec l'émancipation humaine*", donc à droite aussi, on imagine d'ici les banquiers vomissant leur triste sort qui les empêche de s'émanciper... des mailles du capital, quel terrible destin !

...désir qui retombera aussitôt :

- "*Plus notre score sera élevé, plus nous pèserons en faveur de la victoire de la gauche et en faveur d'une politique de transformation sociale et écologique*", ben voyons, il n'y a que les ignorants ou les crétins pour y croire ne serait-ce qu'un instant !

Pourquoi ?

Parce que "*plus notre influence grandira, plus nous avons des chances de faire bouger le candidat socialiste*"... dans le cadre du traité de Maastricht et des derniers traités signés qu'il s'est engagé à respecter à la lettre, assurément !

A quelle fin alors ? Redorer le blason du PS

- Puisque "*la gauche a désespéré les catégories populaires*", non, sans blague, "*Il faut une gauche pour de bon (...) et nous arriverons à redonner des couleurs et du tranchant à gauche*" qu'incarne malgré tout le PS bien qu'il soit appelé à poursuivre

la politique de Sarkozy au service du capital, il s'y est engagé.

Vous n'avez pas l'impression qu'elle essaie de se persuader que le PS est de gauche alors qu'elle n'en croit pas un mot, pas plus que son propre discours d'ailleurs ? La suite va le confirmer.

PS dont la bonne volonté ne doit souffrir aucun doute ou si peu

- "*le PS a longtemps promis de changer la vie, il n'y est pas arrivé et semble avoir renoncé à le faire*", ce n'est pas faute pourtant d'avoir essayé le bougre, il "*semble*" seulement y avoir renoncé, mais on n'en est pas encore tout à fait certains malgré la multitude d'éléments qui se sont accumulés depuis le 4 août 1914 et qui le prouvent amplement, admirez le cynisme et avec quel air détaché elle se moque des difficultés bien réelles cette fois que les travailleurs rencontrent quotidiennement. Tous ces dirigeants sont des parasites, des carriéristes, corrompus, vendus au capital.

Et leur VIe République, elle devrait servir à qui, à quoi ?

A "*sortir de la monarchie présidentielle*", mais finalement sans rien changer aux institutions, puisqu'il s'agit avant tout que la " confiance (soit) retrouvée entre les citoyen-ne-s et leurs institutions" pour qu'éventuellement ou accessoirement ait lieu "*une possible transformation sociale*", on a compris, un hypothétique changement, c'est écrit noir sur blanc dans leur programme pour ceux qui savent lire.

Au passage, elle regrette que les "*citoyen-ne-s*" n'aient plus confiance dans "*leurs institutions*", pas "*leurs*" mais la vôtre madame Autain, la Ve République bonapartisme qui vous est si chère, vous venez de nous le rappelez maladroitement, ne niez pas, c'est trop tard !

Tout cela pour quoi ? Devinez ?

- "*Voter pour le Front de gauche, c'est la garantie que la gauche réussisse si elle accède aux responsabilités*" dirigée par le PS dans le cadre des institutions européennes, de l'ONU, etc. Au passage, elle signifie ici que le FdG participera bien à un gouvernement de front populaire dirigé par le PS.

Mais plus précisément encore ?

- "*Nous mettrons toutes nos forces pour obtenir le groupe le plus significatif à l'Assemblée*" histoire de légitimer cette auguste institution et vivre confortablement aux crochets des ignorants qui vous auront élus. (lemonde.fr 20.03)

Actualité en titres

Bruit de campagne

- Présidentielle : le match des apparences - LeMonde.fr
- Hollande pour "*l'union de tous les Français face à l'agression*" - Reuters
- Cote de confiance: Sarkozy au plus haut depuis deux ans - Liberation.fr

Médias des caniveaux

- Une voix grave est un atout pour séduire les électeurs - LeMonde.fr
- Les femmes doivent-elles faire du porno pour gagner autant que les hommes? - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

L'opposition syrienne armée commet de graves violations des droits de l'Homme, notamment des enlèvements, des tortures et des exécutions de militaires et de partisans du gouvernement, a dénoncé mardi l'organisation de défense des droits de

l'Homme Human Rights Watch (HRW).

«Les dirigeants de l'opposition devraient clairement dire à leurs partisans qu'ils ne doivent pas torturer, enlever ni exécuter, quelles que soient les circonstances», a-t-elle ajouté.

Plusieurs groupes anti-régime auteurs des mauvais traitements ne semblent pas appartenir à des structures organisées, ni dépendre du Conseil national syrien (CNS), la principale coalition de l'opposition, a précisé l'ONG.

«Il faut impérativement que les éléments armés de l'opposition syrienne protègent les droits de l'Homme», a souligné Sarah Leah Whitson. «Ils doivent clairement se prononcer pour une Syrie qui tourne la page des violations de l'ère Assad et accueille tout le monde, sans distinction de religion ou de culture, sans discrimination», a-t-elle poursuivi. (liberation.fr 20.03)

Social

1- France

1.1- Poursuite de la grève des éboueurs de Lyon.

La grève des éboueurs de l'agglomération de Lyon contre une «privatisation» du ramassage des ordures ménagères s'est durci mardi avec le blocage de deux dépôts, incitant le Grand Lyon à réengager des poursuites pour entrave au droit du travail.

«Les dépôts de Gerland et de Villeurbanne sont complètement bloqués, mais ce n'est pas le fait de l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT-FO-FAFPT-Unsa, qui avait donné des consignes de ne pas le faire. Mais on n'a pas été suivis par les agents», a assuré Mohamed Messaï, vice-président de la Fnact-CFTC du Grand Lyon.

Alors que la grève est entrée lundi dans sa deuxième semaine, il estime que 80% des 400 agents de la collecte en régie sont en grève, contre 60% la veille. Selon la collectivité, la participation avoisine celle de lundi (45,10%).

«Les grévistes ont détérioré du matériel, arraché des grillages, dégonflé des pneus de camions-bennes», a déploré le Grand Lyon, qui entend porter plainte et engager une procédure disciplinaire.

Lundi, le président du Grand Lyon, le sénateur-maire Gérard Collomb (PS), avait fait un geste d'apaisement en retirant son assignation en référé de huit responsables syndicaux qui devaient comparaître en fin d'après-midi pour entrave au droit du travail.

«Une nouvelle procédure va être engagée dès mardi matin devant le tribunal administratif», a indiqué mardi la communauté urbaine, pour qui «l'engagement pris lundi par les syndicats n'a pas été respecté».

Par ailleurs, la CGT des services techniques de la Ville de Lyon a déposé un préavis de grève à compter de jeudi sur les thèmes de la défense du service public et du droit de grève, «en solidarité» avec les éboueurs. (liberation.fr 20.03)

1.2- Capitulation des syndicats chez Air France.

Air France a indiqué mardi avoir signé avec les syndicats des différentes catégories de personnel des accords de méthodologie pour cadrer la renégociation d'un certain nombre d'accords d'entreprise et viser un gain de 20% "d'efficacité économique" sur l'ensemble de la compagnie.

"Ces accords portent sur les objectifs - notamment améliorer de 20% l'efficacité économique -, le calendrier et les principaux thèmes de la négociation", indique Air France, engagée dans un plan de redressement sur trois ans baptisé "Transform 2015".

"La signature de ces accords permet d'engager des négociations sur le fond visant à conclure un ensemble cohérent d'accords pour juin 2012", ajoute la direction dans un communiqué.

Le PDG Alexandre de Juniac avait mis deux options sur la table: dénoncer la quasi-totalité des accords d'entreprise, ce qui ouvre un délai de 15 mois pour en établir de nouveaux, ou convenir avec les syndicats d'un calendrier resserré et d'un périmètre pour renégocier certaines modalités.

Cette deuxième option a été choisie par plusieurs syndicats, qui ont signé les accords de cadrage et de méthodologie.

Chez les pilotes, le SNPL, très majoritaire (71%), a signé le texte, mais pas le Spaf, le 2e syndicat représentatif.

Chez les hôtesse et stewards, l'Unac, l'Unsa et le SNPNC/FO ont signé, soit 70% des personnels.

Enfin, pour le personnel au sol, la CGT n'a pas signé mais la CFTD, la CFE-CGC, FO et l'Unsa l'ont fait (60% de cette catégorie).

La compagnie Air France, qui a enregistré en 2011 quelque 800 millions de pertes, compte 50.000 salariés.

Un plan drastique sur trois ans a été engagé en janvier, mais au-delà des mesures immédiates (gel des salaires, des embauches, fermeture de lignes, etc.), M. de Juniac a dit vouloir revoir le modèle social, avant de présenter en juin des réformes plus structurelles. (AFP 20.03)

Dès lors que déjà soumis à une politique d'austérité les "*représentants syndicaux*" acceptent le principe de s'asseoir autour d'une table avec la direction, il ne leur restait plus qu'à signer leur crime, c'est fait !

1.3- Les embauches ont plongé de 8,5% en 2011.

Les déclarations d'embauche pour des contrats de plus d'un mois ont diminué de 4,2% en février, pour le 2e mois consécutif, selon des données publiées mercredi par l'Acoss.

En janvier, les embauches avaient déjà reculé de 4,8%, indique l'Acoss, qui a revu à la baisse le nombre de déclarations depuis le dernier baromètre. En décembre, elles avaient progressé de 2,4%.

"*La tendance est donc à la baisse en ce début d'année après une période de relative stabilité depuis février 2011*", écrit l'organisme qui fédère le réseau des Urssaf, collecteur des cotisations sociales.

Sur un an, les embauches ont plongé de 8,5%.

Avec un décalage d'un mois sur les embauches, l'Acoss publie également le nombre d'heures supplémentaires. Ainsi, les entreprises ont légèrement moins recouru aux heures supplémentaires en janvier avec 46,6 millions d'heures enregistrées, contre 50,6 millions en décembre.

Sur un an, elles ressortent néanmoins en hausse de 2,7%. Mais au final "*la tendance est plutôt à la stabilité*", souligne l'organisme, car "*janvier 2012 bénéficie d'un jour ouvrable supplémentaire par rapport à 2011*". (AFP 20.03)

1.4- Le coût de l'énergie de plus en plus insupportable.

Les cas de précarité énergétique ont augmenté fortement l'an dernier en France, sous l'effet de la crise et de la hausse des factures d'électricité et de gaz, indique le Médiateur national de l'énergie dans son bilan 2011, publié mardi 20 mars.

Le Médiateur, une autorité administrative indépendante qui a démarré ses activités en 2008, a vu son nombre de saisines augmenter de 14 % l'an dernier, à huit mille quarante-quatre, peut-on lire dans son rapport annuel, une progression un peu moins forte que l'explosion enregistrée lors des précédents exercices. Mais sur ce total, le nombre de dossiers liés à des difficultés de paiement a grimpé de 80 % par rapport à 2010, et a représenté plus de 15 % de l'ensemble des saisines, a calculé le Médiateur.

"*La crise économique et la hausse du coût de l'énergie ont aggravé le phénomène de la précarité énergétique*", c'est-à-dire la difficulté à payer ses factures d'électricité ou de gaz, et poussé de plus en plus de ménages modestes à demander une médiation, explique l'institution. Le Médiateur rappelle au passage que les tarifs réglementés du gaz ont augmenté de 25 % en deux ans, et ceux de l'électricité de 8 %. (lemonde.fr 20.03)

Les travailleurs remercient au passage les syndicats qui légitiment cette "*précarité énergétique*" en collaborant avec l'Etat et les entreprises du secteur de l'énergie au sein de la Commission de régulation de l'énergie.

Pour rappel, notre position : la mission des syndicats n'est pas de gérer la société au côté des capitalistes et leur Etat, jamais ils n'auraient dû accepter d'être associés (encore moins le revendiquer) à la gestion d'organismes quelle qu'en soit la nature dès lors qu'ils étaient sous le contrôle de l'Etat ou du patronat, foulant ainsi aux pieds l'indépendance des syndicats.

Le combat classe contre classe nécessite au contraire la rupture totale avec l'Etat, les institutions et le patronat, d'avoir les mains libres et propres pour les combattre. Les syndicats devraient avoir de compte à rendre qu'aux travailleurs dont ils sont censés représenter les intérêts, les organiser et les mobiliser pour faire valoir leurs droits sociaux légitimes dans la perspective de leur émancipation ou du renversement du capitalisme.

Tous les partis ouvriers sans exception ayant accepté de participer à ces organismes qui gèrent des pans entiers de la société ou de collaboration de classes, ils sont au même titre que les dirigeants corrompus des syndicats, les fossoyeurs de l'indépendance de classe du prolétariat, du mouvement ouvrier, du socialisme pour lequel ils prétendent combattre.

2- Italie

Mario Monti se lance ce mardi dans de périlleuses négociations avec les syndicats sur une réforme du marché du travail, qu'il présente comme une priorité de son action à la tête de l'Italie.

Avec la réforme du marché du travail, Mario Monti affronte l'hostilité de certains dirigeants syndicaux, qui jugent avoir déjà beaucoup cédé depuis novembre en raison de l'atmosphère d'urgence nationale ayant saisi l'Italie.

La réunion doit débiter à 15h30 et un échec pourrait déboucher sur des grèves mais aussi des tensions au sein de la large coalition, regroupant conservateurs et sociaux-démocrates, soutenant le gouvernement de techniciens formé par Mario Monti.

Le président du Conseil peut miser sur une division du camp syndical, qui n'est pas parvenu lundi à arrêter une position commune.

La branche métallurgie du principal syndicat du pays, la CGIL, a décidé d'afficher sa détermination en demandant à ses adhérents d'observer un arrêt de travail de deux heures mardi, au moment de leur choix.

D'autres syndicats ont choisi une approche plus conciliante. "*Un accord est parfaitement possible*", a dit Luigi Angeletti, secrétaire général de l'UIL.

Le coeur de la négociation porte sur l'article 18 du code du travail, au terme duquel les entreprises de plus de 15 salariés ne peuvent licencier un employé que pour faute professionnelle manifeste ou dans le cadre d'un plan de restructuration. Si la justice considère qu'un salarié a été limogé abusivement, son entreprise doit le réintégrer et lui verser l'intégralité de son salaire depuis sa mise à l'écart.

Les employeurs réclament un assouplissement des conditions de licenciement. Les syndicats dénoncent pour leur part l'abus des contrats précaires.

Mario Monti propose de rendre l'utilisation des contrats précaires plus coûteuse mais aussi de faciliter les licenciements individuels. Cette réforme ne s'appliquera qu'aux nouveaux contrats signés. (Reuters 20.03)

3- Luxembourg

ArcelorMittal a annoncé mardi qu'il prolongeait indéfiniment la fermeture du four à arc voltaïque de son site luxembourgeois de Schifflange, qui compte 282 salariés.

Le numéro un mondial de la sidérurgie a expliqué sa décision par la morosité du marché de la construction en Europe occidentale, auquel sont destinés les produits de Schifflange, et a dit ne voir aucun signe d'amélioration notable depuis la crise qui a frappé le secteur à la fin de l'année 2008.

Le site de Schifflange est spécialisé dans la production d'aciers longs carbone.

Le président français Nicolas Sarkozy avait annoncé au début du mois qu'ArcelorMittal allait redémarrer l'un des hauts-fourneaux de son site français de Florange (Moselle). Mais le groupe avait ensuite précisé que ce redémarrage n'aurait lieu qu'en cas de reprise économique. (Reuters 20.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mars

CAUSERIE

J'avais oublié de formater l'article présent dans cette page : *Goldman Sachs : une des pièces maîtresses du cartel bancaire – Partie 1. (21.03).*

Trois sujets de réflexion.

1- Mohamed Merah est un pur produit de votre société messieurs Sarkozy et Hollande, on peut y ajouter Bayrou et Le Pen. Où avez-vous entendu ce discours ces derniers jours ? Nulle part, simple constat, union nationale oblige sous couvert de la défense de "*l'unité de la République et de la démocratie*", arguments communs hier à Sarkzoy et au POI (leur communiqué) !

2- Tenez, une expression que plus personne n'emploie : le parlementarisme qui a accompagné la dégénérescence du mouvement ouvrier dès la fin du XIXe siècle, un sujet tabou de nos jours, et pour cause, tous les partis s'en réclament, chacun à leur manière.

3- Volkswagen vend en Inde une version locale de la Polo qui ne coûte que 7.000 euros, alors que la version la plus basique de la VW Polo est commercialisée en Allemagne à partir de 12.450 euros TTC.

Après la direction de PSA c'était au tour hier du patron de Fiat d'affirmer qu'à cause des "*surcapacités de production d'environ 20% (...) personne ne gagne de l'argent en Europe*" avant de citer "*l'exemple des constructeurs américains qui ont réduit leur capacité de production de 20% en 2007 et 2008 et qui gagnent maintenant tous de l'argent*". (source Reuters 21.03)

Qu'il y ait une crise de surproduction à l'échelle mondiale et que la concurrence que se livrent les capitalistes soit à l'origine de la crise (et de toutes les autres, selon Engels) sont deux des principaux facteurs qu'il faut prendre en compte pour comprendre la situation, on peut y ajouter le refus du prolétariat à être réduit en esclavage ainsi que son aspiration à profiter du progrès social.

Si Volkswagen parvient à engrener des profits en vendant sa Polo 7.000 euros, il en réalise forcément davantage en la vendant 12.450 euros en Allemagne. Mais voilà, il pourrait les augmenter en produisant ce modèle dans des pays où les coûts de production sont encore plus bas, d'où son intention fermer des usines en Europe et de délocaliser une partie de sa production dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché.

D'autant plus qu'avec les politiques d'austérité qui vont être instaurées dans tous les pays de l'Union européenne, ce marché va se rétrécir, le niveau de vie de ses clients potentiels va diminuer, il ne lui sera donc pas possible d'augmenter leur prix, il pourra compenser cet obstacle en rognant sur ses coûts de production en faisant fabriquer ses véhicules hors des pays de l'UE où la main d'oeuvre est la plus chère, dont la France et l'Allemagne.

Récemment la décision de Renault d'ouvrir une ligne de production au Maroc répondait à cette préoccupation. Le marché chinois est devenu le premier marché de GM. Plusieurs fabricants ont annoncé leur intention de construire de nouvelles unités de production en Chine, en Inde et au Brésil notamment, là où le marché automobile est en plein essor, au même rythme que la classe moyenne.

Jusqu'à présent, c'était la différence du niveau de vie entre la population des pays de l'UE (à l'exclusion des ex-pays de l'Est) et ceux des pays dit émergents ou en voie de développement qui justifiait la concentration de l'industrie automobile en Europe, au Japon ou aux Etats-Unis, cette époque étant en passe d'être révolue, il est plus rentable de produire des véhicules au plus près de leurs clients potentiels sachant que leur niveau de vie augmente et que les besoins dans ce secteur économique vont s'avérer gigantesque dans un avenir proche.

Le capitalisme n'ayant pas changé pour autant, son unique source de profit reposant toujours sur l'extraction de la plus-value au cours du procès de production, une partie de ce profit est redistribué sous forme d'augmentation de salaires ou d'avantages sociaux dès lors qu'il existe, au détour de la lutte de classe ou consentie aux travailleurs de certaines branches d'industrie en échange d'un taux d'exploitation insupportable, favorisant le développement d'une couche moyenne qui accèdera à ce marché, à crédit uniquement évidemment, de telle sorte qu'en achetant une voiture (par exemple) leurs maîtres récupéreront (davantage) dans une main ce qu'ils leur auront concédé de l'autre bon gré mal gré.

Pour ne prendre qu'un exemple que j'ai en mémoire, les revenus d'une employée en Grèce étant tombé en deux ans de 2.300 euros à 770 euros, il va lui être impossible d'envisager d'acheter une voiture neuve, une fois son loyer payé il va lui rester environ 200 euros pour faire vivre sa famille. En Inde, le revenu d'un informaticien étant passé en quelques années de 5.000 à 25.000 roupies, il va pouvoir passer de la moto à la voiture, en s'endettant, peu importe, il travaille tellement (8 à 10 heures par jours 6j/7 sans congés payés) que ce qui lui restera pour vivre lui suffira à couvrir toutes ses dépenses. L'important, ce n'est pas l'usage qu'il fera de sa voiture, il n'en a pas vraiment besoin à vrai dire ou pas du tout, mais de paraître, qui prime sur tous les autres critères. L'ignorance des masses n'est pas seulement responsable (entre autres) de la survie politique des régimes, elle est également à l'origine de sa survie économique.

INFOS EN BREF

Politique

France

Des dirigeants du NPA ont désormais franchi le pas, appelant clairement à voter pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle, une nouvelle étape de la crise que traverse le parti de Philippe Poutou et Olivier Besancenot depuis des mois.

Dans une tribune à Libération à paraître jeudi, Myriam Martin, porte-parole du NPA qui a donné sa démission cette semaine, Pierre-François Grond, ancien bras-droit d'Olivier Besancenot, et Hélène Adam, dirigeante historique de la LCR (devenue NPA en février 2009) sont désormais clairs.

"Il ne faut pas hésiter à affirmer que si nous sommes nombreux à exprimer notre force par notre vote le 22 avril pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon, la situation en sera nécessairement positivement bouleversée", écrivent ces membres du courant "unitaire" du NPA, Gauche anticapitaliste (GA) qui avait recueilli 40% des voix au congrès tenu de juin.

Jugeant que leur parti et son candidat Philippe Poutou prennent *"le chemin de la marginalité"*, ces membres du Conseil politique national (parlement) du parti reconnaissent *"beaucoup d'amertume"* et de *"colère"* de voir *"notre parti renoncer à l'engagement pris lors de sa fondation : rassembler tous les anticapitalistes dans un parti de masse"*.

Or, selon eux, il faudra *"dès après la présidentielle"*, *"former ensemble un bloc contre la crise pour défendre une alternative sociale et démocratique en toute indépendance"* du PS.

Cet appel à voter Mélenchon de cadres influents est d'ailleurs *"un coup dur"*, a reconnu auprès de l'AFP Christine Poupin, porte-parole du NPA, même si *"cela n'empêchera pas de se retrouver à d'autres moments"* dans les luttes sociales.

Tout le monde s'accorde pour dire qu'*"il y a une dynamique autour de la campagne"* du FG, mais, souligne-t-elle, *"les questions politiques sont de moins en moins réglées"* sur l'indépendance vis-à-vis du PS et le soutien éventuel à un gouvernement dirigé par les socialistes, ce que réfute en bloc le NPA.

De plus, minimise-t-elle, *"c'est une prise de position individuelle de ces camarades-là"* car le courant Gauche anticapitaliste a repoussé la consigne de vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon le week-end dernier lors de sa réunion.

"Le courant laisse la liberté à ses membres de s'exprimer", répond M. Grond qui espère encore une *"réorientation du parti d'ici juillet"* ou alors il risque d'y avoir une *"nouvelle étape de fragmentation de ce parti"*. Se considérant désormais *"en congé de parti le temps de la campagne"*, il a affirmé à l'AFP être venu à la Bastille pour la démonstration de force de M. Mélenchon dimanche.

Du côté du FG, on se félicite. *"Tout ce qui va dans la dynamique actuelle du Front de gauche et dans l'unité de cette gauche de transformation est positif"*, s'est réjoui Eric Coquerel qui a rencontré les membres de GA ce mardi. (AFP 21.03)

Je comprends mieux pourquoi je n'ai pas reçu de documents du NPA depuis le début du mois, ils sont en proie à une sévère crise, prévisible. Au cours des mois précédents il m'est arrivé de recevoir des documents de son courant droitier, la Gauche anticapitaliste (GA), je me suis refusé à les mettre en ligne parce qu'il aurait fallu que je m'en explique et je n'avais franchement ni du temps à perdre ni l'envie de polémiquer avec eux.

Pour vous donner une petite idée du sérieux de ce courant politique, dans leur texte fondateur adopté les 5 et 6 novembre 2011 à Saint-Denis, il écrivait notamment *"Pour renverser ce système, nous pensons qu'il faudra de formidables mobilisations populaires, une révolution sociale affrontant le pouvoir des possédants"* pour à la ligne suivante affirmer exactement l'inverse *"nous voulons cependant laisser ouverte la question des moyens de renverser ce système"*, vous aurez reconnu la sulfureuse *"révolution citoyenne"* ou par les *"urnes"* de l'illusionniste Mélenchon.

Comme bien d'autres, incapables de s'adresser à la classe ouvrière et de construire le parti indispensable pour prendre le pouvoir, ils cherchent désespérément une autre voie de rechange pour y parvenir, mais hélas elle n'existe pas ! Plus loin ces petits-bourgeois se morfondaient des conséquences *"désastreuses"* sur le prolétariat qu'entraînerait la prochaine offensive du capital, parce qu'ils n'ont pas compris qu'à ce jour et jusqu'à preuve du contraire, c'est seulement lorsque le prolétariat est acculé dans ses derniers retranchements qu'il se soulève, que c'est la dégradation brutale et violente de ses conditions d'existence qui seule le conduira à passer à l'action, pour peu que l'occasion se présente à lui il faut toutefois préciser.

Au lieu de préparer ces conditions (subjectives) pour que le prolétariat se retrouve en ordre de bataille le jour où l'affrontement direct avec la bourgeoisie aura sonné de façon à pouvoir envisager sérieusement de vaincre, se donner les moyens de construire le parti, ils préfèrent désertier ce terrain et laisser libre cours à leur penchant petit-bourgeois qui coïncide avec l'impatience de trouver à tout prix un moyen de peser sur le cours des choses ou de l'inverser, sans se soucier de savoir si finalement cela leur permettra de faire un pas en avant vers l'objectif qu'ils s'étaient fixés au départ, et pour tout dire qu'ils ont abandonné en cours de route au profit de résultats immédiats aussi aléatoires qu'hypothétiques, qui un jour ou l'autre partiront en fumée au même titre que tous les acquis qui ont déjà foutu le camp, on pourrait ajouter sans laisser la moindre trace de leur passage, puisque de tous les

combats qu'ils ont mené dans le passé il ne reste finalement rien, pas la moindre trace du parti révolutionnaire.

A deux ou trois reprises dans des causeries j'avais émis une hypothèse qui me semblait fort improbable, à savoir que l'élévation du niveau de compréhension du fonctionnement de la société par le prolétariat pourrait compenser l'absence de conditions objectives indispensables au déclenchement d'une révolution. Pour que cette hypothèse soit retenue, il aurait fallu qu'une condition minimum soit remplie, qu'effectivement le niveau de conscience politique des exploités progresse suffisamment pour qu'ils se placent sur leur propre terrain de classe, or, on ne l'a constaté nulle part jusqu'à présent. Du coup, s'agissant de cette question en particulier, on n'a pas d'autre alternative que de s'en remettre aux enseignements de la révolution russe de 1917 à défaut de mieux ou dans l'impossibilité de retenir de nouveaux éléments qui les infirmeraient.

Nous ne sommes pas des aventuriers ou des dogmatiques, nous procédons méthodiquement, nous vérifions que les éléments qui nous sont soumis infirment ou confirment telle ou telle théorie, et en fonction du résultat nous retenons celle qui a passé avec succès cette épreuve. Nous ne tenons pas absolument à avoir raison ou à nous mettre à dos des militants, nous avons une ligne de conduite qui est parfaitement claire et à la portée de chacun et nous nous y tenons. En la matière, l'éclectisme qui prévaut au NPA est incompatible avec notre méthode, il en est l'antithèse ou la négation. Qu'on ne la maîtrise pas parfaitement est une chose que je n'ai jamais niée, au contraire j'ai toujours affirmé que c'était à force de travail qu'on parviendrait à mieux la maîtriser.

Maintenant que chacun aborde le matérialisme dialectique en fonction de sa propre expérience est autre chose, encore faut-il ne pas le dénaturer ou en devenir inconsciemment l'esclave, je fais référence à un courriel que j'ai reçu récemment et dont je ne vous ai pas parlé, cela nous ramène à une définition qui nous a été donnée du marxisme, qu'il était à la fois une méthode pour interpréter le monde et un guide pour l'action, et qu'en aucun cas il fallait y rechercher une solution miraculeuse à nos problèmes et que jamais il pourrait se substituer à une analyse de la situation qui doit être menée jusqu'au bout pour en tirer des conclusions pratiques nous permettant d'aller de l'avant, vers le socialisme.

Le NPA est un véritable panier de crabes sans principe et sans avenir de fait, nos camarades du NPA excuseront la cruauté de notre franchise, mais c'est ce que nous pensons depuis le début, et s'ils s'en souviennent, nous l'avions dit dès l'annonce de sa fondation, à raison hélas puisque ces derniers développements le confirme !

Autrefois, j'ai été mécanicien (dans un garage Renault) comme Poutou (dans une usine Ford), donc on appartient au même milieu, il m'est sympathique évidemment, mais ce n'est pas à partir de ce genre de critères qu'on se détermine politiquement...

Social

1- France

1.1- Encore un suicide à France Télécom.

Un salarié de France Télécom-Orange à Schiltigheim, en banlieue de Strasbourg, s'est suicidé le 8 mars à son domicile après avoir dénoncé ses conditions de travail dans un courrier, a-t-on appris mercredi auprès des syndicats et de sa famille.

Jacky Goeller, technicien d'intervention d'Orange âgé de 58 ans, s'est tiré une balle dans la tête après avoir évoqué dans une lettre "*la responsabilité de l'entreprise dans son geste désespéré*", a dénoncé Frédéric Karas, délégué syndical CGT à France Télécom. La famille a confirmé à l'AFP l'existence de cette lettre, sans vouloir en dévoiler les termes exacts.

La victime, qui allait partir en pré-retraite en septembre, se plaignait notamment du programme OPTIM, un système automatisé de gestion quotidienne de son plan de travail, de l'absence d'embauches de jeunes techniciens, et de la mise en place programmé d'un système de géolocalisation, a précisé le délégué syndical. (lexpansion.com 21.03)

1.2- Mobilisation du personnel de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris

« *Démantèlement du siège de l'Hôtel-Dieu, transfert des services de pneumologie de Saint-Antoine (12e) et Béclère (Clamart), grève des urgences à l'hôpital Pitié-Salpêtrière (13e), manque de draps... Trop, c'est trop* », s'insurge Olivier Cammas, délégué Usap-CGT de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Ils étaient près d'un millier mardi à manifester devant le siège de l'AP-HP de l'avenue Victoria (1er). Avec un mot d'ordre : l'arrêt des restructurations et des suppressions d'emplois.

Répondant présents au rendez-vous de l'intersyndicale USAP-CGT, FO, SUDsanté, CFDT et CFTC, les urgentistes de l'hôpital européen Georges-Pompidou (15e) sont, eux, venus réclamer davantage de lits. « *On refuse que les patients soient accueillis dans des conditions indignes. Or chaque jour, entre cinq et vingt d'entre eux sont « garés » dans les couloirs, sur des brancards* », souligne Joran Jamelot, aide-soignant et délégué CGT. Dans les urgences, qui accueillent près de 50 000 patients par an, la mobilisation dure depuis le 29 février. Et leur pétition a reçu le soutien de 2 000 signataires. La direction, elle, a mis en place un groupe de travail qui doit livrer ses propositions avant le 31 mars. « *Mais les solutions provisoires, ça suffit* », prévient Joran Jamelot. « *Tant que des impératifs économiques prédomineront dans l'hôpital, on travaillera dans des conditions*

non satisfaisantes. ». (20minutes.fr 21.03)

1.3- Surexploitation. Travailler plus... pour payer plus d'impôts.

Selon le syndicat unifié des impôts, le surcroît de revenu tiré des heures supplémentaires défiscalisées est grignoté pour les contribuables à faibles ressources qui bénéficient de la Prime pour l'emploi (PPE), mécaniquement réduite quand ils gagnent plus.

Dans son *"bilan fiscal du quinquennat"* présenté mercredi, l'Union Snui-Sud Trésor Solidaires souligne les *"effets pervers"* de l'exonération de la rémunération des heures supplémentaires, mesure phare votée en 2007, et la *"très mauvaise surprise"* pour les bénéficiaires de la PPE.

Le revenu supplémentaire dégagé n'est pas imposé sur le revenu *"mais il est pris en compte pour la détermination du revenu fiscal de référence"* servant au calcul de la PPE, explique Vincent Drezet, secrétaire national de ce syndicat. De fait, quand un salarié fait des heures supplémentaires, son *"revenu fiscal de référence va augmenter"* et *"cela se traduit par une prime pour l'emploi revue à la baisse"*, et également *"une taxe d'habitation revue à la hausse"* quand elle était plafonnée, poursuit le syndicaliste.

Pour illustrer son propos, le syndicat des impôts a fait ses calculs: un célibataire payé au Smic déclarant 13.000 euros de revenus imposables et ayant reçu en outre 500 euros pour 60 heures supplémentaires, percevra une PPE réduite de 96 euros (728 euros au lieu de 824 euros s'il n'avait pas fait d'heures sup) et le montant de sa taxe d'habitation sera majoré de 16 euros. Au final, les 500 euros de revenus supplémentaires *"auront donné lieu à une charge d'imposition effective globale de 112 euros"*, soit 22,4% du surcroît sur lequel le salarié aurait pu penser compter.

La PPE étant un crédit d'impôt, certains contribuables aux revenus modestes voient même leur impôt augmenter (lorsque le montant de la prime était inférieur à l'impôt). C'est le cas par exemple, toujours selon le syndicat, pour un couple déclarant 30.000 euros de salaires et 1.500 euros de revenus tirés des heures supplémentaires: il *"paiera 290 euros d'impôt en plus"*.

En revanche, souligne le syndicat, *"la mesure est neutre pour les contribuables au-delà des seuils de la PPE"*. La PPE, que Nicolas Sarkozy entend supprimer s'il est réélu pour financer une baisse des charges sur les bas salaires, bénéficie actuellement à 6 millions de personnes, pour un montant moyen de 450 euros. (lexpansion.com 21.03)

1.4- Les consommateurs précoces de la machine capitaliste

Les nouvelles générations d'internautes se recrutent presque au berceau. Selon une étude d'Aegis Media France relayée par 20 Minutes, 89% des 7-12 ans et 68% des 3-6 ans surfent sur le web chaque semaine. 28% des 10-12 ans se connectent même tous les jours.

Les plus petits sont généralement (à 78,8%) accompagnés par leurs parents dans cette activité, tandis que 69% des 10-12 ans surfent seuls.

Que font-ils sur internet ? Ils regardent des vidéos, jouent en ligne et écoutent de la musique, majoritairement. 9 ans, âge moyen de la première connexion

En France, l'âge moyen pour la première connexion sur le web est de 9 ans et 87% des enfants de 9 à 16 ans utilisent internet, selon l'enquête EU kids online, citée par un rapport remis mercredi par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à Claude Greff, la secrétaire d'Etat chargée de la famille. (lexpansion.com 21.03)

2- Italie

2.1- Le directeur général de Fiat et Chrysler, Sergio Marchionne, estime nécessaire de réduire de 20% la capacité de production d'automobiles en Europe, ce qui signifie une dizaine de fermetures d'usines sur le Vieux continent, dans un entretien au Figaro.

"Le secteur fait face à des surcapacités de production d'environ 20% (...) c'est la raison pour laquelle personne ne gagne de l'argent en Europe", explique M. Marchionne. Prenant l'exemple des constructeurs américains qui ont réduit leur capacité de production de 20% en 2007 et 2008 et qui *"gagnent maintenant tous de l'argent"*, le patron de Fiat recommande la même solution en Europe.

"Nous n'avons pas le choix (...) ce sera douloureux pendant douze mois, mais faisons-le!", dit-il. Pour ce faire, il appelle *"l'Europe à prendre en charge cette transition car individuellement les gouvernements des différents pays ne le feront pas"*. Il préconise la mise en place par l'Europe d'un *"mécanisme de soutien financier"* pour accompagner les licenciements.

Le président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin, martèle également depuis des mois que les usines ne tournent

pas à plein en Europe et évalue lui aussi le surplus à 20%. (lexpansion.com 21.03)

2.2- La puissante fédération syndicale italienne CGIL, qui revendique six millions de membres, a promis mardi de tout faire pour s'opposer à la réforme du marché du travail présentée par le gouvernement de Mario Monti.

A l'issue d'une réunion de plusieurs heures, le président du Conseil a dit avoir obtenu "un large soutien" du patronat et de la plus grande partie des syndicats sur la plupart de ses propositions mais s'est dit "inquiet" de l'hostilité de la CGIL.

Concernant la proposition destinée à faciliter les licenciements, Monti a regretté que "*la CGIL ait manifesté son opposition*" à cette idée et s'est dit "*inquiet*" de la position de la principale centrale italienne. Fornero, elle, a précisé que les modifications de l'article 18 seraient valables pour tous les salariés, et pas seulement pour les nouveaux embauchés.

La secrétaire générale de la CGIL, Susanna Camusso, a accusé de son côté le gouvernement de n'avoir jamais vraiment cherché à négocier et a promis que son syndicat ferait tout pour s'opposer à la réforme. Pour elle, Mario Monti choisit la facilité et cherche à résoudre de nombreux problèmes sociaux en simplifiant les procédures de licenciement.

Le coeur de la négociation a porté sur l'article 18, au terme duquel les entreprises de plus de 15 salariés ne peuvent licencier un employé que pour faute professionnelle manifeste ou dans le cadre d'un plan de restructuration. Si la justice considère qu'un salarié a été limogé abusivement, son entreprise doit le réintégrer et lui verser l'intégralité de son salaire depuis sa mise à l'écart.

Les employeurs ont réclamé un assouplissement des conditions de licenciement. Certains syndicats ont dénoncé pour leur part l'abus des contrats précaires.

Mario Monti propose de rendre l'utilisation des contrats précaires plus coûteuse mais aussi de faciliter les licenciements individuels. (Reuters 21.03)

Economie

1- Aviation

L'aviation est un secteur économique qui représente au total plus de 56 millions d'emplois directs ou indirects et qui génère des ressources qui en ferait à lui seul l'équivalent de la 19e économie mondiale, indique un rapport publié mercredi.

Le rapport, préparé par Oxford Economics pour le compte de l'organisme professionnel Air Transport Action Group (ATAG), observe que le fret transporté annuellement représente 35% du commerce extérieur mondial en valeur mais seulement 0,5% en volume.

Le PIB créé directement et indirectement, par exemple via le tourisme international, par l'aviation au travers de ses 1.568 compagnies aériennes enregistrées, totalise 2.200 milliards de dollars (1.700 milliards d'euros).

"*Si on prend en compte les avantages supplémentaires liés à la vitesse et à la fiabilité du transport aérien, les entreprises qui existent grâce au fret aérien... l'impact économique va largement au-delà*", a dit le directeur général de l'ATAG Paul Steele.

Sur les 56,6 millions d'emplois, 8,4 millions sont des emplois directs, 9,3 millions relèvent de la sous-traitance et 4,4 millions sont induits par les dépenses des employés du secteur. La part du tourisme induite par l'aviation représente un total de 34,5 millions d'emplois. (Reuters 21.03)

2- Grande-Bretagne

2.1- Le déficit budgétaire britannique a atteint un niveau record en février, en raison du déclin des recettes de l'impôt sur le revenu et de la hausse des dépenses publiques.

Les recettes de l'impôt sur le revenu ont à elles seules reculé de 12,4% en février par rapport à un an plus tôt, tandis que le versement des prestations sociales a bondi de 11,2%. (Reuters 21.03)

2.2- Le gouvernement britannique a annoncé mercredi la baisse du taux supérieur de l'impôt sur le revenu et de nouvelles taxes sur les gros patrimoines en dévoilant un budget censé assurer une meilleure répartition du fardeau de l'austérité tout en confortant la réduction annoncée du déficit.

Le taux de l'impôt sur les sociétés (IS) sera lui ramené de 26% à 24% dès le mois prochain et à 22% d'ici à 2014.

Le budget a été salué par le patronat britannique mais plusieurs analystes politiques estiment que le jugement de l'opinion publique pourrait être plus mitigé.

"Il ne fait aucun doute qu'en faisant cela, il prend un gros risque politique", estime ainsi John Curtice, professeur à la Strathclyde University. (Reuters 21.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 mars

CAUSERIE

Manipulation du régime. L'union nationale sans faille !

Une bombe explose en plein Paris, la capitale, et non dans une bourgade de campagne, devant une ambassade dans le XVI^e arrondissement, le ghetto des nantis, et non devant un immeuble délabré au fin fond d'une impasse du XX^e : Aux infos du soir sur TV5Monde Asie avant-hier, ils y consacreront moins d'une minute, étrange non ? J'imagine qu'il en fut de même sur toutes les autres chaînes de télévision.

Trois enfants juifs et un rabin assassinés devant une école, 3.000 policiers, 2.000 militaires et 200 enquêteurs, les ministres de l'Intérieur et de la Défense ainsi que le président de la République sont sur le pied de guerre, ils se rendent sur place et en font tout un plat relayé par l'ensemble des larbins médiatiques qui en rajoutent une grosse louche.

Les crétins du POI y ont vu un "*attentat*" employant ainsi le même langage que le flic-président et ses ministres de la guerre intérieure et extérieure, légitimant au passage leur discours haineux et liberticides, sans se poser la question de savoir si cette tuerie n'avait pas été préparée de longue date, préméditée ou soigneusement orchestrée par ceux qui ont fabriqué de toutes pièces Al-Qaïda dont se réclame justement l'assassin, sans se demander à qui profitait ces crimes odieux.

S'il a été incité à passer à l'action par des chefs d'Al-Qaïda à peine quelques semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle, c'est comme s'il en avait reçu l'ordre directement de Sarkozy, Guéant ou Juppé par l'intermédiaire des services secrets français infiltrés au sein de cette organisation criminelle ou contrôlant son activité, la branche arabe de la CIA et ses équivalents dans les pays où elle opère. Feindre de l'ignorer est faire preuve d'une couardise incroyable, c'est criminel !

Ils ont très bien pu le pousser à passer à l'action en pleine campagne électorale pour que son geste désespéré ait plus de retentissement, tout en lui laissant l'initiative de choisir lui-même ses victimes et le mode opératoire, histoire de ne commettre aucun impair une fois les crimes perpétrés et de ne pas mettre trop vite les enquêteurs sur la bonne piste, les propriétaires du genre de scooter que le tueur avait utilisé à Montauban ne se comptant pas par milliers dans la région, ils auraient pu très facilement remonter jusqu'à lui bien avant le massacre de Toulouse, s'ils ne l'ont pas fait et qu'il a récidivé à Toulouse, c'est peut-être parce que le meurtre des militaires étaient passé pratiquement inaperçu ou n'avait pas eu le retentissement espéré.

Sarkozy et Guéant ont affirmé qu'ils auraient préféré prendre Mohamed Merah vivant, tandis que le commando du Raid l'a mitraillé, alors qu'il était facile de le maîtriser à l'aide de bombes lacrymogènes ou de gaz asphyxiants ou à effet soporifique, il ne valait mieux pas qu'il parle de toute évidence.

Il n'en reste pas moins qu'on a pu assister à un moment mémorable d'union nationale englobant absolument tous les partis, bravo !

J'ai mis en ligne deux articles fort documentés sur la manière d'opérer des agents d'Al-Qaïda.

La farce du jour : Mélenchon "**politiquement indépendant**" du PS.

Pierre-François Grond, membre de la Gauche anticapitaliste du NPA ayant appelé à voter Mélenchon dans un interview à L'Express hier : "*Mélenchon a une candidature politiquement indépendante par rapport à Hollande*", alors que les deux candidats se sont engagés à payer rubis sur l'ongle la dette des banquiers, notamment ! Ce ne serait pas plutôt par rapport à la classe ouvrière qu'il serait indépendant en refusant de rompre avec le capital et ses institutions ? C'était juste une question...

Il a précisé : "*Nous, on ne veut pas louper le train de la recomposition*"... de l'Union de la gauche ou du Front populaire, dont les travailleurs seraient en droit d'espérer quelque chose, certainement pas un changement de société.

Un monstre ne peut qu'engendrer un monstre.

Surtout ne vous posez pas de questions

Nicolas Sarkozy a qualifié jeudi Mohamed Merah de "monstre" et de "fanatique", estimant que ce serait une "faute morale" de vouloir "chercher une explication" au geste de l'auteur des sept assassinats à Montauban et Toulouse, tué dans un assaut du raid.

"Chercher une explication au geste de ce fanatique, de ce monstre, laisser entrevoir la moindre compréhension à son égard ou pire lui chercher la moindre excuse, serait une faute morale", a développé M. Sarkozy

"Mettre en cause la société, montrer du doigt la France, la politique, les institutions, ce n'est pas digne. Ce n'est pas faire preuve d'un esprit de responsabilité dans un moment où la Nation a d'abord besoin d'unité", a poursuivi le chef de l'Etat. (AFP 22.03)

Ouvrez les yeux, franchement, qui aujourd'hui oserait "mettre en cause la société" ou s'attaquer aux institutions, personne, alors dormez tranquille.

L'hystérique du Palais s'est exprimé comme s'il en était le locataire ad vitam æternam.

Dans une déclaration solennelle à la télévision et à la radio - la troisième en quatre jours, Nicolas Sarkozy a annoncé jeudi un renforcement de l'arsenal pénal contre l'extrémisme idéologique et le terrorisme, peu après le dénouement à Toulouse de l'affaire du tueur au scooter qui a tenu la France en haleine dix jours durant et bouleversé la campagne pour l'élection présidentielle.

Il a également déclaré que toute personne se rendant à l'étranger pour y suivre des "travaux d'endoctrinement à des idéologies conduisant au terrorisme" serait "punie pénalement".

La propagation et l'apologie d'idéologies extrémistes seront également réprimées "avec les moyens qui sont déjà ceux de la lutte anti-terroriste", a ajouté le président de la République.

François Fillon a dit dans un communiqué que le gouvernement s'attacherait "sans délai" à la mise en oeuvre des orientations fixées par le président. (Reuters 22.03)

D'ici le 6 mai prochain, après si un miracle se produisait ? Il faut arrêter de boire ou de fumer la moquette messieurs Sarkozy et Fillon cela vous tourne la tête, vous voyez comme c'est facile et rapide de perdre pied avec la réalité. Vous n'aurez manifestement pas le temps de mettre en oeuvre ces dernières mesures liberticides qui consisteraient à filtrer, puis fichier en masse les travailleurs et jeunes qui se connectent sur le Web à des portails rejetant votre politique réactionnaire, la chasse aux terroristes qui sont vos créatures n'étant qu'un prétexte pour s'attaquer le moment venu au mouvement ouvrier.

Actualité en titres

[Les rats. Ouf, les institutions sont saines et sauvées !](#)

- A Strasbourg, Nicolas Sarkozy nie tout «*climat qui puisse expliquer*» la tragédie de Toulouse - 20minutes.fr

- Toulouse: "Il fallait que force reste à la loi, c'est chose faite" a salué Bayrou - AFP

- Hollande évoque à son tour "une faille" dans la surveillance de Merah - AFP

- Toulouse : Mélenchon dit son soulagement - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France. La blanchisseuse du Palais.

La cour d'appel de Paris a annulé les mises en examen du procureur Courroye, de son adjointe et l'essentiel de l'enquête sur les fadettes des journalistes du Monde visant les deux magistrats, mais une autre plainte vise désormais le procureur dans une autre affaire de fadettes.

La cour a estimé jeudi que les poursuites contre Philippe Courroye et son adjointe, Marie-Christine Daubigney, ne pouvaient être engagées tant que les actes controversés des deux magistrats n'avaient pas été annulés par une décision définitive de la justice.

Or, la Cour de cassation a annulé l'enquête du procureur Courroye le 6 décembre 2011, soit bien après le début des investigations des juges parisiens Sylvia Zimmermann et Alain Nguyen The.

Dans son arrêt consulté par l'AFP, la cour d'appel a estimé que le fait que "*le caractère illégal des réquisitions ait été constaté par une décision devenue définitive de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Bordeaux n'a pas eu pour effet de valider a posteriori la plainte (du Monde, ndlr) (...) alors qu'à la date du versement de consignation, le caractère illégal des actes incriminés n'avait pas été constaté par une décision devenue définitive*".

La cour a par conséquent annulé "*l'entière procédure à compter de la cote D101*", en particulier les deux réquisitoires introductifs du parquet qui délimitent les contours de l'enquête.

Pour sa part, l'avocat du Monde, Me François Saint-Pierre, a annoncé qu'il allait se pourvoir en cassation contre cette décision. "*Nous sommes en désaccord total avec cet arrêt. Cette décision place les victimes d'abus de pouvoir judiciaire dans l'incapacité de saisir la justice*", a-t-il dit.

"Un pourvoi en cassation s'impose et je suis convaincu que la Cour de cassation va casser et annuler cette décision. Ce n'est donc que partie remise", a ajouté l'avocat.

Pour Me Olivier Baratelli, avocat de Mme Daubigney, "*c'est la victoire de la justice sur la calomnie et du droit sur l'agitation médiatique*".

Le procureur et son adjointe étaient soupçonnés d'avoir tenté de découvrir illégalement en 2010 les sources des journalistes du quotidien Le Monde travaillant sur l'affaire Bettencourt, notamment en réquisitionnant leurs factures téléphoniques détaillées (fadettes).

Parallèlement, un autre journaliste, Romain Bolzinger, a déposé plainte contre X jeudi en raison de l'exploitation illégale de ses fadettes par la "*police des polices*", dans le cadre d'une enquête pour corruption de fonctionnaire dirigée par le procureur de Nanterre.

Elle survient un mois après que la cour d'appel de Paris a estimé que les réquisitions sur le téléphone de M. Bolzinger, faites sans son aval, avaient porté atteinte à la loi sur le secret des sources.

Dans sa plainte, le journaliste estime que ses "*facturations téléphoniques détaillées ont été consultées et exploitées par les services de police sur autorisation du procureur de la République de Nanterre de manière illégale, sans aucun droit*". (AFP 22.03)

2- Portugal

2.1- A l'appel de la centrale syndicale CGTP, des salariés de divers secteurs se sont mis en grève jeudi au Portugal pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement, ce qui a fortement perturbé la circulation des transports publics à Lisbonne, provoqué la fermeture de ports et la paralysie du trafic ferroviaire.

"*Occupez les rues, bloquez tout!*" est l'un des slogans adoptés par les grévistes, qui estiment que les mesures d'austérité du gouvernement réduisent le niveau de vie de la population et empiètent sur les droits des salariés.

La CGTP, le plus important syndicat du Portugal, cherche par ce mouvement social à arrêter l'activité du pays. Le deuxième plus grand syndicat, l'UGT, a toutefois accepté les "*réformes*" décidées par le gouvernement. Alliée de l'opposition socialiste, l'UGT craint que le Portugal ne connaisse le sort de la Grèce sans politique d'austérité.

Sous la houlette de son nouveau chef de file Armenio Carlos, la CGTP espère une participation massive mais, à la différence des Grecs, les Portugais ne se sont guère mobilisés jusqu'à présent contre la politique menée par le gouvernement conservateur de Pedro Passos Coelho malgré la récession et un taux de chômage supérieur à 14%.

Les transports ferroviaires, y compris la ligne internationale Lisbonne-Madrid, étaient paralysés jeudi, selon les organisateurs de la grève. Le métro de la capitale a cessé de fonctionner à minuit. De nombreux hôpitaux n'acceptaient plus que les urgences.

Pour les grévistes, les nouvelles réformes facilitant les procédures de licenciement et réduisant les indemnités des salariés constituent le recul le plus net dans le domaine social depuis l'instauration de la démocratie en 1974. (Reuters 22.03)

2.21- La mobilisation a semblé inférieure aux précédents mouvements même si les syndicats ont affirmé qu'elle restait élevée.

La CGTP avait appelé à la grève sans le soutien de l'autre grande centrale syndicale, l'UGT, qui l'avait épaulée lors des deux précédentes grèves générales.

Les deux syndicats se sont divisés sur une réforme du code du travail, acceptée par l'UGT mais que la CGTP a catégoriquement rejetée, qualifiant de "retour au féodalisme" l'assouplissement en matière d'horaires et de licenciements et la suppression de jours fériés et de jours de congés. (AFP 22.03)

3- Italie

La tentative du président du Conseil italien, Mario Monti, de faire passer en force une réforme visant à assouplir le marché du travail a provoqué des remous, jeudi, au sein de la coalition gouvernementale, menacée de voler en éclats.

Le coeur de la négociation porte sur l'article 18 du code du travail, aux termes duquel les entreprises de plus de 15 salariés ne peuvent licencier un employé que pour faute professionnelle manifeste ou dans le cadre d'un plan de restructuration.

La réforme prônée par Mario Monti est plus radicale que prévu puisque l'assouplissement des procédures de licenciement ne concernerait pas seulement les nouvelles embauches mais l'ensemble des salariés, ce qui représente des millions d'Italiens.

Le Parti démocrate (centre gauche), deuxième parti de la coalition au parlement, s'était dans un premier temps prononcé en faveur des réformes, malgré l'opposition de son aile gauche et de la puissante fédération syndicale CGIL, qui a appelé à la grève.

Mais son chef de file, Pier Luigi Bersani, a exprimé sa colère contre l'attitude de Mario Monti, qui ignore selon lui les critiques. "*Est-ce que je me suis bien exprimé ? Nous n'avons pas à prendre ou à laisser (les réformes). Nous voterons uniquement si nous sommes convaincus*", a-t-il déclaré mercredi soir dans un talk show.

La présidente de la CGIL, Susanna Camusso, a déclaré quant à elle que le président du Conseil italien faisait porter tout le poids des réformes sur les salariés et les retraités. Elle a promis que sa fédération ferait tout pour s'opposer à la réforme.

Un éclatement du Parti démocrate entre une aile gauche alliée à la CGIL et une aile droite composée essentiellement de membres de l'ancien Parti démocrate-chrétien compliquerait la tâche du gouvernement.

La ministre du Travail, Elsa Fornero, devait rencontrer jeudi les représentants des employeurs et des salariés pour peaufiner le texte des réformes.

Raffaele Bonanni, secrétaire national du syndicat modéré CISL, a déclaré qu'il tentait d'obtenir une modification des propositions du gouvernement. "*Nous sommes en train de modifier la proposition de licenciement pour motif économique*".

Ce texte pourrait ensuite être approuvé vendredi par le gouvernement avant d'être présenté au parlement. Mario Monti a posé la fin du mois de mars comme date-butoir pour parvenir à un compromis. (Reuters 22.03)

4- Grèce

Le président de la Banque centrale européenne, l'Italien Mario Draghi, invite les Grecs à se serrer la ceinture et à rester dans la zone euro pour sortir de la crise, dans un entretien au quotidien populaire allemand Bild de vendredi.

Les Grecs "*font des sacrifices sur leur bien-être avec les baisses de salaires dans tous les secteurs*", reconnaît M. Draghi, mais ces sacrifices "*seront toujours moins douloureux au sein de la zone euro qu'en dehors*", assure-t-il.

Mais ce qui importe encore plus à court terme, selon lui, c'est que la Grèce une retrouve "situation politique stable" pour que les réformes décidées soient appliquées, ce qui donnera au pays "*une chance de sortir de la spirale négative actuelle*". (AFP 22.03)

On comprend qu'il soit inquiet sur le plan politique, alors que les deux partis au pouvoir totalisent à eux deux moins de 28% des intentions de vote aux prochaines élections législative, 10% pour le Pasok et 17% pour la Nouvelle démocratie.

Athènes a troqué mercredi jargon monétaire et sabir bancaire le temps d'une manifestation poétique en vers, qui a rassemblé des centaines "*d'enfants d'Homère*".

"*Si le printemps n'arrive pas, invente-le*": Alexandre a 17 ans et le slogan qu'il brandit n'est pas tiré du dernier tube à la mode mais

de l'oeuvre d'un des plus grands poètes grecs contemporains, Odysseas Elytis, prix Nobel de littérature en 1979.

"*Ca fait 2000 ans que les Grecs écrivent de la poésie dans la même langue, aucun autre pays ne peut en dire autant. Et avec les mots de la poésie, on peut dire qu'on s'oppose à toutes les mesures qu'on nous impose*", affirme gravement le lycéen capable de réciter des vers à la demande.

Comme des centaines d'autres Athéniens, il a rallié la librairie Ianos, au centre de la capitale grecque pour participer "*non pas à une manifestation de plus, mais à une manifestation différente*", revendique Yorgos Chouliaras, l'un des initiateurs du projet auquel se sont associés plusieurs magazines, cercles et éditeurs de poésie.

Ce 21 mars, jour du printemps et journée mondiale de la poésie, est l'occasion de "montrer une autre image du pays à l'étranger et de rappeler aux Grecs eux-mêmes que la force de la culture, de la création peut nous aider à sortir de la situation où nous sommes", affirme M. Chouliaras, lui-même auteur de plusieurs recueils.

"*Nous sommes tous des enfants d'Homère, la poésie a fait la gloire de la Grèce depuis l'antiquité jusqu'à aujourd'hui*": le poète et journaliste Anastassis Vistonitis ne se lasse pas de rappeler la place occupée par l'art de la rime dans un pays qui chante ses poètes et les enrôle dans ses combats politiques.

Les vers de Yannis Ritsos, Odysseas Elytis, Georges Sféris (prix Nobel de littérature en 1963), mis en musique par le compositeur Mikis Théodorakis, ont accompagné toute une génération dans son combat contre la dictature des colonels (1967-1974).

"*Après la dictature, l'appât d'une richesse facile a fait perdre au peuple sa spiritualité. Nous avons sombré dans le divertissement facile, aujourd'hui c'est le printemps d'une nouvelle solidarité, de nouvelles actions collectives*", veut croire Anna Konstantinidou, une avocate devenue thérapeute, qui a choisi comme slogan un vers de Manolis Anagnostakis (1925-2005): "*J'ai peur des hommes qui, se sentant coupables, cherchent à trouver des fautes chez les autres*".

Au départ de la manifestation, qui a marché au son des percussions jusqu'à la place Syntagma, au pied du parlement, chacun a pioché dans un éventail de pancartes déclinant des rimes grecques en rapport avec la situation politique et économique du pays.

"*Kane alma pio grigoro apo tin phthora*" --"*Va plus vite que la décadence*"--, brandit Dimitris Tagalanis, architecte et peintre venu manifester pour "sauver son âme". "*Otan akous taksi, anthropino kreas mirizei*" --"*quand tu entends le mot +ordre+, ça sent la viande humaine*"--, proclame le panneau de Georgos Manginis, un archéologue de 40 ans, selon lequel "*la poésie a toujours su redonner à la Grèce sa fierté dans les moments difficiles*".

Plusieurs manifestants ont préféré retenir de célèbres vers de Sféris "*partout où je voyage, la Grèce me fait mal*". (AFP 22.03)

5- Mali

Des soldats mutinés ont annoncé jeudi avoir fermé toutes les frontières après avoir renversé le président malien Amadou Toumani Touré qui, selon son entourage, était dans un camp militaire à Bamako, avec des hommes d'élite de la garde présidentielle.

"*Le président est bien à Bamako, il n'est pas dans une ambassade. Il est dans un camp militaire d'où il dirige le commandement*", a affirmé à l'AFP une source militaire loyaliste, ce qu'a confirmé un membre de l'entourage de M. Touré, en précisant qu'il était avec des Béréts rouges de sa garde présidentielle.

Jeudi vers 04H00 (locales et GMT), des militaires en uniforme sont apparus à la télévision nationale qu'ils occupaient depuis mercredi, après une mutinerie partie de Kita, ville-garnison à 15 km de la capitale, qui a gagné Bamako, puis Koulouba (près de Bamako) où se trouve le siège du palais présidentiel. La révolte a gagné Gao, (nord-est), siège d'un commandement de l'armée contre la rébellion où des chefs militaires loyalistes étaient détenus.

Les soldats mutinés ont annoncé avoir "*fin au régime incompetent*" du président Touré, décrété la dissolution de "*toutes les institutions*" ainsi qu'un couvre-feu, pour une durée non précisée. Les frontières du Mali ont été fermées "*jusqu'à nouvel ordre*", et les fonctionnaires ont été invités à reprendre le travail le mardi 27 mars à partir de 07H30 (locales et GMT), sous peine d'être considérés comme en "*abandon de poste*", ont-ils affirmé jeudi dans la journée.

L'aéroport de Bamako a été fermé, et les vols sont annulés jusqu'à nouvel ordre, de source aéroportuaire.

Ce putsch intervient après plus de deux mois de guerre contre des rebelles touareg dans le nord du Mali, vaste zone déjà en proie aux activités de groupes islamistes armés incluant Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et de divers trafiquants.

Le régime de Touré a dû gérer ces dernières semaines la colère au front, de soldats sous-équipés face à des adversaires

lourdement armés, appuyés par des islamistes, mais aussi au sein de leurs familles, qui critiquaient sa réaction molle et l'absence des nouvelles de leurs, dont certains ont été exécutés.

Le bilan de cette guerre, lourd pour les deux camps, est difficile à établir de sources indépendantes. Le conflit a poussé près de 200.000 personnes à se déplacer à l'intérieur du Mali ou dans des pays voisins.

Le lieutenant Amadou Konaré, porte-parole des mutins qui ont formé un Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE), a dénoncé "*l'incapacité*" du gouvernement "*à gérer la crise*" dans le Nord. Les putschistes s'engagent à "*restaurer le pouvoir*" civil et à mettre en place un gouvernement d'union nationale.

Depuis mercredi soir, des tirs de sommation sont sporadiquement entendus à Bamako, où la circulation était très fluide, selon un journaliste de l'AFP et des témoins. Des ministres africains des Affaires étrangères qui s'étaient rendus à Bamako pour une rencontre sur la sécurité dans le Sahel, étaient bloqués dans leur hôtel.

Le coup d'Etat militaire a mis fin à un processus électoral qui prévoyait la présidentielle, un référendum constitutionnel et des législatives. Amadou Toumani Touré -élu en 2000 et réélu en 2007- devait céder son fauteuil, conformément à la Constitution qui lui autorisait au maximum deux mandats consécutifs de cinq ans.

L'unique formation de l'opposition représentée à l'Assemblée nationale malienne, le parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi), a été le seul à se prononcer sur le putsch, qu'il a salué. Son président, Oumar Mariko, s'est déclaré prêt à rejoindre un gouvernement d'union nationale proposé par les putschistes.

Mais l'annonce du renversement du pouvoir a suscité une vague de condamnations et d'appels au rétablissement de l'ordre constitutionnel à l'étranger: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Union africaine, France, Algérie, Etats-Unis, Union européenne (UE), ONU et Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Union africaine (UA), Afrique du Sud, Nigeria, organisation de la Conférence islamique (OCI), notamment.

La France a décidé de suspendre "*toutes ses coopérations régaliennes avec le Mali*", a demandé le respect de l'intégrité physique du président Touré et la libération des personnes détenues. Son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a souhaité des élections "*le plus vite possible*". (AFP 22.03)

6- Afghanistan

L'Otan versera 4,1 milliards de dollars pour financer l'armée afghane après le départ de ses troupes de combat fin 2014, a affirmé jeudi le président Hamid Karzaï, semblant donner comme acquis la signature d'un accord sur ce sujet, qui n'a pourtant pas encore eu lieu.

Selon les explications de plusieurs responsables occidentaux, non corroborées par le gouvernement afghan, cette somme équivaut à la réduction de facto du nombre de troupes afghanes, qui passerait de 352.000 à 228.000 policiers et soldats.

Certains Etats faisant partie de la coalition ne sont pas d'accord pour financer ce montant, selon une autre source occidentale.

"*La réduction (des troupes) doit prendre en compte la réalité sur le terrain*", a averti le général Abdul Rahim Wardak, ministre afghan de la Défense. "*Autrement ce sera un désastre, une catastrophe qui mettra en danger tout ce que nous avons accompli ensemble avec tant de sacrifices en hommes et en moyens*", a-t-il ajouté.

Si le renvoi de 124.000 policiers et militaires était acté, ces hommes qui se sont souvent engagés pour l'attrait de leurs solde, se retrouveraient à la rue, nantis de leur formation militaire, avec peu de chances de retrouver un travail, ce qui pourrait attiser leur colère contre le gouvernement et "*créer un monstre*", selon un autre responsable occidental.

Jeudi, Hamid Karzaï a également fait comprendre qu'il voulait pouvoir jouir librement de l'argent des donateurs.

L'Afghanistan, selon le chef de l'Etat, a besoin de nombreux équipements aériens. "*Si les Etats-Unis et l'Otan nous donnent cet argent, accepteront-ils que nous achetions des avions à d'autres pays ? Et si par exemple nous achetons (avec cet argent) des avions d'Inde, de Russie, d'Iran, du Pakistan ou d'Ukraine, nos salaires continueront-ils à être versés par l'Otan*", s'est-il interrogé.

Le gouvernement afghan a "*depuis longtemps l'idée de faire ce qu'il veut avec l'argent donné. L'Otan n'est pas du tout sur cette ligne-là. On s'oriente vers un blocage*", traduit une source diplomatique. (AFP 22.03)

7- Equateur

Visage peint et lance à la main, plusieurs centaines d'Indiens d'Equateur poursuivaient mercredi une grande marche vers Quito, entamée le 8 mars, décidés à faire entendre leur déclaration de guerre au pillage des ressources naturelles.

Avant d'arriver à Quito, le cortège bariolé, organisé par la principale organisation indigène équatorienne, a fait halte à Saquisili, à quelque 70 kilomètres de la capitale.

Un arrêt en forme de symbole dans cette petite localité perchée dans la cordillère des Andes, où les deux-tiers de la population est d'origine indienne, et le dernier tiers métisse.

Avant de reprendre la route, les organisateurs de la marche ont tenu une dernière réunion stratégique dans le local de paysans, sous la garde de "guerriers" arborant la traditionnelle couronne de plumes.

"*Nous luttons pour la révolution agraire et l'approbation d'une loi sur l'eau, et pour dire +non+ à l'exploitation minière à grande échelle dans le pays, car cela va détruire la nature*", lance à l'AFP le président de la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (Conaie), Humberto Cholango.

A moins d'un an de l'élection présidentielle de février 2013, la principale organisation indienne équatorienne a donné le 8 mars le coup d'envoi d'une marche de deux semaines à travers le pays, pour protester contre la politique du gouvernement de Rafael Correa.

A l'issue de la réunion de Saquisili, les organisateurs ont annoncé "*la décision inébranlable*" de gagner jeudi le parc du Petit Arbre, dans le centre moderne de la capitale, quels que soient les derniers "*obstacles*" rencontrés.

"*Nous surmonterons toutes les difficultés et nous arriverons à Quito*", a assuré à l'AFP Delfin Tenesaca, un des dirigeants, représentant les communautés d'origine andine.

Mercredi en fin de journée, un millier d'Indiens étaient déjà parvenus à la périphérie de la capitale, à la veille des manifestations prévues à la fois par les opposants et les sympathisants de M. Correa.

La Conaie reproche au dirigeant socialiste, qu'elle soutenait au moment de son élection en 2007, de suivre depuis en sous-main un programme néolibéral, et s'inquiète notamment de la gestion de l'eau, et des conséquences sur l'environnement de l'exploitation minière, en plein essor dans le pays.

Cette communauté, qui affirme représenter le tiers des 14 millions d'habitants de l'Equateur, a déjà provoqué la chute de deux chefs d'Etat, Abdala Bucaram, en 1997, et Jamil Mahuad, en 2000.

Rafael Correa, qui est soutenu par d'autres associations indigènes, a estimé que la marche avait été "*un échec total*" dès son départ à 700 km au sud de Quito, dans la province amazonienne de Zamora Chinchipe, où le gouvernement a signé un gros contrat d'extraction de cuivre avec une compagnie chinoise.

M. Correa, qui jouit d'une forte popularité pour avoir mis en oeuvre des programmes sociaux et procédé à une renégociation des contrats avec les multinationales pétrolières, accuse la Conaie d'agir avec la complicité de l'opposition.

"*S'ils sont 500, nous serons 50.000*", a-t-il récemment averti en guise de comité d'accueil à Quito, appelant ses partisans à se réunir pour soutenir sa "*révolution citoyenne*".

"*Nous sommes des gens pacifiques, nous ne sommes pas en train de déstabiliser le gouvernement comme il le prétend. Nous ne sommes pas contre la démocratie*", a répondu, depuis Saquisili, Raul Ilaquiche, un autre dirigeant indien et ancien député du mouvement Pachakutik, bras politique de la Conaie. (AFP 22.03)

Non, pas possible, on dirait que la "*révolution citoyenne*" de Correa aurait laissé de côté les masses les plus défavorisées de la société... Mais il en a toujours été ainsi dans tous les pays où la gauche capitaliste était arrivée au pouvoir au cours du XXe siècle.

Social

1- UE et syndicalisme jaune.

Des syndicalistes de neuf pays de l'UE ont réclamé un pacte social et de croissance, s'insurgeant contre l'austérité mise en oeuvre pour régler la crise de la dette, lors d'une rencontre avec la chancelière Angela Merkel jeudi à Berlin.

"*Le traité européen de discipline budgétaire ne va pas résoudre les problèmes, il va les amplifier. Il est plus que temps de changer*

de politique en Europe. L'Europe a urgemment besoin d'un fonds de sauvetage social", a déclaré Michael Sommer, président de la confédération syndicale allemande (DGB), à l'issue de cette rencontre.

"Le modèle social européen, élément identitaire indispensable de l'Union européenne, est de plus en plus vidé de sa substance. Il faut un pacte social et de croissance", a lancé M. Sommer, en compagnie de dirigeants syndicaux de Belgique, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, République tchèque et Suède.

Ils ont fait ces déclarations aux journalistes dans la rue, devant la chancellerie allemande, après une "discussion franche" avec Mme Merkel selon l'expression de M. Sommer.

"On s'est mis d'accord pour construire des propositions pour un pacte social européen, de travailler à des éléments de convergence sociale, notamment un salaire minimum européen qui représente 60% du salaire moyen de chaque pays", a dit le secrétaire général du syndicat français CFDT, François Chérèque, présent à cette réunion. (AFP 22.03)

C'est l'occasion qui crée le larron ! Quand l'occasion fait défaut pour faire allégeance à l'UE, les jaunes la créent !

Le salaire moyen en France s'établit autour de 1.800 euros bruts, dans la moitié des pays de l'UE il est divisé par deux ou davantage, 60% de 1.800 donne 1080, divisé par deux cela donne 540 euros, on peut retenir ce chiffre comme médian en tenant compte que sur 27 pays, une douzaine seulement ont un revenu moyen comparable à la France (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Suède, Norvège, Finlande, Italie, Espagne, Autriche).

540 euros bruts par mois, c'est à peu près le niveau auquel est tombé le salaire minimum en Grèce, je crois même qu'il est plus proche de 450 euros bruts, donc monsieur Chérèque votre proposition est encore trop généreuse ! Ces dirigeants syndicaux font ainsi la démonstration qu'ils étaient prêts à accompagner la baisse des revenus des travailleurs au niveau de la Grèce dans toute l'UE programmée par les dirigeants de l'UE et dont le cadre du TSCG devrait faciliter l'exécution.

On peut mettre en relief le lien qui existe entre la dégradation de nos conditions d'existence (et de travail) effective et qui devrait s'accroître et ce traité qu'il faut combattre, pour exiger son retrait en refusant d'en reconnaître la légitimité ainsi qu'aux institutions qui sont destinées à le ratifier, le contenu et les objectifs de ce traité étant conformes à la nature de ces institutions antidémocratiques qui servent les intérêts d'une seule classe, celle des capitalistes.

Ce combat politique doit donc être dirigé contre les institutions de la Ve République appelées à ratifier ce traité, ce qui permet de poser la question du gouvernement et des institutions dont les travailleurs doivent se doter pour mettre en oeuvre une politique conforme à leurs besoins, donc en rupture avec ceux du capital dont les institutions nationales et européennes sont les dépositaires.

Le POI a le mérite d'organiser une campagne sur ce thème, mais hélas en refusant de l'axer contre les institutions de la Ve République, ce qui ne permettra pas aux travailleurs d'en tirer des leçons politiques ou de mieux comprendre la nature de ces institutions et du régime. On peut soutenir ou participer à cette campagne, à condition de lui donner un contenu révolutionnaire.

2- France.

2.1- Produits français.

Plusieurs centaines de métallurgistes du groupe ArcelorMittal, venus de toute la France mais également de Belgique et du Luxembourg, ont manifesté jeudi à Florange (Moselle) pour la «*défense de l'industrie en France*».

Deux mille métallos selon les syndicats, 800 selon la police, ont participé à cette journée d'action nationale organisée par la CGT en faveur de «*la défense et du développement de la sidérurgie en France et en Lorraine*», et à laquelle s'étaient associées la CFDT et FO.

Des délégations des usines ArcelorMittal de Dunkerque (Nord) et de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), de Schifflange (Luxembourg), fermée mardi pour une durée «indéterminée», et de Liège (Belgique), dont les hauts-fourneaux sont à l'arrêt depuis octobre 2011, faisaient partie de ce rassemblement devant la mairie de Florange.

Des salariés de l'usine métallurgique Aperam (ex-ArcelorMittal) de Gueugnon (Saône-et-Loire) et de la Fonderie du Poitou Aluminium (groupe Montupet) d'Ingrandes (Vienne), actuellement en redressement judiciaire, ont également pris part à cette journée voulue comme une «démonstration de force» par la CGT. «*Marche sur Paris*»

Pierre Laurent, secrétaire général du Parti communiste, et Olivier Besancenot, candidat d'extrême-gauche aux élections présidentielles de 2002 et 2009, ont également fait le déplacement en Lorraine.

Le 28 mars, les métallos lorrains entameront une «*marche sur Paris*» où ils espèrent arriver le 6 avril. (liberation.fr 22.03)

2.2- Grève des contrôleurs aériens de Lille.

Tous les vols étaient annulés jeudi au départ et à destination de Lille en raison de la grève des contrôleurs aériens pour réclamer des effectifs supplémentaires, a-t-on appris de sources aéroportuaire et syndicale.

«*La grève est suivie à 100%. Tous les contrôleurs aériens qui étaient censés prendre leur service à 7 heures du matin ne sont pas venus*», avait déclaré à l'AFP jeudi en début de matinée Didier Roussel, de l'Usac-CGT.

«*Aucun vol commercial ne part ou n'atterrit à Lille-Lesquin*», avait-il ajouté.

Les contrôleurs de Lille réclament une augmentation de personnel de cinq personnes pour la mise en place d'une nouvelle salle de contrôle radar, distincte de la tour de contrôle, là où l'administration de tutelle, la DGAC, en propose trois.

Une réunion de conciliation mardi à Paris n'a rien donné, selon le représentant syndical. (liberation.fr 22.03)

Economie

1- Zone euro

L'économie de la zone euro s'est dégradée contre toute attente en mars, plombée par un repli aussi marqué qu'inattendu de l'activité industrielle en France et en Allemagne, montrent les résultats préliminaires des enquêtes Markit publiés jeudi.

Les indices PMI, calculés par Markit auprès des directeurs d'achats en Europe pour mesurer l'activité des entreprises sur le mois écoulé, sont si moroses qu'ils anéantissent tout espoir de voir la zone euro éviter une rechute en récession.

Ils signalent notamment que l'activité du secteur privé en France et en Allemagne, première et deuxième économies de la région, commence à son tour à décliner et que les suppressions d'emplois dans la zone euro s'accroissent à leur rythme le plus marqué depuis mars 2010.

Signe que le ralentissement économique n'épargne pas les partenaires commerciaux de l'Europe, l'activité manufacturière en Chine s'est également contractée en mars, pour le cinquième mois d'affilée.

Les indices de l'activité manufacturière publiés dans la matinée en Allemagne et en France sont ressortis plus mauvais encore que les prévisions les plus pessimistes des dizaines d'économistes interrogés par Reuters.

Avec ses deux principales économies en berne, la zone euro manque à présent cruellement de moteur, estime Chris Williamson, soulignant que de nombreux pays de la région sont déjà englués dans la récession.

"*Les mesures d'austérité mises en oeuvre vont maintenir en récession certaines économies majeures telles l'Italie et l'Espagne, ce qui va nuire à la région dans son ensemble*", prévient-il.

Les indices PMI publiés jeudi laissent penser qu'il pourrait falloir encore du temps avant que les quelque 1.000 milliards d'euros de liquidité à long terme bon marché injectés depuis décembre par la Banque centrale européenne (BCE) dans le système financier n'apportent un véritable soutien à l'économie réelle.

"*Nous allons voir les entreprises continuer de réduire leurs effectifs à des rythmes accrus dans les mois à venir, et la production va chuter à un rythme accéléré à moins que les commandes nouvelles rebondissent, ce que rien ne semble signaler pour le moment*", a déclaré Chris Williamson. (Reuters 22.03)

2- BCE

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, a estimé jeudi que le président français Nicolas Sarkozy "*avait raison*" de citer l'Allemagne en exemple pour sa discipline budgétaire, dans une interview au quotidien Bild.

"*Je l'ai dit bien avant lui. L'Allemagne est un exemple. Le vieux modèle social européen est en effet mort, car trop souvent il ne pouvait pas se passer de faire des dettes. Les Allemands l'ont réinventé - sans endettement démesuré*", a déclaré cet adepte d'une discipline budgétaire rigoureuse en Europe.

M. Draghi a par ailleurs répété que "si les perspectives d'inflation venaient à se détériorer, (la BCE) interviendrait de façon préventive", alors que la hausse des prix en zone euro reste depuis plusieurs mois au-dessus de l'objectif officiel : être proche mais sous 2% à moyen terme.

Sur la crise en zone euro, "le pire est passé, mais il reste des risques", a souligné M. Draghi. "La confiance des investisseurs revient et la BCE n'a pas eu à acheter d'obligations souveraines depuis des semaines pour les soutenir", a-t-il notamment fait valoir.

Lors de la dernière réunion mensuelle du conseil des gouverneurs, début mars, la BCE avait laissé son principal taux directeur inchangé à son plus bas niveau historique de 1%, mais M. Draghi s'était montré plus inquiet sur les menaces d'inflation. (AFP 22.03)

3- Aviation. La menace des affameurs.

Airbus (groupe EADS), Boeing et Embraer ont décidé de s'allier pour collaborer avec les gouvernements et les producteurs dans la promotion et le développement de biocarburants pour l'aviation.

Les trois avionneurs ont signé un protocole d'accord à l'occasion du sommet sur l'aviation et l'environnement de l'Air Transport Action Group (ATAG) à Genève, indique Boeing dans un communiqué.

"Deux des plus grandes menaces pour notre secteur sont le prix du pétrole et l'impact du transport aérien sur notre environnement", explique le directeur général de Boeing Jim Albaugh.

Une législation européenne entrée en vigueur le 1er janvier oblige les compagnies aériennes desservant l'Union à acheter des permis carbone pour compenser leurs émissions de CO2. Ce texte n'est pas du goût des Etats-Unis, de l'Inde et de la Chine, les trois principaux émetteurs de gaz à effet de serre, qui en contestent la légalité. (Reuters 22.03)

4- France

4.1- Et pendant ce temps-là ils baignent dans le luxe...

La maison de luxe Hermès a signé en 2011 la plus belle année de son histoire, avec un bénéfice net en hausse de 40,9% à 594,3 millions d'euros.

Le sellier du Faubourg-Saint-Honoré a signé en 2011 la plus belle année de son histoire, avec des records de ventes, de bénéfices ou encore de marge, et compte en faire profiter ses actionnaires en leur offrant sept euros de dividende par titre, a annoncé Hermès jeudi.

Hermès avait annoncé début février des ventes à 2,84 milliards d'euros (+18,3%). Il réalise un bénéfice opérationnel de 885,2 millions d'euros en hausse de 32,5%, là où les analystes tablaient plutôt sur 30%. La marge opérationnelle, soit 31,2% des ventes, est la meilleure depuis l'introduction en Bourse en 1993. Ces résultats étincelants incluent une plus-value de cession brute de 29,5 millions d'euros liée à la vente à l'espagnol Puig des 45% que Hermès détenait dans Jean Paul Gaultier. 740 millions d'euros de dividendes.

L'affaire va profiter largement au numéro un mondial du luxe LVMH, du milliardaire Bernard Arnault, qui détient 22,28% du capital de Hermès. Le groupe est valorisé en Bourse à 25,7 milliards d'euros.

Depuis 2005, la maison familiale créée en 1837 a doublé son chiffre d'affaires. Le bénéfice net a lui doublé en deux ans. "Hermès continuera à investir dans ses capacités de production et son réseau de distribution avec l'ouverture ou la rénovation d'une quinzaine de succursales", a précisé le groupe, qui, victime de son succès, doit reconstituer ses stocks. Le groupe a créé 715 nouveaux emplois en 2011 et compte en créer 750 en 2012. Il employait 9.081 personnes fin 2011. (lexpansion.com 22.03)

4.2- La presse écrite en crise

L'OJD, organisme qui certifie la diffusion de la presse, a rendu public, jeudi 22 mars, son bilan complet pour l'année 2011. Les résultats sont plutôt mauvais. La presse quotidienne baisse ainsi de 2,04 %. Parmi celle-ci, la presse nationale baisse de 1,36 % et la presse régionale de 2,28 %. La presse magazine chute pour sa part de 3,11 %.

Toutes les familles de presse sont affectées. Parmi celles qui souffrent le plus, on relève la presse de sports (- 7,59 %), la presse des adolescents (-4,65 %) qui subit la concurrence d'Internet, la presse "people" (-4,57 %), la presse économique et financière (-4,57 %) et la presse de télévision (-3,28 %). En revanche, les hebdomadaires généralistes - les "news" - résistent bien, puisqu'ils

ne perdent que 0,76 %.

Si l'on observe attentivement les chiffres, c'est surtout la baisse de la vente au numéro qui pèse sur la presse (- 20 % entre 2006 et 2011). Ce phénomène s'explique notamment par la diminution régulière de nombre des points de vente (kiosques, maisons de la presse, etc.).

En revanche, les abonnements restent stables, tandis que la diffusion par tiers (à prix coûtant, auprès des hôtels, compagnies aériennes, etc.) a fortement augmenté. (lemonde.fr 22.03)

5- Irlande

L'Irlande est retombée en récession de façon inattendue au dernier trimestre 2011, l'économie affichant deux trimestres consécutifs de contraction, alors que le pays a affiché l'an dernier sa première année de croissance depuis 2007.

Sur l'année 2011 dans son ensemble, le PIB irlandais a augmenté de 0,7% selon les chiffres publiés jeudi, après trois années de baisse qui ont vu la richesse du pays diminuer de 10,4% en données cumulées.

Or le pays a besoin cette année d'une croissance trois fois supérieure à celle de 2011 s'il veut respecter les objectifs fixés par ses bailleurs de fonds internationaux. L'Irlande en est pratiquement à mi-chemin dans son plan de sauvetage de trois ans octroyé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

Parmi les 17 membres de la zone euro, outre l'Irlande, la Belgique, l'Italie, la Slovénie et les Pays-Bas sont retombés en récession. L'Espagne devrait suivre. Le Portugal et la Grèce y sont depuis longtemps. (Reuters 22.03)

Tant mieux, cela poussera les Irlandais à voter non lors du prochain référendum sur le traité européen TSGC...

[Haut de page ↗](#)

Le 24 mars

CAUSERIE

Il y a peu encore il était possible d'écrire des commentaires à la suite des articles publiés par les agences de presse (AFP, AP, Reuters, etc), ce que je ne faisais jamais par manque de temps. Depuis j'ai constaté deux choses, une, ils ont retiré des news quotidiennes les articles d'Associated press et réduit au minimum ceux de Reuters, il n'est plus possible d'ajouter un commentaire à la suite de leurs articles ou ceux de l'AFP, deux, la source Lepost.fr a disparu, quant aux articles provenant des médias nationaux (Le Monde, Libération, Le Figaro, L'Express et L'Expansion principalement) pour publier un commentaire il faut passer par toute une procédure ou il faut être abonné à leurs torchons... avant d'être censuré, j'en ai fait l'expérience hier ! Serait-il en train de resserrer les boulons ? (A suivre)

Mise au point. Soldons la question libyenne.

Il est évident que si nous avions eu connaissance de ce qui se tramait en amont des événements qui allaient aboutir à la chute de Kadhafi, nous aurions immédiatement condamné toute ingérence étrangère en Libye. Nous nous en sommes tenu aux éléments en notre possession à cette époque. Aurions-nous pu procéder autrement ?

Nous n'aurions pas pu inventer ces éléments qui nous faisaient défaut, nous nous en sommes remis aux informations publiques diffusées par les médias et les partis politique ou encore ce qui figurait à ce moment-là sur la Libye. Nous n'imaginions pas que certains éléments avaient été publiés par des portails Internet précédemment puisque personne n'y faisait allusion.

Si nous avons commis une erreur, c'est de nous être focalisé sur deux comportements qui prêtaient à caution. Celui des journalistes soutenant Kadhafi qui ont mis plusieurs mois avant de faire référence aux éléments qu'ils possédaient déjà, et celui des partis ouvriers qui ont condamné les bombardements de la coalition impérialiste emmenée par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, non pas sur la base de ces éléments mais sur la base d'un principe internationaliste que nous partageons.

La méthode de ces derniers a consisté à demander à leurs militants d'adhérer à une position sans leur fournir les éléments qui auraient permis de l'étayer. Leurs dirigeants ont préféré garder envers eux les données en leur possession au lieu de les transmettre à leurs militants ou aux lecteurs de leurs publications, leur refusant ainsi le droit légitime de se forger leur propre opinion à partir de faits matériels et non sur la base d'un principe.

Cette méthode que je rejette est utile pour conserver le contrôle d'un appareil et la mainmise sur les militants qui n'ont pas d'autre choix que faire confiance aveuglément à leurs dirigeants, dès lors qu'on les maintient dans l'ignorance. Personnellement, je mets en ligne tous les documents que j'ai consultés ou lus et qui m'aident à me forger ma propre opinion ou à analyser la situation, ainsi chaque militant est en possession des mêmes éléments que moi et peut librement se forger ses propres convictions, et à l'occasion détecter des faiblesses ou des lacunes dans mes analyses. C'est une question de principe, d'honnêteté envers les militants. Je regrette que les militants qui se connectent sur le site refusent de m'adresser leurs réflexions, c'est ainsi et on fera avec.

Je suis connu, je ne veux pas me faire prendre, mais je fais tout pour me faire descendre, cela ne colle pas.

Gérard Courtois, directeur éditorial du Monde. Extraits.

- "Trois sortes d'événements pouvaient bousculer la "drôle de campagne" à laquelle on assiste depuis trois mois. Le premier aurait été que Marine Le Pen ne puisse pas se présenter. Ce n'est pas le cas. Le deuxième serait une énorme bourde du candidat socialiste, François Hollande, qui est le favori des sondages depuis des mois. Jusqu'à présent, il n'en a pas fait.

Le troisième événement possible était une crise majeure, imprévisible et susceptible de replacer le président de la République dans son rôle central. On pouvait imaginer par exemple un nouvel épisode spectaculaire de la crise européenne. Elle est en train de s'éloigner. C'est le drame de Toulouse qui s'est produit, et il change effectivement de manière évidente le dernier mois de campagne avant le premier tour.

Il se retrouve enfin en cohérence avec son slogan de campagne : "La France forte". Enfin, on sait que le chef de l'Etat souffre dans l'opinion d'un déficit structurel, et très enraciné, de crédibilité sur sa parole. Deux tiers des Français jugent, dans les enquêtes d'opinion, qu'il n'est pas sincère. La manière dont il a supervisé le règlement de l'affaire de Toulouse constitue une démonstration par l'action beaucoup plus convaincante que tous les discours ou toutes les promesses.

Au moment où éclate le drame de Toulouse, Hollande et Sarkozy sont donc à peu près à égalité, si l'on fait la moyenne de toutes les enquêtes.

Toute la question, désormais, est de savoir si le chef de l'Etat va bénéficier de la séquence actuelle pour prendre durablement la tête de la compétition. C'est vraisemblable. Il serait très surprenant qu'il ne bénéficie pas des événements pour les raisons déjà indiquées : ils lui redonnent une vraie cohérence et estompent les critiques jusque dans son camp sur le positionnement très à droite, voire proche de l'extrême droite, qui avait été le sien depuis une quinzaine de jours. Mais cette probable inversion des courbes entre Hollande et Sarkozy ne dessine pas, pour l'instant, une dynamique victorieuse pour le second tour.

Le drame de Toulouse n'est pas un fait divers comme il en arrive fréquemment en France, c'est un événement exceptionnel comme il ne s'en est pas produit dans le pays depuis les attentats terroristes de 1995.

Le drame de Toulouse, un mois avant le premier tour de l'élection de cette année, laisse encore pas mal de temps pour que les Français retrouvent les préoccupations principales qui sont les leurs : les questions d'emploi, de pouvoir d'achat, de logement et d'éducation." (lemonde.fr 23.03)

Suite des causeries des deux derniers jours sur ce sujet

Il y a un élément qui nous avait échappé ou auquel nous n'avions pas pensé hier et avant-hier à propos des tueries attribuées à Mohamed Merah : était-il possible qu'il n'ait pas été l'auteur de ces crimes et qu'une mise en scène soigneusement préparée de longue date par l'Elysée et les services concernés ait été mise sur pied pour rassembler la population autour de Sarkozy et tenter ainsi de le faire réélire sous la forme d'un appel à l'union nationale autour de sa médiocre personne.

Nous n'avions pas pensé à cette version des faits parce que nous ne sommes pas dans la logique de la théorie du complot mais celle de la lutte des classes, mais dès lors qu'un ensemble d'éléments matériels viennent contredire apparemment la version officielle, on est en droit d'explorer toute les pistes pour comprendre ce qui s'est réellement passé. Nous ne partons pas du principe que la version officielle prêterait systématiquement à caution ou falsifierait les faits, comme nous ne sommes pas prêts à cautionner aveuglément la version officielle contrairement à ce que font en coeur les représentants d'absolument tous les partis en France, sans exception. Nous essayons d'être lucide en toutes occasions, ce qui signifie de ne pas tomber dans les pièges tendus par la propagande officielle, voilà tout

Quelques questions préliminaires.

M. Merah était très bien connu depuis plusieurs années des services de police, qui le suivaient à la trace et savaient où le loger. Ils savaient qu'il était illégalement en possession d'armes, notamment, dès lors pourquoi ne l'ont-ils pas jugé et emprisonné (C'était

un multiple récidiviste plusieurs fois condamnés) pour ce délit au lieu d'attendre qu'il en fasse un jour l'usage ?

Mieux encore, il n'avait même pas pris soin de maquiller les plaques minéralogiques de son scooter, que ce soit lors des meurtres qu'il aurait perpétrés à Montauban puis à Toulouse, malgré la présence de caméra de vidéosurveillance en nombre et facilement repérable devant l'école juive à Toulouse, comme s'il voulait aider les enquêteur à remonter jusqu'à lui immédiatement pour se faire prendre ou abattre, cela ne colle pas avec la description qui en a été donné par le journaliste de France 24 qui a conversé avec lui (voir plus loin).

On nous a raconté que le tueur aurait pris la précaution de ne laisser aucune empreinte ADN sur les lieux de ces crimes (sur les douilles récupérées sur place), donc pour ne pas se faire prendre ou que la police ne remonte pas jusqu'à lui, et il aurait été assez stupide pour attendre tranquillement la police chez lui pour se faire descendre, cela ne colle pas.

Ce sont les policiers qui affirment que M. Merah aurait endossé les crimes qui lui étaient reprochés, or on sait ce que vaut la parole d'un flic, surtout à ce niveau-là, plus on monte dans la hiérarchie et plus elle porte à caution. Quant au coup de fil reçu par France 24, rien n'a permis d'identifier précisément son auteur. La journaliste qui dit avoir dialogué avec lui parle de quelqu'un de posé et de très bien élevé qui s'exprime dans un français parfait, qui ne correspond pas à la description du petit voyou de quartier devenu délinquant puis djihadiste. Est-ce bien lui qui a passé ce coup de fil ?

Un témoignage passé à la trappe depuis.

Martine (1) d'une voix troublée par une émotion bien légitime lâche cette phrase qui laisse tout le monde sans parole : « J'ai vu le tueur des parachutistes. » Il est 17 heures et des poussières hier à Montauban à quelques mètres à peine de l'endroit où trois parachutistes du 17 e RGP ont été mitraillés jeudi en tout début d'après-midi.

Martine va étayer son affirmation en apportant une précision qui devrait faciliter le travail des enquêteurs dans leurs recherches : « Je faisais des courses. Je sortais de la pharmacie, j'allais au bureau de tabac lorsque le tueur m'a bousculée. Il s'est retourné et, dans le mouvement, la visière de son casque s'est relevée de quelques centimètres. J'ai alors aperçu un tatouage ou une cicatrice au niveau de sa joue gauche. J'ai aussi entrevu ses yeux à travers la visière. Il avait un regard froid, d'une lucidité effrayante. Un regard que l'on n'oublie pas. »

Martine rassemble encore ses souvenirs pour fournir un descriptif le plus complet possible du tueur. « Il était de taille moyenne, un mètre soixante-dix environ et assez corpulent. Si ce n'est cette marque sur le visage, je n'ai pas vu d'autres signes distinctifs particuliers. » (<http://www.ladepeche.fr/article/2012/03/18/1309048-montauban-militaires-executes-a-montauban-temoin-elle-a-vu-le-visage-du-tueur.html>)

Problème : Mohamed Merah était plutôt mince et il ne portait aucune cicatrice ou tatouage sur la joue gauche. C'est donc quelqu'un d'autre qui a perpétré ces assassinats, qui d'autre sinon les services secrets français ou plutôt américain rodés à ce genre d'exercice ou encore le Mossad qui ne recule devant aucun crime barbare, y compris de juifs si nécessaire.

Autres éléments qui posent problème.

Il sait qu'on peut le retrouver à partir de son scooter, il le gare devant chez lui. Il savait comment s'y prendre pour se procurer des armes auprès de son entourage, mais pas pour se procurer un scooter ou une moto volée.

Il se sait recherché et il rentre tranquillement chez lui comme si de rien n'était en attendant le GIGN et le Raid pour se faire descendre comme un lapin !

Il aurait tiré des rafales avec une arme de guerre... alors qu'il avait un colt 45 à 7 coups à la main, c'est vrai qu'au Raid ils ne connaissent rien aux armes, ils peuvent facilement confondre un simple pistolet et une kalachnikov.

Il voulait mourir, mais il avait pris soin d'endosser un gilet pare-balles.

Ils voulaient l'attaper vivant, rien de plus facile avec des gaz asphyxiants ou lacrymogènes, etc. à la place ils l'ont littéralement mitraillé. Ajoutons qu'ils étaient parvenus à introduire une caméra dans la salle de bain où il était retranché, mais ils n'ont pas pu y glisser un petit tuyau de quelques millimètres de diamètre pour y introduire un gaz soporifique ou paralysant.

Autres éléments troublants.

Pourquoi a-t-il gardé le même mode opératoire à Toulouse qu'à Montauban ?

Pourquoi a-t-il conservé le même scooter et s'est-il servi de la même arme, alors qu'il était en possession de plusieurs armes et qu'il

lui était facile de se procurer un autre scooter ou une moto ?

Il aurait jeté son dévolu sur une école juive parce qu'il n'aurait pas trouvé un militaire à se mettre sous la dent, alors que la région regorge de casernes de légionnaires ?

Sachant le tueur de Montauban activement recherché, il a choisi de s'en prendre à des victimes situées proche de son domicile, histoire sans doute de mieux rapprocher les enquêteur de chez lui, de leur faciliter le boulot, quoi.

Il n'a rien fait pour brouiller les pistes des enquêteurs, il a tout fait pour les mener jusqu'à lui, cela ne tient pas.

De toute évidence, il n'a pas pris seule la décision de commettre de tels assassinats, il y a été fortement incité par quelqu'un, par qui ? Apparemment les meurtres de Montauban n'avaient pas eu la répercution médiatique et politique espérée, donc au bout de dix jours il a été décidé qu'il devrait à nouveau passer à l'action. Qu'a-t-il fait pendant ces dix jours, qui a-t-il rencontré, à qui a-t-il parlé ? Est-ce que c'est pour ne pas répondre à ces questions qu'ils l'ont abattu et qu'ils ont placé sa mère et ses frères en garde à vue ?

L'ex-patron du GIGN se pose aussi des questions.

Sans rire, à la question de savoir pourquoi les policiers n'ont pas utilisé de gaz lacrymogène pour appréhender Mohamed Merah, Claude Guéant a répondu "*Ce sont des moyens illégaux*". (Reuters 23.03) Quant au patron du GIGN, Amaury de Hauteclouque, il a répondu que c'était prévu contredisant Guéant, mais qu'il n'avait pas eu le temps ou l'occasion de recourir à des gaz lacrymogène, sans rire non plus, c'est vrai que 32 heures cela passe vite l'air de rien ! (Reuters 23.03)

Autre question : «*Comment se fait-il que la meilleure unité de la police ne réussisse pas à arrêter un homme tout seul?*», s'interroge-t-il, dans un entretien à Ouest-France. «*Il fallait le bourrer de gaz lacrymogène. Il n'aurait pas tenu cinq minutes*», estime Christian Prouteau fondateur du GIGN. «*Au lieu de ça, ils ont balancé des grenades à tour de bras*».

"*En soixante-quatre opérations menées par le GIGN sous mon commandement, il n'y a pas eu un mort*", rappelle-t-il. (Reuters et AFP 23.03)

Israël met implicitement en doute la version officielle.

D'anciens responsables militaires et de sécurité israéliens critiquaient vertement vendredi la gestion de l'assaut de Toulouse par la police française, qui a échoué à capturer le suspect vivant, malgré le temps et la latitude considérables dont elle a disposé.

"*Qui attend 30 heures quand il n'y a pas d'otages ? Toute l'opération ressemble à une démonstration de stupidité*", assène Alik Ron, ancien chef de l'unité d'intervention de la police israélienne et des forces spéciales des parachutistes, cité par le quotidien Maariv.

Le Raid n'a pas su utiliser les moyens de "*ruse et de dissimulation*", affirme dans une analyse publiée par le Yediot Aharonot un ancien officier des forces spéciales, Lior Lotan, qui dirige un centre de recherche sur le terrorisme.

Interrogé sur la manière dont les autorités françaises géraient cette épreuve de force, le ministre de la Défense Ehud Barak a estimé qu'il faut "*leur accorder du crédit. Les autorités françaises font les choses comme il faut et nous n'avons pas à les juger de loin sans connaître tous les détails*". (AFP 23.03)

Il ne faudrait surtout pas que l'on connaisse tous les détails de cette opération...

Faut-il continuer ?

A qui profite le crime sinon à Sarkozy ? Ne le dites surtout pas !

Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, a demandé vendredi au recteur de Rouen de "*suspendre immédiatement*" une professeur de lycée de cette ville pour avoir "*demandé à ses élèves de respecter une minute de silence en la mémoire du terroriste Mohamed Merah*".

L'enseignante "*a clairement dit que Mohamed Merah était une victime, que le lien avec Al-Qaïda avait été inventé par les médias et +Sarko+. Elle a ajouté qu'il serait possible de faire une minute de silence pour cette +victime+*", ont écrit dans ce courrier "*les délégués de TS2*".

Luc Chatel s'est en outre félicité de "*la dignité dont a fait preuve l'institution scolaire tout au long de la semaine*". (AFP 23.03)

On n'en doute pas un seul instant, ces intellectuels sont aussi ignorants que le reste de la population, ils n'ont aucune dignité, aucun courage. Si je ne soutiens pas l'initiative plutôt maladroite ou stupide de cette enseignante, je ne la condamne et j'appelle au retrait de cette sanction.

Bénéficiera-t-elle du soutien des syndicats et partis ouvriers? Quelle question, vous en doutez, moi aussi, ce sont des couards et des vendus au régime.

Confidence d'un médiocre.

Estimant qu'il "*n'y a jamais de off avec Sarkozy*", le journaliste du Monde, Philippe Ridet, rapporte un entretien en tête à tête qu'il a eu avec le président-candidat le 9 mars, en marge d'un déplacement à Nice.

"*Je vais gagner et je vais même te dire pourquoi*", lui a dit Nicolas Sarkozy. "*Il n'est pas bon et ça commence à se voir. Hollande est nul! Il est nul tu comprends? Royal, on peut dire ce qu'on veut, mais elle avait du charisme. Bien sûr tu gardes ça pour toi...*".

Philippe Ridet rapporte ensuite des propos tenus par Nicolas Sarkozy dans un avion qui les ramenait sur Paris.

"*Cette campagne est un bateau sans quille. Elle part en tous sens. Mais vous, les observateurs, vous appartenez à un autre siècle. Une fois encore, vous allez vous trompez*", a dit le président-candidat, toujours donné largement battu dans les sondages de deuxième tour par François Hollande. (AFP 23.03)

ONG. Pour qui roulent-ils ? A quoi servent-ils ?

Le collectif d'organisations non-gouvernementales Oxfam International s'est réjoui "*de voir un vrai débat sur la façon d'obtenir une direction crédible et légitime à la Banque mondiale*", et a noté que l'Afrique avait "*mis en avant une candidate éminemment qualifiée*" (la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala -ndlr). (AFP 23.03)

Les Américain ont présenté un homme de paille à la direction de la Banque mondiale, un anthropologue, et non un candidat issu du monde politique ou de la haute finance a-t-il été précisé.

Ils se partagent le monde.

En vertu d'un accord tacite entre l'Europe et Washington, la présidence de la Banque a toujours échu à un citoyen des Etats-Unis tandis que celle du Fonds monétaire international (FMI) revenait à un Européen.

Le ministre des Affaires étrangères français Alain Juppé a indiqué à l'AFP que, pour la France, il n'y avait "*aucune raison à ce stade*" de remettre en cause l'accord de partage du pouvoir entre Américains et Européens à la Banque et au FMI.

Actualité en titres

Adieu !

- L'«*Adieu?*» du magazine «*Time*» à Nicolas Sarkozy Liberation.fr -
- Toulouse : '*Sarkozy peut apparaître à nouveau comme un président protecteur*' - LeMonde.fr
- Drames de Toulouse et Montauban: 74% des Français approuvent l'attitude de Sarkozy - AFP
- Sarkozy fera voter ses mesures antiterrorisme après la présidentielle - Liberation.fr
- Après Toulouse, la Droite populaire veut durcir le code de la nationalité - Lexpress.fr
- Internet, bouc émissaire de l'antiterrorisme - LeMonde.fr

Logique.

- L'alliance GM-Peugeot aboutirait à fermer des sites - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- Italie

Le gouvernement italien a annoncé vendredi l'adoption d'un projet de réforme du code du travail visant à libéraliser la législation régissant certaines professions afin d'accroître la concurrence et relancer l'économie.

Le projet de texte va être présenté à la Chambre des députés sous la forme d'une loi simple et non d'un décret d'urgence, précise un communiqué publié après une réunion gouvernementale de cinq heures.

La forme du texte signifie que son processus d'adoption parlementaire sera allongé et que le vote définitif pourrait ne pas intervenir avant l'été.

La réforme, fortement voulue par les partenaires européens de l'Italie, prévoit notamment un assouplissement des règles de licenciement et rend plus coûteux le recours pour les entreprises à des emplois temporaires. (Reuters 23.03)

2- Bahreïn

Des heurts ont éclaté vendredi entre manifestants et forces de l'ordre bahreïniens aux abords de Manama, en marge des obsèques d'une femme décédée après avoir été exposée à deux reprises cette semaine aux gaz lacrymogènes, selon sa famille.

La police est intervenue au canon à eau contre les opposants qui se dirigeaient vers la place de la Perle, où se sont déroulées l'an dernier les grandes manifestations de la majorité chiite contre la dynastie sunnite. Plusieurs centaines d'agents arrivés en renfort ont ensuite dispersé la foule à coups de matraques et de grenades lacrymogènes. (Reuters 23.03)

Economie

1- Banque

Les autorités de régulation du secteur bancaire devraient accorder aux banques une souplesse accrue pour respecter les nouvelles obligations en matière de liquidités, a-t-on appris de plusieurs sources proches des discussions.

Le comité de Bâle sur la supervision bancaire s'est réuni mardi et mercredi pour étudier comment les banques pourraient constituer les "matelas" de liquidités censés leur permettre de résister sans aide extérieure à un mois de turbulences sur les marchés financiers.

Ces dispositions font partie des nouvelles règles de Bâle III dont la mise en application doit débiter l'an prochain.

De nombreuses banques ont réclamé au comité une extension de la liste des actifs éligibles pour former ces matelas de liquidités.

La présidence danoise de l'Union européenne a proposé que l'Autorité bancaire européenne (ABE) puisse envisager d'inclure également les titres adossés à des actifs dans les matelas de liquidités.

Un responsable du secteur a estimé qu'il serait donc logique que le comité de Bâle entérine lui aussi une telle flexibilité.

"Je pense qu'ils avancent en parallèle. Il faut remettre en marche le marché de la titrisation, sinon les banques n'auront pas assez de capitaux", a dit ce responsable. (Reuters 23.03)

2- Etats-Unis

Les ventes de maisons individuelles neuves sont déprimées depuis plusieurs années aux Etats-Unis. Sur l'ensemble de 2011, les ventes ont reculé de 5,3%. Le gouvernement n'a recensé cette année-là que 306.000 ventes, soit le nombre le plus bas jamais relevé dans ses annales, qui remontent jusqu'à janvier 1963. Les ventes de maisons neuves souffrent de la concurrence provoquée par le nombre élevé de saisies immobilières entraînées par la crise, qui entraîne sur le marché du logement un afflux de biens vendus à prix cassés préjudiciable aux promoteurs.

En dépit du recul des ventes, le prix moyen des transactions a progressé en février de 2,2% sur un mois et de 1,8% sur un an, pour s'établir à 267.700 dollars.

Selon le ministère, il y avait 150.000 maisons neuves à vendre aux Etats-Unis à la fin de février, soit autant qu'un mois plus tôt quand l'offre de ce type de biens était tombée à son niveau le plus faible depuis janvier 1963 au moins. (lexpansion.com 23.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 mars

CAUSERIE

Décomposition du régime. L'affaire Merah ou règlement de compte entre barbouzes dirigés par Sarkozy.

Au regard des infos collectées, il semblerait que M. Merah soit bien l'auteur de ces crimes, il vaut mieux encore employer le conditionnel à la lecture des éléments qui suivent. Une chose est certaine, c'est qu'il a bien été manipulé par les services secrets français.

Une chose est sûre, c'est que cette affaire arrive au bon moment pour Sarkozy donné battu dans tous les cas de figure le 6 mai prochain. Si les commentateurs aux ordres sont unanimes à reconnaître qu'elle lui profitera, rien n'est moins sûr pour la majorité des électeurs-travailleurs pour lesquels l'emploi et le niveau de vie ou les salaires demeurent les premières préoccupations.

Pas de bol !

- Colombani (ex-directeur du Monde) : Toulouse ne peut que renforcer Sarkozy - Slate.fr

Pas de "psychose sécuritaire" aux yeux des Français

Selon un sondage IFOP à paraître dans Dimanche Ouest France, 53 % des personnes interrogées estiment que la menace terroriste en France est élevée, mais "*ce résultat est parmi les plus bas enregistrés depuis que l'IFOP pose cette question aux Français*", soit depuis octobre 2001. "*Le fait que l'inquiétude face à la menace terroriste s'établisse aujourd'hui à un niveau historiquement bas laisse à penser que si la tragédie de Montauban et Toulouse a marqué les esprits et ému les Français, elle n'a pas créé de psychose sécuritaire*", dit l'IFOP. (lemonde.fr 24.03)

Et merde doit s'exclamer La Talonnette, on l'a tué trop tôt, bordel, il faut un carnage pour que ces veaux réagissent !

M. Merah a pu être poussé à passer à l'acte... et trahi, et on risque d'attendre longtemps ou indéfiniment pour savoir par qui... Comment son frère peut-il affirmer qu'il n'était au courant de rien et être sûr qu'il a commis ces crimes, les policiers disent qu'ils les a revendiqués, mais est-ce vrai ?

Autre élément troublant.

Il aurait laissé dans sa voiture le Colt 45 qui a servi à Montauban et Toulouse, ce sont les policiers qui affirment l'avoir trouvé en saisissant sa Clio, "*L'arme utilisée par Mohamed Merah lors des trois tueries de Toulouse et Montauban a été identifiée par les enquêteurs, a appris l'AFP de source judiciaire, confirmant une information d'i>Télé. Les expertises balistiques ont permis de déterminer qu'il s'agissait d'un Colt 45 de calibre 11,43 mm, découvert mercredi lors de la fouille d'une Clio*" (lepoint.fr 24.03), alors qu'il tenait un Colt 45 à la main quand ils l'ont abattu, "*près de son corps, les policiers ont retrouvé un Colt 45, l'arme qu'il a utilisé pour ses meurtres*" (Franceinfo.fr 22.03) "*Mohamed Merah souhaitait mourir "les armes à la main". Il a été tué d'une balle dans la tête, un Colt 45 au poing, alors qu'il résistait à l'assaut du Raid. Le chargeur, qui "ne contenait plus que deux balles", selon le procureur de Paris François Molins*", dans un article du Monde ils affirment qu'il possédait "*un arsenal, dont un pistolet mitrailleur Sten, un fusil mitrailleur Uzi et un Colt 45*" et non deux.

Version démenti aussi :

- Mohamed Merah a tenté de fuir, Kalachnikov à la main, et a été abattu, selon LCI (20minutes.fr 22.03)

- Le procureur de Paris avait parlé d'une Kalachnikov près du cadavre et ensuite d'un 11/43 (lexpress.fr 23.03)

Mohamed Merah disposait, lui, d'un pistolet de 9 mm, d'un colt 45 et d'une mini Uzi (11.43). Il possédait aussi des Cocktails Molotov et un équipement de protection de guerre (un gilet pare balle). L'Uzi, de fabrication israélienne, est considérée comme une arme

de guerre. (un blog du Monde 22.03)

Au cours de la négociation entamée mercredi, Mohamed Merah a donné aux policiers un Colt .45, de calibre 11.43, en échange d'un talkie-walkie. Mais le terroriste a conservé avec lui d'autres armes du même modèle. Selon Amaury de Hauteclocque, le chef du RAID, il en a utilisé trois au moment de l'assaut. Il possédait également une Kalachnikov, plusieurs autres pistolets mitrailleurs. (parismatch.com 23.03)

J'ai lu dans un autre article qu'il possédait au moins 3 Colt 45 et il n'est nulle part question de Kalachnikov.

Une info passée à la trappe.

Un groupe lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a revendiqué, dans un communiqué mis en ligne ce jeudi, la tuerie de Toulouse et appelé la France à reconsidérer sa politique "*hostile*" aux musulmans. (sudouest.fr 22.03)

Ils avaient programmé de le liquider...

"*On a essayé de le fatiguer toute la nuit avant d'opérer la reprise des lieux*", a expliqué au Monde.fr le patron du RAID, Amaury de Hauteclocque. (parismatch.com 23.03)

Ils l'ont canardé, tandis qu'il tirait une trentaine de cartouches, on retrouvera 300 cartouches sur le sol de son appartement tirées par les justiciers du RAID.

Au fait, au-delà du fait qu'ils auraient pu l'endormir ou le paralyser à l'aide de gaz, cela faisait 32 heures qu'il n'avait pas dormi, il suffisait donc de cerner son appartement et d'attendre qu'il s'endorme pour le cueillir tranquillement, fallait-il encore vouloir le prendre vivant. Il était facile une fois repéré de monter une planque discrète et de le saisir à la sortie de chez lui, pourquoi ne l'ont-ils pas fait, parce qu'ils avaient reçu d'autres ordres, d'en haut, d'où seraient-ils venus sinon ?

... car il en savait trop.

Mohamed Merah semblait avoir un rapport de confiance avec Bernard Squarcini, le policier de la direction régionale du renseignement intérieur (DRRI) de Toulouse qui l'avait rencontré en novembre 2011. Le courant passait bien. Il a même dit à ce policier: "*De toute façon, je devais t'appeler pour te dire que j'avais des tuyaux à te donner, mais en fait, j'allais te fumer.*" (lemonde.fr 23.03)

Deux infos qui se contredisent.

Au Château, pour profiter au maximum des retombées politiques de cette affaire dont ils sont les instigateurs, ils se demandent encore s'ils doivent le présenter comme un jeune désœuvré isolé ayant agi seul ou le faire passer pour un membre d'Al-Qaïda ayant agi sur ordre.

- Pour le patron de la DCRI, Bernard Squarcini, l'auteur des sept assassinats est un jeune délinquant issu des cités qui se serait - "*radicalisé*" dans son coin. Vendredi, M. Squarcini a assuré au Monde qu'il n'appartenait à aucune filière. (lemonde.fr 24.03)

- *Le Monde* daté de dimanche-lundi indique qu'un homme aurait vécu avec Mohamed Merah dans cet appartement il y a quelques mois. Selon le journal, dans le cadre d'une querelle de voisinage, Mohamed Merah avait fait l'objet d'un contrôle à son domicile et selon une main courante établie ensuite, un autre homme, né en 1973, demeurait dans l'appartement au moment du conflit. Cet élément n'a pas été mentionné pour l'heure par les enquêteurs. (lefigaro.fr 24.03)

A en croire son parcours, le présenter comme isolé ne tient pas. La preuve.

Le portail Agoravox pose des questions.

- Qu'est-ce qui peut faire qu'un paumé de banlieue de 23 ans puisse parler sur ce ton à l'instance la plus haute, en France, des services de sécurité du pays ? D'où lui est venue cette familiarité, à ce jeune meurtrier qui écrivait pourtant à son juge sur un ton très respectueux ? Pourquoi en était-il arrivé à autant de familiarité avec ce fonctionnaire ou ses subordonnés ? Pourquoi en être arrivé à vouloir souhaiter tuer celui qu'il aura eu pendant des mois comme interlocuteur privilégié ? S'est-il senti trahi ?

Pour une raison simple : on lui avait confié un rôle. Un double rôle, à l'évidence. Le jeune jihadiste devait en avoir à nous dire, en effet. Et mort, Bernard Squarcini s'est empressé de parler à sa place. Tellement rapidement que le soupçon n'est même plus supposé. Le lendemain même où le pantin terroriste été retrouvé en bas de son immeuble criblé de balles, l'homme qui avait demandé à le rencontrer à l'automne 2011 est venu aussi vite parler à sa place, pour nous dresser un tableau hallucinant

du personnage, mais aussi et encore plus de ses propres relations avec lui.

En fait, fort étrangement, ce n'est même pas le gros poisson de la sécurité française qui prend les devants en 2010. C'est le jeune de banlieue, fiché pourtant comme délinquant à surveiller par la police ou la médecine psychiatrique, qui décroche son portable et appelle Squarcini en personne : et il ne le fait pas alors qu'il est rentré, non, il le fait... à partir du Pakistan même. Tout le monde sait bien que c'est d'un naturel fou, pour un gamin de Toulouse qui avant ses voyages à 21 ans n'a jamais mis les pieds au dehors de la ville rose, à part une petite incursion en Espagne, d'appeler de son propre chef les services de renseignements français, au prix où sont les communications téléphoniques, même au fin fond d'une échoppe de communication pakistanaise : Mohamed Merah l'appelle le 13 octobre 2011 car il n'est pas en France à ce moment-là, il est au Pakistan. "*Dès que je rentre, je vous contacte*", a-t-il dit. Le 3 novembre, il rappelle de l'hôpital Purpan, à Toulouse, où il est hospitalisé pour une hépatite. "*Dès que je sors, je viens vous voir*", assure-t-il. "*Il fait preuve d'une excellente coopération, d'éducation, et de courtoisie*" raconte le chef du renseignement français. Car, fait totalement hallucinant pour celui qui a déjà eu maille à partir avec la police locale (au point de vouloir dégommer son représentant !) ; et vient de sortir d'une période de 9 mois de prison (pour une condamnation à 18 mois, preuve qu'emprisonné il s'est montré plutôt coopérant, pour une tête brûlée manifeste), celui qui possède un casier judiciaire lesté de 15 condamnations pour des faits sérieux (dont des agressions physiques), vient tranquillement causer le bout de gras avec un fonctionnaire de la police du plus haut niveau (Squarcini parlant d'un de ses adjoints comme interlocuteur). Et c'est lui qui propose le rendez-vous ! Un fonctionnaire un peu à côté de ses dossiers, puisqu'il oublie de lui parler ce jour-là d'une interdiction de prendre un avion américain, pour le cas où il y aurait une prochaine fois de programmé pour ses talents évidents de voyageur sans le sou vaillant.

Les autres services secrets, ceux de la concurrence pourrait-on dire, qui ont stipulé en 2011 que la rixe à laquelle a participé notre excité vient de lui fermer définitivement la porte des voyages sur les lignes US. C'est la deuxième fois, en prime, que les services US envoyaient la menace à leurs collègues français. la première fois, c'était en 2010... et ce sont eux qui avaient payé le retour à la case départ du Toulousain. Ce que raconte, toujours à sa façon, son illustre confident Squarcini : "*après un simple contrôle routier à Kandahar, en Afghanistan, en novembre 2010, qui est effectué par la police afghane. Ils le remettent aux Américains qui l'ont forcé à remonter dans l'avion pour rentrer à Kaboul. La direction de la sécurité et de la protection de la défense (DPSD), un des services de renseignement des armées, nous a signalé l'incident*". Un an avant que le jeune homme se propose de venir s'expliquer, les gens à qui il s'adressaient savaient déjà tout de lui, via l'ambassade française au Pakistan et celle d'Afghanistan qui avaient averti la France du "cas" Mérah.

"*Il vient à l'entretien avec sa clé USB qui contient ses photos de voyages. Il demande à s'allonger sur la table pour pouvoir discuter parce qu'il est malade, dit-il. Il explique en photos tout le parcours touristique qu'il a réalisé au Proche-Orient, en Afghanistan et au Pakistan.*" Un fonctionnaire des services de renseignement qui feuillette un album de photos "*familial*" ou de randonnée et semble s'en contenter, avouez que c'est tout aussi rare qu'un tueur en scooter qui circule sur un engin dont on connaît la trajectoire au mètre près grâce à sa puce émettrice incorporée ! Sidérante scène ! Racontée ce jour par Bernard Squarcini en personne ! (agoravox.fr 23.03)

Il semble établi que nous sommes en présence d'un coup tordu monté par les services secrets français. Quelle est la part de vérité dans tout cela, qui conduisait ce scooter, s'agissait-il bien du même, quant au Colt 45 il était facile aux policiers de le glisser discrètement dans sa voiture, etc.

Entre nous, on se fout de cette affaire si ce n'est qu'elle met en lumière les contradictions qui agitent le sommet de l'Etat et les fissures du régime. Le pire, c'est encore ceux qui sont incapables de prendre un minimum de recul et qui soutiennent la version officielle, le régime quoi.

Le flic-président-candidat des riches... et des coups tordus.

Le chef de l'Etat français Nicolas Sarkozy, candidat à sa succession à la présidentielle, a un patrimoine d'environ 2,7 millions d'euros, selon sa déclaration déposée au Conseil constitutionnel et publiée samedi au Journal officiel. (AFP 24.03)

La version chinoise du stalinisme ou l'idéologie des riches.

Selon l'agence Bloomberg , en 2011, le patrimoine personnel des 70 délégués chinois les plus riches de l'Assemblée nationale populaire de Chine a atteint les 90 milliards de dollars – soit 11,5 milliards de dollars de plus qu'en 2010.

Les délégués à la Conférence consultative politique du peuple chinois sont encore plus riches: le patrimoine personnel de chacun d'entre eux dépasse le milliard et demi de dollars (une hausse de 14% en comparaison de l'année dernière). (slate.fr 24.03)

INFOS EN BREF

Politique

France

Na !

Un journaliste du Monde assure que Nicolas Sarkozy a traité François Hollande de "nul". Le candidat socialiste lui répond que ce qualificatif "se rapporte toujours à celui qui l'emploie." C'est celui qui l'a dit qui l'est! François Hollande a répondu à Nicolas Sarkozy, ce samedi, lors d'un déplacement en Corse. Le président français avait qualifié le candidat socialiste de "nul", à en croire les confidences d'un journaliste du Monde. (lexpress.fr 24.03)

Hollande prend de la hauteur ! Il a trouvé un adversaire à sa taille !

Social

France

1- Des incidents ont éclaté samedi entre jeunes et forces de l'ordre à Nantes après une manifestation anti-aéroport qui avait rassemblé dans le calme de 3.000 à 10.000 manifestants.

Plusieurs centaines de jeunes restés après la dissolution de la manifestation ont été chargés à 19H00 par les forces de l'ordre, arrivées en force, avec plusieurs dizaines de véhicules de police et de gendarmerie et plus d'un millier d'hommes qui ont fait usage de lacrymogènes.

Selon un bilan établi par la préfecture, sept personnes ont été interpellées et cinq placées en garde à vue. Deux blessés légers ont été enregistrés l'un chez les forces de l'ordre, l'autre chez les manifestants.

Les jeunes, parmi lesquels des militants anarchistes qui avaient aussi manifesté contre l'aéroport, ont finalement été repoussés vers le nord de la ville, évacuant le Cours des 50 otages, une des principales artères nantaise, qu'ils occupaient depuis la fin de la manifestation et où des dégradations avaient été commises dont des feux de palettes et de poubelles.

Après la dissolution vers 17H00 de la manifestation qui s'est déroulée dans une ambiance bon enfant, un important feu de palettes avec de nombreux pétards a été allumé à 18H00 par des jeunes anarchistes restés au lieu de fin de défilé, au milieu du Cours des 50 otages.

Des jeunes ont ensuite commencé à lancer des projectiles en direction des forces de l'ordre qui ont répliqué.

"C'est des cons, c'est nul, des gens de l'extérieur", regrettait un des membres de l'Acipa, principale organisation anti-aéroport sur place.

Les manifestants anti-aéroport, au nombre de 3.000 selon la préfecture et 10.000 selon les organisateurs, dont certains sur quelque 200 tracteurs, avaient défilé dans le calme de 13H00 à 16H00 avant de tenir meeting au milieu du Cours des 50 otages.

Pour parer à tout débordement, compte tenu de la présence de plusieurs centaines de militants anarchistes venus d'autres régions et d'Europe, la préfecture avait mobilisé plus d'un millier d'hommes ainsi qu'un hélicoptère de surveillance et des canons à eau.

L'aéroport contesté, qui doit remplacer l'actuel aéroport de Nantes Atlantique, doit être construit d'ici à 2017 par le groupe Vinci à Notre-Dame-des-Landes, à 30 km au nord de Nantes. (AFP 24.03)

2- Près de 20.000 motards ont manifesté samedi aux quatre coins de la France pour promouvoir "*une autre politique de sécurité routière*" dans le cadre de la campagne présidentielle, à l'appel de la fédération française des motards en colère (FFMC).

L'objectif affiché par la FFMC pour cette mobilisation était de "*rappeler aux candidats à l'élection présidentielle que la sécurité routière n'est pas juste une affaire de +bons+ ou de +mauvais+ chiffres collés sur une courbe de mortalité en baisse depuis quarante ans, pour justifier ensuite toujours plus de verbalisations*", peut-on lire sur son site internet. (AFP 24.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 mars

CAUSERIE

Comment faire monter la sauce qui ne prend pas pour faire remonter la cote de popularité de Sarkozy ?

Le vrai terrorisme, c'est celui qui consiste à vouloir faire croire à la population que la crise, le chômage, la précarité, la pauvreté et toutes les conséquences dramatiques qui en découlent en France et dans le monde seraient du domaine de la fatalité. Les auteurs de cette théorie cherchent à masquer leur responsabilité dans la situation actuelle.

Il en va ainsi de la part de tous ceux qui entendent réformer la société à la marge, autrement dit sans rien changer tout en s'efforçant de vouloir faire croire le contraire.

Si je m'intéresse à cette affaire, c'est uniquement par respect pour la vérité et rien d'autre. Il est bon que je rappelle ici un souvenir personnelle ayant un rapport avec notre sujet et que j'ai relaté dans le site il y a quelques années déjà.

En 1985, quand j'habitais Clichy (92), nous avons revendu notre voiture, une VW Golf, à un membre de la brigade antiterroriste de Paris. Ce jeune policier, cheveux long, jean, baskets et blouson de cuir, voulut essayer la voiture, nous sommes donc aller faire une ballade pendant laquelle je lui ai posé des questions sur son boulot. Il m'a alors affirmé qu'il lui était arrivé ainsi qu'à ses collègues de croiser dans la rue ou de repérer des présumés terroristes activement recherchés par toutes les polices de France, d'en avoir informé sa hiérarchie qui lui avait dit de laisser tomber, ils avaient ordre de ne pas intervenir et de les laisser filer, ce qui pour lui était totalement incompréhensible. Je lui ai demandé s'ils savaient où les loger, il m'a répondu affirmativement en ajoutant qu'il fallait attendre les ordres d'en haut pour intervenir, du ministère de l'Intérieur ou de l'Élysée. En plaisantant, je lui ai dit que la période la plus favorable correspondait à celle d'élections quand on n'était pas en position de les gagner, il m'a répondu dépité, par exemple.

Ce jeune policier était sincère et rigoureux dans son travail, il pensait vraiment oeuvrer au bien-être commun tout en ayant compris qu'il était manipulé par en haut et qu'il servait davantage les intérêts du régime ou d'un parti politique avec lequel ils se confondaient. Cette confiance n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd qui s'en souvient parfaitement jusque dans les moindres détails, alors que je n'ai pas une très bonne mémoire, loin de là.

Propagande, quand les merdias matraquent.

Aujourd'hui les commentateurs de tous bords se perdent en conjecture face aux multiples questions et contradictions qu'a révélé ou qui ressortent du traitement de l'affaire Merah. Adhérant comme un seul homme à la version officielle concoctée par l'hystérique du Palais, ils ne trouvent évidemment pas de réponses satisfaisantes aux questions qu'ils se posent.

Les journalistes aux ordres du régime montent au créneau et s'emploient à la suite de la flicaille et de Sarkozy à présenter M. Merah comme un monstre abjecte, un barbare de la pire espèce, car apparemment la sauce n'a pas prise pour faire remonter suffisamment leur candidat fétiche, Sarkozy.

- Mohamed Merah regrettait d'avoir manqué "*la rentrée des classes à l'école juive*" - AFP

Dans ce cas-là, pourquoi n'a-t-il pas remis son crime au lendemain, après tout cela ne devait pas lui poser un problème puisqu'il continuait de vivre tranquillement comme si de rien n'était, selon le rapport des enquêteurs. Encore une contradiction, quoi !

Voilà un assassin (présumé) qui sait que la police est sur sa trace depuis 24h, et qui au lieu de plier bagage et de disparaître attend chez lui que les policiers viennent le tirer comme un lapin. Cela ne tient pas debout. Je veux bien qu'il n'ait pas été très fin, mais à ce niveau-là cela relève de la connerie pure, un suicide.

Autres éléments qui ne collent pas.

- C'est via un talkie-walkie, donné par les policiers en échange d'une arme, que Mohamed Merah a parlé pendant plusieurs heures mercredi dernier. Les informations qu'il a pu livrer sur son parcours sont le plus sujettes à caution, selon les enquêteurs. (Reuters 25.03)

Ils ont découvert une armurerie chez lui, quatre ou cinq flingues plus au moins deux fusils mitrailleurs et il aurait échanger un talkie-walkie contre une arme dont il n'avait manifestement pas besoin puisqu'il était déjà surarmé.

L'avantage du talkie-walkie par rapport à un portable où l'on peut enregistrer une conversation, c'est qu'il ne laisse pas de trace, dès lors il est possible de prêter à M. Merah n'importe quel propos pour ensuite les balancer aux journalistes et aux juges en charge de cette affaire qui croiront les policiers sur la foi du serment bien entendu, ces derniers étant évidemment incapables de mentir, d'ailleurs cela ne leur serait jamais venu à l'esprit, un policier est au-dessus de tout soupçon et sa parole ne saurait être

mise en doute comme chacun devrait le savoir.

Un bouc émissaire de plus. Ils se rabattent sur le frère, qui encore en vie, dénonce les propos que les policiers lui ont prêtés.

Le frère aîné de Mohamed Merah, l'auteur des tueries de Montauban et Toulouse, a été mis en examen dimanche pour "*complicité d'assassinats*", notamment, et placé en détention, a-t-on appris de source judiciaire.

Abdelkader Merah, âgé d'une trentaine d'années, est visé par les chefs de "*complicité d'assassinats*", "*association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme*" et "*vol en réunion*" pour le vol du scooter qui a servi à Mohamed Merah pour l'exécution de ses crimes.

Son avocate Me Anne-Sophie Laguens, commise d'office, a déclaré à la presse qu'il condamnait les actes de son frère cadet, abattu par les policiers du Raid jeudi dernier à Toulouse, et qu'il espérait ne pas devenir le bouc émissaire de cette affaire sans précédent en France.

"Il y a eu des fuites dans la presse qui étaient fausses, à savoir qu'il aurait dit qu'il était 'fier' des actes de son frère. Il tient aujourd'hui à bien exprimer le fait que c'est faux", a-t-elle rapporté. "Il les condamne fermement. Il a un peu l'impression que comme on n'a pas pu faire le procès de son frère qui n'est plus là aujourd'hui, peut-être qu'on se reporte sur la seule personne qu'on a. Pour le reste, il espère juste ne pas devenir le bouc émissaire des actes de son frère car c'est un peu ce qui est en train de se passer."

Dans ses échanges avec les policiers du Raid qui tentaient d'obtenir sa reddition, Mohamed Merah s'était efforcé de mettre hors de cause son frère en qui il "*n'a pas arrêté de répéter qu'il n'avait pas confiance*", selon le JDD.

Lors de sa garde à vue à Toulouse, Abdelkader Merah avait reconnu sa complicité dans le vol du scooter Yamaha T-Max utilisé par son frère tout en niant être au courant des projets meurtriers de celui-ci, selon une source policière. (Reuters et AFP 25.03)

Quand l'illusionniste Mélenchon revêt la livrée du laquais du régime.

- Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche, en déplacement à Villeneuve-Saint-Georges, dit son "*soulagement*" et confie avoir "*beaucoup de peine pour les 3 policiers blessés*". (nouvelobs.com 22.03)

Applaudissements à tout rompre dans les rangs de l'UMP !

C'est dingue, ils ne perdent pas une seule occasion pour montrer leur attachement à l'appareil répressif de l'Etat. Voilà à quel niveau de médiocrité infâme on tombe quand on privilégie "*l'humain d'abord*" à la lutte des classes.

Ainsi font font font les petites marionnettes, ainsi font font font, trois petits tours et puis s'en vont... Pas mal en guise de programme, non ? Que je suis con, l'essentiel c'est d'y croire, n'est-ce pas ? Le FdG est le clone de Die Linke en Allemagne, voyez plus loin où il en est.

Miracle. Mais où sont donc passés les pauvres ?

Un exemple de manipulation signée de la Banque mondiale et relayée par le portail Slate sous la plume de Moisés Naím, Senior associate de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, fondation qui pourrait avoir pour mission de soutenir l'entreprise impérialiste américaine et sioniste, qui comme chacun sait concourt au bien-être des peuples sur terre. La preuve.

- Enfin deux bonnes nouvelles: la pauvreté recule et l'ignorance aussi - Slate.fr

Réjouissons-nous !

- Il y a d'abord ce constat réjouissant: la pauvreté dans le monde en 2010 a diminué de moitié par rapport à l'année 1990. Dans toutes les régions du globe, le nombre de pauvres a baissé.

Si c'est la Banque mondiale qui le dit :

- "Selon un rapport qui vient d'être publié par la Banque mondiale, entre 2005 et 2008, de l'Afrique subsaharienne à l'Amérique latine, en passant par l'Asie et l'Europe de l'Est, la part des individus vivant dans des conditions de «pauvreté extrême» (ayant un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour) a diminué."

Chercher les pauvres serait devenu aussi difficile que de chercher une aiguille dans une botte de foin depuis 2010, si, si, puisqu'on vous le dit :

- "On atteindra plus tôt que prévu les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), auxquels ont souscrit 193 pays membres de l'ONU en l'an 2000. Conformément à l'un de ces objectifs, il s'agissait de réduire de moitié la pauvreté extrême au niveau mondial d'ici 2015. Eh bien, c'est chose faite –avec 5 ans d'avance !"

Il n'est pas beau le monde dans lequel nous vivons, franchement !

Réponse d'un internaute :

- "En regardant de près l'étude de la Banque Mondiale citée par l'auteur de l'article, on peut voir qu'elle compare les humains vivant avec moins de 1,25 US\$(PPP)/jour en 1990 avec ceux vivant avec 1,25 US\$(PPP)/jour en 2008. La PPP (parité de pouvoir d'achat) permet de comparer les pays entre eux, mais pas de comparer les années entre elles, et ne tient donc pas compte de l'inflation.

1,25 \$ de 1990 valait 2,08 \$ en 2008.

Je vous fais cadeau des 8 centimes, ce sera le bakshich pour les incompetents de la Banque Mondiale.

Toujours avec les données de la Banque Mondiale, on peut lire qu'en 2008, 2,47 milliards d'humains vivaient avec moins de 2 \$/jour.

Magnifique recul de la pauvreté dans le monde. Bravo aux magouilleurs de la Banque Mondiale.

Où l'on voit que certains ont l'art de trouver de quoi être optimiste jusque dans la misère des autres, sans parler de la répartition des richesses dans le Monde et dans les pays émergents.

Pour le QI, je crois que l'article se tire lui même une balle dans le pied, nul besoin d'en rajouter."

Plus fort encore. Comment tirer le bilan d'une décision qui relève de l'escroquerie ? Mode d'emploi.

- "Il y a une autre nouvelle dont je veux croire qu'elle est synonyme de progrès: l'humanité est de plus en plus intelligente. Les tests de quotient intellectuel révèlent que la moyenne mondiale augmente chaque année. Cette question demeure très controversée, car nombreux sont ceux qui considèrent que ces tests sont biaisés ou qu'il existe différentes formes d'intelligence, qu'il est d'ailleurs impossible de mesurer."

A défaut de posséder une conscience universelle ou parce qu'elle est supérieure à toute autre et n'entre pas dans ce cas de figure, il y a autant de "*formes d'intelligence*" qu'il y a de zéros après le premier chiffre qui figure en bas de votre relevé bancaire, en partant du principe qu'il est positif évidemment et en tenant compte que chacun n'a pas forcément accès à un compte bancaire.

Pas de bol, cela ne se voit pas !

- Il est facile de mépriser ces résultats ou d'affirmer que, étant donné les nombreuses crises que nous traversons, cette croissance de l'intelligence moyenne ne se traduit pas par un monde meilleur.

Pas possible, les pauvres sont moins pauvres mais toujours plus nombreux, et l'intelligence serait la faculté la mieux partagée dans le monde mais cela ne se traduirait pas dans les faits, c'est à se demander si ceux qui nous gouvernent le sont vraiment ou ce que l'on entend par intelligence, accepter d'être réduit en esclavage par le capitalisme et "*s'en réjouir*" ou s'organiser et engager le combat pour le renverser.

Il est un fait que l'explosion des moyens d'information ou de communication dans le monde (chaînes de télévisions par satellite, Internet) favorise l'accès à la connaissance dans le monde, il est un fait aussi que cela ne suffit pas pour l'interpréter correctement ou en faire bon usage ou encore oeuvrer consciemment à son émancipation du règne de l'exploitation et de l'oppression capitaliste, trouver la voie du socialisme...

Actualité en titres

Alors fermez-la !

(M. Merah) - '*Quelque chose en dehors de toute compréhension humaine*' - LeMonde.fr

- Toulouse : pour les élus locaux, *'l'explication sociale ne tient pas debout'* - LeMonde.fr

Puisqu'on vous dit qu'il n'était pas vraiment humain et que c'était un "monstre", un "fanatique" (Sarkozy), votre créature quoi, car quelque part vous vous ressemblez, le vieux monde pourri ne vous empêche apparemment pas de dormir à ce que je sache, non ?

[Qu'il crève, c'est la moindre des choses !](#)

- Dick Cheney a subi une transplantation cardiaque - Reuters

[La question débile du jour ou la mauvaise question.](#)

- Insecticides et pesticides sont-ils encore vraiment indispensables dans l'agriculture ... - Atlantico.fr -

[Vous avez raison de le revendiquer, il fait partie de votre héritage !](#)

- Jean-Marc Ayrault: *"La question de l'esclavage ne divise plus les Nantais"* - Lexpress.fr

Cette ordure voudrait-il qu'on en assume la responsabilité, qu'on la partage avec les Négriers et leurs partisans, avec le PS ? Trop c'est trop !

Quand on appartient à un parti qui n'a pas mis fin à la colonisation quand il était au pouvoir, on n'a aucune légitimité pour traiter de cette question. Quand on a collaboré avec des dictatures en Afrique issues de la colonisation quand on était au pouvoir, on n'a aucune légitimité pour traiter de cette question.

Si, l'esclavage continue de diviser la population, entre ceux qui l'ont perpétué sous la forme de la colonisation politique, pour ne la conserver en apparence que sous la forme économique de nos jours, et ceux qui l'ont toujours combattu, comme le PS ne fait manifestement pas partie de cette deuxième catégorie, il n'a aucune légitimité pour aborder cette question.

Fabius, en tant que représentant de Hollande, est allé faire allégeance récemment au régime féodal du Qatar, pour témoigner que les rapports de maître à esclave s'étaient inversés au profit d'un monarque rétrograde et dégénéré auquel le PS a proposé ses services et voudrait nous vendre, sans nous consulter évidemment.

Vous voyez monsieur Ayrault que cette question continue de nous diviser... heureusement d'ailleurs, car pour rien au monde nous ne voudrions vous ressembler, nous au moins, nous avons conservé notre dignité, vous, vous n'avez jamais su ce que cela signifiait vraiment ou vous n'en avez jamais eu, en fin de compte c'est cela qui nous divise (aussi) !

Pour vous, tout à une valeur marchande, pour nous non, voilà qui nous divise à jamais !

[On ne le dirait pas !](#)

- Un président doit-il être cultivé ? - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

Les chrétiens-démocrates (CDU) de la chancelière Angela Merkel demeurent la première force politique aux élections du Land de Sarre, mais leur partenaire du FDP n'obtient que 1,2% et n'aura pas de représentants au Parlement régional Landtag à Sarrebrück.

Le scrutin sarrois représente une nouvelle déroute électorale pour les Libéraux du FDP, qui obtenaient encore 9,2% aux dernières régionales de ce Land.

Selon les résultats officiels définitifs, la CDU recueille 35,2% des voix, soit un peu plus qu'en 2009, et le SPD (sociaux-démocrates) 30,6%.

Le parti La Gauche (Die Linke), les Verts et le nouveau parti Pirates seront en revanche représentés au parlement régional,

ayant atteint ou franchi la barre de 5% nécessaire pour y siéger.

Die Linke, dont la tête de liste est l'ancien ministre des Finances Oskar Lafontaine dans ce Land, est la troisième force politique avec 16,2%, mais en recul par rapport aux 21,3% des précédentes élections régionales. Les Verts obtiendraient tout juste 5%, soit un léger recul, et les Pirates 7,7%, selon ces projections. Ce parti fera son entrée au parlement local.

Au vu de ces premières projections, la ministre-présidente sortante, la chrétienne-démocrate Annegret Kramp-Karrenbauer, pourrait rester en fonctions, mais à la tête d'une coalition dont la composition changera, étant donné que le FDP ne pourra plus servir de force d'appoint à la CDU.

Ce scrutin régional, le premier de l'année en Allemagne, doit être suivi par deux autres au mois de mai: le 6 au Schleswig-Holstein et le 13 en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW), Etat-région le plus peuplé d'Allemagne où le gouvernement minoritaire SPD a récemment décidé d'organiser des législatives anticipées.

Avec ses 18 millions d'habitants, la NRW est plus peuplée que nombre de pays européens et ses élections ont eu ces dernières années un impact déstabilisant sur la politique nationale.

En NRW, selon le dernier sondage de l'institut Emnid, la CDU demeure le premier parti avec 35% d'intentions de vote. le SPD gagne un point à 28%, suivi des Verts à 15%. Die Linke et les Pirates obtiendraient 7% chacun et le FDP seulement 4%.

La chancelière Merkel, qui compte briguer un troisième mandat en 2013, devra alors presque certainement se trouver un nouveau partenaire de coalition, car les Libéraux du FDP, qui avaient culminé à 14,6% des voix aux dernières législatives en 2009, plafonnent actuellement à 3% ou 4% dans les sondages. Or, il faut obtenir au moins 5% des suffrages pour siéger au Bundestag.

En Sarre, l'issue la plus probable des tractations à venir devrait être un gouvernement de "grande coalition" réunissant les deux grands partis, CDU et SPD.

Le tête de liste du SPD en Sarre, Heiko Maas, a exclu dès dimanche soir de former une coalition "rouge-rouge" entre son parti et Die Linke.

Le jeune dirigeant du FDP, Philipp Rösler, a déclaré d'autre part au journal Hamburger Abendblatt que la CDU était un "*parti social-démocrate*" qui forme un "*méli-mélo*" avec le SPD - propos qui ne seront sans doute pas du goût de la chancelière.

Les élections en Sarre ont été déclenchées par les dissensions internes au FDP, qui ont eu raison de la fragile coalition "*Jamaïque*" - d'après les couleurs des partis CDU, Verts, FDP, qui étaient au pouvoir depuis deux ans dans le Land.

Si le FDP est évincé également des parlements régionaux de Schleswig-Holstein et de NRW, on estime que son dirigeant Philipp Rösler, par ailleurs ministre de l'Economie, sera contraint de quitter la direction du parti. L'an dernier, le FDP n'a pas réussi à obtenir des sièges lors de cinq des élections régionales qui ont eu lieu. (Reuters 25.03)

Les Verts ou les caméléons, ici ils gouvernement avec la CDU et le FDP, là avec le SPD. Quant à Die Linke, il se veut radical et critique envers le SPD, ce qui n'en l'empêche pas non plus de gouverner avec lui ici ou là, la stabilité du régime prime sur toute autre considération, on comprend.

2- Grèce

Les forces de police grecques ont tiré dimanche des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants anti-austérité dans trois villes du pays, en marge des défilés organisés à l'occasion de la fête nationale.

Le défilé militaire annuel commémorant le soulèvement de 1821 contre les Ottomans a eu lieu sur fond de mesures de sécurité sans précédent à Athènes, afin d'éviter que se reproduisent les heurts qui avaient eu lieu lors de précédentes célébrations. Le défilé a pu se tenir dans le calme, mais, hors des officiels, peu de personnes ont pu s'en approcher pour y assister.

A Athènes, certaines avenues avaient été bouclées et 4.000 policiers mobilisés dans le centre. Des agents des forces de sécurité avaient même été postés sur le toit du parlement et d'autres bâtiments de la place Syntagma, où ont eu lieu de violentes manifestations contre l'austérité l'an dernier.

A Patras, ville portuaire de l'ouest du Péloponnèse, une cinquantaine de manifestants ont bombardé les policiers de bouteilles et de pierres, après avoir été empêchés d'approcher de la tribune où des personnalités assistaient à un défilé étudiant.

La police a également fait usage de gaz lacrymogènes contre 200 manifestants qui tentaient de perturber des défilés étudiants à Héraklion et La Canée, en Crète.

La police a fait état de 39 arrestations dans l'ensemble du pays. (Reuters 25.03)

3- Tunisie

Environ 8.000 salafistes ont défilé dimanche dans le centre de la capitale tunisienne pour demander l'instauration d'un Etat islamique dans le pays considéré comme l'un des plus laïques du monde arabe et qui fut le précurseur, l'an dernier, du "*printemps des peuples arabes*".

Brandissant des drapeaux noirs, les manifestants rassemblés sur l'avenue Habib-Bourguiba, la plus grande artère de Tunis et le point de ralliement de la "*révolution du jasmin*" qui balaya en janvier 2011 le régime autocratique du président Zine en Ali.

La foule a scandé des slogans demandant que la "*charia*" (loi coranique) devienne dans la future Constitution la source principale de la législation.

Avant la fin du rassemblement, des manifestants ont marché sur le grand théâtre situé sur l'avenue Bourguiba pour exiger sa fermeture et en menaçant de s'en prendre aux comédiens et aux artistes.

Nombre de protestataires scandaient, au grand dam des laïques, le slogan "*Le peuple veut un califat !*", référence à la forme de gouvernement régissant les empires musulmans qui ont existé pendant des siècles.

La Constitution actuelle stipule que l'islam est la religion d'Etat mais pas une source de la législation. (Reuters 25.03)

Economie

Automobile

General Motors, qui a récemment passé une alliance avec PSA Peugeot-Citroën, pourrait développer ses capacités de production dans des pays à bas coûts, tout en fermant son usine allemande de Bochum et anglaise d'Ellesmere Port, écrit Der Spiegel dimanche, citant un document stratégique interne.

Suivant le document "*Global Assembly Footprint*", si les ventes augmentaient, GM produirait les nouveaux véhicules dans des pays tels que la Pologne, la Russie, la Chine, l'Inde, le Mexique et le Brésil, poursuit Der Spiegel.

Toujours selon ce document, GM compte exporter d'ici 2016 300.000 véhicules de plus en Europe, construits au Mexique, en Corée et en Chine.

"*Aucune décision n'a été prise à cet égard pour la production automobile d'Opel*", a dit dimanche un porte-parole de GM Europe.

Opel exclut des fermetures de sites et des suppressions d'emplois jusqu'à la fin 2014 mais la filiale européenne de General Motors n'a aucun a priori quant aux initiatives déployées pour devenir plus rentable à l'avenir, a déclaré de son côté son président du directoire Karl-Friedrich Stracke.

"*Nous avons un accord clair qui protège les sites jusqu'à la fin 2014; il n'est pas remis en cause*", a-t-il dit, dans un entretien publié samedi dans le Bild. "*Il nous faut une stratégie globale qui prenne en compte tous les éléments et paramètres; il n'y a aucun tabou*", a-t-il ajouté.

Prié de dire si le personnel d'Opel jouirait de la sécurité de l'emploi jusqu'à la fin 2014, Stracke a répondu: "Correct!".

Il a ajouté qu'il espérait que la société puisse présenter au personnel des décisions concrètes dans deux à trois mois, afin de leur apporter une vision plus précise de l'avenir.

Les dirigeants d'Opel présenteront mercredi prochain au conseil de surveillance un projet prévoyant la fermeture de deux usines en Europe pour réduire d'environ 30% les capacités de production, a-t-on appris cette semaine de plusieurs sources informées des discussions au sein de l'entreprise.

Les usines de Bochum, en Allemagne, et d'Ellesmere Port, au Royaume-Uni, sont considérées comme les plus menacées. Prié de dire si le conseil de surveillance déciderait mercredi de la fermeture de deux usines en Europe, Stracke a répondu: "*Faux! Bien*".

sûr, nous discutons des moyens de rendre l'entreprise plus rentable mais une décision sur les fermetures de sites n'est pas à l'ordre du jour."

Vendredi soir, les journaux du groupe de médias WAZ rapportaient, citant des sources gouvernementales, que Stracke avait informé le gouvernement allemand d'un projet de fermeture du site de Bochum, ajoutant qu'une réunion entre Stracke et les syndicats était prévue lundi.

"Il faudra examiner tous les sites d'un oeil critique. Mais pour l'heure, Bochum produit trois produits très importants pour Opel", a dit Stracke, au sujet de l'avenir du site au-delà de 2014.

"Nous suivons la situation de près et sommes en contact avec la direction d'Opel", a déclaré une porte-parole du ministère de l'Economie allemand, renvoyant aux déclarations de Stracke.

Dans l'intervalle, les dirigeants syndicaux d'Opel-Vauxhall et de PSA Peugeot-Citroën vont ouvrir des discussions en avril en vue de forger une alliance face aux deux groupes et de défendre l'emploi, avait dit vendredi la Fédération européenne de la métallurgie (FEM). (Reuters 25.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 mars

CAUSERIE

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

A court d'armes sans doute, en échange du talkie-walkie remis par les policiers il en aurait demandé une. Cela ne tient pas.

- Les sept armes retrouvées dans l'appartement et les véhicules du tueur au scooter confortent son profil de «djihadiste» atypique. (lefigaro.fr 26.03)

Au fait, parmi ces armes, figurait-il celle que les policiers lui auraient remise ? Apparemment, il n'en est plus question nulle part, envolée. S'en était-il servi lors de l'assaut donné par les policiers du Raid ? Quelle question, personne ne l'a posée.

On doit prendre avec énormément de précaution les dires des médias qui écrivent vraiment n'importe quoi. En huit jours on aura vraiment tout lu et son contraire.

Il ne manquait plus que le Qatar à la rescousse !

La police judiciaire dispose depuis lundi d'un montage vidéo des tueries de Mohamed Merah à Toulouse et Montauban, dans lesquelles sept personnes sont mortes. Ce film était "stocké sur une clé USB", placée dans une enveloppe reçue au siège parisien de la chaîne d'informations qatarie Al-Jazira, a-t-on indiqué de sources policières, confirmant une information du site du Parisien. Selon ces sources, Al-Jazira n'a rien diffusé mais a très probablement conservé une copie du montage.

"C'est un montage vidéo des images des différentes tueries avec de la musique et des versets du Coran", a dit à l'AFP l'une de ces sources.

Selon Le Figaro, la vidéo de 25 minutes a été envoyée depuis un petit village à côté de Toulouse avec une lettre de revendication d'Al-Qaida. Si la vidéo a été authentifiée, la lettre, en revanche, est jugée fantaisiste par plusieurs sources policières. *"Elle ne correspond pas aux modèles très précis de revendication de la nébuleuse terroriste, elle n'est pas rédigée en arabe et elle ne comporte aucune estampille identifiée à la nébuleuse Al-Qaida",* précise le quotidien.

L'identité de l'expéditeur reste inconnue. Le colis "portait un cachet postal daté de mercredi dernier", précise Le Parisien. *"Les enquêteurs essaient de savoir si la lettre a été postée mardi soir par Mohamed Merah lui-même ou par un complice mercredi matin",* indique encore le quotidien. Le siège par le RAID de l'appartement situé rue Sergent-Vigné dans le quartier de la Côte-Pavée à Toulouse, qui a duré 32 heures, avait débuté dans la nuit de mardi à mercredi.

Selon une source proche de l'enquête, les policiers avaient acquis la certitude dimanche que Mohamed Merah avait préparé

la diffusion des films sur Internet "*en l'accompagnant d'une revendication*". (lemonde.fr 26.03)

Au fait, Al-Jazira, ne serait-ce pas par hasard la chaîne de télévision qui avait réalisé des montages frauduleux sur la Libye et la Syrie soutenant la thèse de la coalition impérialiste américano-franco-britannique contre ces régimes ? Des experts en matière de montages vidéos, ils en ont les moyens les dégénérés de cette pétro-monarchie adulée par Paris, Londres et Washington.

Etrange, ils n'auraient pas encore découvert l'expéditeur de cette lettre, or les résultats d'un test ADN sont obtenus en 24H, n'en ont-ils pas réalisé sur le cadavre du tueur présumé, son frère et leurs proches ?

On imagine qu'il avait pris soin de se munir de gants quand il était allé acheter un timbre et une enveloppe, et qu'il les avait gardés au moment de manipuler la feuille de papier sur laquelle il allait imprimer son message, et évidemment il a pris soin de ne pas mettre sa salive sur le timbre et l'enveloppe qui aurait pu le trahir, et si ce n'est pas lui qui l'a posté, la personne qui s'en est chargée a dû penser à prendre toutes ces précautions.

Bref, il aurait eu suffisamment d'à-propos pour penser à tous ces détails d'une importance cruciale pour ne pas être découvert, mais à aucun moment il n'aurait pu imaginer que les policiers pourraient remonter jusqu'à lui, car voyez-vous il était totalement inconnu des fichiers de la police, il n'avait jamais eu maille à partir avec la justice, 15 fois seulement... A suivre.

Autre question : pourquoi aurait-il envoyé cette vidéo à ce moment-là, alors qu'il se destinait selon les enquêteurs à commettre d'autres crimes ? Pour qu'on l'identifie plus facilement ? Il avait envie de mourir ou il était complètement cinglé, voilà tout, et on voudrait nous faire avaler cette version-là. Un coup on nous le présente comme un déséquilibré, un coup comme quelqu'un de très réfléchi, il faudrait savoir.

Dites-donc, il a fait fissa "*le monstre*" pour réaliser ce montage, ce devait être un expert qui s'ignorait, il avait du faire cela toute sa vie sans doute. Dès le mardi 20 mars, par les médias il savait que la police était à la recherche du conducteur du scooter qui avait été utilisé lors des tueries, et au lieu de préparer sa fuite il s'est mis à bricolé tranquillement sur son ordinateur comme si de rien n'était, et bien entendu à aucun moment il n'a soupçonné que les enquêteurs pourraient être sur sa piste ; il était soi-disant très intelligent et capable d'avoir une imagination débordante, mais bizarrement, là toutes ses qualités se sont évaporés d'un coup.

Du côté de chez son frère : rien, pas de bol !

- Abdelkader aurait dîné avec son cadet le 18 mars, la veille de l'attaque de l'école juive.

On indiquait cependant samedi que l'examen du contenu des ordinateurs d'Abdelkader n'avait rien révélé de probant et la perquisition de son domicile n'a mis au jour ni arme, ni explosif, selon cette même source. (AFP 26.03)

Dépité, que cela ne tienne, puisque le petit dictateur du Palais exige un coupable vivant, c'est plus consistant, cela devrait tenir en haleine plus longtemps les médias et les autres candidats sur le terrain de la sécurité cher au bonaparte chef des armées-président-candidat.

Du côté de son père : l'Etat français a assassiné son fils.

- Lundi soir le père du tueur, Mohamed Benalel Merah, a dit vouloir porter plainte contre la France. "*Je vais engager les plus grands avocats et travailler le reste de ma vie pour payer les frais. Je vais porter plainte contre la France pour avoir tué mon fils*", a déclaré à l'AFP M. Merah.

"*La France est un grand pays qui avait les moyens d'arrêter mon fils vivant. Ils auraient pu l'assommer avec du gaz et l'arrêter, ils ont préféré le tuer*", a-t-il affirmé. (AFP 26.03)

Peu importe qui est ou ce qu'a pu faire dans le passé monsieur Mohamed Benalel Merah, il a parfaitement raison, il est clair que les policiers du Raid avaient reçu ordre de le tuer, la question est de savoir pourquoi.

L'injustice sociale élevée au rang d'idéal et qui porte un non : la méritocratie.

Des apparences...

"*Il y a un besoin de récompenser et de rassurer les actionnaires*" lit-on dans un article de l'AFP d'hier.

Non, seul le travail devrait être rémunéré et non ces sangsues, ces parasites...

... aux fondements.

On a évoqué de nombreuses raisons pouvant expliquer la crise financière qui touche le monde entier, ou presque, depuis 2007 et l'effondrement des crédits à risque américains. L'une d'elle recueille de plus en plus de défenseurs : ce sont les inégalités qui sont coupables. (Atlantico.fr 26.03)

Inégalités qui constituent les fondements du système économique capitaliste et non les inégalités qui en sont les conséquences, à ne pas confondre.

Les inégalités au niveau de la répartition des richesses produites est le produit ou le pendant des inégalités au niveau des moyens de production, entre ceux qui les possèdent et nous imposent leur politique pour s'enrichir, et ceux qui n'en possèdent pas, qui doivent vendre quotidiennement leur force de travail pour assurer leur survie.

Comme il se trouve que ce sont justement ceux qui détiennent le pouvoir politique qui détiennent les moyens de production (et d'échange) à la base de toutes les inégalités, pour mettre un terme à cette situation, il faut impérativement au préalable que la classe des exploités prennent le pouvoir politique.

C'est aux inégalités qui sont à l'origine du capitalisme qu'il faut s'attaquer pour que disparaissent les conséquences qui en découlent et que subissent les travailleurs et leurs familles. Que ce soit la prise du pouvoir politique ou la remise en cause des fondements du capitalisme, dès lors que l'on sait lire, on s'aperçoit que ni l'un ni l'autre ne figure au programme de l'illusionniste et pro capitaliste Mélenchon.

La crise, connaissent pas : ils se gavent !

En France

Maurice Lévy, le patron du groupe publicitaire Publicis, va toucher cette année 16 millions d'euros de rémunération différée, a indiqué le groupe lundi, confirmant une information du site internet *La Tribune*.

Cette partie de salaire variable qui a été mise de côté pour lui être versée en 2012 s'ajoute à sa rémunération régulière.

Publicis explique que "*la rémunération différée correspond à une part prélevée de sa rémunération depuis 2003 et dont la paiement a été différé - à titre de rétention*". Le groupe indique que cette rémunération a été approuvée en assemblée générale.

Jusqu'ici, la rémunération de M. Lévy était divisée en trois parties: une fixe (900.000 euros), une variable (plafonnée à 2,7 millions d'euros, un maximum atteint en 2010 et 2011) et enfin la partie différée.

En août 2011, M. Lévy s'était déjà illustré en demandant à ce que les plus fortunés des Français payent un supplément d'impôt mais il s'est récemment élevé contre la proposition de François Hollande de taxer à 75% les revenus supérieurs à un million d'euros par an. (AFP 26.03)

Aux Etats-Unis.

L'étude partielle, réalisée par le cabinet de conseil en gestion Hay Group, se base pour l'instant sur 75 entreprises américaines, dont le bénéfice net a progressé de 17% en 2011. L'étude complète, qui concerne 300 entreprises, sera publiée "*plus tard ce printemps*", annonce le Wall Street Journal. D'après les premiers résultats, la rémunération médiane des patrons est de 9,4 millions de dollars en 2011, contre 9,3 millions de dollars selon l'étude complète de 2010.

La rémunération du patron d'Apple, Tim Cook, est estimée à 378 millions de dollars en 2011. Celle du patron du groupe de médias Viacom, Philippe Dauman, qui dominait le classement en 2010 avec une rémunération évaluée à 84,3 millions de dollars, est de 42 millions de dollars en 2011. (lefigaro. fr 26.03)

La culture du martyr ne fait pas partie de la lutte de classe.

Plus de sept Français sur dix (73%) sont prêts à travailler plus pour sauver leur emploi, mais à condition de gagner plus, selon un sondage Opinion Way pour les éditions Tissot, publié lundi.

En revanche, 68% d'entre eux ne sont pas prêts à travailler plus pour la même rémunération, ni à remettre en question leur RTT ou nombre de congés payés, nuance cette étude. (AFP 26.03)

Pas de bol, les "veaux" ne se résignent pas, ils résistent, pire, ils exigent de conserver tous leurs droits sociaux acquis. Ce sont sans doute de mauvais citoyens, de mauvais Français...

L'avorton dictateur pris en flagrant délit de délit de faciès.

Si l'on en croit le président de la République, la religion d'une personne peut se voir sur son visage. Interrogé ce lundi matin sur France Info sur les tueries de Toulouse et Montauban, Nicolas Sarkozy a déclaré que deux des soldats abattus par Mohamed Merah étaient «*musulmans, en tout cas d'apparence*».

Il venait d'affirmer, on ne peut pas «*assimiler Merah, né en France, aux migrants*». «*Dire "immigration = Mohamed Merah", cela n'a aucun sens*», a martelé le chef de l'Etat, ajoutant «*de même, les amalgames n'ont aucun sens*». (20minutes.fr 26.03)

Avant d'en commettre un particulièrement odieux la seconde suivante ! Cela prouve dans quel état d'esprit il se trouve en se contredisant en moins d'une minute, il doit se croire tout permis et prendre les auditeurs qu'ils méprisent pour des abrutis finis.

Contrairement à ce qu'il affirme, ceux qui recourent à des amalgames savent généralement ce qu'ils font et leurs contenus à un sens parfaitement identifiable. Dire d'une personne de type maghrébin qu'elle est de confession musulmane, c'est lui attribuer d'office une religion particulière en fonction de son origine que l'on a cru détecter en observant uniquement son visage, cela revient à accoler d'office une religion à une personne fondé sur les apparences, ce qui est intolérable. Ne serait-ce pas à partir de ce critère que les nazis entamèrent la rafle des juifs, sur la forme supposée du nez juif ?

A qui revient le bonnet d'âne ?

"On appellera à battre Sarkozy", même si le programme de François Hollande est "libéral" et même si le Nouveau parti anti-capitaliste (NPA) n'a "aucune confiance" dans le candidat du PS, a affirmé M. Poutou devant la presse, en marge d'un meeting de campagne à Clermont-Ferrand.

Si M. Hollande gagne les élections, "ce sera une austérité de gauche. On pense que ce n'est pas bon du tout", a-t-il insisté. "Mais cela ne veut pas dire que Sarkozy et Hollande, c'est blanc bonnet et bonnet blanc", a-t-il dit. (AFP 26.03)

Austérité de droite ou austérité de gauche voilà à quoi se résume "l'alternance" pour laquelle on nous appelle à voter, ce sera sans nous. Retirer de droite et de gauche, que reste-t-il, l'austérité. Quant au bonnet, vous pouvez le retourner dans tous les sens, il demeurera un bonnet d'âne !

Comment faire confiance à un parti appelant à voter pour un candidat dans lequel il n'a "aucune confiance" ?

La confiance n'est pas quelque chose qui se découpe en rondelles ou qu'on pourrait évaluer sur une échelle, on a ou on n'a pas confiance en quelqu'un, dans un parti, etc. C'est quelque chose que l'on donne, que l'on ne donne pas ou que l'on reprend, mais pas les deux à la fois, il en va ainsi dans la vie en général.

Le doute est-il permis ? La réponse est définitivement non !

Selon Martine Billard, coprésidente du Parti de gauche, à propos "différents types de réponse à apporter à la crise (...) pour l'instant, on est dubitatifs sur celles que propose François Hollande." (lemonde.fr 26.03)

Dubitatif : Qui exprime le doute, l'incertitude ou le scepticisme. (Le Grand Robert de la langue française)

Quant à nous, nous n'avons aucun doute sur les politiques proposées par Hollande ou Mélenchon qui toutes deux s'inscrivent dans le cadre du respect de l'ordre établi, y compris européen, et au-delà mondial. Qu'on ne compte pas sur nous pour colporter des illusions dans l'un ou l'autre chez les travailleurs ou les militants.

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

Le dernier coup des Pirates vient de plonger les partis politiques allemands traditionnels en état de choc. Laminés dans la Sarre, les partenaires libéraux d'Angela Merkel ont réagi de façon symptomatique en dénonçant la «*tyrannie*» du parti des Pirates, nouvelle sensation politique outre-Rhin. Après s'être lancé à l'abordage de l'Allemagne avec succès aux élections régionales à

Berlin, où il avait fait 9% en septembre, le jeune mouvement contestataire a confirmé ce week-end à Sarrebruck qu'il faudra désormais compter avec lui.

En remportant 7,4% des suffrages, les Pirates ont passé haut la main le seuil des 5% requis pour entrer au Landtag lors des élections régionales dans la Sarre, le petit État régional industriel du sud-ouest de l'Allemagne. Le mouvement y est parti de zéro et s'est imposé d'emblée comme la quatrième force politique à Sarrebruck. Il dépasse les Verts, mais aussi les libéraux du FDP.

Leur irruption sur la scène politique rappelle celle des Verts, qui ont commencé par être un mouvement contestataire dans les années 1980 - luttant pour la paix, l'écologie et contre l'énergie nucléaire - avant de devenir un parti établi. Les Pirates, qui ont séduit l'électorat jeune des Verts, mais aussi les électeurs libéraux et 20% d'abstentionnistes, prônent surtout la démocratie directe sur Internet.

Créée en 2006, cette formation avait fait sensation en entrant au parlement de la ville-Etat de Berlin à l'issue des élections régionales du 18 septembre dernier, avec 9% des voix.

Dans aucun autre pays d'Europe, ce mouvement originaire de Scandinavie et maintenant actif dans plus de 30 pays, n'a remporté de tels succès, la Suède mise à part, où ils ont deux députés au parlement européen.

Aucun autre parti depuis la fondation de la République fédérale allemande ne s'est établi aussi vite que les Pirates, qui ont désormais des fédérations régionales dans les 16 Länder du pays, remarque l'hebdomadaire Der Spiegel.

Ils militent pour plus de transparence en politique, réclamant notamment que les députés fassent état de tous leurs revenus, pour éviter les conflits d'intérêt. Ils sont pour la protection des animaux, le développement des réseaux de transports en commun. Sachant aussi se montrer pragmatiques, ils soutiennent la «*règle d'or*» visant à maîtriser les déficits. Leur succès dans la Sarre, loin des grandes villes, démontre leur capacité à séduire sur l'ensemble du territoire.

Selon les derniers sondages, les Pirates semblent partis pour continuer sur leur lancée aux deux prochains scrutins régionaux: au Schleswig-Holstein (nord), le 6 mai prochain, ils sont crédités de 5% des intentions de vote et en Rhénanie du Nord-Westphalie, de 6%. Et pour les prochaines élections fédérales, qui doivent avoir lieu en septembre 2013, les instituts leur prédisent un score compris entre 5 et 7%. Jugeant qu'ils sont un «facteur important», la chancelière se garde au contraire de sous-estimer les Pirates. (lefigaro.fr 26.03)

Les Pirates soutiennent la «*règle d'or*», ils sont aussi dangereux qu'un "*capitaine de pédalo*" ou celui qui entend le faire échouer sur un banc de sable de toute manière, selon le principe que "*celui qui le dit c'est celui qui l'est*" !

2- Syrie

Les insurgés syriens qui combattent les forces du président Bachar al Assad compteraient des enfants dans leurs rangs, en violation des conventions internationales qui interdisent le recrutement d'enfants soldats, a déclaré lundi à New York, sans toutefois le confirmer, une responsable des Nations unies.

La semaine dernière, le groupe de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), dont le siège est à New York, a accusé des groupes de l'opposition syrienne d'avoir enlevé, torturé et exécuté des partisans du président Assad et des membres des forces de sécurité. (Reuters 26.03)

L'entreprise des va-t-en-guerre impérialistes pour faire main basse sur la Syrie commence à prendre l'eau de partout... On dirait qu'il y a dans le monde parmi les intellectuels qui ont commencé à tirer les enseignements de la guerre contre la Libye. Ils feraient bien de s'occuper du cas du Qatar, d'Al-Qaïda, de la Fed, etc.

3- Israël

Israël a annoncé lundi avoir rompu tout contact avec le Conseil des Nations unies pour les droits de l'homme à la suite de sa décision la semaine dernière d'ouvrir une enquête internationale sur les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens.

Cette rupture, annoncée par le ministère des Affaires étrangères, signifie que la mission d'information que le CDH espérait envoyer sur le terrain ne sera pas autorisée à entrer en Cisjordanie ainsi qu'en Israël.

Le 22 mars, le CDH a condamné la construction annoncée par Israël de nouveaux logements pour les colons juifs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, y voyant une entrave au processus de paix et une menace pour la solution à deux Etats et la création d'un Etat palestinien indépendant.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a dénoncé une initiative "*hypocrite*", ajoutant que le CDH disposait d'une "*majorité automatique hostile à Israël*".

Ce forum, qui siège à Genève et compte 47 pays membres, a voté en faveur de cette proposition par 36 voix pour, dont celles de la Chine et de la Russie. Les Etats-Unis ont été le seul pays à voter contre.

Le texte avait été présenté par le Pakistan au nom de l'Organisation de coopération islamique (OCI), avec le soutien d'Etats comme Cuba et le Venezuela.

Un demi-million d'Israéliens et 2,5 millions de Palestiniens vivent en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, territoires capturés par l'Etat hébreu lors de la guerre des Six-Jours en 1967. (Reuters 26.03)

Social

1- France

1.1- Quand le secrétaire général du patronat rencontre Hollande.

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque, qui a rencontré lundi François Hollande, a plaidé auprès du candidat socialiste pour une réforme des retraites "*systémique*" et salué sa volonté de "*constitutionnaliser*" le dialogue social.

M. Chérèque a demandé à M. Hollande, s'il est élu, "*d'étudier tout de suite, dès après l'élection, la mise à plat de notre système de retraite pour éventuellement faire une réforme systémique*", basée sur la durée de cotisations. "*Il nous a dit qu'il était prêt à réfléchir*", a indiqué le leader de la CFDT. (AFP 26.03)

1.2- Chômage toujours en hausse.

Le chômage a augmenté en février pour le dixième mois consécutif et devrait poursuivre sa hausse jusqu'à l'été, un phénomène qui pourrait peser lourd dans le choix des Français appelés à choisir leur futur président le 6 mai prochain.

Le nombre de demandeurs d'emploi a atteint le mois dernier son plus haut niveau depuis octobre 1999. Et le pire est peut-être à venir, estiment les spécialistes.

"*Aucune bonne nouvelle n'est à espérer sur le front du chômage cette année*", déclare Alexandre Mirlicourtois, directeur des études du cabinet économique Xerfi, dans une analyse intitulée "*le risque d'embrasement*" diffusée jeudi dernier.

On comptait près de 2,9 millions de demandeurs d'emploi fin février en métropole dans la catégorie A, la plus regardée, et près de 4,3 millions dans les trois catégories principales.

Toutes catégories confondues, "*la barre des 5 millions sera franchie en juin ou juillet et le pire est à venir*", ajoute Alexandre Mirlicourtois, car les perspectives des entreprises sont mauvaises dans l'ensemble des secteurs.

Les entreprises risqueraient ainsi non seulement de ne plus embaucher mais d'ajuster leurs effectifs en se séparant désormais de personnes en contrat à durée indéterminée.

L'Unedic, qui gère l'assurance chômage, estimait fin janvier que le nombre de chômeurs indemnisés augmenterait d'environ 140.000 cette année, soit plus du double qu'en 2011.

L'emploi, qui figure en tête des préoccupations des Français, s'est pour l'instant fait discret dans la campagne.

Face à la hausse continue du chômage, Nicolas Sarkozy présente régulièrement la situation française comme meilleure que celle de ses voisins. Les statistiques montrent au contraire que la situation de la France est la plus mauvaise des pays de la zone euro qui lui sont comparables (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique et Autriche), à l'exception de l'Espagne.

"*Les chiffres de ce soir manifesteront une amélioration de la situation avec une baisse tendancielle de l'augmentation du nombre de chômeurs*", a dit le président lundi sur France Info.

Il s'agit d'un "net ralentissement par rapport à la fin de l'année 2011", s'est réjoui pour sa part le ministre du Travail, Xavier Bertrand.

Pour l'économiste et chercheur au CNRS Philippe Askenazy, ils sont au contraire "*le signal d'une augmentation de*

"hyperprécarité", avec *"une multiplication des contrats à durée déterminée très courts, parfois une semaine seulement"*, qui explique la hausse de 2,4% des demandeurs d'emploi de catégorie B (ayant travaillé moins de 78 heures au cours du mois).

En effet, le mois de février montre une évolution contrastée selon les catégories, *"le ralentissement de la catégorie A cachant une accélération de la catégorie B"*.

D'un côté, la hausse (+0,2%) du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) a nettement ralenti en février (+6.200 personnes de plus après +13.400 en janvier, 29.000 en décembre et novembre).

De l'autre, les chiffres incluant les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (A + B et C) ont augmenté à un rythme plus soutenu (+0,5%) que le mois précédent avec une hausse de 20.400 personnes (+4.800 en janvier). (Reuters et AFP 26.03)

1.3- Poursuite de la grève des éboueurs à Lyon

Une centaine d'éboueurs ont manifesté lundi à Lyon sous les fenêtres du bureau de Gérard Collomb, maire PS de la ville où débutait une troisième semaine de grève du ramassage des ordures, motivée par un refus du redécoupage de la collecte entre secteurs public et privé.

"C'est la troisième semaine que l'on attaque, ça commence à faire long, mais les collègues sont toujours déterminés", a déclaré devant les manifestants massés devant l'hôtel de ville, Myriam Camusso, secrétaire générale FO du Grand Lyon (agglomération lyonnaise), en charge de la collecte des ordures.

Mme Camusso a appelé M. Collomb, également président du Grand Lyon, à recevoir une délégation de grévistes, qui prévoient une grande manifestation devant l'hôtel de ville mercredi, avec le soutien de collègues venus de Rhône-Alpes et d'Auvergne.

"On essayera de ne pas tomber dans le piège de Gérard Collomb qui est de nous mettre la population à dos", a expliqué de son côté Jamel Mohamed, de la CGT.

Epaulés par l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT-FO-FAFPT-Unsa-Ugict/CGT, les grévistes ont distribué des tracts dénonçant une *"privatisation"* progressive de la collecte des ordures ménagères et fait signer une pétition appelant M. Collomb à *"ouvrir des négociations"*.

La poursuite de la grève a été votée massivement lundi, comme chaque jour depuis le 12 mars. Les grévistes étaient encore 40% (contre 41% vendredi) parmi les 400 éboueurs employés par la communauté urbaine, selon le Grand Lyon. (AFP 26.03)

La famille de Wissam El-Yamni, mort à la suite de son interpellation la nuit de la Saint-Sylvestre, a demandé une contre-autopsie, estimant que les résultats de l'autopsie présentaient *"des anomalies"*, a déclaré à l'AFP son frère Farid El-Yamni.

"L'autopsie a été réalisée sans le dossier médical (du CHU de Clermont-Ferrand), sans les photos et avec la seule version policière des faits", a-t-il expliqué.

Me Jean-François Canis, avocat du frère et de la soeur de Wissam, a confirmé avoir reçu la demande qu'il va traiter dans les prochains jours.

Cette contre-autopsie va encore ralentir la restitution du corps de Wissam qui est toujours à la morgue depuis près de trois mois.

Fin janvier, le parquet avait annoncé que l'autopsie préliminaire de Wissam excluait une mort traumatique due à des coups des policiers. Le procureur avait néanmoins envisagé la piste d'une mort consécutive à une *"compression des artères carotides internes"* lors du transport en voiture de police.

Le chauffeur routier, âgé de 30 ans, est mort neuf jours après être tombé dans le coma à la suite d'un malaise cardiaque lors de son interpellation.

L'affaire avait provoqué plusieurs nuits de tension dans les rues de Clermont-Ferrand et une forte colère contre la police.

Une information judiciaire pour *"violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner par personne dépositaire de l'autorité publique"* a été ouverte. Deux policiers, actuellement en congés, sont visés dans l'affaire. (AFP 26.03)

2- Canada

Jeudi, ils étaient 300 000 à protester contre l'augmentation de 75% des frais d'université d'ici 2017 annoncée par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Dans cinq ans, la facture aura ainsi triplé, avoisinant les 3 700 dollars (2 800 euros) par semestre : une mesure qui va accroître l'endettement des étudiants et réduire l'accès à l'université.

Chaque jour, de nouvelles manifestations sont organisées et les assemblées générales bourgeonnent sur les différents campus à Montréal. La Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (Classe) revendique la mise en place d'une gratuité scolaire. Jeanne Reynolds, porte-parole, confie :

« *Le gouvernement compare toujours avec la moyenne canadienne [5 366 dollars, soit 4 000 euros]. Nous voulons prendre exemple sur les pays scandinaves, sur la France et l'Allemagne, qui ont des frais de scolarité très bas.* »

Malgré le refus du gouvernement d'annuler l'augmentation des frais, la mobilisation ne faiblit pas. Dimanche 19 mars et jeudi 22 mars, plusieurs milliers de personnes ont envahi les rues de Montréal. Et les professeurs sont de plus en plus nombreux à les soutenir.

D'après les estimations de l'Iris, ce sont 30 000 étudiants qui risquent d'être privés d'accès à l'université. En 2005, selon Statistique Canada, 57% des diplômés avaient fait appel à un prêt pour financer leurs études, et 27% des étudiants étaient endettés à plus de 25 000 dollars (19 000 euros).

En 2005, le gouvernement était revenu sur la réforme des prêts et des bourses suite à la colère étudiante. (Rue89.com 26.03)

Economie

Grande-Bretagne

Le Royaume-Uni est en "négociations avancées" pour vendre jusqu'à un tiers de ses parts dans la Royal Bank of Scotland (RBS) à des investisseurs d'Abu Dhabi, a rapporté lundi la BBC.

Londres possède 82% de RBS depuis que le gouvernement a renfloué la banque en 2008 à hauteur de 45,5 milliards de livres (54,4 milliards d'euros) et une cession partielle pourrait concerner entre 10% et un tiers de ses parts, a ajouté la BBC.

Mais une vente au cours actuel se traduirait pour l'Etat par la perte d'environ la moitié de son investissement dans RBS.

Le Trésor a déclaré lundi qu'il ne privatiserait RBS que lorsque l'opération assurerait une plus-value au contribuable. Il a ajouté que sa stratégie était de ramener la banque à sa pleine santé financière. (Reuters 26.03)

Une fois qu'elle sera redevenue rentable, il la revendra, donc au lieu que ce soit l'Etat, donc en principe le contribuable qui en profite, ce sera des aristocrates de la finances, normal quoi. Mitterrand avait fait à peu près la même chose lors des nationalisations réalisées au début de son mandat, faire en sorte que des banques et entreprises soient suffisamment attractives avant de les revendre à des investisseurs privés qui n'avaient plus eu qu'à encaisser les profits sans avoir à déboursier un centime pour les rendre plus profitables.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 mars

CAUSERIE

Une question que j'aborde plus loin : compte tenu de la modification de la situation politique que constitue le succès de la campagne électorale de Mélenchon, ne deviendrait-il pas juste tactiquement de s'y associer sans pour autant reprendre à notre compte son programme, cela s'adresse aux dirigeants du POI, du NPA et de LO ?

Après tout, les travailleurs qui soutiennent Mélenchon ou participent à ses meetings sont bourrés d'illusion sur ses intentions réelles qu'ils identifient à leurs propres besoins. Ce sont eux qui le poussent à gauchir son discours. Partant du constat que plus Mélenchon obtiendra de voix et plus il deviendra un problème pour le PS et plus il sera en difficulté au moment où il devra se coucher devant le PS, ceux qui l'auront soutenu sans intégrer le Front de gauche pourraient ainsi récupérer plus facilement les travailleurs et militants finalement déçus par le Front de Gauche.

Sur le plan politique ce ne serait pas difficile à mettre en place.

Au lieu d'attaquer Mélenchon à partir des contradictions contenues dans son programme, il suffirait de s'en saisir et de les pousser jusqu'au bout, ce qui irait dans le sens des illusions que les travailleurs placent en lui, tout en leur apportant des réponses concrètes et conformes au socialisme. Ces illusions se caractérisent ainsi : les travailleurs pensent se reconnaître dans le discours de Mélenchon sans avoir compris l'orientation politique de son programme qui se situe fondamentalement aux antipodes, s'ils identifient leurs besoins à son discours, c'est uniquement parce qu'il s'emploie à leur dire ce qu'ils sont venus entendre.

Dit autrement, n'ayant qu'une idée très approximative du contenu de son programme, il est facile de le remplacer par un tout autre contenu, révolutionnaire cette fois, en mettant l'accent sur la nécessité de rompre avec le capitaliste et ses institutions en France et dans le monde, de telle sorte que lorsque Mélenchon se retrouvera acculé et dévoilera ses véritables intentions, les travailleurs et les militants soient en mesure de comprendre la nature ou le contenu politique de sa capitulation pour continuer le combat, mais pas avec le Front de Gauche une fois réduit au rôle de traître.

Notre objectif n'est pas de favoriser l'élection des candidats du FdG aux législatives, mais de profiter de cette occasion pour donner un contenu politique au rejet de la politique de Sarkozy et Hollande de la part des travailleurs, de leur donner les moyens de traduire concrètement le mûrissement politique qui est en train d'opérer dans leurs têtes en oeuvrant à l'ouverture d'une crise du régime sans précédent depuis l'après-guerre.

Mélenchon a dit hier à Lille : "*des communistes y'en a partout! oui! oui! Et la maladie est contagieuse*", et selon Libération, il finit sur des vers de Paul Eluard et un "*Vive la révolution*". Cela nous va très bien. Cela démontre que les dirigeants du POI qui ont mis dans leur poche la révolution ne sont vraiment pas à la hauteur de leur responsabilité ou qu'ils n'ont jamais su comment s'adresser aux masses.

Dans le prolongement de la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007 et dont j'ai dit à plusieurs reprises qu'elle était une aubaine pour construire le parti, la modification de la situation politique en train de s'opérer sous nos yeux à l'occasion des élections présidentielles et législatives s'inscrit dans ce processus conduisant à l'ouverture d'une crise révolutionnaire en France, alors essayons de ne pas laisser passer cette nouvelle occasion, peut-être la dernière avant longtemps...

Disons que la candidature de Mélenchon va dans le bon sens, à condition de corriger son orientation politique, voilà comment on pourrait s'associer à sa campagne, c'est-à-dire sans rien renier de nos principes et notre programme, en conservant notre liberté de parole et d'action, contrairement à ceux qui l'ont rejoint récemment et qui ont baissé les armes, uniquement pour rompre leur isolement et ainsi satisfaire une lubie personnelle ou faire partie du banquet, ce qui ne sera jamais notre cas.

Pour finir, sans appeler à voter Hollande au second tour de la présidentielle, cela va de soi.

On pourrait prendre comme mot d'ordre : votez Mélenchon pour en finir avec les banquiers et les capitalistes, la Ve République et l'UE. Et si on vous rétorquait que vous ne savez pas lire et que Mélenchon n'a pas l'intention de rompre avec le capitalisme et la Ve République, vous pourriez leur répondre que vous le savez très bien et que votre priorité est de faire en sorte qu'il y ait de plus en plus de travailleurs qui estiment possible de combattre sur cette orientation politique que prêtent à tort à Mélenchon des centaines de milliers de travailleurs qui soutiennent sa candidature, même si ce n'est pas vraiment celle de Mélenchon, autrement dit, on ne fait pas campagne pour Mélenchon ou le FdG mais au côté des travailleurs qui se saisissent de sa candidature pour se mobiliser, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Plusieurs commentateurs (dont le POI) ont précisé récemment, que les travailleurs s'étaient rendus à la Bastille le 18 mars dernier davantage pour exprimer leur colère plutôt que pour soutenir le candidat Mélenchon dans lequel ils ne font pas trop d'illusions. Cette proposition part également de ce constat, il lui donne une (autre) orientation politique.

Il ne s'agit là que d'une proposition, qui à mon avis mérite réflexion, cela n'engage que moi. Et ma position antérieure, mon appel au boycott, elle n'est plus d'actualité puisque la situation politique a changé. Il n'y a que les militants bornés et sclérosés, dogmatiques ou sectaires qui ne le comprendront pas, tant pis pour eux.

Ce qu'il faut retenir, c'est que le succès de la campagne du FdG est en train de modifier profondément la situation politique et que la crise du régime va s'accélérer dans les mois à venir. C'est dans cette perspective que nous nous positionnons.

Vive la révolution... socialiste !

Me voilà interdit de rentrer en France !

- Le chef de l'Etat a promis, hier à l'Elysée, "*d'accélérer*" les procédures d'expulsion visant les "*extrémistes*". Il a également assuré que "*tous ceux qui ont tenu des propos infamants contre la France ou contre les valeurs de la République ne seront pas autorisés*".

à entrer dans notre pays".

Le président a également annoncé avoir demandé à la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) de "*vérifier de façon approfondie la situation sur notre territoire de toute personne signalée comme représentant un risque potentiel pour la sécurité nationale*". (AFP 27.03)

Il parlait de lui après le 6 mai ? Il peut décréter du jour au lendemain que c'est vous, moi, vos camarades qui êtes visés par ces accusations dignes d'une dictature.

Bon, il n'aura pas besoin de m'expulser, j'ai pris les devants il y a déjà quelques années. A vrai dire le climat délétère qui règne en France ne me manque pas vraiment, je n'y ai pas mis les pieds depuis le mois de mai 2002.

Je devrais peut-être lui demander de me verser une modeste allocation d'expatrié volontaire pour toutes les petites tracasseries que j'évite à ses services de renseignement, l'air de rien l'Etat réalise des économies sur mon dos et l'ignore, il faut remédier à cette situation injuste, je vais porter plainte pour non respect des valeurs de la République... qui ne connaissent pas de frontière et sont universelles !

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

C'est un assassinat. C'est une affaire montée de toutes pièces au sommet de l'Etat. C'est une affaire d'Etat.

Qui osera en faire une affaire d'Etat et faire pratiquement sauter Sarkozy avant même les élections, qui aura ce courage, cette audace, qui osera faire ce geste salutaire ?

Apparemment personne, il n'y a plus de révolutionnaires encore moins de communistes parmi les représentants officiels de la classe ouvrière, ce sont tous des légalistes au chevet de leur République, de leur démocratie, de leur Etat.

Des infos glanées par des internautes.

1- Personnes ne parle de la vidéo ou l'on voit Mohamed Merah sauter par le balcon de son appartement. Lorsqu'il enjambe le balcon il n'a pas d'arme et il est encore en vie et on entend une détonation sourde au moment où il va lâcher prise et retomber sur le trottoir.

Sauf que cette vidéo est un faux, lire plus loin.

2- "tue-le, tue-le César". C'est la phrase qu'on entend à la fin de la vidéo diffusée par plusieurs sites montrant le moment où ce voyou saute par le balcon et se fait toucher puis tombe par terre. Je n'ai pas de jugement particulier et je ne trouve pas extraordinaire qu'il ait été tué au cours de l'opération mais la vidéo et cette phrase laisse penser qu'une décision a été prise pour l'éliminer.

Même remarque.

3- On est capable d'envoyer des fusées et des hommes dans l'espace. On est capable de construire des A380 de 500T et 15000 km de rayon d'action. On est capable de faire poser des sondes automatiques sur Mars. On est capable de procéder à une opération chirurgicale à distance. Mais assez curieusement, malgré toutes ces belles technologies et innovations, on est pas ou peu capable, à priori, d'attraper vivant 1 (seul) individu retranché dans 40 m2 alors que c'est l'objectif affiché publiquement. C'est curieux, non ?

Une vidéo canadienne... du 20 septembre 2011.

La version canadienne qui date du 22 septembre 2011 à Toronto au Canada :

<http://www.youtube.com/watch?v=WfJTxnUFPys&NR=1&feature=endscreen>

La version française ou la version canadienne remixée : <http://www.youtube.com/watch?v=XBf0iFrXQK8&NR=1&feature=endscreen>

Question : qui a réalisé ce montage frauduleux, qui y a intérêt ? Les juges en charge du dossier vont-ils se poser ces questions ? Qu'il nous soit permis d'en douter.

M. Merah un indic.

Yves Bonnet, ex-patron de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST).

Ce qui, personnellement, me paraît poser question, c'est que le garçon avait manifestement des relations avec la DCRI comme on l'a appris à travers les déclarations de Bernard Squarcini lui-même. C'est-à-dire qu'il avait un correspondant au Renseignement intérieur. Alors appelez ça « correspondant », appelez ça « *officier traitant* »... je ne sais pas jusqu'où allaient ces relations, voire cette « *collaboration* » avec le service, mais on peut effectivement s'interroger sur ce point.

Pour mettre un mot sur les choses, était-il un indicateur de la DCRI ?

Eh bien voilà... c'est exactement ça le problème. Car ce qui interpelle, quand même, c'est qu'il était connu de la DCRI non pas spécialement parce qu'il était islamiste, mais parce qu'il avait un correspondant au Renseignement intérieur. Or avoir un correspondant ce n'est pas tout à fait innocent. Ce n'est pas anodin.

... il est étonné qu'on n'ait pas réussi à le prendre vivant. Il pense qu'on n'a pas utilisé les bons moyens, et qu'on s'est bêtement privé de l'expertise du GIGN, et il faut reconnaître que dans ce genre d'affaire, les plus professionnels, les plus qualifiés et les meilleurs, ce sont les gendarmes du GIGN. Après, pourquoi a-t-on voulu prendre le Raid..?

Pour des raisons politiques ?

Certains le disent. Je n'irai pas jusque-là : je n'ai pas le dossier en mains. Mais quand on juge d'une intervention violente où les policiers risquent leur vie il faut être prudent et mesuré, faire en sorte que les policiers ne risquent pas leur vie et ça pour moi, c'est une donnée extrêmement importante. à présent je suis de ceux qui regrettent vraiment qu'il n'ait pas été pris vivant et beaucoup de questions restent posées. Sur une affaire comme celle-là, il faudrait une expertise. (ladepeche.fr 27.03)

- Le tueur au scooter Mohamed Merah n'était « *ni un indic de la DCRI, ni d'autres services français ou étrangers* », a affirmé mardi à l'AFP le chef de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), Bernard Squarcini. (publicsenat.fr 27.03)

C'est quoi quelqu'un qui dit au chef de la Direction centrale du renseignement intérieur "*j'avais des tuyaux à te donner*", sinon un indic ?

Une lettre muette !

- Le site Leparisien.fr raconte qu'une lettre a été réceptionnée dans les locaux de la chaîne de télévision (qatarie Al-Jezira) située à la tour Montparnasse à Paris, et qu'elle contenait une carte mémoire accompagnée d'une lettre. Le courrier est daté de mercredi dernier, date à laquelle le tueur était déjà encerclé par le Raid. La police essaie de savoir s'il a été posté la veille par Merah lui-même, ou par un complice le mercredi. (liberation.fr 27.03)

- Dès réception de la vidéo lundi au bureau parisien de la chaîne, "la pièce a été remise aux services de police, spontanément", a rappelé son avocat, Me Antoine Comte devant le tribunal des référés. (lemonde.fr 27.03)

Questions :

Pourquoi cette lettre a-t-elle été distribuée à son destinataire et n'a-t-elle pas été remise aux autorités en charge de cette affaire ? Au centre de tri de La Poste à Toulouse, personne n'ayant entendu parler de cette affaire, personne n'a cru bon de questionner la hiérarchie sur le traitement à donner à ce courriel...

Combien de temps met le courrier pour être acheminé d'une petite commune du sud-ouest de la France à Paris ? Posté mardi soir ou mercredi, elle aurait mis quatre jours pour parvenir à son destinataire. Un délai un peu long mais pas rare de nos jours.

Un vrai "**pro**" ce Merah, et quelle dextérité !

- « *C'est un travail très très propre, a confié à 20 Minutes une source judiciaire. Ce n'est pas un pauvre film tout flou. Le montage est pro avec des chants entre les événements.* » La vidéo durerait 25 minutes au total et serait titrée « *Al-Qaida attaque la France* », selon Al-Jazira. (20minutes.fr 27.03)

A moins qu'Al-Jazira ait été chargé de faire ce boulot de "**pro**" ? Quand une chaîne de télévision internationale déclare avoir entre les mains une vidéo digne du travail d'un professionnel, on se dit que M. Merah a raté sa vocation, à moins qu'il ne soit pas l'auteur de ce montage, il pourrait être l'oeuvre du troisième homme, qui sait du quatrième ?

- Sur le parcours du courrier, on estime probable à La Poste que l'oblitération du mercredi signifie qu'il a été déposé dans une boîte après la mi-journée mardi ou plus tard dans un bureau de poste. (AFP 27.03)

Il commet ses derniers crimes le lundi 19, dès le mardi 20 il savait que les enquêteurs étaient à la recherche du conducteur du scooter puisque l'info avait été diffusée par les médias, et il a trouvé le temps de réaliser ce montage "pro" et de le transmettre à quelqu'un qui l'aurait ensuite posté, tout cela dans la même journée, comme si c'était la chose la plus urgente au lieu de se mettre au vert ou prendre la poudre d'escampette, cela ne colle pas.

L'officine qatari de CNN-CIA aurait un "**code d'éthique**", on s'étrange !

Al Djazira a décidé en début d'après-midi, conformément à son code d'éthique, de ne pas diffuser les images filmées lors des assassinats par le tueur abattu jeudi par la police. (Reuters 27.03)

Quel peut bien être le "*code éthique*" d'une chaîne de télévision appartenant aux représentants dégénérés d'une monarchie absolue, d'un régime féodal et barbare pratiquant la charia à la lettre, soutenant la répression de l'opposition au Yémen et au Bahreïn, servant la soupe à Al-Qaïda et aux Frères musulmans, finançant et armant des mercenaires en Libye et en Syrie notamment ?

Et la mascarade continue. Du "**code d'éthique**" du parquet de Paris à la solde de l'Élysée.

- Fait exceptionnel, le parquet de Paris a assigné mardi en référé Al Djazira France pour empêcher la diffusion de la vidéo de Mohamed Merah au nom de la protection des victimes des tueries, a-t-on appris de source judiciaire. (Reuters 27.03)

Cette vidéo ne contient aucun élément permettant de confondre ou d'identifier son auteur.

La vidéo, intitulée "*Al Qaïda attaque la France*", montre les attaques perpétrées à Toulouse et à Montauban mais pas le visage du meurtrier et ne contiennent pas de déclaration de sa part, précise Al Djazira dans un communiqué.

"*Il y a eu un mixage de musiques et de chants religieux, des lectures, des récitals de versets coraniques*", a expliqué Zied Tarrouche, chef du bureau parisien d'Al Djazira.

"*On entend les voix de cette personne qui a commis les assassinats*" et "*les cris des victimes*", a-t-il précisé sur BFM-TV. Le courrier accompagnant la vidéo est formé de "*quelques petits mots comportant la revendication de ces attentats par soi-disant Al Qaïda*". (Reuters 27.03)

Al Djazira, la voix de Ben Laden et d'Al-Qaïda ou de leur maître, l'Amérique.

- "*On n'est pas une chaîne de sensationnel, on ne cherche pas à diffuser des images sans mesurer les risques et les conséquences*", a précisé mardi matin le patron du bureau français d'Al-Jazira. (lemonde.fr 27.03)

Il a raison, il n'y a rien de "*sensationnel*" dans le football ! On leur fait confiance, c'est comme lorsqu'ils diffusaient gracieusement des images de Ben Laden ou des camps d'entraînements d'Al-Qaïda ou des talibans en Afghanistan ou ailleurs, c'était après en avoir "*mesuré les risques et les conséquences*" conformément aux ordres reçus de leur commanditaire, Bush puis Obama.

L'agence de presse d'Al-Qaïda en dit trop, parce qu'elle en sait trop ?

- Concernant le courrier qui accompagne ces vidéos, "*c'est écrit en français avec des fautes d'orthographe, de conjugaison*", a-t-il indiqué, ajoutant : "*C'étaient quelques petits mots comportant la revendication de ces attentats par soi-disant Al-Qaïda*." Les enquêteurs ont indiqué que Mohamed Merah n'est pas l'expéditeur de la vidéo. (lemonde.fr 27.03)

Il est très fort le patron du bureau français d'Al-Jazira, apparemment il en saurait plus sur cette affaire que les enquêteurs. Normal, non ?

Un frère qui risque de devenir rapidement encombrant ou inutile.

Le frère de Mohamed Merah a déclaré : "*Je suis pétri des valeurs de la République. Je n'assisterai pas aux obsèques d'un monstre*." (lepoint.fr 27.03)

Décidément il n'a pas de bol Sarkozy. Le parquet de Paris n'a pour le moment rien d'autre à se mettre sous la dent contre lui que sa participation au vol du scooter... et des soupçons sur sa participation à ces crimes perpétrés par son frère, pas assez en réalité pour l'incarcérer ou le maintenir en détention, sauf à violer la loi, ce qui n'est pas vraiment un problème pour l'avorton dictateur encore au commandement jusqu'au 6 mai et les quatre juges chargés de l'enquête.

Puisqu'il est mort et que son frère ni toute complicité à ces crimes, c'est qu'il y a forcément un troisième homme...

Les enquêteurs ont la conviction que Mohamed Merah n'est pas l'expéditeur de la vidéo envoyée à Al Djazira à Paris et recherchent un éventuel troisième homme pour le vol du scooter, a-t-on appris de source policière. (Reuters 27.03)

Donc ils s'y seraient mis à trois - au moins, pour voler un scooter, sont-ils sûr qu'il n'avait pas fait appel à un régiment de djihadistes ? Etrange pour quelqu'un décrit comme un solitaire, un marginal, qui aurait agi seul, non ?

Rien n'y fait !

Le pouvoir d'achat (42%) et le chômage (30%) sont les thèmes qui pèseront le plus dans le vote des Français à la présidentielle, loin devant l'insécurité (8%), selon une enquête BVA parue mardi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France. Un sondage réalisé le 26 mars. (AFP 27.03)

Ah ben ça alors, incroyable, les "veaux" ne sont pas ou plus aussi manipulables que je le pensais ! Eh oui, à partir du 6 mai vous aurez sans doute le choix entre l'exil ou la prison ! S'il n'était pas élu, cela ne m'étonnerait pas qu'il soit le premier ex-président de la Ve République à passer par la case prison, il aura tout fait pour il faut dire.

Quelle crise ? Ils se gavent ou s'enrichissent sans produire de richesses.

Frédéric Oudéa, le PDG de la Société générale, percevra au titre de l'exercice 2011 un bonus brut de 682.770 euros, en repli de 43% par rapport à 2010, indique la banque française sur son site internet.

La SocGen ajoute que Frédéric Oudéa percevra en 2012 une rémunération fixe brute d'un million d'euros, un montant inchangé par rapport à celui de 2011.

Chez Credit Suisse, la rémunération du directeur général Brady Dougan au titre de 2011 a été réduite de plus de la moitié, ce qui l'a ramenée à 5,82 millions de francs suisses (4,8 millions d'euros) contre 12,76 millions l'année précédente. (Reuters 27.03)

Appeler à voter Hollande, c'est appeler à voter pour son programme.

Jérôme Cahuzac, responsable du « *pôle budget, finances, fiscalité* » de la campagne de François Hollande, invité de l'émission Preuves par 3 ce mardi soir à 22h30 sur Public Senat, en partenariat avec l'AFP.

- Il n'y aura pas d'inflexions du programme de François Hollande, en dépit des critiques du Front de gauche et de sa montée. Le candidat PS « *a clairement indiqué qu'une fois le premier tour passé, il fallait choisir entre l'un et l'autre encore présent au second tour. Naturellement, lui attendait que Jean-Luc Mélenchon et ses amis soutiennent sa candidature dès lors qu'il serait au second tour. Et dès lors qu'on soutient la candidature de François Hollande, on approuve naturellement son programme* », souhaite le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Et de prévenir : « *La majorité présidentielle se constitue à ce moment-là par le soutien à un candidat et l'adoption d'un programme* ». La menace est claire est à destination des communistes, principaux soutiens de la candidature Mélenchon, qui pourraient être prêts à participer à un gouvernement d'union de la gauche : si Mélenchon conditionne son soutien à un changement profond de ligne de François Hollande au soir du premier tour, ce sera nient. (publicsenat.fr 27.03)

Merci monsieur Cahuzac pour ces précisions. Raison de plus pour ne pas aller voter le 6 mai 2012.

Réaction d'internautes

1- *"Faudrait arrêter de prendre le peuple, dont vous êtes si loin, Mr Cahuzac, pour des cons benêts. Moi je vote Front de gauche au 1er tour et au 2ème sinon abstention...Le PS nous prend pour des billes croyant qu'on va tous voter Hollandréou...Perso, je préfère Sarko avec une majorité de gauche (une vraie gauche) à l'assemblée pour bloquer ce système pourri. Vous l'aurez bien dans l'os les socialos de la place Vendôme!"*

2 - *"Hollande et le PS arriveront peut être en haut du podium à l'élection présidentielle. Mais il est quasi certain qu'aux élections législatives les électeurs du Front de Gauche ne se démobiliseront pas. Mieux, le groupe Front de Gauche sera le 1er dans la future assemblée nationale."*

C'est une stratégie qui pourrait effectivement changer la donne et qui mérite qu'on y réfléchisse sérieusement.

Cela ne change rien à la nature du Front de gauche. Mieux, au cas où cette hypothèse se réaliserait, c'est-à-dire que le PS ne puisse obtenir la majorité à l'Assemblée nationale pour gouverner sans s'allier avec le Front de Gauche, ce qui est plus que probable pour ne pas dire acquis, celui-ci se verrait propulsé en première ligne et obligé de se démasquer très rapidement, ce qui serait favorable à un parti révolutionnaire qui n'existe malheureusement pas ou au POI, qui de toutes manières serait incapable d'en profiter tant il doit déjà régler ses propres contradictions internes.

Il semble fort improbable que le Front de Gauche passe devant le PS lors des législatives, je suis loin et je me base uniquement sur ce je lis sur Internet pour l'affirmer, je peux me tromper évidemment.

Par contre, une chose semble assurée et pas des moindres, c'est que si les résultats du premier tour de la présidentielle étaient conformes aux sondages, qu'Hollande soit élu et que le PS n'obtienne pas la majorité absolue lors des législatives, cela signifierait qu'on serait en présence d'un tournant décisif de la situation politique qui coïnciderait avec l'ouverture d'une grave crise du régime qui pourrait se transformer en crise révolutionnaire, car, soit l'exécutif serait paralysé, soit le Front de Gauche devrait capituler devant le PS, auquel cas ceux qui le soutenaient n'auraient pas d'autres alternative que de s'en détourner et cesser leur combat ou de chercher un autre parti pour le continuer, le POI par exemple, puisqu'il n'existe pas d'autres partis dans ce pays susceptible de prendre la relève, ce qui ne signifie pas qu'il en serait capable comme je l'ai déjà précisé, ajoutons, mille fois hélas !

Une autre hypothèse est envisageable puisque bon nombre d'électeurs du Front de Gauche s'abstiendraient manifestement, c'est que Sarkozy soit réélu mais qu'il perde les législatives et qu'une nouvelle "*cohabitation*" soit à l'ordre du jour.

Dans ce cas-là, on assisterait à une coalition UMP-PS au gouvernement, car on ne peut pas imaginer un seul instant que le PS gouverne seul en n'ayant pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, comme il est impensable que le PS tienne compte des revendications avancées par le Front de gauche, celui-ci devrait s'abstenir ou voter contre la politique proposée par le gouvernement, pour qu'elle passe, le MoDem et l'UMP devrait s'abstenir ou voter pour. En outre, la personnalité de Sarkozy et son habitude à prendre les décisions à la place de ses ministres est totalement incompatible avec un tel scénario qui ne tiendrait pas huit jours.

- Mélenchon met en garde les socialistes, "*Notre ambition, c'est pas les sièges, notre ambition, c'est la révolution citoyenne*", prévient-il. "*Ne commencez pas à me chercher! lance-t-il à ses ex-camarades du PS. Soyez polis avec nous! Jérôme Cahuzac, conseiller de François Hollande, dit le programme, c'est à prendre ou à laisser. Très bien, on laisse!*" Il prévient également François Hollande contre les "*lignes jaunes à ne pas franchir*", notamment l'inscription du Concordat dans la Constitution et le primat du contrat sur la loi. (publicsenat.fr 27.03)

Mélenchon et le Front de Gauche qui ne serait rien sans son embarrassant allié, le PCF, s'est lancé dans un grand écart qui risque de se terminer par l'éclatement du Front de gauche. En se faisant le porte-parole de ceux qui veulent en découdre avec le régime parmi les travailleurs, jusqu'où peut-il aller ou veut-il aller dans cette voie sans se retrouver confronté à un refus catégorique des staliniens qui n'entendent pas se couper du PS et encore moins s'attaquer au régime, Mélenchon non plus, mais ce qu'il laisse entrevoir dans ses discours.

Il va être engagé dans une épreuve de force avec le PS qui n'entend rien lui concéder sur les questions sociales ou politiques essentielles. Se couchera-t-il devant le PS ? Probablement, de quelle manière ? En lui assurant un "*soutien critique*" ? Mélenchon demeurera-t-il inféodé au régime ou décidera-t-il de rompre avec lui parce qu'il n'est pas possible de faire autrement ne serait-ce que pour appliquer les propositions minimums contenues dans son programme, et qui si elles n'ont rien de révolutionnaire, n'en sont pas moins incompatibles avec les besoins des capitalistes en prise avec la concurrence mondiale. Prendra-t-il le risque de déclencher une révolution sociale et politique en France ? On a du mal à l'imaginer, mais la situation pourrait y conduire malgré lui si les masses saisissaient cette occasion pour se mobiliser par millions. Bien malin celui qui pourrait l'affirmer aujourd'hui. (A suivre)

Actualité en titres

Cherchez l'erreur

- Pour Sarkozy, nous sommes "*en phase de reprise économique*" - L'Expansion.com

- Pour l'OCDE, la crise de la dette en zone euro n'est pas finie - Reuters

[Rustre, pédant, inculte, complexé, un brin détraqué, et en plus il jacte mal.](#)

- Mazarine Pingeot trouve Nicolas Sarkozy "*vulgaire*" - LePoint.fr

Vous trouvez aussi ?

[Pas de bol : l'effet Merah, c'est raté !](#)

- Sondage: l'affaire Merah ne change rien aux intentions de vote - Lexpress.fr

[Son boulot, c'était le bordel !](#)

- Mise en examen de DSK: quand s'occupait-il du FMI, demande Joly - AFP

[Et le corniaud qui tomba dans le piège](#)

6- Vidéo Merah: Hollande met en garde Al-Jazeera contre une diffusion - AFP

[On a les soutiens qu'on peut... empoisonnés.](#)

- Takieddine votera Hollande - Lexpress.fr

- Gaby Cohn-Bendit appelle à voter Hollande dès le premier tour - Liberation.fr

[A bas les guerres impérialistes ! Go home !](#)

- Sept Américains sur dix opposés à la guerre en Afghanistan - Reuters

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Bande d'ingrats, et moi, et moi, votre sauveur !

"*Je pense que nous sommes sortis de la crise financière, que la confiance revient et que nous sommes en phase de reprise économique*", déclare Nicolas Sarkozy dans une interview au quotidien régional Ouest-France publiée mardi.

"*Que n'a-t-on dit des sommets entre Mme Merkel et moi ! Grâce à ces sommets, l'Europe est dotée d'un gouvernement économique qui a surmonté la crise grecque*", ajoute-t-il. (Reuters 27.03)

Est-il au courant que la méthode Coué cela ne marche plus vraiment quand on en a usé et abusé, les conditions objectives reprenant leur droit ?

1.2- Affaire Bettencourt. L'étau se resserre autour de Sarkozy.

En pleine campagne électorale, les révélations s'accroissent sur les trouvailles des juges de l'affaire Bettencourt concernant un possible financement illicite de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, à hauteur de 800.000 euros, l'opposition pressant le chef de l'Etat de s'expliquer.

Ces révélations, amorcées le 14 mars par l'hebdomadaire *Marianne*, qui avait évoqué le rapatriement de 2007 à 2009 de quatre millions d'euros en liquide depuis les comptes suisses de Mme Bettencourt, organisés par l'homme de confiance de celle-ci, Patrice de Maistre, ont été corroborées par l'ordonnance rédigée le 22 mars par le juge Jean-Michel Gentil pour demander -- et obtenir -- l'incarcération de M. de Maistre.

Ce document, révélé dimanche par le Journal du dimanche (JDD), évoque un retour de fonds de 400.000 euros, arrivé le 5 février 2007, à l'avant-veille d'un rendez-vous entre M. de Maistre et Eric Woerth, trésorier de l'UMP, devenu plus tard ministre.

Or l'ex-comptable des Bettencourt Claire Thibout a toujours soutenu que M. de Maistre lui avait dit vouloir remettre de l'argent à M. Woerth.

Un autre retour de 400.000 euros a été découvert le 26 avril 2007. Or François-Marie Banier, proche de l'héritière de l'Oréal, fait

état, le même jour dans son journal, d'une confidence de Liliane Bettencourt: "*De Maistre m'a dit que Sarkozy avait encore demandé de l'argent. J'ai dit oui*".

Le Monde a publié mardi la suite de ce feuilleton: les explications données le 26 janvier au juge Gentil par M. Banier, qui minimise autant qu'il peut, de manière alambiquée, l'affirmation très simple mentionnée dans son carnet.

"*Je suis écrivain et je trouve intéressant de montrer les rapports d'une femme face à son trouble vis-à-vis des gens en qui elle doit avoir confiance*". Puis: "*Pour cette demande d'argent, c'était une demande officielle car il y a toujours des demandes officielles pendant les campagnes. Il y a une somme officielle que l'on peut donner et il y a toujours des gens de tous bords qui viennent demander de l'argent à Liliane Bettencourt*".

Le photographe remarque aussi que lorsqu'il rapporte la phrase "*elle n'a pas encore donné cet argent et on ne sait pas si elle le donnera*". Puis: "*Je ne suis pas sûr qu'elle ait mentionné le nom de Sarkozy mais c'était quelqu'un d'important*".

M. Gentil lui fait remarquer que, le 26 avril 2007, il n'y a plus que deux candidats en lice, M. Sarkozy et la socialiste Ségolène Royal. "*Liliane Bettencourt a-t-elle évoqué Nicolas Sarkozy - ce qui semble logique - ou l'autre candidat?*" "*Ce n'est pas ce qui m'intéresse*", élude M. Banier.

Dans son ordonnance, M. Gentil vise aussi des témoignages sur une visite de M. Sarkozy lui-même au domicile des Bettencourt pendant la campagne de 2007. *Le Monde* affirme qu'un ancien chauffeur a dit au juge le 8 mars, qu'une ancienne gouvernante, décédée depuis, lui avait confié qu'à cette époque "*M. Sarkozy était venu pour un rendez-vous voir Monsieur et Madame très rapidement, que c'était pour demander des sous*." (AFP 27.03)

1.3- En voilà qui a senti le vent tourner. Pâte molle fait la mou.

"*Le seul qui présente une coloration pure et propre, où la non expérience devient un avantage, c'est François Hollande. Et secrètement, entre nous, je vais le voter bien sûr*... L'hommage au socialiste est signé... Ziad Takieddine.

L'intermédiaire en armement, interrogé par BFM TV, vante un Hollande capable de "*nettoyer la saleté qui est à la tête de la République, la mafia qui est à la tête de la République*". (Liberation.fr 27.03)

Les porte-flingues de Hollande ont fait savoir qu'il se serait bien passé de ce soutien qu'il rejette. Qu'il se renseigne, la mafia règne aussi au PS, il faudrait peut-être lui arranger un rendez-vous avec R. Dumas qui est bien placé pour le savoir.

1.4- Un proxénète a failli devenir président de la Ve République.

Après avoir été entendu près de huit heures par les juges, Dominique Strauss-Kahn a été mis en examen, lundi 26 mars, pour "*proxénétisme aggravé en bande organisée*" en marge de l'affaire du Carlton de Lille.

Il ne s'agit plus de la simple "*complicité de proxénétisme*" pour laquelle il avait été convoqué après son audition par les policiers, le 22 février. Selon l'article 225-5 du code pénal, l'ancien patron du Fonds monétaire international (FMI) aurait "*aidé, assisté ou protégé la prostitution d'autrui*". Et ce, comme auteur principal.

Sous la Ve République, jamais (ancien) ministre n'a été poursuivi pour de tels faits. Placé sous contrôle judiciaire, M. Strauss-Kahn a dû verser une caution de 100 000 euros pour rester libre.

"*Je n'ai jamais rien fait d'illégal. La prostitution, le proxénétisme, je les ai en horreur. Ce n'est pas moi, cela*", avait plaidé M. Strauss-Kahn devant l'un de ses biographes, Michel Taubmann, dans *Affaires DSK*, la contre-enquête (éditions du Moment). Et son avocat, Me Henri Leclerc, avait lâché sur l'antenne d'Europe 1, le 8 décembre 2011 : "*Dans ces soirées, on n'est pas forcément habillé. Et je vous défie de distinguer une prostituée nue d'une femme du monde nue*." Ce n'est pas ce qu'ont confié certain(e)s participant(e)s de ces "*parties fines*" et qui ont emporté l'avis des juges.

Ainsi David Roquet d'Eiffage. Il a indiqué aux magistrats, le 25 janvier, que "*tous ceux qui accompagnaient les filles savaient ce qu'elles faisaient*". Puis l'industriel de Lens Fabrice Paszkowski, le 30 janvier, qui convient que, dans certains cas, "*l'apparence physique*" de certaines filles trahissait leur qualité de professionnelles : "*Estelle et Béa, on voyait tout de suite qu'elles ne faisaient pas partie de notre monde*." Ou encore : "*DSK est quelqu'un qui aime le sexe et s'il a fréquenté des clubs échangistes moins huppés que ceux que j'ai vus, il a dû fréquenter ce genre de personnes, je veux parler de Béa*." (lemonde.fr 27.03)

Qu'il soit impossible de distinguer une "*femme du monde*" nue d'une prostituée, on n'en doute pas... même habillée ! La seconde agit ainsi par nécessité et mérite notre respect, la première par perversité ou par ennui, blasée et réduite à la décadence elle mérite notre mépris...

Et dire que sans l'affaire du Sofitel il serait aujourd'hui à la place de Hollande, et que les mêmes qui nous appellent à voter Hollande nous appelleraient à voter pour ce déchet version caviar de la social-démocratie, honte à eux ! Jamais je ne rejoindrai une formation politique soutenant le PS.

1.2- Les copains d'abord.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a attribué mardi six nouvelles chaînes gratuites sur la télévision numérique terrestre en faisant la part belle aux groupes déjà présents sur la TNT.

Parmi les nouveaux venus, seuls l'Equipe HD, porté par le groupe Amaury, et TVous La Diversité, un projet de chaîne dédiée à la diversité, ont réussi leur examen de passage devant le CSA, dont la sélection comporte peu de surprises par rapport aux différents pronostics.

Trente candidats au total avaient passé une audition dans le l'espoir de se faire une place parmi les chaînes de la TNT, dont la part d'audience n'a cessé de grimper depuis leur lancement en 2005, pour approcher aujourd'hui les 24%.

Sans surprise, TF1 et M6 ont chacun obtenu une fréquence pour leurs projets respectifs "HD1" dédié à la fiction, et "6Ter" destiné à un public familial.

Les groupes historiques confortent ainsi leur présence sur la TNT, avec quatre fréquences gratuites au total pour TF1 qui détient déjà TMC et NT1, et trois pour M6, propriétaire de W9.

Le CSA a également récompensé les groupes de télévision qui ont tenté le pari de la TNT dès son lancement en 2005.

NextRadioTV, propriétaire de BFM TV, obtient une fréquence supplémentaire pour son projet de chaîne dédiée aux documentaires, "RMC Découverte", tout comme le groupe NRJ avec "Cherie HD", une chaîne orientée vers le public féminin. (Reuters 27.03)

2- Irlande

L'Irlande se prononcera le 31 mai sur le nouveau pacte budgétaire européen, un rendez-vous qui donne des sueurs froides à Bruxelles même si l'opinion irlandaise semble mieux disposée que lors de précédents référendums sur l'Europe organisés dans le pays.

Le vice-Premier ministre Eamon Gilmore a annoncé la date retenue pour cette consultation mardi devant le Parlement, assurant que son gouvernement ferait campagne pour le "oui".

Il a promis "*une vaste campagne d'information pour s'assurer que les électeurs sont informés du contenu du traité et faciliter un véritable débat*" dans le pays.

Le principal parti d'opposition, le Fianna Fail (centre), entend lui aussi défendre ce traité qui est "*bon pour l'Irlande*", mais "*aussi pour la zone euro*".

En revanche, le Sinn Fein (parti nationaliste de gauche) milite pour le "non", hostile à un texte qui "*institutionnalise l'austérité*".

Un nouveau "non" irlandais serait un mauvais signal pour un traité qui doit être ratifié par tous les pays et se trouverait affaibli si les 17 pays de la zone euro n'y adhéraient pas, soulignent les experts.

Mais il pourra cette fois commencer à entrer en vigueur même si tous les pays signataires ne le ratifient pas, un seuil minimum de 12 ayant été fixé. (AFP 27.03)

Voter non est un devoir, mais ne servira strictement à rien puisqu'ils sont assurés que 12 pays le ratifieront, donc en dehors de l'Irlande où la population est appelée à se prononcer par référendum sur ce traité, on serait tenté de dire que la campagne pour le non dans les autres pays n'aura aucun impact, sauf en France ou en principe le Front de Gauche et le PS défendent des positions opposées. La campagne initié par le POI peut contribuer à alimenter la polémique entre le Front de Gauche et le PS sur cette question, à ceci près que pour le moment ni l'un ni l'autre ne tiennent vraiment à aborder cette question brûlante.

Hollande s'est déjà aventuré à affirmer qu'il ne le ferait pas ratifier par le Parlement s'il était élu, sachant que pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale sur cette question il devrait s'allier à l'UMP, puisque n'ayant pas la majorité absolue et ne pouvant pas se passer du soutien du Front de Gauche qui y est opposé.

Ajoutons que la Grande-Bretagne a refusé de signer ce traité et que cela n'a pas empêché Cameron de mettre en oeuvre une politique d'austérité. Comme quoi cette question n'est pas aussi déterminante que ce qu'on voudrait nous faire croire en France, elle sert plutôt à faire diversion au lieu de mener campagne contre les institutions de la Ve République.

En Irlande, après l'adoption du traité de Lisbonne malgré le non au référendum, la campagne politique des révolutionnaires pour le non devrait être associée à la dénonciation des institutions antidémocratiques.

3- Syrie

Réunis dans un hôtel de Pendik, un faubourg de la partie asiatique d'Istanbul, à l'invitation du gouvernement turc et du Qatar qui assure la présidence tournante de la Ligue arabe, plus de 300 représentants de l'opposition syrienne n'ont pu masquer les divergences qui entravent leurs efforts pour renverser le régime baasiste.

L'attitude du Conseil national syrien (CNS), le principal organisme rassemblant plusieurs groupes d'opposition, a été critiquée lors de cette réunion, où l'influence des Frères musulmans était patente.

Haïtham al Maleh, figure de l'opposition qui a connu la prison sous Hafez al Assad puis sous son fils Bachar, a quitté la salle après l'intervention du président du CNS, Bourhan Ghalion, qui venait de présenter un plan d'action pour assurer l'unité du mouvement anti-Assad.

"Je veux que le CNS agisse démocratiquement... Jusqu'ici, il s'est comporté comme le parti Baas", a-t-il dit à Reuters.

Maleh s'était retiré le mois dernier du CNS.

Peu après, les représentants de la communauté kurde de Syrie, favorables à la création d'une région autonome, ont également quitté la réunion, affirmant que le CNS ignorait leurs demandes.

"Si nous ne parvenons pas à un accord maintenant, ces questions deviendront encore plus difficiles à régler", a dit Abdoulhakim Basar, membre du Conseil national kurde (CNK).

En marge de la réunion de Pendik, la porte-parole du CNS, Basma Kodmani, a apporté son soutien au plan de paix de l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe, Kofi Annan, à condition que ce plan conduise au départ d'Assad -une question que le projet en six points n'aborde pas.

Le 1er avril, la Turquie accueillera une réunion des *"Amis de la Syrie"*, à laquelle participeront de nombreux ministres des Affaires étrangères de pays occidentaux et arabes. (Reuters 27.03)

On retrouve avec le CNS les mêmes dissensions qui ont éclaté au sein du club de gangsters du CNT libyen, des pans de la bourgeoisie syrienne vendus à l'impérialisme américain et aux monarchies du Golfe.

Pendant ce temps-là on ne parle pas de la véritable opposition au régime d'Assad...

4- Sénégal

Macky Sall a gagné le second tour de la présidentielle de dimanche avec 65,80% des voix contre 34,20% au chef de l'Etat sortant, selon les résultats officiels annoncés mardi par la Commission nationale de recensement des votes.

Le taux de participation a été de 55%, légèrement supérieur à celui du premier tour du 26 février (51,58%). (AFP 27.03)

5- Libye

Les affrontements entre milices rivales ont fait près de 50 morts en trois jours dans la région de Sebha, la quatrième ville de Libye dans le sud du pays, a-t-on appris mardi de source médicale.

Les heurts entre anciens combattants anti-kadhafistes et miliciens toubous ont gagné le centre de Sebha, la capitale du Fezzan, à 660 km au sud de Tripoli, a précisé Ibrahim Misbah, un médecin de l'hôpital régional. (Reuters 27.03)

6- Etats-Unis

Sept Américains sur dix estiment que les Etats-Unis ne devraient plus être en guerre en Afghanistan, selon un sondage pour le New York Times et la chaîne CBS rendu public lundi. (Reuters 27.03)

Justice

France

Quatre fonctionnaires de police ont été mis en examen pour homicide involontaire dans le cadre de l'enquête sur le décès de Mohamed Boukrourou, mort en 2009 lors de son interpellation dans le Doubs.

Les quatre policiers, deux hommes et deux femmes, ont été mis en examen lundi par un juge d'instruction du tribunal à Montbéliard, a annoncé la procureur Thérèse Brunisso, confirmant une information de l'Est républicain.

Une information judiciaire contre X pour homicide involontaire avait été ouverte en 2009 par le parquet de Montbéliard qui souhaitait établir si l'intervention policière avait «*concouru au décès de Mohamed Boukrourou*».

Le 12 novembre 2009 à Valentigney, dans le Doubs, Mohamed Boukrourou avait été traîné dans un fourgon par des policiers appelés par un pharmacien inquiet de «*l'état d'énerverment extrême*» du client, qui protestait contre la qualité des médicaments vendus.

Trois policiers auraient maîtrisé Mohamed Boukrourou en se mettant assis et debout sur ses jambes, son bassin et son torse.

Des témoins affirment avoir vu les fonctionnaires le frapper avec leurs poings et des matraques. Une version réfutée par les policiers. L'homme, âgé de 41 ans, avait succombé à un arrêt cardio-respiratoire.

La Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) a estimé dans un rapport de décembre 2011 que la police avait fait un «*usage disproportionné de la force*» lors de l'interpellation de Mohamed Boukrourou.

Les policiers ont réagi «*de façon stéréotypée, sans adapter leur comportement (...) alors qu'ils savaient que (M. Boukrourou) était suivi pour des troubles psychiatriques*». Ils «*ont fait un recours ininterrompu à la force*» qui était «*contre-productif et dangereux pour l'intégrité physique*» de l'interpellé, avait-elle dit. (liberation.fr 27.03)

Social

1- Espagne

Deux jours après le premier vol de la filiale à bas coûts Iberia Express, le conflit social a repris mardi chez la compagnie aérienne espagnole Iberia, les pilotes décidant 30 nouvelles journées de grève, qui auront lieu tous les lundis et vendredis du 9 avril au 20 juillet.

"Le conflit qui oppose les pilotes à la compagnie est centré autour de la création de la nouvelle filiale Iberia Express, qui viole la convention collective des pilotes sur de nombreux points, parmi lesquels la séparation de l'activité de la maison mère", a-t-il indiqué.

Ainsi Iberia "a prévu de transférer 40 avions de la maison mère à la nouvelle filiale, ce qui signifierait l'élimination de 8.000 postes de travail", a-t-il estimé.

De son côté, la direction a dénoncé dans un communiqué *"l'attitude irresponsable et intransigeante du syndicat de pilotes Sepla"*, qu'elle poursuit en justice pour *"grève illégale"*.

"La compagnie convoquera Sepla dès cette semaine pour continuer les négociations et ainsi éviter une grève qui est de toute évidence injustifiée, nuisible et disproportionnée", a-t-elle indiqué.

Iberia Express, filiale à bas coûts destinée à assurer le segment déficitaire des vols court et moyen-courrier d'Iberia, a vu son premier vol décoller dimanche, la direction ayant noué un accord avec la plupart du personnel, sauf les pilotes, avec lesquels une médiation, via un représentant du gouvernement, était engagée.

La compagnie commence avec quatre Airbus A320 et 17 liaisons, essentiellement en Espagne. Elle prévoit de compter d'ici fin 2012 *"plus de vingt"* destinations, ainsi que 14 avions et 500 employés, et d'avoir transporté 2,5 millions de passagers.

"C'est un projet fondamental pour le groupe Iberia, un projet qui va permettre que les vols à court et moyen-courrier, qui ne sont

pas rentables actuellement, le deviennent, pour faire grandir le groupe", avait expliqué vendredi dernier le directeur général d'Iberia, Rafael Sanchez-Lozano, en présentant Iberia Express.

Le "*groupe*", c'est International Airlines Group (IAG), né en janvier 2011 de sa fusion avec British Airways, qui, depuis quelques mois, l'incitait à "*devenir plus compétitive*".

Son objectif est que sa filiale soit rentable dès la première année et représente une économie de quelque 100 millions d'euros par an à partir de 2015.

Mais l'opération n'est pas du goût des syndicats, qui ont dénoncé les bas salaires proposés au personnel de la filiale et multiplié ces derniers mois les journées de grève, douze au total depuis décembre, chacune ayant coûté en moyenne 3 millions d'euros à Iberia.

Iberia compte quelque 20.000 salariés, dont 1.500 pilotes, 3.500 personnels de cabine et 15.000 au sol. (AFP 27.03)

2- Turquie

Plus de 5.000 Turcs ont manifesté mardi à Ankara pour dénoncer un projet de loi sur l'éducation que le gouvernement s'apprête à présenter au Parlement et qui va favoriser, selon les opposants, l'enseignement islamique.

Le gouvernement islamiste veut revenir sur une loi de 1997 adoptée sous la pression de l'armée qui avait étendu l'âge de la scolarité obligatoire de cinq à huit ans mais aussi interdit l'inscription des moins de quinze ans dans des écoles religieuses "imam Hatip".

Cette mesure a entraîné une baisse importante du nombre de ces écoles créées à l'origine pour former les dignitaires religieux. Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et près de la moitié de ses ministres ont étudié dans une école "imam Hatip".

Le principal mouvement laïque, le Parti républicain du peuple (CHP), est favorable à une réforme du système éducatif mais accuse le Premier ministre de vouloir endoctriner la jeunesse turque.

Le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan a annoncé son intention de soumettre le projet de loi au Parlement dans la journée de mardi et d'obtenir son adoption d'ici vendredi ou, si cela n'est pas possible, de faire siéger les députés le week-end prochain. (Reuters 27.03)

Economie

1- France

Le géant pétrolier français Total luttait mardi contre une importante fuite de gaz sur une de ses plateformes en mer du Nord, qui a entraîné la mise en place d'une zone d'exclusion maritime et aérienne et l'évacuation par précaution de plus de 300 personnes.

La fuite sur la plateforme du gisement d'Elgin, à environ 240 km au large de la ville écossaise d'Aberdeen, représente d'ores et déjà "le plus gros incident pour Total en mer du Nord depuis au moins dix ans", a indiqué à l'AFP un porte-parole de la compagnie, Brian O'Neill.

Déclenchant un plan d'urgence, le groupe a fait appel à des experts venus de France et à "d'autres spécialistes" pour tenter de circonscrire la fuite, détectée dimanche.

Mais un de ses représentants a estimé qu'il faudrait peut-être compter jusqu'à six mois pour en venir à bout. La compagnie a reconnu dans un communiqué en fin d'après-midi que la fuite "persistait".

Jake Molloy, un responsable du RMT, le syndicat représentant les employés du secteur, a estimé que les conséquences de la fuite pouvaient être "catastrophiques" si elle n'était pas rapidement colmatée.

Total a évacué les 238 personnes à bord de sa plate-forme dès la nuit de dimanche à lundi, et coupé l'alimentation en électricité afin de limiter les risques d'explosion.

La compagnie anglo-néerlandaise Shell a évacué de son côté 85 employés se trouvant sur deux de ses installations, une plateforme et un puits, situées à quelques km de là.

Lors de la fuite dimanche, du liquide s'est d'abord échappé avant le gaz, a expliqué Total, entraînant la formation d'une nappe fine d'hydrocarbure d'environ 12 km².

Selon le porte-parole, il s'agit d'un condensat léger, qui devrait spontanément s'évaporer de la surface de l'eau. Un avion capable d'arroser la zone de dispersants est prêt à intervenir mais "nous ne devrions pas en avoir besoin", a-t-il estimé.

Interrogé sur la création d'un puits d'intervention, destiné à soulager la pression sur le puits principal, le porte-parole a répondu qu'il s'agissait "d'une possibilité" mais qui "prend beaucoup de temps".

"Un puits d'intervention prend au minimum six mois", a expliqué sur la BBC David Hainsworth, responsable sécurité et environnement chez Total au Royaume-Uni.

"Les premières indications montrent qu'il n'y pas d'impact significatif sur l'environnement", a assuré le groupe dans son communiqué publié en fin d'après-midi. (AFP 27.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 mars

CAUSERIE

J'étais en train de convertir des articles au format pdf quand un problème est survenu, on verra cela demain.

En même temps, si j'en trouve le temps je rectifierai ma position sur la partition du Soudan, maintenant que je suis en possession des éléments qui me manquaient pour me prononcer définitivement.

Vous comprendrez ou non qu'on ne peut pas adhérer aveuglément à une position sur la bonne mine ou la bonne foi supposée de dirigeants ou de partis qui passent une partie de leur temps à nous tromper ou nous manipuler. Je sais que la quasi totalité ou presque des militants s'en contentent en l'absence de tout élément concret ou analyse sérieuse pour étayer leur position, c'est tellement facile de se retrancher derrière un principe sans se donner la peine de réfléchir, je m'y refuse catégoriquement, je prends ainsi le risque de me tromper, ce qui a été le cas avec le Soudan, sur la Libye j'ai été *on the edge* comme l'on dit, sur la Syrie, bien informé je ne suis pas tombé dans le panneau, sur la Tunisie et l'Egypte non plus...

J'ai tiré les leçons de mes hésitations et de mes erreurs, dorénavant en présence d'une question que je ne maîtrise pas, je m'abstiendrai de prendre position aussi longtemps que je n'aurai pas rassemblé suffisamment d'éléments pour me forger une conviction, vaut mieux encore répondre que je ne sais pas, plutôt que de commettre une erreur qui pourrait être évitée. Vous aurez remarqué au passage que nos dirigeants ne commettent jamais d'erreurs puisqu'il ne leur arrive jamais de les corriger publiquement, ils sont parfaits ! Si cela ne s'appelle pas pratiquer et encourager le culte de la personnalité, qu'est-ce que c'est alors ?

Autre chose.

Je ne sais pas comment ma proposition de soutenir la candidature de Mélenchon a été accueillie par les camarades qui se connectent sur le site, en la situant dans une autre perspective politique que celle proposée par le candidat du FdG.

Il ne vous aura pas échappé que cette position n'a rien d'électorale et qu'elle s'inscrit dans une démarche qui n'a rien d'institutionnelle non plus, puisque son orientation a notamment pour objectif de favoriser ou conduire à l'éclatement du régime qui arrivera tôt ou tard.

Tout compte fait, la tournure que prend cette campagne électorale me met de bonne humeur, pour tout vous dire je me marre bien, car il est possible qu'elle ouvre une brèche dans le consensus UMP-PS dans laquelle les masses pourraient s'engouffrer à terme, tout en alimentant ou mettant en lumière les contradictions avec lesquelles les différents partis sont aux prises. Je ne place aucun espoir dans Mélenchon ou la clique de bras cassés qui l'entoure.

Tout ce qui contribue à accentuer les contradictions du régime jusqu'à le faire exploser est bon à prendre, telle est ma démarche, pragmatique (lire plus loin d'où je tire mon inspiration).

En parcourant rapidement hier soir le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, je n'ai pu m'empêcher d'esquisser un sourire. Le POI est totalement isolé, tout comme le NPA ou LO, pas seulement des autres partis mais des masses elles-mêmes, vous me

direz que ce n'est pas nouveau ou une découverte, par contre j'ai constaté dans le compte-rendu qu'ils fournissaient des réunions publiques qu'ils avaient organisées, que la plupart des intervenants leur posaient des questions non pas sur l'objet de la réunion à laquelle ils avaient participé, mais sur certains éléments du programme du Front de Gauche, ce qui a dû avoir le don d'agacer au dernier degré les dirigeants du POI, ce qui est amplement mérité.

En observant de quelle manière Mélenchon aborde les masses et ce qu'en disait Lénine en 1917 (lire plus loin), j'ai comme l'impression au moins sur cette question précise, que Mélenchon est plus léniniste que les dirigeants du courant communiste internationaliste du POI, je ne plaisante pas, pour le reste c'est une autre affaire.

Dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, Engels expliquait que c'était des ouvriers qui étaient à l'origine du mouvement chartiste (syndical), alors que c'était plutôt des bourgeois qui étaient à l'origine du socialisme. En transposant ce constat à notre époque, je dirai qu'un intellectuel ou un bourgeois apparaîtra plus crédible aux masses exploitées pour représenter le socialisme, qu'un ouvrier incapable d'affronter la horde déchaînée des médias ou des intellectuels ou encore les dirigeants des autres partis sans se faire ridiculiser ou piétiner.

Suite de l'affaire d'Etat Merah.

Recherche désespérément l'homme invisible.

La police a localisé mercredi dans un village de l'Aude une voiture dans laquelle se trouveraient un casque et des pièces de carénage d'un scooter semblable à celui utilisé par Mohamed Merah pour commettre ses tueries, a-t-on appris de source proche de l'enquête.

Précision de Reuters du 29.03. Pour le moment, les enquêteurs à Toulouse ne confirment pas que les gendarmes aient retrouvé dans la voiture un carénage de scooter T-Max et un casque sombre, ni qu'il s'agisse bien de la Clio utilisée par Mohamed Merah.

La voiture, une Clio immatriculée en Haute-Garonne (le département de Toulouse où vivait Mohamed Merah), appartiendrait à un homme domicilié à la même adresse que le tueur, a indiqué cette source, confirmant des informations mises en ligne sur le site du Midi Libre.

Précision de Reuters du 29.03. Le véhicule aurait été volé à Toulouse alors qu'il était garé près du domicile de l'auteur des tueries.

Elle a été repérée à Saint-Papoul où des habitants se sont étonnés de la voir stationner plusieurs jours sans bouger. On ignore à quel moment le véhicule a été abandonné dans cette localité proche de Castelnaudary. (AFP 28.03)

Abdelkader Merah a reconnu s'être trouvé sur les lieux et a laissé entendre que l'auteur du vol n'était pas Mohamed Merah mais, peut-être, une autre personne, dit-on de même source. (Reuters 29.03)

Au passage, ils ne peuvent même pas retenir la complicité de vol contre Abdelkader Merah. Alors sa détention est illégale, sur quel élément concret repose-t-elle ? Aucun ! Et la présomption d'innocence, ils s'assoient dessus les juges, Sarkozy en a décidé ainsi et ces larbins s'exécutent.

Deux clés qui n'ouvrent aucune porte.

Une clé USB contenant la vidéo des tueries de Toulouse et Montauban a été retrouvée dans la poche du pantalon de Mohamed Merah après sa mort le 22 mars dans un assaut du Raid, a indiqué ce mercredi un jugement du tribunal de grande instance de Paris.

Dans son jugement, le TGI de Paris indique que la lettre anonyme reçue par le bureau parisien de la chaîne «*renfermait notamment une micro-clé USB (...), film identique après visionnage à celui découvert lors de la fouille de son corps sur un support USB se trouvant dans sa poche de pantalon (...)*». (20minutes.fr 28.03)

Qui va se dévouer pour endosser le rôle de complice ?

Le procureur de Paris François Molins a aussi indiqué que les enquêteurs avaient retrouvé "le sac qu'il avait confié à quelqu'un contenant une caméra Go Pro dont il s'était effectivement saisi et qui lui avait permis de filmer l'intégralité des trois tueries dont il s'était rendu coupable". (20minutes.fr 28.03)

Depuis maintenant une semaine, ils disposent de tellement d'éléments matériels permettant une identification génétique du ou des soi-disant complice, qu'ils auraient déjà dû mettre la main dessus, car on imagine que les islamistes qui auraient pu participer indirectement aux crimes commis par M. Merah étaient fichés et avaient fait l'objet d'empreintes génétiques, y compris à leur insu car il n'y a rien de plus facile à réaliser lorsqu'on les a sous la main, il suffisait de leur tendre un objet, une cigarette ou

un verre d'eau par exemple, et une fois récupéré de sortir l'empreinte génétique qui s'y trouvait, cela ne prend pas plus de 24H à la police scientifique. (A suivre)

Radicalisation des contradictions du régime

Commentaire avisé d'un internaute.

- *"Difficile position pour FH, qui se retrouve pris en tenaille, alors que cette situation paraissait vouée à NS. S'il s'allie à l'ultra-gauche de Mélenchon, il perd l'électorat de Bayrou au second tour. S'il s'entend avec Bayrou, il se crée une abstention sur sa gauche... En sachant, qu'on le veuille ou non, qu'il n'y a aucune cohabitation possible entre des électeurs de centre droit qui étaient prêts à voter Hollande par détestation de Sarkozy, mais pas pour mettre au pouvoir des ministres communistes."*

Précisons, ce sont les institutions, le régime qui va être "pris en tenaille".

Le PS, le régime, otage du Front de Gauche.

"Au premier tour, Jean-Luc nous arrange car il joue les rabatteurs pour la gauche. Au second, il peut nous nuire en servant d'épouvantail à moineaux. Plus il sera haut, plus Hollande devra lui donner des gages, plus Sarkozy pourra agiter le spectre du communisme et plus cela nous sera difficile de rassembler au-delà de la gauche", prévient un proche du candidat socialiste. (lemonde.fr 28.03)

En attendant, c'est plutôt le candidat qui "aime les riches", Hollande, qui sert d'épouvantail et poussent les masses à s'orienter vers le candidat du FdG.

Qu'est-ce qui a radicalisé les travailleurs sinon la crise qu'ils subissent de plein fouet ?

- Mélenchon sait s'adresser à l'hémisphère radical qui sommeille chez tout électeur de gauche qui se respecte. (liberation.fr 28.03)

Une façon de reconnaître que les masses sont en train de se radicaliser sur le plan politique.

Un danger suprême guette les institutions.

En privé, les responsables de l'UMP se réjouissent de la montée de M. Mélenchon dans les sondages. "Il n'y a que Mélenchon qui puisse sauver Sarkozy", a confié l'un d'eux. Sous-entendu: plus M. Mélenchon monte dans les sondages, plus les centristes hésiteront à voter Hollande au second tour et choisiront plutôt Nicolas Sarkozy.

"Soyons prudents parmi les soutiens de NS (Nicolas Sarkozy, ndlr): certes la poussée Mélenchon fait baisser FH (François Hollande, ndlr) mais elle prépare un bon report au second tour", a-t-il déclaré.

"De surcroît", selon lui, "la remise en cause de la bipolarité républicaine entre deux grands partis de gouvernement n'est pas un progrès pour la France". (AFP 28.03)

Il a raison de son point de vue, et c'est bien parce cela présente un réel danger pour les institutions que je soutiens le Front de gauche à la présidentielle et à l'élection législative.

Quand dire simplement ce qui est fait figure d'extrémisme et frôle l'amalgame

"Jean-Luc Mélenchon est un homme qui a le sens de l'Etat, qui défend les valeurs de gauche d'une manière extrême parce qu'il sait qu'il ne sera pas président de la République, donc il peut pousser un peu sur des terrains plus aisés", a-t-il dit.

"Mélenchon par son talent, sa générosité, sa volonté de bien manifester ce qu'est la gauche peut être en train de récupérer un électorat populaire qu'il arrache au Front national ou à d'autres candidats au centre ou ailleurs", a ajouté Michel Vauzelle.

A ses yeux, un bon score du candidat de Front de gauche ne saurait être considéré comme problématique. (Reuters 28.03)

Dans l'immédiat peut-être, attendez de voir la suite...

Euphémisme, regret, mensonge et mépris.

Jean-Christophe Cambadélis s'est lancé le premier. Dans un entretien sur Francesoir.fr, le député de Paris a jugé "*plutôt positive*" la progression du député européen. Admirez le "*plutôt*", puisqu'il faut bien faire avec, c'est un constat qui camoufle mal un regret.

"*Il ramène dans l'espace d'une gauche de gouvernement des électeurs qui s'en étaient peut être éloignés.*" "*peut-être*", mais rien n'est moins sûr, alors qu'il n'y a aucun doute sur cette question, les travailleurs se sont résolument détournés du PS.

Donc, ajoute-t-il, "*c'est plutôt positif, d'autant qu'ils se reporteront certainement sur Hollande au second tour*", assure-t-il. Il exprime là un souhait plus qu'une conviction car rien n'est moins sûr au regard des commentaires de nombreux internautes qui disent refuser de voter Hollande au second tour.

Selon lui, ce report est d'autant plus certain que ces électeurs de Mélenchon "*ne peuvent concevoir cinq ans de plus avec Sarkozy*" et d'autre part, continue-t-il, "*les idées radicales de confrontation frontale avec le capitalisme trouvent un écho dans notre programme*". Là il commet une grave erreur d'appréciation en se focalisant sur l'élection présidentielle, car l'élection présidentielle ne règle pas tout contrairement à l'élection législative qui va déterminer quel parti va gouverner, dans quelles conditions et avec qui, et c'est là qu'on les attend au tournant. Quant aux "*idées radicales de confrontation frontale avec le capitalisme*", c'est une vue de l'esprit, elles sont inexistantes dans le programme du PS, c'est d'ailleurs ce qui conduit bon nombre d'électeurs prêts à voter pour le PS à se reporter sur le FdG. (source : lemonde.fr 28.03)

Un aveu.

Marie-Noëlle Lienneman a demandé dans une interview pour le site de Public Sénat, à son parti de "*prendre en compte Jean-Luc Mélenchon (...) et ce que les Français expriment dans cette campagne*". (lemonde.fr 28.03)

Comme quoi ces gens-là parlent à tort et à travers. Qu'a-t-elle dit ? Que Mélenchon incarnait les attentes des millions de travailleurs ce qui n'était pas le cas du PS, les travailleurs rejettent à la fois la politique de l'UMP et du PS.

Lang de bois. Ceux qui préfèrent voter Mélenchon plutôt que Hollande sont des inconscients.

"*Dans une période intermédiaire, il est normal que les électeurs gambadent et fassent l'école buissonnière. Il y a sans doute des électeurs qui, pour l'heure, expriment leur choix pour Mélenchon, mais qui voteront Hollande*", évacue Jack Lang. (lemonde.fr 28.03)

Qu'il traite ainsi à la légère cette question n'a rien d'étonnant pour l'émissaire spécial de Sarkozy. Qu'il méprise et traite d'infantilisme les électeurs de Mélenchon non plus.

La calomnie, le désarroi avant la panique.

A propos de Mélenchon. "*Il n'y a aucune raison, alors qu'il est soutenu par la droite, qu'on arrête sa progression en ne faisant rien*", a déclaré en substance M. Fabius. (lemonde.fr 28.03)

Je rectifie ou précise la pensée de ce grand bourgeois : Mélenchon est soutenu par l'extrême droite puisqu'il lui pique des électeurs potentiels, c'est bien cela ?

N'aurait-il pas oublié quelque chose, l'essentiel ?

Hollande à Nice : "*Il y a des candidats qui portent une espérance, des attentes, des expressions, mais à un moment, lorsqu'il conviendra de choisir il y aura soit le candidat Nicolas Sarkozy, soit le changement que je représente*". (AFP 28.03)

Tout ce qu'on voudra sur le plan subjectif, mais rien sur le plan objectif, concret ou matériel, surtout pas des besoins sociaux (urgents) à satisfaire.

A quoi se résume le "*changement*" ou "*l'alternance*" ? Tous les cinq ans les travailleurs sont invités à exprimer leur désir de changement dans un candidat qui est le clone de son concurrent direct. Le changement réside uniquement dans la personne du locataire qui occupera le Palais pendant les cinq années à venir, précisons, et qui sera appelé à poursuivre la politique du précédent à son rythme en fonction du contexte national et international.

De quoi donner à philosopher aux opportunistes. Le coeur à "**gauche**" et le portefeuille à "**droite**".

Nicolas Sarkozy a répliqué mercredi aux socialistes qui mettent en cause sa politique dans l'affaire des bonus élevés du président du directoire de Publicis, Maurice Lévy, en soulignant que l'actionnaire principal du groupe, Elisabeth Badinter, avait "*le coeur à gauche*".

Elisabeth Badinter (PS), le principal actionnaire de Publicis, à hauteur de 10,5% du capital, et siège à son conseil d'administration.

"Elle a touché 85 millions d'euros de dividendes, elle a une fortune qui a été évaluée en 2010 à 652 millions d'euros, ce sont des chiffres publics, c'est en augmentation de 27 millions d'euros par rapport à 2009, 27 millions en un an, pourquoi ceux qui s'empressent de condamner l'un ne condamnent pas l'autre ?", a dit Nathalie Kosciusko-Morizet lors d'un point de presse. (Reuters 28.03)

Normal que le président des riches s'enrichissent, sinon à quoi bon...

La situation patrimoniale de Nicolas Sarkozy a été publiée le 24 mars au Journal officiel. En cinq ans, la fortune déclarée du chef de l'Etat est passée de 2 077 997,40 à 2 740 953, soit une hausse de 32 %, notamment grâce à ses contrats d'assurance-vie. (lemonde.fr 28.03)

L'emprunte nulle de Sarkozy sur la culture.

Sarkozy, lors de son meeting de Nantes mardi soir : *«Je veux apporter des réponses. Des réponses qu'on ne comprendra pas dans un certain nombre de cercles dirigeants. Des réponses qu'on va regarder avec cette méprisance, cette attitude hautaine»*, a lancé le candidat UMP, en marquant tout de même une petite hésitation avant de prononcer le mot fatidique, fruit de quelques moqueries. (20minutes.fr 28.03)

On dit avoir une attitude méprisante ou exprimer du mépris envers quelqu'un ou quelque chose, le nom et l'adjectif existe déjà, alors pourquoi employer un néologisme ?

Relisez la phrase, il utilise "attitude" deux mots plus loin, cela a dû lui venir à l'esprit en même temps que les mots précédents. Il a dû s'apercevoir trop tard qu'il allait employer deux fois le même substantif dans un intervalle d'à peine deux mots, ce qui aurait marqué une forme d'insistance qu'il voulait éviter. Je ne sais pas à quel endroit précis s'est située son hésitation avant ou après avoir prononcé "cette", si elle est intervenue après, "cette" étant féminin il ne pouvait plus employer "mépris" qui est masculin, si elle est intervenue avant, il aurait pu dire "ce mépris", à moins qu'il ait trouvé cette caractérisation trop violente à l'encontre de ses amis et qu'au dernier moment il a recouru au néologisme "méprisance" pour atténuer son propos.

Des crétins de journalistes ont relevé que ce n'était pas la première fois qu'il recourait à des néologismes, «*héritation*» (héritage) et «*fatitude*» (fatuité), sans toutefois analyser dans quel contexte il les avait prononcés, sinon ils se seraient rendus compte qu'il parlait plus vite qu'il ne pensait et ne maîtrisait pas vraiment son discours ou sa pensée, et que chez lui l'emploi de néologismes avait pour fonction de corriger ce dysfonctionnement, ce défaut de synchronisation entre sa pensée et sa parole.

En gros, son ambition dévorante ou l'exercice du pouvoir lui est monté à la tête et lui joue de mauvais tours. En outre, il est tellement imbu de sa petite personne, il est tellement convaincu de faire partie des rares élus appelés à connaître un destin hors du commun, qu'il agit par excès de confiance en lui. Dans la pratique, cela se traduit par le fait qu'il parle et se penche éventuellement, exceptionnellement sur ce qu'il a dit, il se croit en monarchie, il est dans la peau du souverain dont les sujets n'auraient pas l'audace de contester les paroles ou de relever les erreurs, prérogative dont il est le seul dépositaire.

Désagrégation schizoïde (W. Reich). Un cas grave de dédoublement de la personnalité.

Nicolas Sarkozy estime dans une interview à paraître jeudi dans l'hebdomadaire Paris-Match que la dynamique de la campagne pour l'élection présidentielle est désormais en sa faveur et il promet, s'il est réélu, d'être un "président différent".

"Oui, je serai différent", ajoute-t-il. *"D'abord parce que j'aurai déjà été président pendant cinq ans. Et on ne reproduit pas les erreurs qu'on a pu commettre"*, ajoute-t-il.

Il estime que la principale de ses erreurs a été de "penser" qu'il était encore ministre et assure que ses cinq années déjà passées à l'Elysée l'ont apaisé.

"Je serai un président qui aura plus de recul par rapport à l'actualité et qui se préoccupera avant tout des grandes réformes qu'il y a à mener", jure le chef de l'Etat.

Nicolas Sarkozy promet également que s'il est réélu, *"il n'y aura aucune augmentation nouvelle d'impôts"*. (Reuters 28.03)

Jurer, c'est mentir !

Vous voyez que nous avons raison de parler du *flic-président*, il dit lui-même qu'il était resté ministre... de l'Intérieur.

Quand il affirme "*il n'y aura aucune augmentation nouvelle d'impôts*", il reconnaît implicitement qu'il les a augmentés alors qu'il avait prétendu le contraire lors de sa campagne électorale en 2007, c'est l'adjectif "*nouvelle*" qui le trahit.

Il s'est fait élire en 2007 en se faisant pas pour ce qu'il n'était pas, et maintenant qu'on le connaît mieux et qu'il est littéralement détesté dans le pays, le voilà qui veut se faire passer pour un autre, faire peau neuve pour remettre cela pendant cinq ans.

Sur quoi joue-t-il au juste pour faire preuve d'une telle audace ?

C'est simple à comprendre, chacun sait ou a pu constater que le bon peuple était porté à faire preuve de davantage de tolérance envers les puissants qu'ils vénèrent par ignorance ou habitude qu'envers les faibles qui lui ressemblent ou auxquels il ne voudrait pas ressembler, cela peut paraître paradoxal et injuste mais c'est ainsi, il le sait, en use et en abuse en estimant encore possible d'abuser une nouvelle fois la majorité des électeurs, il n'a pas tort puisque cela marche, reste à savoir si cela suffira pour l'emporter le 6 mai prochain.

Actualité en titres

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

- Le pouvoir d'achat des Français a très peu progressé pendant le quinquennat - AFP

- En 5 ans, Nicolas Sarkozy a gagné 663 000 euros - LeMonde.fr

Aucune dignité !

- A Nice, Montebourg vante Hollande, le «*candidat étincelant*» - Liberation.fr -

Quelques conseils ou aphorismes de Lénine, sur le mode : apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.

Thèses d'Avril de Lénine, 1917- (Lénine en avril 1917 (1) - Les Cahiers du mouvement ouvrier / Numéro 26 - CERMTRI)

Un mot "**complètement pourri**".

- "Le mot social-démocrate est inexact. Ne vous accrochez pas à un vieux mot, qui est complètement pourri. Vous voulez construire un nouveau parti... et vers vous viendront tous les opprimés."

Un nom qui n'effraie pas le peuple.

- "Le peuple comprendra le nom de «*communiste*»."

Soyez propre sur vous et fier de l'être.

- "Vous avez peur de trahir de vieux souvenirs. Mais changer de linge, c'est enlever sa chemise sale et en mettre une propre."

Qui, quoi, pour qui ?

- "Ce qui est important dans les lois, ce n'est pas le fait qu'elles soient inscrites sur le papier, c'est qui les applique."

Essaie, ose, fais preuve d'audace.

- "L'art de gouverner ne s'apprend dans aucun livre. Essaie, trompe-toi, apprends à gouverner."

Surtout ne nous croyez pas sur parole, tirez les enseignements de vos propres expériences.

- "Pendant que nous sommes en minorité, nous effectuons un travail de critique, afin de délivrer les masses du mensonge. Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience."

Pourquoi j'ai en horreur l'ouvriérisme, démonstration par le maître.

- "La seule chose qui a toujours perdu les révolutions, c'est la phrase, la flatterie du peuple révolutionnaire. Tout le marxisme enseigne à ne pas céder à la phrase révolutionnaire, surtout lorsqu'elle se vend bien."

Nous n'avons rien à vendre, rien ne nous appartient, surtout pas nos idées qui appartiennent à notre classe, c'est un bien collectif et indivisible, inaliénable, car il y a toujours quelqu'un pour reprendre le flambeau, Lénine en avril 1917 dans le cas présent. Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, et quand tu as vécu longtemps à ses crochets et que du jour au lendemain il décroche, tu tombes de haut.

Avis à nos grands révolutionnaires en panne d'inspiration... et de compréhension.

- "Nous, les bolcheviks, nous sommes habitués à avoir l'attitude la plus révolutionnaire possible. Mais c'est insuffisant.

Il faut comprendre."

Ne nous trompons pas d'ennemi

- "Ce ne sont pas des individus isolés qui ont suscité la guerre, c'est le capital financier international."

Les masses sont pragmatiques.

- "Les masses abordent le problème pratiquement et non théoriquement. Notre erreur, c'est d'avoir une démarche théorique."

C'est ce que je ne cesse de répéter, en vain.

C'est trop demandé à nos dirigeants

- "Il ne faut pas s'adresser au peuple en baragouinant latin, mais en parlant de façon simple et compréhensible."

C'est ce que je ne cesse de répéter, en vain. Mélenchon l'a bien compris

L'Assemblée constituante n'est pas un des piliers de l'Etat ouvrier, mais bourgeois.

- (un opposant aux thèses de Lénine) "Les propositions concrètes du camarade Lénine ne sont pas réalistes. En particulier, la 5e thèse est particulièrement inacceptable, car elle mène logiquement non seulement à nier la république parlementaire, mais aussi à supprimer la revendication de l'Assemblée constituante. Or la convocation de l'Assemblée constituante est politiquement rationnelle, car, dans la mesure où la bourgeoisie y sera représentée en tant que classe".

C'est bien cela le problème, c'est une institution bourgeoise, de l'Ancien régime ou du régime toujours en place, qui a pour unique fonction de contenir le rapport de force entre les classes dans le cadre de l'ordre établi, c'est un obstacle dressé sur la voie de la révolution socialiste.

Vous retrouvez là ce que je n'arrête pas de marteler, à croire que je serais devenu léniniste ou en bonne voie pour le devenir...

INFOS EN BREF

Politique

1- France. Le "**Squale**" finira-t-il scalpé ?

C'est l'homme le plus secret de France, Bernard Squarcini, le directeur central du renseignement intérieur. Pour la première fois, des journalistes ont enquêté sur un patron du contre-espionnage encore en activité. Cette semaine, *Le Point* publie, en exclusivité, les extraits du livre *L'espion du président. Au coeur de la police politique de Sarkozy*. Pendant un an, deux collaborateurs du Point et un journaliste du Canard enchaîné ont plongé au coeur du plus puissant service de renseignements dont s'est jamais dotée la France. La DCRI et ses 4 000 fonctionnaires. Ce "*FBI à la française*" voulu par Nicolas Sarkozy, qui fusionne les renseignements généraux et la DST, la Direction de la surveillance du territoire, a été créé avec une promesse : en finir avec les cabinets noirs, les manipulations et les coups tordus.

C'est tout le contraire que l'on découvre à la lecture de leur enquête. Dès sa création en juin 2008, l'outil a été dévoyé au profit d'un clan. Une dérive rendue possible par l'extrême proximité de son patron, Bernard Squarcini, avec l'Élysée. Mais aussi par la cloche du secret-défense qui permet de tenir à distance magistrats ou journalistes trop curieux. Les troublantes fréquentations du "Squale", comme on l'appelle, "*l'homme qui sait tout et qui veut tout savoir*", selon sa formule, sont elles aussi passées au crible. En octobre 2011, Bernard Squarcini a été mis en examen pour "*atteinte au secret des correspondances*" dans l'affaire des fadettes du journal *Le Monde*. (lepoint.fr 28.03)

2- Autriche

Le parlement autrichien a adopté mercredi soir une cure d'austérité de près de 27,9 milliards d'euros ficelé en quelques semaines après la perte par la petite république alpine de sa précieuse note triple A et dont l'objectif est de revenir à un budget équilibré en 2016.

Malgré les vives critiques de l'opposition -- Verts, populistes et extrême-droite -- qui juge ce plan bancal, il a été adopté avec les voix des députés soutenant le gouvernement de grande coalition associant les sociaux-démocrates (SPÖ) aux conservateurs (ÖVP).

Le plan d'austérité met l'accent sur les réductions des dépenses (17,3 milliards d'euros au total), les retraités et les fonctionnaires payant le plus lourd tribut. Il prévoit aussi des coupes dans les subventions aux entreprises publiques.

Une réforme de l'assurance-maladie doit rapporter 1,4 milliard. Et le gouvernement compte sur 9,2 milliards provenant de créations et augmentations d'impôts.

"*Nous avons besoin de réduire notre dette, cela était et est toujours notre motivation avec ce paquet*", a déclaré le vice-chancelier conservateur, Michael Spindelegger.

L'Autriche n'est pourtant pas le plus mal en point des pays de la zone euro: son déficit public s'est élevé à 3,3% du Produit intérieur brut (PIB) en 2011, selon des chiffres provisoires du ministère des Finances, à quelques encablures de la limite de 3% tolérée par le Traité de Maastricht et le Pacte de stabilité et de croissance qui y est lié. Sa dette publique a représenté 72,2% du PIB l'an passé, alors que le Pacte prévoit un maximum de 60%, et l'Autriche peut s'enorgueillir du plus faible taux de chômage (4,1%) de l'Union européenne. (AFP 28.03)

3- Egypte

L'assemblée égyptienne chargée de rédiger une nouvelle Constitution a élu mercredi à sa tête Saad al Katatni, par ailleurs président du parlement.

La totalité, à une exception près, des 72 membres présents mercredi se sont prononcés en faveur de Katatni, qui appartient au Parti Liberté et Justice, la formation politique des Frères musulmans. (Reuters 28.03)

Les juristes de Washington, Doha et Riad n'ont plus qu'à se mettre à l'ouvrage !

4- Guatemala

Quelque 10.000 indiens et paysans du Guatemala venus du nord du pays ont conclu mardi une marche de neuf jours et 214 kilomètres vers la capitale pour demander aux autorités l'annulation de leurs dettes et la fin de l'exploitation minière sur leur territoire d'origine.

La marche, principalement composée d'hommes mais aussi de quelques femmes portant des bébés, est arrivée à la mi-journée Place de la Constitution, au centre de la capitale guatémaltèque, où les manifestants attendaient que le président Otto Perez reçoive leurs représentants.

Les marcheurs, partis le 19 mars de Coban, dans le nord du pays, ont parcouru de 20 à 30 kilomètres par jour et étaient rassemblés sous la bannière de l'association Comité d'unité paysanne (CUC), créée dans les années 1970 par Vicente Menchu, le père du Prix Nobel de la Paix 1992 Rigoberta Menchu.

"*Nous refusons qu'ils exploitent l'eau! Plus de mines sur nos terres! C'est ce que nous exigeons aujourd'hui*", haranguait au mégaphone le responsable du CUC Daniel Pascual, jurant que les marcheurs ne quitteraient pas la place tant qu'ils ne seraient pas reçus par le président.

Parmi leurs revendications, figure l'apurement d'un total de 100 millions de dollars de dettes contractées auprès de l'Etat pour acheter des terres qui se sont révélées selon eux non productives.

Ils réclament également l'annulation de quelque 400 concessions minières accordées sur leur territoire, après une consultation populaire ayant rejeté l'exploitation minière.

Le président Perez, en fonctions depuis le 14 janvier, s'était déplacé à la rencontre des marcheurs en fin de semaine dernière pour écouter leurs revendications. Il a proposé la mise en place d'une table ronde "*de haut niveau*" pour étudier les exigences indiennes. (20minutes.fr 28.03)

Social

France

1- La hausse du chômage devrait s'accroître

Les effectifs de l'emploi intérimaire ont baissé de 6,8% en février en France par rapport à février 2011, tous les secteurs étant touchés, selon le baromètre Prisme publié mercredi.

Cette publication intervient après l'annonce d'une dixième hausse d'affilée du nombre de demandeurs d'emploi en février.

En février, l'industrie et les services ont enregistré des baisses de 5,2% et 5,4% de leurs effectifs intérimaires, les transports et le commerce de -6,4% et -6,6%, et le BTP de -14,4%.

Le baromètre mensuel est réalisé à partir des données transmises par des entreprises de travail temporaire représentant plus de 80% de l'emploi intérimaire, selon Prisme, groupement d'entreprises du secteur.

Les précédents baromètres avaient fait état d'un recul de 3,9% de l'emploi intérimaire en janvier et de 8,3% en décembre.

La dernière hausse remonte à septembre (+5,5%). (Reuters 28.03)

2- Grève des éboueurs du Grand Lyon. Les briseurs de grève à la manoeuvre.

Des éboueurs du Grand Lyon -la communauté urbaine de Lyon-, en grève depuis deux semaines et demie, ont repris mercredi leurs tournées après des propositions de la direction sur leurs conditions de travail, a-t-on appris de sources syndicales et auprès du Grand Lyon.

Une centaine d'agents ont cependant de nouveau manifesté devant l'Hôtel de Ville, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le Grand Lyon, communauté urbaine de Lyon, a transmis mardi à l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT-FO-FAFPT-Unsa-Ugict/CGT un courrier avec des propositions, notamment pour permettre aux agents de ne plus travailler les samedis.

"*Au vu de cette avancée, une partie du personnel a décidé en assemblée générale ce mercredi matin de reprendre le travail*", a indiqué José Rodriguez, délégué Unsa.

Le Grand Lyon a recensé 24% de grévistes dans la matinée, contre 33% la veille. Des rondes de ramassage des ordures ménagères ont repris dans plusieurs quartiers, avec parfois un seul côté de rue traité, selon un journaliste de l'AFP.

Une centaine d'agents se sont rassemblés en fin de matinée sous les fenêtres de Gérard Collomb, maire (PS) de Lyon et président de la communauté urbaine, en lançant quelques pétards.

"*Nous espérons sortir du conflit*", a déclaré à l'AFP Pascal Bouchard (CFDT), soulignant que "*la population ne comprend pas*" ce mouvement de refus du redécoupage de la collecte entre public et privé. La revendication sur les samedis non travaillés s'est ajoutée au cours de la grève.

L'intersyndicale n'a toutefois pas donné de mot d'ordre de reprise du travail et s'en remet aux assemblées générales. (AFP 28.03)

Economie

1- Assurance

Les catastrophes naturelles ou causées par l'homme ont causé des dommages économiques (assurés et non assurés) de 370 milliards de dollars l'an dernier, un montant record, selon des chiffres définitifs publiés mercredi par le réassureur Swiss Re. (AFP 28.03)

2- Banque

Les banques ont réduit le crédit aux entreprises en février dans la zone euro, tandis que celles d'Espagne et d'Italie ont thésaurisé en emprunts souverains, ce qui laisse penser que l'argent dont la Banque centrale européenne a inondé le système bancaire n'a pas encore été filtré vers l'économie réelle.

Howard Archer, économiste de Global Insight, observe que la baisse des prêts aux entreprises et la stagnation des prêts aux ménages *"suscite la crainte que les 489 milliards d'euros prêtés aux banques européennes par la BCE à l'issue d'une appel d'offres à trois ans en décembre n'aient pas été répercutés - au moins jusqu'à présent - dans le crédit au secteur privé"*.

Les chiffres de la BCE montrent que les banques espagnoles et italiennes ont accru leurs achats nets d'obligations souveraines de la zone euro le mois dernier.

Pour les banques italiennes, la hausse, sans précédent, est de 23 milliards d'euros à un encours total de 301,6 milliards d'euros.

Pour leurs homologues espagnoles, la progression est de 15,7 milliards d'euros à un encours record de 245,8 milliards d'euros. (Reuters 28.03)

3- Australie

Le troisième groupe minier mondial, Rio Tinto, va vendre au fonds d'investissement HIG European Capital Partners son activité d'alumines de spécialité en Europe, soit trois sites de production en France et un en Allemagne.

Comme la sidérurgie, le secteur européen de l'aluminium souffre de la concurrence des productions à bas coûts de pays émergents, notamment la Chine, et de marges relativement faibles - 16% environ contre 63% pour le minerai de fer et 34% pour le cuivre, selon la CGT. (Reuters 28.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 30 mars

CAUSERIE

L'actualité étant très chargée, l'actualisation du site me prend un temps fou, je laisse donc de côté provisoirement certaines questions que je voulais aborder. Dimanche je ferai un break, car j'ai de la lecture en retard et je dois mettre de l'ordre dans mon disque dur, sans oublier d'actualiser les pages d'accueil des différentes rubriques du site, du boulot pour la journée entière, au moins. Bon week-end à tous.

Suite de l'affaire d'Etat Merah

Je ne reprends pas ici toutes les questions que posent cette affaire et qui ont été soulevées dans les articles du portail Mondialisation.ca que j'ai mis en ligne, par exemple la quasi impossibilité d'obtenir un visa pour certains pays en fonction des pays par lesquels on a transité précédemment, ce qui vaut pour certains pays du Moyen-Orient ou Israël.

Autres questions que nous n'avons pas posées.

Apparemment dans la famille et l'entourage de M. Merah tout le monde ignorait qu'il aurait fait des séjours en Afghanistan, au Pakistan, etc. pas même son avocat, seuls les renseignements généraux étaient au courant.

Tout le monde ignorait également qu'il aurait eu un penchant pour la religion, encore moins pour l'islamisme radical, alors qu'il avait fait une demande d'intégration dans l'armée française.

Tout cela n'aurait-il pas été fabriqué par les renseignements généraux, comment, par exemple en se servant des nombreux homonymes qui existait, au moins deux personnes portant le même nom et le même prénom ce sont manifestés

les derniers jours, dans le Nord et la région lyonnaise. L'histoire des "*photos de vacances*" qu'il aurait prise au Pakistan pourrait être une pure invention.

Cette affaire sent tellement le roussi, que bizarrement alors qu'elle semblait profiter à Sarkozy, il est subitement pressé de tourner la page, cela ne colle pas.

Fausse piste.

La voiture dans laquelle se trouveraient un casque et des pièces de carénage d'un scooter semblable à celui utilisé par Mohamed Merah et retrouvée dans un village de l'Aude n'a finalement aucun lien avec l'affaire, a indiqué une source policière à 20 Minutes ce jeudi.

La voiture, une Clio immatriculée en Haute-Garonne (le département de Toulouse où vivait Mohamed Merah), appartiendrait à un homme domicilié à la même adresse que le tueur, a indiqué cette source, confirmant des informations mises en ligne sur le site du Midi Libre. Elle a été repérée à Saint-Papoul, à 70 km au sud-est de Toulouse.

A l'intérieur se trouveraient un casque et des éléments de carrosserie d'un Yamaha T Max, le type de puissant scooter employé par Mohamed Merah.

Le même modèle que celle de M. Merah, une Clio, dont le propriétaire serait domicilié à la même adresse que M. Merah, dans laquelle se trouvait "*des éléments de carrosserie d'un Yamaha T Max*", le même modèle que le scooter que conduisait ou aurait conduit M. Merah. (20minutes.fr 29.03)

Précisions.

Cette Clio appartenait auparavant à un individu alors domicilié à Toulouse près du lieu de domicile du tueur au scooter, a indiqué jeudi la source judiciaire.

Cet ancien propriétaire, qui n'habite plus aujourd'hui en Haute-Garonne, a vendu le véhicule en septembre 2011 à l'état d'épave à un acheteur vivant à Saint-Papoul.

Ce nouveau propriétaire a par la suite entreposé dans l'épave des pièces usagées de son propre deux-roues, a indiqué la source judiciaire. (libération.fr 29.03)

Un article de 20minutes.fr sera encore plus précis, cette Clio appartenait à "*quelqu'un qui vivait dans la même rue que Mohamed Merah à Toulouse*" (20minutes.fr 29.03)

Résumons, pour ainsi dire à la même adresse, il y aurait eu deux personnes n'ayant aucun lien entre eux qui possédaient la même voiture et le même scooter, M. Merah avait volé le sien, plutôt étrange non ?

Il y a quelque chose qui ne colle pas. Ici il s'agirait d'une voiture en état de rouler qui aurait atterri récemment à cet endroit-là, depuis quelques jours selon des témoins, là il s'agirait d'une épave.

Dernière précision. Selon France 3 Sud qui cite "*des sources policières*", la Clio trouvée à Saint-Papoul serait "*simplement en panne*". (lepoint.fr 29.03) Elle ne serait pas blanche mais grise.

Excusez-moi, tous ces journalistes font leur boulot en dilettante, combien de versions vont-ils nous donner ?

Rencontre du troisième type.

Par ailleurs, Abdelkader Merah a confirmé lors de son audition qu'il y avait bien un troisième homme avec son frère et lui lors du vol du scooter, rapporte Le Parisien. (20minutes.fr 29.03)

S'agit-il d'une déclaration spontanée ou qu'on lui aurait soufflée, par exemple pour faire traîner l'enquête jusqu'au 6 mai... ou l'enterrer discrètement, Abdelkader Merah sera remis en liberté et on n'entendra plus parler de cette affaire ?

Il y a mieux encore.

«*Il n'a pas voulu préciser le nom de cet homme*» ni donner «*d'éléments supplémentaires pour permettre de le localiser ou de l'identifier. Cette personne est très activement recherchée*», indique une source judiciaire interrogée par le quotidien. (20minutes.

fr 29.03)

En échange de l'abandon des poursuites contre lui, les policiers aurait pu obtenir ces renseignements, d'ailleurs cela ne leur aurait rien coûté ou il ne risquait pas de se voir reprocher quelque chose, puisqu'ils n'ont aucun élément à charge (jusqu'à présent et à notre connaissance) contre Abdelkader Merah. Alors pourquoi n'ont-ils pas eu recours à cette démarche ?

Rien entendu pendant 9 mois d'écoute !

Mohamed Merah a bien été placé sur écoutes téléphoniques (entre mars et novembre 2011) à l'initiative des services de renseignement mais cette mesure a été levée fin 2011 faute de résultats, a dit jeudi François Fillon. (Reuters 29.03)

Question de l'avocat de M. Merah

Interview au Figaro : Rappelez-vous quand même de ce détail d'importance: cet homme dont la fin a montré une attitude aussi déshumanisée voulait avant cela porter les couleurs de la France et défendre les valeurs de la République en s'engageant dans l'armée française! (lefigaro.fr 29.03)

Effectivement, cela ne colle pas vraiment avec le portrait de l'assassin de trois militaires.

La dérive policière de l'Etat.

Une semaine après la mort de Mohamed Merah s'ouvre, jeudi 29 mars, le procès d'Adlène Hicheur, un physicien franco-algérien du Centre européen de recherche nucléaire (CERN) interpellé en 2009 pour "association de malfaiteurs en vue de préparer des actes terroristes".

Au cœur du dossier : des échanges de mails évoquant de possibles attaques en France, notamment contre des militaires.

Adlène Hicheur est un brillant docteur en physique des particules de 35 ans, parfaitement intégré. Il a surfé sur des sites radicaux et correspondu avec un cadre présumé d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

Hicheur a déjà passé deux ans et demi en détention provisoire pour de simples échanges de mails. Des mots "critiquables", "inquiétants" même, reconnaît son avocat, mais dont nul ne sait s'ils auraient, à terme, fait couler le sang. Peut-on juger quelqu'un pour avoir exprimé une intention, même la plus morbide ? C'est tout l'enjeu du procès qui se tient jusqu'à vendredi.

Son avoct, Me Baudouin, insiste sur le caractère "virtuel" de ces échanges. "Ces propos sont évidemment condamnables, mais il faut les prendre dans leur ensemble : jamais Hicheur ne s'engage sur la mise en œuvre d'un projet d'attaque précis. Quand la question arrive, il devient flou. Il a été au bord du précipice, mais il a fait à chaque fois demi-tour. Le fait d'avoir tenu ces propos est-il suffisant pour une qualification pénale ? C'est toute la question."

Le physicien a deux jours pour s'expliquer. Il encourt une peine de dix ans de prison. (lemonde.fr 29.03)

Il m'est arrivé de consulter ce genre de portail islamiste radical en cherchant à en savoir plus sur Ben Laden, histoire de recouper les informations transmises par d'autres sources dont le Réseau Voltaire.

La blanchisseuse du Palais. Pour service rendu... à Sarkozy. Il n'a pas perdu de temps, il a raison, celui de Sarkozy est compté !

Le patron du renseignement intérieur Bernard Squarcini a demandé l'annulation de sa mise en examen dans l'affaire d'espionnage téléphonique d'un journaliste du Monde, a-t-on appris jeudi auprès de son avocat, Me Patrick Maisonneuve.

Le directeur central du renseignement intérieur (DCRI) est soupçonné par les juges parisiens Sylvia Zimmermann et Alain Nguyen The d'avoir illégalement requis et analysé les factures téléphoniques détaillées («fadettes») du journaliste du Monde Gérard Davet dans le but d'identifier les sources du quotidien dans l'affaire Woerth-Bettencourt.

Bernard Squarcini a été mis en examen en octobre pour «atteinte au secret des correspondances par personne dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions», «collecte de données à caractère personnel par un moyen frauduleux, déloyal ou illicite» et «recel de violation du secret professionnel».

Sa requête en annulation a été déposée lundi, a indiqué Me Maisonneuve. Lors de son audition, Bernard Squarcini avait reconnu avoir cherché à trouver la source de Gérard Davet en analysant ses «fadettes». Dans un article du 18 juillet 2010, le Monde venait

de révéler le contenu des déclarations à la police de Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt, qui y mettait en difficulté Eric Woerth, ministre de Nicolas Sarkozy.

Fin juillet 2010, David Sénat, conseiller de la garde des Sceaux Michèle Alliot-Marie, avait été informé par sa hiérarchie que les services secrets avaient la certitude qu'il avait été la source de Gérard Davet, selon son récit dans le livre paru en août 2011 «*Sarko m'a tué*». Il avait été déchargé de ses fonctions. Il a toujours démenti avoir informé le Monde.

Dans ce dossier, le directeur général de la police nationale (DGPN), Frédéric Péchenard, a été entendu sous le statut de témoin assisté, intermédiaire entre celui de simple témoin et celui de mis en examen. A l'issue de cette audition, aucune poursuite n'avait été engagée le visant.

Ce volet des fadettes porte notamment sur l'interprétation de la loi du 10 juillet 1991 encadrant les écoutes dites administratives et de son article 20 qui permet de s'affranchir du cadre légal.

En septembre, 2010, la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) avait laissé entendre que la procédure invoquée par la police afin d'identifier la source d'un journaliste du Monde n'était pas valable.

Dans une autre affaire de «*fadettes*» de journalistes du Monde, la cour d'appel de Paris a annulé jeudi 22 mars les mises en examen du procureur Philippe Courroye et de son adjointe, et ce pour des motifs différents de ceux soulevés par Me Maisonneuve. (libération.fr 29.03)

Votre monde infâme messieurs Sarkozy, Bayrou, Hollande.

Quatre jeunes normands, âgés de 15 à 17 ans, soupçonnés d'avoir froidement exécuté un camarade de leur âge de deux balles dans la tête avant de brûler son corps dans une forêt ont été conduits jeudi matin au palais de justice de Rouen pour être mis en examen, a constaté l'AFP sur place.

Très vite interpellés puis placés en garde à vue mardi, les quatre jeunes ont affirmé avoir décidé de se débarrasser de leur camarade parce qu'ils craignaient qu'il ne les dénonce pour un cambriolage qui se serait déroulé début mars

Selon les premiers éléments de l'enquête, le groupe avait programmé l'"*exécution*" : les adolescents ont appelé lundi leur future victime à de " *multiples reprises*" sur son téléphone portable et l'un d'eux est venu le chercher avec un scooter pour le conduire près d'une route forestière de la forêt de Lyons où attendaient les trois autres, selon le lieutenant-colonel Jeannin.

Sur place, ils auraient fait asseoir leur victime sur un rondin pour l'abattre de deux balles de pistolet de calibre 5,5 millimètres dans la nuque avant d'asperger son corps d'essence et de le brûler, a précisé à l'AFP Valérie Cadignan, procureur de la République à Dieppe.

Selon elle, l'acte était "*prémédité*" depuis plusieurs jours par les auteurs qui ont attiré leur camarade "*dans un piège*" et se sont ensuite débarrassés de l'arme en la jetant dans une mare.

Les garçons interpellés, qui habitent le village de La Feuillie (1.100 habitants) ou ses environs, n'avaient pas d'antécédents judiciaires. Ce sont deux fratries de deux frères, âgés à chaque fois de 15 et 17 ans, qui ont fréquenté les mêmes établissements scolaires qu'Alexandre.

Pascal Legay, le maire de La Feuillie a fait état de son "*incompréhension*". "*De ce que je sais, ces jeunes ne se rendent pas compte de ce qu'ils ont fait*", a-t-il dit. "*La Feuillie est un village tranquille. On n'arrive pas à comprendre. On tombe le cul par terre*", a-t-il dit à l'AFP. (AFP 29.03)

Vous l'avez dit, c'est terrible ! On se croirait dans un autre pays, les Etats-Unis par exemple, non ?

Un instant de détente avant d'enchaîner avec les actualités de la veille, on l'a bien mérité, on suffoque à évoquer leur monde pourri.

Propos rapporté par un internaute hier, qui a dit à propos de La Talonnette : "*Celui-là, il faut lui marcher dessus et du pied gauche. Il paraît que ça porte bonheur.*"

Réponse : Chirac qui a déjà fait savoir qu'il ne votera pas pour lui mais pour Hollande.

La tête de veau au fromage, quoi ! Arrosé avec une piquette sortie de la barrique Depardieu. Une barrique, c'est 200 litres de pinard et de connerie pour l'occasion, on est dans la norme, il n'y a rien à retirer parce qu'il leur manque plutôt quelque chose, dans

le cerveau.

Chirac était plus cultivé que Sarkozy, qui pourrait se recycler en devenant l'avocat des voyous des multinationales et des banques, les braqueurs du FMI et de la BCE, de la Fed le protégeant. Ils sont nombreux à l'UMP à postuler à ce job relativement bien rémunéré.

S'il a gagné 663 000 euros en 5 ans, c'est que cela doit correspondre au prix de ses services estimé par ses commanditaires, c'est aussi ce qu'il espère gagner en travaillant, sinon il devra réduire son train de vie, heureusement qu'il y a la belle-famille qui est immensément riche, cela lui évitera d'aller quémander chez madame Bettencourt. Eventuellement elle pourra lui apporter des oranges une fois qu'il aura rendu des comptes à la justice sur toutes ses magouilles.

Contradictions en toile de fond de celles qui éclateront dans quelques mois.

- Interrogé jeudi matin sur France Info, Jean-Luc Mélenchon a mis les choses au clair : « *Entendons-nous bien : je n'ai pas d'objectif commun avec mon adversaire. Jusqu'à aujourd'hui le Front de Gauche a progressé et François Hollande est resté stable. Regardez les enquêtes d'opinion, consultez vos grenouilles* », lance l'ex-sénateur PS. Il ajoute : « *Tout son raisonnement (à F. Hollande, ndr) était que nous allions être quantité négligeable et qu'il nous aurait gratis. Il est dans cette ambiguïté. Et maintenant, la droite appuie sur cette contradiction. Mais moi je n'y suis pour rien* ». (publicsenat.fr 29.03)

Ce n'est pas tout à fait exact, peu importe, Sarkozy profite indéniablement de l'affaire Merah.

Mélenchon n'y est pour rien pourrait résumer la montée du Front de Gauche, hormis son talent d'orateur et de pédagogue. Des millions de travailleurs se reconnaissent dans son discours en apparence radical qui tranche avec celui de Hollande. Quand on compare les deux, on s'aperçoit au premier coup d'oeil que Hollande n'est pas un candidat de gauche.

- "Si je suis en tête de la gauche, il y aura des discussions, et naturellement je serai conduit, avec le Front de gauche, à faire des concessions aux socialistes", a déclaré M. Mélenchon sur France Info.

"A l'inverse, si François Hollande est en tête, il a dit qu'il n'y aura pas de discussions. Ce qu'on demande au Front de gauche, c'est une capitulation sans conditions, il n'en est pas question", a poursuivi le candidat FG, crédité d'intentions de vote allant jusqu'à 14%, soit environ la moitié de celles de M. Hollande.

L'eurodéputé a vu une "terrible ambiguïté" dans la position de François Hollande: "je lui ai déjà dit: tu ne pourras pas avoir en même temps François Bayrou qui propose l'austérité, et le Front de gauche qui propose la relance économique. Ce n'est pas possible dans un même gouvernement". (AFP 29.03)

Que Mélenchon soit disposé à faire des concessions au PS, on n'en a jamais douté, c'est mieux quand il le dit lui-même. Ce n'est pas notre cas, on appelle à voter Mélenchon contre Sarkozy et contre Hollande que l'on situe dans le même camp contrairement à Hollande qui est incapable de couper le cordon ombilical avec le capitalisme qu'incarne le PS

- Pour Lionnel Luca (UMP) : « *Hollande est un ersatz de gauche, un candidat Canada dry, un candidat Chamallow, mou. Il n'incarne rien de particulier face au sans-culotte Mélenchon. Même si les convictions de ce dernier sont illusoire* ».

C'est le double effet Mélenchon : aider indirectement l'UMP pour le premier tour. La droite espère un affaiblissement du candidat Hollande, qui serait tenté de changer de ligne. Mais renforcer le socialiste pour le second, en faisant le plein des voix. Pour compliquer le jeu de l'UMP, François Hollande n'entend pas mettre un coup de barre à gauche. A moins que Jean-Luc Mélenchon continue son ascension... (publicsenat.fr 29.03)

Il est trop tard pour Hollande, chacun sait à quoi s'en tenir à son propos et c'est très bien ainsi.

Maintenant il ne faut pas s'emballer, c'est uniquement sur le terrain de la lutte des classes que la crise politique du régime peut se dénouer en faveur du prolétariat et non dans les urnes, par des jeux d'appareils ou institutionnels, même si la crise des institutions alimentera la lutte de classe.

Pour que la crise actuelle se dénoue en faveur des capitalistes, il faut que ces derniers imposent une sévère défaite à la classe ouvrière, or c'est l'inverse qui est en train de se produire (en France). Les travailleurs ne pourraient pas se saisir de la victoire de Hollande parce qu'il n'est pas leur candidat, ils savent qu'il ne représente pas leurs intérêts. En revanche un score élevé de Mélenchon pourrait leur redonner espoir qu'un changement politique est possible, même si finalement Mélenchon y est opposé ou pas préparé. Reste à voir quelle attitude adoptera Mélenchon après ces élections présidentielles et législatives.

Notre démarche n'a pas non plus pour objectif de forcer la réalité ou de hâter la chute du régime, il tombera quand il sera mûr pour tomber. Notre démarche est pragmatique, elle s'appuie sur la brutale détérioration des conditions objectives dans les mois à

venir qui devrait pousser de larges masses à réfléchir davantage à la situation et à passer à l'action. Notre objectif est de les aider à se préparer (et à s'organiser) à affronter leur ennemi dans les meilleures conditions possibles, ce qui passe par briser les obstacles qui se dressent sur la voie de leur mobilisation révolutionnaire.

Avant-hier je n'ai pas été suffisamment clair sur un point.

Il ne s'agit pas pour nous de nous situer sur le terrain des illusions qu'expriment les masses envers le FdG, mais de partir de leurs attentes ou de leurs besoins en leur indiquant qu'ils ne pourront jamais envisager sérieusement de les satisfaire sans se fixer des tâches et des objectifs politiques à réaliser au préalable, sans que certaines conditions politiques soient remplies, dont leur organisation et la construction d'un parti véritablement révolutionnaire ou anticapitaliste, socialiste ou communiste.

Notre prise de position doit servir uniquement à avancer dans cette voie et non pour propulser le PS et le FdG au pouvoir, contrairement aux opportunistes qui espèrent ainsi défendre leur bout de gras ou les intérêts des couches privilégiées qu'ils représentent ou auxquelles ils appartiennent. Notre démarche est collective, elle correspond bien aux intérêts collectifs des masses exploitées, alors que celle de nos adversaires correspond davantage à des intérêts particuliers ou sectoriels dont ils se contenteraient bien, ainsi que la survie du régime.

Parfois des militants m'accusent d'être excessif, ils n'ont jamais dû lire Lénine qui l'était tout autant sinon davantage. A force de reculer on finit à plat ventre devant son ennemi, par se renier totalement, finalement on capitule lamentablement. L'histoire de la lutte des classes nous l'enseigne, mais la vie en général aussi.

Si vous commencez à reculer lorsque les contradictions entre les classes n'ont pas encore atteint un point de tension extrême, alors qu'en sera-t-il ce jour-là ? Vous prendrez vos jambes à votre cou ou vous passerez de l'autre côté de la barricade pour tenter de sauver votre carcasse, en vain, car l'ennemi ne vous épargnera pas davantage, rien en fait, vous connaîtrez le même sort que les autres travailleurs.

Il y en a parmi nous qui ont décrété qu'il fallait mettre le programme de la révolution socialiste dans notre poche et le sortir sous aucun prétexte en attendant des jours meilleurs. Et que constatez-vous ? Lorsque ces jours meilleurs sont arrivés, ils trouvent encore d'autres prétextes pour le garder bien au chaud au fond d'un tiroir et ainsi de suite. Qu'est-ce qui s'est passé entre temps ? Ils sont tellement habitués à passer des compromis avec l'ennemi, qu'ils sont devenus incapables de procéder autrement, la quantité s'est transformée en qualité, de révolutionnaires, anticapitalistes, socialistes, communistes ou trotskistes, ils sont devenus de vulgaires réformistes accompagnant le capitalisme vers sa chute.

La méthode de Lénine se situait aux antipodes de celle que je viens de décrire et qui lui faisait horreur, et il ne manquait pas une occasion pour le dire en face aux intéressés. Staline était beaucoup plus accommodant, d'où la facilité avec laquelle il a mis la main sur l'appareil du parti bolchevik. Quand en plaisantant j'écris parfois que je vais encore me faire des amis parmi ceux qui me lisent, je pense à Lénine pour qui ce n'était pas vraiment une préoccupation, il devait se le dire aussi et s'en foutre éperdument, force est de constater qu'il avait eu raison. Ne pas craindre d'être à contre-courant, d'être en minorité, d'être seul contre tous, du moment qu'on a la conviction que nos idées sont correctes et qu'on est en mesure de les défendre loyalement, un moment ou un autre elles s'imposeront ou une majorité de militants les adopteront, librement.

Librement j'insiste, c'était aussi cela le "secret" de Lénine, car une majorité obtenue autrement n'aurait aucune valeur, elle serait volée, très rapidement elle volerait en éclat ou ne permettrait jamais de mettre en ordre de bataille l'ensemble du parti, donc d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixé. Il faut savoir ce que l'on veut et comment on veut l'obtenir et s'y tenir une fois pour toute. Il ne doit pas y avoir de place pour les petits caprices, les désirs personnels, les lubies passagères, les états d'âme, etc. des militants, encore moins des dirigeants, sinon on se détourne de notre objectif.

Il a beau jeu le président-candidat du CAC40.

"La gauche caviar, la gauche bobo, la gauche qui aime donner des leçons de morale, et qui n'a aucune leçon à donner, c'est celle-là", s'est exclamé M. Sarkozy, hier, lors d'un meeting à Nîmes. "Parce que les actionnaires de ce grand groupe (Publicis), le soir, ils soutiennent M. Hollande dans sa dénonciation de l'argent, de la finance et des hauts salaires, et dans la journée, dans le secret d'un conseil d'administration, ils votent les rémunérations faramineuses pour le président de la société dont ils sont propriétaires". (AFP 29.03)

Il a raison, c'est trop fastoche. Et le pire c'est encore ceux dans nos rangs qui continuent d'entretenir des illusions et des rapports avec le PS qui n'est pas un parti de gauche, le fossoyeur permanent du socialisme qu'il combat au côté du parti de l'ordre, officielle cette fois.

Cela vaut en premier lieu pour le Front de Gauche évidemment. Lui aussi, il joue de la contradiction qui habite le PS, cela lui reviendra en pleine figure plus vite que ne le pense Mélenchon, d'autant plus vite qu'il incarnera les attentes de davantage de travailleurs. Exploiter cette contradiction qui éclatera au lendemain des législatives, pas avant probablement, c'est le sens du soutien que nous apportons au FdG.

C'est la crise du capitalisme et la radicalisation des masses qui propulsent le FdG en avant et non l'inverse, tandis que les discours de Mélenchon la nourrit, contribue au mûrissement de la conscience des travailleurs appelés à se poser toujours plus de questions en rapport avec leur situation.

Bien entendu ce n'est pas au FdG qu'ils trouveront une issue politique à la crise du capitalisme, mais leur réflexion et leur mobilisation ne peuvent qu'alimenter la crise politique d'un régime déjà fragilisé, ce qui les amènera à un moment donné à rechercher s'il existe un autre parti susceptible de leur proposer une véritable issue politique. C'est ainsi que la question du parti se trouvera posée avec encore plus d'acuité qu'aujourd'hui.

Des pans entiers de la classe ouvrière se tourne vers le FdG, ce qu'ils n'auraient pas fait si le PCF avait présenté un candidat, ils veulent essayer un nouveau parti, le Parti de gauche, quand ils en auront fait le tour et qu'ils seront déçus, il n'y aura plus qu'à se baisser pour les ramasser, sauf qu'il n'existe aucun parti se situant dans cette perspective et capable d'inspirer confiance aux travailleurs, croire que le POI pourrait être ce parti, c'est se leurrer, leurs dirigeants sont incapables de s'adresser aux masses, et quand ils ne sont pas complètement sclérosés, ce ne sont que de vulgaires manoeuvriers d'appareil, tenez, ils viennent encore d'en faire la démonstration en adoptant (à l'unanimité, lettre Internet de J-C. Mailly du 28 mars) la dernière résolution du Comité confédéral national (CCN) de FO.

Ralliement. Le NPA au bord de l'éclatement.

A la suite de la prise de position de trois cadres du NPA en faveur de Jean-Luc Mélenchon, la semaine dernière, une quinzaine de dirigeants et militants se prononcent eux aussi pour le candidat du Front de gauche.

Dans un moment politique menaçant, où les promesses d'austérités le disputent à l'hystérie sécuritaire et au racisme légitimé, l'unité est indispensable pour imposer un autre futur que celui auquel ils nous condamnent.

C'est donc avec tristesse que nous constatons que l'organisation que nous avons construite tourne le dos avec constance à toute tentative de rassembler politiquement notre camp social et ses organisations face à Sarkozy et à l'austérité violente qui s'annonce.

Le problème vient de loin. Le superbe isolement qui est le notre depuis la fondation du NPA se cristallise aujourd'hui dans une campagne présidentielle que nous ne mènerons pas. Car c'est la fonction même de cette campagne qui nous interroge, pas les qualités du candidat du NPA mais bien plutôt l'orientation politique de ceux qui la dirigent.

De la dénonciation du candidat du Front de Gauche comme appartenant au camp des «politiciens professionnels en cravate», à la certitude affichée de sa future collaboration avec le PS, cette candidature divise ce qu'il s'agit d'unir: la volonté du peuple de gauche de se débarrasser de Sarkozy tout en résistant à l'austérité.

Et cela, alors même que nous voyons (et qui veut observer, verra) la dynamique de la campagne du FdG, la maturité politique et la conscience qui s'y fait jour.

Les dizaines de milliers de personnes rassemblées à la Bastille ou dans les meetings du FdG ne disent pas autre chose. Il faut que la gauche de gauche s'unisse et dise d'une seule voix : Sarkozy dégage ! Assez d'austérité !

Que des milliers de jeunes vivent là leur première expérience militante, que des milliers de syndicalistes voient avec cet instrument la possibilité d'un prolongement politique à leurs engagements quotidiens nous interpelle.

Car notre tradition politique s'intéresse aux mouvements réels qui animent notre classe, souhaite les accompagner, et leur donner une perspective radicale contre l'ordre existant.

Pas besoin donc de peindre cette campagne en rouge pour comprendre que notre place est aux côtés de celles et ceux qui mènent cette tentative de percer le plafond de verre des politiques capitalistes.

Nous savons les désaccords que nous avons avec la campagne du FdG ou certaines déclarations de son candidat. Nous ne partageons pas, par exemple, le rapport bien trop instrumental que les principales forces du FdG entretiennent avec les mouvements sociaux; nous aimerions que cette campagne soit plus offensive pour dessiner un avenir débarrassé du nucléaire civil et militaire. Mais ces désaccords ne changent rien à la conviction des milliers de salariés et de jeunes qui la mènent. Et c'est ce processus de maturation politique que nous voulons accompagner.

C'est dans le succès de cette campagne que réside une partie des clefs de l'avenir.

Parce qu'un score élevé de son candidat contribuerait à redonner confiance à notre camp social pour les combats qui s'annoncent.

Mais aussi parce que ce que nous appelons bloc de gauche contre l'austérité ou front social et politique est inscrit dans les coordonnées de la situation politique. Nous qui pensons qu'il faut dans un même mouvement, unir les anticapitalistes et construire ce bloc, nous savons que ce n'est pas un problème à venir, mais une tâche qui s'inscrit dans le réel et ses contradictions.

Le périmètre de ce bloc de gauche contre l'austérité dépendra de la position du FdG et de ses organisations par rapport à la participation à un gouvernement social-libéral et à une politique d'austérité.

Nous sommes bien conscients des difficultés qui se posent à nous, à commencer par le faible rapport de force qui est le nôtre pour peser sur cette campagne et ses suites.

Mais c'est dans l'espace de débat et de confrontation qu'offre cette campagne que nous pensons être utiles.

C'est pourquoi nous la soutenons. (blogs.mediapart.fr 29.03)

Je ne partage pas cette analyse, car les travailleurs qui soutiennent Mélenchon ne s'identifient pas forcément avec lui et le FdG.

Ils utilisent ce canal pour exprimer leurs besoins et se rassembler, alors que de son côté Mélenchon et le FdG ont démontré au cours de la période qui a précédé la campagne électorale, qu'ils étaient coupés des masses et que leur intention n'était pas d'essayer de les organiser pour mener le combat jusqu'au bout.

Le PS panique et sombre dans la calomnie.

Le petit notable de province Montebourg sur Europe 1 : *'J'ai observé que Jean-Luc Mélenchon est la nouvelle mascotte du Figaro.*

Avec le Front de gauche *'nous avons besoin de faire le chemin ensemble'*, a poursuivi M. Montebourg. Il a exhorté à *'rechercher ce que nous pouvons faire ensemble'*, plutôt *'que de rechercher absolument ce qui nous empêcherait d'agir ensemble'*. (lemonde.fr 29.03)

Cela va être difficile et on s'en réjouit d'avance ! Mélenchon a peut-être l'ambition de ses idées, tandis que cette vermine a les idées de son ambition, on comprend qu'il ne supporte pas la comparaison et que cela l'agace.

Vous ne trouvez pas que cela sent le sapin du côté du PS ?

- Michel Sapin, en charge du projet du candidat socialiste, a assuré jeudi qu'un changement de politique, *"ce n'est pas"* Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche, qui peut l'apporter au pays, *"chacun le sait"*, mais François Hollande. (AFP 29.03)

On écrit la suite : qui en fait cadeau à Sarkozy qui est réélu, pas moins. Si aux législatives, et ce qui est vraisemblable l'UMP associé au MoDem et aux divers droites est minoritaire, le Premier ministre viendra du PS ou du Front de Gauche, qui devront s'allier pour former une majorité, et c'est là que cela va coïncider, car la politique du PS va être décriée dans la rue, conspuée, détestée, sans doute que le Front de Gauche éclatera, certains étant favorables à davantage de concessions au PS, d'autres étant farouchement contre, à la longue c'est intenable, cela éclate.

Si le Front de Gauche ne soutient pas le PS à l'Assemblée nationale, il n'y aura pas de majorité, les institutions seront bloquées, il ne restera plus au PS qu'à s'abstenir pour que la politique du gouvernement soit approuvée par une majorité de députés qui auront leur carte de l'UMP dans leur poche, on ne trouvera pas plus couard et dénué de dignité comme parti.

- *"Il serait intéressant que chacun se détermine par rapport aux projets eux-mêmes et pas simplement par rapport à la sonorité de la voix ou par rapport à la couleur du discours"*, a poursuivi Michel Sapin, en allusion à la campagne de Jean-Luc Mélenchon. (id)

C'est quoi le projet de Hollande ? Des mesurette pour faire durer le plaisir et la comédie, qui tourne à la tragédie car la société s'enfoncé vers l'abîme, on pourrait noircir le tableau en ajoutant *"dans les ténèbres"*.

Nous, notre projet, il est tourné vers la lumière et il correspond à ce qu'on a de plus cher et de plus profondément ancré en nous, notre aspiration à la liberté que personne ne pourra jamais nous retirer. Voilà le brouillon d'un article de la futur Constitution de la République socialiste française.

L'avantage de la liberté comme point de ralliement, c'est qu'on peut y aboutir en provenant de n'importe quel milieu social.

Ceux qui nous gouvernent. Toujours plus bas.

Le Premier ministre a dénoncé des «*propos racistes*» du maire de Paris, qui aurait ironisé sur ses origines sarthoises.

François Fillon a dénoncé jeudi des «*propos racistes*» qu'aurait tenus à son égard le maire (PS) de Paris, Bertrand Delanoë, qui aurait jugé récemment qu'il était «*plus Sablé que XIXe arrondissement*» de Paris, le maire démentant aussitôt avoir prononcé de telles déclarations.

Bertrand Delanoë s'est dit de son côté «*consterné par ces propos mensongers*» qu'il «*condamne avec la plus grande fermeté*». (libération.fr 29.03)

Je suis né dans le Xe arrondissement de Paris, le premier qui me traite de parigot, je porte plainte pour racisme !

Une sale manie : se rétracter. Cause toujours, il en restera quelque chose.

1- François Fillon a estimé jeudi sur France Inter qu'on pouvait "s'étonner sur les raisons qui conduisent" à placer en détention l'ancien gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt Patrice de Maistre, avant de "regretter" la phrase et de la "retirer". (AFP 29.03)

Valait mieux, car on pourrait "s'étonner sur les raisons qui ont conduit" le Raid à liquider M.Merah plutôt que le prendre vivant, ce qui était un jeu d'enfant.

2- Bernadette Chirac a dit avoir employé un mot «*un petit peu trop fort*» vis à vis de François Hollande, lorsqu'elle avait affirmé qu'il n'avait «*pas le gabarit d'un président de la République*», dans une interview publiée mercredi sur le site internet de Nice-Matin.

«*Qu'est-ce que je vais vous dire sur François Hollande ? Je vais vous dire la chose suivante : oublions cela. Est-ce qu'il ne vous est pas arrivé dans la vie une fois de dire un mot qui soit un petit peu trop fort par rapport à ce qu'on pensait ?*», déclare, interrogée sur ses propos, l'épouse de l'ex-chef de l'Etat. (liberation.fr 29.03)

Elle a sans doute raison, mais en famille ces choses ne se disent pas, un peu de retenu bordel, le reste de la famille va voter pour lui (lu dans un précédent article de presse) !

3- Invité de l'émission Le Gros Squat diffusée sur Rockone.fr et radio Néo mercredi dernier, le publicitaire Jacques Séguéla a traité de "salope" Audrey Pulvar, avant de lui adresser une lettre d'excuse. (Yahoo actualité 29.03)

C'est vrai qu'elle est maniérée, elle transpire la suffisance de la petite-bourgeoise qui se croit arriver, puante à merci quoi, comme Montebourg, mais ce n'est pas une raison pour employer les grands mots qu'on pourrait renvoyer à son expéditeur tout aussi infréquentable.

Actualité en titres

[La barbarie banalisée, légalisée, légitimée.](#)

- Tuerie afghane: l'avocat du sergent Bales plaidera le stress post-traumatique - AFP

Excusez-moi, j'étais stressé, j'ai massacré pendant leur sommeil 17 femmes, enfants et vieillards, je suis innocent.

INFOS EN BREF

Politique

1- France.

The Economist, l'influent hebdomadaire britannique du monde des affaires, estime que l'élection de François Hollande à la présidence pourrait avoir des "conséquences dramatiques", sans épargner Nicolas Sarkozy dont la réélection présenterait aussi des "risques", selon lui.

Sous le titre "La France dans le déni", l'éditorial du numéro à paraître vendredi juge qu'il y a "plus inquiétant encore que la mauvaise foi" de l'un ou l'autre des candidats: "la possibilité qu'ils pensent vraiment ce qu'ils disent" dans leurs programmes.

A l'attentisme prêté aux deux candidats face à la situation économique de la France qu'il juge "*particulièrement sombre*", The Economist oppose "*la rafale de réformes*" conduites en Italie, en Espagne ou en Grèce. "*Une France léthargique et non réformée pourrait bien se retrouver au centre de la prochaine crise de l'euro*", met-il en garde.

"*Et avec M. Hollande, qui, après tout, est encore le vainqueur le plus probable, cela pourrait avoir des conséquences dramatiques*", assure-t-il. Si le "*protégé*" de François Mitterrand (en français dans le texte) était élu, il "*pourrait s'apercevoir après quelques semaines, et pas des années, que les investisseurs fuient le marché obligataire*" français, prévient The Economist.

Pour autant, The Economist n'épargne pas le chef de l'Etat sortant. "*Même si c'est Nicolas Sarkozy qui est réélu, les risques ne disparaîtront pas*", poursuit son éditorial.

"*Il n'ira pas jusqu'à proposer quelque chose d'aussi stupide que de taxer à 75% (les revenus supérieurs à un million d'euros, comme François Hollande, NDLR) mais il n'envisage ni les réformes radicales ni la réduction structurelle des dépenses publiques dont la France aurait besoin*", déplore le journal.

Conclusion amère de The Economist: "*La France insouciante est sur le point d'être rattrapée par la dure réalité, quel que soit le président*". (AFP 29.03)

C'est là qu'on attend au tournant le PS et le Front de Gauche, quand ils vont devoir gérer cette pression des gangsters de la finance, les véritables intentions de Mélenchon vont se révéler aux naïfs qui l'auront soutenu. S'il y en a qui se demandent si nous serions pas jaloux du succès de Mélenchon, nous les rassurons, cela ne nous viendrait pas un instant à l'esprit, car franchement dans quelques mois nous ne voudrions pour rien au monde être à sa place, avec ses idées j'entends., se suicider ou capituler qui revient au même.

Pour les parasites de la finance, la "*dure réalité*" se confond cyniquement avec leur pouvoir de nuisance, pour les travailleurs c'est la formidable régression sociale annoncée à laquelle ils se refusent. Sarkozy et Hollande sont pris entre le marteau et l'enclume, on voudrait croire entre la faucille et le marteau qui brisera net leur velléité à nous réduire à l'état d'esclavage.

Pour réduire à néant cette menace qui est bien réelle, le pouvoir de nuisance de l'industrie financière, l'une des premières mesures à prendre serait d'exproprier sans indemnité les banquiers et gros actionnaires des quelques 2.000 grandes entreprises et de rompre avec les institutions du capital, BCE, FMI, Banque mondiale et décréter l'annulation de la dette de l'Etat et des ménages des classes populaires. Et en fonction du développement de la lutte de classe en Europe, rompre avec l'euro.

2- Canada

Le ministre canadien des Finances Jim Flaherty a présenté jeudi un budget d'austérité qui prévoit un relèvement de l'âge de la retraite et des coupes drastiques dans les ministères pour rendre l'économie plus concurrentielle et renouer avec les excédents budgétaires d'ici 2016.

La réduction des dépenses est appelée à s'accroître et elle se traduira par la suppression de 19.200 postes de fonctionnaires fédéraux sur une période de trois ans (4,8% de l'effectif total).

"*Il ne suffit pas de conserver l'avantage du Canada parmi les grandes économies avancées. Nous devons aussi permettre au Canada de concurrencer efficacement les grandes économies émergentes et dynamiques*", a-t-il ajouté.

Le déficit du gouvernement canadien fond beaucoup plus vite que prévu, selon le ministre, et sera ramené à 1,2% du PIB à la fin de l'année budgétaire 2012-2013, en raison notamment d'une diminution "*modérée*" des dépenses.

Pour sabrer dans ses dépenses, Ottawa va aussi retirer de la circulation la pièce d'un cent, qui coûte plus cher à produire que sa valeur nominale et relever graduellement de 65 à 67 ans à partir de 2023 l'âge d'admissibilité aux retraites complémentaires, sans toutefois toucher au régime général. (AFP 29.03)

Social

1- France

Des salariés des magasins Fnac parisiens ont retenu leur patron jeudi pendant sept heures. Au-delà de leurs revendications salariales, ils déplorent la perte de sens de leur métier. Des salariés des magasins Fnac parisiens ont retenu leur patron jeudi pendant sept heures. Au-delà de leurs revendications salariales, ils déplorent la perte de sens de leur métier.

Tout a commencé à 14 heures. Les délégués syndicaux des magasins Fnac de Paris rejoignent l'hôtel Ibis, lieu de la troisième

et dernière réunion de la Négociation annuelle obligatoire (NAO). Ils doivent y rencontrer Bruno Ferrec, directeur régional du géant des produits culturels. Sauf que cette fois, ils sont flanqués d'environ 150 salariés grévistes. Syndicalistes ou non, ils comptent bien demander des comptes à leur patron. Car cette année, en guise de négociation, la direction ne propose qu'une hausse de salaire de 15 euros mensuels pour les employés gagnant moins de 1500 euros par mois. Dérisoire, de l'avis général.

Certes, la direction ne fait qu'appliquer son plan de «*modération salariale*». Mais pour tous les salariés, «*c'est se moquer du monde*». «*Ce n'est pas une négociation, ils n'ont rien à proposer*», explique Yazid Bedidi, représentant CGT. «*C'est la première année qu'il n'y a même pas d'augmentation individuelle, renchérit un collègue. Du coup, même les gens un peu individualistes se sont déplacés.*» Au début de la réunion, ils sont donc 150 à squatter la salle de réunion louée au sous-sol de l'hôtel.

Bruno Ferrec refuse de négocier face à l'ensemble des salariés, et réclame d'être seul avec les représentants syndicaux. Les grévistes, eux, demandent une réponse en bonne et due forme. Un simple «*non*», disent-ils, pourrait les satisfaire. Ce qu'ils veulent, c'est que leur patron «*assume sa décision d'austérité salariale*». La situation se bloque. Toutes les heures, les deux parties prennent acte de l'impossibilité d'entamer la réunion. A 16 heures, la direction tente de quitter la pièce. Un petit mur de grévistes l'en empêche.

Au cours des quatre dernières années, 804 CDI ont été supprimés dans les magasins de la capitale. Désormais, l'entreprise ne compte plus que 1700 salariés à Paris.

Une compression de personnel qui détériore fortement les conditions de travail, selon Bernard, libraire au magasin Forum. «*La direction veut tuer les métiers et les spécialités. Son rêve, c'est que tous les salariés puissent passer de l'encaissement à la vente, dit-il. Cette polyvalence est entretenue par le sous-effectif et le recours aux CDD.*» Pour son collègue Olivier, disquaire à Montparnasse, cette stratégie coupe peu à peu l'entreprise de ses clients: «*Les gens recherchent des spécialistes, des experts dans leur domaine. Pas des vendeurs qui leur refourguent des garanties hors de prix ou des cartes Fnac!*»

La crise de sens, c'est ce qui ressort de la plupart des discours. «*Moi, j'ai choisi la Fnac pour sa culture d'entreprise, raconte un ancien de la maison. J'ai l'impression qu'on est en train de devenir comme tous les autres magasins du secteur. La preuve, ils veulent bientôt nous faire vendre des aspirateurs et des machines à café.*» «*De toute façon, le seul objectif de Pinault [le patron de PPR, propriétaire de la Fnac, ndlr], c'est de revendre l'entreprise*», juge Fatiha, syndiquée à la CFDT. Alexandre Bompard, le PDG de la Fnac, passé par Canal Plus et Europe 1, ne trouve pas plus grâce à ses yeux. «*La nouvelle stratégie de l'entreprise, c'est de faire venir des directeurs complètement extérieurs à l'histoire de la Fnac. Ferrec vient de Carrefour, son DRH de Nestlé, ajoute un salarié. Ce sont des financiers, c'est tout.*»

Peu après 19h, un huissier débarque dans la pièce. Il constate que Bruno Ferrec ne peut physiquement pas sortir de la pièce, noircit son carnet de notes. Le ton monte quelque peu. «*Vous nous prenez pour de la merde !*» Bruno Ferrec, assis derrière une table et protégé par quelques gros bras, ne perd pas son calme. Tout juste perçoit-on un bref sourire, parfois. Le reste du temps, il pianote sur son téléphone portable. «*Il doit être énervé, il y avait l'inauguration de l'agrandissement du magasin de Rosny ce soir. Tout le gratin était convié, il va se faire gronder par Bompard*», sourit un gréviste. Sa voisine soupire: «*Il ne transpire même pas, c'est un robot. S'il a suivi un stage de survie en milieu syndical, on est mal barrés...*»

L'attente touche à sa fin. A 20h30, la police fait son arrivée. Elle donne 30 minutes aux protagonistes pour se mettre d'accord. Sans quoi, elle reviendra évacuer les lieux. A 21h pile, les forces de l'ordre sont de retour. La cinquantaine de salariés restant partent dans le calme, laissant leur patron derrière eux. «*Ce n'est que partie remise, on se retrouvera !*» (liberation.fr 29.03)

2- Espagne

Une marée humaine agitant des nuées de drapeaux rouges a défilé jeudi dans toute l'Espagne, des manifestations émaillées de violences à Barcelone, au soir d'une grève générale contre la réforme du travail et la politique d'austérité du gouvernement de droite.

A la veille de l'annonce du budget 2012, marqué par une cure de rigueur sans précédent, des centaines de milliers de personnes ont manifesté à travers le pays, point d'orgue de l'exaspération sociale qui grandit sur fond de chômage galopant, de récession et de coupes sociales draconiennes.

Portant de petites pancartes où étaient dessinés des ciseaux, symbole des réductions budgétaires, au moins 100.000 manifestants ont parcouru les avenues du centre de Madrid.

Les manifestants, évalués à 800.000 par les syndicats, défilaient aussi à Barcelone, la deuxième ville du pays, où des violences ont éclaté entre policiers et groupes de jeunes.

Partout ailleurs, la mobilisation était forte, avec 50.000 personnes à La Corogne selon la police, 25.000 à Saint-Jacques de Compostelle selon les syndicats et entre 72.000 et 400.000 dans toute l'Andalousie, suivant les estimations.

Des incidents ont aussi éclaté à Madrid, Vitoria et Séville. Au total, 176 personnes ont été interpellées, 58 policiers et 46 manifestants ou grévistes ont été blessés, selon le ministère de l'Intérieur.

Brandissant des pancartes avec les mots "*Réforme du travail, NON*", les piquets de grève s'étaient installés tôt le matin aux portes des usines, des marchés de gros de Madrid et Barcelone, des banques ou des stations de transports en commun, placardant des affichettes annonçant: "*Fermé pour cause de grève*".

Les syndicats CCOO et UGT voulaient ainsi dénoncer la réforme du marché du travail déjà appliquée par le gouvernement, dans le but de combattre un chômage qui frappe 22,85% des actifs.

Selon eux, cette réforme aura pour seul effet d'aggraver le fléau, alors que le gouvernement espagnol lui-même prévoit la destruction de 630.000 emplois en 2012 et un chômage à 24,3% en fin d'année.

Outre les services publics, les industries métallurgiques et automobiles semblaient les plus touchées par les arrêts de travail. Des lieux touristiques, comme l'Alhambra de Grenade ou le musée Picasso de Barcelone, sont restés fermés. (AFP 29.03)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 mars

CAUSERIE

Je n'ai eu le temps de traiter toutes les infos d'hier, ce sera donc pour demain. La chasse aux islamistes a repris, à qui le tour ensuite ?

Un scénario devenu un classique du genre.

Le capitaine putschiste Amadou Sanogo a lancé vendredi un appel à la communauté internationale pour aider le Mali à combattre la rébellion targuie qui s'est emparée dans la matinée de la garnison stratégique de Kidal, dans le Nord.

Les capitaines putschistes de Bamako affirment avoir renversé le président Amadou Toumani Touré en raison de son laxisme dans la lutte contre les "*hommes bleus*", qui ont repris les armes à la mi-janvier dans le désert du Nord. (Reuters 30.03)

- 1- Les puissances occidentales critiquent le président Amadou Toumani Touré ;
- 2- Au détours de la guerre en Libye, ils arment leurs mercenaires (Al-Qaïda) qui s'allient à certaines couches targuies qui ensemble passent à l'offensive armée ;
- 3- Ils organisent un coup d'Etat ou un pseudo coup d'Etat ;
- 4- La junte militaire qui aurait renversé Touré appelle à l'aide les puissances occidentales et la boucle est bouclée, un nouveau terrain de guerre vient de s'ouvrir pour les maîtres du monde...

Une variante.

- 1- Les puissances occidentales passent la brosse à reluire à des dictateurs (Kadhafi, Assad), ils les légitiment au passage, étape indispensable pour leur imputer ensuite la responsabilité du chaos qui sera amené à régner d'ici peu dans leur pays ;
- 2- Parallèlement ou rapidement, une couche de la bourgeoisie de ces pays-là entre en dissidence ouverte avec le pouvoir en place, une fois qu'elle a pris contact discrètement ou secrètement avec les impérialistes qui se sont engagés à la soutenir et lui remettre le pouvoir à l'issue du combat engagé contre le pouvoir en place ;
- 3- Cette dissidence va s'employer à se donner une image populaire, un vernis démocratique, tout en se posant en victime du régime, alors qu'elle est étrangère et ennemi du mouvement ouvrier ;
- 4- A l'étape suivante, elle passera à l'offensive en utilisant la violence pour obliger le régime à sortir de ses gonds et à recourir à la répression ;

5- Ensuite, elle fera appel au soutien de "*la communauté internationale*", en réalité aux puissances occidentales, qui par médias interposés va s'employer à relayer leur propagande guerrière et à manipuler leurs populations, y compris la presque totalité des partis dits de droite ou de gauche ou encore d'extrême gauche qui s'en feront volontiers les complices.

6- A l'étape suivante, cette opposition factice amplifiera sa pression sur le régime aidée (financée) en cela par les mercenaires armés que lui enverront ses alliés, de Paris, Washington, Doha, Riad ou Jérusalem, de manière à créer une situation en apparence confuse et inextricable, impossible à dénouer par les seuls acteurs nationaux engagés dans ce conflit ;

7- L'amalgame dès lors réalisé entre cette opposition d'opérette et la véritable opposition ouvrière au régime, la quasi totalité des acteurs sur la scène mondiale soutiennent la version officielle concoctée par leurs gouvernement ;

8- Il ne reste plus qu'à passer à la dernière phase de ce plan qui va consister à appeler la coalition impérialiste qui a ravagé l'Irak, le Kosovo, l'Afghanistan et la Libye à intervenir militairement pour faire chuter le régime, via les instances politiques du capitalisme mondial, l'ONU, l'UE, la Ligue arabe, etc. pour légitimer cette guerre coloniale ou de rapine ;

9- Ainsi la boucle est bouclée.

Un seul facteur peut interférer dans ce plan et le faire capoter : la concurrence féroce entre puissances impérialistes, l'intervention des puissances impérialistes montantes (les Brics) qui n'entendent pas voir leurs intérêts économiques ou géostratégiques ainsi spoliés, alors que leurs besoins sont exponentiels ou qui rejettent dorénavant l'hégémonie de l'impérialisme américain et des vieux pays capitalistes européens qu'ils estiment largement injustifiée, du fait qu'ils sont à l'origine de la croissance mondiale et de la dépendance économique croissante de ces pays-là à leur égard.

S'agissant du Mali, la totalité des gouvernements et des institutions politiques dans le monde ont condamné le putsch d'un carteron de sous-officiers, ce qui a de quoi laisser perplexe.

Dans un article signé Olivier Laurent, publié le 28 mars dans le portail Mondialisation.ca, on pouvait lire que : "*Si les Etats occidentaux et l'ONU ont proféré les remontrances d'usage, il transparaît que Touré n'était plus considéré comme un allié fiable par l'OTAN*", ils ont donc pu décider de l'écarter du pouvoir, rapportant les propos d'"*un haut responsable français*" qui s'était exprimé dans ce sens dans l'Express, le 24 novembre 2011. (http://www.luttedeclassé.org/dossier/politique_mali_otan_280312.pdf)

Ainsi, l'instabilité du pays et la "*chute*" du président Touré ne seraient pas seulement la conséquence de la dislocation de la Libye orchestrée par les puissances occidentales, mais pourrait correspondre à un plan établi de longue date pour recoloniser le Mali et mettre en place un régime qui leur serait plus favorable, comme en Libye ou en Syrie, ou encore en Tunisie et en Egypte. Que visent-ils au juste ? Je n'en sais rien encore, peut-être l'Algérie voisine puisqu'il n'y a ni gaz ni pétrole au Mali.

Au passage, si le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (POI) a consacré un article sur la situation au Mali, ils ont bien évoqué les conséquences de la chute de Kadhafi comme facteur de destabilisation de ce pays, mais ils se sont bien gardés d'évoquer les récentes déclarations des autorités françaises (qui ne doivent pas être les seuls dans ce cas-là) qui fournissaient une indication précieuse sur le jugement qu'elles portaient sur le pouvoir en place, et qui permettait de saisir leurs réelles intentions au regard de leur prise de position après le coup d'Etat qui vient d'avoir lieu, du coup leurs lecteurs seront dans l'impossibilité de comprendre ce qui se trame réellement au Mali.

Ils devront se contenter du dernier paragraphe de cet article qui se réduit à une affirmation étayée par aucun élément concret, autrement dit reprendre à leur compte aveuglément cette affirmation sans pouvoir expliquer pourquoi ou le rejeter sans savoir pourquoi non plus : "*On notera que depuis des années, à travers l'Africom, Washington essaie d'établir un dispositif militaire pour contrôler toute la région.*" (IO n°193 page 12) Nous voilà bien avancé !

Si nous n'avions pas à notre disposition les articles mis en ligne par des portails comme le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca et quelques autres spécialisés en économie, nous ne disposerions pas des éléments matériels indispensables pour comprendre la situation dans le monde.

Force est de constater qu'aucun parti ouvrier en France n'est capable de faire preuve d'une objectivité ou d'une impartialité absolue, d'une honnêteté irréprochable. Pourquoi ? Demandez-le à leurs dirigeants. Ils ont accès aux mêmes informations que nous et même davantage, car en animant seul ce portail, il est évident que je passe forcément à côté de bon nombre de données, ce qui ne devrait pas être le cas d'un parti qui dispose des moyens humains et matériels suffisant pour mener à bien cette tâche.

Craignent-ils d'être catalogués comme extrémistes par les autorités et les médias s'ils en disent trop ? Pourquoi pas, tous les partis vouent un culte à la légalité républicaine... bourgeoise.

Craignent-ils que ces informations mettent à mal leur ligne politique opportuniste et contribuent à les démasquer ? Craignent-ils qu'ainsi leurs militants puissent se passer d'eux pour se forger leur propre opinion qui ne serait pas forcément celle défendue

par leurs dirigeants ? C'est plus probable.

Lors de la guerre contre la Libye, si j'avais été informé à temps des discrètes relations et réunions qui s'étaient tenues entre des représentants de l'impérialisme français et les futurs membres du CNT avant le déclenchement du soi-disant soulèvement révolutionnaire de Benghazi, j'aurais adopté une autre position, dès le premier jour j'aurais pris position contre l'intervention militaire occidentale au lieu d'adopter une position neutre en attendant de voir la suite.

J'ai pris position de bonne foi sur la base des éléments qui étaient en ma possession qui ne laissaient pas supposer un instant que ce soulèvement avait été orchestré depuis Paris, quelque part j'ai été manipulé par ceux qui possédaient ces informations mais ne les ont diffusées que bien plus tard, plusieurs mois après le début des combats, cela vaut également pour le Réseau Voltaire.

Peut-être que ces informations étaient disponibles ailleurs sur le Web, je n'en sais rien, j'ai commis l'erreur de ne pas m'en enquêter plus tôt, j'accepte ce reproche, bien que le répète, à moi tout seul je ne peux pas couvrir la situation qui existe dans les quelques 200 pays que compte le monde.

Cette expérience m'a servi de leçon, je ne commettrai pas deux fois la même erreur. J'espère qu'elle aura servi à d'autres militants.

Quand un conflit intervient quelque part dans le monde ou qu'une menace de conflit commence à se faire jour dans un pays, il faut se demander quels sont les intérêts économiques en jeu, quelles richesses renferment ce pays, avec quels pays a-t-il des rapports économiques privilégiés, de quel ordre, etc. Ensuite on passe au plan politique, qui sert selon les cas à camoufler ou à légitimer ces rapports économiques... Il est alors relativement facile de comprendre le pourquoi du comment, la place et la fonction que remplissent les différents acteurs en présence, leurs réelles intentions ou leurs objectifs.

On doit admettre humblement que l'on ignore la situation exacte qui prévaut dans la plupart des pays. Au-delà d'une déclaration de principe immédiate, il faut l'étayer rapidement avec des faits, sinon cela revient à se retrancher systématiquement derrière des principes dont on ignore si leurs emplois sont justifiés ou non, quelque part cela revient à dire qui m'aime me suive, ce qui n'est pas acceptable.

On peut être anticapitaliste ou internationaliste, mais comme disait Lénine (voir la causerie d'avant-hier), on a, les travailleurs et les militants ont besoin de comprendre, tel est ma démarche.

S'agissant du Mali par exemple, vous savez quels sont les rapports entre les classes dans ce pays, de quoi sont constituées les divers classes, quel est la part des ouvriers, des paysans, des classes moyennes ou de la petite-bourgeoisie, quelles sont les ressources du Mali, qui les exploitent, quel régime politique existe dans ce pays, sa Constitution, ses institutions, la place de l'armée, des partis politiques, des syndicats, etc.

Je vous avoue que je suis incapable de répondre à ces questions, dès lors comment voulez-vous que je m'aventure à formuler une position après ce coup d'Etat ? Il y a des malins parmi nous qui prétendent avoir réponse à tout, et à l'opposé d'autres aussi fûtés exigent qu'on ait réponse à tout, dans les deux cas ce sont des crétins qui s'ignorent !

Avec les sincères compliments des banquiers et autres capitalistes.

C'est Nicolas Sarkozy, en pleine campagne pour sa réélection à l'Elysée, qui s'est octroyé la primeur de cette annonce flatteuse pour son bilan, grillant au passage la politesse à l'Insee : le déficit public de la France a été ramené de 7,1% du produit intérieur brut (PIB) en 2010 à 5,2% l'an dernier.

Vous ne vous êtes pas sacrifiés pour rien, l'austérité a du bon

"La France a fait beaucoup mieux grâce aux efforts des Français", s'est félicité sur Europe 1 le président-candidat.

Le chômage de masse a du bon quand même.

"C'est un effort historique compte tenu de la faible croissance, c'est un effort structurel", acquiesce Eric Heyer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Vous voyez que l'augmentation des taxes et des impôts servent à quelque chose...

Les dépenses publiques ont même augmenté moins vite que l'inflation, tandis que les recettes ont rebondi davantage qu'attendu. Résultat: les prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations...) grimpent de 42,5% du PIB en 2010 à 43,8% l'an dernier, soit un peu plus que prévu, et dépassent leur niveau de 2007, alors que Nicolas Sarkozy avait promis de les faire baisser.

... par exemple à payer la dette, pardon, la rente des banquiers.

Nicolas Sarkozy et les membres du gouvernement sont en revanche restés bouche cousue sur la dette publique, qui a continué de gonfler pour battre un nouveau record, passant de 82,3% du PIB en 2010 à 85,8% l'an dernier (soit davantage encore que les 84,9% prévus).

A ce rythme, la dette, qui atteint désormais 1.717,3 milliards d'euros, "*devrait aisément dépasser la barre fatidique des 90% du PIB cette année*", souligne Marc Touati, d'Assya Compagnie financière.

Une rente à vie...

"*La grosse marche sera d'atteindre 3% en 2013*", prévient l'économiste, qui juge cet objectif "*quasiment irréalisable avec une croissance aussi faible et les plans de rigueur simultanés partout en Europe*". (AFP 30.03)

Discussion autour de la candidature de Mélenchon.

Réflexion d'internaute.

- (à propos de Mélenchon et Hollande) " Et d'abord pourquoi devraient-ils avoir des positions communes ? Ah oui le mot "gauche" ils ont cela en commun paraît-il, mais le mot n'est pas mentionné sur les affiches de M. Hollande qui sont toutes bleues ! Mince bonjour la confuse, par contre sur celle de M. Mélenchon y a pas mal de rouge, le mot gauche est presque aussi gros que sa tête, donc juste sans rien y connaître en politique le pékin lambda qui découvre les deux affiches sur le bord des routes, elles fleurissent pas mal en ce moment c'est le printemps, et bien il est sûr que c'est un combat gauche/droite.

Il a tellement voulu faire président, que son affiche ressemble à celle de Sarko, mort de rire, un conseil M. Hollande, changez vos affiches avec un peu plus de rouge au deuxième tour, en fait sur son affiche y a pas d'erreur selon lui, le rassembleur... je pense qu'avec un M. Mélenchon dans les 15% ça va être très chaud pour lui, situation très imprévue à laquelle il n'a pas de solution, si la défaite." (lexpress.fr 30.03)

Quelque part vous avez raison, le combat Mélenchon Hollande est un combat droite gauche, à ceci près que si vous enlever le masque de Mélenchon... Lire la suite ci-dessous pour compléter.

Mélenchon, lors de sa rencontre avec Chérèque.

"*Il faudra certes instaurer une obligation constitutionnelle de négociation avant de légiférer sur certains points, mais il est hors de question de laisser les Français, et donc leurs représentants au Parlement, être soumis uniquement à des logiques qui peuvent parfois avoir des intérêts corporatistes*", a affirmé M. Mélenchon. (lemonde.fr 30.03)

De classe vous vouliez dire, quel vilain mot !

Dans un régime capitaliste "*une obligation constitutionnelle de négociation*" cela porte un nom : le corporatisme justement, comme c'est étrange, n'est-ce pas ? Ce à quoi ont adhéré tous les partis à des degrés divers depuis 1945.

Mélenchon ne peut décidément pas se passer de la "**légitimité**" de l'ONU.

M. Mélenchon souhaite donc une "*référence exclusive au seul organe légitime de la vie internationale, l'ONU*". "*S'il doit y avoir action militaire, elle ne peut être décidée que par l'ONU et conduite que par l'ONU, par l'entremise de son instrument qu'est le commandement militaire de l'ONU*", a-t-il précisé, vendredi, lors d'une conférence au très chic Cercle républicain de Paris, tout en soulignant le fonctionnement aujourd'hui imparfait de l'organisation. (gauche.blog.lemonde.fr/ 30.03)

Pour rappel, l'ONU a couvert toutes les guerres, tous les génocides, toutes les dictatures, etc. bref, tous les crimes commis par les dirigeants des pays qui siègent à l'ONU depuis plus d'un demi-siècle contre les peuples, donc la rupture sans condition avec l'ONU est non négociable pour qui prétend parler au nom des travailleurs ou du socialisme.

Mystification. Il n'y a aucune illusion à avoir dans le Front de gauche. Arguments si besoin était.

- Invité d'Europe 1, Arnaud Montebourg a affirmé jeudi qu'il existait "*beaucoup de convergences*" dans les programmes des deux partis. (lexpress.fr 30.03)

On n'en doute pas !

Le journaliste de L'Express se demande si ce ne serait pas un marché de dupes, sur le dos de qui s'il vous plaît, devinez, pardi les travailleurs , c'est moi qui le précise !

- Pourtant, difficile de leur trouver des points communs.

A ce niveau-là, c'est de la mauvaise foi !

- Reste que les divergences sont encore (très) nombreuses, essentiellement sur les dépenses publiques.

Pour le reste, l'essentiel, vaut mieux ne pas en parler, on comprend. Vous comprenez parfois pourquoi on emploie le terme de complot, parce qu'ils savent tous de quoi il en retourne en vérité.

- Marie-Noëlle Lienemann cite les "76 propositions communes aux programmes de gauche" du site Gauche avenir, club censé regrouper des membres des différentes idéologies de gauche.

Vous voyez qu'avec un peu de bonne volonté on arrive à leur trouver des points communs, allez encore un petit effort...

- "Il y a évidemment quelques rares positions communes, comme par exemple le droit de vote des étrangers, mais il n'y a pas de réelle convergence", selon Alexis Corbière, conseiller de Jean-Luc Mélenchon. (lexpress.fr 30.03)

Quelle fumiste celui-là ! Alexis Corbière devrait conseiller à Marie-Noëlle Lienemann de la fermer, elle va vendre la mèche. Vous me direz que cela ne changera rien dans l'immédiat, car si Hollande était élu, cela ferait le même effet qu'un pétard mouillé !

Mélenchon le laudateur, le parangon de l'ONU un révolutionnaire, quelle question déplacée !

Clémentine Autain était hier sur «Face au web», l'émission présidentielle de Newsring.fr et 20minutes.fr.

Jean-Luc Mélenchon est-il révolutionnaire?

Oui répond sans hésiter Clémentine Autain, qui précise toutefois que Jean-Luc Mélenchon ne prône pas une révolution, au sens du Grand Soir, «c'est une aberration le Grand Soir», dit-elle. L'idée, explique-t-elle est d'amorcer une révolution par petites touches, comme l'a fait le féminisme au 20e siècle. (20minutes.fr 30.03)

No comment ! C'est la définition du réformiste, le contre-révolutionnaire par excellence !

Actualité en titres

Pourquoi vaut-il mieux être de gauche ?

- Les électeurs de droite et du centre ont une vie sexuelle moins intense - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France. La haine.

Un jeune toulousain de 20 ans, du même quartier que Mohamed Merah a été condamné jeudi à trois mois de prison ferme pour avoir fait l'apologie des crimes de Mohamed Merah. Le jeune homme, jugé en comparution immédiate, a été condamné pour "provocation à la haine raciale" et "apologie du terrorisme".

Il n'est toutefois pas parti en prison à l'issue du jugement, le tribunal n'ayant pas délivré de mandat de dépôt à l'audience. "Mon pote Mohamed, c'est un homme, un vrai. Dommage qu'il n'ait pas eu le temps de finir le travail", aurait dit le jeune homme cité ce vendredi par le quotidien La Dépêche du Midi, lors du contrôle de police d'un groupe le 22 mars, quelques heures après la mort de Mohamed Merah sous les balles du Raid.

Il lui a été reproché d'avoir harangué le groupe qui était contrôlé devant un tabac du quartier des Izards, insultant les policiers et faisant l'apologie des crimes de Merah.

A l'audience, le représentant du parquet a réclamé neuf mois de prison ferme. Le prévenu a nié les faits, assurant que "*les actes qu'a faits Mohamed Merah, c'est inacceptable*". (lexpress.fr 30.03)

Quand tu es jeune, 20 ans, tu fais et tu dis des grosses conneries sans y penser, ton père te tape dessus comme c'était mon cas, et tu peux te lâcher en souhaitant sa mort devant des témoins, alors que tu ne le penses pas vraiment.

2- Espagne

Quelques heures seulement après une grève générale accompagnée de manifestations monstres, l'Espagne a dévoilé vendredi le budget le plus rigoureux de son histoire, pour récupérer 27,3 milliards d'euros, et a promis à l'Europe d'être "fiable en 2012"

Un message clairement adressé à ses partenaires européens, qui ont mis en garde le pays ces derniers jours.

"*L'Espagne est dans une situation financière très difficile*", a encore déclaré vendredi le commissaire européen en charge des Affaires économiques Olli Rehn, même si elle a "de nombreux atouts pour assainir ses finances publiques".

Quelques jours plus tôt, c'est le chef du gouvernement italien Mario Monti qui estimait que Madrid "*donne beaucoup d'inquiétudes à l'Europe*" tandis que le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé constatait que "*l'Espagne a du mal à tenir ses objectifs*".

La banque américaine Citi s'était montrée la plus virulente, affirmant mercredi que "*l'Espagne devra probablement entrer dans un programme de type Troïka (donc une aide de l'UE, de la BCE et du FMI, ndr) cette année*".

"*Nous sommes face à une situation limite*", a reconnu vendredi la porte-parole du gouvernement Soraya Saenz de Santamaria, mais "*l'Espagne tient sa parole et va remplir*" son objectif de déficit.

"*Notre première obligation est de revenir à des comptes publics assainis*", a-t-elle insisté, même si le pays n'y parviendra pas "*à n'importe quel prix*", car il faut "soutenir ceux qui en ont le plus besoin et ne pas paralyser la croissance et la création d'emplois", dans un pays de nouveau en récession et au taux de chômage record (22,85%).

Ainsi, "*nous avons pris la décision de maintenir la revalorisation des pensions de retraite, de geler le salaire des fonctionnaires au lieu de le baisser, de maintenir les prestations chômage et la dépense sociale, notamment les bourses*", a-t-elle expliqué.

De même, "*nous n'allons pas augmenter la TVA pour ne pas nuire à la consommation et à la reprise économique*".

Les budgets des ministères seront réduits de 16,9% en moyenne, ce qui permettra, avec d'autres mesures, d'économiser 17,8 milliards, le plus touché étant celui de l'Équipement qui sera amputé de plus de trois milliards.

A la hausse de l'impôt sur le revenu, annoncée fin décembre, s'ajoute notamment celle de l'impôt sur les sociétés ou des taxes sur le tabac.

La plupart des analystes tablaient sur la nécessité pour l'Espagne de trouver environ 50 milliards d'euros, en tenant compte de la récession, qui devrait réduire le PIB espagnol de 1,7% cette année.

Le reste de l'effort devra surtout venir des régions et des villes, à la santé financière fragile depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008.

"*Cela a été démontré dans tous les pays, il est très difficile de réduire le déficit public au milieu d'une récession, parce que celle-ci réduit les recettes et augmente les dépenses, via les prestations chômage*", dans un pays où près d'un actif sur quatre est sans emploi, souligne José Carlos Diez, économiste à la maison de courtage Intermoney.

"*Du coup, nous ramons à contre-courant, avec une capacité pour ramer mais au final, nous nous épuisons*", estime-t-il: "*L'Espagne a besoin de temps mais il semble que Bruxelles ne soit pas disposée à lui en donner*". (AFP 30.03)

Social

1- France

La situation est toujours très tendue chez PSA Peugeot Citroën. Le groupe automobile a annoncé des mesures de chômage partiel en avril et mai sur les sites de production de Rennes, Sochaux, Mulhouse, ainsi que le renvoi de 350 intérimaires à Sochaux à compter de juillet.

A Rennes, du chômage partiel sera imposé du 9 au 16 avril et les 27 et 30 avril, ainsi que 6 jours en mai. A Sochaux, les salariés sur les lignes de production des modèles 3008/5008/DS5 seront au chômage du 23 au 30 avril et au 14 au 18 mai. En juillet, toujours à Sochaux, quelque 350 intérimaires vont être renvoyés en raison d'une baisse de cadence horaire décidée par la direction. L'usine emploie actuellement 1.600 intérimaires.

A Mulhouse, du chômage partiel est prévu du 23 au 27 avril ainsi que quatre jours en mai. Les deux autres gros sites de production de véhicules, Aulnay et Poissy sont épargnés par ces jours sans travail. "*Il y a un ralentissement de la production des moyens et gros véhicules et PSA continue sa politique de stocks au plus bas en utilisant le dispositif de chômage partiel APLD qui garantit 95% du salaire net aux salariés*", a commenté Jean-Pierre Mercier, délégué CGT. "*On continue à demander que la production soit lissée sur plusieurs semaines*", a ajouté le responsable syndical. (L'Expansion.com avec AFP 30.03)

2- Pologne

Quelque dix mille manifestants, selon la police, se sont réunis vendredi devant le siège du Parlement à Varsovie pour protester contre le projet gouvernemental de reculer l'âge de la retraite à 67 ans, a constaté une journaliste de l'AFP.

Massés aux abords du bâtiment à l'appel du syndicat Solidarité, les manifestants ont réclamé un référendum national sur cette question épineuse, au moment où la Diète (chambre basse) examinait le projet de réforme de l'âge de la retraite.

Selon le projet gouvernemental, l'âge de la retraite, actuellement 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes, doit être reculé progressivement à partir de 2013, pour atteindre 67 ans en 2020 pour les hommes et en 2040 pour les femmes.

En même temps, les femmes à 62 ans et les hommes à 65 ans pourront, s'ils le souhaitent, prendre une retraite anticipée d'un montant réduit de 50%. Les femmes devront toutefois avoir cumulé 35 ans de cotisations et les hommes 40 ans.

Pour entrer en vigueur, la réforme doit obtenir l'aval du Parlement.

Le gouvernement de M. Tusk y voit une réponse à la tendance à la baisse démographique, au vieillissement de la population et au risque d'un manque de main d'oeuvre.

Des études prédisent que plus de la moitié des habitants de la Pologne, un pays de 38,2 millions d'habitants, auront plus de 50 ans à l'horizon de 2042 et un tiers seulement des Polonais seront alors actifs sur le marché du travail.

Le syndicat Solidarité a collecté 1,5 million de signatures en faveur d'un référendum national. Sa tenue éventuelle dépend toutefois du Parlement, où les adversaires de cette consultation sont majoritaires. (AFP 30.03)

[Haut de page ↗](#)